Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**
Service Prospective Aménagement Risques
Pôles Planification

# *Porter à connaissance de l'État*

## *Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la communauté de communes « Mond'Arverne communauté »*

juillet 2018

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# SOMMAIRE

## TOME 1

**Introduction**

**Numérisation des documents d'urbanisme**

**I - Les dispositions législatives et réglementaires auxquelles le PLUi doit se conformer**

1. Le PLUi doit être élaboré dans le cadre des orientations fondamentales de la politique nationale de l'urbanisme
2. Le PLUi devra être compatible avec les documents de portée juridique supérieure (art. L.131-1 et L.131-4 du code de l'urbanisme)
3. Le PLUi doit prendre en compte les risques naturels au travers du plan de prévention des risques inondation et des études de connaissance des autres risques naturels et technologiques
4. Le PLUi doit permettre de répondre aux besoins en matière d'habitat
5. Le PLUi doit intégrer les enjeux environnementaux et sanitaires dans le développement communal
6. Le PLUi doit intégrer les servitudes d'utilité publique et certaines contraintes réglementaires pouvant s'appliquer sur le territoire

**II - Les outils de protection auxquels l'État préconise fortement de recourir**

1. La préservation des espaces agricoles
2. La préservation des espaces boisés
3. La préservation du patrimoine bâti et historique
4. La protection le long des voies ferrées

## TOME 2

**Annexes**

Fiches thématiques

Plan et tableaux des servitudes d'utilité publique

Éléments transmis par les services consultés



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Le présent document constitue le porter à connaissance réglementaire de l'État dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes « Mond'Arverne communauté ».**

28 communes sont concernées : Authezat, Aydat, Busséol, Chanonat, Corent, Cournols, Le Crest, Laps, Manglieu, Les Martres-de-Veyre, Mirefleurs, Olloix, Orcet, Pignols, La Roche-Blanche, La Roche-Noire, Saint-Amant-Tallende, Saint-Georges-sur-Allier, Saint-Maurice, Saint-Sandoux, Saint-Saturnin, Sallèdes, Saulzet-le-Froid, La Sauvetat, Tallende, Veyre-Monton, Vic-le-Comte et Yronde-et-Buron.

Il est élaboré en référence au code de l'urbanisme (article L.132-2) qui stipule que :

*«L'autorité administrative compétente de l'État porte à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents :*
*1° Le cadre législatif et réglementaire à respecter ;*
*2° Les projets des collectivités territoriales et de l'État en cours d'élaboration ou existants.*
*L'autorité administrative compétente de l'État leur transmet à titre d'information l'ensemble des études techniques dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'exercice de leur compétence en matière d'urbanisme. »*

Conformément à l'article L.132-7 du code de l'urbanisme, l'État est associé à l'élaboration des plans locaux d'urbanisme.
Compte tenu des différents enjeux identifiés sur le territoire de la communauté de communes, les services de l'État désignés ci-après souhaitent être plus particulièrement associés à l'élaboration de ce document d'urbanisme :

- la direction départementale des territoires,
- l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine.

Les services désignés ci-après, souhaitent également être associés à l'élaboration de ce document d'urbanisme :

- L'Institut national de l'origine et de la qualité
- RTE

L'association des services précités pourra être organisée à l'initiative de la commune selon des thématiques particulières ou en fonction de l'avancement du projet du PLUi, notamment lors de la présentation du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ou de la mise au point du document (zonage et règlement) préalablement à l'arrêt du projet par le conseil communautaire.

Le document comprend ainsi :

## *I- Les dispositions législatives et réglementaires auxquelles le PLUi doit se conformer*

Sont identifiés les éléments réglementaires que la communauté de communes doit prendre en considération **de manière obligatoire** dans le cadre de l'élaboration de son PLUi.

Tout élément complémentaire à ces éléments qui apparaîtrait dans la suite de la procédure sera communiqué à la commune par les services de l'État dans les meilleurs délais.

Sont ainsi rappelés :

- les orientations fondamentales de la politique nationale de l'urbanisme, définies dans le code de l'urbanisme, les lois Grenelle 1 et 2, la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- les documents de portée juridique supérieure avec lesquels le PLUi devra être compatible,
- les études et documents opposables en matière de risques naturels et technologiques que le PLUi doit prendre en compte,
- les contraintes environnementales et sanitaires que le PLUi doit prendre en compte.

**L'État veillera à la prise en compte de ces éléments dans le cadre de l'avis qu'il rendra après l'arrêt du projet de PLUi par le conseil communautaire.**

## *II- Les outils de protection auxquels l'État préconise fortement de recourir*

Compte tenu du contexte législatif et réglementaire, l'État préconise de recourir à certains outils permettant la protection des espaces agricoles, des espaces boisés, du patrimoine bâti et historique.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# NUMÉRISATION DES DOCUMENTS D'URBANISME

L'ordonnance n° 2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique crée le **portail national de l'urbanisme**. Ce site ouvre aux citoyens, et à l'ensemble des acteurs du secteur, un accès rapide et exhaustif aux règles d'urbanisme applicables localement, à partir d'un point d'entrée unique.
Le lien est le suivant : https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/

À partir du 1er janvier 2016, l'article L.133-2 du code de l'urbanisme impose aux communes et établissements publics compétents de transmettre leurs documents d'urbanisme à l'État, au fur et à mesure de leurs évolutions (élaboration, révision, modification), en vue de leur publication sur le portail national de l'urbanisme, sous forme numérisée, au standard validé par le conseil national de l'information géographique (CNIG). Ces documents numérisés ne se substituent pas encore juridiquement aux documents papiers, qui demeurent jusqu'en 2020 les seuls opposables.

À partir du 1er janvier 2020, ce portail national de l'urbanisme deviendra la **plate-forme légale de publication des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique**. Cela imposera aux communes et établissements publics de coopération intercommunale compétents de transmettre ces documents sous forme numérisée, au standard validé par le conseil national de l'information géographique (CNIG). Ainsi, l'obligation de publication dans un recueil administratif (formalité qui s'ajoute à celles de l'affichage et de la transmission au contrôle de légalité) afin de rendre le document d'urbanisme exécutoire sera remplacée par la publication électronique sur le portail national de l'urbanisme.

**Pour accéder aux standards de numérisation il faut se reporter aux documents diffusés par le CNIG à l'adresse suivante : cnig.gouv.fr/?page_id=2732**

*Le code de l'urbanisme est ainsi modifié :*

*Article L133-2*
*Les communes ou leurs groupements compétents transmettent à l'État sous format électronique, au fur et à mesure des modifications de leurs dispositions, la version en vigueur des schémas de cohérence territoriale, des plans locaux d'urbanisme, des documents en tenant lieu et des cartes communales applicables sur leur territoire incluant les délibérations les ayant approuvés.*

*Article L133-3*
*Tout gestionnaire d'une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'État transmet à l'État, sous format électronique en vue de son insertion dans le portail national de l'urbanisme, la servitude dont il assure la gestion.*
*L'insertion de ces servitudes dans le portail national de l'urbanisme ne doit pas porter atteinte à la conduite de la politique extérieure de la France, à la sécurité publique ou à la défense nationale.*
*Ces dispositions ne font pas obstacle à ce que l'ensemble des servitudes demeurent transmises à l'État puis portées à la connaissance des communes et à leurs groupements dans le cadre de l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme conformément aux dispositions de l'article L.132-2.*

*Article L133-4*
*La numérisation des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique en vue des transmissions prévues aux articles L.132-2 et L.133-3 s'effectue dans un format défini par décret en Conseil d'État.*

*Article L133-5*
*Les transmissions des documents arrêtés ou approuvés prévues aux titres IV à VI peuvent être effectuées par échange électronique selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État.*

Dans ce cadre, les données numériques et géolocalisées utiles pour l'élaboration du PLU, et notamment les servitudes d'utilité publique, sont disponibles sur une plate-forme d'échange d'information géographique de l'État : D@tARA Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour accéder à cette plate-forme, le bureau d'études devra suivre la procédure de téléchargement décrite dans le document ci-après :

http://piece-jointe-carto.developpement-durable.gouv.fr/DEPT063A/SIGPACURBA63.pdf

Le lien internet vers la plate-forme est accessible depuis ce document.

La connexion se fait à l'aide de l'identifiant et du mot de passe suivants :

**Identifiant : COLLECTIVITE63**
**Mot de passe : URBA63**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# I- Les dispositions législatives et réglementaires auxquelles le PLUi doit se conformer

## *1) Le PLUi doit être élaboré dans le cadre des orientations fondamentales de la politique nationale de l'urbanisme*

- Le PLUi doit être élaboré en répondant aux principes fondamentaux traduits dans les articles L.101-1 et L.101-2 du code de l'urbanisme.

Article L.101-1 du code de l'urbanisme

*« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.*
*Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.*
*En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie. »*

Article L.101-2 du code de l'urbanisme

*« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :*
*1° L'équilibre entre :*
*a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
*b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
*c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
*d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
*e) Les besoins en matière de mobilité ;*
*2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;*
*3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;*
*4° La sécurité et la salubrité publiques ;*
*5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;*
*6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;*
*7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Une partie des communes est soumise aux dispositions de la loi montagne** (voir en annexe fiche loi montagne)**.**

| | Communes soumises aux dispositions de la loi montagne | |
|---|---|---|
| | OUI | NON |
| Authezat | | X |
| Aydat | X | |
| Busséol | | X |
| Chanonat | X | |
| Corent | | X |
| Cournols | X | |
| Le Crest | | X |
| Laps | | X |
| Manglieu | X | |
| Les Martres-de-Veyre | | X |
| Mirefleurs | | X |
| Olloix | X | |
| Orcet | | X |
| Pignols | X | |
| La Roche-Blanche | | X |
| La Roche-Noire | | X |
| Saint-Amant-Tallende | | X |
| Saint-Georges-sur-Allier | | X |
| Saint-Maurice-ès-Allier | | X |
| Saint-Sandoux | X | |
| Saint-Saturnin | X | |
| Sallèdes | X | |
| Saulzet-le-Froid | X | |
| La Sauvetat | | X |
| Tallende | | X |
| Veyre-Monton | | X |
| Vic-le-Comte | | X |
| Yronde-et-Buron | | X |

Les principaux objectifs de la loi du 9 janvier 1985 (articles L.122-1 à L.122-25 du code de l'urbanisme), relative à la protection et à l'aménagement de la montagne sont :

1. réaliser l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes d'habitations ou de constructions traditionnelles existants,

2. s'assurer de la compatibilité de la capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation avec la préservation des espaces naturels et agricoles,

3. préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières,

4. préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard,

5. encadrer le développement touristique par la réalisation d'unités touristiques nouvelles (UTN),



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

6. protéger les parties naturelles des rives des plans d'eau (voir carte des périmètres de 300 mètres autour des plans d'eau de la commune en annexe).

Dans le cadre de la démarche, une analyse des plans d'eau pourra être réalisée et le rapport de présentation précisera de manière argumentée les plans d'eau qui pourraient être exclus de l'application de cette règle en raison de leur faible importance.

La loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, publiée le 29 décembre 2016, vise notamment à réhabiliter l'immobilier de loisir par un urbanisme adapté, en rénovant la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN) et en adaptant les règles d'urbanisme aux particularités de certains lieux de montagne.

Cette loi prévoit deux types d'UTN dont la liste est fixée par le décret 2017-1039 du 10 mai 2017 relatif à la procédure de création ou d'extension des unités touristiques nouvelles :

- des UTN structurantes, prévues par le document d'orientation et d'objectifs du schéma de cohérence territoriale en application de l'article L141-23 du code de l'urbanisme ;
- des UTN locales, prévues par les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) en application de l'article L151-7 du code de l'urbanisme.

- **Les dispositions de la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010** (voir en annexe fiche Grenelle)

La prise en compte des dispositions de cette loi dans l'élaboration des PLUi est obligatoire.

- **Les dispositions de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, complétées par celles de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014** (voir en annexe fiche LAAAF)

La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche définit comme orientation d'inscrire l'agriculture et la forêt dans un développement durable des territoires. Cela se traduit notamment au travers de la préservation du foncier agricole qui est une nécessité pour le maintien d'une agriculture durable. Le PLUi doit s'inscrire dans cette orientation.

L'objectif national est de réduire de moitié à l'échelle nationale d'ici 2020 le rythme d'artificialisation des terres agricoles qui, au niveau national, correspond à l'équivalent d'un département français tous les sept ans, avec une progression des surfaces artificialisées 4 fois plus rapide que la croissance démographique. Dans ce cadre, la protection des terres agricoles constitue un enjeu important dans le Puy de Dôme.

**La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt renforce les objectifs de lutte contre l'artificialisation des espaces agricoles, naturels et forestiers.**

Pour répondre à cet objectif, plusieurs mesures sont définies dans ces deux lois. Elles viennent compléter les lois Grenelle 1 (loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle) et Grenelle 2 (loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement). Figurent ainsi les mesures suivantes :

- la mise en place d'un observatoire national de la consommation des terres agricoles (ONCEA) par arrêté ministériel du 26 février 2013, qui devient un observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers (ONEAF), dont la composition a été précisée par décret du 29 juin 2015,
- la mise en place d'un plan régional d'agriculture durable (PRAD) (voir en annexe fiche PRAD) qui définit la stratégie de lutte contre la consommation des terres agricoles. Le PRAD Auvergne a été approuvé le 28 mars 2012 et est consultable sur le site de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Auvergne (http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/). La LAAAF renforce le rôle des PRAD en instaurant une gouvernance conjointe entre l'État et les Régions,
- la mise en place de la « commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers » (CDPENAF), instance consultative sur toute question relative à la réduction de ces espaces et sur les moyens à mettre en place pour y remédier. Cette nouvelle instance est entrée en vigueur le 1er août 2015 depuis la publication du décret d'application du 9 juin 2015.

  La CDPENAF du Puy-de-Dôme a été instituée par arrêté préfectoral du 3 août 2015.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Les dispositions de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014** (voir en annexe fiche loi ALUR)

  En matière d'urbanisme, elle a pour objectif de faciliter et d'accroître l'effort de construction de logements, tout en freinant l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain. Dans ce cadre, le titre IV de la loi prévoit plusieurs mesures visant à favoriser la densification des zones déjà urbanisées, afin d'éviter la consommation d'espaces naturels et agricoles.

  Depuis le 27 mars 2014, la prise en compte des dispositions de cette loi dans l'élaboration des PLUi est obligatoire.

- **Les dispositions du décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme** (voir en annexe fiche modernisation du contenu du PLU)

  Des fiches techniques et un guide de modernisation du contenu du PLU sont disponibles sur le lien suivant :

  http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/plan-local-d-urbanisme-intercommunal-plui-et-plan-local-d-urbanisme-plu

- **Les dispositions du projet de loi sur l'évolution du logement et de l'aménagement numérique (ELAN)**

  Cette loi a été votée en première lecture à l'assemblée nationale le 12 juin 2018. Elle devrait être promulguée à l'automne 2018.

  Le projet de loi s'articule autour de quatre priorités :

  - *« construire plus, mieux et moins cher en donnant aux professionnels les moyens d'être plus efficaces ;*
  - *réformer le secteur du logement social, pour le consolider et qu'il réponde encore mieux à ses missions d'intérêt général ;*
  - *répondre aux besoins de chacun, favoriser la mobilité et la mixité sociale ;*
  - *améliorer le cadre de vie ».*

  Il est prévu dans ce projet de loi plusieurs ordonnances visant à limiter et simplifier les obligations de compatibilité et de prise en compte pour les documents d'urbanisme, à adapter l'objet, le contenu et le périmètre des SCoT, et à modifier le régime juridique des schémas d'aménagement régional.

- **Les dispositions du projet de loi d'orientation des mobilités (LOM)**

  Les assises de la mobilité ont eu lieu de septembre à décembre 2017 et permettront de préparer la loi LOM. Elles visaient à identifier les besoins et les attentes prioritaires de tous les citoyens autour de la mobilité en accordant une attention particulière aux transports de la vie quotidienne, aux zones rurales et périurbaines.

  La loi devrait être examinée à la fin de l'année 2018.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## *2) Le PLUi devra être compatible avec les documents de portée juridique supérieure (art. L.131-1 et L.131-4 du code de l'urbanisme)*

Le plan local d'urbanisme intercommunal doit être compatible avec le schéma de cohérence territoriale et, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du programme local de l'habitat.

Cela se traduit pour la communauté de communes par l'obligation de compatibilité avec les documents mentionnés ci-après :

- **Le schéma de cohérence territoriale du Grand Clermont,** approuvé le 29 novembre 2011 et exécutoire depuis le 10 février 2012.

  Le SCoT a été modifié le 26 mars 2013, le 12 novembre 2015, le 28 septembre 2017 et le 7 décembre 2017.

  Un projet de document d'aménagement artisanal et commercial (DAAC) est en cours et devrait être finalisé avant la fin de l'été 2018. Il sera opposable après son intégration dans le SCoT.
  Il détermine les conditions d'implantation des équipements commerciaux, qui du fait de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire et le développement durable. Ces conditions privilégient la consommation économe de l'espace, notamment en entrée de ville, par la compacité des formes bâties, l'utilisation prioritaire des surfaces commerciales vacantes et l'optimisation des surfaces dédiées au stationnement.

  Par ailleurs, un projet de modification des phasages des zones d'activités de Mond'Arverne a été engagé par délibération du PETR du Grand Clermont le15 juin 2018.

- **Le programme local de l'habitat (PLH) de Mond'Arverne communauté (2018-2023)** approuvé le 24 mai 2018

  Le PLUi doit être compatible avec ce programme local de l'habitat, conformément à l'article L.151-1 du code de l'urbanisme, et prévoir des capacités foncières adaptées à la réalisation du programme d'actions retenu par le PLH (voir en annexe fiche programme local de l'habitat).

  Les dispositions du PLUi ne doivent donc pas entraver la réalisation des objectifs du PLH.

Le PLUi doit également prendre en compte les documents mentionnés ci-après :

- **Le plan climat air énergie territorial (PCAET)** en cours d'élaboration sur le territoire de Mond'Arverne communauté

  La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte modernise les plans climat énergie territoriaux existants (PCET) par la mise en place du Plan climat-air-énergie territorial (PCAET).

  Le décret n°2016-849 du 28 juin 2016, définit le champ, le contenu et le mode d'élaboration du PCAET. Il est porté par les intercommunalités de plus de 20 000 habitants et concerne tout le territoire de la collectivité.

  C'est un outil de planification qui a pour but d'atténuer le changement climatique, de développer les énergies renouvelables et maîtriser la consommation d'énergie. Il devra être pris en compte dans le PLUi (article L.131-5 du code de l'urbanisme) et devra être adopté au plus tard le 31 décembre 2018.

  Actuellement, c'est le PCET du département du Puy-de-Dôme 2013-2018, adopté le 5 novembre 2013, qui doit être pris en compte. (http://www.puy-de-dome.fr/territoires/environnement/energie-climat.html)

- **Le schéma départemental d'accès à la ressource forestière**

  Conformément aux dispositions de l'article L.131-5 du code de l'urbanisme modifié par la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, le PLUi doit prendre en compte le schéma départemental d'accès à la ressource forestière élaboré chaque année par le conseil départemental, en concertation avec les communes, et les établissements publics de coopération intercommunale concernés. Ce schéma prévoit des itinéraires empruntant des routes départementales, communales et intercommunales permettant d'assurer le transport de grumes depuis les chemins forestiers jusqu'aux différents points de livraison.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Par ailleurs, les documents suivants s'imposent directement au SCoT en terme de compatibilité ou de prise en compte. Toutefois, afin de répondre aux objectifs des dispositions de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme, il est recommandé que le PLUi veille à intégrer ou ne pas s'opposer aux principales orientations de ces documents.

- **Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE)** (voir en annexe fiche SRCE).

  Ce schéma, élaboré conjointement par l'État et la Région Auvergne, a été approuvé par le conseil régional d'Auvergne le 30 juin 2015 et arrêté par le préfet de région le 7 juillet 2015. Les éléments d'information sur le schéma sont accessibles sur le site suivant : http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-schema-regional-de-coherence-ecologique-r3992.html

  Le PLUi doit tenir compte de ce schéma afin d'assurer les objectifs de "préservation et la remise en état des continuités écologiques" identifiés à l'échelle régionale.

- **Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes,** en cours d'élaboration

  L'article 10 de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) indique que le schéma fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets.

  Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité du président du conseil régional. Il sera adopté par délibération du conseil régional et approuvé par arrêté du représentant de l'État dans la région avant fin juillet 2019.

  **Après une enquête publique prévue en 2018, l'approbation du SRADDET est envisagée en 2019.**

  Conformément aux articles L131-1, L131-2 et L131-3 du code de l'urbanisme, les schémas de cohérence territoriale et, à défaut, les plans locaux d'urbanisme, les cartes communales ou les documents en tenant lieu, prennent en compte les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires et sont compatibles avec les règles générales du fascicule de ce schéma, pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables.

  Lorsque les documents d'urbanisme sont antérieurs à l'approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, ils prennent en compte les objectifs du schéma et sont mis en compatibilité avec les règles générales du fascicule lors de la première révision qui suit l'approbation du schéma.

  Pour d'autres informations :

  http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/schema-regional-d-amenagement-de-developpement-r4032.html

  http://www.auvergnerhonealpes.fr/30-amenagement-du-territoire.htm



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **La charte du parc naturel régional des volcans d'Auvergne et la charte du parc naturel régional Livradois-Forez** (voir en annexe fiches PNRVA et LF)

| | Communes comprises dans le périmètre du parc naturel régional des volcans d'Auvergne | | Communes comprises dans le périmètre du parc naturel régional Livradois-Forez | |
|---|---|---|---|---|
| | OUI | NON | OUI | NON |
| Authezat | | X | | X |
| Aydat | X | | | X |
| Busséol | | X | | X |
| Chanonat | X | | | X |
| Corent | | X | | X |
| Cournols | X | | | X |
| Le Crest | | X | | X |
| Laps | | X | | X |
| Manglieu | | X | X | |
| Les Martres-de-Veyre | | X | | X |
| Mirefleurs | | X | | X |
| Olloix | X | | | X |
| Orcet | | X | | X |
| Pignols | | X | X | |
| La Roche-Blanche | | X | | X |
| La Roche-Noire | | X | | X |
| Saint-Amant-Tallende | | X | | X |
| Saint-Georges-sur-Allier | | X | | X |
| Saint-Maurice-ès-Allier | | X | | X |
| Saint-Sandoux | | X | | X |
| Saint-Saturnin | X | | | X |
| Sallèdes | | X | X | |
| Saulzet-le-Froid | X | | | X |
| La Sauvetat | | X | | X |
| Tallende | | X | | X |
| Veyre-Monton | | X | | X |
| Vic-le-Comte | | X | | X |
| Yronde-et-Buron | | X | | X |

- **Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2016-2021,** approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 18 novembre 2015.

  Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et ses documents d'accompagnement, ainsi que le programme de mesures du bassin Loire-Bretagne sont consultables sur le site www.eau-loire-bretagne.fr du comité de bassin Loire-Bretagne.

- **Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne, 2016-2021** approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 1er décembre 2015 pour la partie ouest de la commune de Saulzet-le-Froid.

  Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et ses documents d'accompagnement, ainsi que le programme de mesures du bassin Adour-Garonne sont consultables sur le site www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html du comité de bassin Adour-Garonne.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Loire-Bretagne (PGRI),** pris en application de l'article L.566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ce plan définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7

  Le PGRI du bassin Loire Bretagne a été approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 23 novembre 2015.

  Le document peut être téléchargé depuis le site suivant : www.centre.developpement-durable.gouv.fr/

  Le PGRI, élaboré par le préfet coordonnateur de bassin pour une période de six ans, est le document de planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin Loire-Bretagne. Les dispositions s'y rapportant sont codifiées dans le code de l'environnement, aux articles L.566-1 et suivants, et R.566-1 et suivants.

  La politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin Loire-Bretagne pour les débordements de cours d'eau est fondée sur six objectifs :

  - Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues,
  - Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque,
  - Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable,
  - Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale,
  - Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation,
  - Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale.

  Ces six objectifs se déclinent en quarante dispositions.
  Certaines sont communes au SDAGE (opposable par arrêté du 18 novembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant).

  Conformément aux articles L.131-1 et L.131-7 du code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme doivent être rendus compatibles, si nécessaire, avec les dispositions du PGRI suivantes :
  - les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI ;
  - les orientations fondamentales et les dispositions de ce plan définies en application des 1° et 3° de l'article L.566-7 du code de l'environnement.

- **Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Adour-Garonne (PGRI),** pris en application de l'article L.566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ce plan définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7.

  Le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Adour Garonne (PGRI) a été approuvé par arrêté préfectoral du 1 décembre 2015.

  Le PGRI, élaboré par le préfet coordonnateur de bassin pour une période de six ans, est le document de planification dans le domaine de la gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin Adour Garonne. Les dispositions s'y rapportant sont codifiées dans le Code de l'environnement,aux articles L. 566-1 et suivants, et R. 566-1 et suivants.

  La politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin Adour Garonne pour les débordements de cours d'eau est fondée sur six objectifs :
  - Développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions,
  - Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation en mobilisant tous les acteurs concerné,
  - Améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistré,
  - Aménager durablement les territoires, par une meilleure prise en compte des risques d'inondation, dans le but de réduire leur vulnérabilité,
  - Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements,
  - Améliorer la gestion des ouvrages de protection.
  -



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

49 dispositions associées pour atteindre ces objectifs, dont 13 sont communes avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion de l'Eau (SDAGE)*

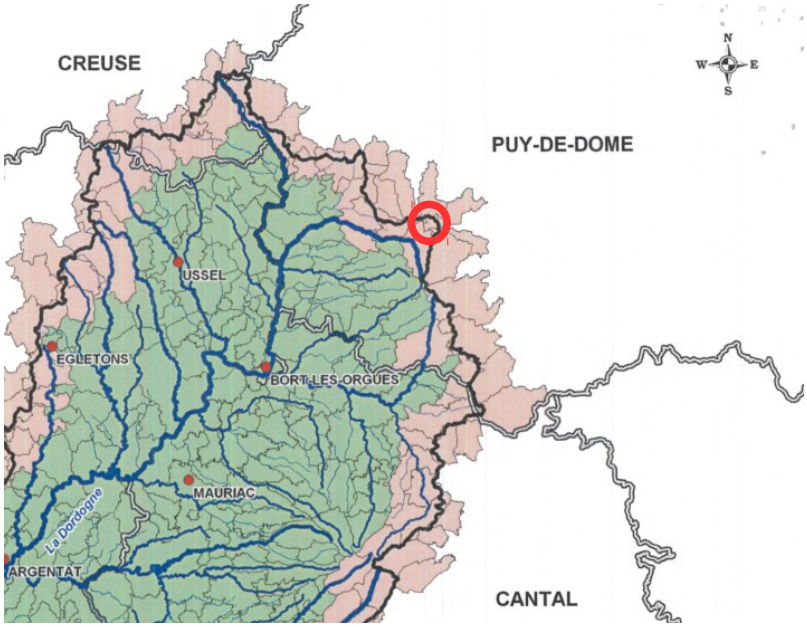
**Touchant à la préservation de la dynamique naturelle des cours d'eau, l'entretien des cours d'eau, la maîtrise des ruissellements et de l'érosion, la gouvernance à l'échelle des bassins versants ; le SDAGE 2016-2021 a également été approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 1er décembre 2015.*

Conformément au code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme doivent être rendus compatibles avec :

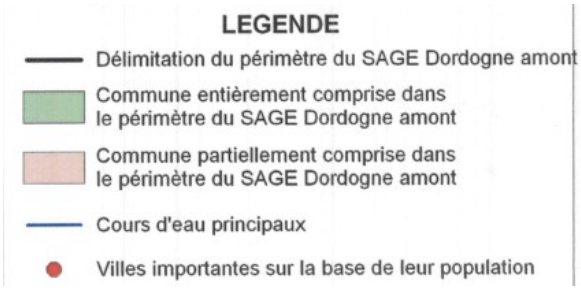
- les objectifs du PGRI ;
- les orientations fondamentales et les dispositions de ce plan définies en application des 1° et 3° de l'article L. 566-7 du Code de l'environnement.

- **Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Sioule,** approuvé par arrêté inter-préfectoral le 5 février 2014. La partie ouest de la commune de Saulzet-le-Froid est concernée par le SAGE Sioule et le futur SAGE Dordogne Amont en cours d'élaboration.

SAGE Sioule




Sage Dordogne amont




- **Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Allier Aval,** approuvé par arrêté inter-préfectoral le 13 novembre 2015.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## *3) Le PLUi doit prendre en compte les risques naturels au travers du plan de prévention des risques inondation et des études de connaissance des autres risques naturels et technologiques*

Le code de l'urbanisme précise que :

- les PLU déterminent les conditions permettant d'assurer, notamment, la prévention des risques (article L.101-2 du code de l'urbanisme) ;
- le règlement fixe les règles et servitudes d'utilisation du sol permettant d'atteindre cet objectif de prévention des risques (article L.151-8 du code de l'urbanisme) ;
- les documents graphiques du règlement font en outre apparaître, s'il y a lieu, les secteurs où l'existence de risques naturels ou technologiques justifie que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, les dépôts, affouillements, forages et exhaussements de sols (ancien article R.123-11b, ou nouveaux articles R.151-31 ou R.151-34 du code de l'urbanisme) ;
- doivent notamment figurer en annexe du PLUi les documents valant servitudes d'utilité publique (article R.151-51 du code de l'urbanisme). Seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

L'ensemble des risques présents sur la communauté de communes est répertorié dans le tableau page suivante.

Pour plus de détails, il convient de consulter les documents et sites suivants :

- DDRM 2012 du puy-de-Dôme à l'adresse suivante : « http://www.puy-de-dome.gouv.fr/le-d-d-r-m-du-puy-de-dome-a2766.html »
- Géorisques à l'adresse suivante : « http://www.georisques.gouv.fr» permet d'accéder aux informations avec la possibilité d'éditer des cartes, notamment pour les mouvements de terrain, les cavités souterraines, le retrait-gonflement des argiles, les séismes.

Pour rappel, d'autres études existent sur le territoire de la communauté de communes et sont répertoriées dans le tableau en pages 16 et 17.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**RECENSEMENT DES RISQUES SUR LE TERRITOIRE DE MOND'ARVERNE COMMUNAUTÉ**

Extrait actualisé du dossier départemental des risques majeurs (DDRM) approuvé le 28 mars 2012

| Communes | Inondation | Mouvements de terrains | | | | Tempête | Feux de forêt | Industriel | Transport de matières dangereuses | Rupture de barrage | Géothermie PER |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Érosion de berges, glissement, éboulement | Cavités souterraines | Retrait et gonflement des sols argileux | Inondation et coulées de boue | | | | | | |
| Authezat | PPRNPi du Val d'Allier Clermontois – 2013 | Érosion de berges | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | Gaz – routier | OUI | NON |
| Aydat | PPRNPi de la vallée de la Veyre – 2008 | / | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | NON | NON | OUI |
| Busséol | / | Glissement | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | NON | NON | NON |
| Chanonat | PPRNPi de la vallée de l'Auzon – 2007 | Glissement | OUI | OUI | OUI | OUI | OUI | NON | NON | NON | NON |
| Corent | PPRNPi du Val d'Allier Clermontois – 2013 | Glissement<br>Éboulement (chute de blocs) | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | OUI | NON |
| Cournols | / | Glissement | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI |
| Le Crest | PPRNPi de la vallée de l'Auzon – 2007 | Glissement<br>Éboulement (chute de blocs) | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | Gaz – routier | NON | NON |
| Laps | / | Glissement | NON | OUI | OUI | OUI | NON | NON | NON | NON | NON |
| Manglieu | / | / | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | NON | NON |
| Les Martres-de-Veyre | PPRNPi de la vallée de la Veyre – 2008<br>PPRNPi du Val d'Allier Clermontois – 2013 | Glissement | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | Ferroviaire | OUI | NON |
| Mirefleurs | PPRNPi du Val d'Allier Clermontois – 2013 | Glissement<br>Éboulement (chute de blocs) | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | OUI | NON |
| Olloix | / | / | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | NON | NON | OUI |
| Orcet | PPRNPi de la vallée de l'Auzon – 2007 | / | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI |
| Pignols | / | / | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | NON | NON |
| La Roche-Blanche | PPRNPi de la vallée de l'Auzon – 2007<br>PPRNPi de l'agglomération clermontoise – 2016 | Glissement<br>Éboulement (chute de blocs) | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | Gaz – routier | NON | OUI |
| La Roche-Noire | PPRNPi du Val d'Allier Clermontois – 2013 | PPRN mouvement de terrain (chute de blocs) - 2008 | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | OUI | OUI |
| Saint-Amant-Tallende | PPRNPi de la vallée de la Veyre – 2008 | Glissement | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | NON | NON |
| Saint-Georges-sur-Allier | / | Glissement | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | NON | NON | OUI |
| Saint-Maurice-ès-Allier | PPRNPi du Val d'Allier Clermontois – 2013 | Glissement | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | OUI | NON |
| Saint-Sandoux | / | Glissement | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI |
| Saint-Saturnin | PPRNPi de la vallée de la Veyre – 2008 | Glissement<br>Éboulement (chute de blocs) | NON | OUI | OUI | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI |
| Sallèdes | / | Glissement | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | NON | NON |
| Saulzet-le-Froid | / | / | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | NON | NON | OUI |
| La Sauvetat | / | / | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | Gaz – routier | NON | OUI |
| Tallende | PPRNPi de la vallée de la Veyre – 2008 | Glissement<br>Éboulement (chute de blocs) | NON | OUI | NON | OUI | NON | NON | Gaz – routier | NON | OUI |
| Veyre-Monton | PPRNPi de la vallée de la Veyre – 2008 | Glissement<br>Éboulement (chute de blocs) | OUI | OUI | NON | OUI | OUI | NON | Gaz – routier | NON | NON |
| Vic-le-Comte | PPRNPi du Val d'Allier Clermontois – 2013 | Érosion des berges<br>Glissement | NON | OUI | OUI | OUI | NON | NON | Ferroviaire | OUI | NON |
| Yronde-et-Buron | PPRNPi du Val d'Allier Clermontois – 2013 | Éboulement (chute de blocs) | NON | OUI | NON | OUI | OUI | NON | Ferroviaire | OUI | NON |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| Liste des connaissances liées aux risques disponible à la DDT63 pour la communauté de communes Mond'Arverne Communauté | | | |
|---|---|---|---|
| **ARRONDISSEMENT** | **INSEE** | **COMMUNE** | **LISTE ETUDES*** |
| CLERMONT-FERRAND | 63021 | AUTHEZAT | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du Val d'Allier Clermontois: approbation le 04/11/2013<br>- Atlas des zones inondables des grandes rivières DIREN. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand novembre 2005<br>- Étude d'aménagement de la vallée de l'Allier et de la Loire moyenne. BCEOM décembre 1986<br>- Atlas des zones inondables de l'Allier. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand septembre 2005<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1997<br>- Gergovie Val d'Allier communauté : Détermination des aléas de crues et coulées de boue à l'échelle du territoire communautaire Hydratec 2016 |
| CLERMONT-FERRAND | 63026 | AYDAT | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) pour le bassin de la Veyre: approbation le 22/12/2008<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63059 | BUSSEOL | - Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63084 | CHANONAT | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du bassin de l'Auzon: approbation le 09/05/2007<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977 |
| CLERMONT-FERRAND | 63120 | CORENT | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du Val d'Allier Clermontois: approbation le 04/11/2013<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977 |
| CLERMONT-FERRAND | 63123 | COURNOLS | Sans objet |
| CLERMONT-FERRAND | 63126 | LE CREST | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du bassin de l'Auzon: approbation le 09/05/2007<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63188 | LAPS | - Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63205 | MANGLIEU | Sans objet |
| CLERMONT-FERRAND | 63214 | LES MARTRES-DE-VEYRE | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du Val d'Allier Clermontois: approbation le 04/11/2013<br>- Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) pour le bassin de la Veyre: approbation le 22/12/2008<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977 |
| CLERMONT-FERRAND | 63227 | MIREFLEURS | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du Val d'Allier Clermontois: approbation le 04/11/2013<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Gergovie Val d'Allier communauté : Détermination des aléas de crues et coulées de boue à l'échelle du territoire communautaire Hydratec 2016 |
| CLERMONT-FERRAND | 63259 | OLLOIX | - Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977 |
| CLERMONT-FERRAND | 63262 | ORCET | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du bassin de l'Auzon: approbation le 09/05/2007<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977 |
| CLERMONT-FERRAND | 63280 | PIGNOLS | Sans objet |

* Certaines communes sont concernées par l'inventaire départemental des cavités souterraines et du mouvement de terrain, réalisé par le BRGM.
Ces données sont disponibles sur le site: www.georisque.fr



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| ARRONDISSEMENT | INSEE | COMMUNE | LISTE ETUDES* |
|---|---|---|---|
| CLERMONT-FERRAND | 63302 | LA ROCHE-BLANCHE | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) de l'agglomération Clermontoise: approbation le 08/07/2016<br>- Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du bassin de l'Auzon: approbation le 09/05/2007<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977 |
| CLERMONT-FERRAND | 63306 | LA ROCHE-NOIRE | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du Val d'Allier Clermontois: approbation le 04/11/2013<br>- Plan de Prévention des Risques Naturels Majeurs Prévisibles, risque chute de blocs sur le bourg de la Roche-Noire : approbation le 22/12/2008<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Gergovie Val d'Allier communauté : Détermination des aléas de crues et coulées de boue à l'échelle du territoire communautaire Hydratec 2016 |
| CLERMONT-FERRAND | 63315 | SAINT-AMANT-TALLENDE | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) pour le bassin de la Veyre: approbation le 22/12/2008<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977 |
| CLERMONT-FERRAND | 63350 | SAINT-GEORGES-SUR-ALLIER | - Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Gergovie Val d'Allier communauté : Détermination des aléas de crues et coulées de boue à l'échelle du territoire communautaire Hydratec 2016 |
| CLERMONT-FERRAND | 63378 | SAINT-MAURICE | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du Val d'Allier Clermontois: approbation le 04/11/2013<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63395 | SAINT-SANDOUX | - Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63396 | SAINT-SATURNIN | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) pour le bassin de la Veyre: approbation le 22/12/2008<br>- Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63405 | SALLEDES | - Région Auvergne : identification rapide des zones de risques miniers liés à l'instabilité des Terrains. GEODERIS décembre 2007 |
| CLERMONT-FERRAND | 63407 | SAULZET-LE-FROID | Sans objet |
| CLERMONT-FERRAND | 63413 | LA SAUVETAT | - Carte Zermos, région de Chanonat – Sud de Clermont-Ferrand. Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Clermont-Ferrand janvier 1977<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63425 | TALLENDE | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) pour le bassin de la Veyre: approbation le 22/12/2008.<br>- Cartographie des zones exposées à des risques liés aux mouvements du sol et du sous-sol par LRPC en 1977.<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63455 | VEYRE-MONTON | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) pour le bassin de la Veyre: approbation le 22/12/2008<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63457 | VIC-LE-COMTE | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du Val d'Allier Clermontois: approbation le 04/11/2013<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 |
| CLERMONT-FERRAND | 63472 | YRONDE-ET-BURON | - Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) du Val d'Allier Issoirien: approbation le 19/12/2013.<br>- Risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996<br>- Présence possible d'une ancienne exploitation minière (cf.la commune) |

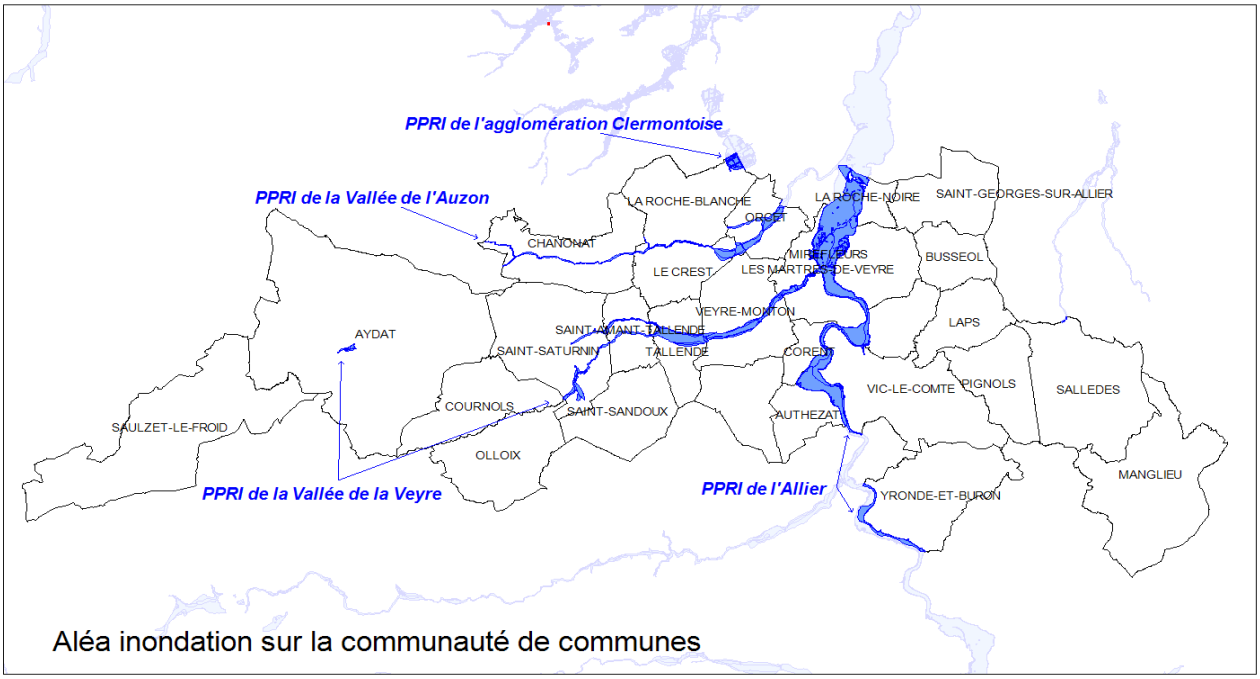


Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **le risque inondation**

La communauté de communes est concernée par 5 PPRNPi :

- PPRNPi de l'agglomération clermontoise approuvé le 8 juillet 2016 (La Roche-Blanche),
- PPRNPi du val d'Allier issoirien approuvé le 19 décembre 2013 (Yronde-et-Buron),
- PPRNPi du val d'Allier clermontois approuvé le 4 novembre 2013 (Authezat, La Roche-Noire, Les Martres-de-Veyre, Mirefleurs, Saint-Maurice-ès-Allier et Vic-le-Comte),
- PPRNPi de la vallée de la Veyre approuvé le 22 décembre 2008 (Les Martres-de-Veyre, Veyre Monton, Aydat, Saint-Saturnin, Saint-Amant-Tallende et Tallende),
- PPRNPi de la vallée de l'Auzon approuvé le 9 mai 2007 (La Roche-Blanche, Orcet, Chanonat et le Crest).



Aléa inondation sur la communauté de communes

**Les PPRNPi s'imposent au plan local d'urbanisme. Ainsi, le PLUi de Mond'Arverne. doit les prendre en compte dans sa traduction réglementaire.**

Cette dernière doit se faire à deux niveaux :

– dans les documents graphiques du règlement (zonage) qui peuvent ne faire figurer que l'enveloppe globale du PPRNPi (trame unique sans distinction des différentes zones réglementaires du PPR), avec pour légende : *« Secteur où l'existence des risques naturels d'inondation justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, les dépôts, affouillements, forages et exhaussements de sols. » conformément à l'article R.151-34 du code de l'urbanisme)* ;

– *dans les pièces écrites du règlement, qui doivent en préambule préciser dans les zones concernées par le PPRNPi : « Dans les secteurs inondables identifiés dans les documents graphiques, s'applique également la réglementation liée au PPRNPi annexé au PLUi. Cette réglementation ayant valeur de servitude, en cas de contradiction avec les règles édictées ci-après, c'est la règle la plus stricte qui s'applique. Il est donc impératif de se reporter au règlement du PPRNPi annexé au PLUi pour connaître l'ensemble des prescriptions relatives aux occupations et utilisations du sol autorisées dans ces secteurs. »*

**Pour les cours d'eau non couverts par un PPRNPi,** en application de la politique nationale de prévention des risques, le règlement du PLUi doit contrôler les installations humaines dans les zones inondables :

- en interdisant toute nouvelle construction si la sécurité publique n'est pas assurée,
- en les limitant dans les autres zones,
- en préservant les capacités d'écoulement et d'expansion des crues,
- tout en sauvegardant l'équilibre du milieu et la qualité des paysages.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

La satisfaction de ces objectifs nécessite :

- l'identification des axes d'écoulement,
- l'organisation des écoulements,
- la limitation des risques pour les personnes et les biens,
- la revalorisation, si possible, des zones inondables.

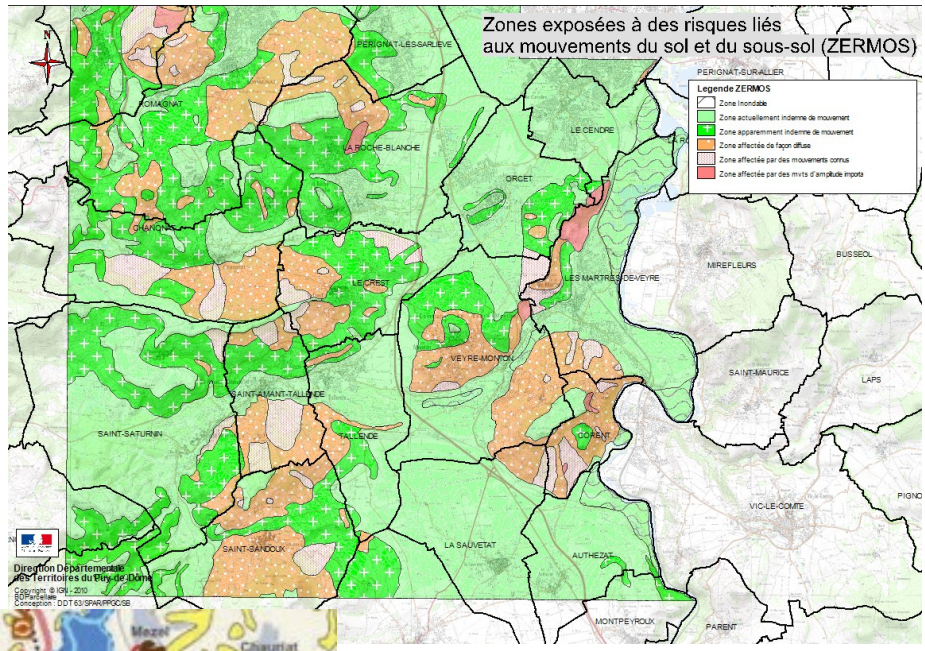
- **le risque mouvements de terrain**

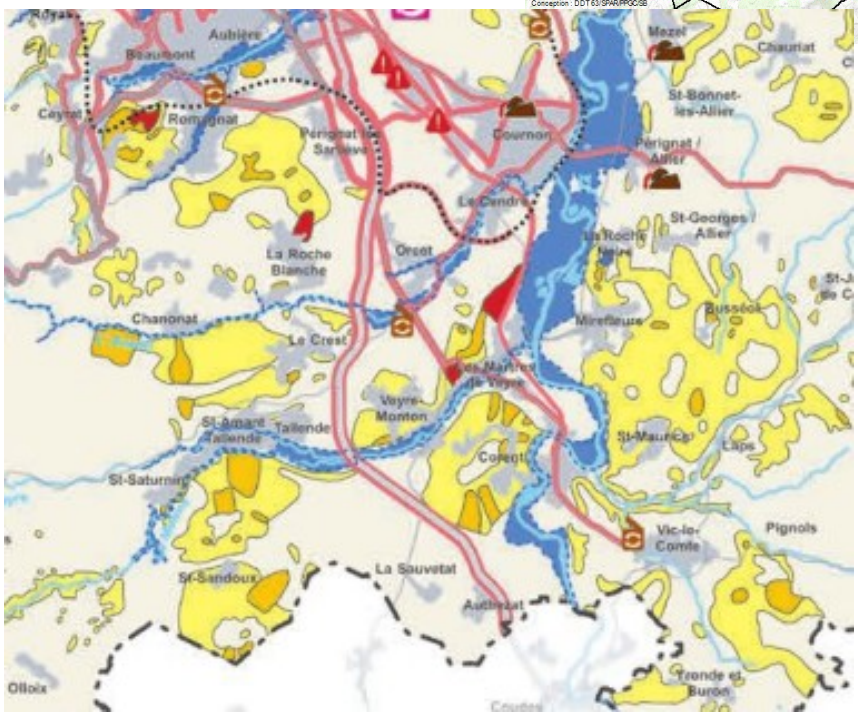
Il existe des risques de mouvement de terrain dus au retrait-gonflement des argiles (Limagne), à des coulées de boues (pentes de Puys et Val d'Allier), ou encore à des chutes de blocs et à des éboulements (la Roche-Noire).

Le BRGM a réalisé en 1977/1978, une carte des zones exposées à des risques liés aux mouvements du sol et du sous-sol (ZERMOS) dans les secteurs concernés par un risque mouvement de terrain. Il convient avant de les ouvrir à l'urbanisation que la communauté de communes réalise les études géotechniques permettant d'en définir la constructibilité.

Ce risque mouvement de terrain est également repris page 57 du document d'orientations générales du SCoT du Grand Clermont.

Carte ZERMOS




*Mouvement de terrain :*

- *Présomption d'instabilité élevée*
- *Présomption d'instabilité moyenne à élevée*
- *Présomption d'instabilité faible ou mal connue*
- *Commune présentant des risques avérés de mouvements de terrain*
- *Commune présentant des aléas miniers connus*

Extrait DOG du SCoT



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

*Retrait/gonflement des sols argileux*

L'ensemble du territoire de la commune est concerné par ce risque.

Une étude sur ce risque a été réalisée à l'échelle du département. Celle-ci est consultable sur le site www.georisques.gouv.fr/

La liste des arrêtés de catastrophe naturelle peut être utilement consultée.

Il est à noter que ce phénomène engendre des dégâts considérables aux bâtiments. En raison de leurs fondations superficielles, les maisons sont particulièrement vulnérables à ce phénomène.

Dans ce cadre, le ministère de la transition écologique et solidaire a rédigé un dossier d'information et proposé des moyens de mitigation (réduction de la vulnérabilité) qui peuvent être mis en place par les particuliers. Ce dossier est consultable sur le site internet suivant :
www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/ACCIDR/

*Érosion des sols et coulées de boues*

Toutes les communes du territoire ont subi des inondations et des coulées de boue ayant entraîné des arrêtés de catastrophe naturelle. Une attention particulière devra être portées à ces phénomènes lors de la définition des terrains à urbaniser. Une cartographie des zones à risque d'érosion des sols et coulées de boues devra être intégrée dans le rapport de présentation du PLUi. Pour ces secteurs, des mesures spécifiques devront être envisagées par la communauté de communes (zonage et règlement adaptés, emplacements réservés pour travaux visant à limiter le risque,...).

*Chute de blocs*

Un PPR a été approuvé le 22 décembre 2008 sur la commune de la Roche-Noire. Un évènement a eu lieu en juin 2016, en limite de la zone protégée par les travaux prescrits par le PPR. Des travaux de sécurisation supplémentaires sont nécessaires, ainsi qu'une reprise d'un merlon. Une demande a été faite auprès du fonds de prévention des risque naturels majeurs (FPRNM).

Un éboulement de terrain à Saint-Amant-Tallende, le 18 juin 2013, a fait l'objet d'une expertise par le BRGM.

*Effondrement de cavités souterraines*

Un inventaire des cavités souterraines, hors mine, a été réalisé par le BRGM, dans le département du Puy-de-Dôme, en 2007. La commune de Veyre-Monton est celle où l'on en recense le plus avec une cinquantaine de cavités.

- **le risque sismique**

Depuis le 1er mai 2011, toutes les communes sont classées dans la zone 3, dite de sismicité modérée, en application des décrets n° 2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français (voir le site www.planseisme.fr). Dans ce cadre, de nouvelles normes de construction sont imposées (mise en place des Eurocodes 8).

Les séismes sont répertoriés sur un site internet : www.sisfrance.net.

- **le risque industriel**

Il n'existe pas de site classé SEVESO (seuil haut et bas) sur le territoire de Mond'Arverne communauté.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **le risque lié au transport de matières dangereuses**

  La communauté de communes est soumise à l'aléa de transport de matières dangereuses.

  La localisation des tronçons de transport de gaz est disponible sur le site suivant :
  http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr/cartelie/voir.do?carte=CanalisationsTMD&service=CEREMA&DESCARTES_BBOX=821203.7062590402,6576906.499999992,1061564.8437411077,6773928.4999982705

  Au vu de l'étude de sécurité de GRT de septembre 2009, la communauté de communes est invitée d'ores et déjà à prendre en compte les précautions suivantes concernant les activités et les projets au voisinage de ces ouvrages :

  - de manière permanente, être attentif à tous travaux (notamment terrassement, fouille, forage, enfoncement, décapage…) prévus ou engagés à proximité de la canalisation, qui doivent être précédés des procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) définies par le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 ;
  - informer le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme accordé dans une zone située à une distance de la canalisation inférieure à la distance des effets irréversibles, afin que celui-ci puisse gérer un éventuel changement de la catégorie réglementaire d'emplacement de la canalisation engendré par la construction ainsi autorisée, et mettre en œuvre les dispositions compensatoires nécessaires, le cas échéant.

- **le risque minier**

  Il n'existe pas d'études sur ce risque sur le territoire de Mond'Arverne communauté hormis le rapport sur les risques miniers résiduels des communes de Sallèdes et Yronde-et-Buron.

- **le risque tempête et feux de forêt**

  Mond'Arverne communauté est concernée par ces risques.

- **le risque rupture de barrage**

  Les communes à proximité de l'Allier sont concernées par le risque rupture de barrage relatif à la présence du barrage de Naussac en amont.
  Ce type de risque ne génère pas de contraintes particulières par rapport à l'urbanisme.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 4) Le PLUi doit permettre de répondre aux besoins en matière d'habitat

Le PLUi doit permettre de répondre aux besoins en logements. Il doit déterminer, en application de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme, les conditions permettant d'assurer *« la diversité des fonctions et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural (…) en prévoyant les capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat ».*

- **Compatibilité du PLUi avec les dispositions du PLH**

Le programme local de l'habitat (2018-2023) de Mond'Arverne communauté a été approuvé le 24 mai 2018. Il décline les objectifs du SCoT du Grand Clermont et désigne les communes des territoires périurbains ayant un rôle intermédiaire : les « pôles de proximité » (Orcet, Mirefleurs, La Roche-Blanche, Veyre-Monton, Aydat, Chanonat et Le Crest). Ces communes disposent de services et doivent développer leur offre d'habitat en renforçant l'offre locative.

Les objectifs de logement sont estimés à environ 1500/1600, soit 250 à 260 par an sur un foncier de 80 à 90 ha répartis comme suit :

- pôles de vie : 737 logements, soit 123 par an sur un foncier de 30 à 35 ha,
- pôles de proximité : 516 logements, soit 86 par an sur un foncier de 30 à 35 ha,
- secteur rural : 288 logements, soit 48 par an sur un foncier de 15 à 20 ha.

Le PLH prévoit également la reconquête de 170 à 180 logements vacants.

Le PLUi devra être compatible avec les orientations et les actions inscrites dans le PLH de Mond'Arverne communauté et mobiliser les sites stratégiques identifiés par le PLH pour atteindre les objectifs de production fixés sur la période 2018-2023 en intégrant les recommandations de l'État sur la nécessité de porter une attention particulière à la consommation foncière sur les communes des territoires périurbains et la nécessité d'améliorer quantitativement la production de logements sur les pôles de vie de Vic-le-Comte, Les Martres-de-Veyre et Tallende/Saint-Amant-Tallende/Saint-Saturnin.

- **Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage**

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoit la mise en œuvre dans chaque département d'un dispositif d'accueil des gens du voyage. Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage a été approuvé en 2002, puis révisé en 2012 (approbation par le Préfet et le Président du Conseil départemental le 19 décembre 2012). Les priorités du schéma sont d'harmoniser la gestion des aires d'accueil, d'organiser l'accueil des grands passages (Clermont-Communauté, Issoire), de favoriser l'accès à une offre d'habitat adaptée et diversifiée, et de poursuivre l'accompagnement des familles.

Concernant l'habitat adapté, les objectifs du schéma ciblent 30 PLAi par an sur le département, et cet objectif est repris en cohérence avec l'action 3 du plan départemental pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées du Puy-de-Dôme (PDALHPD 2017-2022).

Le diagnostic du schéma a mis en notamment en évidence, en 2011, la situation de certains ménages installés sur des terrains - dont ils sont majoritairement propriétaires - non desservis par les réseaux, en situation irrégulière au regard des documents d'urbanisme.

Lorsque cette situation est régularisable, il convient de classer ces terrains dans un secteur autorisant le stationnement des résidences mobiles constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs ainsi que l'édification de certaines constructions (annexes, sanitaires...). Selon les cas, ce secteur pourra être un sous-secteur en zone urbaine ou un secteur de taille et de capacité limité (STECAL) en zone agricole ou naturelle. La création d'un STECAL est systématiquement soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

**Dans ce cadre, la communauté de communes a prévu la mise en place d'un partenariat avec l'AGSGV 63 (Association de Gestion du Schéma des Gens du Voyage).**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Programme d'intérêt général (PIG) départemental**

Depuis le 5 juillet 2016, le Conseil départemental du Puy de Dôme, l'État et l'ANAH ont signé une convention relative au programme d'intérêt général (PIG). Les champs d'intervention de ce PIG sont :

- d'amplifier la lutte contre la précarité énergétique,
- de déployer le volet autonomie et le maintien à domicile,
- de renforcer le traitement de la non décence.

En fonction de leur condition de ressources, les habitants de la communauté de communes peuvent bénéficier de subventions de la part de l'ANAH, afin de répondre aux enjeux exposés ci-dessus.

- **Études utiles pour l'élaboration du PLUi**

*Densification autour des gares du Puy-de-Dôme*

Afin de favoriser l'utilisation de modes de transports alternatifs à l'automobile, la direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme a réalisé une étude visant à évaluer le potentiel de production de logements à proximité des gares ferroviaires du Puy-de-Dôme.
Cette étude est disponible sur le site internet de la préfecture :
http://www.puy-de-dome.gouv.fr/qualite-de-l-urbanisme-r1380.html

*Fichiers fonciers*

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes met à votre disposition les fichiers fonciers anonymisés sur votre territoire qui peuvent vous aider dans la phase d'analyse territoriale : caractérisation et âge du bâti, dynamique de consommation d'espace, etc... .
Le contenu des fichiers fonciers et les modalités d'accès sont décrites sur ce site :
http://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/diffusion-des-fichiers-fonciers-r916.html.
Le formulaire dématérialisé permettant l'accès aux données est à compléter sur ce site :
https://tps.apientreprise.fr/users/sign_in
Pour tout renseignement, s'adresser par courriel : fichiersfonciers.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

*Observatoire départemental de l'habitat et des territoires*

Le Conseil départemental du Puy-de-Dôme dispose de données concernant les caractéristiques de l'habitat de Mond'Arverne communauté. Il a créé l'observatoire de l'habitat et des territoires, à destination des élus, des techniciens des collectivités, des acteurs de l'habitat et du social. Sur demande motivée, les données peuvent également être consultées par les bureaux d'études intervenant sur des projets territoriaux.

L'observatoire offre des informations chiffrées sur le développement territorial (démographie, revenus, emploi et construction neuve), les conditions de logement (logement privé, logement sous condition de ressources, logement des populations spécifiques…), ainsi que sur les ménages pouvant rencontrer des difficultés pour se loger (population précaire, jeunes et personnes âgées). L'offre de données a été élargie aux domaines de l'agriculture, des transports et de l'énergie.
L'observatoire est un site internet accessible grâce à un identifiant et à un mot de passe propres à chaque utilisateur. Interactif, il calcule des résultats d'indicateurs sur tout le territoire du département et produit des analyses territoriales à l'échelle des communes, des cantons, des EPCI, complétées par des cartographies.
Inscription sur www.observatoire-habitat-cg63.fr / Contact : Léna Chalvon, 04 73 42 73 60



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5) Le PLUi doit intégrer les enjeux environnementaux et sanitaires dans le développement communal

Le code de l'urbanisme précise que :

- le PLUi détermine les conditions permettant d'assurer, notamment, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (L.101-2) ;
- le contenu du rapport de présentation dépend de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale (articles R.151-1 et R.151-3) mais doit dans tous les cas exposer le diagnostic établi au regard des besoins répertoriés en matière de développement forestier, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, analyser l'état initial de l'environnement, expliquer les choix retenus, évaluer les incidences sur l'environnement et préciser les indicateurs d'évaluation du PLUi ;
- le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du PLUi définit les orientations générales des politiques de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou remise en état des continuités écologiques (L.151-5) ;
- les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLUi peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques (L.151-7) ;
- le règlement (L.151-8) fixe les règles et servitudes permettant d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L.101-2 (possibilité d'imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées, d'identifier des éléments de paysage ou des secteurs à protéger, mettre en valeur ou requalifier pour des motifs d'ordre écologiques, de localiser dans les zones urbaines les espaces nécessaires au maintien des continuités écologiques) ;
- le règlement peut faire apparaître les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état (article R.151-43).

- **l'état initial de l'environnement**

La base de données, disponible sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, répertorie les enjeux environnementaux existants sur le territoire communal :
http://www.rdbrmc-travaux.com/basedreal/Accueil.php

Le territoire de Mond'Arverne communauté est concerné par des zonages qui figurent dans le tableau pages suivantes.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| Communes | NATURA 2000 Zone spéciale de conservation (ZSC) | NATURA 2000 Zone de protection spéciale (ZPS) | ZNIEFF de type 1 | ZNIEFF de type 2 | réserve naturelle régionale | ZICO | Arrêté de protection de biotope | Sites classés | Sites inscrits |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Authezat | - Val d'Allier-Alagnon | | - Roche Fumade<br>- Val Allier de Longues à Coudes | - Coteaux de Limagne occidentale<br>- Lit majeur de l'Allier moyen | | | | | |
| Aydat | - Chaînes des Puys<br>- Vallées et coteaux xérothermiques des Couzes et Limagne | - Pays des Couzes | - Narse d'Espinasse<br>- Lac d'Aydat<br>Puys de la Vache et Lassolas et Cheires<br>- Environs de Pourcharet<br>- Gorges de la Monne<br>- Mont Redon | - Chaîne des Puys<br>- Pays coupés<br>- Plateau ouest de la chaîne des Puys | | - Montagne de la Serre<br>- Les Couzes nord | | - Chaîne des Puys | - Chaîne des Puys<br>- Lac d'Aydat et ses rives |
| Busséol | - Comté d'Auvergne et Puy Saint-Romain | | - Puy Saint-André<br>- Butte de Busséol<br>- Puy Saint-Romain, sommet et flanc nord | | | | | | |
| Chanonat | | - Pays des Couzes | - Versants du plateau de Gergovie<br>- Puy de Jussat<br>- Vallée de l'Auzon<br>- Montagne de la Serre<br>- Environs de Chanonat | - Coteaux de Limagne occidentale<br>- Pays coupés | | - Montagne de la Serre | | - Parc du château de la Batisse | - Village de Chanonat et ses abords |
| Corent | - Val d'Allier-Alagnon | | - Puy de Corent<br>Val Allier de Longues à Coudes | - Coteaux de Limagne occidentale<br>- Lit majeur de l'Allier moyen | | | | | |
| Cournols | - Vallées et coteaux xérothermiques des Couzes et Limagne | - Pays des Couzes | - Gorges de la Monne | - Pays coupés | | - Les Couzes nord | | - Gorges de la Monne | - Hameau de Randol |
| Le Crest | | - Pays des Couzes | - Puy de Jussat<br>- Roselière du Crest<br>- Butte de Jonchère<br>- Montagne de la Serre<br>- Environs de Chanonat | - Coteaux de Limagne occidentale<br>- Pays coupés | | - Montagne de la Serre | | | |
| Laps | - Comté d'Auvergne et Puy Saint-Romain | | - Ruisseau de Pignols<br>- Bois de la Comté | - Varennes et bas Livradois | | | | | |
| Manglieu | | | - Bois de la Comté | - Varennes et bas Livradois | | | | | |
| Les Martres-de-Veyre | - Vallées et coteaux xérothermiques des Couzes et Limagne<br>- Val d'Allier-Alagnon | | - Puy de Tobize<br>- Puy de Corent<br>- Val d'Allier du pont de Mirefleurs au pont de Longues<br>- Val d'Allier de Longues à Coudes<br>- Sources salées des Saladis<br>- Allier pont de Mirefleurs-Dallet | - Coteaux de Limagne occidentale<br>- Lit majeur de l'Allier moyen | | | | | |
| Mirefleurs | - Comté d'Auvergne et Puy Saint-Romain<br>- Val d'Allier-Alagnon | | - Puy Saint-André<br>- Puy Saint-Romain, sommet et flanc nord<br>- Puy Saint-Romain<br>- Val d'Allier du pont de Mirefleurs au pont de Longues<br>- Le Sail<br>- Allier pont de Mirefleurs-Dallet | - Lit majeur de l'Allier moyen | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| Communes | NATURA 2000 Zone spéciale de conservation (ZSC) | NATURA 2000 Zone de protection spéciale (ZPS) | ZNIEFF de type 1 | ZNIEFF de type 2 | réserve naturelle régionale | ZICO | Arrêté de protection de biotope | Sites classés | Sites inscrits |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Olloix | - Vallées et coteaux xérothermiques des Couzes et Limagne | - Pays des Couzes | - Gorges de la Monne | - Pays coupés | | - Les Couzes nord | | - Gorges de la Monne | |
| Orcet | | | - Puy de Tobize<br>- Roselière du Crest | - Coteaux de Limagne occidentale | | | | | |
| Pignols | - Comté d'Auvergne et Puy Saint-Romain | | - Ruisseau de Pignols<br>- Bois de la Comté | - Varennes et bas Livradois | | | | | |
| La Roche-Blanche | - Vallées et coteaux xérothermiques des Couzes et Limagne | | - Versants du plateau de Gergovie<br>- Puy de Jussat | - Coteaux de Limagne occidentale | | | | | Plateau de Gergovie |
| La Roche-Noire | - Val d'Allier-Alagnon | | - Puy de Saint-André<br>- Allier pont de Mirefleurs - Dallet | - Lit majeur de l'Allier moyen | | | | | |
| Saint-Amant-Tallende | | - Pays des Couzes | - Le Marand<br>- Montagne de la Serre | - Coteaux de Limagne occidentale<br>- Pays coupés | | - Montagne de la Serre | | | - Saint-Amant-Tallende-la Monne |
| Saint-Georges-sur-Allier | | | - Puy de Saint-André<br>- Puy Benoît | | | | | | |
| Saint-Maurice-ès-Allier | - Comté d'Auvergne et Puy Saint-Romain<br>- Val d'Allier-Alagnon | | - Puy Saint-Romain, sommet et flanc nord<br>- Puy Saint-Romain<br>- Val d'Allier du pont de Mirefleurs au pont de Longues | - Lit majeur de l'Allier moyen | | | | | |
| Saint-Sandoux | - Vallées et coteaux xérothermiques des Couzes et Limagne | - Pays des Couzes | - Le Marand<br>- Environs de Plauzat-Saint-Sandoux<br>- Gorges de la Monne | - Coteaux de Limagne occidentale<br>- Pays coupés | | - Les Couzes nord | | | |
| Saint-Saturnin | - Vallées et coteaux xérothermiques des Couzes et Limagne | - Pays des Couzes | - Le Marand<br>- Gorges de la Monne<br>- Mont Redon<br>- Montagne de la Serre | - Coteaux de Limagne occidentale<br>- Pays coupés | | - Montagne de la Serre<br>- Les Couzes nord | | - Site de Saint-Saturnin | - Voie publique château, église et cimetière |
| Sallèdes | - Comté d'Auvergne et Puy Saint-Romain | | - Bois de la Comté | - Varennes et bas-Livradois | | | | | |
| Saulzet-le-Froid | - Chaîne des Puys<br>- Monts Dore | | - Narse d'Espinasse<br>- Puy de l'Aiguiller – col de la croix Saint-Robert<br>- Puy de Baladou<br>- Lac de Guéry<br>- Haute vallée de la Monne<br>- Ruisseau de la croix Morand | - Chaîne des Puys<br>- Monts Dore<br>- Plateau ouest de la chaîne des Puys | | | - Narse d'Espinasse | - lac Guéry et ses abords | - lac Guéry et ses abords |
| La Sauvetat | | | - Puy de Corent<br>- Environs de Plauzat – Saint-Sandoux | - Coteaux de Limagne occidentale | | | | | - Sauvetat quartier des Forts |
| Tallende | | | - Environs de Plauzat – Saint-Sandoux | - Coteaux de Limagne occidentale | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| Communes | NATURA 2000 Zone spéciale de conservation (ZSC) | NATURA 2000 Zone de protection spéciale (ZPS) | ZNIEFF de type 1 | ZNIEFF de type 2 | réserve naturelle régionale | ZICO | Arrêté de protection de biotope | Sites classés | Sites inscrits |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Veyre-Monton | - Vallées et coteaux xérothermiques des Couzes et Limagne | | - Puy de Marmant<br>- Puy de Tobize<br>- Roselière du Crest<br>- Butte de Jonchère<br>- Notre Dame de Monton<br>- Puy de Corent | - Coteaux de Limagne occidentale | - Puy de Marmant | | | | - Grottes de Monton |
| Vic-le-Comte | - Comté d'Auvergne et Puy Saint-Romain<br>- Val d'Allier-Alagnon | | - Ruisseau de Pignols<br>- Val d'Allier du pont de Mirefleurs au pont de Longues<br>- Val d'Allier de Longues à Coudes<br>- Bois de la Comté | - Lit majeur de l'Allier moyen<br>- Varennes et bas-Livradois | | | | | |
| Yronde-et-Buron | - Comté d'Auvergne et Puy Saint-Romain<br>- Val d'Allier-Alagnon | | - Val d'Allier de Longues à Coudes<br>- Bois de la Comté | - Lit majeur de l'Allier moyen<br>- Varennes et bas-Livradois | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Un état initial de l'environnement devra être réalisé dans le rapport de présentation à partir des inventaires des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique (ZNIEFF), des Zones d'Intérêt Communautaire pour les Oiseaux (ZICO), des études réalisées dans le cadre de NATURA 2000 ou des espaces protégés sur le territoire.

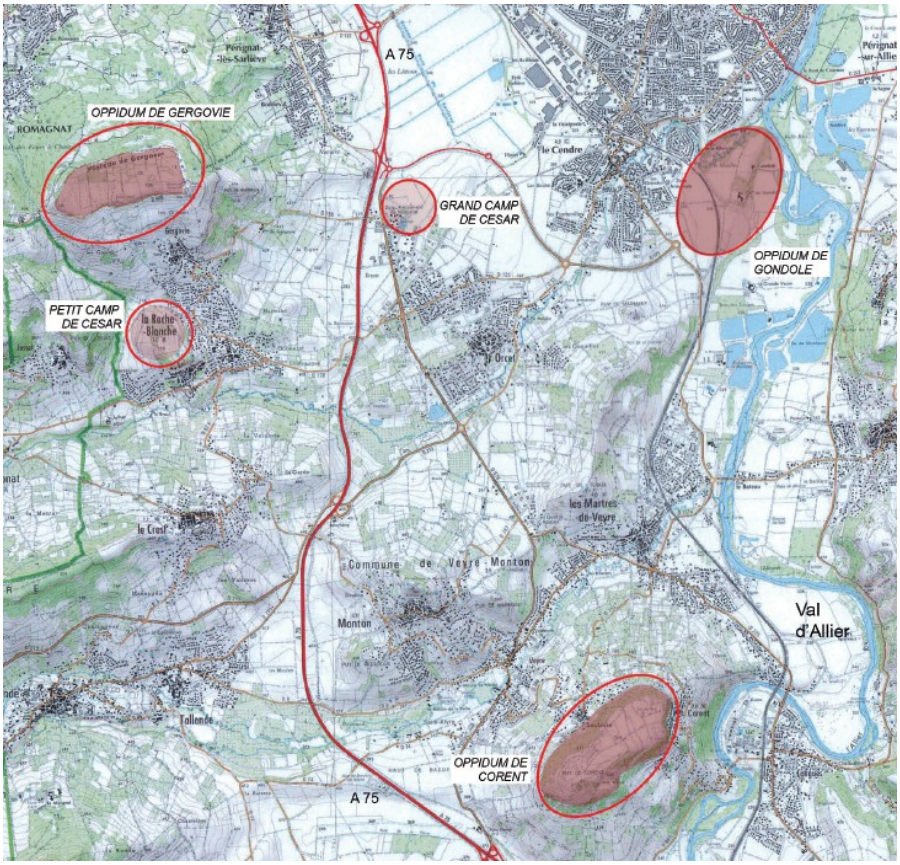
Il convient que le PLUi analyse plus précisément les espaces nécessaires au maintien ou à la remise en bon état des continuités écologiques afin de définir les trames vertes et bleues dans le PADD, et les traduire sur le plan réglementaire.

Le PLUi devra tenir compte des prescriptions de la réglementation en vigueur à laquelle le territoire est soumis en application des articles L.341-1 et suivants du code de l'environnement. Des précisions sur la qualité intrinsèque des sites inscrits ou classés sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes : http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/sites-classes-sites-inscrits-r3104.html. Pour de plus amples informations, l'interlocuteur est l'inspecteur des sites du département, à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service MAP, pôle protection et valorisation des sites et paysages.

- **le site du plateau de Gergovie**

Le site du plateau de Gergovie et des sites arvernes fait l'objet d'une démarche de classement, au titre du code de l'environnement, depuis 2008. L'objectif est de protéger 5 entités majeures (voir carte ci-dessous) ayant un rôle historique avéré dont 4 se trouvent sur le territoire de la communauté de communes Mond'Arverne communauté :

- l'oppidum de Gergovie,
- l'oppidum de Corent,
- le grand camp de César,
- le petit camp de César.




Sites justifiant le projet de classement au titre du code de l'environnement

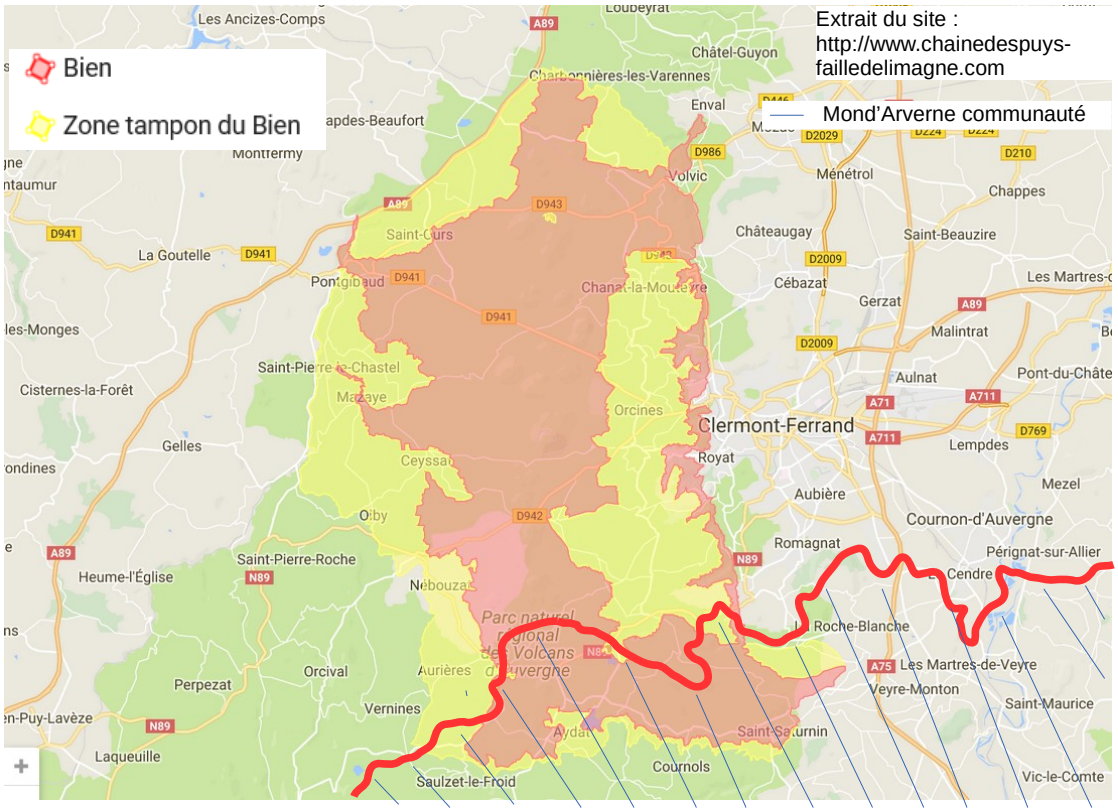
Une étude de classement a été menée en 2011 par la DREAL Auvergne. Des discussions ont été engagées avec les élus des communes concernées. Le périmètre projeté fera l'objet d'une concertation au début de l'été 2018. Le périmètre maximum envisagé concerne les communes de La Roche-Blanche, Orcet, Le Crest, Chanonat, La Roche-Noire, Les Martres-de-Veyre, Corent, Veyre-Monton, Authezat, La Sauvetat et Tallende.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

La maîtrise de l'urbanisation et la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers à proximité des sites historiques et sur les secteurs interstitiels sont des enjeux que le PLUi devra prendre en compte. Même s'il n'y a pas de principe réglementaire d'inconstructibilité, un classement au titre des sites implique une protection des espaces, principalement par un zonage agricole ou naturel.

- **l'inscription, le 2 juillet 2018, du « haut lieu tectonique Chaîne des Puys – faille de Limagne » sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO au titre du critère naturel « histoire de la terre et caractéristiques géologiques »**




Le comité de patrimoine mondial, lors de sa 42ème session à Manama (Bahreïn) du 24 juin au 4 juillet 2018, a inscrit sur la Liste du patrimoine mondial le « haut lieu tectonique Chaîne des Puys – faille de Limagne ».

Ce site comprend la longue faille de Limagne, l'alignement des volcans de la Chaîne des Puys et le relief inversé de la Montagne de la Serre. Il s'agit d'un élément emblématique du rift ouest-européen, créé dans le sillage de la formation des Alpes, il y a 35 millions d'années. Les caractéristiques géologiques du site démontrent comment la croûte continentale se fissure puis s'effondre, permettant au magma profond de remonter et entraînant un soulèvement de la surface. Le site illustre de manière exceptionnelle le phénomène de rupture continentale – ou rifting-, qui est l'une des cinq principales étapes de la tectonique des plaques.

D'une superficie de 242km², la **zone centrale du bien**, qui a été définie avec l'aide des universitaires clermontois et du PNRVA, inclut tous les attributs géologiques et paysagers constituant la valeur universelle exceptionnelle et permet d'en assurer la protection.

Une **zone tampon** y a été adjointe, notamment à l'interface entre la Chaîne des Puys et la faille de Limagne et sur le côté occidental du Plateau des Dômes. Elle vise principalement à protéger les abords du site et préserver les principaux points de vue sur l'alignement volcanique.

A l'échelle de Mond'Arverne, les communes concernées sont les suivantes : **Saulzet le Froid, Aydat, Cournols, Saint-Saturnin, Saint-Amand-Tallende, Chanonat, Le Crest.**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Extrait du rapport de l'union internationale pour la conservation de la nature (UICN) de mai 2018 :

*« La prévention de toute dégradation des caractéristiques géologiques et le maintien, voire l'accentuation, de leur visibilité dans le paysage sont d'importance critique pour la protection de la valeur universelle exceptionnelle du bien.* ***Les principales menaces potentielles sont donc les carrières, l'urbanisation, l'empiétement de la forêt masquant les caractéristiques géologiques et l'érosion des sols liée à l'action anthropique****… Il conviendra de gérer l'équilibre entre la couverture forestière et les pâturages pour chercher à optimiser l'exposition des caractéristiques géologiques du bien. Il importe de garantir que le bien soit protégé contre l'érosion et l'impact des visiteurs. »*

L'UICN recommande que le comité du patrimoine mondial demande à l'État partie :

*« a) de poursuivre ses efforts pour renforcer l'engagement avec les propriétaires privés en vue de sensibiliser, garantir le respect des règlements et inciter à de bonnes pratiques de gestion responsable, et en particulier d'obtenir des accords officiels du Département du Puy-de-Dôme et du Parc naturel régional des volcans d'Auvergne pour garantir la mise en œuvre ;*

*b) d'adhérer au programme proposé de* ***fermeture des deux carrières*** *de pouzzolane actives qui étaient précédemment à l'intérieur du bien proposé, de garantir que les activités des carrières obéissent aux normes techniques et écologiques les plus élevées pour sauvegarder la valeur universelle exceptionnelle du bien, d'élaborer et appliquer des* ***plans de réhabilitation clairs*** *et de soumettre ces plans au Centre du patrimoine mondial et à l'UICN pour évaluation ;*

*c) de* ***renforcer le niveau de protection s'appliquant à la région de la Montagne de la Serre*** *située dans le bien. »*

L'article L612-1 du code du patrimoine indique que :
*« L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements assurent, au titre de leurs compétences dans les domaines du patrimoine, de l'environnement et de l'urbanisme, la protection, la conservation et la mise en valeur du bien reconnu en tant que bien du patrimoine mondial (...).*

*(…) Lorsque l'autorité compétente en matière de (...) plan local d'urbanisme engage l'élaboration ou la révision (...) d'un plan local d'urbanisme, le représentant de l'État dans le département porte à sa connaissance les dispositions du plan de gestion du bien afin d'assurer la protection, la conservation et la mise en valeur du bien et la préservation de sa valeur exceptionnelle ».*

**Le plan de gestion du bien comprend 3 grands axes :**

- **préservation de la lisibilité et de l'intégrité du paysage, des édifices volcaniques et géologiques / renforcement des qualités paysagères du bien,**
- **gestion de la fréquentation touristique et maintien des activités économiques locales,**
- **partager, accroître et transmettre les connaissances.**

Le plan de gestion du bien s'étend sur la période 2015-2020, téléchargeable sur le site https://whc.unesco.org/fr/list/1434/documents/

Pour plus d'informations sur le plan de gestion du bien, la personne à contacter est la chef de projet mission patrimoine mondial est Cécile OLIVE-GARCIA, direction générale Aménagement et Développement au Conseil départemental du Puy-de-Dôme (cecile.olive@cg63.fr).



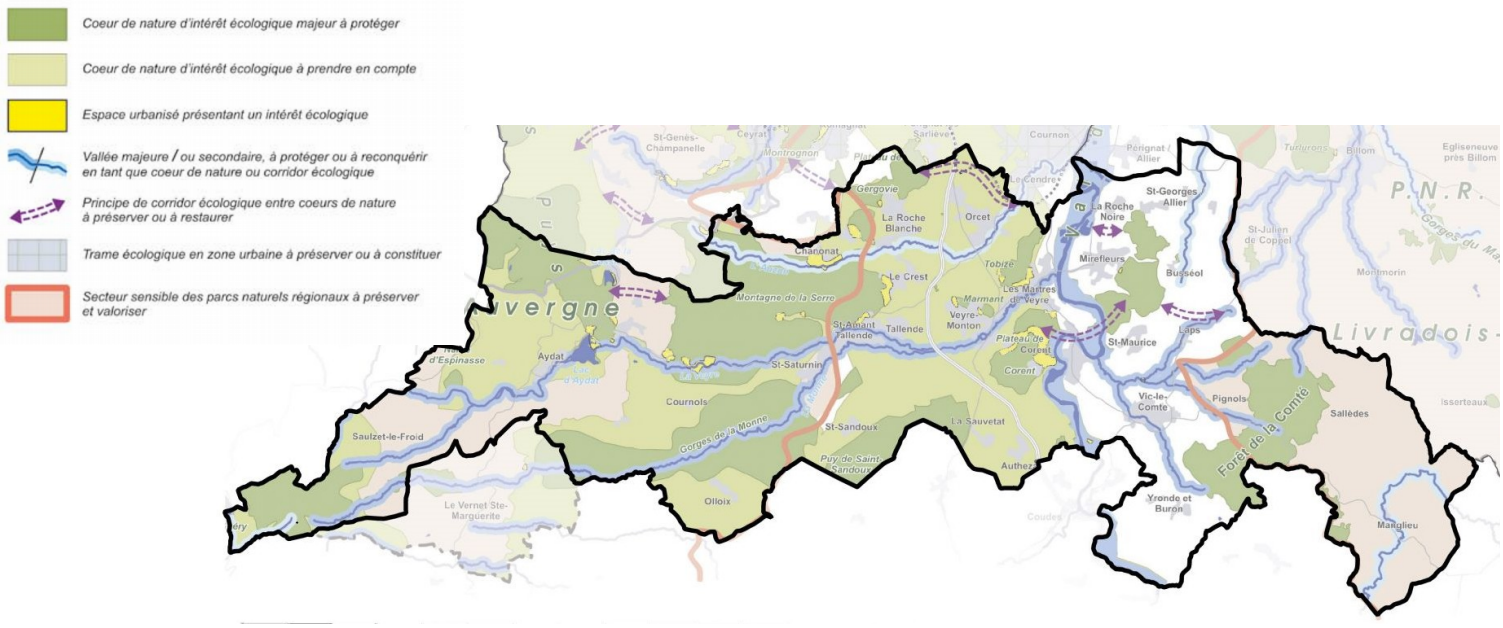
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **les continuités écologiques**

Les **continuités écologiques** identifiées par les documents de planification supra-communaux sont présentées ci-après. Ces espaces devront être précisés à l'échelle communale.

**Le schéma de cohérence territoriale du Grand-Clermont (SCoT)** identifie sur le territoire de Mond'Arverne communauté :

- plusieurs cœurs de nature d'intérêt écologique majeur à protéger tels que La montagne de la Serre et la forêt de la comté,
- plusieurs cœurs de nature d'intérêt écologique à prendre en compte, entre Saulzet-le-Froid et les Martres-de-Veyre et Corent,
- les vallées majeures de l'Allier, de la Veyre et de la Monne à protéger ou à reconquérir,
- des secteurs sensibles du parc naturel régional des volcans à préserver et valoriser entre Saulzet-le-Froid et Olloix, Saint-Saturnin et Chanonat et également dans le secteur de Pignols, Sallèdes et Manglieu,
- des principes de corridors écologiques entre cœurs de nature, à préserver ou à restaurer entre la Montagne de la Serre et les Puys de la Vache et Lassolas, entre le plateau de Corent et le Puy Saint-Romain, entre la partie amont du ruisseau de Laps et le réservoir de biodiversité du Puy Saint Romain et enfin entre le Puy de Saint-André et l'Allier.




**Extrait du SCoT**

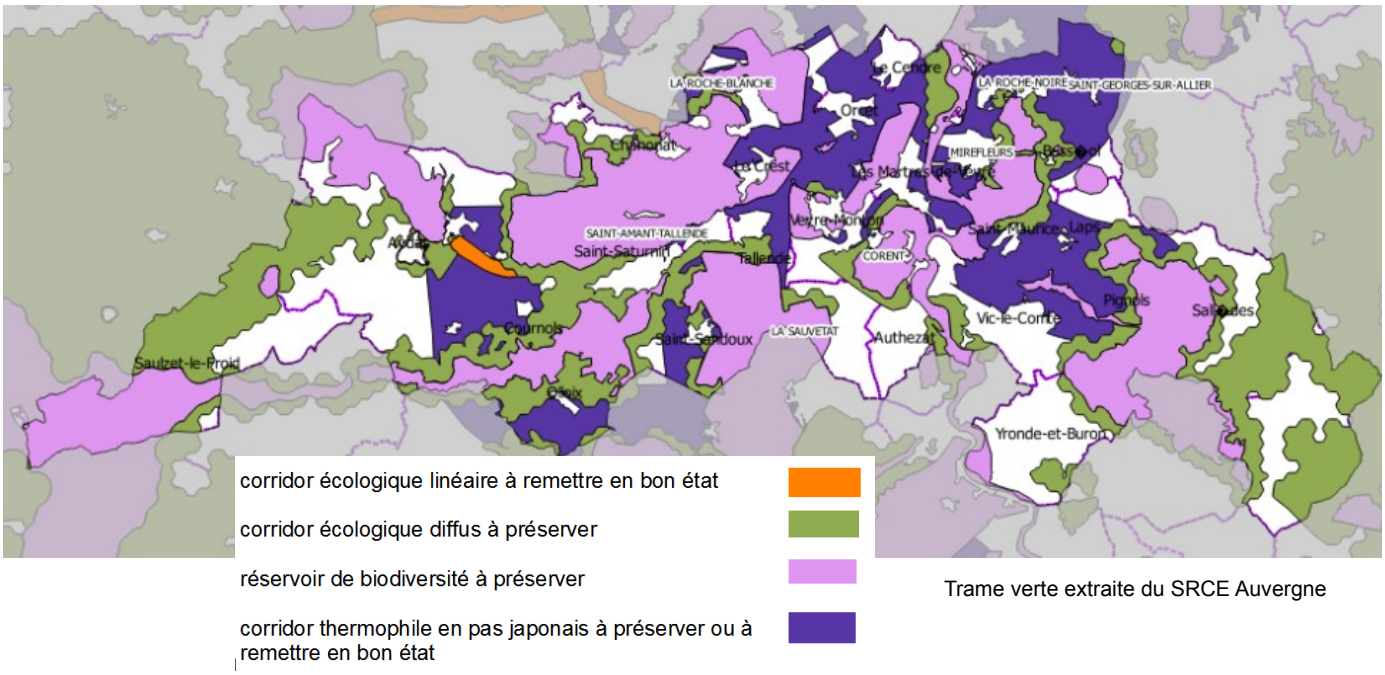
**Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE)** identifie sur le territoire de la communauté de communes, des réservoirs de biodiversité à protéger, des corridors diffus et thermophiles ainsi qu'un corridor écologique à remettre en bon état.

Un guide méthodologique sur la prise en compte de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme est joint dans les annexes.

La carte de la trame verte et bleue du schéma régional de cohérence écologique est consultable à l'adresse suivante : http://www.datara.gouv.fr/accueil



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026




Trame verte extraite du SRCE Auvergne

Le plan d'actions du schéma régional de cohérence écologique indique que :

- l**es réservoirs de biodiversité** sont des territoires dont la bonne fonctionnalité écologique est à préserver.
  Le PLUi reconnaît ces espaces comme ayant vocation à être préservés d'atteintes pouvant remettre en cause leur fonctionnalité, et précise les contours de ces espaces à son échelle.
- l**es corridors écologiques diffus** ont un bon niveau de fonctionnalité écologique qu'il convient de maintenir globalement sur le territoire, en préservant notamment la mosaïque paysagère comme support de la biodiversité.
- **les corridors écologiques thermophiles** sont basés sur une structure en pas japonais pour laquelle la continuité physique n'est pas indispensable. Il s'agit d'identifier et de maintenir ou de remettre en bon état les milieux thermophiles supports de la continuité écologique le long du tracé identifié.
- **les corridors écologiques linéaires** sont positionnés dans des secteurs dégradés et sont tout ou partie altérés. Ils peuvent être continus (le long des berges d'un cours d'eau) ou en pas japonais (bosquets) et donc nécessiter une plus ou moins grande continuité physique des milieux naturels ou semi-naturels entre réservoirs de biodiversité. Il s'agit pour ces corridors, d'éviter leur artificialisation afin de laisser la possibilité d'une remise en bon état.

- **l'évaluation environnementale et évaluation des incidences** (voir en annexe fiche évaluation environnementale et évaluation des incidences)

  Le PLUi de Mond'Arverne communauté, en application des articles L.104-2 et R.104-8 du code de l'urbanisme, devra obligatoirement faire l'objet d'une évaluation environnementale, dans la mesure où le territoire intercommunal comprend plusieurs sites Natura 2000.
  La composition du rapport de présentation répondra précisément aux exigences de l'article R.151-3 du code de l'urbanisme, et devra en particulier comprendre une évaluation des incidences Natura 2000 (article R.151-3-3° du code de l'urbanisme).

  L'avis de la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable sera requis au titre de l'autorité environnementale sur le projet de PLUi arrêté.

- **le paysage**

  Les informations émanant de l'atlas des paysages sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes : www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/atlas-des-paysages-d-auvergne-a10297.html
  Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Grand Clermont a initié le 19 avril dernier, un projet de Plan de Paysage concernant l'entrée sud de l'agglomération clermontoise. Les communes concernées sont : Chanonat, La Roche Blanche, Le Crest, Orcet et Veyre-Monton.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **les zones humides**

Le PLUi doit permettre de mettre en œuvre l'objectif de protection des zones humides prévu dans les dispositions de l'article 8A1 du SDAGE Loire-Bretagne et D38 du SDAGE Adour-Garonne.

**Le SDAGE Loire Bretagne** indique que les communes sont invitées, en l'absence d'inventaire sur leur territoire, à réaliser cet inventaire à l'occasion de leur élaboration de PLUi dans le cadre de l'état initial de l'environnement. Les PLUi incorporent dans les documents graphiques les zones humides dans une ou des zonages protecteurs et, le cas échéant, précisent, dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides.

Le SDAGE précise également que, dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternative avérée, à la disparition de zones humides, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir, dans le même bassin versant, la recréation ou la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la qualité de la biodiversité. À défaut, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface supprimée.

**Le SDAGE Adour-Garonne** indique que les inventaires de zones humides disponibles, notamment ceux des SAGE ou SRCE, doivent être pris en compte par les documents d'urbanisme. Ils ne dispensent pas de réaliser des inventaires de zones humides plus précis pour l'élaboration de projets ou de documents d'urbanisme.
Le SDAGE précise également que tout porteur de projet doit, en priorité, rechercher à éviter la destruction, même partielle, ou l'altération des fonctionnalités et de la biodiversité des zones humides, en recherchant des solutions alternatives à un coût raisonnable. Les mesures compensatoires doivent correspondre à une contribution équivalente, en termes de biodiversité et de fonctionnalités, à la zone humide détruite. En l'absence de la démonstration que la compensation proposée apporte, pour une surface équivalente supérieure ou inférieure à la surface de zone humide détruite, une contribution équivalente en termes de biodiversité et de fonctionnalités, la compensation sera effectuée à hauteur de 150% de la surface perdue (taux fondé sur l'analyse et le retour d'expérience de la communauté scientifique). La compensation sera localisée, en priorité dans le bassin versant de la masse d'eau impactée ou son unité hydrographique de référence (UHR) ; en cas d'impossibilité technique, une justification devra être produite.

Dans le cadre du SAGE Allier-Aval et du SAGE Sioule, la cartographie des enveloppes de présomption de zones humides (zones plates à proximité des points d'eau, zones humides déjà connues...) a été réalisée. Les enveloppes de zones humides sont principalement situées le long des cours d'eau.

Une reconnaissance de terrain (selon les principes de l'arrêté ministériel du 24/6/2008 modifié le 1/10/2009) est indispensable dans les secteurs destinés à être urbanisés ou dans les dents creuses de plus de 1000 m² restant à urbaniser. Les projets d'aménagement en zones humides sont envisageables mais pourraient être soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau (articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement) et conditionnés à des mesures compensatoires.
Les zones humides et les milieux naturels, y compris ceux de faible dimension, dans les secteurs fortement anthropisés (bois, haies...), devront donc être utilement cartographiés, afin d'être inclus, le cas échéant, dans des espaces à préserver (zone naturelle ou espace boisé classé).

Enveloppes de forte probabilité de présence de zone humide



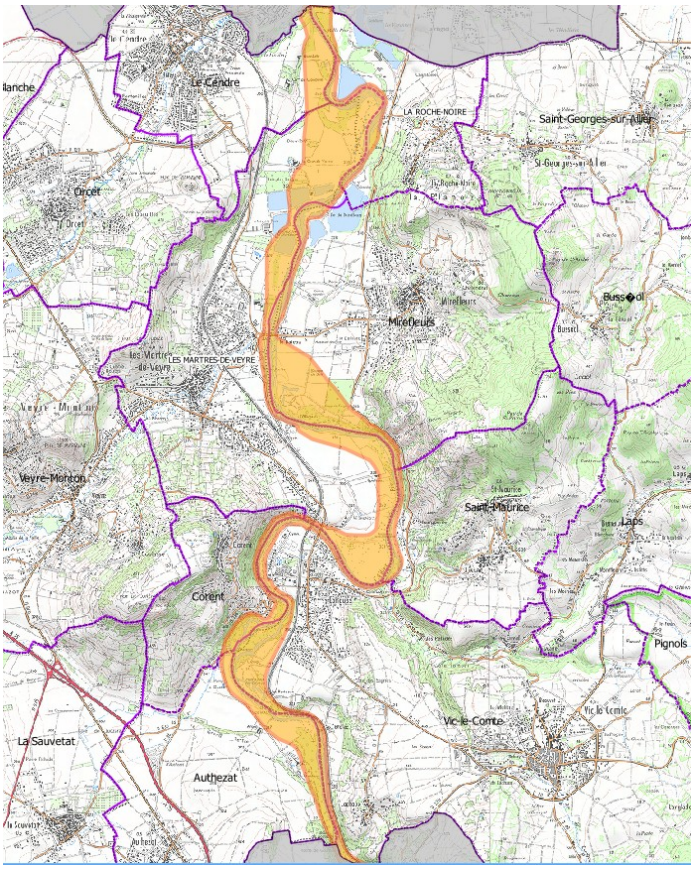
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **espace de mobilité optimal de l'Allier**

Les communes d'Authezat, Vic-le-Comte, Saint-Maurice, les Martres-de-Veyre, Mirefleurs, le Cendre et la Roche-Noire sont concernées par cet espace de mobilité.

Le PAGD (plan d'aménagement et de gestion durable) du SAGE Allier-Aval décline la préservation de la dynamique fluviale de la rivière Allier notamment par sa disposition 8.1.1 « préserver l'espace de mobilité optimal de l'Allier par l'aménagement du territoire ». Il préconise de protéger l'espace de mobilité optimal au travers des documents d'urbanisme et précise que les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles si nécessaire avec l'objectif de préservation de l'intégralité de l'espace de mobilité optimal.

Espace de mobilité de l'Allier




- **les enjeux sanitaires** (voir en annexe fiche plan régional santé environnement Auvergne + avis de l'ARS)
  - Sites de baignade :

Le site de baignade et autres loisirs nautiques du lac d'Aydat doit être pris en compte lors de la réflexion sur le PLU afin d'éviter les risques de pollution qui en compromettraient l'existence.

  - Protection des eaux destinées à la consommation humaine :

Un peu plus de 30 captages d'eau destinée à la consommation humaine (voir, au chapitre 6, le tableau des servitudes d'utilité publique) existent sur le territoire de la communauté de communes.

En annexe du PLUi doivent apparaître les schémas des réseaux existants et futurs, ainsi que les réservoirs d'eau. L'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisme et les moyens mobilisables devra être démontrée (ressources, distribution, consommation).

- **la qualité des masses d'eau**

En l'absence de SCoT, l'article L.131-7 du code de l'urbanisme prévoit que le PLUi doit notamment être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE et les objectifs de protection définis par le SAGE.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

En application de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme, les documents d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer la préservation de la qualité de l'eau. Au travers de son document d'urbanisme, la commune devra mettre en œuvre les mesures nécessaires pour améliorer l'état des masses d'eau, ou tout au moins ne pas les dégrader.

Le rapport de présentation comprendra :

- un état des lieux des différentes masses d'eau (cours d'eau, plans d'eau et eaux souterraines) en précisant notamment les objectifs de bon état de ces masses d'eau et, le cas échéant, les paramètres à l'origine du déclassement de la masse d'eau (www.eau-loire-bretagne.fr/informations_et_donnees/),
- un inventaire des zones humides,
- une analyse de l'impact du document d'urbanisme sur ces masses d'eau et, s'il y a des impacts négatifs, les mesures envisagées par la commune pour les limiter.

◆ **l'assainissement**

Le développement des zones constructibles du PLUi doit être cohérent avec les possibilités d'assainissement (collectif ou non) conformément à la réglementation en vigueur, au plus tard au moment de l'urbanisation.

Ainsi, dans le cadre du PLUi, la cohérence de l'ouverture à l'urbanisation, de certaines zones (U, AU) avec les possibilités de collecte, de transport et de traitement des eaux usées, sera à justifier.

**Les ouvertures à l'urbanisation ne pourront être admises qu'à hauteur des flux de pollution qu'il est possible d'acheminer et de traiter par les ouvrages. Si les capacités des ouvrages se trouvent dépassées, l'urbanisation nouvelle ne pourra être envisagée qu'à la condition d'une planification des investissements à réaliser en matière d'assainissement,** décrite dans le rapport de présentation du PLUi.

La liste des agglomérations d'assainissement présentes sur le territoire de la communauté de communes en pages 37 et 38. Cette liste fournit les informations suivantes :

- nom de l'agglomération,
- capacité nominale de traitement,
- conformité ERU (eaux résiduaires urbaines),
- conformité nationale,
- observations issues du rapport SATESE 2017 (service d'assistance technique aux exploitants de station d'épuration),
-observations DDT.

D'une manière générale, la définition des orientations d'urbanisation et d'aménagement devra être en adéquation avec les systèmes d'assainissement (réseaux et stations d'épuration) existants ou en projet. Pour satisfaire à cet enjeu, il est demandé de fournir au moins les renseignements suivants dans les secteurs en assainissement collectif :

- le nombre cumulé d'équivalents-habitants prévu à long terme (10 ans) sur chacune des zones ouvertes à l'urbanisation
- les données relatives à chacune des stations de traitement
  - capacité nominale (capacité constructeur) de traitement (en charge organique et en débit)
  - dans le cas d'une station intercommunale, la convention de déversement de la commune concernée (attestant la charge polluante attribuée)
  - charge actuellement entrante à la station (moyenne et pointe) et débit entrant (moyen et maximum)
  - marge de traitement de pollution à la station (capacité de traitement restant disponible)
- les données relatives aux réseaux de collecte eaux usées
  - date réalisation étude diagnostic
  - type de réseau (% unitaire, % séparatif)
  - déversoir d'orage (capacité)
  - évaluation des eaux claires parasites permanentes (ECPP) dans l'effluent en entrée de station
  - conclusion de l'étude diagnostic et suite donnée par le maître d'ouvrage



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Avec ces éléments d'information, le document d'urbanisme sera alors en mesure au titre de des articles R151-31 et R151-34 du code de l'urbanisme :

- d'interdire ou de conditionner l'ouverture de zones AU selon la capacité du système d'assainissement à collecter et à traiter une augmentation de la quantité d'eaux usées.
- de conditionner en zone U les permis de construire ou d'aménager dans les secteurs ou le système d'assainissement est non conforme ou en limite de capacité.

Enfin, il est nécessaire que chaque commune de Mond'Arverne communauté effectue la mise à jour de son zonage d'assainissement avec si possible une mise à l'enquête publique simultanée avec celle du PLUi.

Le règlement du PLUi définira donc, en cohérence avec la politique d'assainissement, les dispositions correspondant à chaque zone. Par ailleurs, dans son article traitant des conditions de desserte par les réseaux, il pourra prévoir des prescriptions relatives aux eaux usées domestiques (raccordement obligatoire au réseau public, ou système d'assainissement non collectif), aux eaux usées non domestiques (pour les industriels) avec obligation de traitement sur site ou de pré-traitement avant rejet, et aux eaux pluviales (gestion à la parcelle ou rejet dans le réseau public).

Une fois adoptées, les dispositions du zonage d'assainissement font partie des annexes du PLU en application de l'article R.151-53 du code de l'urbanisme qui mentionne que figurent également en annexe *« les zones délimitées, en application de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales ».*

Cet article indique que *« les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent :*

*1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*

*3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*

*4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## MOND' ARVERNE / Liste des agglomérations d'assainissement collectif connues de la DDT

| Nom agglo assainissement | Capacité nominale de traitement | Conformité ERU | Conformité nationale | Rapport SATESE |
|---|---|---|---|---|
| Saulzet-le-Froid - Espinasse | 50 EH | non | non | Station hors service<br>Dilution entrée |
| Saulzet-le-Froid - bourg | 200 EH | non | non | Une nouvelle station est prévue<br>Dilution entrée |
| Saulzet-le-Froid - pessade | Déclassement non collectif | | | |
| Saulzet-le-Froid - la Martre | Déclassement non collectif | | | |
| Saulzet-le-Froid - Souverand | Déclassement non collectif | | | |
| Saulzet-le-Froid - Zanieres | Déclassement non collectif | | | |
| Martres-de-Veyre | 32600 EH | oui | oui | Travaux pour limiter les entrées d'eaux parasites |
| Aydat - Fohet | Collectif futur si le zonage est approuvé | | | |
| Aydat - Rouillat-haut | Collectif futur si le zonage est approuvé | | | |
| Cournols - bourg | 200 EH | ? | ? | L'effluent traité rejeté est de qualité satisfaisante. |
| Cournols - Chabanne | Pas de station | non | non | |
| Olloix - bourg | 250 EH | ? | ? | La nouvelle station est en construction |
| Olloix - lotissement le loup | 50 EH | non | non | Station obsolète<br>Les rejets sont non traités |
| Olloix - grands champs | 50 EH | ? | ? | Absence d'eaux de rejet régulièrement. |
| Saint-Sandoux | 1733 EH | oui | oui | L'effluent de sortie est de qualité satisfaisante |
| Cournon | 46833 EH | oui | oui | L'effluent traité respectait les normes de rejet |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| La Roche-Blanche – La Novialle | 250 EH | ? | ? | L'effluent traité rejeté est de qualité satisfaisante. |
| La Sauvetat | 4000 EH | oui | oui | Station récente de 2016<br>Résultat satisfaisant |
| Saint-Georges-sur-Allier - Lignat | 900 EH | oui | non | Station récente de 2016<br>Gros dysfonctionnements par temps de pluie<br>Résultats de qualité variable |
| Vic-le-Comte - Lachaux | 250 EH | oui | oui | Les rendements<br>épuratoires respectaient les exigences réglementaires. |
| Vic-le-Comte - bord | Pas de station | non | non | |
| Vic-le-Comte - Langlade | Pas de station | non | non | |
| Pignols - bourg | 150 EH | ? | ? | L'effluent de sortie est clair et de qualité satisfaisante |
| Pignols - Pardines | 230 EH | | | Station de 2017<br>Effluent de sortie de qualité satisfaisante |
| Sallèdes - bourg | 290 EH | | | Station de 2017, effluent de sortie qualité satisfaisante |
| Sallèdes - Vindiolet | Pas de station | non | non | |
| Yronde-et-Buron – le bourg | 600 EH | oui | oui | L'effluent brut est en général dilué, collecte d'eaux claires parasites. |
| Yronde-et-Buron - Fontcrepon | 60 EH | ? | ? | Effluent de sortie de qualité satisfaisante |
| Manglieu - bourg | 200 EH | oui | oui | L'effluent de sortie est clair et de qualité satisfaisante |
| Manglieu - champsiaux | Pas de station | non | non | |
| Manglieu - Fourgat | Pas de station | non | non | |
| Manglieu - Morel | Pas de station | non | non | |
| Manglieu - St-Bonnet | Pas de station | non | non | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **la gestion des eaux pluviales**

Les zones constructibles du PLUi devront être cohérentes avec la gestion des eaux pluviales.

Ainsi, le rapport de présentation précisera :

- si le zonage relatif à l'assainissement défini à l'article L.2224-10 du CGCT inclut un volet « eaux pluviales ». Si tel est le cas, les zonages correspondant à ces réseaux devront figurer dans les annexes sanitaires du PLUi ;
- l'état initial du système de collecte des eaux pluviales (réseau unitaire et/ou séparatif), en lien avec le système d'assainissement des eaux usées. Il s'agit notamment d'indiquer si le dimensionnement actuel du réseau de collecte est suffisant ;
- l'historique des événements marquants à l'échelle de la commune (arrêtés de catastrophe naturelle suite à des coulées de boues, des inondations par ruissellement…) et les conséquences que l'on peut en déduire en matière d'urbanisation ;
- les travaux envisagés pour améliorer le réseau existant (redimensionnement), créer de nouveaux réseaux (pour desservir de nouvelles zones à urbaniser), ou créer des équipements spécifiques (bassin de rétention…) ;
- l'impact du PLUi sur la gestion des eaux pluviales (augmentation des surfaces imperméabilisées…) ;
- les zones ouvertes à l'urbanisation pour lesquelles il est prévu un rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel. En effet, ces zones peuvent être soumises à déclaration ou autorisation au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement.

En fonction de la situation, il pourra être envisagé de définir sur certains secteurs des débits de fuite dans le réseau, afin de limiter les rejets d'eaux pluviales issus des nouvelles constructions.

Le règlement pourra prévoir des dispositions particulières :

- selon les secteurs, la commune pourra imposer le mode de gestion des eaux pluviales : comme le rejet dans le réseau d'eaux pluviales existant, avec ou sans débit de fuite, obligation de gestion des eaux pluviales à la parcelle (récupération, infiltration…) ou à l'opération,
- la commune pourra définir une emprise au sol maximum de la construction, permettant de limiter la surface imperméabilisée par rapport au reste de la parcelle.

Pour plus d'informations, les guides et sites suivants sont consultables :

- Prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme (www.graie.org/graie/graiedoc/doc_telech/guideepurba.pdf)
- Gestion des eaux pluviales, stratégie et solutions techniques (www.graie.org/graie/graiedoc/doc_telech/PlaqTA.pdf)
- Portail d'information sur l'assainissement communal (http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/pluvial.php)
- Les collectivités locales et le ruissellement pluvial (http://www.certu-catalogue.fr/les-collectivites-locales-et-le-ruissellement-pluvial.html)



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **la gestion des déchets**

Le PLUi doit aborder les conséquences de l'urbanisation sur la collecte (allongement du service de collecte...) et le traitement des déchets (augmentation des quantités traitées...).

Le conseil départemental du Puy-de-Dôme a adopté son PDPGDND (plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux) le 16 décembre 2014. Il est opposable depuis le 13 janvier 2015. Ce plan a été élaboré pour une échéance en 2025 avec une évaluation intermédiaire prévue en 2019 et couvre tout le territoire du département du Puy-de-Dôme (sauf la commune de Charensat incluse dans le plan de la Creuse) et 78 communes de Haute-Loire, ce qui représente 547 communes et 667 303 habitants au 1er janvier 2011. Le plan est consultable sur le site internet du conseil départemental : http://www.puydedome.com/

Les principales mesures de ce plan portent sur la diminution de la production de déchets ménagers (- 12 %), l'augmentation des collectes sélectives, l'amélioration des déchetteries existantes, la création de ressourceries et de déchetteries professionnelles et la réduction de l'enfouissement de déchets. La diminution de la production de déchets concerne notamment les déchets verts (tontes, feuilles, tailles de haies) qui représentent une part importante des apports en déchetteries. En ce qui concerne le stockage des déchets ultimes, il est précisé dans le plan que les sites existants sont suffisants jusqu'à 2025, mais que la recherche d'un nouveau site ou l'extension de sites existants est indispensable pour maintenir une capacité d'accueil des déchets ultimes au-delà de cette date.

La loi n° 2015-11 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république a institué un plan régional de prévention et de gestion des déchets, prenant en compte les déchets de toute nature (dangereux et non-dangereux, déchets du BTP).
La loi prévoyait que les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets soient approuvés dans un délai de dix-huit mois à compter de sa promulgation. L'élaboration du plan régional de prévention et de gestion des déchets de la Région Auvergne Rhône Alpes a débuté en janvier 2017.
En attendant son approbation, les plans de gestion approuvés antérieurement à la loi n° 2015-11 du 7 août 2015, restent en vigueur.

- **les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)**

Les ICPE génèrent des contraintes en terme de constructibilité. Elles font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation qui précise la gestion de l'urbanisation aux abords de ces établissements.
La liste des établissements relevant du régime de la déclaration est tenue à jour par la préfecture.
Les installations relevant de l'enregistrement ou de l'autorisation sont gérées par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes et par la DDPP pour les ICPE relevant des activités liées à l'alimentation et la santé. Les autorisations font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation qui réglemente le fonctionnement du site au titre de la législation ICPE.

La liste générale de toutes les installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement suivies par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes est disponible sur le site internet : www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/ rubrique « base des installations classées ».

Pour la communauté de communes sont concernés les sites suivants :

| ICPE | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Commune** | **Nom établissement** | **Régime** | **Statut Seveso** | **Etat d'activité** |
| LES MARTRES DE VEYRE | BEAL SARL | Autorisation | Non Seveso | En fonctionnement |
| MANGLIEU | BRUT Vincent | Autorisation | Non Seveso | En fonctionnement |
| PIGNOLS | GAEC BLEVOL | Autorisation | Non Seveso | En fonctionnement |
| PIGNOLS | GAEC DE PRAMA | Autorisation | Non Seveso | En fonctionnement |
| SAULZET LE FROID | GAEC LE GRE DU VENT | Enregistrement | Non Seveso | En fonctionnement |
| VEYRE MONTON | SARL 2B EVENEMENTS CIEL | Enregistrement | Non Seveso | En fonctionnement |
| VEYRE MONTON | Syndicat du Bois de l'Aumône | Autorisation | Non Seveso | En fonctionnement |
| VIC LE COMTE | CHOUVY ALIMENTS | Autorisation | Non Seveso | En fonctionnement |
| VIC LE COMTE | EUROPAFI | Autorisation | Non Seveso | En fonctionnement |
| VIC LE COMTE | SICTOM Issoire-Brioude | Enregistrement | Non Seveso | En construction |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **les sols pollués**

La communauté de communes est concernée par plusieurs sites ayant accueilli une activité susceptible de générer une pollution dans les sols.L'ensemble de ces sites est accessible à l'adresse internet suivante : basias.brgm.fr/

| Identifiant | Commune | Raison sociale | Nom usuel | Adresse | État de connaissance | État occupation |
|---|---|---|---|---|---|---|
| AUV6300149 | AUTHEZAT | ESSO FRANCE | ESSO servicar - Aire d'Authezat A75 | Autoroute A75 | Inventorié | En activité |
| AUV6300850 | AUTHEZAT | COMMUNE D'AUTHEZAT | Ancienne décharge communale | Les prairies - D96 | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300284 | AYDAT | JAMOT | Ancienne station Café JAMOT | Rouillas Bas | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300856 | AYDAT | COMMUNE D'AYDAT | Ancienne décharge communale | La Garandie | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300857 | AYDAT | COMMUNE D'AYDAT | Ancienne décharge communale | Verneuge | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300858 | AYDAT | COMMUNE D'AYDAT | Ancienne décharge communale | Le Lot | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300894 | BUSSEOL | COMMUNE DE BUSSEOL | Ancienne décharge communale | Le grand pré | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300889 | CHANONAT | COMMUNE DE CHANONAT | Ancienne décharge communale | Varvasse - Jussat | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300849 | CORENT | COMMUNE DE CORENT | Ancienne décharge communale | Les Sapins | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6301053 | COURNOLS | COMMUNE DE COURNOLS | Ancienne décharge communale | Pierre Blanche | | |
| AUV6301054 | COURNOLS | COMMUNE DE COURNOLS | Ancienne décharge communale | Le Hameau Chabanne | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300301 | LA ROCHE-BLANCHE | Supermarché INTERMARCHE | INTERMARCHE service | Chemin départemental 120 | Inventorié | En activité |
| AUV6300471 | LA ROCHE-BLANCHE | SODECO | Ateliers SODECO | Zone d'activité Gergovie | Inventorié | En activité |
| AUV6300854 | LA ROCHE-BLANCHE | COMMUNE DE LA ROCHE BLANCHE | Ancienne décharge communale | Mardoux | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300530 | LA ROCHE-NOIRE | MATERIAUX ROUTIERS 63 ENROBAGE | Centrale d'enrobage MR63 | Zone des Varennes - Château de Bellevue | Inventorié | En activité |
| AUV6300532 | LA ROCHE-NOIRE | SPIC AUVERGNE | Matériaux SPIC | Les Varennes | Inventorié | En activité |
| AUV6300773 | LA SAUVETAT | ROUX JEAN | Casse autos ROUX | Chemin départemental 96 - Entre La Sauvetat et Authezat | Inventorié | En activité |
| AUV6300851 | LA SAUVETAT | COMMUNE DE LA SAUVETAT | Ancienne décharge communale | | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300896 | LAPS | COMMUNE DE LAPS | Ancienne décharge communale | La Pelière | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300295 | LE CREST | ASTRE | TOTAL service | Chemin départemental 213 | Inventorié | En activité |
| AUV6300888 | LE CREST | COMMUNE DU CREST | Ancienne décharge communale | La garde | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300166 | LES MARTRES-DE-VEYRE | BARREIRO | TOTAL service | 39 Rue de Mirefleurs | Inventorié | En activité |
| AUV6300174 | LES MARTRES-DE-VEYRE | Supermarché ATAC | ATAC service | Route de Veyre Monton | Inventorié | En activité |
| AUV6300474 | LES MARTRES-DE-VEYRE | SADAC | Usine SADAC | Rue de l'Industrie | Inventorié | En activité |
| AUV6300475 | LES MARTRES-DE-VEYRE | SGIM | Imprimerie SGIM | 73 Rue de la Garenne | Inventorié | En activité |
| AUV6300676 | LES MARTRES-DE-VEYRE | MANUFACTURE DE MOBILIERS TUBULAIRE | Ancienne MANUFACTURE DE MOBILIERS TUBULAIRES | La Plaine | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300694 | LES MARTRES-DE-VEYRE | ROTA | Ancienne usine ROTA | Rue de la Garenne - La Gare | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300853 | LES MARTRES-DE-VEYRE | COMMUNE DES MARTRES-DE-VEYRE | Ancienne décharge communale | Haut de Chamblade - Les Cavaliers | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6301392 | LES MARTRES-DE-VEYRE | BEAL | Ferrailleur BEAL Jacques SARL | transfo EDF... | Inventorié | |
| AUV6301393 | LES MARTRES-DE-VEYRE | PERON | Ancienne scierie des Roches | D751 | Inventorié | |
| AUV6300898 | MANGLIEU | COMMUNE DE MANGLIEU | Ancienne décharge communale | Hameau de Champsiaux – Labras | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300895 | MIREFLEURS | COMMUNE DE MIREFLEURS | Ancienne décharge communale | | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6301056 | OLLOIX | COMMUNE D'OLLOIX | Ancienne décharge communale | Route des Ravins | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300299 | ORCET | nd | Station service Relais du Clos d'Orcet | Chemin départemental 978- Petit Orcet | Inventorié | En activité |
| AUV6300300 | ORCET | PORTAL | Relais du Clos d'Orcet | Chemin départemental 978 | Inventorié | En activité |
| AUV6301058 | ORCET | COMMUNE D'ORCET | Ancienne décharge communale | Ouest du Puy de la Pierre | | |
| AUV6300897 | PIGNOLS | COMMUNE DE PIGNOLS | Ancienne décharge communale | La Condamine | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300171 | SAINT-AMANT-TALLENDE | BEAL GARAGE | ESSO service | 33 Place d'Arteyre | Inventorié | En activité |
| AUV6300386 | SAINT-AMANT-TALLENDE | COMPAGNIE GENERALE DES PAPIERS | Ancienne papeterie COMPAGNIE GENERALE des PAPIER | Rue de la Papeterie | Inventorié | |
| AUV6300387 | SAINT-AMANT-TALLENDE | COMPAGNIE GENERALE DES PAPIERS | Papeterie de la COMPAGNIE GENERALE DES PAPIERS | Route de Veyre Monton | Inventorié | En activité |
| AUV6300468 | SAINT-AMANT-TALLENDE | CENTRAPHARM Laboratoire | Laboratoires CENTRAPHARM | Le Suzot | Inventorié | En activité |
| AUV6300855 | SAINT-AMANT-TALLENDE | COMMUNE DE SAINT-AMANT-TALLENDE | Ancienne décharge communale | Auzot | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6301237 | SAINT-MAURICE | COMMUNE DE SAINT-MAURICE-ES-ALLIER | Ancienne décharge communale de la Guelle | La Guelle | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300890 | SAINT-SANDOUX | COMMUNE DE SAINT-SANDOUX | Ancienne décharge communale | Le creux de Louille | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300891 | SAINT-SATURNIN | COMMUNE DE SAINT-SATURNIN | Ancienne décharge communale | Claderas | Inventorié | |
| AUV6301235 | SALLEDES | COMMUNE DE SALLEDES | Ancienne décharge communale | Lhomède - CD310 | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6301051 | SAULZET-LE-FROID | COMMUNE DE SAULZET-LE-FROID | Ancienne décharge communale | Puy de l'Enfer - Carrière | Inventorié | |
| AUV6301052 | SAULZET-LE-FROID | COMMUNE DE SAULZET-LE-FROID | Ancienne décharge communale | Les Boissoux | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300172 | TALLENDE | NORVER SA ECOMARCHE | ECOMARCHE service | Rue d'Tallagnat | Inventorié | En activité |
| AUV6300852 | TALLENDE | COMMUNE DE TALLENDE | Ancienne décharge communale | Les Chopres d'après archives | Inventorié | |
| AUV6301394 | TALLENDE | nd | Ancienne manufacture indéterminée | stockage par la Subdivision DDE | Inventorié | |
| AUV6300148 | VEYRE-MONTON | CRD TOTAL FRANCE | TOTAL service - Aire de Veyre Monton A75 | Autoroute A75 | Inventorié | En activité |
| AUV6300296 | VEYRE-MONTON | SCI MSI | CHAMPION service | Chemin départemental 978 | Inventorié | En activité |
| AUV6300297 | VEYRE-MONTON | BERNARD | Ancienne station Garage PEUGEOT | Chemin départemental 978 - D8 | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300302 | VEYRE-MONTON | OSINSKI | Ancienne station OSINSKI - Garage Renault | 55 Route d'Issoire | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300886 | VEYRE-MONTON | COMMUNE DE VEYRE-MONTON | Ancienne décharge communale | Font Peteyre - Monton | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6300167 | VIC-LE-COMTE | LONDIS SA | STOC service | Longues | Inventorié | En activité |
| AUV6300168 | VIC-LE-COMTE | Supermarché SUPER U | SUPER U service | Boulevard Barjoin | Inventorié | En activité |
| AUV6300169 | VIC-LE-COMTE | LADOUZE | TOTAL service | 25 Boulevard du Jeu de Paume | Inventorié | En activité |
| AUV6300170 | VIC-LE-COMTE | BASTIDE GARAGE | Ancienne station essence-Garage RENAULT | mais garage en activité en 1997 | Inventorié | |
| AUV6300360 | VIC-LE-COMTE | BANQUE DE FRANCE | Papeterie de LONGUES | Longues | Inventorié | En activité |
| AUV6300477 | VIC-LE-COMTE | FLOCAGE DE CENTRE | Imprimerie FLOCAGE DU CENTRE | Zone d'activité de Sauzet | Inventorié | En activité |
| AUV6300893 | VIC-LE-COMTE | COMMUNE DE VIC-LE-COMTE | Ancienne décharge communale | à La Soiguère. Ces sites peuvent accueillir occasionnellement des inertes. | | |
| AUV6301049 | YRONDE-ET-BURON | COMMUNE D'YRONDE-ET-BURON | Ancienne décharge communale | La Prade | Inventorié | Activité terminée |
| AUV6301050 | YRONDE-ET-BURON | COMMUNE D'YRONDE-ET-BURON | Ancienne décharge communale | | Inventorié | Activité terminée |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## *6) Le PLUi doit intégrer les servitudes d'utilité publique et certaines contraintes réglementaires pouvant s'appliquer sur le territoire*

La communauté de communes est concernée, d'une part, par des servitudes d'utilité publique constituant des limitations administratives au droit de propriété et, d'autre part, par des contraintes réglementaires fixant des conditions d'utilisation du sol dans les zones exposées à des nuisances.

- **Les servitudes d'utilité publique**

Les servitudes d'utilité publique sont instituées par une autorité publique dans un but d'intérêt général. Elles ont un caractère d'ordre public interdisant aux particuliers d'y déroger unilatéralement.
Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, instituées sur le fondement de l'article L.151- 43 du code de l'urbanisme, doivent figurer en annexe du PLUi.

**Seules les servitudes annexées au plan sont directement opposables aux autorisations d'urbanisme.**
Lorsqu'une nouvelle servitude sera instituée, la commune devra mettre à jour le PLUi dans un délai d'un an (article L.153-60 du code de l'urbanisme). À défaut, seules les servitudes annexées au plan peuvent être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Pour ce qui concerne les servitudes liées aux abords des monuments historiques, la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine du 7 juillet 2016, dite loi « CAP », unifie le régime de protection en instaurant un « périmètre délimité des abords » en application de l'article L.621-31 du code du patrimoine. Depuis la publication de cette loi, soit le 8 juillet 2016, les périmètres de protection modifié (PPM) deviennent des périmètres dits « délimités des abords ». Les périmètres de 500 mètres existants autour des monuments historiques continuent à produire leurs effets.

En application de l'article L.621-31 du code du patrimoine, « *lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification du plan local d'urbanisme (...), l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme (...) diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords ».*

Par ailleurs, la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine opère la fusion des différents types d'espaces protégés (zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager - ZPPAUP, aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine - AVAP et secteurs sauvegardés). Depuis le 8 juillet 2016, ces zones sont regroupées en une seule catégorie, dénommée « sites patrimoniaux remarquables ». Cette transformation assure ainsi une continuité dans la protection des sites concernés par une ZPPAUP, dont la caducité était prévue au 14 juillet 2016. Les secteurs sauvegardés, les ZPPAUP et les AVAP créés avant le 8 juillet 2016 (date de publication de la loi) deviennent de plein droit des sites patrimoniaux remarquables. Leur règlement reste applicable.

Les servitudes d'utilité publique **connues de nos services** et **disponibles sous format numérique** affectant l**a communauté de communes Mond'Arverne** figurent dans les tableaux et la carte joints en annexe.

Les informations cartographiques de la direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme sont fournies à titre **indicatif**. L'obtention de ces informations ne dispense pas la commune des **consultations obligatoires** auprès des gestionnaires de servitudes.

Servitude AC1 au titre des monunents historiques :
Un projet de classement du plateau de Gergovie, au titre des monuments historiques, est mené parallèlement au projet de site classé au titre du code de l'environnement.

Servitude I3 relative aux canalisations de transport de gaz :
Par ailleurs pour les communes concernées par la servitude d'utilité publique I3 relative aux canalisations de transport de gaz, la note technique du 07/01/2016 précise bien que l'assiette de cette servitude ne doit pas être portée sur un plan à l'échelle cadastrale pour des questions de sécurité publique. Il convient pour satisfaire à l'obligation réglementaire mentionnée aux articles L153-60 et L163-10 du code de l'urbanisme d'annexer simplement au document d'urbanisme l'arrêté préfectoral du 5 mai 2017 accompagné de son plan au 1/25000ème.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Les voies classées à grande circulation par décret du 31 mai 2010**

Les communes d'Authezat, la Roche-Blanche, la Sauvetat, Le Crest, Tallende et Veyre-Monton sont concernées par les dispositions de l'article L.111-6 du code de l'urbanisme dit « amendement Dupont », du fait de la présence de l'autoroute A75.

Les communes d'Orcet, La Roche-Blanche, Veyre-Monton et la Sauvetat sont concernées par les dispositions de l'article L.111-6 du code de l'urbanisme dit « amendement Dupont », du fait de la présence de la route départementale 978.

Les communes d'Orcet et de La Roche-Blanche sont concernées par les dispositions de l'article L.111-6 du code de l'urbanisme dit « amendement Dupont », du fait de la présence de la route départementale 979.

Les communes de Chanonat et Aydat sont concernées par les dispositions de l'article L.111-6 du code de l'urbanisme dit « amendement Dupont », du fait de la présence de la route départementale 2089.

Ce dispositif, créé en 1995, a pour objectif de promouvoir la qualité de l'urbanisme dans les secteurs limitrophes des principaux axes de circulation, en posant un principe d'inconstructibilité dans une bande de 100 ou 75 mètres (selon le type de voie) autour de ces axes, que le plan local d'urbanisme peut lever dès lors qu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que les règles d'implantation qu'il fixe sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, de l'urbanisme et des paysages (article L.111-8 du code de l'urbanisme).

L'article L.111-6 n'instaure donc pas une servitude définitive, mais incite la collectivité à prescrire des règles d'urbanisme adaptées aux enjeux locaux.

- **Les voies bruyantes**

La loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit a conduit notamment à un recensement et un classement des infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic.

Sur la base de ce classement sont déterminés :

- des secteurs affectés par le bruit situés au voisinage de ces infrastructures,
- les niveaux sonores que les constructeurs seront tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans ces secteurs,
- les isolements acoustiques de façade requis.

Ce classement a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 9 janvier 2014.

*Réseau routier*

Les communes de La Roche-Blanche, Le Crest, Tallende, Veyre-Monton, La Sauvetat et Authezat sont concernées par le classement de :

- l'autoroute A75 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 1. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 300 mètres.

La commune d'Yronde-et-Buron est concernée par le classement de :

- l'autoroute A75 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 2. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 250 mètres.

La commune d'Orcet est concernée par le classement de :

- la route départementale 52 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 3 du PR 32+830 au PR 33+360 et du PR 34+430 au PR 35+620. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 100 mètres.

Cette infrastructure est classée en catégorie 4 du PR 33+360 au PR 34+430. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 30 mètres.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

La commune de Saint-Georges-sur-Allier est concernée par le classement de :

- la route départementale 212 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 3. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 100 mètres.

Les communes de Veyre-Monton et Les Martres-de-Veyre sont concernées par le classement de :

- la route départementale 225 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 3 du PR 0+000 au PR 0+510. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 100 mètres.

La commune des Martres-de-Veyre est concernée par le classement de :

- la route départementale 225 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 4 du PR 0+510 au PR 2+240. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 30 mètres.

Les communes des Martres-de-Veyre et de Vic-le-Comte sont concernées par le classement de :

- la route départementale 225 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 3 du PR 2+240 au PR 3+910. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 100 mètres.

La commune des Vic-le-Comte est concernée par le classement de :

- la route départementale 225 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 3 du PR 5+410 au PR 7+050. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 100 mètres. Elle est classée en catégorie 4 du PR 3+910 au PR 5+410. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 30 mètres.

Les communes de La Roche-Blanche, Orcet, Veyre-Monton, Le Crest et les Martres-de-Veyre sont concernées par le classement de :

- la route départementale 978 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 3. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 100 mètres.

Les communes de La Roche-Blanche et Orcet sont concernées par le classement de :

- la route départementale 979 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 3. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 100 mètres.

Les communes d'Aydat et de Chanonat sont concernées par le classement de :

- la route départementale 2089 :

Cette infrastructure est classée en catégorie 3. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 100 mètres.

Le tissu environnant à prendre en considération dans le calcul des isolements de façade pour ces deux infrastructures est un tissu ouvert/rue en U, conformément à l'arrêté du 9 janvier 2014 relatif à la révision du classement sonore des infrastructures de transport terrestres dans le département.

*Réseau ferré*

Les communes des Martres-de-Veyre, Vic-le-Comte et Yronde-et-Buron sont concernées par le classement de :

- la voie ferrée de Clermont-Ferrand à Issoire :

Cette infrastructure est classée en catégorie 5 de 433,46 à 452,2. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 10 mètres.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

La commune des Martres-de-Veyre est concernée par le classement de :

- la voie ferrée de Clermont-Ferrand à Issoire :

Cette infrastructure est classée en catégorie 4 de 419,802 à 433,46. La largeur des secteurs affectés par le bruit est fixée à 30 mètres.

La distance est comptée de part et d'autre de l'infrastructure à partir du rail extérieur de la voie la plus proche, du bord extérieur de la chaussée la plus proche ou du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les secteurs ainsi déterminés et les prescriptions acoustiques qui s'y appliquent devront être reportés à titre d'information dans les annexes du plan local d'urbanisme (article R.151-53 du code de l'urbanisme).

- **Le règlement local de publicité (RLP)**

La loi du 12 juillet 2010, dite Grenelle 2, portant engagement national pour l'environnement, a confirmé que le règlement local de publicité, une fois approuvé, doit être annexé au PLUi (article L.581-14-1 du code de l'environnement et ancien article R.123-14 ou nouvel article R.151-54-11° du code de l'urbanisme).

À ce jour, aucune commune ne dispose de RLP. Elle peut mener une étude en parallèle de celle du PLUi. L'enquête publique pourrait être conjointe.

- **Les projets d'intérêt général**

Les projets d'intérêt général sont fondés sur l'article L.102-1, et l'article R.102-3 du code de l'urbanisme.

L'autorité administrative peut qualifier de projet d'intérêt général les mesures nécessaires à la mise en œuvre des directives territoriales d'aménagement et de développement durables dans les conditions fixées à l'article L.102-5.

Elle peut également qualifier de projet d'intérêt général tout projet d'ouvrage, de travaux ou de protection présentant un caractère d'utilité publique et répondant aux deux conditions suivantes :

1° Être destiné à la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'équipement, au fonctionnement d'un service public, à l'accueil et au logement des personnes défavorisées ou de ressources modestes, à la protection du patrimoine naturel ou culturel, à la prévention des risques, à la mise en valeur des ressources naturelles, à l'aménagement agricole et rural ou à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques;

2° Avoir fait l'objet :

a) Soit d'une délibération ou d'une décision d'une personne ayant la capacité d'exproprier, arrêtant le principe et les conditions de réalisation du projet, et mise à la disposition du public;

b) Soit d'une inscription dans un des documents de planification prévue par les lois et règlements, approuvée par l'autorité compétente et ayant fait l'objet d'une publication.

Le projet est qualifié de projet d'intérêt général par arrêté préfectoral en vue de sa prise en compte dans un document d'urbanisme. Cet arrêté est notifié à la personne publique qui élabore le document d'urbanisme. Le préfet précise les incidences du projet sur le document.

Un projet d'intérêt général concernant le passage à 2 X 3 voies de l'autoroute A75 a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 26 décembre 2016. Cela concerne les communes de la Roche-Blanche, le Crest, Tallende et Veyre-Monton.

- **Le projet d'aménagement du contournement de Pérignat-ès-Allier et Cournon d'Auvergne**

Le conseil départemental du Puy-de-Dôme a déposé en préfecture, le 12 juin 2018, un dossier de demande de déclaration d'utilité publique. Ce projet concerne les communes de la Roche-Noire, Saint-Georges sur Allier et les Martres-de-Veyre.

- **Les zones aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques**

Conformément à l'article L.151-38 du code de l'urbanisme, les documents graphiques peuvent faire apparaître les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# II- Les outils de protection auxquels l'État préconise fortement de recourir

## *1) La préservation des espaces agricoles*

L'orientation générale de préservation des espaces agricoles figure dans la loi Grenelle de l'environnement, la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) qui fixe des objectifs d'aménagement durable et d'économie des espaces agricoles, la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) et la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR). Il s'agit de protéger les terres à fort potentiel agronomique et de limiter le mitage des espaces agricoles afin d'en garantir la cohérence et l'équilibre.

Le PLUi doit présenter, dans son rapport de présentation, une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers au titre de l'article L.151-4 du code de l'urbanisme. Il doit également justifier les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement. Il doit notamment analyser la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers sur les 10 dernières années et déterminer des objectifs chiffrés de modération de cette consommation.

**Dans cette perspective, il est fortement recommandé de** :

- identifier les types de productions réalisés sur la commune et leur dynamisme (déprise, reconquête, agrandissement d'exploitation, cessation d'activité....), les activités de diversification envisagées,
- recenser les différents bâtiments d'exploitations (existants ou projetés à l'horizon de 5 à 10 ans) et la nature de l'activité agricole exercée afin de prendre en compte les règles dites de « réciprocité » (article L.111-3 du code rural et de la pêche maritime),
- classer en zone agricole, où seules seront autorisées les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt général et à l'exploitation agricole, les terres agricoles afin de préserver l'outil de production des agriculteurs locaux,
- examiner la possibilité de déterminer une zone où toute construction, même liée à l'activité agricole, serait interdite, notamment pour les terres à très haute productivité,
- identifier les bâtiments agricoles isolés qui, notamment en raison de leur intérêt patrimonial ou architectural, pourraient faire l'objet d'un changement de destination,
- classer en zone A les parcelles à fort enjeu viticole incluses dans le zonage *AOP.*

À titre d'information, les fichiers numériques permettant de localiser les sièges d'exploitation, les périmètres de protection de 100 mètres autour des bâtiments d'élevage et les espaces déclarés exploités à la PAC sont disponibles sur la plate-forme d'échange d'information géographique de l'État (voir en page 4).

- **Signes de qualité et d'origine**

La communauté de communes Mond'Arverne est notamment incluse dans les aires d'appellation d'origine contrôlée suivantes (document original joint en annexe).

Le projet de PLUi devra tenir compte de ces classements. Conformément aux dispositions de l'article R.153- 6 du code de l'urbanisme, et à celles de l'article L.112-3 du code rural et de la pêche maritime, le plan local d'urbanisme ne peut être approuvé qu'après avis de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée.

Conformément à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, dans le cas d'une réduction substantielle des surfaces AOP, le préfet saisira la CDPENAF pour avis conforme sur le projet.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Projet alimentaire territorial (PAT) du Grand Clermont et du parc naturel régional Livradois-Forez**

  Ce projet vise la territorialisation de l'alimentation, à structurer l'économie agro-alimentaire locale, à rapprocher les différents acteurs de la chaîne alimentaire du producteur au consommateur en passant notamment par les transformateurs, les distributeurs et les restaurateurs.

  Le PLUi, à travers les diagnostics agricole et économique, doit permettre la mise en adéquation entre un bassin de production et un bassin de consommation en favorisant notamment la préservation du foncier agricole.

  Les informations sur le PAT sont disponibles sur le site internet du grand Clermont : http://www.legrandclermont.com/projet-alimentaire-territorial et sur le site internet du parc Livradois-Forez : http://www.parc-livradois-forez.org/valoriser/agriculture-produits-locaux/projet-alimentaire-territorial/.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 2) La préservation des espaces boisés

(voir en annexe fiche forêt)

Le territoire de la communauté de communes est situé sur 5 régions forestières qui sont d'est en ouest :

- Monts Dore – Cézallier
- Monts Dôme
- Brivadois
- Limagnes
- Livradois

Il existe des communes soumises à la réglementation de boisement recensées dans le tableau ci-dessous, ainsi que d'autres soumises au régime forestier (des informations complémentaires concernant les forêts relevant du régime forestier sont jointes en annexe) :

| Communes | Réglementation de boisement | Forêt soumise au régime forestier |
|---|---|---|
| Authezat | 07/12/1982 | / |
| Aydat | 21/05/2012 | 9 forêts sectionales, 1 forêt publique et 1 forêt communale |
| Busséol | / | / |
| Chanonat | 31/07/1979 | 2 forêts sectionales |
| Corent | / | / |
| Cournols | 09/05/1980 | / |
| Le Crest | 04/09/1984 | / |
| Laps | / | / |
| Manglieu | 01/02/1990 | / |
| Les Martres-de-Veyre | 15/09/1994 | / |
| Mirefleurs | / | 1 forêt communale |
| Olloix | 02/08/1979 | 1 forêt communale |
| Orcet | / | / |
| Pignols | 22/09/2008 | 1 forêt départementale |
| La Roche-Blanche | 11/03/1982 | 1 forêt sectionale |
| La Roche-Noire | / | / |
| Saint-Amant-Tallende | / | / |
| Saint-Georges-sur-Allier | 12/04/2002 | / |
| Saint-Maurice-ès-Allier | / | / |
| Saint-Sandoux | / | / |
| Saint-Saturnin | 10/05/1979 | / |
| Sallèdes | 06/10/1983 | 1 forêt départementale |
| Saulzet-le-Froid | 29/03/1979 | 1 forêt domaniale, 5 forêts sectionales, 1 forêt communale |
| La Sauvetat | / | / |
| Tallende | 07/12/1982 | / |
| Veyre-Monton | 07/12/1982 | 1 forêt sectionale |
| Vic-le-Comte | 14/04/2014 | 1 forêt départementale |
| Yronde-et-Buron | / | 1 forêt communale |

La réglementation de boisement permet de lutter contre les boisements anarchiques venant en concurrence avec l'agriculture, gênants pour les habitations et portant atteinte à la qualité de la ressource en eau, à la qualité des milieux naturels et des paysages.

Il s'agit de définir des règles de plantation, de replantation ou de semis d'essences forestières sur le territoire d'une commune en dehors des parcelles bâties. Trois types de périmètres de réglementation sont délimités : un périmètre à boisement interdit, un périmètre à boisement réglementé et un périmètre à boisement libre.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Cette réglementation doit être annexée au PLUi, conformément aux dispositions de l'article R.151-53-2° du code de l'urbanisme.

Les informations sur la réglementation des boisements sont disponibles sur le site internet du conseil départemental du Puy-de-Dôme : http://www.puy-de-dome.gouv.fr/la-reglementation-des-boisements-dans-le-puy-de-a1598.html

Les espaces boisés peuvent faire l'objet d'une protection soit par classement en zone naturelle et forestière (N), soit par classement en espace boisé classé (EBC).

Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme EBC les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenants ou non à des habitations. Ce classement peut également s'appliquer à des arbres remarquables, même s'ils sont isolés, à des haies ou à des plantations d'alignement.
L'élaboration du PLUi est l'occasion de procéder à un inventaire complet des espaces boisés afin de déterminer et de délimiter les zones à protéger éventuellement.

En particulier, la communauté de communes pourrait inciter ou favoriser le boisement sur les secteurs en pente forte afin d'éviter les problèmes d'érosion, de qualité des eaux et d'augmentation de l'effet des crues lors des défrichements.

Le cas échéant, le diagnostic environnemental fera apparaître :

- les massifs forestiers à vocation de production forestière ou nécessaires à l'activité forestière locale,
- les parties boisées à fort enjeu paysager, les bois de moins de 4 ha d'un seul tenant, les bosquets, les haies, les plantations d'alignement, les sujets d'exception, les parcs, les corridors boisés constituant un élément de liaison paysagère entre des ensembles naturels ou urbains,
- les parties boisées à fort enjeu environnemental, les ripisylves, la protection des sols, les surfaces intégrant le réseau Natura 2000.

Il est toutefois précisé que les EBC ne peuvent être mis en place sous les lignes électriques compte tenu de leur incompatibilité avec la servitude I4 relative à l'établissement des canalisations électriques.

## 3) La préservation du patrimoine bâti et historique

La communauté de communes de Mond'Arverne est concernée par plusieurs sites archéologiques (avis du service régional de l'archéologie en annexe). D'autres sites enfouis et donc invisibles demeurent vraisemblablement inconnus.

Les enjeux retenus sur le territoire ainsi que les servitudes liées à la protection du patrimoine historique sont joints en annexe.

## 4) La protection le long des voies ferrées

L'inscription des biens du domaine du chemin de fer devra s'effectuer dans le zonage correspondant à un usage général, ou s'intégrer dans les zonages contigus ; ces derniers devront prendre en compte les contraintes propres à l'exploitation du chemin de fer et au développement des activités ferroviaires.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**
Service Prospective Aménagement Risques
Pôles Planification

# *Porter à connaissance de l'État*

## *Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la communauté de communes « Mond'Arverne communauté »*

## *Annexes*

juillet 2018

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Annexes

## Fiches thématiques :

- Loi montagne + carte des périmètres de protection autour des plans d'eau de la commune
- Grenelle de l'environnement
- Loi AAAF
- Plan régional agriculture durable (PRAD)
- Loi ALUR
- Modernisation du contenu du PLU
- Programme local de l'habitat
- SRCE
- Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne
- Parc naturel régional du Livradois-Forez
- Évaluation des incidences et évaluation environnementale
- Forêt

Plan et tableaux des servitudes d'utilité publique

## Éléments transmis par les services consultés :

- UDAP
- Service Régional de l'archéologie
- INAO
- SNCF
- RTE
- GRT Gaz
- ARS
- ONF

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LOI MONTAGNE

Les principaux objectifs de la loi du 9 janvier 1985 (articles L.122-1 à L.122-25, L.143-3, L.143-6 et L.171-1 du code de l'urbanisme), relative à la protection et à l'aménagement de la montagne sont :

1. réaliser l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes d'habitations ou de constructions traditionnelles existants,
2. s'assurer de la compatibilité de la capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation avec la préservation des espaces naturels et agricoles,
3. préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières,
4. préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard

La loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 a modifié les articles L.122-5, L.122-7 et L.122-9 à L.122- 14 du Code de l'Urbanisme : en fonction de spécificités locales, il est désormais possible de **déroger au principe de continuité de l'urbanisation**, à la condition qu'une étude démontre qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec les grands objectifs de protection de l'agriculture de montagne, du patrimoine naturel ainsi que de protection contre les risques naturels. **Cette étude sera soumise à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites.**

***Article L.122-5 du code de l'urbanisme***

*L'urbanisation est réalisée en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes, ainsi que de la construction d'annexes, de taille limitée, à ces constructions, et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées.*

***Article L.122-7 du code de l'urbanisme***

*Les dispositions de l'article L.122-5 ne s'appliquent pas lorsque le schéma de cohérence territoriale ou le plan local d'urbanisme comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L.122-9 et L.122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels. L'étude est soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Le plan local d'urbanisme ou la carte communale délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude.*

***Article L.122-9 du code de l'urbanisme***

*Les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols comportent les dispositions propres à préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.*

***Article L.122-10 du code de l'urbanisme***

*Les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières, en particulier les terres qui se situent dans les fonds de vallée, sont préservées. La nécessité de préserver ces terres s'apprécie au regard de leur rôle et de leur place dans les systèmes d'exploitation locaux. Sont également pris en compte leur situation par rapport au siège de l'exploitation, leur relief, leur pente et leur exposition.*

***Article L.122-11 du code de l'urbanisme***

*Peuvent être autorisés dans les espaces définis à l'article L. 122-10 :*

*1° Les constructions nécessaires aux activités agricoles, pastorales et forestières ;*

*2° Les équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée ;*

*3° La restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que les extensions limitées de chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive existants dans un objectif de protection et de mise en valeur du patrimoine montagnard et lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière. L'autorisation est délivrée par l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.*

*Lorsque les chalets d'alpage ou bâtiments d'estive, existants ou anciens, ne sont pas desservis par les voies et réseaux, ou lorsqu'ils sont desservis par des voies qui ne sont pas utilisables en période hivernale, l'autorisation, qui ne peut être qu'expresse, est subordonnée à l'institution, par l'autorité compétente pour délivrer le permis de*

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

*construire ou prendre la décision sur la déclaration préalable, d'une servitude administrative, publiée au fichier immobilier, interdisant l'utilisation du bâtiment en période hivernale ou limitant son usage pour tenir compte de l'absence de réseaux. Cette servitude précise que la commune est libérée de l'obligation d'assurer la desserte du bâtiment par les réseaux et équipements publics. Lorsque le terrain n'est pas desservi par une voie carrossable, la servitude rappelle l'interdiction de circulation des véhicules à moteur édictée par l'article L. 362-1 du code de l'environnement.*

***Article L.122-12 du code de l'urbanisme***

*Les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à mille hectares sont protégées sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive. Toutes constructions, installations et routes nouvelles ainsi que toutes extractions et tous affouillements y sont interdits.*

*Ces dispositions s'appliquent aux plans d'eau partiellement situés en zone de montagne.*

*Peuvent toutefois être exclus du champ d'application du présent article :*

*1° Par arrêté de l'autorité administrative compétente de l'État, les plans d'eau dont moins du quart des rives est situé dans la zone de montagne ;*

*2° Par un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale, certains plans d'eau en fonction de leur faible importance.*

***Article L.122-13 du code de l'urbanisme***

*Dans les secteurs protégés en application de l'article L.122-12, ne peuvent être autorisés que des bâtiments à usage agricole, pastoral ou forestier, des refuges et gîtes d'étapes ouverts au public pour la promenade et la randonnée, des aires naturelles de camping, un équipement culturel dont l'objet est directement lié au caractère lacustre des lieux, des installations à caractère scientifique si aucune autre implantation n'est possible et des équipements d'accueil et de sécurité nécessaires à la pratique de la baignade, des sports nautiques, de la promenade ou de la randonnée ainsi que des projets visés au 1° de l'article L.111-4.*

***Article L.122-14 du code de l'urbanisme***

*Par dérogation aux dispositions de l'article L.122-12, des constructions et aménagements peuvent être admis, en fonction des spécificités locales, dans certains secteurs délimités :*
*1° Soit par un plan local d'urbanisme ou un schéma de cohérence territoriale, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État et au vu d'une étude réalisée et approuvée dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L.122-7 ;*

*2° Soit par une carte communale, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, et au vu d'une étude justifiant que l'aménagement et l'urbanisation de ces secteurs sont compatibles avec la prise en compte de la qualité de l'environnement et des paysages. Dans ce cas, chaque permis de construire est soumis pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.*

Par ailleurs, la loi du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, publiée le 29 décembre 2016, vise notamment à réhabiliter l'immobilier de loisir par un urbanisme adapté, en rénovant la procédure des unités touristiques nouvelles (UTN) et en adaptant les règles d'urbanisme aux particularités de certains lieux de montagne.

Cette loi prévoit deux types d'UTN dont la liste est fixée par le décret 2017-1039 du 10 mai 2017 relatif à la procédure de création ou d'extension des unités touristiques nouvelles :

- des UTN structurantes, prévues par le document d'orientation et d'objectifs du schéma de cohérence territoriale en application de l'article L141-23 du code de l'urbanisme ;
- des UTN locales, prévues par les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) en application de l'article L151-7 du code de l'urbanisme.

**Ces dispositions relatives aux nouvelles procédures des UTN sont entrées en vigueur le 29 décembre 2017. Toutefois, les PLU arrêtés ou approuvés avant l'entrée en vigueur de ces dispositions demeurent régis par les règles antérieurement applicables aux UTN, jusqu'à leur prochaine révision.**

***Article L.122-16 du code de l'urbanisme***

*Est considérée comme unité touristique nouvelle toute opération de développement touristique, en zone de montagne, ayant pour objet ou pour effet, en une ou plusieurs tranches :*
*1° Soit de construire des surfaces destinées à l'hébergement touristique ou de créer un équipement touristique comprenant des surfaces de plancher ;*
*2° Soit de créer des remontées mécaniques ;*
*3° Soit de réaliser des aménagements touristiques ne comprenant pas de surfaces de plancher dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État.*

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

***Article L.122-19***
*La création ou l'extension d'une unité touristique nouvelle est soumise à autorisation lorsqu'elle est située dans une commune qui n'est pas couverte par un schéma de cohérence territoriale.*
*Cette autorisation est requise pour :*
*1° Les remontées mécaniques qui ont pour effet la création d'un nouveau domaine skiable ou l'extension du domaine skiable existant au-delà d'un seuil fixé par décret en Conseil d'État, ou sur une opération qui présente un intérêt régional ou interrégional en raison de sa surface ou de sa capacité d'accueil ;*
*2° Une remontée mécanique ayant pour effet l'extension d'un domaine skiable existant au-delà d'un seuil fixé par décret en Conseil d'État, ou sur une opération qui présente un intérêt local en raison de sa situation, de sa surface ou de sa capacité d'accueil.*
*L'autorisation est délivrée par l'autorité administrative compétente de l'État après avis de la commission spécialisée du comité de massif dans les cas prévus au 1° et après avis d'une formation spécialisée de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans les cas prévus au 2°.*
*La création ou l'extension d'unités touristiques nouvelles autres que celles mentionnées aux 1° et 2° n'est pas soumise à autorisation.*

***Article L.122-20***
*Le projet de création d'unités touristiques nouvelles soumis à autorisation est préalablement mis à la disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées.*
*La nature des documents communiqués au public et les modalités de leur mise à disposition sont précisées par l'autorité administrative compétente pour statuer et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. A l'issue de la mise à disposition et avant de prendre sa décision, l'autorité administrative compétente de l'État en établit le bilan.*

***Article L.122-21***
*L'autorisation peut imposer la réalisation de logements destinés aux salariés de la station, notamment aux travailleurs saisonniers, et prévoir des dispositions pour l'accueil et l'accès aux pistes des skieurs non résidents.*

***Article L.122-22***
*L'autorisation devient caduque :*
*1° Si, dans un délai de quatre ans à compter de la notification au bénéficiaire, les équipements et les constructions autorisés n'ont pas été entrepris. En cas de recours, le délai de caducité est suspendu pendant la durée des instances ;*
*2° A l'égard des équipements et constructions qui n'ont pas été engagés, lorsque les travaux d'aménagement ou de construction ont été interrompus pendant un délai supérieur à quatre ans. Ce délai peut être prorogé de quatre ans renouvelables, par délibération du conseil municipal. Ce délai s'applique également aux opérations autorisées antérieurement à la date du 25 février 2005.*

***Article L.122-23***
*Les autorisations d'occupation du sol nécessaires à la réalisation de l'une des unités touristiques nouvelles prévues au 1° de l'article L.122-19 ne peuvent être délivrées que dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme.*
*Les autorisations d'occupation du sol nécessaires à la réalisation de l'une des unités touristiques nouvelles prévues au 2° de l'article L.122-19 ne peuvent être délivrées que dans les communes dotées d'une carte communale ou d'un plan local d'urbanisme.*

***Article R .122-6 du code de l'urbanisme***
*Sont soumises à autorisation du préfet coordonnateur de massif, après avis de la commission spécialisée du comité de massif, les unités touristiques nouvelles ayant pour objet :*
*1° La création, l'extension ou le remplacement de remontées mécaniques, lorsque ces travaux ont pour effet :*
*a) La création d'un nouveau domaine skiable alpin ;*
*b) L'augmentation de la superficie totale d'un domaine skiable alpin existant, dès lors que cette augmentation est supérieure ou égale à 100 hectares ;*
*2° Des opérations de construction ou d'extension d'hébergements et d'équipements touristiques d'une surface de plancher totale supérieure à 12 000 mètres carrés, à l'exclusion des logements à destination des personnels saisonniers ou permanents des équipements et hébergements touristiques ;*

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

*3° Lorsqu'ils sont soumis à étude d'impact en application de l'article L.122-1 du code de l'environnement :*
*a) L'aménagement, la création et l'extension de terrains de golf ;*
*b) L'aménagement de terrains de camping ;*
*c) L'aménagement de terrains pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés ;*
*d) Les travaux d'aménagement de pistes pour la pratique des sports d'hiver alpins, situés en site vierge au sens du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement d'une superficie supérieure à 4 hectares.*

***Article R .122-8 du code de l'urbanisme***

*Constituent des unités touristiques nouvelles structurantes pour l'application du 1° de l'article L.122-17 les opérations suivantes :*
*1° La création, l'extension ou le remplacement de remontées mécaniques, lorsque ces travaux ont pour effet :*
*a) La création d'un nouveau domaine skiable alpin ;*
*b) L'augmentation de la superficie totale d'un domaine skiable alpin existant, dès lors que cette augmentation est supérieure ou égale à 100 hectares ;*
*2° Les liaisons entre domaines skiables alpins existants ;*
*3° Les opérations de construction ou d'extension d'hébergements et d'équipements touristiques d'une surface de plancher totale supérieure à 12 000 mètres carrés, à l'exclusion des logements à destination des personnels saisonniers ou permanents des équipements et hébergements touristiques ;*
*4° L'aménagement, la création et l'extension de terrains de golf d'une superficie supérieure à 15 hectares ;*
*5° L'aménagement de terrains de camping d'une superficie supérieure à 5 hectares ;*
*6° L'aménagement de terrains pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés d'une superficie supérieure à 4 hectares :*
*7° Les travaux d'aménagement de pistes pour la pratique des sports d'hiver alpins, situés en site vierge au sens du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement d'une superficie supérieure à 4 hectares ;*
*8° La création d'une remontée mécanique n'ayant pas pour objet principal de desservir un domaine skiable, pouvant transporter plus de dix mille voyageurs par jour sur un dénivelé supérieur à 300 mètres.*

***Article R.122-9 du code de l'urbanisme***

*Constituent des unités touristiques nouvelles locales, pour l'application du 1° de l'article L. 122-18 :*
*1° La création, l'extension ou le remplacement de remontées mécaniques, lorsqu'ils ont pour effet l'augmentation de plus de 10 hectares et de moins de 100 hectares d'un domaine skiable alpin existant ;*
*2° L'aménagement, la création et l'extension de terrains de golf d'une superficie inférieure ou égale à 15 hectares ;*
*3° Les opérations suivantes, lorsqu'elles ne sont pas situées dans un secteur urbanisé ou dans un secteur constructible situé en continuité de l'urbanisation :*
*a) La création ou l'extension, sur une surface de plancher totale supérieure à 500 mètres carrés, d'hébergements touristiques ou d'équipements touristiques ;*
*b) L'aménagement de terrains de camping d'une superficie comprise entre 1 et 5 hectares ;*
*c) La création de refuges de montagne mentionnés à l'article L.326-1 du code du tourisme, ainsi que leur extension pour une surface de plancher totale supérieure à 200 mètres carrés.*

***Article R.122-10***

*Dans les communes qui ne sont pas couvertes par un schéma de cohérence territoriale, la création et l'extension des unités touristiques nouvelles structurantes mentionnées à l'article R.122-8 sont soumises à autorisation du préfet coordonnateur de massif dans les conditions fixées aux articles R.122-12 à R.122-18.*

***Article R.122-11***

*Dans les communes qui ne sont pas couvertes par un plan local d'urbanisme, la création et l'extension des unités touristiques nouvelles locales mentionnées à l'article R.122-9 sont soumises à autorisation du préfet de département dans les conditions fixées par les articles R.122-12 à R.122-18.*

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## L.122-5, L.122-9 et L.122-10 du code de l'urbanisme

| **Principe :** | **Sont autorisés :** | **Possibilités de dérogation à la règle de continuité :** |
|---|---|---|
| ➢ Préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières<br><br>➢ Préservation des espaces, paysages et du patrimoine naturel et culturel montagnard<br><br>➢ Urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants (le principe de continuité s'apprécie au regard des caractéristiques locales de l'habitat traditionnel, des constructions implantées et de l'existence de voies et réseaux) | ➢ Les constructions nécessaires aux activités agricoles<br><br>➢ Les équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée<br><br>➢ Par arrêté préfectoral, après avis de la commission des sites, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que leurs extensions limitées lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière (avec possibilité d'instituer une servitude interdisant l'utilisation du bâtiment en période hivernale ou limitant son usage en cas de viabilité insuffisante)<br><br>➢ L'adaptation, le changement de destination, la réfection, l'extension limitée des constructions existantes, les annexes de taille limitée et la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées<br><br>➢ Le développement touristique et, en particulier, la création d'une UTN dans le respect de la qualité des sites et les grands équilibres naturels | a) Avec un SCoT ou un PLU, et après étude soumise à l'avis de la commission des sites (l'avis est joint au dossier d'enquête publique). Une carte communale peut également intégrer les dispositions de cette étude dans la mesure où celle-ci a été réalisée dans le cadre d'un SCoT.<br><br>b) A titre exceptionnel, délimitation possible avec une carte communale ou un PLU, après accord de la chambre d'agriculture et de la commission des sites de zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées, si la préservation de l'agriculture, des paysages ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante.<br><br>c)Dans les communes non dotées d'un PLU ou d'une carte communale, des constructions en discontinuité peuvent être autorisées avec une DCM, si la commune ne subit pas de pression foncière (population, résidences secondaires) et si la dérogation envisagée est compatible avec la protection des terres agricoles et des paysages. |

## L.122-12 du code de l'urbanisme

| **Protection des parties naturelles des rives des plans d'eau d'une superficie inférieure à 1000 ha sur une distance de 300 m** | **Sont interdits :** | **Par exception, peuvent être autorisés, dans des secteurs délimités :** |
|---|---|---|
| | ➢ Toutes constructions, installations et routes nouvelles<br><br>➢ Toutes extractions et tous affouillements | ➢ des bâtiments à usage agricole, pastoral ou forestier,<br>➢ des refuges et gîtes d'étapes ouverts au public pour la promenade et la randonnée,<br>➢ des aires naturelles de camping,<br>➢ un équipement culturel dont l'objet est directement lié au caractère lacustre des lieux,<br>➢ des installations à caractère scientifique si aucune autre implantation n'est possible,<br>➢ des équipements d'accueil et de sécurité nécessaires à la pratique de la baignade, des sports nautiques, de la promenade ou de la randonnée<br>des projets visés au 1° de l'article L111-1-4 (adaptation, changement de destination, réfection ou extension des constructions existantes)<br><br>1) Par un PLU ou un SCoT, avec l'accord du préfet et au vu d'une étude réalisée et approuvée dans les conditions prévues au L122-7<br><br>2) (étude soumise à l'avis de la commission des sites et avis joint au dossier d'enquête publique)<br><br>3) Par une carte communale, avec l'accord du préfet, après avis de la commission des sites au vu d'une étude spécifique. Chaque PC est ensuite soumis pour avis à la commission des sites. |

La ou les carte(s) ci-jointe(s) identifie(nt), <u>à titre d'information</u>, les plans d'eau de plus de 1000 m² et de moins de 1000 ha recensés par la direction départementale des territoires et concernés par la protection des rives de plans d'eau en zone de montagne.

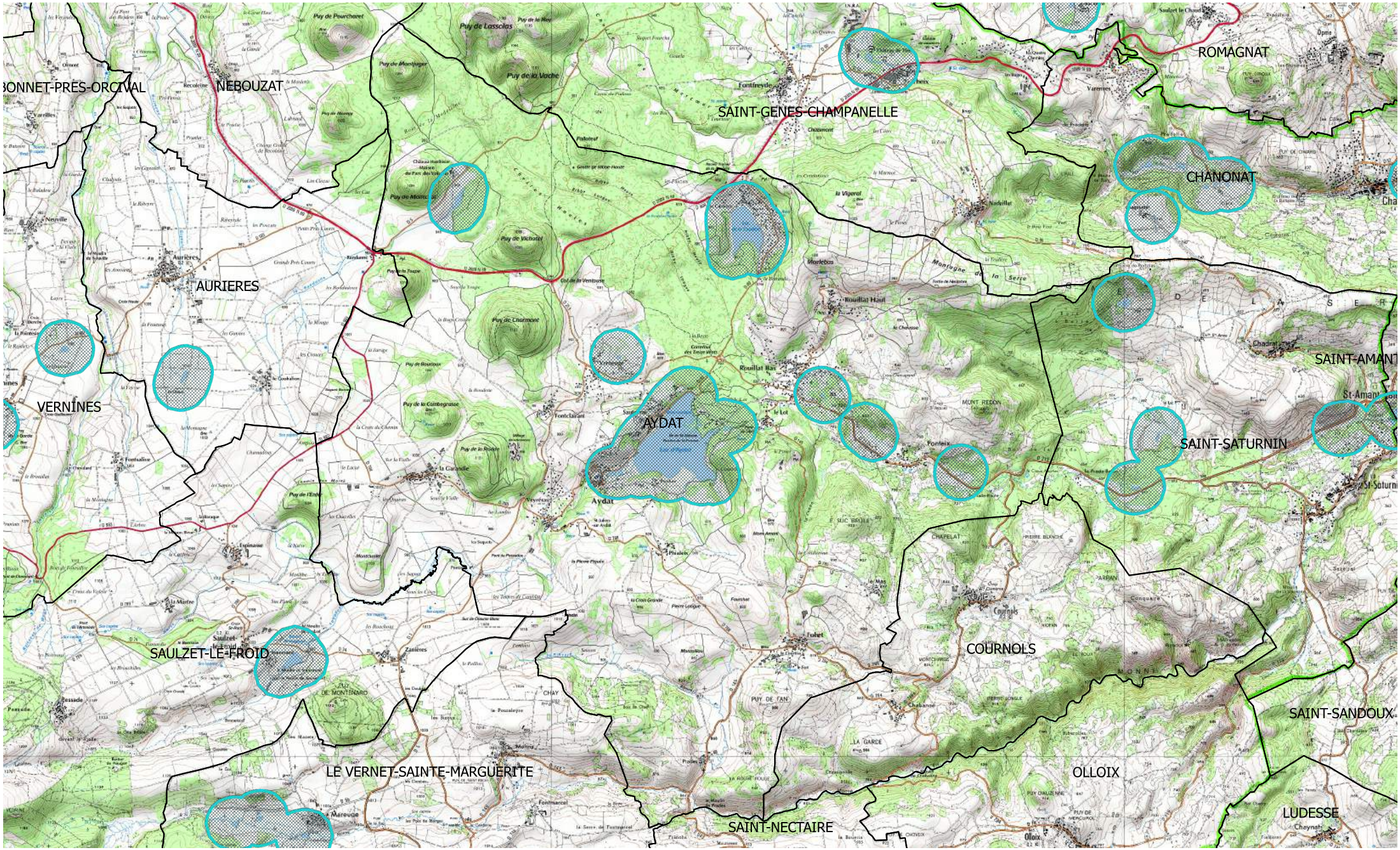
Il appartient à la commune ou la communauté de communes, dans le cadre de l'élaboration du PLU, d'identifier les plans d'eau qui pourraient être exclus du champ d'application de cette protection en raison de leur faible importance.

Ces dispositions doivent être justifiées dans le rapport de présentation du PLU.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de AYDAT




0 1 2 km

Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

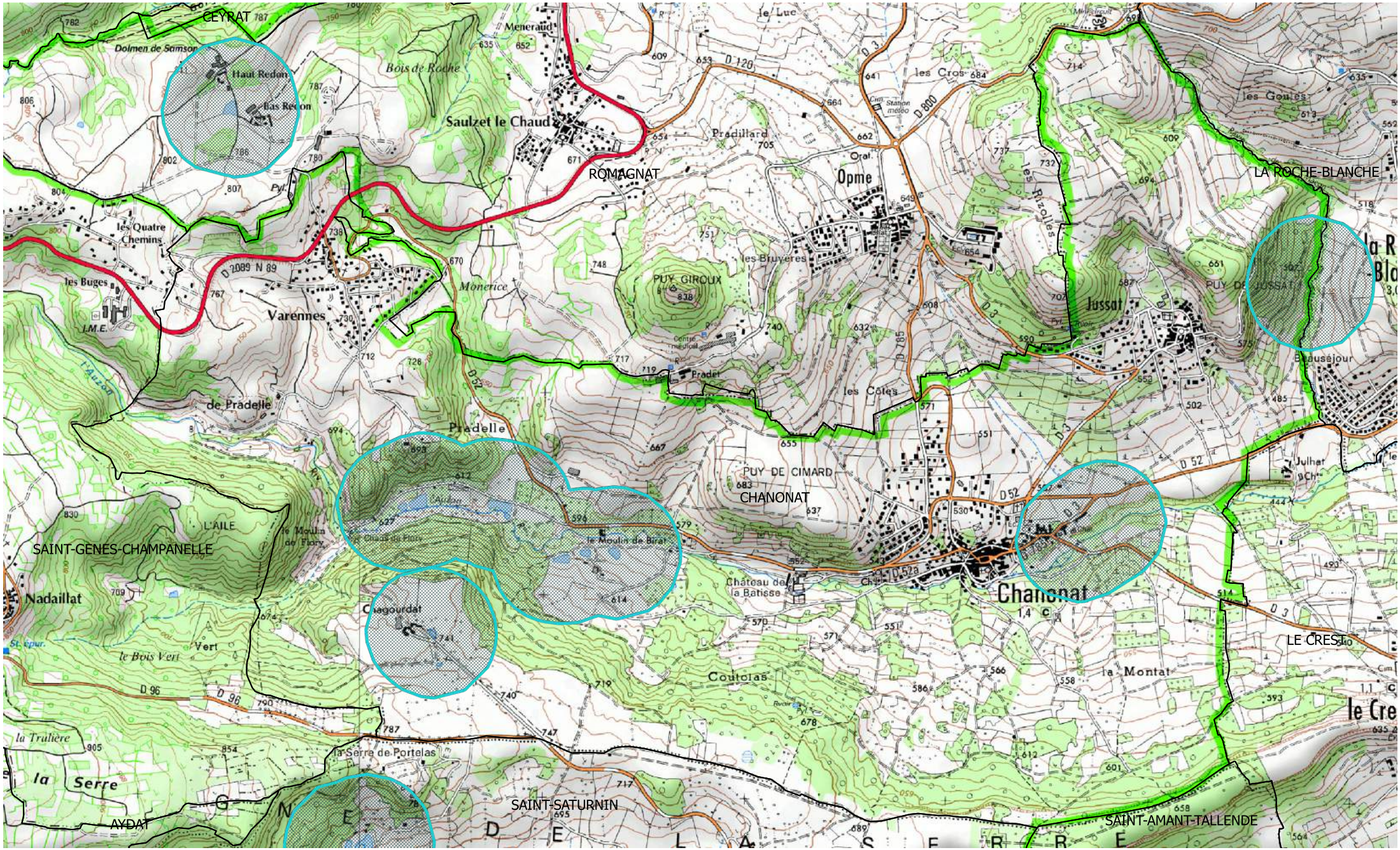
© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

Edition du 2015-07-31T16:51:10

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
[redacted]
2026

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de CHANONAT




Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

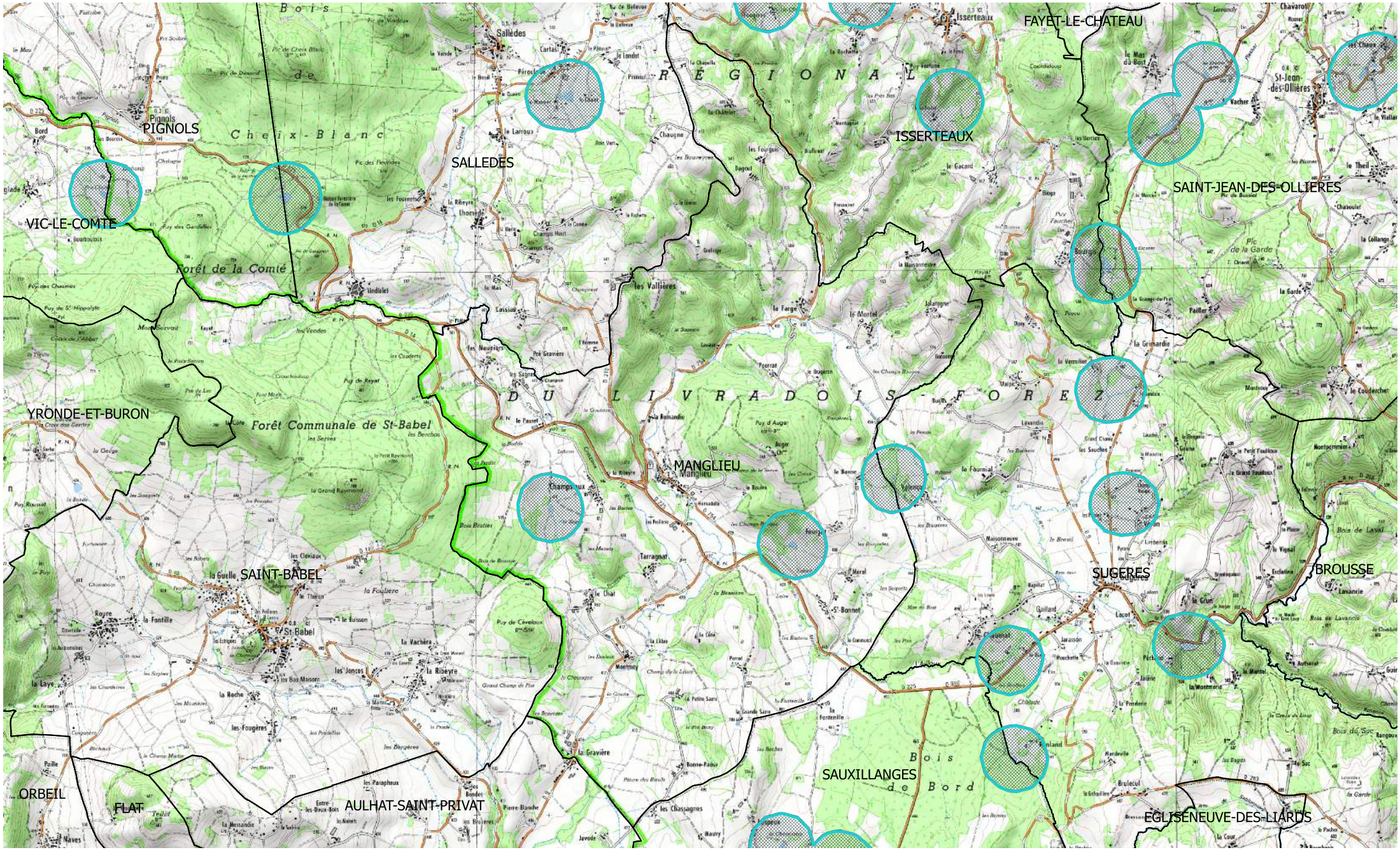
© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

Edition du 2015-07-31T17:03:34

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de MANGLIEU




0 1 2 km

Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

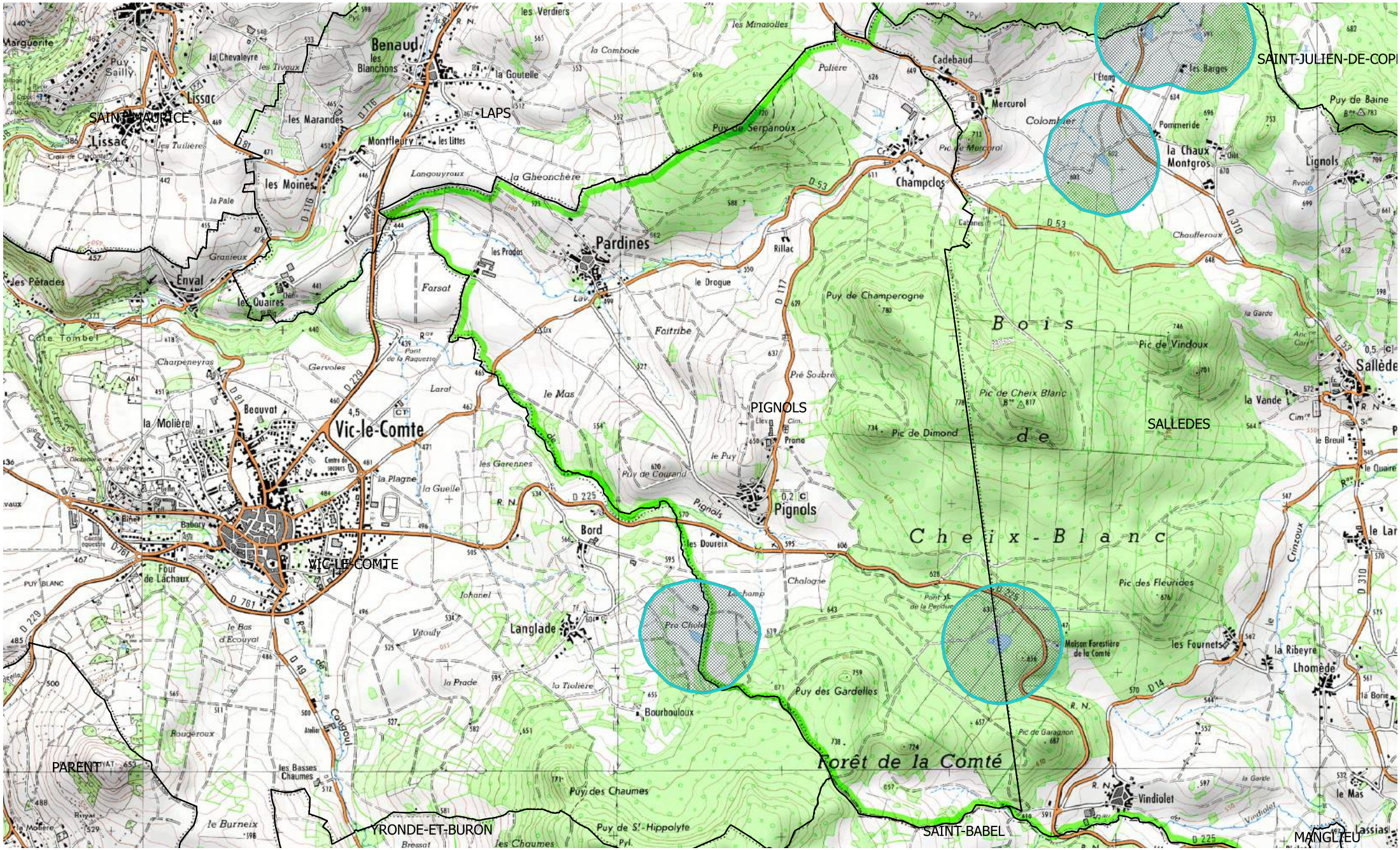
© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

Edition du 2015-07-31T17:05:34

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de PIGNOLS




Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

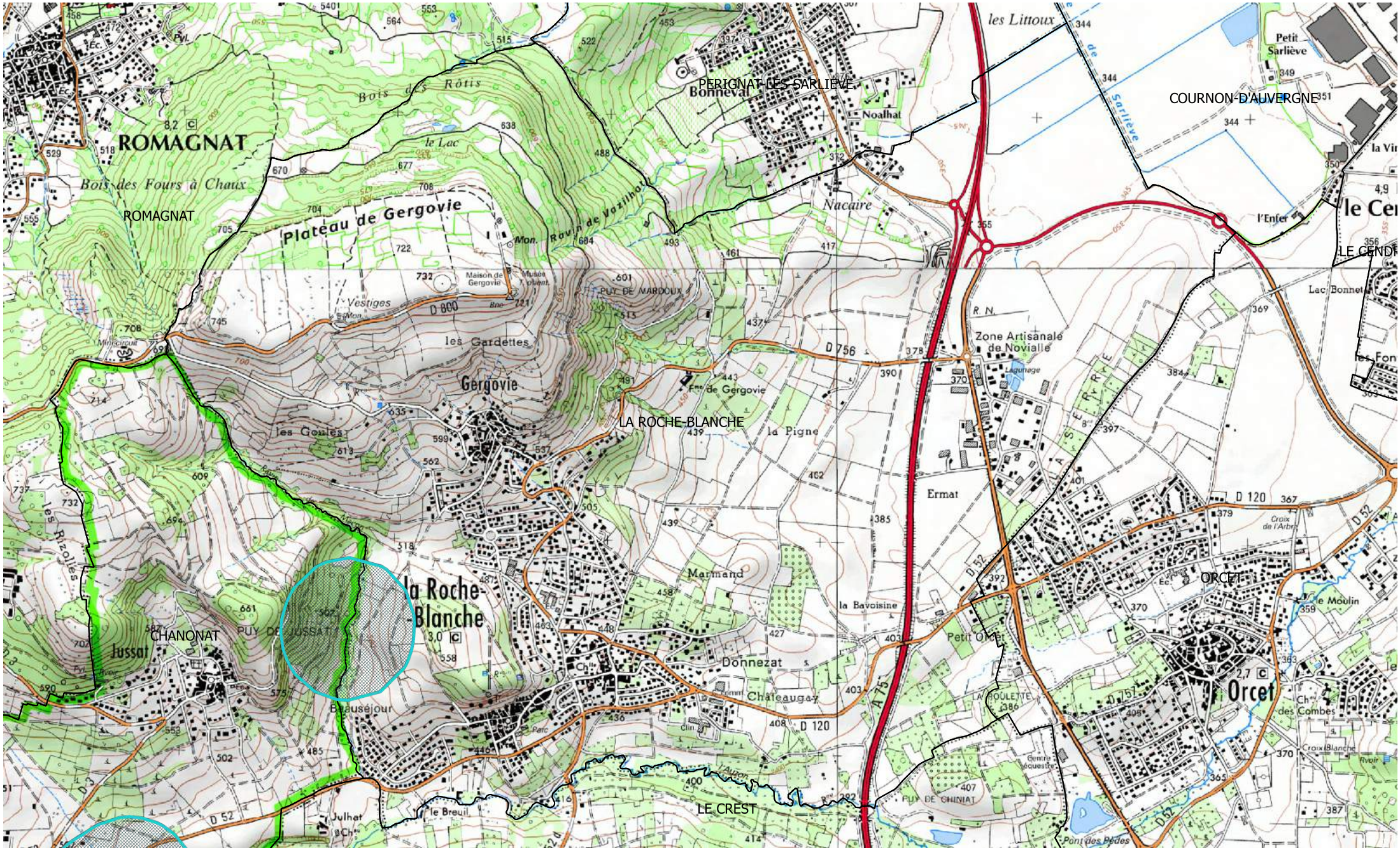
© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

Edition du 2015-07-31T16:44:43

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de LA ROCHE-BLANCHE




Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

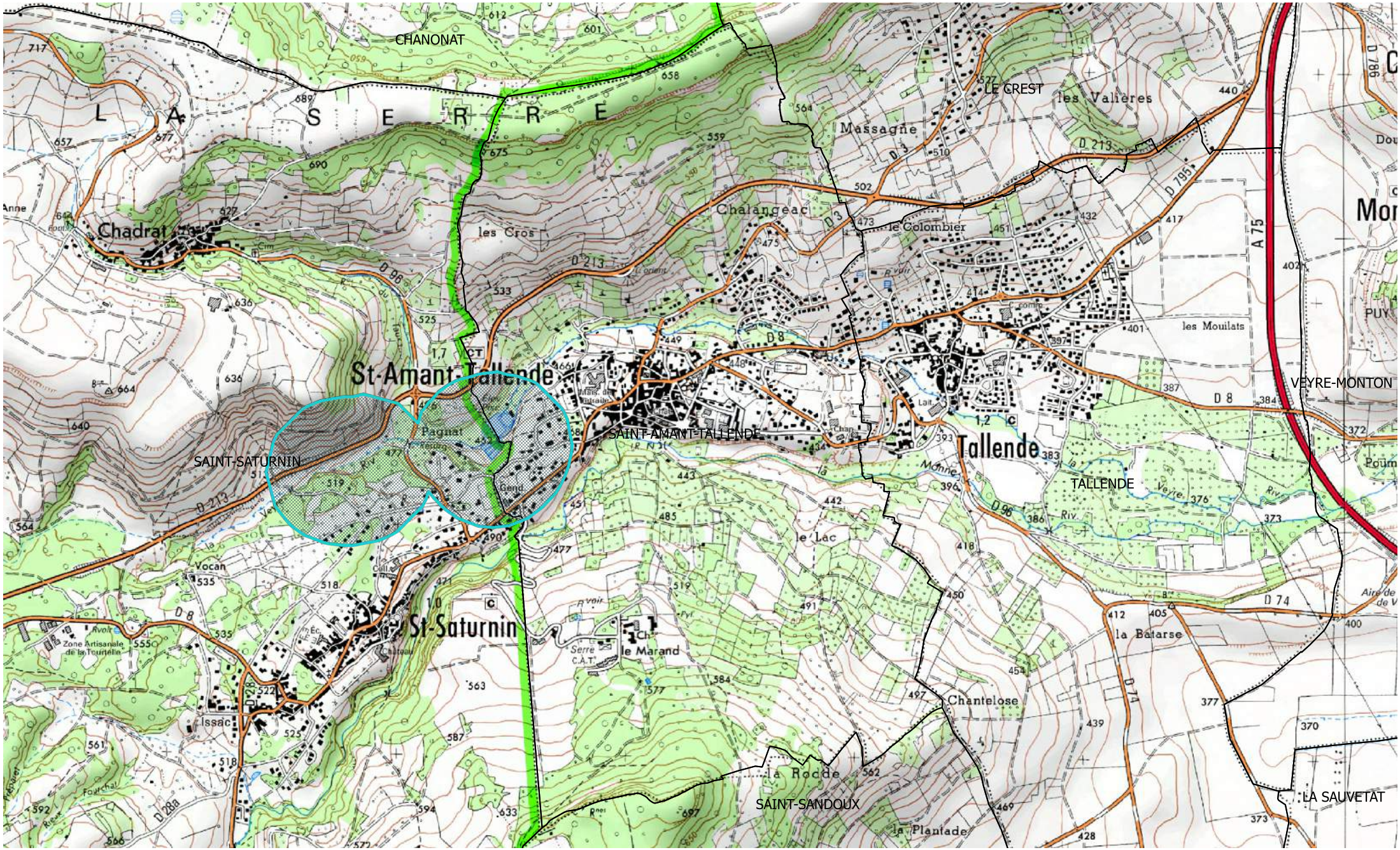
© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

Edition du 2015-07-31T17:07:37

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de SAINT-AMANT-TALLENDE




Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

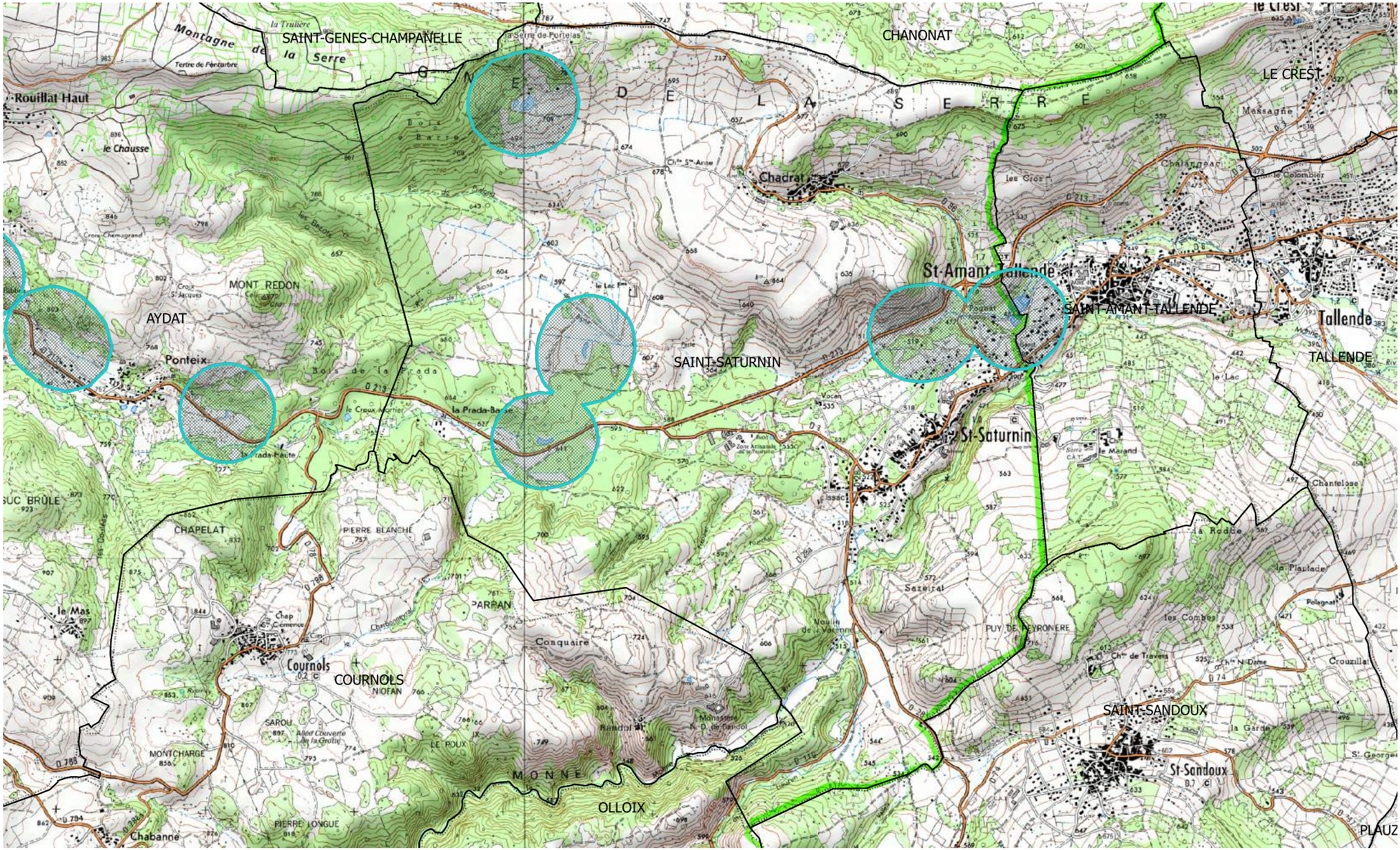
© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

Edition du 2015-07-31T16:44:16

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de SAINT-SATURNIN




Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

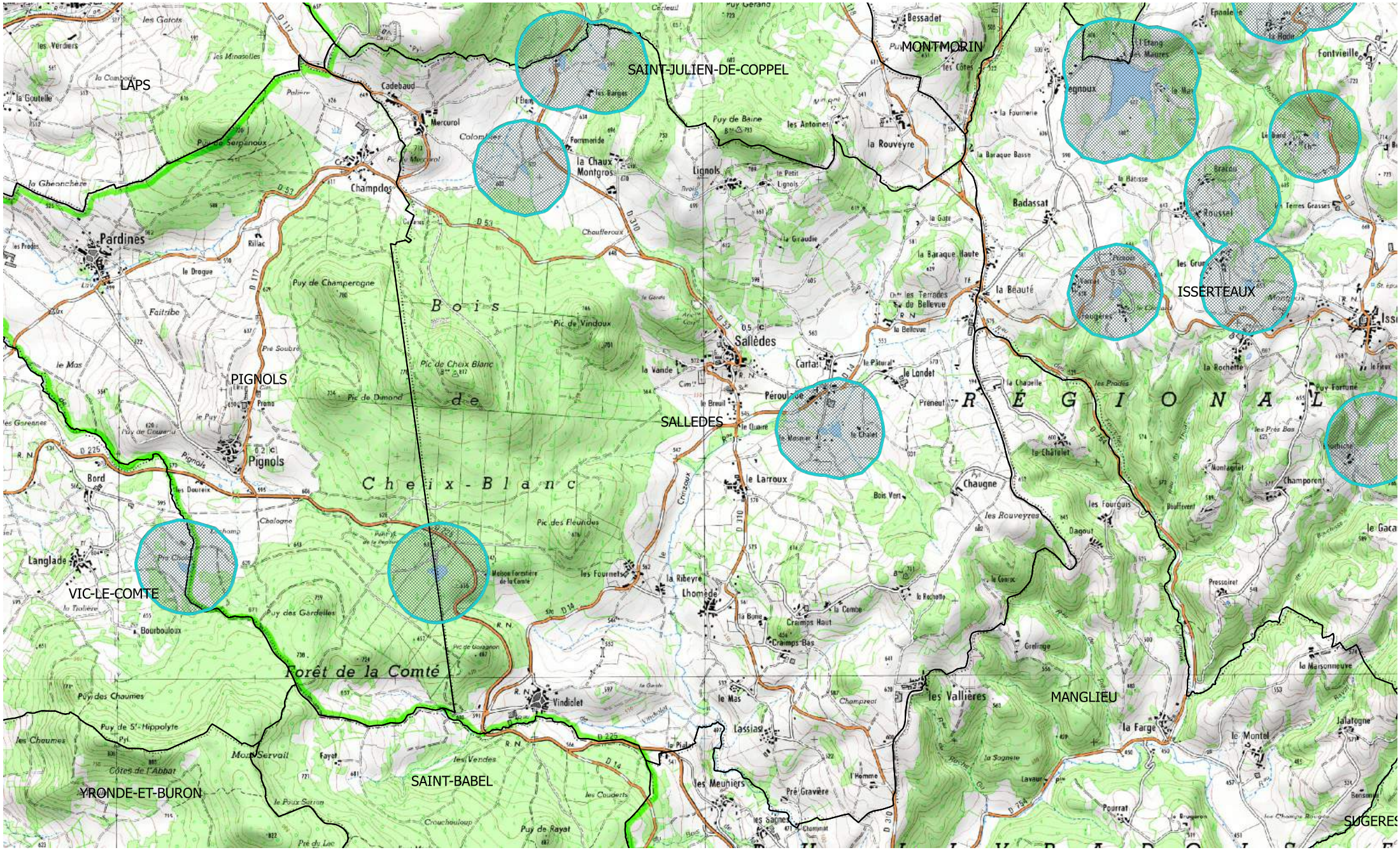
© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

Edition du 2015-07-31T16:52:44

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de SALLEDES




Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

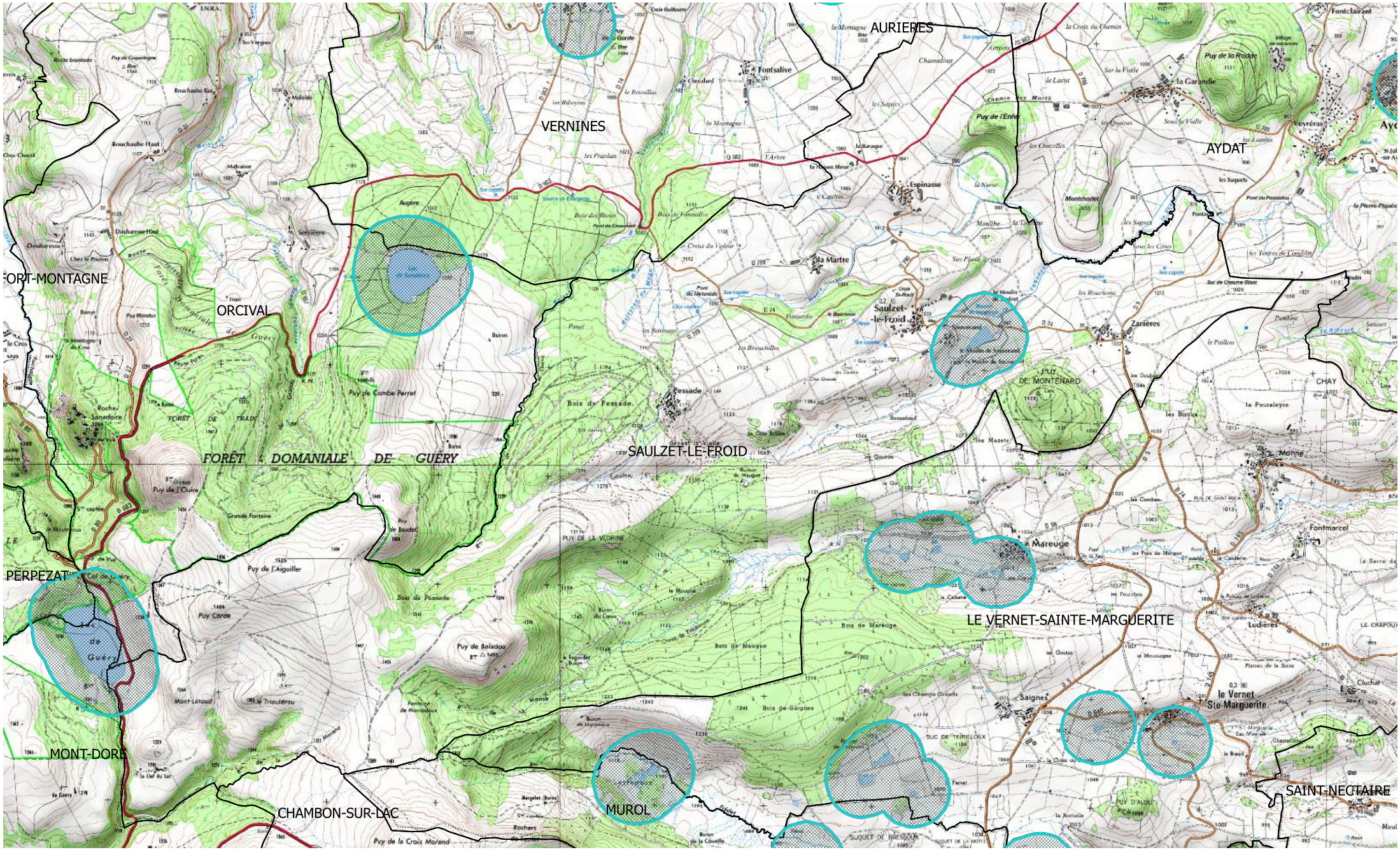
Edition du 2015-07-31T16:53:17

0 1 2 km

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de SAULZET-LE-FROID




Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

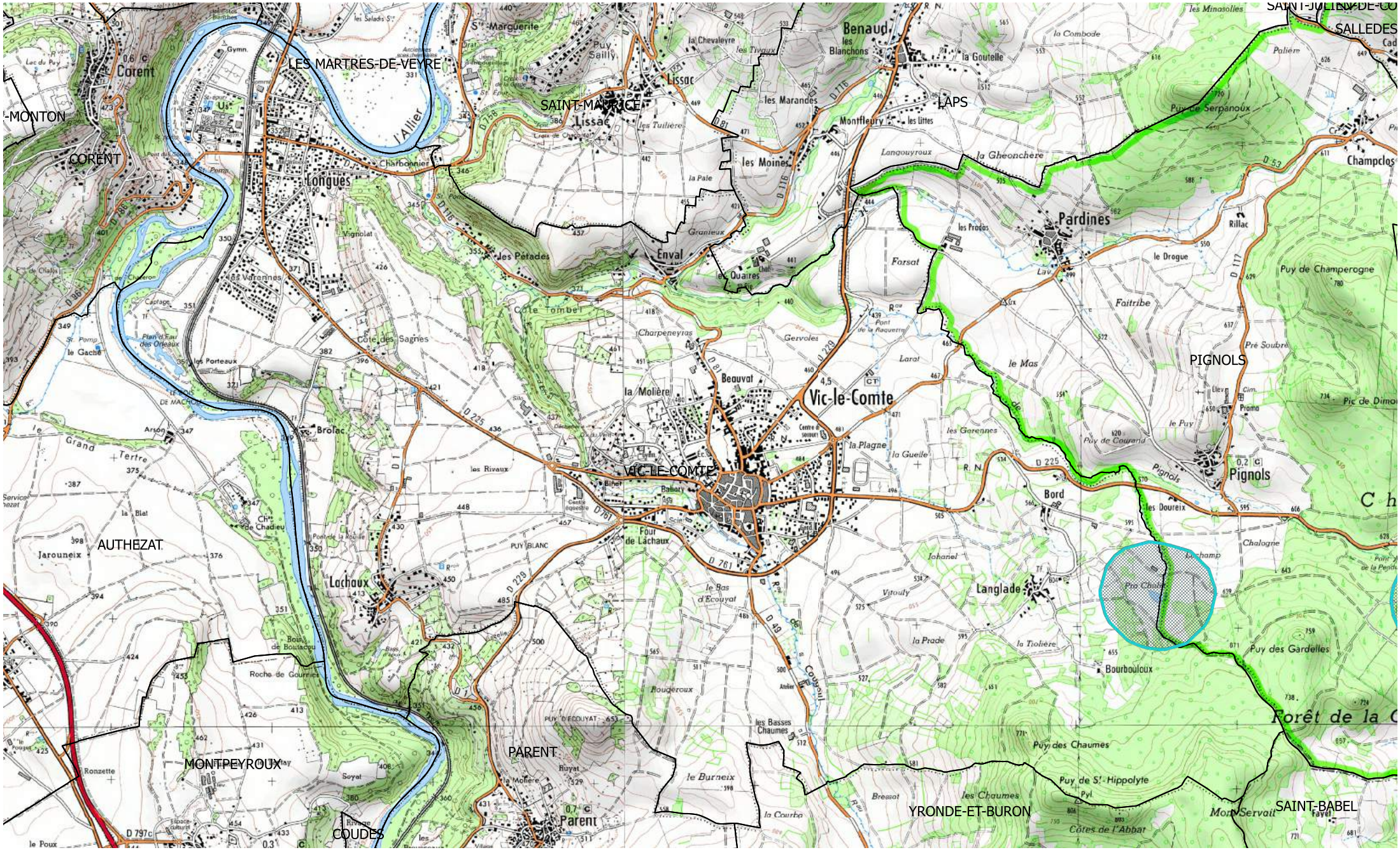
© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

Edition du 2015-07-31T16:53:29

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
[redacted]

Périmètre de 300 m autour d'un plan d'eau en zone de Montagne - Article L145-5 du code de l'Urbanisme

commune de VIC-LE-COMTE




Conception : DDT 63 /SPAR/PG/VT

© Copyright IGN Scan 25 ® 2011

Edition du 2015-07-31T16:57:25

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE

# GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

La loi du 3 août 2009, dite Grenelle 1 renforce le rôle des documents d'urbanisme en tant qu'**outils au service du développement et de l'aménagement durable des territoires.**

L'accent est mis sur la réduction de la consommation d'espace, sur la densité et sur le respect des performances énergétiques et environnementales conditionnant l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones.

La loi "engagement national pour l'environnement" du 12 juillet 2010, dite Grenelle 2, permet de mettre en œuvre concrètement les dispositions du Grenelle 1. Elle conforte le rôle du PLU en renforçant sa dimension environnementale.

Grenelle II de l'Environnement : les dispositions relatives à l'urbanisme

La loi du 12 juillet 2010 complète les dispositions spécifiques des documents d'urbanisme relatives à la prise en compte de l'environnement et plus largement du développement durable.

Ainsi, elle précise ou complète les **objectifs de planification** :

- lutter contre le réchauffement climatique et réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- lutter contre l'étalement urbain et recherche d'un aménagement économe de l'espace et des ressources ;
- préserver et restaurer la biodiversité et les continuités écologiques.
- lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles ;
- concevoir l'urbanisme de manière globale en harmonisant les documents d'orientation et les documents de planification ;
- assurer une gestion économe des ressources et de l'espace ;
- créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports en commun ;
- permettre la mise en œuvre de travaux d'amélioration de la performance énergétique.

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme intègre de **nouvelles notions** :

- amélioration de la performance énergétique ;
- développement des communications électroniques ;
- diminution des obligations de déplacements ;
- développement des transports collectifs ;
- réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- maîtrise de l'énergie et de la production énergétique à partir de sources renouvelables ;
- préservation et remise en état des continuités écologiques.

De manière générale, la loi complète les objectifs des documents d'urbanisme en renforçant leur dimension environnementale. Ainsi, le nouvel article L.101-2 du code de l'urbanisme (article 14 de la loi) intègre de nouveaux objectifs que doivent mettre en œuvre tous les documents d'urbanisme.
La loi entend favoriser une meilleure intégration des politiques publiques de l'urbanisme, du développement commercial, des transports et de l'habitat.

Les plans locaux d'urbanisme devront notamment :

- **analyser**, dans le rapport de présentation, la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, justifier les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durable (PADD), et préciser les indicateurs permettant d'évaluer les résultats de l'application du plan.

- **fixer**, dans le PADD, des objectifs de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques, ainsi que des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

l'étalement urbain.

- **établir** des orientations d'aménagement et de programmation (OAP), par quartier ou par secteur, portant sur l'aménagement.
  Pour les PLU intercommunaux, les OAP devront également porter sur l'habitat et, éventuellement, sur les transports et les déplacements.

Ce que disent les textes :

Article L101-1 du code de l'urbanisme :

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.
Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.
En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L101-2 du code de l'urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :
1° L'équilibre entre :
a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
e) Les besoins en matière de mobilité ;
2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
4° La sécurité et la salubrité publiques ;
5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF)

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, dite "loi LAAAF", a été publiée au journal officiel du 14 octobre 2014.

En matière d'urbanisme, elle a pour objectif de mieux lutter contre l'artificialisation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Les principales mesures concernant les plans locaux d'urbanisme (PLU) sont les suivantes :

## Création de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)

La commission départementale de consommation des espaces agricoles (CDCEA) étend son champ de compétences aux espaces naturels et forestiers ; elle se nomme désormais la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF). Sa composition est modifiée par décret n°2015-644 du 9 juin 2015.

**Comme précédemment, les PLU seront soumis au stade de l'arrêt, à l'avis de la commission dans le cadre de l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime modifié comme suit :**

*« (...) Cette commission peut être consultée sur toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole.* ***Elle émet, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres naturelles, agricoles ou forestières, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. (...)"***

*« Lorsqu'un projet ou un document d'aménagement ou d'urbanisme a pour conséquence une réduction de surfaces affectées à des productions bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine, le directeur de l'Institut national de l'origine et de la qualité ou son représentant participe, avec voix délibérative, à la réunion de la commission au cours de laquelle ce projet ou ce document est examiné.*

*« Lorsqu'un projet d'élaboration, de modification ou de révision d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale a pour conséquence, dans des conditions définies par décret, une réduction substantielle des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou une atteinte substantielle aux conditions de production de l'appellation, l'autorité compétente de l'État saisit la commission du projet. Celui-ci ne peut être adopté qu'après avis conforme de cette commission.*

*« Lorsque le représentant de l'État n'a pas considéré comme substantielle la réduction des surfaces agricoles concernant des terres à vignes classées en appellation d'origine contrôlée ou l'atteinte aux conditions de production mais que la commission a néanmoins rendu un avis défavorable, l'autorité administrative compétente qui approuve le projet est tenue de faire connaître les motifs pour lesquels elle décide de ne pas suivre cet avis dans l'acte d'approbation.*
*(...)*
*« Lorsque le projet ou le document sur lequel la commission est consultée donne lieu à l'enquête publique mentionnée au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, l'avis de la commission est joint au dossier d'enquête publique. » ;*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

### Diagnostic de développement agricole

La LAAAF renforce les obligations du rapport de présentation. Celui-ci **doit** s'appuyer sur *« un diagnostic établi au regard (…) des besoins répertoriés en matière de (…) surfaces et de développement agricoles (…)»* (article L.151-4 du code de l'urbanisme).

### Protection d'espaces boisés (L.151-23)

Lorsque la commune souhaite protéger un espace boisé au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, la LAAAF **impose** l'instauration d'un espace boisé classé (EBC, prescriptions prévues à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme).

### Modification des règles de constructibilité en zone A et N pour tenir compte du bâti existant

Dans le respect de l'objectif de lutte contre le mitage et de préservation des espaces agricoles naturels et forestiers, la loi LAAAF, dans le prolongement de la loi ALUR, réaffirme le **principe d'inconstructibilité ou de constructibilité très limitée dans les zones agricoles et naturelles.**

Toutefois, la loi LAAAF, modifiée par la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, prévoit certaines exceptions dans les zones A et N, en dehors des secteurs de taille et de capacité limitées (STECAL) prévus à titre exceptionnel par la loi ALUR (cf. fiche annexe loi ALUR) :

- la possibilité de désigner les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un **changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.**
  Pour information, le changement de destination (au niveau de l'autorisation d'urbanisme) est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la CDPENAF, et en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS).

- l'autorisation des **extensions ou des annexes pour les bâtiments existants à usage d'habitation dès lors qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site**.
  Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Les dispositions du règlement prévues au présent alinéa sont soumises à l'avis de la CDPENAF.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# ECONOMIE AGRICOLE, ENVIRONNEMENT ET DOCUMENTS D'URBANISME

## PRAD AUVERGNE

La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, a confié aux Préfets de région, l'élaboration du Plan Régional pour une Agriculture Durable (PRAD). Ce plan a été arrêté le 28 mars 2012. Il s'applique pour la période 2012-2019.

Ce plan s'inscrit notamment dans le cadre des mutations de la démographie mondiale, du climat, de l'urbanisation et de l'exigence croissante sur la qualité des produits et la sécurité sanitaire. Il définit la stratégie de l'État en région afin de conforter la place de l'agriculture et de l'agro-alimentaire dans le contexte économique, social et environnemental régional en tenant compte des spécificités territoriales.

Facteurs d'équilibre pour les territoires, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire constituent en Auvergne des secteurs stratégiques qui placent la région parmi les grandes régions agricoles de France.

**L'agriculture Auvergnate « source d'emplois importante et production de valeur »**

- Trois filières dominantes : la viande, le lait et les céréales
- 23 700 exploitations agricoles en 2010, 42 000 personnes travaillent dans le secteur agricole
- 56 % de la surface totale de la Région dont 2/3 en zone de montagne soit 61 % de la SAU
- 1,456 million d'hectares de SAU essentiellement en élevage d'herbivores pour 1,2 million d'hectares
- 5 400 hectares par an cédés aux espaces boisés et à l'étalement urbain
- Auvergne 3ème filière industrielle en valeur, 5ème filière exportatrice et IAA 9 800 emplois
- notoriété des productions : AOP fromage ¼ de la production nationale – productions végétales spécialisées et structurées
- revenu agricole inférieur de 20 % au niveau national

**Les axes majeurs suivants, extraits du PRAD, sont à prendre en compte dans les documents d'urbanisme**

### 1- PROTEGER LES TERRES AGRICOLES ET STRUCTURER LES EXPLOITATIONS

Le foncier agricole est le 1er outil de travail des agriculteurs. Ce bien précieux, convoité par différents acteurs, demeure cependant épuisable (- 1,8 % de SAU en 10 ans).

La restructuration du parcellaire est essentiel. Mais le morcellement, le prix du foncier et la faible disponibilité des terres engendrent des difficultés à cette opération. À cela, s'ajoute une perte des surfaces agricoles, par une extension de l'urbanisation ainsi qu'une pression foncière autour des centres urbains (productions végétales essentiellement).

Pour préserver ces terres agricoles, la limitation en zone périurbaine des prélèvements en terres fertiles irriguées est indispensable.

Pour optimiser la compétitivité des exploitations agricoles notamment les rendre plus autonomes en fourrage, toutes les surfaces agricoles sont à conserver.

Au travers des plans d'urbanisme, des documents de planification et des schémas d'aménagement, le maintien de la SAU et la limitation du morcellement devront être pris en compte dans un objectif de réduction de l'artificialisation des terres agricoles.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Pour cet axe, la politique d'aménagement du territoire « Auvergnat » devra :**

- limiter l'utilisation de SAU pour les activités non agricoles (champs photovoltaïques, zones d'activités, lotissements),
- valoriser l'agriculture périurbaine,
- favoriser le maintien des services en zone rurale.

Ainsi, un développement harmonieux du potentiel de production sur tout le territoire, et notamment en zone de montagne, favorisera le maintien d'une économie agricole dynamique.

## 2- PERENNISER LA DYNAMIQUE D'INSTALLATION EN AGRICULTURE ET LA COMPETITIVITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Les départs à la retraite plus nombreux que sur le territoire national, surtout dans le secteur de l'élevage engendrent une menace de pénurie de main d'œuvre.

À cela s'ajoute, une forte volatilité des prix d'où une faible attractivité des métiers agricoles et des difficultés de transmission des outils de productions, notamment du foncier.

Une dynamique d'installation et de transmission des exploitations agricoles sont à mettre en place par tous les acteurs (agriculteurs, IAA, consommateurs mais aussi élus).

La formation sur le pilotage stratégique de l'exploitation et le niveau de formation des personnes qui s'installent sont donc à conforter.

**Pour cet axe, la politique d'aménagement du territoire « Auvergnat » devra :**

- faciliter la reprise de la SAU, libérée par les cédants, pour de la production agricole sur l'ensemble du territoire,
- soutenir les investissements en faveur de la modernisation des bâtiments d'élevage et du matériel de culture dans une logique de développement durable,
- maintenir une pérennité économique des exploitations agricoles, surtout en zone de montagne, par l'installation sur des surfaces de plus en plus grandes, en favorisant l'autonomie fourragère et la maîtrise des charges.

La mobilisation et l'engagement des élus, en particulier dans un objectif de réduction de l'artificialisation des terres agricoles, permettront d'intégrer ces enjeux majeurs d'installation et de compétitivité.

## 3- VALORISER ET CONFORTER LA QUALITE DES PRODUITS

Le territoire Auvergnat est doté d'une image et d'un environnement de qualité avec des produits à forte notoriété comme le fromage fabriqué pour 44 % sous AOP sans oublier l'agriculture biologique et le lait montagne.

**Pour cet axe, la politique d'aménagement du territoire « Auvergnat » devra :**

- favoriser la structuration et la compétitivité économique des filières agricoles et agro-alimentaires,
- sensibiliser les aménageurs à la conservation des espaces agricoles et naturels,
- s'assurer du maintien des possibilités de circulation des poids lourds,
- faciliter l'accès au foncier pour les projets d'agriculture biologique,
- promouvoir des structures paysagères et des pratiques bénéfiques pour la biodiversité notamment en favorisant les projets de méthanisation. En effet, ceux-ci contribuent à l'amélioration de la qualité de l'eau tout en optimisant les charges liées aux engrais et valorisent les sous-produits,
- maintenir les surfaces cultivables (semences, cultures spécialisées) à forte valeur ajoutée et ancrées dans le territoire mettant en jeu de grands acteurs économiques.

Les préservations du foncier agricole, notamment des prairies naturelles, facteur de conservation de paysages et de biodiversité, mais aussi des terres cultivables, à forte valeur ajoutée permettront aux décideurs locaux de relever le défi majeur de gestion des territoires, en synergie avec l'environnement et en valorisant les signes de qualité.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR)

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, dite « loi ALUR », a été publiée au journal officiel le 26 mars 2014, et modifiée par la loi n° 2014-11-70 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, dite "loi LAAAF" publiée le 14 octobre 2014 et par la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.

En matière d'urbanisme, elle a pour objectif de faciliter et d'accroître l'effort de construction de logements, tout en freinant l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain. Dans ce cadre, le titre IV de la loi prévoit plusieurs mesures visant à favoriser la densification des zones déjà urbanisées, afin d'éviter la consommation d'espaces naturels et agricoles.

Les principales mesures concernant les plans locaux d'urbanisme (PLU) sont les suivantes :

## Les PLU deviennent intercommunaux

Les communautés d'agglomération et les communautés de communes deviennent compétentes de plein droit en matière de PLU dans un délai de trois ans suivant la promulgation de la loi (26 mars 2017). Ce transfert de compétence est alors automatique sous réserve de l'opposition d'au moins 25% des communes représentant au moins 20% de la population. Si le transfert n'a pas eu lieu à cette date, l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) devient compétent de plein droit le 1er jour de l'année suivant l'élection du président de l'EPCI, sauf en cas d'opposition de la même minorité de blocage. La loi prévoit également la possibilité d'un transfert volontaire de la compétence à tout moment, en dehors de ces échéances.
Dans le cas où l'intercommunalité devient compétente en matière de PLU ou de cartes communales, elle peut décider, en accord avec la commune, de poursuivre sur le périmètre communal, la procédure déjà engagée d'élaboration ou de révision du document d'urbanisme.

## La clarification de la hiérarchie des normes

La loi renforce le rôle intégrateur du SCoT. Il devient, lorsqu'il existe, le document de référence à examiner pour assurer le lien juridique entre le PLU et les normes supérieures.
Parallèlement, l'obligation de compatibilité du PLU avec le PLH et le PDU, lorsqu'ils existent, demeure.

## De nouveaux objectifs pour les documents d'urbanisme

En complément des précédents objectifs issus des lois Grenelle 1 et 2, les documents d'urbanisme doivent désormais (L.101-2) :

- intégrer les besoins en matière de mobilité, en cherchant à développer tous les modes de transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
- déterminer les conditions permettant d'assurer la qualité urbaine, architecturale et paysagère sur l'ensemble du territoire ;
- prendre en compte l'ensemble des modes d'habitat ;
- répondre à l'objectif de prévention des risques miniers.

## De nouvelles obligations et possibilités pour les PLU

Les éléments ci-dessous ne font apparaître que les nouvelles dispositions des PLU.

Le rapport de présentation **doit** :

- analyser « *les capacités de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers* » ;
- analyser la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme ;
- établir « *un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités* ».



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) **doit** :

- définir des orientations générales concernant les paysages ;
- fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) **peuvent** :

- mettre en valeur les continuités écologiques ;
- favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations soit destiné à la réalisation de commerces.

Le règlement :

- **ne peut plus fixer** de coefficient d'occupation des sols ni de superficie minimale des terrains constructibles ;
- **doit** fixer les obligations minimales en matière de stationnement pour les vélos pour les immeubles d'habitation et de bureaux, et **peut** fixer un nombre maximal d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés à réaliser lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que d'habitation, lorsque les conditions de desserte par les transports publics réguliers le permettent ;
- **à titre exceptionnel, peut** délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL), après avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ;
- **peut** désigner, en zone agricole et naturelle, en dehors des STECAL, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors qu'il ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site ;
- **permet** les extensions et les annexes des bâtiments d'habitation en zone agricole et naturelle, en dehors des STECAL, dès lors qu'ils ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère, et que le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Les dispositions du règlement sont soumises à l'avis de la CDPENAF.
- **peut** fixer des dispositions en faveur de la trame verte et bleue (part minimale de surfaces non imperméabilisées, emplacements réservés...).

### La caducité des plans d'occupation des sols (POS)

Les POS deviennent caducs à partir du 1er janvier 2016 et les règles générales d'urbanisme s'appliquent alors sur le territoire communal. Toutefois, lorsqu'une procédure de révision a été engagée avant cette date, les dispositions du POS restent en vigueur jusqu'à l'approbation du PLU et au plus tard le 26 mars 2017.

### La règle de la constructibilité limitée renforcée (art. L.142-4 du code de l'urbanisme)

**Ce principe ne concerne que les communes non couvertes par un SCoT. Pour ces communes**, le principe d'interdiction d'ouvrir de nouveaux secteurs à l'urbanisation est maintenu et renforcé. Ce principe, désormais applicable à toute élaboration ou évolution des documents d'urbanisme, est étendu aux secteurs en dehors des parties actuellement urbanisées des communes en RNU, aux secteurs non constructibles des communes disposant d'une carte communale, et aux zones agricoles et naturelles des communes disposant d'un PLU.
Toutefois, jusqu'au 31 décembre 2016, il n'est pas applicable aux communes situées à plus de 15 km de la limite extérieure d'une unité urbaine de plus de 15 000 habitants.
**Il peut être dérogé à ce principe, après avis de la CDPENAF, et avec l'accord soit du préfet, soit de l'établissement public porteur d'un projet de SCoT** (si la commune est située dans le périmètre de ce projet de SCoT et que ce périmètre a été défini par arrêté préfectoral). Enfin, la justification de cette dérogation est très encadrée par la loi. *« La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services. »*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Modernisation du contenu des PLU(i)

Le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre I du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme emporte une nouvelle codification à droit constant de la partie réglementaire du livre I du code de l'urbanisme. Il prévoit également une modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, en préservant les outils préexistants, et en créant de nouveaux outils pouvant être mis en œuvre facultativement par les communes et intercommunalités.

Les objectifs principaux de cette modernisation du contenu des PLU sont les suivants :

- prendre en compte les enjeux de l'urbanisme actuel (renouvellement urbain, mixité, préservation de l'environnement, nature en ville...) ;
- offrir plus de souplesse et de possibilités aux collectivités pour s'adapter aux enjeux locaux ;
- favoriser un urbanisme de projet en donnant plus de sens au règlement du PLU ;
- simplifier le règlement et faciliter son élaboration ;
- clarifier et sécuriser l'utilisation d'outils innovants déjà mis en œuvre par des collectivités.

Le décret entre en vigueur le 1er janvier 2016 ; les collectivités se lançant dans une élaboration ou une révision générale de leur PLU après cette date intégreront l'ensemble du contenu modernisé du PLU.

## UNE NOMENCLATURE NATIONALE POUR LES RÈGLEMENTS DE PLU

Une nomenclature nationale articulée autour des thèmes de la loi ALUR est fortement conseillée pour structurer les règlements de PLU :

**I. Destination des constructions, usages des sols et natures d'activités**

- Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités, destinations et sous-destinations
- Mixité sociale et fonctionnelle

**II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère**

- Volumétrie et implantation des constructions
- Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère
- Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions
- Stationnement

**III. Équipements et réseaux**

- Desserte par les voies publiques ou privées
- Desserte par les réseaux

Par ailleurs, un lexique national d'urbanisme, pris par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme au cours de l'année 2016, définira les principaux termes utilisés.

## UNE SÉCURISATION JURIDIQUE DE RÈGLES FACULTATIVES DÉJÀ MISES EN ŒUVRE DANS DES PLU INNOVANTS

- définir des règles qualitatives dès lors que le résultat attendu est exprimé de façon précise et vérifiable (R151-12) et des règles alternatives pour permettre une application circonstanciée à des conditions locales particulières (R151-13) ;
- différencier les règles entre les constructions existantes ou nouvelles, selon la dimension des constructions (R151-2) ou entre le rez-de-chaussée et les étages (R151-37) ;
- imposer une mixité des destinations ou sous-destinations au sein d'une même construction ou unité foncière (R151-37) ;
- permettre une opposabilité claire des représentations graphiques, considérées par défaut comme simple illustration (R151-11) ;
- définir la volumétrie et l'implantation des constructions par deux critères principaux : l'emprise au sol et la hauteur (R151-39) ;
- fixer un « coefficient de biotope » pour imposer une proportion minimale de surfaces non imperméabilisées (R151-43).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## DE NOUVELLES POSSIBILITES RÉGLEMENTAIRES POUR LES PLU

- faire référence à une liste clarifiée et exhaustive de **5 destinations et 20 sous-destinations**

| Destinations (R151-27) | Sous-destinations (R151-28) | Définitions (arrêté du 10/11/2016) |
|---|---|---|
| Exploitation agricole et forestière | - Exploitation agricole<br>- Exploitation forestière | - Logement du matériel, des animaux et des récoltes<br>- Constructions et entrepôts de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière |
| Habitation | - Logement<br>- Hébergement | - Logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages<br>- Maisons de retraite, résidences universitaires, foyers de travailleurs et résidences autonomie |
| Commerce et activités de service | - Artisanat et commerce de détail<br>- Restauration<br>- Commerce de gros<br>- Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle<br>- Hébergement hôtelier et touristique<br>- Cinéma | - Présentation et vente de biens directe à une clientèle ainsi que les constructions artisanales destinées principalement à la vente de biens ou services<br>- Restauration ouverte à la vente directe pour une clientèle commerciale<br>- Présentation et vente de biens pour une clientèle professionnelle<br>- Accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestation de services et accessoirement la présentation de biens<br>- Hébergement temporaire de courte ou moyenne durée proposant un service commercial<br>- Établissement de spectacles cinématographiques mentionnés à l'article L.212-1 du code du cinéma et de l'image animée accueillant une clientèle commerciale |
| Équipement d'intérêt collectif et services publics | -Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques ou assimilés<br>- Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés<br>- Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale<br>- Salles d'art et de spectacles<br>- Équipements sportifs<br>- Autres équipements recevant du public | - Constructions de l'État, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public destinées à assurer une mission de service public pouvant être fermées au public ou ne prévoir qu'un accueil limité du public<br>- Constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains et les constructions industrielles concourant à la production d'énergie<br>- Équipements destinés à l'enseignement, hôpitaux, équipements accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientations et autres services similaires et les établissements destinés à la petite enfance<br>- Constructions destinées aux activités créatives, artistiques, et de spectacle, musées, et autres activités culturelles<br>- Équipements destinés à l'exercice d'une activité sportive, notamment stades, gymnases ainsi que les piscines ouvertes au public<br>- Équipements ne répondant à une aucune des autres sous-destinations, tels que lieux de culte, salles polyvalentes et aires d'accueil des gens du voyage |
| Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire | - Industrie<br>- Entrepôt<br>- Bureau<br>- Centre de congrès et d'exposition | - Activité extractive et manufacturière du secteur primaire, activité industrielle du secteur secondaire, ainsi que les constructions artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Cette sous-destination recouvre notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances<br>- Stockage des biens ou logistique<br>- Activités de direction et de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires<br>- Événementiel polyvalent, organisation de salons et forum à titre payant |

Le contrôle des changements de destination ne porte que sur les destinations principales (R421-17).

- Rendre facultatifs les articles 6 et 7 (implantation des constructions par rapport aux voies et aux limites séparatives), c'est à dire qu'**aucun article du règlement n'est obligatoire**
- Fixer une **hauteur minimale des constructions** pour traduire un objectif de densité (R151-41)
- Permettre l'application du **règlement national d'urbanisme (RNU) dans certaines zones urbaines d'un PLU intercommunal** (R151-19)
- **Limiter les règles aux dispositions des orientations d'aménagement et de programmation** (sans règlement écrit complémentaire) (R151-8)



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- Classer des **secteurs n'ayant pas de caractère naturel en zones à urbaniser (AU)**, notamment des zones de friches industrielles ou de renouvellement urbain (R151-20)

La justification de l'ensemble des règles doit être présente dans le rapport de présentation du PLU (R151-2). Les motifs permettant d'instaurer chacune des règles sont explicités pour chaque article du code de l'urbanisme. Elles doivent permettre la mise en œuvre du PADD du PLU (R151-9).

**Des fiches techniques apportant des précisions sur ces nouvelles possibilités réglementaires sont disponibles sur le site internet du ministère du logement et de l'habitat durable à l'adresse suivante : http://www.logement.gouv.fr/plan-local-d-urbanisme-intercommunal-plui-et-plan-local-d-urbanisme-plu**

**QUELLES CONDITIONS D'APPLICATION DE CES MESURES POUR LES PLU EN VIGUEUR ET EN COURS DE PROCÉDURE ?**

Pour les procédures d'élaboration ou de révision générale en cours initiées avant le 1er janvier 2016, les nouvelles possibilités réglementaires (cf paragraphe ci-dessus) issues du décret s'appliqueront uniquement si une délibération du conseil communautaire ou du conseil municipal se prononçant en faveur de l'intégration du contenu modernisé du PLU intervient au plus tard lors de l'arrêt du projet.

**Les collectivités qui sont en cours de procédure d'élaboration ou de révision générale peuvent donc bénéficier du nouveau contenu du plan local d'urbanisme si elles le souhaitent ou attendre la prochaine révision générale sans qu'un délai ne soit imposé.**

Les PLU dont le contenu est issu des dispositions en vigueur avant la réforme et qui font ou feront l'objet de procédures de modification, de mise en compatibilité ou de révision allégée (lancées avant ou après le 1er janvier 2016) continuent à appliquer les dispositions des articles réglementaires concernant le contenu des PLU (R.123-1 à R.123-14), en vigueur au 31 décembre 2015 jusqu'à leur prochaine révision générale.
Toutefois, les dispositions du 2° de l'article R. 151-1, de l'article R. 151-4, du 1° de l'article R. 151-23 et du 1° de l'article R. 151-25 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 sont applicables à ces procédures.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

## Cadre réglementaire

Le programme local de l'habitat (PLH) est un outil d'analyse et de programmation qui définit, pour une durée au moins égale à 6 ans, les orientations d'une politique locale de l'habitat.
Il est élaboré à l'initiative d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) pour l'ensemble de ses communes membres, en application des articles L.302-1 et suivants et R.301-1 à R.302-13 du code de la construction et de l'habitation. (CCH).
Il est obligatoire pour les communautés de communes compétentes en matière d'habitat de plus de 30 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, pour les communautés d'agglomération et urbaines ainsi que pour les métropoles.
La présence d'un PLH exécutoire constitue une condition pour qu'un EPCI puisse exercer la gestion déléguée des aides à la pierre de l'État.

Le PLH s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 dans le respect de l'application de la loi SRU.
Le PLH est un document qui s'impose aux plans locaux d'urbanisme des communes et qui doit s'articuler avec le SCoT.

L'article L.131-4 du code de l'urbanisme indique que le plan local d'urbanisme doit être compatible avec les dispositions d'un programme local de l'habitat approuvé. La notion de compatibilité entraîne que les dispositions du PLU ne devront pas entraver la réalisation des objectifs du PLH.

Depuis la loi ALUR du 24 mars 2014, un PLH peut bénéficier d'une prorogation de un ou deux ans, sous réserve qu'une nouvelle démarche de PLH ait été délibérée par la collectivité. Cette demande de prorogation est soumise à l'avis du Préfet. Le PLH doit préciser les PIG et OPAH prévus, ainsi que les opérations de requalification des copropriétés dégradées et de lutte contre l'habitat indigne.

Les EPCI devant se doter d'un PLH doivent mettre en œuvre les outils et documents réglementaires concernant la politique d'attribution des logements sociaux à l'échelle intercommunale :

- la conférence intercommunale du logement (CIL), qui élabore les orientations en matière d'attributions ;
- la convention intercommunale des attributions (CIA) qui décline ces orientations ;
- le plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs (PPGD),qui définit les orientations destinées à assurer la gestion partagée des demandes de logement social et à satisfaire le droit à l'information, en fonction des besoins en logement social et des circonstances locales.

## Principes et objectifs d'une politique locale de l'habitat

Dans un souci d'intégration du développement durable et d'une politique économe en matière de foncier, le PLH s'attache à la programmation en logements sur le territoire de la collectivité, tout en privilégiant la réhabilitation des logements existants.
La loi relative à l'égalité et la citoyenneté du 27 janvier 2017 et le décret d'application n°2018--142 du 27 février 2018 viennent consolider le volet foncier du PLH. Ainsi le diagnostic du PLH doit analyser les problématiques foncières ; le document d'orientation doit pour sa part intégrer une stratégie foncière.
Le PLH se doit également d'apporter des réponses aux publics spécifiques d'un territoire (personnes en perte d'autonomie, jeunes, gens du voyage, personnes handicapées,...)

## Le PLH, un outil de pilotage et de programmation

Le programme local de l'habitat est l'expression d'un projet territorial, un facteur clé du développement local, il définit les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements de l'ensemble des ménages et à assurer, entre les communes et les quartiers, une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements (mixité sociale).Il est construit dans un partenariat entre les élus locaux, l'État et tous les acteurs du logement.

Le PLH s'établit dans une démarche intercommunale et contractuelle. Il comprend, un diagnostic partagé, un document d'orientations (stratégie choisie par le territoire) et enfin un programme d'actions détaillé par commune pour six ans. Un suivi annuel de réalisation du PLH est réalisé par la collectivité (prise d'une délibération communautaire), ainsi qu'un bilan triennal (prise de délibération également)

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

soumis à l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement.
À la lumière du bilan triennal, la programmation initiale du PLH peut être redéfinie par la collectivité.

Depuis son introduction par la loi de décentralisation du 7 janvier 1983, les modifications législatives successives ont donné lieu à un renforcement continu du caractère opérationnel du PLH.

**Liste des textes réglementaires relatifs aux programmes locaux de l'habitat**

Loi n°83-8 du 07 janvier 1983
Loi relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions de l'État (loi de décentralisation)

Loi n°91-662 du 13 juillet 1991 – article 13
Loi d'orientation pour la ville (L.O.V.)

Loi n°95-74 du 21 janvier 1995 – articles 1 et 2
Loi relative à la diversité de l'habitat

Loi n°96-987 du 14 novembre 1996 – article 29
Loi relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville

Loi n°98-657 du 29 juillet 1998 – article 54
Loi d'orientation relative à la lutte contre l'exclusion

Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 – articles 56 et 58
Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (S.R.U.)

Loi n°2004-809 du 13 août 2004 – article 61
Loi relative aux libertés et responsabilités locales

Loi n°2005-102 du 11 février 2002 – article 45
Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 – articles 3, 68 et 69
Loi portant engagement national pour le logement (E.N.L.)

Loi n°2007-290 du 05 mars 2007 – article 1
Loi instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (D.A.L.O.)

Loi n°2009-323 du 25 mars 2009 – articles 28, 29 et 30
Loi portant sur la mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

Décret n°92-459 du 22 mai 1992 – article 1
Décret portant application des articles 13 et 15 de la loi d'orientation pour la ville (L.O.V.) relative aux programmes locaux de l'habitat (P.L.H.)

Décret n°95-676 du 09 mai 1995 – article 1
Décret pris en application de la loi 95-74 du 21 janvier 1995 relative à la diversité de l'habitat et modifiant le code de la construction et de l'habitation, ainsi que le code de l'urbanisme

Décret n°2005-317 du 04 avril 2005 – article 1
Décret relatif aux programmes locaux de l'habitat et modifiant le code de la construction et de l'habitation

Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 (Loi A.L.U.R.)
Accès pour le logement et un urbanisme rénové

Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017
Loi relative à l'égalité et à la citoyenneté

Décret n°2018-142 du 27 février 2018
Décret relatif aux volets fonciers des programmes locaux de l'habitat (…)

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)

Le SRCE de la région Auvergne a été approuvé par le conseil régional le 30 juin 2015 et arrêté par le préfet de région le 7 juillet 2015. Il définit des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques d'importance régionale.

Le SRCE est consultable à l'adresse suivante : http://extranet.srce.auvergne.developpement-durable.gouv.fr/

Les éléments ci-dessous, issus du plan d'actions du SRCE, indiquent comment ces réservoirs et corridors peuvent être pris en compte par les documents d'urbanisme.

**Réservoirs de biodiversité de la trame verte**
Les réservoirs de biodiversité sont des territoires dont la fonctionnalité écologique est bonne voire très bonne. Il s'agit de préserver cette fonctionnalité.
Les documents d'urbanisme :
- …reconnaissent les réservoirs de biodiversité identifiés dans le SRCE pour leur intérêt écologique et en précisent les contours à leur échelle ;
- …complètent le diagnostic par l'identification, le cas échéant, d'extension de réservoirs de biodiversité et de réservoirs d'importance locale ;
- …reconnaissent les réservoirs de biodiversité comme ayant vocation à être préservés d'atteintes pouvant remettre en cause leur fonctionnalité écologique : cela passe le plus souvent par la préservation de leur caractère naturel et/ou agricole et/ou forestier ;

**Corridors écologiques diffus de la trame verte**
Les corridors diffus ont un bon niveau de fonctionnalité écologique qu'il convient de maintenir globalement sur le territoire, en préservant notamment la mosaïque paysagère décrite dans le cahier de lecture sur les écopaysages et en limitant la fragmentation et ses impacts cumulés.
Les documents d'urbanisme :
- …identifient la structure, les éléments et motifs supports de biodiversité caractéristiques des écopaysages, support de fonctionnalité écologique des corridors diffus ;
- …veillent à préserver les fonctionnalités de ces corridors diffus ;
- …précisent au sein de ces zones, les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques d'importance locale.

**Autres corridors de la trame verte**

- **Les corridors écologiques linéaires** sont positionnés dans des secteurs dégradés et sont tout ou partie altérés. Ils peuvent être continus (le long des berges d'un cours d'eau) ou en pas japonais (bosquets) et donc nécessiter une plus ou moins grande continuité physique des milieux naturels ou semi-naturels entre réservoirs de biodiversité. Il s'agit pour ces corridors, dans un premier temps, d'éviter leur artificialisation afin de laisser la possibilité d'une remise en bon état dans le cadre d'une démarche complémentaire.

- **Les corridors écologiques thermophiles** sont basés sur une structure en pas japonais pour laquelle la continuité physique n'est pas indispensable. Il s'agit d'identifier et de maintenir ou de remettre en bon état les milieux thermophiles supports de la continuité écologique le long du tracé identifié.

- **Les corridors écologiques à préciser** sont positionnés entre des secteurs d'intérêt écologique majeur dont la continuité est interrompue par une infrastructure routière. Aucune étude sur la transparence écologique de l'ouvrage n'a été conduite dans la cadre de l'élaboration du SRCE. Il convient donc de préciser sur le tronçon concerné les zones de passage effectives et d'assurer dans le cadre de l'élaboration de documents d'urbanisme, le maintien du passage potentiel de part et d'autre de la route.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Les documents d'urbanisme :
- …précisent, à leur échelle, les corridors écologiques (linéaires, en pas japonais et à préciser) identifiés dans la cartographie régionale de la Trame verte et bleue en les délimitant dans le cadre des PLU. Ils doivent passer du « trait » de principe du SRCE aux zonages adaptés dans le cas des PLU et des cartes communales ;
- …complètent, à leur échelle, la carte de la trame verte et bleue du SRCE par des corridors écologiques d'intérêt plus local, en cohérence avec les territoires voisins ;
- …définissent des usages des sols qui permettent d'assurer la pérennité ou d'envisager la restauration de ces corridors.

**Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques de la trame bleue**
Les documents d'urbanisme :
- …reconnaissent les cours d'eau de la trame bleue pour leur intérêt écologique en identifiant les espaces limitrophes nécessaires à la préservation de leurs fonctionnalités ;
- …reprennent à leur échelle la cartographie des espaces de mobilité des cours d'eau identifiés dans les SAGE et contribuent à leur préservation ;
- ... identifient les zones humides en s'appuyant le cas échéant sur les enveloppes de forte probabilité de présence de zones humides identifiées dans les SAGE et contribuent à leur préservation.

**Boîtes à outils**

Le règlement du PLU peut :

- classer en zones naturelles ou agricoles les espaces nécessaires au corridor écologique ;
- imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville ;
- identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les (...) secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre (...) écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation ; lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues à l'article L.113-2 ;
- localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent ;
- fixer les emplacements réservés (...) aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques.

**L'annexe 4 du SRCE (Glossaire) précise la terminologie du SRCE et donne des exemples de déclinaison locale.**

**Documents utiles**

- Guide « Repères de la trame verte et bleue à sa traduction dans les SCoT et PLU », DREAL Lorraine, 2013(téléchargeable sur le site internet de la DREAL Lorraine)

- Guide « trame verte et bleue dans les plans locaux d'urbanisme » : DREAL Midi-Pyrénées, 2012 (téléchargeable sur le site internet de la DREAL Midi-Pyrénnées)

- Guide « La trame verte et bleue : Comment identifier les réseaux écologiques à l'échelle locale ? », CAUE du Puy-de-Dôme

- Trame verte et bleue et documents d'urbanisme, MEDDE 2013
http://www.trameverteetbleue.fr/documentation/references-bibliographiques/trame-verte-bleue-documents-urbanisme-guide-methodologique



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne

## Charte du Parc des Volcans d'Auvergne :

La Charte d'un Parc Naturel Régional est un document contractuel établi entre les collectivités membres du Parc, la ou les régions, le ou les départements et l'État.

Pour l'essentiel, la Charte expose le projet du territoire sur une durée de 10 ans, à savoir les orientations et les mesures souhaitées par ses adhérents pour le développement du territoire fondé sur la préservation et la valorisation du patrimoine.
Elle revêt aussi un aspect plus administratif puisqu'elle regroupe les limites du territoire, les statuts de l'organisme de gestion, le programme d'activités et d'équipements et le financement prévisionnel.

La nouvelle charte du Parc des Volcans d'Auvergne a été adoptée **pour la période 2013- 2025, par décret du 19 juin 2013.**

La Charte du Parc des Volcans d'Auvergne présente le projet de développement du territoire en l'articulant autour d'orientations à la fois thématiques, transversales et territoriales.

### Cinq vocations :

- protéger les milieux naturels et les paysages par une gestion adaptée,
- contribuer à l'aménagement du territoire,
- contribuer au développement économique, social, culturel et à sa qualité de vie,
- assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public,
- expérimenter, développer l'exemplarité, contribuer à la recherche.

### Trois grandes orientations qui s'appuient sur des acteurs locaux :

- **Orientation n°1 :« vivre ensemble, ici » (les citoyens)** :
  - Culture : favoriser l'appropriation et la valorisation culturelle des patrimoines du territoire
  - Eco-gestes : susciter l'envie des habitants d'agir au quotidien en accord avec les enjeux du développement durable.
  - Accueil : accueillir de nouveaux habitants et actifs valorisant le caractère atypique et les potentialités du territoire PNRVA
  - Logement-services : conforter et adapter l'offre de logements, d'équipements et de services à partir des bourgs centres

- **Orientation n°2 « penser global » (les acteurs publics)** :
  - *Espaces volcaniques, paysages* : réaliser une gestion d'excellence, révéler les singularités du paysage du PNRVA
  - *Patrimoine naturel :* enrichir la biodiversité en préservant les milieux naturels et la mobilité des espaces
  - *Eaux et milieux aquatiques :* articuler la gestion et l'exploitation des ressources en eau dans une optique de solidarité et de respect des milieux aquatiques et humides
  - *Énergie* : promouvoir les économies d'énergies et maîtriser la production d'énergies renouvelables au regard des spécificités de l'environnement et des paysages
  - *Urbanisme* : renforcer l'aide à la décision, maîtriser l'occupation de l'espace au regard des différents enjeux grâce à des outils d'urbanisme et des démarches de projet adaptés

- **Orientation n°3 « agir local » (les acteurs économiques)** :
  - Agriculture : encourager les productions génératrices de valeur ajoutée et garantes des ressources locales, soutenir la profession d'agriculteur
  - Économie touristique : structurer une offre touristique durable et révélatrice des spécificités du PNRVA

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- Offre de loisirs : développer la découverte itinérante et la mobilité douce touristique
- Sylviculture, filière du bois ; promouvoir une gestion forestière environnementale et paysagère, renforcer l'exploitation forestière, conforter les filières du bois
- Matériaux et sites géologiques : optimiser l'exploitation des ressources du sous-sol et valoriser les sites géologiques, conforter la filière économique pierre volcaniques
- Porteurs de projets économiques : accompagner l'installation d'entreprises s'adaptant au contexte local
- Marque Parc : l'attribuer pour soutenir et stimuler les activités durables valorisant les patrimoines du territoire

## Compatibilité des documents d'urbanisme avec la charte du Parc :

En application des articles L.152-3 et L.131-4 à L.131-8 du code de l'urbanisme, ainsi que des articles L.333-1 et R.333-13 du code de l'environnement, les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les dispositions de la charte du parc.

Le projet de PLU sera transmis pour avis au Parc naturel régional des volcans d'Auvergne.

*Ce que disent les textes :*

Article L.152-3 du code de l'urbanisme
Les règles et servitudes définies par un plan local d'urbanisme :

1° Peuvent faire l'objet d'adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes ;

2° Ne peuvent faire l'objet d'aucune autre dérogation que celles prévues par les dispositions de la présente sous-section.

Article L.131-4 du code de l'urbanisme
Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 ;

2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L.1214-1 du code des transports ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L.302-1 du code de la construction et de l'habitation ;

5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L.112-4.

Article L.131-5 du code de l'urbanisme
Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L.229-26 du code de l'environnement.

Article L.131-6 du code de l'urbanisme
Lorsque le plan local d'urbanisme, le document en tenant lieu ou la carte communale a été approuvé avant l'un des documents énumérés aux 1° à 4° de l'article L.131-4, il est, si nécessaire, rendu compatible avec ce document :

1° Dans un délai d'un an s'il s'agit d'un schéma de cohérence territoriale ou de trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu ;

2° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un schéma de mise en valeur de la mer ou d'un plan de déplacements urbains ;

3° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un programme local de l'habitat, ramené à un an si ce programme prévoit, dans un secteur de la commune, la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements nécessitant une modification du plan. Le plan local d'urbanisme n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient.

Le plan local d'urbanisme prend en compte, lorsqu'ils existent, les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Article R.333-13 du code de l'environnement
En application de l'article L.333-1, doivent être compatibles avec les orientations et les mesures de la charte, notamment, les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme ou les documents d'urbanisme en tenant lieu et les cartes communales, dans les conditions prévues par les articles L.141-1, L.141-2 et L.161-3 du code de l'urbanisme.

Article L.333-1 du code de l'environnement
I.- Les parcs naturels régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation et de formation du public. A cette fin, ils ont vocation à être des territoires d'expérimentation locale pour l'innovation au service du développement durable des territoires ruraux. Ils constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel.

II.- La charte du parc détermine pour le territoire du parc naturel régional les orientations de protection, de mise en valeur et de développement et les mesures permettant de les mettre en œuvre. Elle comporte un plan élaboré à partir d'un inventaire du patrimoine indiquant les différentes zones du parc et leur vocation. La charte détermine les orientations et les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du parc. Un plan de financement portant sur les trois premières années du classement du parc est annexé à la charte. Pour les années suivantes, le financement est assuré dans un cadre pluriannuel jusqu'à expiration du classement.

III.- La région définit un périmètre d'étude du parc, qui peut comprendre un espace maritime adjacent au territoire terrestre et des espaces appartenant au domaine public maritime naturel de l'État tel que défini à l'article L.2111-4 du code général de la propriété des personnes publiques. Il ne peut inclure des espaces appartenant à un parc naturel marin.
Le projet de charte constitutive est élaboré par la région avec l'ensemble des collectivités territoriales concernées, en concertation avec les partenaires intéressés. Il est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du présent code, puis approuvé par les collectivités territoriales concernées et adopté par décret portant classement du territoire en parc naturel régional pour une durée de douze ans.

IV.- Lorsque des modifications au territoire du parc sont envisagées à l'occasion du renouvellement de son classement, un nouveau périmètre d'étude est arrêté au plus tard trois ans avant l'expiration du classement en concertation avec le syndicat mixte de gestion du parc. Celui-ci assure la révision de la charte et peut se voir confier par la région tout ou partie de la procédure de renouvellement du classement. La prescription de la révision de la charte d'un parc est engagée par délibération motivée de la ou des régions concernées. Cette délibération est transmise au représentant de l'État dans la région pour avis motivé sur l'opportunité du projet. Cet avis est réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de trois mois après transmission de la délibération.

V.- L'État et les collectivités territoriales adhérant à la charte appliquent les orientations et les mesures de la charte dans l'exercice de leurs compétences sur le territoire du parc. Ils assurent, en conséquence, la cohérence de leurs actions et des moyens qu'ils y consacrent. L'État et les régions adhérant à la charte peuvent conclure avec l'organisme de gestion du parc un contrat en application du contrat de plan État-régions. Les documents d'urbanisme et les règlements locaux de publicité prévus à l'article L.581-14 doivent être compatibles avec les orientations et les mesures de la charte.

VI.- Lors de leur élaboration ou de leur révision, les documents de planification, d'aménagement et de gestion des ressources naturelles relatifs à l'énergie mécanique du vent, aux carrières, à l'accès à la nature et aux sports de nature, à la gestion de l'eau, à la gestion cynégétique, à la gestion de la faune sauvage, au tourisme et à l'aménagement ou à la mise en valeur de la mer sont soumis pour avis à l'organisme de gestion du parc naturel régional en tant qu'ils s'appliquent à son territoire.

Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article. Il comprend notamment la liste des documents concernés par l'alinéa précédent.

NOTA: Ces dispositions s'appliquent aux projets, plans, programmes ou autres documents de planification pour lesquels l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique est publié à compter du premier jour du sixième mois après la publication du décret en Conseil d'État prévu à l'article L.123-19 du code de l'environnement.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

FICHE THÉMATIQUE PAC

# PARC NATUREL REGIONAL DU LIVRADOIS FOREZ

**Charte du Parc Livradois-Forez (2010-2022):** **Décret n°2011-874 du 25 juillet 2011**

La Charte d'un Parc Naturel Régional est un document contractuel établi entre les collectivités membres du Parc, la ou les régions, le ou les départements et l'État.

Pour l'essentiel, la Charte expose le projet du territoire sur une durée de 12 ans, à savoir les orientations et les mesures souhaitées par ses adhérents pour le développement du territoire fondé sur la préservation et la valorisation du patrimoine.
La Charte revêt aussi un aspect plus administratif dans la mesure où doivent être présentés dans ce document : les statuts de l'organisme de gestion du Parc ainsi que ses moyens financiers et humains, les instances consultatives de l'organisme de gestion et le programme d'actions prévisionnel précis et chiffré.

La philosophie de la Charte du Parc naturel régional du Livradois Forez repose sur 3 principes :

- maintenir le territoire vivant ;
- miser sur la volonté, la détermination et l'imagination des hommes ;
- préserver et valoriser le patrimoine naturel et culturel.

La Charte s'articule autour de 4 axes visant à atteindre des objectifs stratégiques :

- Un « socle patrimonial » facteurs d'appartenance :
  - maintenir la biodiversité et diversifier les habitats naturels,
  - construire les paysages de demain,
  - transmettre et investir les patrimoines culturels d'hier et d'aujourd'hui,

- Un « territoire de ressources » au bénéfice des habitants :
  - préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques par une gestion exemplaire,
  - promouvoir et développer une gestion durable de la forêt,
  - encourager des pratiques agricoles saines, favorables à une gestion durable des ressources,
  - développer un tourisme durable de nature et de patrimoines, fondé sur des rencontres,
  - valoriser les ressources en énergie renouvelables

- Des pratiques plus durables pour une « autre vie » :
  - impliquer les entreprises dans plus de performance environnementale et sociale,
  - mettre en œuvre un urbanisme frugal en espace et en énergie,
  - développer des modes de transport et de déplacement doux en milieu rural,
  - réduire nos consommations d'énergie en vivant mieux,
  - outiller les collectivités locales pour qu'elles soient les moteurs du changement

- « Citoyen d'ici et du monde » : l'Homme au cœur du projet
  - activer le passage des idées aux actes
  - agir pour plus de solidarité
  - s'ouvrir aux autres et au monde par la culture

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## Compatibilité des documents d'urbanisme avec la charte du Parc :

En application des articles L.131-4 à L.131-7 du code de l'urbanisme, ainsi que des articles L.333-1 et R.333-13 du code de l'environnement, les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les dispositions de la charte du parc.

Le projet de PLU sera transmis pour avis au Parc naturel régional du Livradois-Forez.

*Ce que disent les textes :*

Article L.131-4 du code de l'urbanisme
Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 ;

2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L.1214-1 du code des transports ;

4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L.302-1 du code de la construction et de l'habitation ;

5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L.112-4.

Article L.131-5 du code de l'urbanisme
Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement et les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière.

Article L.131-6 du code de l'urbanisme
Lorsque le plan local d'urbanisme, le document en tenant lieu ou la carte communale a été approuvé avant l'un des documents énumérés aux 1° à 4° de l'article L.131-4, il est, si nécessaire, rendu compatible avec ce document :

1° Dans un délai d'un an s'il s'agit d'un schéma de cohérence territoriale ou de trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu ;

2° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un schéma de mise en valeur de la mer ou d'un plan de déplacements urbains ;

3° Dans un délai de trois ans s'il s'agit d'un programme local de l'habitat, ramené à un an si ce programme prévoit, dans un secteur de la commune, la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements nécessitant une modification du plan. Le plan local d'urbanisme n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient.

Le plan local d'urbanisme prend en compte, lorsqu'ils existent, les schémas régionaux de cohérence écologique et les plans climat-énergie territoriaux.

Article R.333-13 du code de l'environnement
En application de l'article L.333-1, doivent être compatibles avec les orientations et les mesures de la charte, notamment, les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme ou les documents d'urbanisme en tenant lieu et les cartes communales, dans les conditions prévues par les articles L.131-1 à L.131-7 du code de l'urbanisme.

Article L.333-1 du code de l'environnement
I.-Un parc naturel régional peut être créé sur un territoire dont le patrimoine naturel et culturel ainsi que les paysages présentent un intérêt particulier.

Les parcs naturels régionaux concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation et de formation du public. A cette fin, ils ont vocation à être des territoires d'expérimentation locale pour l'innovation au

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

service du développement durable des territoires ruraux. Ils constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel.

II.-La charte constitue le projet du parc naturel régional. Elle comprend :

1° Un rapport déterminant les orientations de protection, de mise en valeur et de développement, notamment les objectifs de qualité paysagère définis à l'article L. 350-1 C, ainsi que les mesures permettant de les mettre en œuvre et les engagements correspondants ;

2° Un plan, élaboré à partir d'un inventaire du patrimoine, indiquant les différentes zones du parc et leur vocation ;

3° Des annexes comprenant notamment le projet des statuts initiaux ou modifiés du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc.

III.-La région engage le classement ou le renouvellement du classement d'un parc naturel régional par une délibération qui prescrit l'élaboration ou la révision de la charte et définit le périmètre d'étude. Ce périmètre d'étude peut comprendre un espace maritime adjacent au territoire terrestre et des espaces appartenant au domaine public maritime naturel de l'État, défini à l'article L. 2111-4 du code général de la propriété des personnes publiques, et ne peut inclure des espaces appartenant à un parc naturel marin.

Cette délibération est transmise à l'État, qui émet un avis motivé sur l'opportunité du projet, notamment au regard de la qualité patrimoniale du territoire et de la cohérence du périmètre d'étude, dans un délai fixé par le décret prévu au VII du présent article.

Le cas échéant, la région fixe et justifie par délibération le périmètre d'étude modifié pour tenir compte de l'avis motivé de l'État.

IV.-Le projet de charte initiale est élaboré par la région et le projet de charte révisée est élaboré par le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc, avec l'ensemble des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés, en associant l'État et en concertation avec les partenaires intéressés, notamment les chambres consulaires.

Le projet de charte est soumis à une enquête publique réalisée en application du chapitre III du titre II du livre Ier, puis il est transmis par la région aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés, pour approbation. A l'issue de cette procédure, la région approuve le projet de charte, sous réserve que les communes ayant approuvé la charte représentent une majorité qualifiée des communes comprises dans le périmètre d'étude, définie par le décret prévu au VII. Elle approuve le périmètre de classement ou de renouvellement de classement, constitué du territoire des communes comprises dans le périmètre d'étude ayant approuvé la charte, et propose, le cas échéant, un périmètre de classement potentiel, constitué du territoire de communes comprises dans le périmètre d'étude n'ayant pas approuvé la charte, en veillant à assurer la cohérence du périmètre global en résultant.

L'approbation du projet de charte emporte demande d'adhésion au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc.

La charte est adoptée par décret portant classement ou renouvellement du classement en parc naturel régional, pour une durée de quinze ans, du territoire des communes comprises dans le périmètre de classement ou de renouvellement de classement approuvé par la région.

Ce décret approuve également, le cas échéant, le périmètre de classement potentiel proposé par la région.

Le décret est fondé sur la qualité patrimoniale du territoire, sur sa cohérence, sur la qualité du projet de charte, sur la détermination des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à mener à bien le projet et sur la capacité du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc à conduire le projet de façon cohérente.

Dans des conditions fixées par le décret prévu au VII, le territoire des communes du périmètre de classement potentiel peut être classé par arrêté du représentant de l'État dans la région, pour la durée de validité du classement du parc naturel régional restant à courir, sur proposition du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc, après délibération de la commune concernée portant approbation de la charte, notamment au regard de la qualité patrimoniale du territoire concerné et de la

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

détermination des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à mener à bien le projet.

V.-L'État et les collectivités territoriales ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant approuvé la charte appliquent les orientations et les mesures de la charte dans l'exercice de leurs compétences sur le territoire du parc. Ils assurent, en conséquence, la cohérence de leurs actions et des moyens qu'ils y consacrent, ainsi que, de manière périodique, l'évaluation de la mise en œuvre de la charte et le suivi de l'évolution du territoire. L'État et les régions ayant approuvé la charte peuvent conclure avec le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc un contrat en application du contrat de plan État régions. Les règlements locaux de publicité prévus à l'article L. 581-14 du présent code doivent être compatibles avec les orientations et les mesures de la charte. Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteurs, les plans locaux d'urbanisme et les documents d'urbanisme en tenant lieu ainsi que les cartes communales doivent être compatibles avec les chartes dans les conditions fixées aux articles L. 131-1 et L. 131-7 du code de l'urbanisme.

Toutefois, par dérogation au premier alinéa du présent V, les documents d'urbanisme ne sont pas soumis à l'obligation de compatibilité avec les orientations et les mesures de la charte qui seraient territorialement contraires au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales.

VI.-Lors de leur élaboration ou de leur révision, les documents de planification, d'aménagement de l'espace et de gestion des ressources naturelles relatifs au climat, à l'air, aux énergies, aux continuités écologiques, aux déplacements, aux infrastructures de transport, aux orientations forestières, aux carrières, à l'accès à la nature et aux sports de nature, à la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, à la prévention des risques, à la gestion cynégétique, à la gestion de la faune sauvage, au tourisme, à la mer et au littoral sont soumis pour avis au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional en tant qu'ils s'appliquent à son territoire.

VII.-Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article. Il comprend notamment la liste des documents concernés par le VI.

VIII.-Pour les parcs naturels régionaux dont le classement ou le renouvellement de classement a été prononcé par décret avant la publication de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ou lorsque l'avis motivé de l'État sur l'opportunité du projet est intervenu avant la publication de cette même loi, une commune ou des communes n'ayant pas approuvé la charte lors de la procédure prévue au deuxième alinéa du IV peuvent être classées dans des conditions fixées par le décret prévu au VII. Ce classement est prononcé par décret pour la durée de validité du classement du parc naturel régional restant à courir, après avis du représentant de l'État dans la région, sur proposition du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc, après délibération de la commune ou des communes concernées portant approbation de la charte, notamment au regard de la qualité patrimoniale du territoire concerné, de la cohérence avec le périmètre classé et de la détermination des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à mener à bien le projet, sans qu'il soit besoin de procéder ni à l'enquête publique ni aux consultations préalables prévues à l'occasion du classement initial et de son renouvellement.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET ÉVALUATION DES INCIDENCES

## A - L'évaluation environnementale de certains plans locaux d'urbanisme

### 1 - Cas des PLU soumis à évaluation environnementales de manière systématique en application de l'article L.104-2 du code de l'urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme (PLU) qui doivent obligatoirement faire l'objet d'une « évaluation environnementale », notamment à l'occasion de leur élaboration, sont :

- **les PLU dont le territoire comprend tout ou partie d'un site Natura 2000** (R.104-9)
- **les PLU intercommunaux qui tiennent lieu de plans de déplacements urbains** mentionnés à l'article L.1214-1 du code des transports (R.104-14)
- **les PLU situés en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'une unité touristique nouvelle** soumise à évaluation en application de l'article L.122-19. (R. 104-12)

### 2 - Cas des PLU soumises à évaluation environnementale au cas par cas sur décision de l'autorité administrative en application de l'article R.104-1 du code de l'urbanisme

Les communes qui ne sont pas soumises à l'évaluation de manière **systématique, devront obligatoirement saisir la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (site de Clermont-Ferrand 7 rue Léo Lagrange 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1 ou courriel : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) afin de savoir si leur PLU sera soumis ou non à évaluation environnementale.**

La DREAL Auvergne-Rhône-Alpes propose un guide de présentation d'un dossier au cas par cas à l'adresse suivante :
www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/aide-au-montage-du-dossier-cas-par-cas-r2949.html

### 3 - Les principales étapes de la démarche sont :

- la description du contexte juridique et administratif (planifications avec lesquelles le PLU doit être compatible objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte, ...) ;
- l'analyse de l'état initial de l'environnement, de ses perspectives d'évolution et l'identification de ses zones les plus sensibles ;
- la recherche des incidences négatives comme positives du PLU sur l'environnement ;
- la définition de mesures à prendre lorsqu'il n'est pas possible de faire évoluer le PLU pour éviter les incidences négatives sur l'environnement et notamment les zones sensibles ;
- le suivi.

Pour une bonne information du public, la démarche et la stratégie de prise en compte de l'environnement doit être retranscrite dans le rapport de présentation du PLU. La procédure administrative prévoit que l'ensemble du PLU est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, avis qui est annexé au dossier d'enquête publique du PLU.

**Consultation de l'autorité environnementale**
L'autorité environnementale devra être consultée pour avis sur le projet arrêté. Suite à la parution du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale, la mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable est devenue l'autorité environnementale compétente pour les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales.

L'autorité environnementale doit être saisie pour avis par l'envoi du projet arrêté au service instructeur.

**Modalités de transmission du dossier arrêté pour avis :**
- DREAL Auvergne-Rhône-Alpes (site de Clermont-Ferrand) 7 rue Léo Lagrange 63033 Clermont-Ferrand : lettre + 1 dossier format papier et 1 dossier informatique (CD-ROM)
- ARS Délégation territoriale du Puy-de-Dôme – 60 avenue de l'Union Soviétique – 63057 Clermont-Ferrand: copie de la lettre + 1 dossier
- DDT 63 : 7 rue Léo Lagrange 63033 Clermont-Ferrand Cedex : copie lettre seule

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**La saisine de l'autorité environnementale (DREAL Rhône-Alpes-Auvergne - site de Clermont-Ferrand) doit être effectuée de manière distincte mais au même moment que celle du préfet de département pour avis de l'État.**

L'autorité environnementale dispose d'un délai de 3 mois maximum pour formuler un avis. A l'issue de ce délai, il est réputé sans observation.

Cet avis porte sur à la fois sur la qualité de l'évaluation environnementale contenue dans le rapport de présentation ainsi que sur la prise en compte de l'environnement par le projet de PLU. L'avis de l'autorité environnementale doit être joint au dossier d'enquête publique.

**4 - Le contenu du rapport de présentation des PLU soumis à évaluation**

Conformément à l'ancien article R.123-2-1 ou au nouvel article R.151-3 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation des PLU soumis à évaluation environnementale devra :

- **exposer le diagnostic et décrire l'articulation du PLU avec les autres documents** d'urbanisme (SCoT, ...) et les plans ou programmes soumis à évaluation environnementale avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération (SDAGE, SAGE,...) ;

- **analyser l'état initial de l'environnement**, ses perspectives d'évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU. L'état initial est une étape essentielle du processus qui sert de base à l'analyse des incidences prévisibles du PLU et permet de déterminer si les dispositifs de prise en compte de l'environnement actuel sont suffisants ou non. Il s'agit donc d'identifier les pressions existantes, de hiérarchiser les enjeux environnementaux, de localiser les secteurs les plus vulnérables et de décrire l'évolution de l'environnement si le plan n'était pas mis en œuvre ;

- **analyser les incidences** notables prévisibles du PLU sur l'environnement et exposer les conséquences éventuelles sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement (en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée au L.414-4 du code de l'environnement, cf. partie B de la présente fiche) ;

- **expliquer les raisons** qui justifient le choix opéré pour établir le plan d'aménagement et de développement durable par rapport aux objectifs de protection de l'environnement établis aux niveaux international, communautaire ou national (protocole de Kyoto, directive cadre sur l'eau, stratégie nationale du développement durable, ...), et, le cas échéant, aux autres solutions envisagées (variantes sur la position d'une zone d'activités, alternatives sur les modes de circulation, ...) ;

- **présenter les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser** s'il y a lieu, les conséquences dommageables du PLU sur l'environnement et présenter les modalités de suivi (le PLU fera l'objet d'une analyse des résultats au plus tard 10 ans après l'approbation) ;

- définit les **critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats** de l'application du plan. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

- **inclure un résumé non technique** des éléments précédents et **une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée**.

Voir le **Guide pratique de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme**, édité en décembre 2011 par le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, et téléchargeable sur le site suivant :
http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-evaluation-environnementale-des,25703.html

## B- L'évaluation des incidences Natura 2000

**L'évaluation des incidences** a pour objet de vérifier la compatibilité du programme ou du projet avec la conservation du site Natura 2000, en s'inscrivant dans une démarche au service d'une obligation de résultat.

Ainsi, l'évaluation analyse les incidences des programmes et projets sur un site, au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces (animales et végétales) d'intérêt communautaire pour lesquels le site a été désigné. Les objectifs de conservation d'un site correspondent à l'ensemble des mesures requises pour conserver ou rétablir ces habitats naturels et ces populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

favorable à leur maintien à long terme.

**Cette évaluation doit permettre :**

* à l'autorité compétente (le ministre, le préfet, le maire...) de décider, en vérifiant que la réalisation de ce programme ou projet ne porte pas atteinte à l'état de conservation du site concerné ;

* au gouvernement, en cas d'effet notable dommageable malgré les mesures de suppression ou de réduction, de recueillir l'avis de la Commission européenne lorsque le site abrite un habitat naturel prioritaire ou une espèce prioritaire et que le projet / ou le programme est motivé par une raison impérative d'intérêt public majeur ;

* et d'informer, en cas d'effet notable dommageable malgré les mesures de suppression ou de réduction, la Commission européenne sur les mesures compensatoires adoptées.

L'article R.414-21 du code de l'environnement précise le contenu du dossier d'évaluation d'incidence établi par le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage, au titre de Natura 2000.

**L'évaluation présente successivement :**

1. une description du programme ou du projet, accompagnée d'une carte de situation du programme ou du projet par rapport au site Natura 2000 ou au réseau des sites Natura 2000 retenus pour l'évaluation ;

2. une analyse de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces pour lesquels le ou les sites concernés ont été désignés et les objectifs de conservation identifiés dans les documents d'objectifs établis pour ces sites ;

3. une analyse démontrant si le programme ou projet seul ou, le cas échéant, en conjugaison avec d'autres programmes ou projets, a ou non des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents, sur l'état de conservation des habitats et des espèces pour lesquels les sites ont été désignés ;

4. les mesures envisagées, le cas échéant, par le maître d'ouvrage ou le pétitionnaire pour supprimer ou réduire les conséquences dommageables du programme ou projet sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces du ou des sites concernés, pendant ou après sa réalisation, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes ;

5. une conclusion sur l'atteinte portée ou non par le projet ou le programme à l'intégrité du site Natura 2000.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# FORÊT

La forêt fait l'objet de la part de l'État français d'une politique de développement durable, depuis déjà quelques siècles, inscrite dans un code spécifique. Le code forestier prévoit la nécessité de protéger les forêts et de les gérer pour qu'elles assurent leurs fonctions économique, environnementale et sociale.

La place de la forêt dans l'aménagement du territoire communal ou intercommunal relève de plusieurs réglementations qu'il convient d'articuler au niveau local :

- **le code forestier** réglemente :

  - les coupes de bois :

en l'absence de document de gestion durable de la forêt, toute coupe de bois (prélevant plus de 50% du volume) d'une superficie supérieure ou égale à 4ha d'un seul tenant est soumise à autorisation préfectorale préalable (article L.10 du code forestier) ;

  - les reboisements après coupe rase :

dans les massifs forestiers de plus de 4ha, après toute coupe rase de plus de 1ha, la reconstitution de la forêt est obligatoire dans un délai de 5 ans (article L.9 du code forestier) ;

  - les défrichements :

les coupes de la forêt suivies d'un changement de destination de l'usage sont soumis à autorisation préfectorale sur tous les massifs forestiers de plus de 4ha sauf pour les communes situées en Limagne viticole et agricole, et en plaine du Lembron où le seuil est fixé à 1 ha.

- **le code rural** définit les modalités de réglementation des boisements notamment en proposant des périmètres différents selon les objectifs poursuivis (boisement libre, boisement réglementé, boisement interdit) : l'enjeu de cette réglementation étant plutôt de préserver l'espace agricole et l'ouverture des paysages.

- **le code de l'urbanisme** donne le cadre pour une répartition concertée des différents usages du territoire (urbanisation, agriculture, forêt, milieux ouverts); deux outils concernent plus particulièrement la forêt :

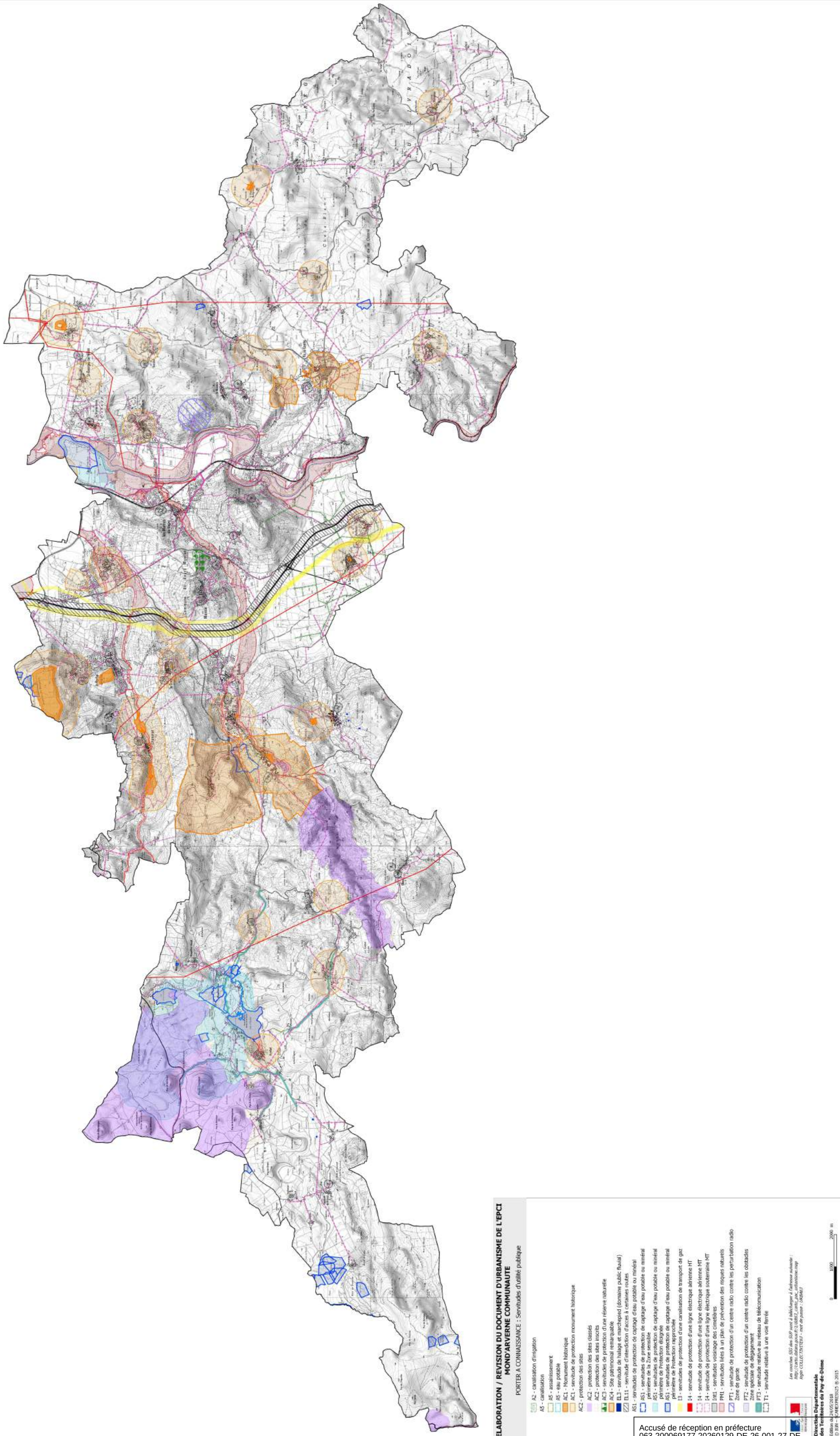
  - **les espaces boisés classés** (EBC), qui ont pour but de protéger la destination forestière des terrains, là où le maintien de la forêt est jugé nécessaire pour des raisons écologiques, pour le paysage, le cadre de vie ou pour l'économie forestière de la région ;

  Le classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements (L.113-2 du code de l'urbanisme). Il ne permet pas non plus de réglementer la gestion forestière, dont les changements d'essences.

  Les coupes sont soumises à déclaration préalable, sauf dans les forêts gérées par l'Office national des forêts, ou si elles entrent dans le cadre de la gestion forestière normale.

  - **les zones naturelles** (N), qui sont des secteurs de la commune à protéger en raison, soit de la qualité des sites et des paysages, soit de leur potentiel de production forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels (ancien article R.123-8 ou nouvel article R.151.24 du code de l'urbanisme).

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE AUTHEZAT

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| A2 - Servitude attachée à l'établissement des canalisations souterraines d'irrigation - CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME – art L152-3 à L 152-6 | Zone de passage de canalisation d'irrigation - Réseau d' irrigation ASA de la Couze-Chambon | Arrêté préfectoral du 02/04/1979 | ASA de la Couze-Chambon |
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de La Sauvetat : Donjon | ARRETE CLASSEMENT MH DU 15/04/1958 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de La Sauvetat : Anciennes fortifications | ARRETE INSCRIPTION MH DU 13/07/1926 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Authezat : Eglise Notre-Dame | ARRETE CLASSEMENT MH DU 04/07/1980 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Authezat : Eglise Notre-Dame | ARRETE INSCRIPTION MH DU 04/07/1980 | |
| EL03 - Servitudes de halage et de marchepied - CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES : articles L2131-2 à L2131-6 | Halage - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | application directe du code de la propriété des personnes publiques | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Marchepied - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | | |
| EL11 - Servitudes relatives aux interdiction d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomération - CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (Partie Législative) : articles L151-3 - CODE DE LA ROUTE : Article R418-7 | Zone d'interdiction d'accès - autoroute A75 | application directe du code de la voirie routière et du code de la route | Direction Interregionale des routes Massif Central - 60 avenue de l'Union Soviétique, CS 90447, 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE AYDAT

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| A5 - Servitude attachée aux canalisations publiques d'assainissement - CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME – art L152-1 à L 152-2 | Zone de pose de Canalisation d'assainissement - canalisation d'assainissement Aydat | Arrêté préfectoral du 08/07/2011 | commune de AYDAT |
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Aydat : Eglise Saint-Sidoine | ARRETE CLASSEMENT MH DU 04/08/1970 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Aydat : Fontaine-calvaire | ARRETE INSCRIPTION MH DU 26/11/1990 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Aydat : Croix (cimetière de Fohet) | ARRETE CLASSEMENT MH DU 12/12/1910 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Aydat : Croix (place publique De Fohet) | | |
| AC2 - Protection des sites classés - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site classé : Chaine_des_Puys | Décret du 26/09/2000 | Direction Régionale Environnement Amenagement Logement Auvergne-Rhone-Alpes - 7 rue Léo Lagrange 63000 CLERMONT FERRAND |
| | Enceinte du site - site inscrit : Chaîne des Puys | Arrêté préfectoral du 01/02/1972 | ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE - 4 rue Blaise Pascal 63000 CLERMONT FERRAND |
| | Enceinte du site - site inscrit : Lac d'Aydat et ses rives | Arrêté préfectoral du 20/12/1945 | |
| AS1 - Périmètre de Protection rapproché des points de prélèvement des eaux potables et des eaux minérales - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (nouvelle partie Législative) : eaux potables : articles L1321-2 et R1321-13 - eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13 | Périmètre de Protection rapprochée - PRALAN_772 | Arrêté préfectoral du 27/08/1954 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de Protection rapprochée - FORAGE DE ROUILLAS-BAS | Arrêté préfectoral du 03/11/2015 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de Protection éloignée - FORAGE DE ROUILLAS-BAS | | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - GALERIE DE ROUILLAS-BAS | | |
| | Périmètre de Protection éloignée - GALERIE DE ROUILLAS-BAS | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de AYDAT | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de AYDAT | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne ENVAL-SUPER-BESSE | Arrêté ministériel du 01/01/1928 | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de AYDAT | application directe du CGCT | commune de AYDAT |
| | Zone de protection - Cimetière de PONTEIX | | |
| | Zone de protection - Cimetière de ROUILLAT BAS | | |
| | Zone de protection - Cimetière du FOHET | | |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Veyre | Arrêté préfectoral du 22/12/2008 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| PT3 - Servitude attachée aux réseaux de télécommunication - CODES DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES L. 45-9, L. 48 et R. 20-55 à R. 20-62 | Zone d'exploitation - Cable souterrain Télécom Rouillas Bas - Ponteix | Arrêté préfectoral du 24/11/1987 | ORANGE - Direction Régionale Auvergne - Place Salford - 63962 CLERMONT-FERRAND cedex 9 |
| | Zone d'exploitation - Cable souterrain Télécom Col de la Ventouse - Verneuge | Arrêté préfectoral du | |
| | Zone d'exploitation - Cable souterrain Télécom La Garandie | Arrêté préfectoral du | |
| | Zone d'exploitation - Cable souterrain Télécom Veyreras - Fontclairant | Arrêté préfectoral du 05/03/1986 | |
| | Zone d'exploitation - Cable souterrain Télécom Veyreras - Saulzet | Arrêté préfectoral du 10/10/1985 | |
| | Zone d'exploitation - Cable souterrain Télécom Phialeix - Fohet | Arrêté préfectoral du 16/08/1979 | |
| | Zone d'exploitation - Cable souterrain Télécom Phialeix - Chabanne | Arrêté préfectoral du 24/11/1987 | |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE BUSSEOL

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Busséol : Château-fort | ARRETE INSCRIPTION MH DU 17/07/1926 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-MARTREDEVEYRE | | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-ISSOIRE | | |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de BUSSEOL | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de BUSSEOL | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de BUSSEOL | application directe du CGCT | commune de BUSSEOL |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE CHANONAT

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Chanonat : Ancienne commanderie de Malte | ARRETE INSCRIPTION MH DU 19/10/1965 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Chanonat : Château de Varvasse et jardins | ARRETE INSCRIPTION MH DU 24/11/1995 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Chanonat : Croix de chemin route de la Roche-Blanche | ARRETE INSCRIPTION MH DU 17/07/1926 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Chanonat : Eglise | ARRETE INSCRIPTION MH DU 27/10/1986 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Chanonat : Château de la Bâtisse | ARRETE CLASSEMENT MH DU 17/07/1997 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de La Roche-Blanche : Oppidum de Gergovie | ARRETE INSCRIPTION MH DU 15/01/2013 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Chanonat : Ancien prieuré des Templiers | ARRETE CLASSEMENT MH DU 07/08/1926 | |
| AC2 - Protection des sites classés - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site classé : Parc du château de la Batisse | Arrêté préfectoral du 08/06/1950 | Direction Régionale Environnement Amenagement Logement Auvergne-Rhone-Alpes - 7 rue Léo Lagrange 63000 CLERMONT FERRAND |
| | Enceinte du site - site inscrit : Village de Chanonat et abords | Arrêté préfectoral du 30/08/1977 | ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE - 4 rue Blaise Pascal 63000 CLERMONT FERRAND |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne ENVAL-ISSOIRE | Arrêté ministériel du 16/03/1940 | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de CHANONAT | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de CHANONAT | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de CHANONAT | application directe du CGCT | commune de CHANONAT |
| | Zone de protection - Cimetière de JUSSAT | | |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Auzon | Arrêté préfectoral du 09/05/2007 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE CORENT

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| A2 - Servitude attachée à l'établissement des canalisations souterraines d'irrigation - CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME – art L152-3 à L 152-6 | Zone de passage de canalisation d'irrigation - Réseau d' irrigation ASA de la Couze-Chambon | Arrêté préfectoral du 02/04/1979 | ASA de la Couze-Chambon |
| EL03 - Servitudes de halage et de marchepied - CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES : articles L2131-2 à L2131-6 | Marchepied - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | application directe du code de la propriété des personnes publiques | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Halage - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de CORENT | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de CORENT | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de CORENT | application directe du CGCT | commune de CORENT |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Val d'Allier Clermontois | Arrêté préfectoral du 04/11/2013 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE COURNOLS

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Cournols : Allée couverte de la grotte | ARRETE CLASSEMENT MH DU 01/01/1889 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| AC2 - Protection des sites classés - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site classé : Gorges de la Monne | Décret du 08/08/1979 | Direction Régionale Environnement Amenagement Logement Auvergne-Rhone-Alpes - 7 rue Léo Lagrange 63000 CLERMONT FERRAND |
| AC2 - Protection des sites inscrits - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site inscrit : Hameau de Randol | Arrêté préfectoral du 30/11/1979 | ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE - 4 rue Blaise Pascal 63000 CLERMONT FERRAND |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de COURNOLS | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de COURNOLS | | |
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne ENVAL-SUPER-BESSE | Arrêté ministériel du 01/01/1928 | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de COURNOLS | application directe du CGCT | commune de COURNOLS |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE LAPS

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Laps : Château de Montfleury | ARRETE INSCRIPTION MH DU 06/12/1977 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Laps : Château des Quaires | ARRETE CLASSEMENT MH DU 23/04/1932 | |
| AS1 - Périmètre de Protection rapproché des points de prélèvement des eaux potables et des eaux minérales - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (nouvelle partie Législative) : eaux potables : articles L1321-2 et R1321-13 - eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13 | Périmètre de Protection rapprochée - PUY DE MONTMOL | Arrêté préfectoral du 21/03/2014 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de LAPS | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de LAPS | | |
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-ISSOIRE | | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de LAPS | application directe du CGCT | commune de LAPS |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE LA ROCHE-BLANCHE

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection modifié - MH inscrit des communes d'Orcet et de la Roche Blanche : Gd Camp de César de la bataille de Gergovie | ARRETE INSCRIPTION MH DU 27/01/2015 - ARRETE PPM du 27/01/2015 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection modifié - MH inscrit de la commune de la Roche Blanche: Petit Camp de César de la bataille de Gergovie | | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de La Roche-Blanche : Eglise de Gergovie | ARRETE INSCRIPTION MH DU 24/05/1996 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de La Roche-Blanche : Oppidum de Gergovie | ARRETE INSCRIPTION MH DU 15/01/2013 | |
| AC2 - Protection des sites inscrits - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site inscrit : Plateau de Gergovie | Arrêté préfectoral du 20/12/1945 | ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE - 4 rue Blaise Pascal 63000 CLERMONT FERRAND |
| AS1 - Périmètre de Protection éloigné des points de prélèvement des eaux potables et des eaux minérales - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (nouvelle partie Législative) : eaux potables : articles L1321-2 et R1321-13 - eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13 | Périmètre de Protection éloignée - CAPTAGE LE PRAT 2 - LES CHIENS_2 | Arrêté préfectoral du 30/04/2007 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de Protection éloignée - CAPTAGE LE PRAT 3 - FONTMORT_3 | | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - LE PRAT 2 - LES CHIENS_164 | | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - LE PRAT 3 - FONTMORT_165 | | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - LE PRAT 1_166 | | |
| EL11 - Servitudes relatives aux interdiction d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomération - CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (Partie Législative) : articles L151-3 - CODE DE LA ROUTE : Article R418-7 | Zone d'interdiction d'accès - autoroute A75 | application directe du code de la voirie routière et du code de la route | Direction Interregionale des routes Massif Central - 60 avenue de l'Union Soviétique, CS 90447, 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 |
| I3 - Servitudes instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux liés aux canalisations de transport de gaz - CODE DE L'ENVIRONNEMENT : articles L555-31 et R555-30 et 31 | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz Alimentation LA ROCHE-BLANCHE DP DN = 80 mm ; PMS = 67.70bars | Arrêté préfectoral n°17-00730 du 05/05/2017 | Gaz Réseau Transport Région Rhône Méditerranée / Dpt Compétence Réseau - 33 rue Pétrequin BP 6407 69413 LYON cedex 6 |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 150 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 150 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 250 mm ; PMS = 67.70bars | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 150 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Poste de détente de gaz de LA ROCHE-BLANCHE SECT DP | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de LA ROCHE-BLANCHE | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de LA ROCHE-BLANCHE | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de LA ROCHE-BLANCHE | application directe du CGCT | commune de LA ROCHE-BLANCHE |
| | Zone de protection - Cimetière de GERGOVIE | | |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Auzon | Arrêté préfectoral du 09/05/2007 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRNPi Agglomération Clermontoise | Arrêté préfectoral du 08/07/2016 | |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE LA ROCHE-NOIRE

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Le Cendre : Oppidum de Gondole | ARRETE INSCRIPTION MH DU 20/05/2009 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| AS1 - Périmètre de Protection rapproché des points de prélèvement des eaux potables et des eaux minérales - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (nouvelle partie Législative) : eaux potables : articles L1321-2 et R1321-13 - eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13 | Périmètre de Protection rapprochée - PUITS DU CENDRE 7 | Arrêté préfectoral du 27/05/2009 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| EL03 - Servitudes de halage et de marchepied - CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES : articles L2131-2 à L2131-6 | Marchepied - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | application directe du code de la propriété des personnes publiques | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Halage - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de LA ROCHE-NOIRE | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de LA ROCHE-NOIRE | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de LA ROCHE-NOIRE | application directe du CGCT | commune de LA ROCHE-NOIRE |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRCB Roche Noire | Arrêté préfectoral du 22/12/2008 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Val d'Allier Clermontois | Arrêté préfectoral du 04/11/2013 | |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE LA SAUVETAT

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| A2 - Servitude attachée à l'établissement des canalisations souterraines d'irrigation - CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME – art L152-3 à L 152-6 | Zone de passage de canalisation d'irrigation - Réseau d' irrigation ASA de la Couze-Chambon | Arrêté préfectoral du 02/04/1979 | ASA de la Couze-Chambon |
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de La Sauvetat : Donjon | ARRETE CLASSEMENT MH DU 15/04/1958 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Authezat : Eglise Notre-Dame | ARRETE CLASSEMENT MH DU 04/07/1980 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de La Sauvetat : Anciennes fortifications | ARRETE INSCRIPTION MH DU 13/07/1926 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Authezat : Eglise Notre-Dame | ARRETE INSCRIPTION MH DU 04/07/1980 | |
| AC2 - Protection des sites inscrits - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site inscrit : Sauvetat quartier des forts | Arrêté préfectoral du 18/05/1955 | ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE - 4 rue Blaise Pascal 63000 CLERMONT FERRAND |
| EL11 - Servitudes relatives aux interdiction d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomération - CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (Partie Législative) : articles L151-3 - CODE DE LA ROUTE : Article R418-7 | Zone d'interdiction d'accès - autoroute A75 | application directe du code de la voirie routière et du code de la route | Direction Interregionale des routes Massif Central - 60 avenue de l'Union Soviétique, CS 90447, 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 |
| I3 - Servitudes instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux liés aux canalisations de transport de gaz - CODE DE L'ENVIRONNEMENT : articles L555-31 et R555-30 et 31 | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz Alimentation LA SAUVETAT DP DN = 80 mm ; PMS = 67.70bars | Arrêté préfectoral n°17-00731 du 05/05/2017 | Gaz Réseau Transport Région Rhône Méditerranée / Dpt Compétence Réseau - 33 rue Pétrequin BP 6407 69413 LYON cedex 6 |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz Alimentation LA SAUVETAT DP DN = 80 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 150 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 250 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 150 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 150 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 250 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Poste de détente de gaz de LA SAUVETAT DP | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Zone d'effet - Poste de détente de gaz de LA SAUVETAT SECT | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne ENVAL-ISSOIRE | Arrêté ministériel du 16/03/1940 | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de LA SAUVETAT | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de LA SAUVETAT | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de AUTHEZAT_LA SAUVETAT | application directe du CGCT | commune de AUTHEZAT |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE LE CREST

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection modifié - MH classé de la commune de Le Crest : Eglise Notre-Dame de l'Assomption | ARRETE CLASSEMENT MH DU 07/02/1907 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Chanonat : Château de Varvasse et jardins | ARRETE INSCRIPTION MH DU 24/11/1995 | |
| | Périmètre de protection modifié - MH inscrit de la commune de Le Crest : Maison des moines | ARRETE INSCRIPTION MH DU 13/10/2004 | |
| | Périmètre de protection modifié - MH inscrit de la commune de Le Crest : Tour de l'Horloge | ARRETE INSCRIPTION MH DU 08/02/1926 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Le Crest : Borne armoriée La Jonchère (AE n°129) | ARRETE INSCRIPTION MH DU 03/02/1964 | |
| | Périmètre de protection modifié - MH inscrit de la commune de Le Crest : Remparts de l'ancien château | ARRETE INSCRIPTION MH DU 08/02/1926 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Orcet : Croix 16e en pierre route de Clermont | ARRETE CLASSEMENT MH DU 16/06/1907 | |
| EL11 - Servitudes relatives aux interdiction d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomération - CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (Partie Législative) : articles L151-3 - CODE DE LA ROUTE : Article R418-7 | Zone d'interdiction d'accès - autoroute A75 | application directe du code de la voirie routière et du code de la route | Direction Interregionale des routes Massif Central - 60 avenue de l'Union Soviétique, CS 90447, 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 |
| I3 - Servitudes instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux liés aux canalisations de transport de gaz - CODE DE L'ENVIRONNEMENT : articles L555-31 et R555-30 et 31 | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 150 mm ; PMS = 67.70bars | Arrêté préfectoral n°17-00735 du 05/05/2017 | Gaz Réseau Transport Région Rhône Méditerranée / Dpt Compétence Réseau - 33 rue Pétrequin BP 6407 69413 LYON cedex 6 |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 250 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne ENVAL-ISSOIRE | Arrêté ministériel du 16/03/1940 | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de LE CREST | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de LE CREST | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de LE CREST | application directe du CGCT | commune de LE CREST |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Auzon | Arrêté préfectoral du 09/05/2007 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE MANGLIEU

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Manglieu : Abbaye Saint-SEbastien | ARRETE INSCRIPTION MH DU 30/07/1963 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Manglieu : Ancienne Eglise Notre-Dame | ARRETE INSCRIPTION MH DU 30/11/1965 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Manglieu : Abbaye Saint-Sébastien | ARRETE CLASSEMENT MH DU 01/01/1840 | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de MANGLIEU | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de MANGLIEU | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de MANGLIEU | application directe du CGCT | commune de MANGLIEU |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE LES MARTRES-DE-VEYRE

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Le Cendre : Oppidum de Gondole | ARRETE INSCRIPTION MH DU 20/05/2009 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| AS1 - Périmètre de Protection rapproché des points de prélèvement des eaux potables et des eaux minérales - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (nouvelle partie Législative) : eaux potables : articles L1321-2 et R1321-13 - eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13 | Périmètre de Protection rapprochée - PUITS DU CENDRE 7 | Arrêté préfectoral du 27/05/2009 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de Protection éloignée - PUITS DU CENDRE 7 | | |
| EL03 - Servitudes de halage et de marchepied - CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES : articles L2131-2 à L2131-6 | Marchepied - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | application directe du code de la propriété des personnes publiques | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Halage - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-MARTREDEVEYRE | | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de LES MARTRES-DE-VEYRE | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de LES MARTRES-DE-VEYRE | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de LES MARTRES-DE-VEYRE | application directe du CGCT | commune de LES MARTRES-DE-VEYRE |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Veyre | Arrêté préfectoral du 22/12/2008 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Val d'Allier Clermontois | Arrêté préfectoral du 04/11/2013 | |
| T1 - Zones de servitudes relatives aux chemins de fer - CODE DES TRANSPORTS – article L2231-1 et suivants - Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer | Zone de protection - EMPRISE_SNCF_T1 | application directe du texte de loi et du code des transports | SNCF Immobilier - Direction immobilière territoriale Sud est - Campus INCITY - 116 Cours Lafayette - CS 13511 - 69489 LYON cedex 03 |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE MIREFLEURS

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Mirefleurs : Maison Domat | ARRETE INSCRIPTION MH DU 07/11/2000 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| EL03 - Servitudes de halage et de marchepied - CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES : articles L2131-2 à L2131-6 | Marchepied - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | application directe du code de la propriété des personnes publiques | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Halage - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-MARTREDEVEYRE | | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de MIREFLEURS | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de MIREFLEURS | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de MIREFLEURS (ancien) | application directe du CGCT | commune de MIREFLEURS |
| | Zone de protection - Cimetière de MIREFLEURS (nouveau) | | |
| | Zone de protection - Cimetière de BUSSEOL | | commune de BUSSEOL |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Val d'Allier Clermontois | Arrêté préfectoral du 04/11/2013 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| PT1 - Zone de garde des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électromagnétiques - CODE DES POSTES ET COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (Partie Législative) : articles L57 à L62-1 | Zone de garde - station radio de MIREFLEURS/CHANSERAT N°ANFR = 0630130023 | Décret du 11/02/1977 | TeleDiffusionFrance / DO LYON 2 - 83 avenue Jean Noblet 63170 AUBIERE |
| PT2 - Servitude de protection des centres radioélectriques d'émission et de récéption contre les obstacles - CODE DES POSTES ET COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (Partie Législative) : articles L54 à L56-1 | Zone spéciale de dégagement - station radio de MIREFLEURS/CHANSERAT N°ANFR = 0630130023 | Décret du 11/04/1976 | TeleDiffusionFrance / DO LYON 2 - 83 avenue Jean Noblet 63170 AUBIERE |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE OLLOIX

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC2 - Protection des sites classés - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site classé : Gorges de la Monne | Décret du 08/08/1979 | Direction Régionale Environnement Amenagement Logement Auvergne-Rhone-Alpes - 7 rue Léo Lagrange 63000 CLERMONT FERRAND |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de OLLOIX | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de OLLOIX | | |
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne ENVAL-SUPER-BESSE | Arrêté ministériel du 01/01/1928 | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de OLLOIX (ancien) | application directe du CGCT | commune de OLLOIX |
| | Zone de protection - Cimetière de OLLOIX (nouveau) | | |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE ORCET

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection modifié - MH inscrit des communes d'Orcet et de la Roche Blanche : Gd Camp de César de la bataille de Gergovie | ARRETE INSCRIPTION MH DU 27/01/2015 - ARRETE PPM du 27/01/2015 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Orcet : Eglise | ARRETE INSCRIPTION MH DU 24/05/1996 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Orcet : Croix 16e en pierre route de Clermont | ARRETE CLASSEMENT MH DU 16/06/1907 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Le Cendre : Oppidum de Gondole | ARRETE INSCRIPTION MH DU 20/05/2009 | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de ORCET | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de ORCET | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de ORCET | application directe du CGCT | commune de ORCET |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Auzon | Arrêté préfectoral du 09/05/2007 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE PIGNOLS

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Laps : Château de Montfleury | ARRETE INSCRIPTION MH DU 06/12/1977 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Pignols : Eglise Sainte-Magdeleine | ARRETE INSCRIPTION MH DU 28/10/1993 | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de PIGNOLS | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de PIGNOLS | | |
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-ISSOIRE | | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de PIGNOLS | application directe du CGCT | commune de PIGNOLS |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE SALLEDES

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Sallèdes : Château de la Chaux Montgros | ARRETE INSCRIPTION MH DU 25/05/2000 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de SALLEDES | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de SALLEDES | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de SALLEDES | application directe du CGCT | commune de SALLEDES |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE SAULZET-LE-FROID

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC2 - Protection des sites classés - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site classé : Lac Guéry et ses abords | Arrêté préfectoral du 27/07/1973 | Direction Régionale Environnement Amenagement Logement Auvergne-Rhone-Alpes - 7 rue Léo Lagrange 63000 CLERMONT FERRAND |
| AS1 - Périmètre de Protection rapproché des points de prélèvement des eaux potables et des eaux minérales - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (nouvelle partie Législative) : eaux potables : articles L1321-2 et R1321-13 - eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13 | Périmètre de Protection rapprochée - MARGELET Nø1 - GALERIE_285 | Arrêté préfectoral du 09/02/2005 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de Protection rapprochée - PESSADE 1_321 | Arrêté préfectoral du 23/12/1992 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - PESSADE 3_322 | Arrêté préfectoral du 08/03/2001 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - LA MARTRE_622 | Arrêté préfectoral du 25/02/2008 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - PESSADE CAP COMMUNE_623 | Arrêté préfectoral du 25/02/2008 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - MONNE 1 - DROIT_624 | Arrêté préfectoral du 09/02/2005 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - MEL DES CAPT DE MONNE 2 A 7_625 | Arrêté préfectoral du 09/02/2005 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - LA GARANDIE 1 (=4 LED)_711 | Arrêté préfectoral du 19/07/2011 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - LA GARANDIE 2 (=5 LED)_712 | Arrêté préfectoral du 19/07/2011 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - LA GARANDIE 3 (=3 LED)_713 | Arrêté préfectoral du 19/07/2011 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - LA GARANDIE 4 (=1 LED)_714 | Arrêté préfectoral du 19/07/2011 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - Captage de Fontcharette 1 ou sous les chaumes (ASA de Verneuge et de Fontclairand) | Arrêté préfectoral du 27/11/1952 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - captage de Fontcharette 2 ou des Rouchons (ASA de Verneuge et Fontclairant) | Arrêté préfectoral du 27/11/1952 | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - AMPOIX 1_142 | Arrêté préfectoral du 30/10/2002 | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | |
|---|---|---|---|
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de SAULZET-LE-FROID | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de SAULZET-LE-FROID | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de SAULZET-LE-FROID | application directe du CGCT | commune de SAULZET-LE-FROID |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE SAINT-AMANT-TALLENDE

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Saturnin : Ancien logis | ARRETE INSCRIPTION MH DU 24/07/1972 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Amant-Tallende : Château de Murol | ARRETE INSCRIPTION MH DU 21/06/1999 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Amant-Tallende : Couvent des Récollets | ARRETE INSCRIPTION MH DU 20/08/1974 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Amant-Tallende : Maison 15e rue des Boucheries | ARRETE INSCRIPTION MH DU 18/08/1988 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Amant-Tallende : Pont sur la Monne | ARRETE INSCRIPTION MH DU 21/06/1999 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Saturnin : Suite de six colombiers | ARRETE INSCRIPTION MH DU 17/01/1978 | |
| AC2 - Protection des sites inscrits - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site inscrit : Saint Amant Tallende la Monne | Arrêté préfectoral du 09/08/1944 | ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE - 4 rue Blaise Pascal 63000 CLERMONT FERRAND |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de SAINT-AMANT-TALLENDE | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de SAINT-AMANT-TALLENDE | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de SAINT-AMANT-TALLENDE | application directe du CGCT | commune de SAINT-AMANT-TALLENDE |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Veyre | Arrêté préfectoral du 22/12/2008 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE SAINT-GEORGES-SUR-ALLIER

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Saint-Georges-sur-Allier : Eglise Saint-Georges | ARRETE CLASSEMENT MH DU 12/07/1886 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Georges-sur-Allier : Château de Fontanay : | ARRETE INSCRIPTION MH DU 25/10/2007 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Georges-sur-Allier : Eglise Saint-Georges | ARRETE INSCRIPTION MH DU 19/01/1926 | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-MEZEL | Arrêté ministériel du 12/08/1988 | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne COURPIERE-LIGNAT | Arrêté ministériel du 03/05/1993 | |
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-MARTREDEVEYRE | | |
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-ISSOIRE | | |
| | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-RULHAT | Arrêté ministériel du 20/09/1991 | |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de SAINT-GEORGES-SUR-ALLIER | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de SAINT-GEORGES-SUR-ALLIER | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de SAINT-GEORGES-SUR-ALLIER | application directe du CGCT | commune de SAINT-GEORGES-SUR-ALLIER |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE SAINT-MAURICE

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| EL03 - Servitudes de halage et de marchepied - CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES : articles L2131-2 à L2131-6 | Marchepied - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | application directe du code de la propriété des personnes publiques | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Halage - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de SAINT-MAURICE | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de SAINT-MAURICE | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de SAINT-MAURICE | application directe du CGCT | commune de SAINT-MAURICE |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Val d'Allier Clermontois | Arrêté préfectoral du 04/11/2013 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| PT1 - Zone de garde des centres de réception radioélectrique contre les perturbations éléctromagnétiques - CODE DES POSTES ET COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (Partie Législative) : articles L57 à L62-1 | Zone de garde - station radio de MIREFLEURS/CHANSERAT N°ANFR = 0630130023 | Décret du 11/02/1977 | TeleDiffusionFrance / DO LYON 2 - 83 avenue Jean Noblet 63170 AUBIERE |
| PT2 - Servitude de protection des centres radioélectriques d'émission et de récéption contre les obstacles - CODE DES POSTES ET COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (Partie Législative) : articles L54 à L56-1 | Zone spéciale de dégagement - station radio de MIREFLEURS/CHANSERAT N°ANFR = 0630130023 | Décret du 11/04/1976 | TeleDiffusionFrance / DO LYON 2 - 83 avenue Jean Noblet 63170 AUBIERE |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE SAINT-SANDOUX

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Sandoux : Château de Travers et jardins | ARRETE INSCRIPTION MH DU 29/12/2004 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| AS1 - Périmètre de Protection rapproché des points de prélèvement des eaux potables et des eaux minérales - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (nouvelle partie Législative) : eaux potables : articles L1321-2 et R1321-13 - eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13 | Périmètre de Protection rapprochée - CHEIRE_791 | Arrêté préfectoral du 14/10/1946 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de Protection rapprochée - MARIE PAULE_792 | | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - PRADA_790 | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de SAINT-SANDOUX | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de SAINT-SANDOUX | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de SAINT-SANDOUX | application directe du CGCT | commune de SAINT-SANDOUX |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE SAINT-SATURNIN

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Saint-Saturnin : Eglise Saint-Saturnin | ARRETE CLASSEMENT MH DU 01/01/1862 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Saint-Saturnin : Fontaine | ARRETE CLASSEMENT MH DU 01/01/1889 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Saturnin : Ancien logis | ARRETE INSCRIPTION MH DU 24/07/1972 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Saint-Saturnin : Chapelle Sainte-Magdeleine | ARRETE CLASSEMENT MH DU 09/08/1929 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Sandoux : Château de Travers et jardins | ARRETE INSCRIPTION MH DU 29/12/2004 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Saturnin : Château-fort | ARRETE INSCRIPTION MH DU 05/03/1992 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Saint-Saturnin : Château-fort | ARRETE CLASSEMENT MH DU 01/01/1889 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Saturnin : Maison rue des Boucheries_Façade à tourelle (ZR.192) | ARRETE INSCRIPTION MH DU 18/08/1988 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Saturnin : Porte des boucheries | ARRETE INSCRIPTION MH DU 30/12/1988 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Saint-Saturnin : Suite de six colombiers | ARRETE INSCRIPTION MH DU 17/01/1978 | |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Saint-Saturnin : Croix de chemin 16e en pierre | ARRETE CLASSEMENT MH DU 28/12/1910 | |
| AC2 - Protection des sites classés - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site classé : Site de Saint Saturnin | Arrêté préfectoral du 15/01/1933 | Direction Régionale Environnement Amenagement Logement Auvergne-Rhone-Alpes - 7 rue Léo Lagrange 63000 CLERMONT FERRAND |
| | Enceinte du site - site inscrit : Château de Saint Saturnin voie publique Eglise et cimetière | Arrêté préfectoral du 19/12/1936 | ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE - 4 rue Blaise Pascal 63000 CLERMONT FERRAND |
| AC4 - Site patrimonial remarquable - CODE DU PATRIMOINE : articles L631-1 et suivants (en vertu de l'article 112 de la loi n°2016-925, les secteurs sauvegardés, ZPPAUP et AVAP deviennent SPR) | Zone de protection - AVAP SAINT-SATURNIN | Délibération Municipale du 30/06/2017 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de Protection éloignée - CAPTAGE FRANCON | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | |
|---|---|---|---|
| AS1 - Périmètre de Protection éloigné des points de prélèvement des eaux potables et des eaux minérales - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (nouvelle partie Législative) : eaux potables : articles L1321-2 et R1321-13 - eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13 | Périmètre de Protection éloignée - CAPTAGE MEGE | Arrêté préfectoral du 08/07/1993 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de Protection rapprochée - MEGE_207 | | |
| | Périmètre de Protection rapprochée - FRANCON_208 | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes moyenne tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de SAINT-SATURNIN | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de SAINT-SATURNIN | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de SAINT-SATURNIN | application directe du CGCT | commune de SAINT-SATURNIN |
| | Zone de protection - Cimetière de CHADRAT | | |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Veyre | Arrêté préfectoral du 22/12/2008 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE TALLENDE

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| A2 - Servitude attachée à l'établissement des canalisations souterraines d'irrigation - CODE RURAL ET DE LA PECHE MARITIME – art L152-3 à L 152-6 | Zone de passage de canalisation d'irrigation - Réseau d' irrigation ASA de la Couze-Chambon | Arrêté préfectoral du 02/04/1979 | ASA de la Couze-Chambon |
| EL11 - Servitudes relatives aux interdiction d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomération - CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (Partie Législative) : articles L151-3 - CODE DE LA ROUTE : Article R418-7 | Zone d'interdiction d'accès - autoroute A75 | application directe du code de la voirie routière et du code de la route | Direction Interregionale des routes Massif Central - 60 avenue de l'Union Soviétique, CS 90447, 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 |
| I3 - Servitudes instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux liés aux canalisations de transport de gaz - CODE DE L'ENVIRONNEMENT : articles L555-31 et R555-30 et 31 | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 250 mm ; PMS = 67.70bars | Arrêté préfectoral n°17-00747 du 05/05/2017 | Gaz Réseau Transport Région Rhône Méditerranée / Dpt Compétence Réseau - 33 rue Pétrequin BP 6407 69413 LYON cedex 6 |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne ENVAL-ISSOIRE | Arrêté ministériel du 16/03/1940 | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de TALLENDE | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de TALLENDE | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de TALLENDE | application directe du CGCT | commune de TALLENDE |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Veyre | Arrêté préfectoral du 22/12/2008 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE VEYRE-MONTON

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Le Crest : Borne armoriée La Jonchère (AE n°129) | ARRETE INSCRIPTION MH DU 03/02/1964 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| AC2 - Protection des sites inscrits - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L341-1 à L341-22 | Enceinte du site - site inscrit : Grottes de Monton | Arrêté préfectoral du 03/04/1987 | ARCHITECTE DES BATIMENTS DE FRANCE - 4 rue Blaise Pascal 63000 CLERMONT FERRAND |
| AC3 - Réserve naturelle - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : articles L332-1 à L332-19 | Zone de protection - Réserve naturelle du Puy de Marmant | Délibération du conseil régional d'Auvergne du 22/10/2015 | Direction Régionale Environnement Amenagement Logement Auvergne-Rhone-Alpes - 7 rue Léo Lagrange 63000 CLERMONT FERRAND |
| EL11 - Servitudes relatives aux interdiction d'accès grevant les propriétés limitrophes des routes express et des déviations d'agglomération - CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (Partie Législative) : articles L151-3 - CODE DE LA ROUTE : Article R418-7 | Zone d'interdiction d'accès - autoroute A75 | application directe du code de la voirie routière et du code de la route | Direction Interregionale des routes Massif Central - 60 avenue de l'Union Soviétique, CS 90447, 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 |
| I3 - Servitudes instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux liés aux canalisations de transport de gaz - CODE DE L'ENVIRONNEMENT : articles L555-31 et R555-30 et 31 | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz Alimentation VEYRE-MONTON DP DN = 80 mm ; PMS = 67.70bars | Arrêté préfectoral n°17-00754 du 05/05/2017 | Gaz Réseau Transport Région Rhône Méditerranée / Dpt Compétence Réseau - 33 rue Pétrequin BP 6407 69413 LYON cedex 6 |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 250 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 150 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Canalisation de transport de gaz COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET DN = 150 mm ; PMS = 67.70bars | | |
| | Zone d'effet - Poste de détente de gaz de VEYRE-MONTON DP | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne ENVAL-ISSOIRE | Arrêté ministériel du 16/03/1940 | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de VEYRE-MONTON | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de VEYRE-MONTON | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de SOULASSE | application directe du CGCT | commune de VEYRE-MONTON |
| | Zone de protection - Cimetière de MONTON | | |
| | Zone de protection - Cimetière de VEYRE | | |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | |
|---|---|---|---|
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Veyre | Arrêté préfectoral du 22/12/2008 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE VIC-LE-COMTE

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH inscrit de la commune de Laps : Château de Montfleury | ARRETE INSCRIPTION MH DU 06/12/1977 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Laps : Château des Quaires | ARRETE CLASSEMENT MH DU 23/04/1932 | |
| | Périmètre de protection modifié - MH inscrit de la commune de Vic-le-Comte : Maison à pans de bois rue du Palais | ARRETE INSCRIPTION MH DU 12/07/1963 | |
| | Périmètre de protection modifié - MH classé de la commune de Vic-le-Comte : Eglise Saint-Jean-Baptiste | ARRETE CLASSEMENT MH DU 29/10/1962 | |
| | Périmètre de protection modifié - MH inscrit de la commune de Vic-le-Comte : Eglise Saint Pierre | ARRETE INSCRIPTION MH DU 20/03/2006 | |
| | Périmètre de protection modifié - MH inscrit de la commune de Vic-le-Comte : Fontaine du 16e place du vieux marché | ARRETE INSCRIPTION MH DU 26/04/1956 | |
| | Périmètre de protection modifié - MH inscrit de la commune de Vic-le-Comte : Palais des Comtes d'Auvergne | ARRETE INSCRIPTION MH DU 12/07/1963 | |
| AC4 - Site patrimonial remarquable - CODE DU PATRIMOINE : articles L631-1 et suivants (en vertu de l'article 112 de la loi n°2016-925, les secteurs sauvegardés, ZPPAUP et AVAP deviennent SPR) | Zone de protection - AVAP VIC-LE-COMTE | Arrêté Municipal du 17/01/2008 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| AS1 - Périmètre de Protection rapproché des points de prélèvement des eaux potables et des eaux minérales - CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE (nouvelle partie Législative) : eaux potables : articles L1321-2 et R1321-13 - eaux minérales : articles L1322-3 à L1322-13 | Périmètre de Protection rapprochée - CAPTAGE_BOURBOULOUX 4_283 | Arrêté préfectoral du 05/05/2009 | AGENCE REGIONALE DE SANTE AUVERGNE-RHONE-ALPES / DT Puy de Dôme - 60 avenue de l'Union Soviétique 63057 CLERMONT FERRAND |
| EL03 - Servitudes de halage et de marchepied - CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES : articles L2131-2 à L2131-6 | Marchepied - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | application directe du code de la propriété des personnes publiques | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Halage - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-ISSOIRE | | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de VIC-LE-COMTE | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de VIC-LE-COMTE | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de VIC-LE-COMTE | application directe du CGCT | commune de VIC-LE-COMTE |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | |
|---|---|---|---|
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Val d'Allier Clermontois | Arrêté préfectoral du 04/11/2013 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| T1 - Zones de servitudes relatives aux chemins de fer - CODE DES TRANSPORTS – article L2231-1 et suivants - Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer | Zone de protection - EMPRISE_SNCF_T1 | application directe du texte de loi et du code des transports | SNCF Immobilier - Direction immobilière territoriale Sud est - Campus INCITY - 116 Cours Lafayette - CS 13511 - 69489 LYON cedex 03 |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LISTE DES SERVITUDES NUMERISEES SUR LA COMMUNE DE YRONDE-ET-BURON

| CATEGORIE DE SERVITUDE | SERVITUDE | ACTE | GESTIONNAIRE |
|---|---|---|---|
| AC1 - Périmètre de protection des monuments historiques inscrits et classés - CODE DU PATRIMOINE : articles L621-1 à L621-29 et L621-30 à L621-32 | Périmètre de protection de 500 m - MH classé de la commune de Yronde-et-Buron : Eglise d'Yronde | ARRETE CLASSEMENT MH DU 02/05/1961 | DRAC Auvergne-Rhone-Alpes - UDAP PUY-De-Dôme - Hôtel de Chazerat 4 rue Pascal BP 378 63010 CLERMONT FERRAND |
| EL03 - Servitudes de halage et de marchepied - CODE GENERAL DE LA PROPRIETE DES PERSONNES PUBLIQUES : articles L2131-2 à L2131-6 | Marchepied - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | application directe du code de la propriété des personnes publiques | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| | Halage - Domaine public fluvial (Allier et Dore) | | |
| I4 - Servitude attachée à l'établissement de lignes électriques aériennes haute tension - CODE DE L'ENERGIE – article L 323-10 | Zone de protection - Ligne électrique HT aérienne LIGNAT-ISSOIRE | | Réseau Transport Électricité Rhône-Alpes Auvergne - 5 rue des Cuirassiers TSA3011 69399 LYON |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique aérien de la commune de YRONDE-ET-BURON | Diverses conventions à l'amiable et arrêtés préfectoraux | ENEDIS - 1 rue de Châteaudun 63966 CLERMONT FERRAND |
| | zone de protection - Réseau MT de distribution électrique souterrain de la commune de YRONDE-ET-BURON | | |
| Int1 - Servitude autour des cimetières - CODE GENERAL DES COLLECTIVITES LOCALES – art 2223-5 | Zone de protection - Cimetière de YRONDE-ET-BURON | application directe du CGCT | commune de YRONDE-ET-BURON |
| PM1 - Plans de Prévention des risques Naturels prévisibles et plans de prévention des risques miniers - documents valant PPRN - CODE DE L'ENVIRONNEMENT (Partie Législative) : article L562-1 et article L562-6 | Enveloppe des zonages réglementaires - PPRI Val d'Allier Issoirien | Arrêté préfectoral du 19/12/2013 | Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme - 7 rue Léo Lagrange 63033 CLERMONT FERRAND |
| T1 - Zones de servitudes relatives aux chemins de fer - CODE DES TRANSPORTS – article L2231-1 et suivants - Loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer | Zone de protection - EMPRISE_SNCF_T1 | application directe du texte de loi et du code des transports | SNCF Immobilier - Direction immobilière territoriale Sud est - Campus INCITY - 116 Cours Lafayette - CS 13511 - 69489 LYON cedex 03 |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# PRÉFECTURE DE LA RÉGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

**Direction régionale**
**des affaires culturelles**

Pôle architecture et patrimoine

Unité départementale de l'architecture
et du patrimoine du puy de dôme
tél-04/73/41/27/27 – udap.puy-de-dome@culture.gouv.fr

Affaire suivie par Marlène Meunier
marlene.meunier@culture.gouv.fr

Clermont-Ferrand, le 15 mars 2018

L'Architecte des bâtiments de France

à DDT 63
Service Prospective Aménagement Risques
Pôle Planification Grand Clermont
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont -Ferrand CEDEX 1

à l'attention de Sandrine Belloeil

V/Réf.: SPAR /PPGC/SB/CM- Courrier du 11 janvier 2018

N/Réf.: MC/MM N° PAT-099

Objet : plan local d'urbanisme intercommunal Mond'Arverne communauté – Porter à Connaissance / Note d'enjeux

P-J.: - liste servitudes + périmètres de protection
- Fiche d'enjeux
- Fiche de procédure PDA

Par courrier cité en référence, vous avez bien voulu me demander de vous indiquer les servitudes d'utilité publique relevant de ma compétence dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal concernant la communauté de communes de Mond'Arverne communauté

En réponse, vous trouverez ci-joint la liste des Servitudes d'Utilité Publique (Monuments historiques et sites protégés)relevant de ma compétence, ainsi que les cartes des périmètres de protection associés. Ces données sont par ailleurs consultables sur le site internet suivant :

- http://atlas.patrimoines.culture.fr.

Les informations et données, relevant de la compétence de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Puy-de-Dôme (UDAP 63) qu'il serait souhaitable de voir abordées dans le projet de PLUi, en termes d'architecture, de paysages et de patrimoine, sont les suivantes :

## MODÉRATION DE LA CONSOMMATION DES ESPACES

Conformément aux Lois relatives à l'urbanisme, le développement du bâti devra se faire prioritairement dans l'emprise des bourgs, villages et hameaux existants, après une analyse fine des typologies architecturales présentes (volumétries, implantations, matériaux...) afin de lutter contre l'étalement urbain et densifier les espaces déjà urbanisés.

L'offre résidentielle devra privilégier la rénovation et la transformation du bâti existant ou l'utilisation de terrains non construits mais situés à l'intérieur des secteurs déjà urbanisés.

Si localement il s'avérait que des espaces déjà urbanisés soient insuffisants pour accueillir de nouvelles populations, et si le SCOT le permet, il pourra être procédé à une analyse des formes urbaines existantes qui aura pour objectif l'identification des secteurs d'extension préférentiels de l'urbanisation, ainsi que des zones où tout développement ne peut être envisagé (fort impact agricole, déconnexion avec le bâti existant, impact paysager important, cônes de vue majeurs sur les sites paysagers remarquables et les monuments historiques,...).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

ARCHITECTURE, PATRIMOINE, PAYSAGES (voir fiche d'enjeu)

Le PLUi devra veiller à assurer la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine afin de préserver la qualité architecturale et paysagère de l'ensemble du secteur défini.

Le PLUi devra rappeler les principes de l'architecture traditionnelle (adaptation au sol intelligente, simplicité des volumes, proportions des ouvertures, emploi de matériaux locaux,...) mais également promouvoir l'architecture moderne de qualité.
Les constructions nouvelles faisant référence à l'architecture traditionnelle devront prendre en compte les éléments suivants :

- Tout style de construction étranger à l'architecture régionale doit être proscrit (maisons méditerranéennes, chalets alpins,...).
- L'adaptation au sol devra être cohérente, sans remblais ni déblais excessifs. Tout enrochement en pierres cyclopéennes devra être proscrit.
- Simplicité des volumes sur la base d'un plan rectangulaire devra être privilégiée (pas de plans en V ou en Y).
- Hiérarchie affirmée des volumes entre eux (volume principal et secondaire nettement différenciés).
- Toitures à deux pentes à privilégier.
- Couleur des enduits de façades trop claires à proscrire.
- Mise en œuvre de matériaux qualitatifs.

Les projets d'expression « contemporaine » ne devront pas créer de rupture avec les constructions avoisinantes. Les volumes bas avec une écriture architecturale sobre, des matériaux de qualité et une mise en œuvre soignée seront privilégiés.

Il est recommandé d'instaurer le permis de démolir obligatoire sur tout le territoire de la communauté de communes (article R 421-28 e/ du Code de l'urbanisme) ainsi que l'obligation de dépôt d'une déclaration préalable pour les clôtures (article R 421-12 d/ du Code de l'urbanisme) et les ravalements de façades (article R 421-17-1 e/ du Code de l'urbanisme).

Il est rappelé que les communes de Vic-Le-Comte et Saint-Saturnin sont dotées d'un Secteur Patrimonial Remarquable (SPR) - Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) approuvées et qu'une étude de SPR est actuellement en cours sur la commune de La Sauvetat. Le PLUi devra prendre en compte ces servitudes d'utilité publique.
Les dispositions du PLUi, notamment dans le cadre de l'occupation du sol et des droits à construire devront veiller à ne pas engendrer de contradiction avec les objectifs de la protection induits par ces AVAP.

Le nombre important de monuments historiques et de sites protégés (Loi 1930) sur le territoire présente un enjeu majeur : ils constituent des éléments d'identité et d'appartenance permettant de créer du lien social et du vivre ensemble, mais aussi économique en favorisant le tourisme et le maintient des savoirs faire locaux.
A ce titre le bureau d'étude en charge du PLUi devra mettre en place des mesures de protection des abords et des perspectives permettant de découvrir les richesses patrimoniales et paysagères du territoire (voir le tableau des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol joint en annexe).
Les investigations conduites lors des études AVAP sur le paysage ont permis d'identifier les points de vue majeurs sur et depuis les bourgs, que le PLUi devra s'attacher à préserver par un zonage et une traduction réglementaire appropriés.
Par ailleurs, l'article L151-19 du Code de l'urbanisme prévoit que le règlement du PLUi peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou a requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation.
A ce titre, le bureau d'étude en charge du PLUi devra repérer les édifices méritant une identification au titre d'un PLU avec mise en place d'une protection de leurs espaces environnants et des perspectives d'approche .
De même le bureau d'étude en charge du PLUi devra dresser un repérage détaillé du patrimoine présent sur le territoire communautaire (châteaux, églises et chapelles, hameaux remarquables, granges, logis, murets de pierres sèches, fours, moulins, ponts, croix, fontaines, réseau bocager,...) afin que celui-ci soit protégé.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

D'une manière générale, le PLUi devra prendre en considération les caractéristiques des paysages locaux et du patrimoine architectural afin d'identifier les principaux enjeux et ainsi permettre d'établir des prescriptions et protection de mise en valeur adéquates.

Le PLUi devra également veiller au respect des typologies locales et décrire les matériaux traditionnels existants ainsi que leur mise en œuvre sur le territoire communautaire ( pierre de Volvic, Arkose, tuiles canal, enduits...) de sorte à justifier des prescriptions spécifiques à la modification et/ou la restauration du bâti ancien dans le règlement.

Une attention particulière devra être portée sur l'isolation extérieure des constructions ou les panneaux photovoltaïques qu'il conviendra d'interdire sur le bâti traditionnel de qualité.

L'élaboration du PLUi doit être l'occasion de concevoir un projet de territoire qui concilie la préservation et la valorisation des paysages, à la fois à l'échelle du grand paysage, des espaces naturels et agricoles, mais aussi à l'échelle des bourgs.

Il est a noté que le territoire fait l'objet pour partie d'un projet de classement de site au titre de la Loi de 1930.
Le PLUi devra donc prendre en compte le paysage immédiat de Gergovie ainsi que les vues réciproques autour du plateau.

De plus, il apparaît primordial que le PLUi apporte une attention particulière sur les espaces bâtis et naturels situés en périphérie immédiate des AVAP ou des périmètres de protection (entrées d'agglomérations et abords des axes routiers) afin d'éviter la banalisation des paysages, à l'interface des espaces agricoles et des espaces bâtis et d'assurer une transition harmonieuse entre les secteurs patrimoniaux et leurs abords.

Le PLUi devra prendre en compte les forts-villageois figurés sur l'Armorial de Guillaume Revel. Ils devront faire l'objet d'une analyse fine afin d'assurer la protection des éléments patrimoniaux et leur mise en valeur.(Saint-Amant-Tallende, Le Crest, Les Martres-de-Veyre,...)

Une analyse des structures paysagères présentes sur le territoire communautaire devra être réalisée afin de traduire de manière opérationnelle la préservation et la valorisation de forts enjeux paysagers identifiés et d'offrir un cadre de vie de qualité. ( voir note d'enjeu)

Une attention particulière devra être portée sur le choix des lieux possibles d'implantation des éoliennes ou des champs photovoltaïques, afin de préserver les paysages, le patrimoine architectural et naturel ainsi que l'activité agricole.

Enfin, il est souhaitable que soit mis en application l'article L.621.31 du code du patrimoine, pour la mise en place de périmètres délimités des abords (PDA) autour de certains monuments historiques du territoire ayant pour certains déjà fait l'objet d'étude de périmètre de protection modifiés (PPM).

Au regard des éléments susvisés, il me paraît opportun que notre service soit associé à cette procédure.

L'architecte des bâtiments de France

Muriel Cros

Copie :
- DRAC – Directeur de pôle et Service Régional de l'Archéologie
- DREAL – Inspecteur des sites

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**PLUi Mond'Arverne communauté**

# FICHE D'ENJEUX

( UDAP 63 – mars 2018 )

## Architecture, Patrimoine et Paysages

**Constat / réflexions :**

- Sur les 28 communes seulement 3 ne sont pas concernées (directement ou indirectement) par au moins 1 servitude monument historique ou site protégé : Corrent, Saint Maurice es Allier, Tallende.
- Le territoire de Mond'Arverne communauté présente une importante sensibilité architecturale, patrimoniale et paysagère :
  - 55 monuments historiques (dont 61 protections),
  - 16 sites protégés Loi de 1930 (5 sites classés et 11 sites inscrits)
  - des sites archéologiques majeurs : Corrent (Oppidum), La Roche Blanche (Oppidum de Gergovie, Petit Camp de César).
  - les périmètres débordants du site de Gondole (Mh situé sur la commune de Le Cendre) sur les communes d'Orcet, les Martres de Veyre, La Roche Noire
  - Un projet de classement au titre de la Loi de 1930 sur le territoire est actuellement à l'étude.
  - Plusieurs communes sont concernées par le périmètre du bien ou de la zone tampon adjointe, au projet du Conseil Départemental à la candidature UNESCO de la Chaîne des Puys et de la faille de la Limagne.
  - 2 Secteurs Patrimoniaux Remarquables (SPR): AVAP de Vic-Le-Comte et AVAP de Saint-Saturnin) et 1 SPR en cours d'élaboration pour la commune de La Sauvetat.
  - 8 Périmètres de Protection Modifié approuvé (devenus Périmètre Délimités des Abords - PDA) : Vic-Le-Comte (5) et Le Crest (3)
- Plusieurs études de PPM (réalisés en co-financement CG et DRAC en 2012) concernant les MH situés sur les communes d' Aydat, Chanonat, Saint-Amant-Tallende, Borne armoriée du Crest sont à transformer en Périmètre Délimité des Abords (PDA - Loi LCAP) pour validation.
- Bien que non protégé, il existe une multitude de petit patrimoine rural varié de qualité (fours, fontaines, croix, maisons de maîtres, châteaux…).
- Les travaux de rénovation du bâti ancien ne sont pas toujours réalisés avec des techniques et matériaux adaptés.(menuiseries en plastique, volets roulants, matériaux de couverture industriels, traitement des accès en revêtement bitumineux,…).

**Propositions / orientations :**

- Protéger et valoriser la richesse patrimoniale, culturelle et paysagère existante, qui faute

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

d'attention tend à se dégrader, à être oubliée ou à se banaliser.

- Protéger au titre du PLUi les sites archéologiques connus et rendre les terrains inconstructibles.

- Préserver les écrins paysagers des sites classés et des Monuments Historiques et de leurs abords.
- Le Conseil départemental du Puy-de-Dôme, en lien avec les universitaires clermontois et le Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne et avec le soutien des Services de l'Etat en région, du Conseil régional d'Auvergne et de Clermont Communauté, mène depuis 2007 le projet d'inscription de la Chaîne des Puys et de la faille de Limagne sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO qui sera examiné par le Comité du patrimoine mondial à l'été 2018.
  Une zone tampon y a été adjointe, notamment à l'interface entre la Chaîne des Puys et la faille de Limagne et sur le côté occidental du Plateau des Dômes. Elle vise principalement à protéger les abords du site et préserver les principaux points de vue sur l'alignement volcanique.

- Modifier et remplacer les études PPM réalisées en 2012 par le cabinet Archipat (étude conjointe CG-DRAC) et créer des Périmètres Délimités des Abords (PDA) conformément à l'article L621.31 et R.621-92 à R.621-95 du code du Patrimoine et R.132-2 du code de l'urbanisme. Les monuments historiques concernés sont sur les communes d' Aydat, Chanonat, Saint-Amant-Tallende et Le Crest (Borne armoriée).
  Des PDA sur les communes d'Authezat, de Mirefleurs, d'Orcet et de Saint-Georges-sur-Allier pourraient être également envisagés.
  Les PDA sont créés par décision de l'autorité administrative sur proposition de l'architecte des bâtiments de France après enquête publique, consultation du propriétaire, accord de la collectivité compétente en matière de PLU et, le cas échéant de la commune concernée. Il est créé par arrêté du préfet de région (Voir fiche procédure jointe).

  La création de ces périmètres doit être justifiée par une analyse paysagère et patrimoniale, accompagnée d'un texte appuyé par quelques vues photographiques. Les périmètres doivent être portés sur une cartographie et décrits.

- Identifier dans le PLUi sur la base d'un travail de terrain, le petit patrimoine rural, les éléments paysagers, architecturaux ou patrimoniaux remarquables (article L151-19 du Code de l'urbanisme) avec la réalisation d'une mini fiche d'identité par élément afin de disposer d'un cadrage suffisamment précis au moment de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme permettant ainsi d'assurer leur protection et leur mise en valeur.

- Afin de préserver la qualité architecturale et le caractère des lieux des centres anciens, des prescriptions spécifiques dans le règlement du PLUi devront être élaborées pour le bâti ancien - article L151-18 du Code de l'urbanisme (réglementer l'isolation extérieure, les panneaux photovoltaïques sur les toitures en tuiles, les volets roulants, les matériaux de menuiseries ...).

- Prévoir dans le règlement du PLUi de distinguer les prescriptions relatives au bâti ancien et celles relatives aux constructions nouvelles, concernant l'aspect et les teintes, des enduits, des menuiseries et des couvertures.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# PÉRIMÈTRES DÉLIMITÉS DES ABORDS

## Procédure de création ou de modification via procédure document d'urbanisme

(articles L.621-31 et R.621-92 à R.621-95 du code du patrimoine et R.132-2 du code de l'urbanisme)

En cas de projet d'élaboration, révision ou modification d'un PLU, document en tenant lieu ou d'une carte communale : le préfet saisit l'ABF (art. R.621-93)

↓

**Proposition par l'ABF** d'un projet de PDA (art. L.621-31)

↓

**"Porter à connaissance"** par le préfet (art. R.132-2 C.urba.)

↓

**Arrêt du projet de document d'urbanisme**
**Avis de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme** sur le projet de PDA, après avoir consulté, **le cas échéant, les communes concernées** (art. R.621-93)

↓

**Avis favorable**
(délibération)

↓

**Enquête publique unique** sur les projets de document d'urbanisme et de PDA organisée par l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme incluant la **consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du MH** par le commissaire enquêteur (art. R.621-93)

**Avis défavorable**
(délibération)

↓

Abandon ou modification du projet

↓

**Enquête publique** organisée par le préfet incluant la **consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du MH** par le commissaire enquêteur (art. R.621-93)

↓

**Consultation pour accord de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme** par le préfet sur le projet de PDA.
En cas de modification du projet de PDA pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique ou en cas d'absence de consultation avant l'enquête publique : consultation des communes concernées par l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme.
En cas de modification du projet de PDA suite à l'enquête publique : consultation de l'ABF par le préfet. (art. R.621-93)

↓

**Accord de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme**
(délibération)

**Désaccord de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme**
(délibération)

↓

PDA ≤ 500 mètres

↓

**Avis de la CRPA**
(art. L.621-31)

PDA > 500 mètres

↓

**Avis de la CNPA**
(art. L.621-31)

↓

**Création du PDA**
(arrêté du préfet de région)
(art. R.621-94)

**Création du PDA**
(décret en Conseil d'État)
(art. L.621-31)

↓

**Mesures de publicité** (art. R.621-95) :

- notification de la décision par le préfet de région à l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme
- affichage 1 mois au siège de l'EPCI et dans les mairies des communes membres, ou en mairie
- mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département
- publication au RAA ou au JORF

↓

**Annexion** du PDA au document d'urbanisme par l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme (art. R.621-95)

DGP/SPSDMHEP - juin 2017

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

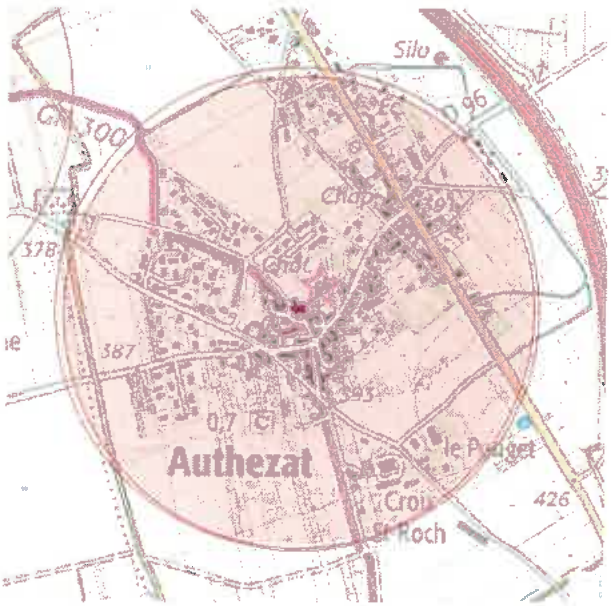
# PAC du PLUI
# des communautés de communes de Mond'Arverne communauté

## Liste des servitudes d'utilité publiques
(UDAP 63 – mars 2018)

| COMMUNE | SERVITUDES MH et SITE | PARTIE PROTEGEE (emprise au cadastre) | PROTECTION | DATE |
|---|---|---|---|---|
| **AUTHEZAT** | Eglise Notre-Dame | Portail sud à vantaux | Classement partiel | 04/07/1980 |
| | | Reste de l'édifice ( A.434) | Inscription partielle | 04/07/1980 |

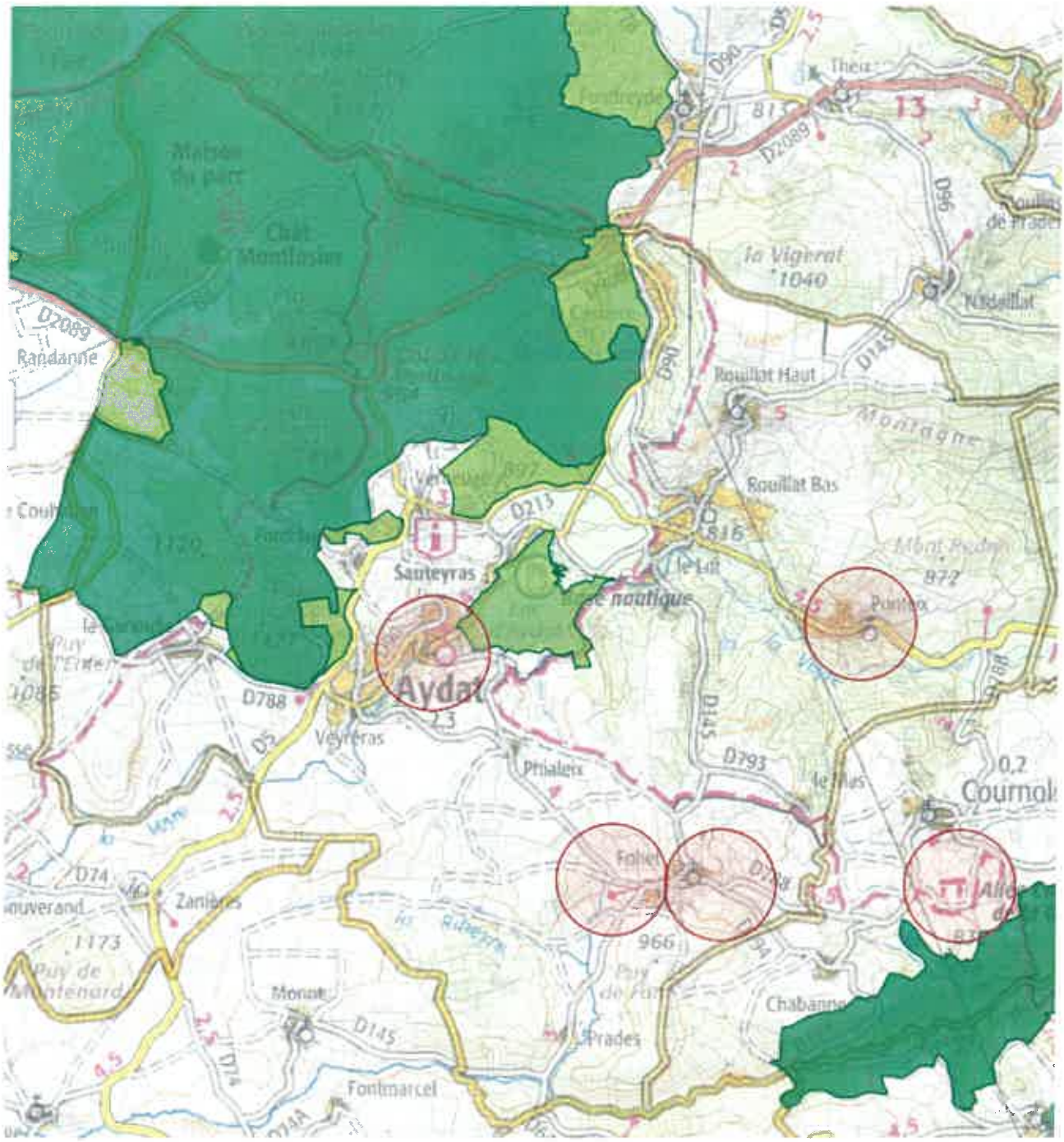
Par ailleurs, un périmètre de protection de Monument historique situé hors de la commune figure sur la commune d'Autezat :

- **Fortifications d'agglomération localisé sur la commune de La Sauvetat**



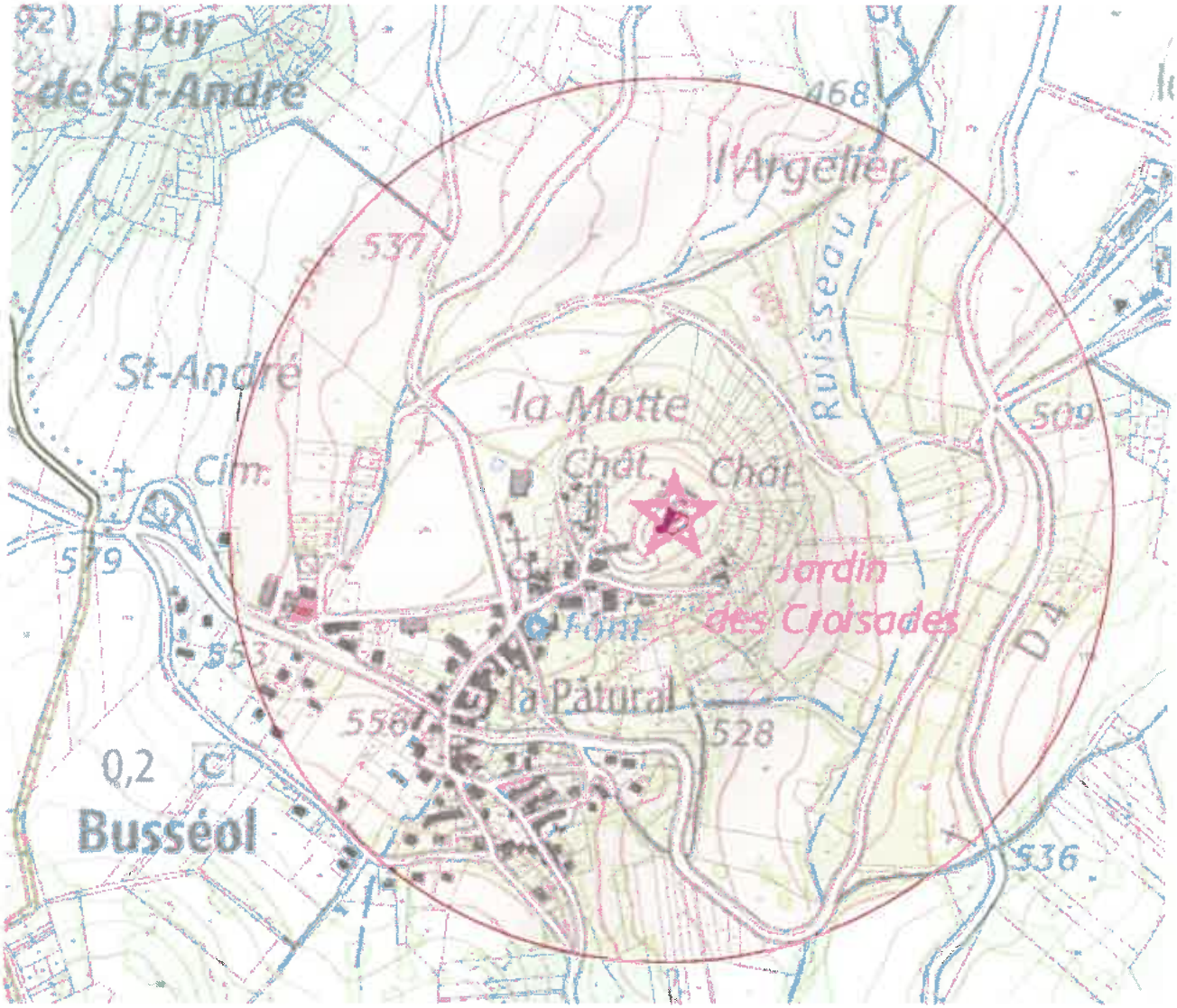

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **AYDAT** | Eglise Saint-Sidoine | (J. 171) | Classement total | 04/08/1970 |
| | Croix (Cimetière de Fohet) | | Classement total | 12/12/1910 |
| | Croix de la Ribeyre | | Classement total | 12/12/1910 |
| | Fontaine-calvaire (Ponteix) | | Inscription totale | 26/11/1990 |
| | Chaine des Puy | | Site classé | 26/09/2000 |
| | Chaine des puy | | Site inscrit | 11/08/1972 |
| | Lac d'Aydat et ses rives | | Site inscrit | 20/12/1945 |




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **BUSSEOL** | Château-fort | | Inscription totale | 17/07/1926 |




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **CHANONAT** | Château de la Batisse | Façades, toitures, grand salon rez de chaussée ( L.134) | Classement partiel | 16/06/1970 |
| | Jardins château de la Batisse | Terrasses, escaliers, serre, pavillons, fontaines, etc. ( ZE.103/104) | Classement partiel | 17/07/1997 |
| | Château de Varvasse et jardins | ( ZH. 665/66/667 ; ZM. 19/22/23/200/201/220/ 221/222) | Inscription totale | 24/11/1995 |
| | Ancienne commanderie de Malte | Façades, toitures ( L.522) | Inscription totale | 19/10/1965 |
| | Prieuré des Templiers | | Classement total | 07/08/1926 |
| | Croix de chemin Route de la Roche-Blanche | | Inscription totale | 17/07/1926 |
| | Eglise | (ZH. 489) | Inscription totale | 27/10/1986 |
| | Parc du château de la Batisse | | Site classé | 08/06/1950 |
| | Château de la Batisse | façades et toitures | Site inscrit | 08/06/1950 |
| | Village et ses abords | | Site inscrit | 30/08/1977 |

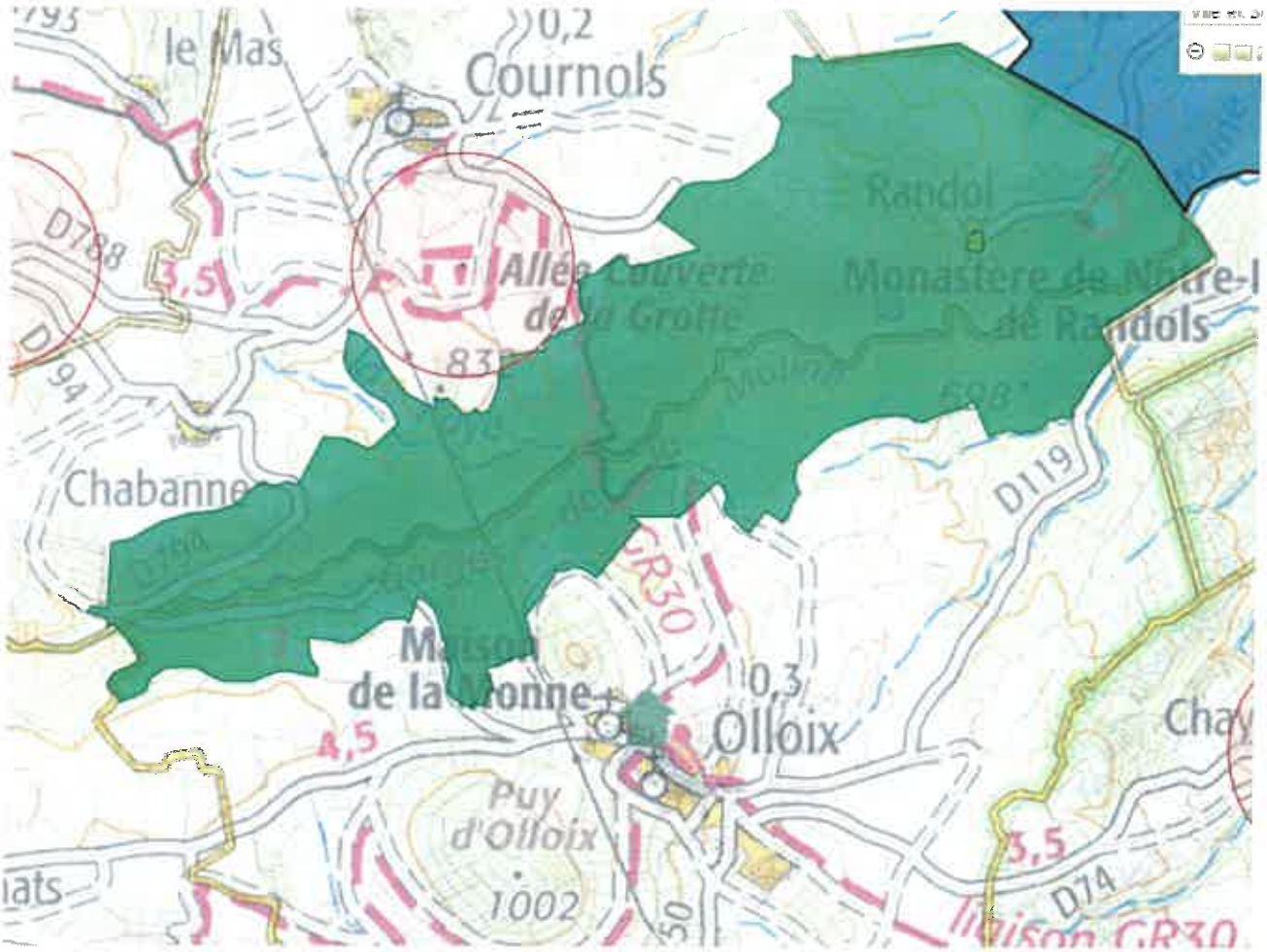
Par ailleurs, un périmètre de protection de Monument historique situé hors de la commune figure sur la commune de Chanonat :

- **Plateau de Gergovie localisé sur la commune de La Roche Blanche**
- **Petit Camp de César localisé sur la commune de La Roche Blanche**

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | |
|---|---|
| **CORENT** | Pas de monument historique et site protégés |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **COURNOLS** | Allée couverte de la Grotte - Lieudit « Sarou » | Dolmen (E.451) | Classement total | Liste de 1889 |
| | Hameau de Randol | | Site inscrit | 30/11/1979 |
| | Gorges de la Monne | | Site classé | 08/08/1979 |




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **LE CREST**<br>3 PPM approuvés le 28/01/2015 pour :<br>-Maison des Moines<br>-Eglise Notre-Dame de l'Assomption<br>-Remparts de l'ancien château | Tour de l'horloge | | Inscription totale | 08/02/1926 |
| | Maison des moines | Y compris décors intérieurs ( voutes d'ogive, cheminées, peintures murales – AI. 189, 1017 à 1021) | Inscription totale | 13/10/2004 |
| | Eglise Notre-Dame de l'Assomption | | Classement total | 07/02/1907 |
| | Remparts de l'ancien château | | Inscription totale | 12/11/1926 |
| | Borne armoriée datée de 1603 (Lieudit La Jonchère) | ( ZB.150) | Inscription totale | 03/02/1964 |

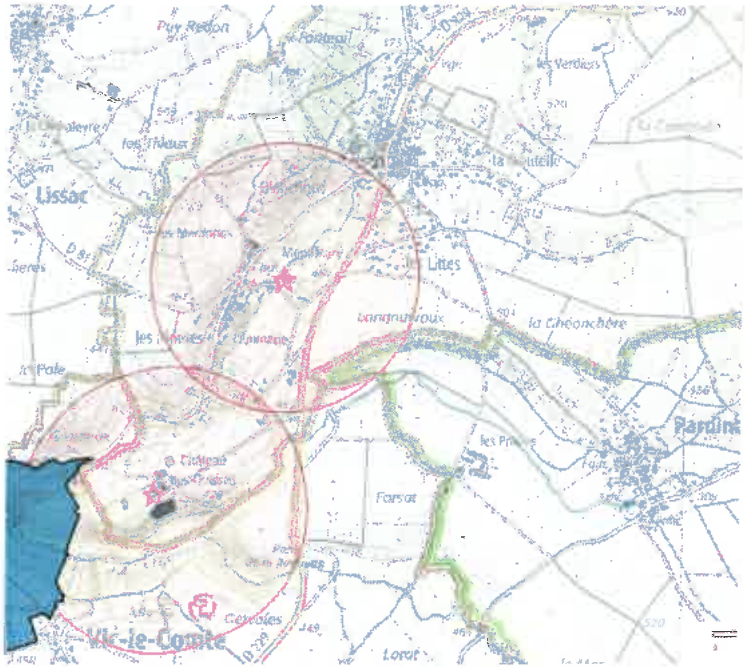
Mise à jour de l'Atlas des Patrimoines en cours concernant les remparts de l'ancien château.

Par ailleurs, trois périmètres de protection de Monuments historiques situés hors de la commune figure sur la commune de Le Crest :

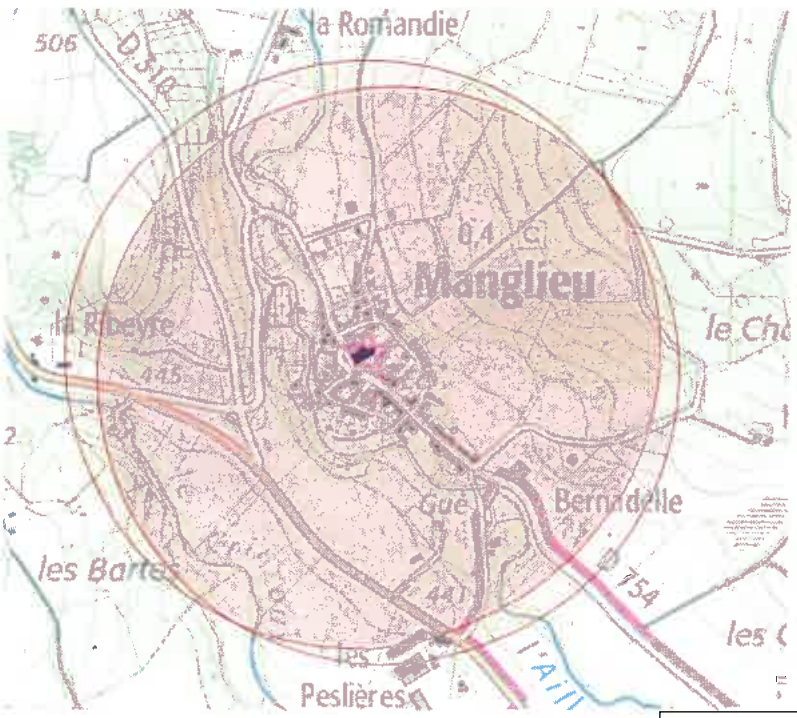
- **Croix de chemin localisée sur la commune de Chanonat**
- **château de Varvasse localisé sur la commune de Chanonat**
- **Croix du 16e s en pierre localisée sur la commune d'Orcet**
- **Petit camp de César localisé sur la commune de La Roche Blanche**

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **LAPS** | Château de Montfleury<br>Château des Quaires | (D.666)<br>Terrasses du parc ( partie supérieure et partie intérieure) | Inscription totale<br>Classement total | 06/12/1977<br>23/04/1932 |




| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **MANGLIEU** | Abbaye Saint-Sébastien | Eglise | Classement partiel | Liste de 1840 |
| | | Cloître ( C.444) | Inscription partielle | 30/07/1963 |
| | Ancienne église Notre-Dame | (C.152) | Inscription totale | 30/11/1965 |

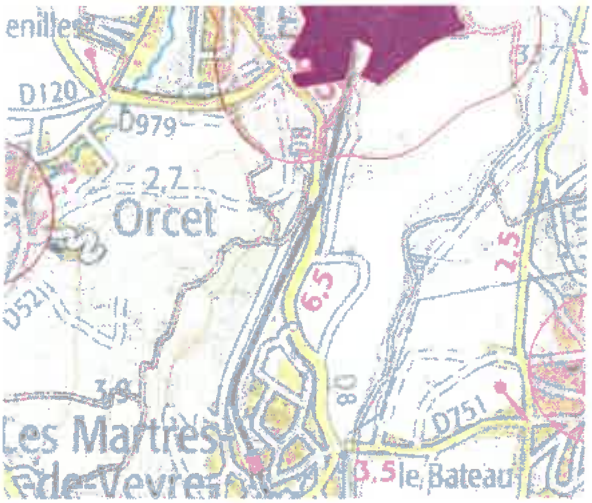



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

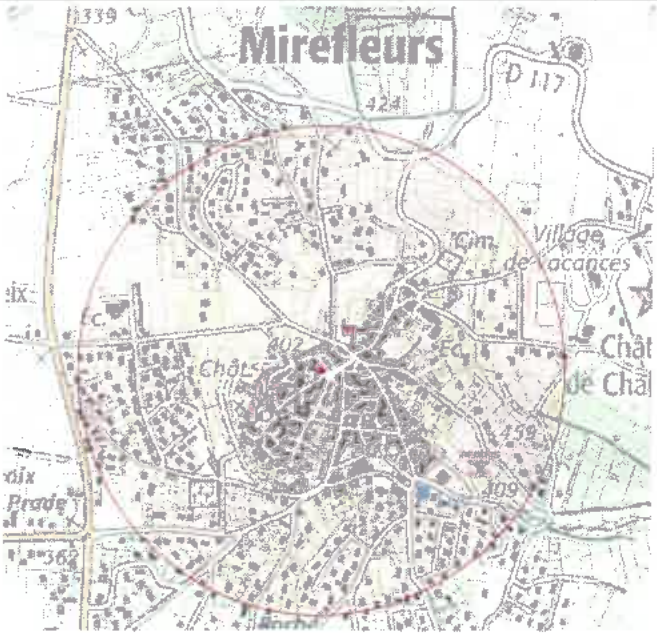
| | |
|---|---|
| **LES MARTRES DE VEYRE** | Pas de monument historique et site protégés |

Par ailleurs, un périmètre de protection de Monument historique situé hors de la commune figure sur la commune des Martres de Veyre :

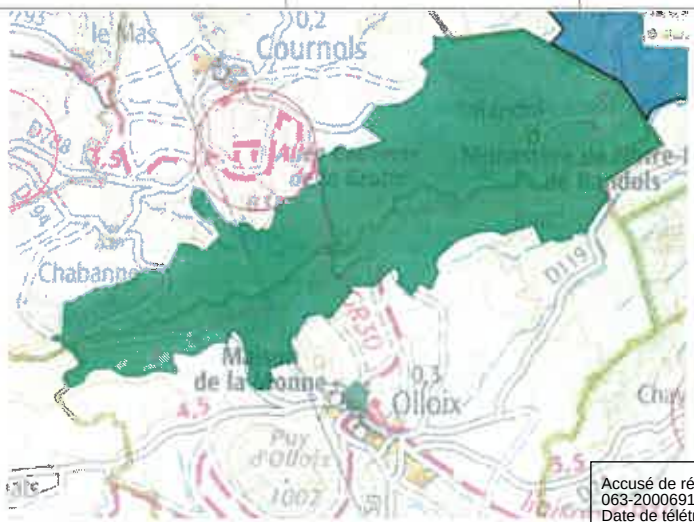
**- Oppidum de Gondole (ISMH) localisé sur la commune de Le Cendre**




| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **MIREFLEURS** | Maison Domat | 2 rue de la grande Chareyre ( I.128) | Inscription totale | 07/11/2000 |




| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **OLLOIX** | Gorges de la Monne | | Site classé | 08/08/1979 |



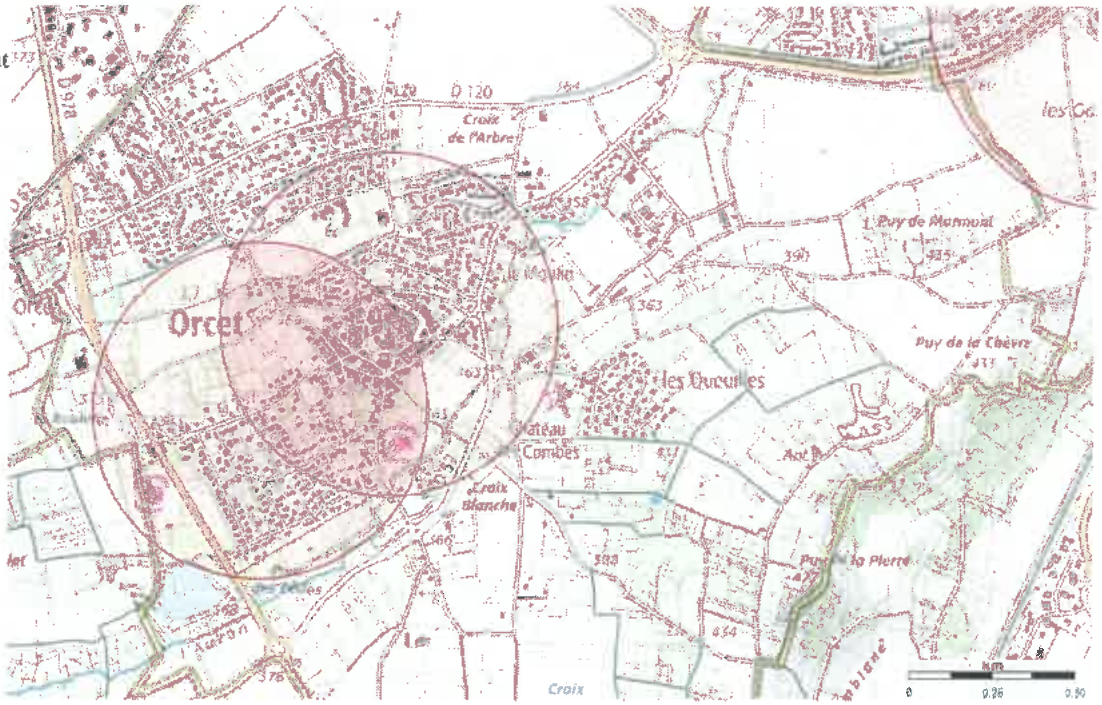

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **ORCET** | Eglise<br><br>Croix du XVIe<br>Route de Clermont | Façade occidentale<br>( D.275) | Inscription partielle<br><br>Classement total | 24/05/1996<br><br>16/06/1907 |

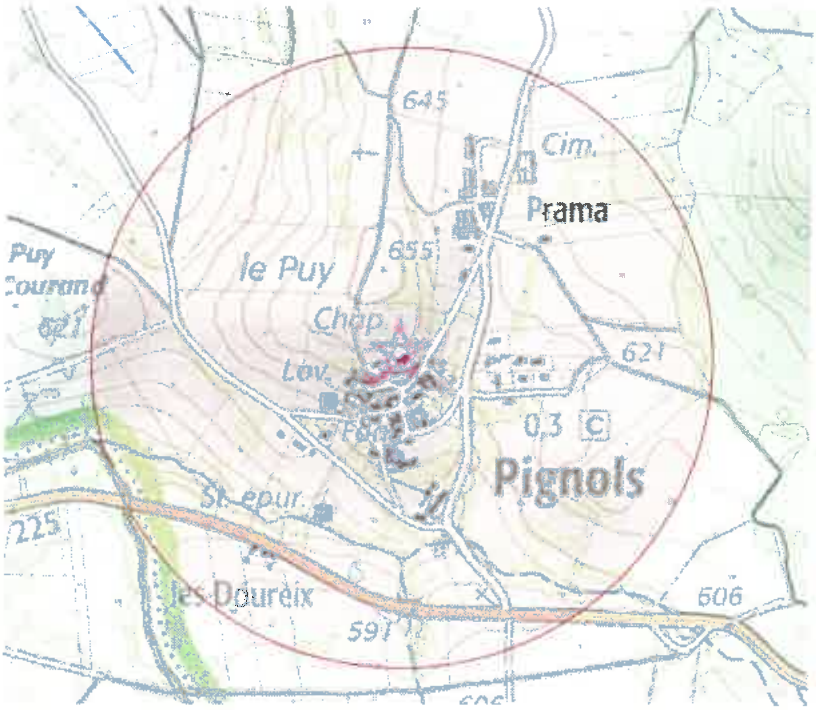
Pour mémoire le Grand Camp de César n'a pas été notifié. Cette servitude n'est pas opposable et ne figure donc pas sur l'Atlas des Patrimoines

Par ailleurs, un périmètre de protection de Monument historique situé hors de la commune figure sur la commune d'Orcet :

**- Oppidum de Gondole (ISMH) localisé sur la commune de Le Cendre**




| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **PIGNOLS** | Eglise Sainte-Magdeleine | (B.1114) | Inscription totale | 28/10/1993 |



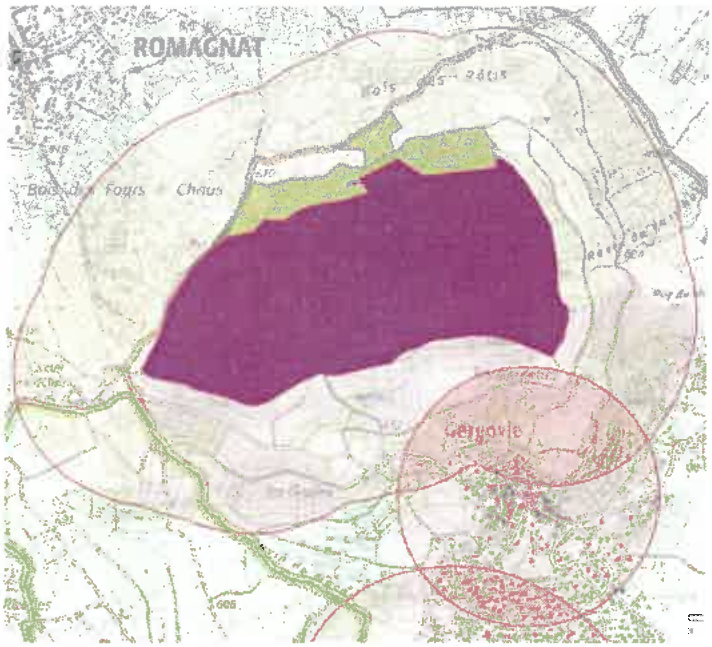

Par ailleurs, un périmètre de protection de Monument historique situé hors de la commune figure sur la commune de Pignols :

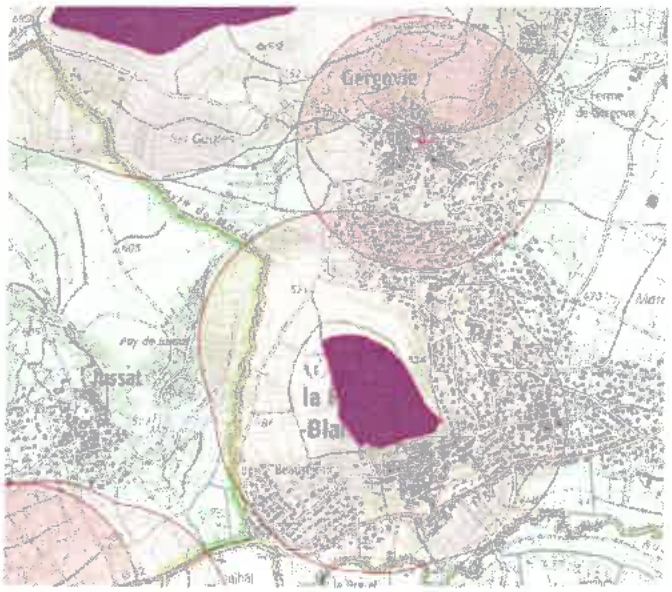
**- Château de Montfleury localisé sur la commune de Laps**

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **LA ROCHE BLANCHE** | Eglise de Gergovie | | Inscription totale | 24/05/1996 |
| | Oppidum de Gergovie | ( ZA.44,45,107 à 112) | Inscription totale | 15/01/2013 |
| | Petit Camp de César de la bataille de Gergovie | Totalité de l'emprise au sol ( parcelles ZL.13,14,15,16,17,18,20,21,22,23,24,182 et AC. 3 ) | Inscription totale ( l'arrêté de protection a été notifié le 17/05/2017. Cette servitude n'est donc opposable que depuis cette date) | 27/01/2015 |
| | Plateau de Gergovie | | Site inscrit | 20/12/1945 |

Pour mémoire le Grand Camp de César n'a pas été notifié. Cette servitude n'est donc pas opposable et ne figure pas sur l'Atlas des Patrimoines



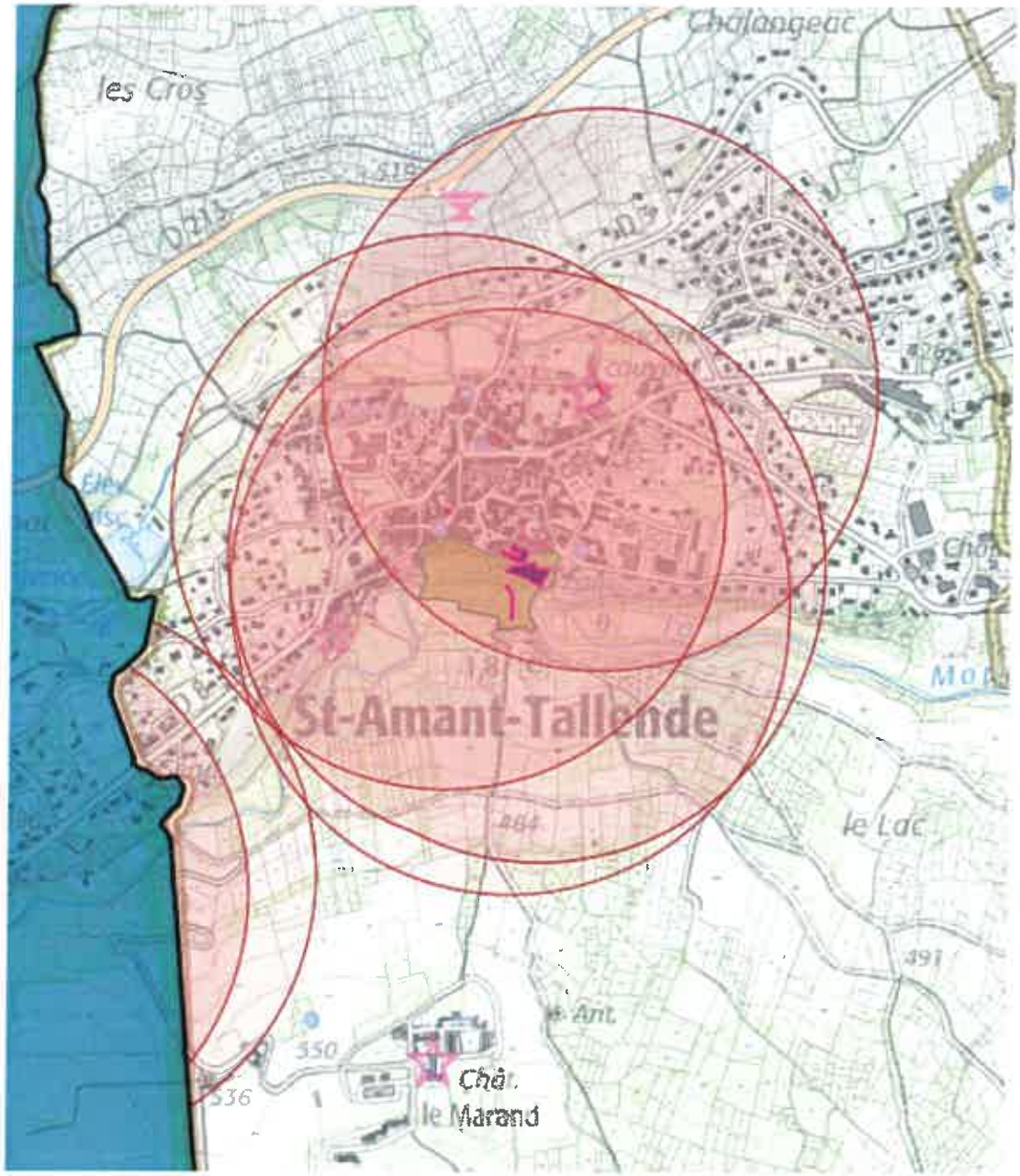

| | |
|---|---|
| **LA ROCHE NOIRE** | Pas de monument historique et de site protégés |

Par ailleurs, un périmètre de protection de Monument historique situé hors de la commune figure sur la commune de La Roche-Noire :

**- Oppidum de Gondole (ISMH) localisé sur la commune de Le Cendre**

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **SAINT AMANT TALLENDE** | Château de Murol ou de la Tour Fondue | Château en totalité et son jardin (AB.476/479) | Inscription totale | 21/06/1999 |
| | Couvent des Récollets | Façade avec galerie de cloître ( B.1034) | Inscription partielle | 20/08/1974 |
| | Maison du 15e s ( rue des Boucheries) | Façade et toiture sur rue ( B.356) | Inscription partielle | 18/08/1988 |
| | Pont sur la Monne | ( C.66/67) | Inscription totale | 21/06/1999 |
| | Vallée de la Monne, vieux Pont, château de la Tour Fondue et quartier environnant | | Site inscrit | 09/08/1944 |

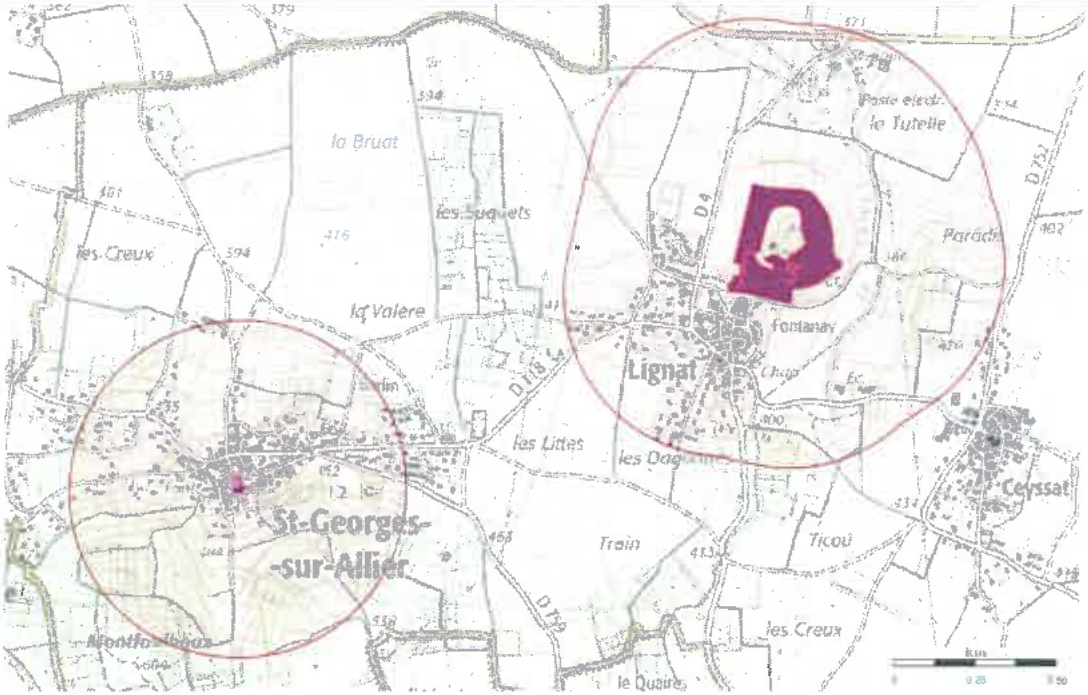



Par ailleurs, deux périmètres de protection de Monument historique situés hors de la commune figure sur la commune de Saint-Amant-Tallende :

**- pigeonnier (ISMH) localisé sur la commune de Saint-Saturnin**
**- Ancien logis rue Noble(ISMH) localisé sur la commune de Saint-Saturnin**

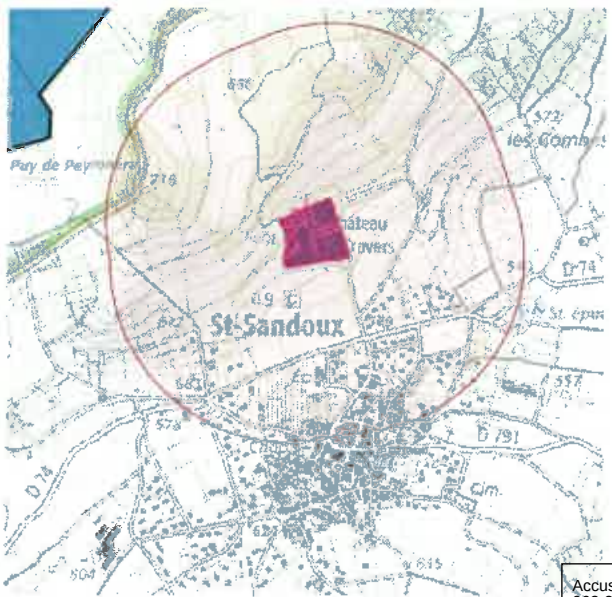
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **SAINT GEORGES SUR ALLIER** | Eglise Saint-Georges | portail | Classement partiel | 12/07/1886 |
| | | Reste de l'édifice | Inscription partielle | 12/07/1926 |
| | Château de Fontanay (Lieudit Lignat) | château y compris décors intérieurs,parc avec escalier monumental du jardin en terrasse | Inscription totale | 25/10/2007 |




| | |
|---|---|
| **SAINT MAURICE ES ALLIER** | Pas de monument historique et site protégés |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **SAINT SANDOUX** | Château de Travers et ses jardins | en totalité avec décors intérieurs, communs et jardins | Inscription totale | 29/12/2004 |

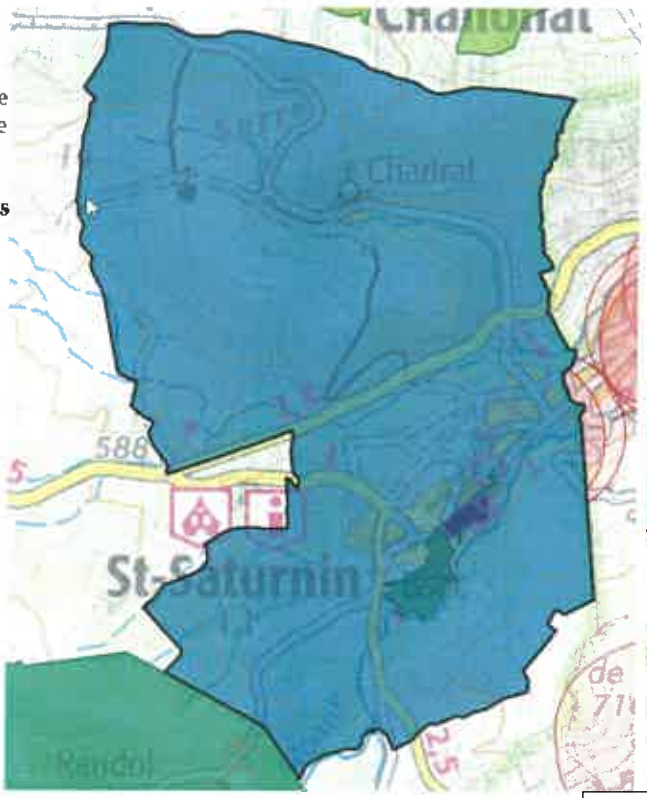



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **SAINT SATURNIN** SPR – AVAP créé le 13/07/2017 | Chapelle Sainte-Magdeleine | Y compris la porte du cimetière | Classement total | 09/08/1929 |
| | Eglise Saint-Saturnin | | Classement total | Liste de 1862 |
| | Château-fort | Reste de l'édifice | Classement partiel | Liste de 1889 |
| | | Douves, enceinte et jardins avec terrasses ( ZS.82/128) | Inscription partielle | 05/03/1992 |
| | Maison | Rue des Boucheries : façade à tourelle (ZR.192) | Inscription partielle | 18/08/1988 |
| | Croix de chemin du 16e s en pierre | | Classement total | 28/12/1910 |
| | Fontaine | | Classement total | Liste de 1889 |
| | Ancien logis | Rue des Nobles : façades et toitures et tour d'escalier ( D.1554p) | Inscription partielle | 24/07/1972 |
| | Porte des boucheries | Porte avec passage voûté et façade sur rue faisant suite ( ZR. 188/190) | Inscription partielle | 30/12/1899 |
| | Suite de six colombiers | Lieudits Issac, Las Rasas, Lassalas, Qutre-chemins, Lachat, Breuil | Inscription totale | 17/01/1978 |
| | village | | Site classé | 15/01/1938 |

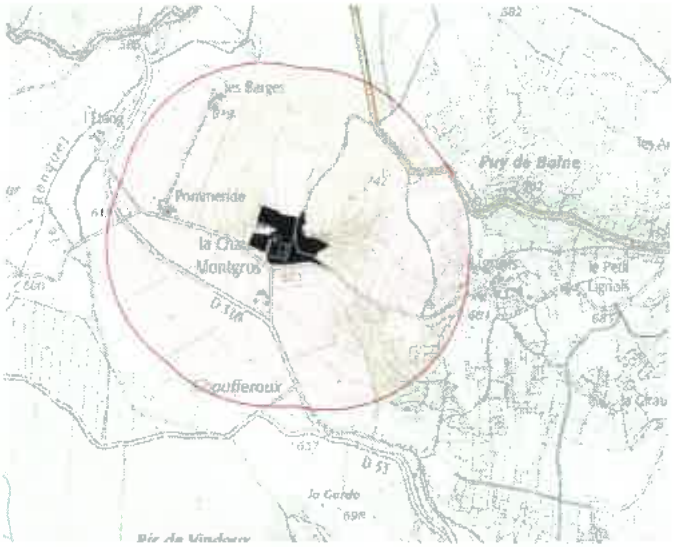
Par ailleurs, un périmètre de protection de Monument historique situé hors de la commune figure sur la commune Saint-Saturnin

**Château de Travers et ses jardins (ISMH) localisé sur la commune de Saint-Sandoux**

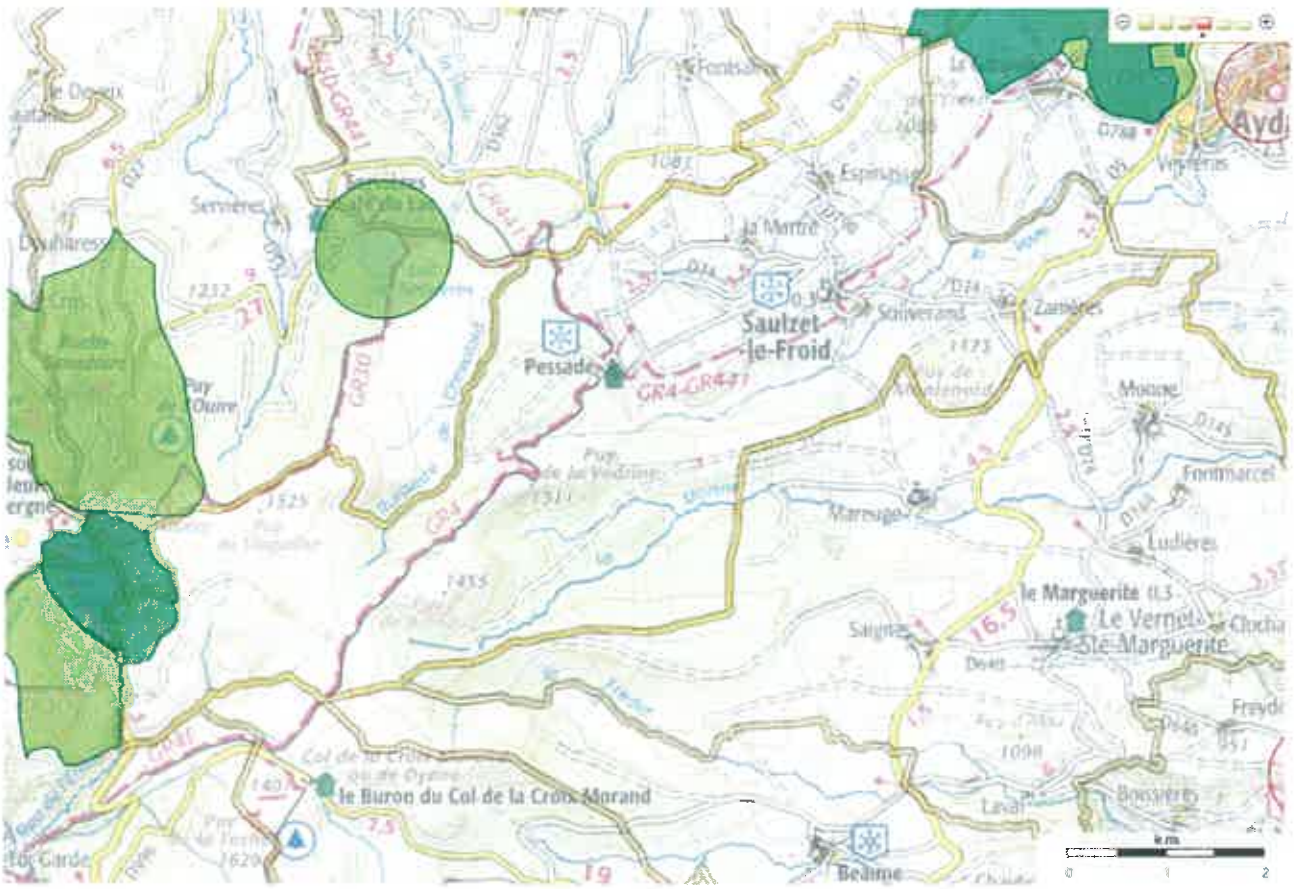


Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **SALLEDES** | Château de la Chaux Montgros | Y compris terrasses, portail, jardins et dépendances | Classement total | 25/05/2000 |



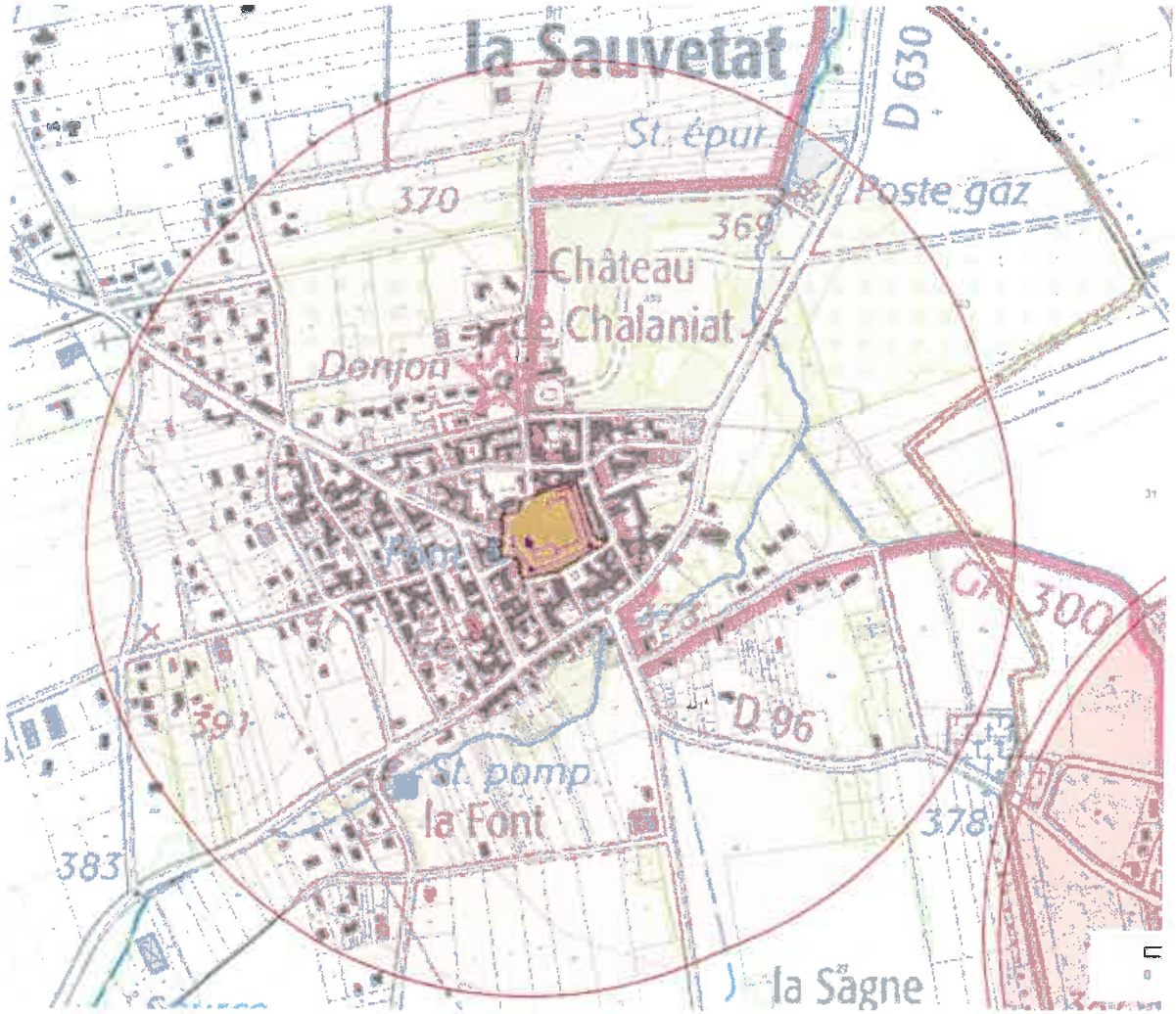

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **SAULZET LE FROID** | Pas de monument historique | | | |
| | Lac du Guery et ses abords | | Site classé | 22/07/1973 |
| | | | Site inscrit | 15/03/1946 |




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **LA SAUVETAT** | Donjon | Quartier des forts | Classement total | 15/04/1958 |
| | Anciennes fortifications ( mise à jour en cours de l'Atlas des Patrimoines) | Enceinte | Inscription totale | 13/07/1926 |
| | Quartier des forts délimité par le tracé des anciennes fortifications | | Site inscrit | 18/05/1955 |

AVAP en cours d'étude – Mise à jour de l'Atlas des Patrimoines en cours




Par ailleurs, un périmètre de protection de Monument historique situé hors de la commune figure sur la commune de La Sauvetat

**Eglise Notre-Dame localisée sur la commune de Authezat**

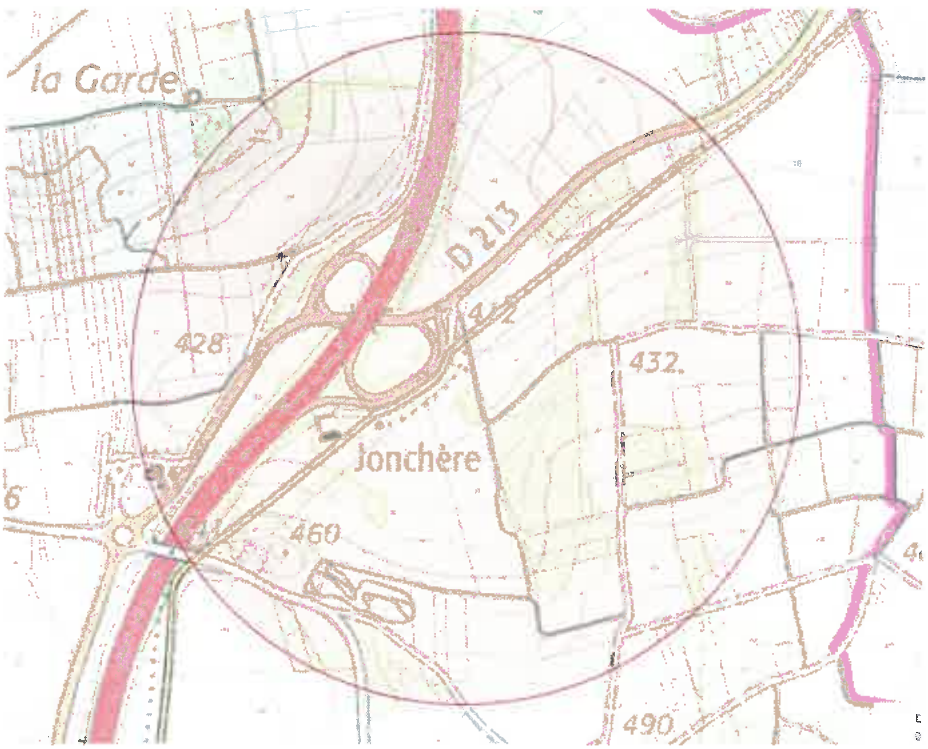
| | |
|---|---|
| **TALLENDE** | Pas de monument historique et site protégés |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **VEYRE MONTON** | Pas de monument historique | | | |
| | Ensemble formé par les grottes | | Site inscrit | 03/04/1987 |

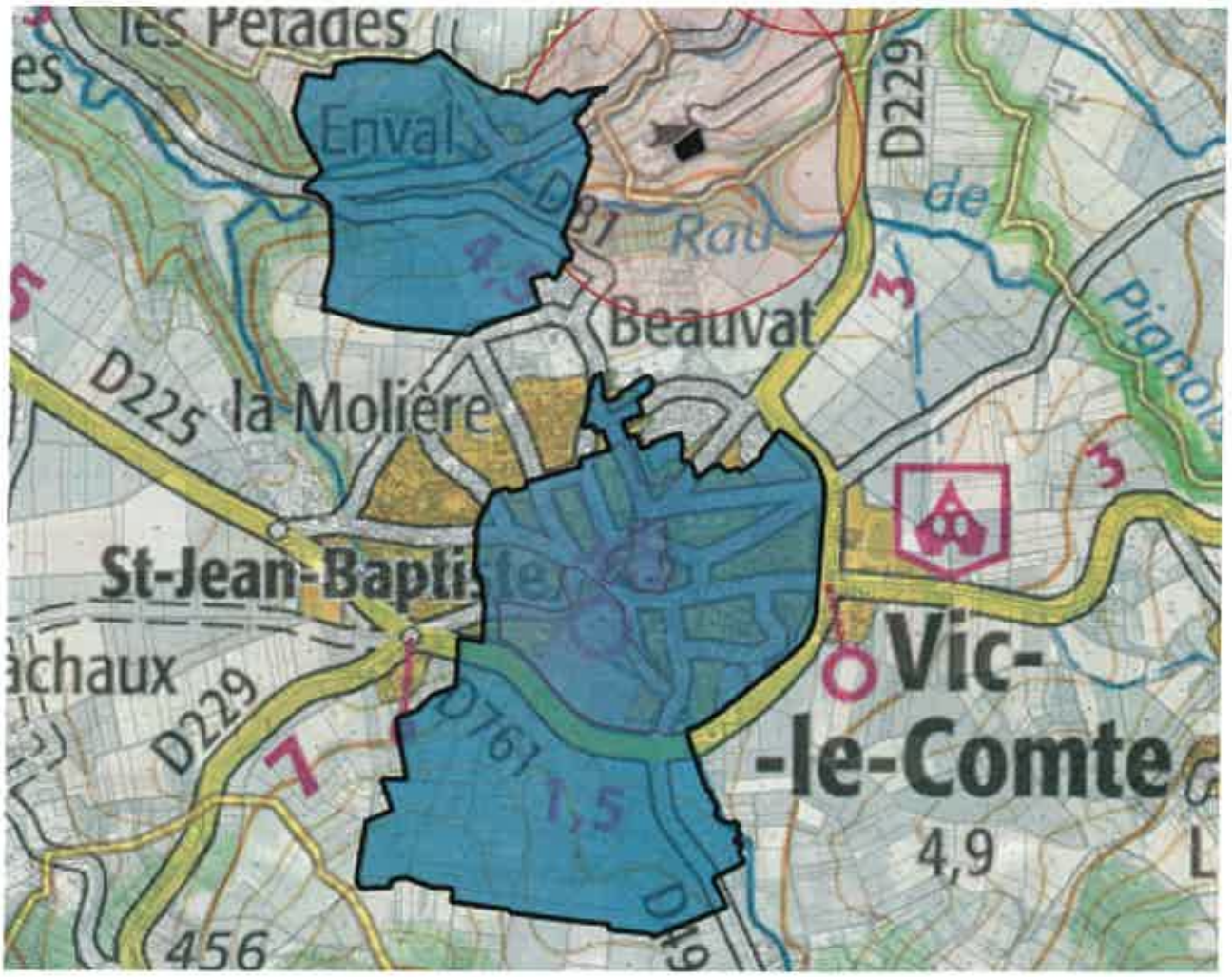
Par ailleurs, un périmètre de protection de Monument historique situé hors de la commune figure sur la commune Veyre-Monton

**Borne de la Jonchère localisée sur la commune de Le Crest**




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

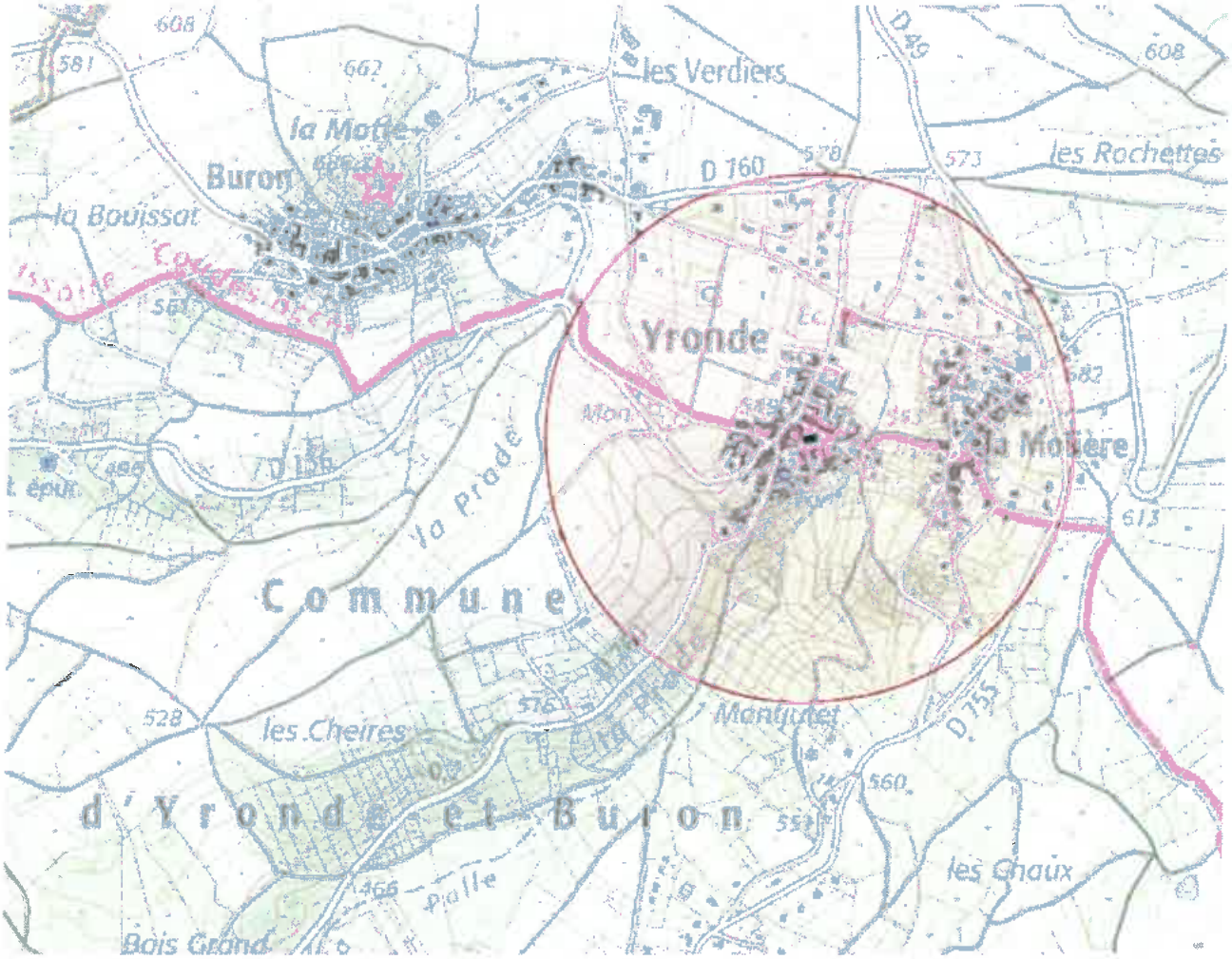
| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **VIC LE COMTE** ZPPAUP transformée en AVAP le 22/05/2014 | Eglise Saint-Jean-Baptiste | Murs nord et sud du choeur décorés de peintures murales (C.406) | Classement partiel | 29/10/1962 |
| 5 PPM approuvés le 22/05/2014 | Eglise Saint-Pierre | (AK. 654) | Inscription totale | 20/03/2006 |
| Pour -Eglise Saint-Jean-Baptiste, | Ancienne Sainte-Chapelle | | Classement total | Liste de 1840 |
| -Sainte-Chapelle, -Fontaine du 16e s | Fontaine du 16e s, place du vieux marché | | Inscription totale | 26/04/1956 |
| - Palais des Comtes d'Auvergne | Palais des Comtes d'Auvergne | Porte ( G.905) | Inscription partielle | 12/07/1963 |
| - Maison à pans de bois | Maison à pans de bois, rue du Palais | Façade et toiture sur rue ( G.757) | Inscription partielle | 12/07/1963 |




Par ailleurs, deux périmètres de protection de Monument historique situés hors de la commune figure sur la commune Vic-le Comte
**Château des Quaires sur la commune de Laps**
**Château de Montfleury sur la commune de Laps**

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **YRONDE ET BURON** | Eglise d'Yronde | | Classement total | 02/05/1961 |




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Patrimoine archéologique du territoire de Mond'Arverne Communauté

**Principes**

Protection de l'environnement et du patrimoine culturel (article L.101-2 du code de l'urbanisme).
Détection, conservation et sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement (article L. 521-1 et suivants du code du patrimoine).

**Socle juridique**

La protection et l'étude du patrimoine archéologique, ainsi que l'organisation de la recherche archéologique relèvent du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie et notamment de ses titres II et III (archéologie préventive, fouilles archéologiques programmées et découvertes fortuites).
La recherche archéologique est placée sous le contrôle de l'État. Cette recherche est qualifiée de préventive dès lors que la mise en œuvre d'opérations archéologiques est rendue nécessaire par la réalisation d'aménagements ou de travaux portant atteinte au sous-sol ou susceptibles de générer une telle atteinte.
L'article L. 521-1 du code du patrimoine précise que l'archéologie préventive relève de missions de service public. À ce titre, l'article L. 522-1 de ce même code énonce notamment que « *L'État veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social* ».
D'autre part, s'applique la réglementation relative aux découvertes fortuites susceptibles de présenter un caractère archéologique (article L. 531-14 du code du patrimoine), à savoir déclarer la découverte en mairie et au service régional de l'archéologie.

- Les zones de présomption de prescription

Pour satisfaire le double objectif de sauvegarde et d'étude du patrimoine archéologique dans le cadre des travaux d'aménagements et de constructions, l'article L. 522-5 énonce, dans son deuxième alinéa, que « *dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'État peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation* ».
Ces zones de présomption de prescription archéologique (« Zonages »), délimitées par arrêté du préfet de région, ont vocation à figurer dans les annexes du PLU et à être mentionnées dans le rapport de présentation et à être représentées sur les documents graphiques, dans le cadre de l'article R. 151-34 2° du code de l'urbanisme.

- Les informations archéologiques géo-référencées par la carte archéologique nationale

La carte archéologique nationale (base Patriarche) rassemble toutes les données disponibles sur la présence de sites ou de vestiges archéologiques sur le territoire national.
En fonction de ces données, les PLU peuvent classer certaines zones archéologiques en zones N (article R. 151-24 du code de l'urbanisme), et le document graphique peut délimiter ces secteurs (article R. 151-34 2° de ce même code), permettant ainsi de protéger un sous-sol non exploré ou sauvegarder des vestiges déjà mis au jour.
En outre, les articles R. 151- 30 et 33 du code de l'urbanisme permettent de limiter, voire d'interdire, toute occupation du sol qui serait incompatible avec la conservation du patrimoine archéologique repéré par la

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

carte archéologique nationale.

- Consultation directe du préfet de région par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme

En dehors des zones de présomption de prescription archéologique (voir le point ci-avant), l'autorité compétente pour autoriser les aménagements, ouvrages, constructions soumis à permis ou pour recevoir les déclarations préalables peut décider, de sa propre initiative, de saisir le préfet de région (DRAC – service régional de l'archéologie), au vu des informations issues de la carte archéologique (voir le point ci-dessus) dont elles ont connaissance, ou qui lui ont été communiquées lors du porter-à-connaissance à l'occasion de l'élaboration ou la révision du document d'urbanisme.

## Application au territoire

Sur le territoire des 28 communes concernées, la base de données Patriarche répertorie plus de 800 Entités Archéologiques (« sites archéologiques ») dont on trouvera la liste simplifiée annexée. Il s'agit donc d'une zone très sensible d'un point de vue archéologique, tant du point de vue de la densité des vestiges actuellement reconnus que par la nature exceptionnelle de certain d'entre eux.

A ce titre, ce secteur fait l'objet d'un projet de protection au titre des sites (étude DREAL en cours).L

A noter que ces informations ne représentent que l'état actuel de l'état actuel des connaissances, d'autres sites enfouis, donc invisibles, demeurent vraisemblablement inconnus.

Six communes méritent une mention particulière :

**1) Commune de La Roche Blanche :**

Outre le célèbre Oppidum de Gergovie, site emblématique de la fin de la période gauloise, du début de l'époque gallo-romaine et théâtre de la défaite des armées Césariennes face à l'armée de Vercingétorix de la guerre des Gaules la commune abrite également une partie des fortifications césariennes dites du « Petit Camp de César », du « Grand camp de César » (dans sa partie occidentale) et des fortifications dites « intermédiaires ». Il s'agit là d'un site majeur du territoire métropolitain qu'il convient de conserver en l'état et de valoriser.

Au delà de ces trois sites exceptionnels, la commune contient plus d'une centaine de sites archéologiques allant de l'Âge du Bronze ancien à l'époque moderne (voir cartographie annexée)

**2) Commune d'Orcet :**

Limitrophe de la commune de la Roche Blanche, la commune d'Orcet referme près de 80 sites archéologiques allant de l'Âge du Bronze ancien à l'époque moderne (voir cartographie annexée)

La majeure partie du « Grand Camp de César », pré-cité, occupe la partie Nord-ouest de la commune. Dans un secteur où la tentation de l'urbanisation est une menace à l'encontre de ce site exceptionnel qui doit à tout prix être conservé et valorisé.

**3) Commune de Veyre-Monton et Corent :**

C'est bien entendu le célèbre Oppidum du « Puy-de-Corent », réparti sur ces deux communes qu'il convient de protéger et qui est en cours de valorisation par le Conseil départemental du Puy-de-Dôme. Appréhendé par des fouilles programmées depuis plus de deux décennies, ce site occupé dès le Néolithique, devient un riche habitat à l'Âge du Bronze. Mais c'est incontestablement à la fin de la période gauloise que ce site fortifié devient un site majeur de l'archéologie française : habitat de type urbain, très vaste et densément groupé, sanctuaire et lieux de banquets rituels, atelier de potier etc. Ce site n'est pas abandonné au début de

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

l'époque gallo-romaine, avec la construction d'un sanctuaire à l'emplacement du sanctuaire gaulois, ainsi qu'un amphithéâtre.

**4) Commune des Martres-de-Veyre**

Avec 62 Entités Archéologiques groupées dans la partie Centre-Est et Sud de la commune, c'est surtout la dense occupation gallo-romaine qui mérite toute notre attention, même si plusieurs gisements du Paléolithique supérieur au Pont de Longues (industrie lithique et restes fauniques) et un riche habitat néolithique à la Barrière du Lot doivent être mentionnés (cf. cartographie annexée)

Pour l'occupation gallo-romaine, nous sommes visiblement en présence d'une importante agglomération : voierie, habitat, ateliers de potiers et la célèbre nécropole des Chaumes d'Alios ayant livré des sépultures, dont les matières organiques sont préservées : cercueils, vêtements, offrandes alimentaires, vaisselle en bois (en partie présentés au Musée Bargoin).

**5) Commune de Saulzet-le-Froid**

Dans cette commune très rurale dans les premiers contreforts du Massif du Sançy, une prospection menée récemment a mis en exergue deux concentrations de structures appelées « proto-burons » (habitats pastoraux saisonniers en pierre sèche) de la fin du Moyen-Âge ou du début de l'époque moderne encore conservés en élévation dans les zones de pâture ou en milieu forestier. Plus de 200 structures ont pu être observées et décrites. Il s'agit pour l'instant de la commune d'Auvergne ayant conservé la trace d'autant de ces structures. Les moindres changements dans l'occupation du sol pourraient êtres catastrophiques pour ces sites d'altitude encore mal connus

Le territoire du PLUI du Mond'Arverne présentent deux communes concernées par un arrêté préfectoral de zones de présomption de prescriptions archéologiques (Zonages) sur les projets d'aménagement ou de construction. Il s'agit de la commune de la Roche-Blanche et celle limitrophe d'Orcet. Les cartographies de ces zonages et les arrêtés préfectoraux les instituant sont joints afin d'être annexés au PLUI pour faciliter l'information des citoyens.

Pièces jointes à la présente note :

- Listing simplifié des entités archéologiques des 28 communes du PLUI
- Cartographie des sites des communes de La Roche-Blanche, Orcet et Les Martres-de-Veyre
- Carte et arrêtés préfectoraux de « Zonages » des communes de La Roche Blanche et Orcet

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

# Listing des entités archéologiques recensées dans la base de données Patriarche pour le PLUI de :

## Mond'Arverne Communauté

Etat des connaissances au 04/06/2018

**Commune : AUTHEZAT (63021 )** **soit : 24 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 021 0001 | / EGLISE / cimetière / église / Bas moyen-âge - Epoque contemporaine |
| 63 021 0002 | / CHATEAU DE CHADIEU / château non fortifié / Epoque moderne |
| 63 021 0003 | CLASSE A (d'après P. Vallat) / LE GACHE / villa / Gallo-romain |
| 63 021 0004 | / LAVAL / Néolithique / céramique ; industrie lithique ; pointe de flèche ; parure |
| 63 021 0005 | / CHAMP DU BOIS / habitat ? / Gallo-romain |
| 63 021 0006 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / LAVAL / habitat / ferme / Haut-empire |
| 63 021 0007 | / LAVAL / Age du bronze final / céramique |
| 63 021 0008 | / LAVAL / Second Age du fer / monnaie, amphore |
| 63 021 0009 | Les Palles Sud / Les Palles / occupation / Néolithique moyen |
| 63 021 0010 | CLASSE A / Chadieu / villa ? / thermes ? / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 021 0011 | La Narse / La Narse / Gallo-romain / bâtiment |
| 63 021 0012 | / Le Grand Tertre / Epoque indéterminée / fossé, fosse |
| 63 021 0013 | / Nord Cimetière / voie / Epoque indéterminée |
| 63 021 0014 | / Est Village / voie / Epoque indéterminée |
| 63 021 0015 | / Entre les Bourgs d'Authezat et de La Sauvetat / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 021 0016 | / Ouest le Poux / Epoque indéterminée / fossé, fosse |
| 63 021 0017 | / Jarouneix / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 021 0018 | / Le Grand Tertre / Epoque indéterminée / bâtiment |
| 63 021 0019 | / / voie ? / Epoque indéterminée |
| 63 021 0020 | / Sud Arzon / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 021 0021 | / Est Arson / habitat ? / Epoque indéterminée |
| 63 021 0022 | / Chemin sous le Château / sépulture animale / drain / Epoque indéterminée |
| 63 021 0023 | / Chemin sous le Château / habitat / coffre funéraire / Age du bronze ancien - Age du bronze final |
| 63 021 0024 | / Chemin Sous le Château / Gallo-romain / incinération, fossé, zone de rejet |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : AYDAT (63026 )** **soit : 19 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 026 0001 | PLACE DE L'EGLISE / / Moyen-âge ? / construction |
| 63 026 0002 | / TERTRE DE FONTABRE / tumulus ? / Age du bronze - Age du fer ? |
| 63 026 0003 | MENHIR DE FOHET / / menhir ? / Néolithique ? |
| 63 026 0004 | / TERTRE DE FONTARBRE / tumulus ? / nécropole ? / Age du bronze - Age du fer ? |
| 63 026 0005 | TERROIR DE LA BROUILLAIRA / ROUILLAS-BAS / Epoque indéterminée / céramique |
| 63 026 0006 | / ROUILLAT-HAUT / Gallo-romain / tuile ; céramique ; sigillée |
| 63 026 0008 | / AYDAT / aqueduc / villa ? / Gallo-romain ? |
| 63 026 0009 | / LES TERTRES DE COMBLAT / tumulus ? / nécropole ? / Age du bronze - Age du fer ? |
| 63 026 0010 | / LES CABANES / Epoque indéterminée / céramique ; monnaie ; outil métallique |
| 63 026 0012 | / SAINT-JULIEN / église / prieuré / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? |
| 63 026 0014 | / ROUILLAT-BAS / église / chapelle / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 026 0015 | / FOHET / église / chapelle / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 026 0016 | / PONTEIX / église / Epoque moderne - Epoque contemporaine |
| 63 026 0017 | / BORD DU LAC / habitat / Haut-empire |
| 63 026 0018 | ANCIENNE EGLISE SAINT-JACQUES / MONT REDON / église / cimetière / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine ? |
| 63 026 0019 | / MONT REDON / village / Moyen-âge classique - Bas moyen-âge ? |
| 63 026 0020 | ANCIEN CHÂTEAU DE MONTREDON / MONT REDON / château fort / enceinte / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 026 0021 | / EGLISE SAINTE-SIDOINE / église / cimetière / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 407 0001 | VOIE ROMAINE / / voie / Gallo-romain ? |

**Commune : BUSSEOL (63059 )** **soit : 20 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 059 0001 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / occupation / Néolithique moyen - Néolithique final |
| 63 059 0002 | / Puy-Saint-André / occupation / Epoque indéterminée |
| 63 059 0003 | CHATEAU DE MONTEL / Le Montel / château non fortifié / Epoque moderne ? |
| 63 059 0004 | CHATEAU DU COMTE D'AUVERGNE / Busséol ; La Motte / motte castrale ? / Haut moyen-âge - Moyen-âge classique |
| 63 059 0005 | LA VILLA DU MOULIN ; CLASSE B (d'après P. Vallat) / Le Moulin / ferme / habitat / Haut-empire |
| 63 059 0007 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / habitat ? / Age du bronze final |
| 63 059 0012 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / dépôt / Age du bronze final |
| 63 059 0013 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / sépulture sous dalle / Age du bronze final ? |
| 63 059 0014 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / occupation / Premier Age du fer |
| 63 059 0015 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / Second Age du fer / céramique |
| 63 059 0019 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / temple ? / habitat ? / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 059 0020 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / nécropole / Gallo-romain |
| 63 059 0021 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / prieuré / Haut moyen-âge - Epoque moderne |
| 63 059 0022 | PUY SAINT-ANDRE ; CLASSE C (d'après P. Vallat) / Saint-André / habitat / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 059 0023 | PUY SAINT-ANDRE / Saint-André / cimetière / église / Haut moyen-âge - Epoque moderne |
| 63 059 0027 | / Roche-Champ-Court ; Puy-Saint-André / occupation / Age du fer ? |
| 63 059 0029 | CHATEAU DU COMTE D'AUVERGNE / Busséol ; La Motte / château fort / Moyen-âge classique - Bas moyen-âge |
| 63 059 0030 | / Busséol ; La Motte / chapelle / cimetière / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 059 0031 | / Busséol / église / Epoque moderne - Epoque contemporaine |
| 63 059 0032 | LA VILLA DU MOULIN / Le Moulin / Néolithique - Age du fer ? / céramique |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : CORENT (63120 )** **soit : 19 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 120 0001 | CARRIERE DE POUZZOLANE DE CORENT / / sépulture / Néolithique moyen ? |
| 63 120 0003 | ROC ROUGE BASE / LE ROC ROUGE / Paléolithique moyen - Paléolithique supérieur / faune |
| 63 120 0004 | IMPASSE DES SOURCES / LES COTES BLANCHES / Paléolithique supérieur / industrie lithique |
| 63 120 0005 | / Le Bourg / église / Moyen-âge |
| 63 120 0008 | / grottes de Corent / habitat / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 120 0011 | Le pont-de-longues - le cornet / Les cotes blanches / nécropole / Second Age du fer |
| 63 120 0012 | PLATEAU DE CORENT / / occupation / Néolithique |
| 63 120 0016 | TOUR DE CHALUS / CHALUS / Moyen-âge classique / tour |
| 63 120 0017 | CHAZERON / CHALUS / moulin / Epoque moderne |
| 63 120 0021 | / Puy de Corent / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 120 0022 | Fouilles Mathieu Poux / Plateau de Corent / habitat / Age du bronze final |
| 63 120 0023 | Fouilles Mathieu Poux / Plateau de Corent / occupation / atelier métallurgique ? / Premier Age du fer |
| 63 120 0024 | Fouilles Mathieu Poux / Plateau de Corent / théâtre / Haut-empire |
| 63 120 0025 | Fouilles Mathieu Poux / Plateau de Corent / espace public / théâtre ? / Second Age du fer |
| 63 120 0026 | Quartier Est (fouilles Matthieu Poux) / Plateau de corent / habitat / Haut-empire |
| 63 120 0027 | Quartier Est (fouille Matthieu Poux) / Plateau de Corent / atelier de potier / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 120 0028 | Fouilles M. Poux / Puy de Corent / atelier de potier / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 455 0004 | OPPIDUM DE CORENT / PUY DE CORENT / oppidum / Second Age du fer |
| 63 455 0019 | Fouilles M. Poux / Puy de Corent / habitat groupé / espace public / Second Age du fer |

**Commune : COURNOLS (63123 )** **soit : 2 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 123 0001 | ALLEE COUVERTE DE LA GROTTA OU DE LA GROTTE AUX FEES / PARIN ; SAROU / dolmen / Néolithique |
| 63 123 0002 | / PRES DE RIBEROLLES / Gallo-romain / mur |

**Commune : LAPS (63188 )** **soit : 13 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 188 0001 | STATION DE LAPS / / Paléolithique moyen - Paléolithique supérieur / industrie lithique |
| 63 188 0002 | BARBESECHE / BARBESECHE / Paléolithique moyen / industrie lithique |
| 63 188 0003 | LAPS / LAPS / Paléolithique / industrie lithique |
| 63 188 0004 | CONDAMINE, JOLIVAT / CONDAMINE, JOLIVAT / Paléolithique / industrie lithique |
| 63 188 0005 | CHATEAU DE LAPS / LAPS / château non fortifié / Moyen-âge |
| 63 188 0006 | LAPS / LAPS / Néolithique ? / industrie lithique |
| 63 188 0007 | CHATEAU DES QUAIRES / LES QUAIRES / château non fortifié / Epoque moderne |
| 63 188 0008 | LE CHATEAU DE MONTFLEURY / / maison forte / Moyen-âge |
| 63 188 0009 | RA 10 DE MILLS ; CLASSE B (d'après P. Vallat) / LAVAURE / habitat / Gallo-romain |
| 63 188 0010 | EGLISE DE LAPS / LAPS / cimetière / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine ? |
| 63 188 0011 | CLASSE B (d'après P. Vallat) / Le Pécheix / habitat / ferme / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 188 0012 | CLASSE B (d'après P. Vallat) / Le Bosquet / habitat / ferme / Age du fer - Gallo-romain |
| 63 188 0013 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / Racloux / ferme / habitat / Haut-empire ? |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : LA ROCHE-NOIRE (63306 )** **soit : 12 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 273 0035 | / Les Queyriaux / voie / Epoque indéterminée |
| 63 306 0001 | EGLISE SAINT-SYPHORIEN / BOURG DE LA ROCHE-NOIRE / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine ? |
| 63 306 0002 | / DREUIL / Gallo-romain / inhumation, mur |
| 63 306 0003 | / SOUS LE VILLAGE / Epoque indéterminée / souterrain |
| 63 306 0004 | NORD VILLAGE / AU BOIS, L'ARGELIER / villa / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 306 0005 | COURS DE L'ALLIER A L'OUEST DE BELLE-RIVE / / Epoque moderne - Epoque contemporaine ? / pieu |
| 63 306 0006 | LES VARENNES, CHAMALIERES / / Gallo-romain ? / inhumation |
| 63 306 0007 | SOUS PYREYRE / / Gallo-romain / mur |
| 63 306 0008 | ANCIEN PRIEURE DE DREUIL / Dreuil / prieuré / Moyen-âge ? |
| 63 306 0010 | / Chamalières / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 306 0011 | Cours de l'Allier / / Epoque moderne / pieu |
| 63 306 0012 | Cours de l'Allier / / Bas moyen-âge / pieu |

**Commune : LA SAUVETAT (63413 )** **soit : 30 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 021 0013 | / Nord Cimetière / voie / Epoque indéterminée |
| 63 021 0015 | / Entre les Bourgs d'Authezat et de La Sauvetat / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 413 0001 | JUZARAT / Les Grosmeniers / fanum / Gallo-romain |
| 63 413 0002 | / LE LIEU-DIEU / villa ? / Gallo-romain ? |
| 63 413 0003 | / EGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 413 0004 | LS 19 DE MILLS ; CLASSE C (d'après P. Vallat) / LES VIGNOTS / habitat ? / Age du bronze - Gallo-romain |
| 63 413 0005 | LS 2 DE MILLS ; CLASSE C (d'après P. Vallat) / PRES DE LA VOIE EXPRESS / habitat ? / Haut-empire |
| 63 413 0006 | LS 13 DE MILLS ; CLASSE C (d'après P. Vallat) / LE LIEU-DIEU / ferme ? / habitat / Haut-empire |
| 63 413 0007 | LES FORTS / LA SAUVETAT / commanderie / fort / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 413 0008 | / LE LIEU-DIEU / monastère / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 413 0009 | / CHATEAU DE CHALANIAT / château non fortifié / chapelle / Moyen-âge |
| 63 413 0010 | / LA SAGNE / château non fortifié / ferme / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 413 0011 | / LA PALLE / moulin à eau / Moyen-âge - Période récente |
| 63 413 0012 | / LE RIOBAS / Gallo-romain / incinération, urne |
| 63 413 0013 | CLASSE A (d'après P. Vallat) / RIOBAS, LA VILLE, BOURIQUET / villa ? / Gallo-romain |
| 63 413 0014 | VOIE SUPPOSEE GALLO-ROMAINE / / voie / Gallo-romain ? |
| 63 413 0015 | / / parcellaire ? / Gallo-romain |
| 63 413 0016 | Les Quériots / Les Quériots / occupation / Néolithique moyen |
| 63 413 0017 | Les Quériots / Les Quériots / occupation / Second Age du fer |
| 63 413 0018 | / Les Quériots / voie / Haut-empire |
| 63 413 0019 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / Les Quériots / ferme / habitat / Haut-empire - Haut moyen-âge |
| 63 413 0020 | / / habitat / Age du bronze ancien - Age du bronze moyen |
| 63 413 0021 | / / sépulture / Age du bronze ancien - Age du bronze moyen |
| 63 413 0022 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / Les Quériots / habitat / Haut-empire |
| 63 413 0023 | La fontaine de Bourgnon / La fontaine de Bourgnon / occupation / Gallo-romain |
| 63 413 0024 | La fontaine de Bourgnon 2 / La fontaine de Bourgnon / occupation ? / Gallo-romain |
| 63 413 0025 | / Les Grosmeniers / voie / Gallo-romain ? |
| 63 413 0026 | / Les Grosmeniers / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 413 0027 | Voie Clermont à Brioude (?) / / voie / Gallo-romain ? |
| 63 413 0028 | / Les Queriots / habitat / Haut-empire |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : LE CREST (63126 )** **soit : 14 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 126 0001 | / SAINT-PARDOUX / Haut moyen-âge ? / sarcophage |
| 63 126 0002 | ANCIEN CHATEAU DU CREST / LE CREST / château fort / Moyen-âge classique - Bas moyen-âge ? |
| 63 126 0003 | EGLISE NOTRE-DAME-DE-L'ASSOMPTION / / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 126 0004 | ANCIEN CHATEAU DE JULHAT / JULHAT / maison forte / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 126 0005 | ANCIENNE EGLISE SAINT-PIERRE / JULHAT / église / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 126 0006 | LS 24 DE MILLS / CHASSAGNE / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? / céramique |
| 63 126 0007 | FONTAINE-VIEILLE / Fontaine-Vieille / Moyen-âge ? / inhumation |
| 63 126 0010 | / Le Breuil / Age du bronze - Age du fer ? / enclos |
| 63 126 0011 | LA VERNEDE ; LES BOGNANTS / Périgonde ; Les Bognants / habitat / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 126 0012 | / Plateau de La Serre / Néolithique - Age du fer ? / céramique ; industrie lithique ; meule |
| 63 126 0013 | / Massagne / Age du fer / céramique |
| 63 126 0014 | La Croix Saint-Roch / Chemin de la Belette / occupation / Néolithique ancien - Néolithique final |
| 63 126 0015 | La Croix Saint-Roch / Chemin de la Belette / occupation / Age du bronze ancien - Age du bronze final |
| 63 126 0016 | / La Garde / Epoque indéterminée / fosse |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : LES MARTRES-DE-VEYRE (63214 )** **soit : 62 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 214 0001 | RUE DE LONGUES / PONT DE LONGUES / Paléolithique supérieur / niveau d'occupation |
| 63 214 0002 | LE BAY ET LE TORD / PONT DE LONGUES / Néolithique moyen / niveau d'occupation |
| 63 214 0003 | MAISON CHANET / PONT DE LONGUES / occupation / Paléolithique supérieur |
| 63 214 0004 | CHAUMES D'ALIOS / CHAUMES D'ALIOS / Néolithique moyen ? / fosse, foyer |
| 63 214 0005 | IMPASSE DES GRAVIERS / PONT DE LONGUES / Paléolithique supérieur / faune ; industrie lithique |
| 63 214 0006 | IMPASSE DES SOURCES / PONT DE LONGUES / occupation ? / Paléolithique supérieur ? |
| 63 214 0007 | LES FIGUIERS / LES FIGUIERS / Age du bronze final / céramique |
| 63 214 0008 | / 7, IMPASSE DES GRAVIERS / Paléolithique supérieur / niveau d'occupation |
| 63 214 0009 | LES SOUCHEIROUX OU CHAUMES D'ALIOS / LES SOUCHEIROUX OU CHAUMES D'ALIOS / sépulture / Second Age du fer |
| 63 214 0010 | FOURS DU LOT / LE LOT / atelier de potier / Haut-empire |
| 63 214 0011 | SAINT-MARTIAL / L'ESPINASSE / habitat / chapelle / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 214 0012 | LE BAY / LE PONT DE LONGUES / habitat ? / Second Age du fer |
| 63 214 0013 | / LE BAY, LE TORD / Second Age du fer / amphore |
| 63 214 0014 | / SOURCES ET LONGUES (angles rues) / dépôt ? / Second Age du fer |
| 63 214 0015 | / LE LOT / voie / Gallo-romain ? |
| 63 214 0016 | / SOUS L'ORME / Epoque indéterminée ? / canalisation |
| 63 214 0018 | / LES MARTRES DE VEYRE / Gallo-romain ? / ex-voto |
| 63 214 0019 | / LES MARTRES DE VEYRE / Epoque indéterminée / souterrain |
| 63 214 0020 | / LONGUES (Rue de) / Second Age du fer / fosse |
| 63 214 0021 | / 7, IMPASSE DES GRAVIERS / Age du fer - Gallo-romain / céramique |
| 63 214 0022 | / / borne miliaire / Gallo-romain |
| 63 214 0023 | LE BAY ET LE TORD / PONT DE LONGUES / Paléolithique supérieur / niveau d'occupation |
| 63 214 0024 | Lotissement Manlhiot / Barrière du Lot, rue du Lot / aqueduc / Haut-empire |
| 63 214 0025 | Lotissement Manlhiot / Barrière du Lot, rue du Lot / parcellaire ? / Haut-empire |
| 63 214 0026 | Lotissement Manlhiot / Barrière du Lot, rue du Lot / Age du bronze final / zone de rejet |
| 63 214 0027 | / Avenue du Commandant Berrier / occupation / Age du bronze final ? |
| 63 214 0028 | / Avenue du Commandant Berrier / Age du bronze final / fosse |
| 63 214 0029 | / L'ESPINASSE / habitat ? / Gallo-romain |
| 63 214 0030 | RUE DU LOT / / Haut-empire / four |
| 63 214 0031 | / LES CHAUMES D'ALIOS (?) ; L'ARRIVAT (?) / Gallo-romain / céramique ; sigillée |
| 63 214 0032 | / LE LOT / canal / moulin à eau / Haut-empire |
| 63 214 0033 | / 17 rue du Lot / Néolithique moyen / céramique |
| 63 214 0034 | L'Espinasse / Barrière du Lot / occupation / Néolithique ? |
| 63 214 0035 | L'Espinasse / Barrière du Lot / occupation / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 214 0036 | L'Espinasse / Barrière du Lot / voie / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 214 0037 | / Soucheiroux / Second Age du fer / fossé |
| 63 214 0038 | / L'ESPINASSE / Epoque indéterminée / bâtiment |
| 63 214 0039 | DIEU Y SOIT / LA VAURE / château fort ? / Moyen-âge classique ? |
| 63 214 0040 | CHEZ M. MARION / / Second Age du fer - Haut-empire ? / fosse |
| 63 214 0041 | CHAUME D'ALIOS / CHAUMES D'ALIOS / nécropole / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 214 0042 | ESPINASSE / ESPINASSE / voie / Epoque indéterminée |
| 63 214 0043 | LOTISSEMENT MANLHIOT / RUE DU LOT / voie / Haut-empire ? |
| 63 214 0044 | Lotissement Manlhiot / Barrière du Lot, rue du Lot / parcellaire / drainage / Second Age du fer |
| 63 214 0045 | Lotissement Manlhiot / Barrière du Lot, rue du Lot / production alimentaire végétale / production alimentaire animale ? / Néolithique moyen |
| 63 214 0046 | / RUE DE LONGUES ; COUDIOUX / Second Age du fer / niveau d'occupation |
| 63 214 0047 | CAMPING MUNICIPAL / LE LOT / égout / Gallo-romain |
| 63 214 0048 | / Sud-Source des Roches / Epoque indéterminée / enclos, enclos, fossé, fosse |
| 63 214 0049 | / Nord-ouest-Epareaux / Epoque indéterminée / enclos, fosse |
| 63 214 0050 | / Epareaux / Epoque indéterminée / enclos, fosse |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | |
|---|---|
| 63 214 0051 | / Ouest Epareaux / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 214 0052 | / Est Barrière du Lot / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 214 0053 | / Epareaux / Epoque indéterminée / enclos, fosse, fossé |
| 63 214 0054 | / Dieu-y-Soit / Epoque indéterminée / fosse, fossé |
| 63 214 0055 | / Les Saladis / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 214 0056 | / Barrière du Lot / sanctuaire païen ? / Gallo-romain ? |
| 63 214 0057 | / Nord-ouest Epareaux / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 214 0058 | / Soucheiroux / production alimentaire végétale / Néolithique moyen |
| 63 214 0059 | / Rue du Lot / Epoque indéterminée / fossé, fosse |
| 63 214 0060 | / Rue du Lot / Second Age du fer / fossé, fossé, fosse |
| 63 214 0061 | / Rue du Lot / Epoque indéterminée / fossé, fosse |
| 63 214 0062 | ZAC des Loubrettes (tranche 1) / / parcellaire / extraction / Bas moyen-âge - Epoque contemporaine |
| 63 227 0035 | ancienne voie / / voie / Epoque indéterminée |

**Commune : MANGLIEU (63205 )** **soit : 15 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 205 0001 | EGLISE ABBATIALE / / église / Haut moyen-âge |
| 63 205 0002 | LA SOURCE / LA PETITE SARRE / atelier de potier / Gallo-romain |
| 63 205 0003 | / CHAMPSIAUX / Gallo-romain / tuile ; meule |
| 63 205 0004 | / PERROT / Gallo-romain / sigillée |
| 63 205 0005 | / MONTMOY / Gallo-romain / urne |
| 63 205 0006 | LA GOUTTE / LE CHAT / Gallo-romain / céramique |
| 63 205 0007 | / MONTMOY / prieuré / Moyen-âge classique |
| 63 205 0008 | CHATEAU / MONTEL / maison forte / Moyen-âge |
| 63 205 0009 | CHATEAU DU DIABLE / LA BANNE / motte castrale / Moyen-âge |
| 63 205 0010 | EGLISE ABBATIALE / / église / cimetière / Moyen-âge classique - Bas moyen-âge |
| 63 205 0011 | / Centre Bourg / occupation / Haut moyen-âge |
| 63 205 0012 | / Centre Bourg / drain / Epoque moderne |
| 63 205 0013 | / Centre Bourg / cimetière / Haut moyen-âge - Bas moyen-âge |
| 63 321 0003 | "Chemin romain" / / voie / Gallo-romain - Période récente ? |
| 63 321 0017 | / BOIS BRUITIER / habitat ? / Gallo-romain |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : MIREFLEURS (63227 )** **soit : 34 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 059 0022 | PUY SAINT-ANDRE ; CLASSE C (d'après P. Vallat) / Saint-André / habitat / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 227 0001 | LE SIRE / / occupation / Paléolithique supérieur |
| 63 227 0002 | SEPULTURE DU DREUIL / DREUIL / Néolithique ? / inhumation |
| 63 227 0003 | LES COTES ; LES CHAUSSES / LES COTES / occupation / Paléolithique moyen |
| 63 227 0005 | VA 5 DE MILLS / CROIX DE LA FARGE / Néolithique ? / céramique |
| 63 227 0006 | VA1 de MILLS / / Gallo-romain / tuile ; céramique |
| 63 227 0007 | PLATEAU DE LA ROCHE NOIRE / ROCHER DU SIRE, LA PLANEZE / Age du bronze - Age du fer ? / enclos |
| 63 227 0009 | LOTISSEMENT DES CHAPRIERES / / Paléolithique - Néolithique ? / industrie lithique |
| 63 227 0010 | LOTISSEMENT DES CHAPRIERES / / Age du bronze final / céramique |
| 63 227 0011 | LOTISSEMENT DES CHAPRIERES / / Premier Age du fer / céramique ; poterie peinte |
| 63 227 0012 | LOTISSEMENT DES CHAPRIERES / / Second Age du fer / céramique ; céramique décorée ; jatte d'Aulnat ; fusaïole ; perle ; bracelet |
| 63 227 0013 | LOTISSEMENT DES CHAPRIERES / / Gallo-romain / céramique ; céramique décorée ; sigillée ; amphore |
| 63 227 0014 | LOTISSEMENT DES CHAPRIERES / / Moyen-âge / céramique ; céramique décorée |
| 63 227 0020 | CHATEAU DE CHALENDRAT / CHALENDRAT / château non fortifié / Bas moyen-âge - Epoque contemporaine ? |
| 63 227 0021 | VA 8 DE MILLS / POMEIX / Premier Age du fer / céramique |
| 63 227 0022 | PUY SAINT ROMAIN / Puy Saint Romain / enceinte / Age du fer ? |
| 63 227 0023 | Les Chaprières, Lotissement "Le Clos des Noyers" / / terrasse / drain / Haut-empire |
| 63 227 0024 | Les Chaprières, Lotissement "le Clos des Noyers" / / occupation ? / Age du bronze |
| 63 227 0025 | Les Chaprières, Lotissement "le Clos des Noyers" / / économie ? / habitat ? / Moyen-âge |
| 63 227 0026 | Les Chaprières, Lotissement "le Clos des Noyers" / / sépulture / Epoque indéterminée |
| 63 227 0027 | / Pomeix / voie / Epoque indéterminée |
| 63 227 0028 | / Sud le Daillard / Epoque indéterminée / bâtiment |
| 63 227 0029 | / Nord Centre de Vacances / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 227 0030 | / Le Daillard / Epoque indéterminée / fosse, fossé |
| 63 227 0031 | / Croix de la Prade / Epoque indéterminée / fossés (réseau de), fosse, fosse |
| 63 227 0032 | / Pomeix / Epoque indéterminée / fossé, fosse |
| 63 227 0033 | / Pomeix / Epoque indéterminée / fossé, fosse |
| 63 227 0034 | / Croix de la Prade / Epoque indéterminée / fossé, fosse |
| 63 227 0035 | ancienne voie / / voie / Epoque indéterminée |
| 63 227 0036 | / Le Bateau / Epoque indéterminée / fossés (réseau de), fosse |
| 63 227 0037 | Ancien Château de Mirefleurs (ou de Châteauneuf) / / château fort / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 227 0038 | Eglise de Mirefleurs / / église / Bas moyen-âge - Epoque contemporaine |
| 63 227 0039 | / Ile Drain / Gallo-romain ? / bloc ouvragé, pressoir |
| 63 378 0010 | PUY SAINT-ROMAIN / Les Pics ; Saint-Romain / motte castrale / Haut moyen-âge - Moyen-âge classique |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : OLLOIX (63259 )** **soit : 9 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 259 0001 | OPPIDUM DE LIAUZON / LIOZON OU LIAUZON / Néolithique / industrie lithique ; hache polie |
| 63 259 0002 | COMMANDERIE D'OLLOIX / EGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE / commanderie / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 259 0003 | COMMANDERIE D'OLLOIX / EGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE / église / cimetière / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 259 0004 | COMMANDERIE D'OLLOIX / EGLISE SAINT-JEAN-BAPTISTE / château fort / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 259 0005 | OPPIDUM DE LIAUZON / LIOZON OU LIAUZON / Age du bronze final - Premier Age du fer / céramique ; céramique décorée |
| 63 259 0006 | OPPIDUM DE LIAUZON / LIOZON OU LIAUZON / oppidum ? / Premier Age du fer - Second Age du fer |
| 63 259 0007 | OPPIDUM DE LIAUZON / LIOZON OU LIAUZON / Haut-empire / poterie commune ; poterie soignée |
| 63 259 0008 | OPPIDUM DE LIAUZON / LIOZON OU LIAUZON / village / Moyen-âge classique |
| 63 259 0009 | OPPIDUM DE LIAUZON / LIOZON OU LIAUZON / église / cimetière / Moyen-âge classique |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : ORCET (63262 )** **soit : 77 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 069 0014 | Chemin d'Orcet à Gondole / La Montorière / voie / Epoque moderne - Epoque contemporaine |
| 63 262 0001 | LE TOURTEIX / LE TOURTEIX / habitat / Age du bronze ancien |
| 63 262 0002 | / ZERA / Age du bronze ? / anomalie |
| 63 262 0003 | RIVE DE L'AUZON / LE BREUIL / Premier Age du fer / fosse |
| 63 262 0004 | EGLISE SAINT-MARY / LE BOURG / cimetière / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 262 0005 | ENCEINTE VILLAGEOISE / / enceinte urbaine / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 262 0006 | GRAND CAMP DE CESAR / LA SERRE / camp militaire / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 262 0007 | / PRES DU PETIT ORCET / tumulus ? / Age du bronze - Age du fer ? |
| 63 262 0008 | FORTIFICATION INTERMEDIAIRE / CHEZ PORTAL ; LA BAVOISINE / architecture militaire / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 262 0009 | CROIX DE L'ARBRE ; CLASSE D (d'après Pierre Vallat) / LES LITTES NORD / habitat ? / Haut-empire |
| 63 262 0010 | / LES LITTES NORD / Age du bronze - Age du fer ? / céramique |
| 63 262 0011 | INDICE DE SITE / LE BREUIL / Second Age du fer / céramique |
| 63 262 0012 | VOIE ANCIENNE (VIA PUBLICA ?) / / voie / Gallo-romain - Moyen-âge ? |
| 63 262 0013 | LES FONTENILLES / LE BREUIL ; LES LITTES NORD / Premier Age du fer / niveau d'occupation |
| 63 262 0014 | LES FONTENILLES / LES LITTES-NORD / Age du bronze - Age du fer / céramique |
| 63 262 0015 | LES FONTENILLES / LES LITTES-NORD / Age du bronze final - Premier Age du fer ? / céramique |
| 63 262 0016 | LES FONTENILLES / LES LITTES-NORD / Age du bronze final - Premier Age du fer ? / céramique |
| 63 262 0017 | PUY DE MARMANT ; PUY DE LA CHEVRE / GARDE BONNET ; LE CREUX DE LA GARDE BONNET / Haut-empire / tuile ; céramique |
| 63 262 0018 | / LE MOULIN / moulin à eau / Epoque moderne |
| 63 262 0019 | ANCIEN CHATEAU SEIGNEURIAL / LE BOURG / château non fortifié / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 262 0020 | GRAND CAMP DE CESAR / LE TOURTEIX / camp militaire / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 262 0021 | VOIE ANCIENNE LE CENDRE / LA SAUVETAT / / chemin / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? |
| 63 262 0022 | / LES LITTES NORD / habitat ? / Haut-empire |
| 63 262 0023 | CROIX DE L'ARBRE ; CLASSE B (d'après P. Vallat) / LE BREUIL / habitat ? / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 262 0024 | ANCIEN PRIEURE / LE BOURG / prieuré / espace fortifié / Bas moyen-âge |
| 63 262 0025 | GRAND CAMP DE CESAR / LE TOURTEIX / camp militaire / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 262 0026 | / Chemin des Chanvriers / occupation / Second Age du fer |
| 63 262 0027 | / Chemin des Chanvriers / voie / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 262 0028 | / Chemin des Chanvriers / voie / Gallo-romain |
| 63 262 0029 | / LES COURTIAUX / occupation / Moyen-âge classique |
| 63 262 0030 | L'ENFER / L'ENFER / sépulture animale / Second Age du fer |
| 63 262 0031 | / VAL DE L'AUZON / occupation / Age du bronze ancien - Premier Age du fer |
| 63 262 0032 | / VAL DE L'AUZON / occupation / Haut-empire |
| 63 262 0033 | / LES LITTES NORD / Néolithique moyen / inhumation |
| 63 262 0034 | / LES LITTES NORD / Age du bronze ancien / fosse |
| 63 262 0035 | NORD PUY DE MARMANT / / villa ? / Gallo-romain ? |
| 63 262 0036 | LA SERRE / / Epoque indéterminée / bâtiment |
| 63 262 0037 | LES PANDIERES / / occupation / Age du bronze ancien |
| 63 262 0038 | LES PANDIERES / / Haut-empire / fossés (réseau de) |
| 63 262 0039 | LE HAMEAU DU BREUIL / CROIX DE L'ARBRE / Haut-empire / mur |
| 63 262 0040 | / CROIX SAINT-GUILLAUME / Age du bronze moyen - Age du bronze final / fosse, inhumation |
| 63 262 0041 | PRALONG / ZA des Sagnes / occupation / Age du bronze final - Premier Age du fer |
| 63 262 0042 | PRALONG / ZA des Sagnes / occupation / Second Age du fer |
| 63 262 0043 | PRALONG / ZA des Sagnes / occupation / Gallo-romain |
| 63 262 0044 | PRALONG / ZA des Sagnes / habitat / Haut moyen-âge |
| 63 262 0045 | GRAND CAMP / La Serre / funéraire / Second Age du fer |
| 63 262 0046 | / 51 bis rue de Gergovie / camp militaire / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 262 0047 | / Piomouty / Epoque indéterminée / bâtiment, mur |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | |
|---|---|
| 63 262 0048 | / Au sud est de Piomouty / Epoque indéterminée / anomalie, anomalie |
| 63 262 0049 | / Croix de l'Arbre / Epoque indéterminée / bâtiment |
| 63 262 0050 | / La Croix de l'Arbre / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 262 0051 | / Chemin des Chanvriers / aqueduc ? / caniveau ? / Gallo-romain |
| 63 262 0052 | / Chemin des Chanvriers / dépôt / cultuel et religieux / Gallo-romain |
| 63 262 0053 | / Chemin des Chanvriers / Gallo-romain / zone de rejet |
| 63 262 0054 | / Chemin des Chanvriers / parcellaire ? / Gallo-romain |
| 63 262 0055 | / Zera / occupation ? / Age du bronze ancien - Premier Age du fer |
| 63 262 0056 | / Zera / voie / Gallo-romain |
| 63 262 0057 | / Zera / occupation / forge ? / Gallo-romain |
| 63 262 0058 | / Zera / sépulture / Haut moyen-âge |
| 63 262 0059 | / Zera / moulin à eau / bief de dérivation / Moyen-âge classique |
| 63 262 0060 | / Zera / occupation ? / Haut moyen-âge |
| 63 262 0061 | / Zera / occupation ? / Haut moyen-âge |
| 63 262 0062 | / Zera / eau et hydraulique ? / Bas moyen-âge - Epoque moderne ? |
| 63 262 0063 | / Rue du Piomouty / habitat / Néolithique moyen |
| 63 262 0064 | / rue du Piomouty / Epoque indéterminée / fossé, fosse |
| 63 262 0065 | / rue du Piomouty / Gallo-romain ? / empierrement |
| 63 262 0066 | / rue du Piomouty / Second Age du fer - Haut-empire ? / four |
| 63 262 0067 | / Rue des Vergers / Premier Age du fer / silo |
| 63 262 0068 | / Rue des Vergers / sépulture / Néolithique ? |
| 63 262 0069 | / Rue des Vergers / occupation / Néolithique - Age du fer |
| 63 262 0070 | / Rue des Vergers / Epoque indéterminée / fosse, fossé |
| 63 262 0071 | / / occupation / Haut-empire |
| 63 262 0072 | Les Jardins de Zéra 2 / / occupation / Age du bronze final |
| 63 262 0073 | Les Jardins de Zéra 2 / / occupation / Second Age du fer |
| 63 302 0053 | FORTIFICATION INTERMEDIAIRE / / architecture militaire / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 302 0193 | L'ENFER / L'ENFER / habitat / Second Age du fer |
| 63 302 0195 | L'ENFER / L'ENFER / habitat / Haut moyen-âge - Bas moyen-âge |

**Commune : PIGNOLS (63280 )** **soit : 13 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 280 0001 | ESPLANADE DE TACHECHIEN / TACHECHIEN / Paléolithique supérieur / faune ; industrie lithique |
| 63 280 0002 | Eglise Sainte Madeleine / PIGNOLS / cimetière / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 280 0003 | / PIGNOLS / atelier de potier / Epoque indéterminée |
| 63 280 0004 | INDICE DE SITE / MAS DE PIGNOLS / Second Age du fer / monnaie |
| 63 280 0005 | / CROIX DES MARTELS ; FARSAT / habitat / Gallo-romain |
| 63 280 0006 | / PRADATS (les) / cimetière / Moyen-âge ? |
| 63 280 0007 | CLASSE A (d'après P. Vallat) / MAS DE PIGNOLS / villa / Gallo-romain |
| 63 280 0008 | / PRADATS (les) / cimetière / Epoque indéterminée |
| 63 280 0009 | Route de Champclos / / habitat / Haut-empire |
| 63 280 0010 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / Rillac / ferme / habitat / Haut-empire |
| 63 280 0011 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / Les Gardelles / ferme / habitat / Haut-empire |
| 63 280 0012 | / Chalogne / occupation / Gallo-romain |
| 63 280 0013 | Puy des Gardelles / Parcelle 22 / occupation ? / Paléolithique ? |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : SAINT-AMANT-TALLENDE (63315 )** **soit : 14 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 315 0001 | CHALINGEAT / CHALANGEAC / coffre funéraire / Epoque indéterminée |
| 63 315 0002 | PONT TRAVERSANT LA MONNE / SAINT-AMANT-TALLENDE / pont / Moyen-âge - Période récente |
| 63 315 0003 | LA TOUR FONDUE / SAINT-AMANT-TALLENDE / Moyen-âge classique / tour |
| 63 315 0004 | CHATEAU DE MUROL / SAINT-AMANT-TALLENDE / château fort / église / Moyen-âge classique |
| 63 315 0005 | TOUR DE LA BARGE / SAINT-AMANT-TALLENDE / Moyen-âge classique / tour |
| 63 315 0006 | / VIGNE REINE / Gallo-romain / élément de construction ; céramique ; sigillée ; monnaie |
| 63 315 0007 | / EMPLAT / Néolithique / hache polie |
| 63 315 0008 | / SUZEAU ( PLATEAU DU ) / Second Age du fer / céramique |
| 63 315 0009 | / PLACE PALLET / Gallo-romain ? / céramique |
| 63 315 0010 | / SAINT-AMANT-TALLENDE / Bas moyen-âge / tour |
| 63 315 0011 | / EMPLAT / Age du bronze - Age du fer ? / céramique |
| 63 315 0012 | / EMPLAT / Moyen-âge ? / céramique |
| 63 315 0013 | / SUZEAU ( PLATEAU DU ) / villa ? / Gallo-romain |
| 63 315 0016 | Siège de la confrérie des pénitents blancs / Crèche municipale place Dourif (ancienne école Dourif) / couvent / cimetière ? / Epoque moderne |

**Commune : SAINT-MAURICE (63378 )** **soit : 16 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 378 0001 | PUY SAINT-ROMAIN / Les Pics ; Saint-Romain / stèle funéraire / Haut moyen-âge |
| 63 378 0002 | CROIX DE CHACONTAT ; LISSAC ; CLASSE C (d'après P. Vallat) / Les Gatines , La Reine ; La Morée ; Les Varennes / habitat / ferme / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 378 0003 | / LES CHANVRES / sépulture / Epoque indéterminée |
| 63 378 0004 | / / Haut-empire / mur |
| 63 378 0005 | SAINTE-MARGUERITE / Sainte-Marguerite ; Chapelle Sainte-Marguerite / villa ? / thermes ? / Gallo-romain |
| 63 378 0006 | PUY SAINT ROMAIN / les Pics ; Puy Saint-Romain / Néolithique / industrie lithique ; meule ; hache polie |
| 63 378 0007 | VOIE CLERMONT A EVAUX / / voie / Gallo-romain - Moyen-âge |
| 63 378 0008 | EGLISE SAINT-MEDULPHE / Le bourg / église / cimetière / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 378 0009 | / Chemin rural de la Plagne / Néolithique / fosse |
| 63 378 0010 | PUY SAINT-ROMAIN / Les Pics ; Saint-Romain / motte castrale / Haut moyen-âge - Moyen-âge classique |
| 63 378 0011 | PUY SAINT-ROMAIN / Les Pics ; Saint-Romain / Haut moyen-âge - Moyen-âge classique / sarcophage |
| 63 378 0013 | PUY SAINT-ROMAIN / Les Pics ; Saint-Romain / chapelle / prieuré / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 378 0014 | PUY SAINT-ROMAIN / Les Pics ; Saint-Romain / cimetière / Haut moyen-âge - Moyen-âge classique |
| 63 378 0017 | PUY SAINT ROMAIN / Les Pics ; Puy Saint Romain / Age du bronze final - Premier Age du fer / céramique |
| 63 378 0018 | / Les Farges / Epoque indéterminée / souterrain |
| 63 378 0019 | / Au sud-ouest et au pied du Puy Saint-Romain / Gallo-romain / céramique ; sigillée |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : SAINT-SANDOUX (63395 )** **soit : 21 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 395 0001 | / POLAGNAT / sépulture sous dalle / Néolithique ? |
| 63 395 0002 | / EGLISE SAINT-SANDOUX / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 395 0003 | SITE LS 12 DE MILLS / LA PRADA HAUTE / Age du bronze - Age du fer / céramique |
| 63 395 0004 | LS 25 DE MILLS ; CLASSE C (d'après P. Vallat) / Château de Travers / habitat ? / Haut-empire |
| 63 395 0005 | LS 26 DE MILLS ; CLASSE B (d'après P. Vallat) / Château de Travers / habitat ? / Haut-empire |
| 63 395 0006 | LS 27 DE MILLS / CHAPELLE NOTRE-DAME / occupation / Age du bronze - Age du fer ? |
| 63 395 0007 | LS 28 DE MILLS / JONAT / occupation / Age du bronze - Age du fer ? |
| 63 395 0008 | Chapelle Notre-Dame des Champs / Notre Dame / chapelle / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine ? |
| 63 395 0009 | / CHATEAU DE TRAVERS / château non fortifié / Bas moyen-âge - Epoque contemporaine ? |
| 63 395 0010 | LES FORTS / SAINT-SANDOUX / espace fortifié / enceinte urbaine / Moyen-âge classique - Bas moyen-âge |
| 63 395 0011 | / Place de l'Oradoux ? / église ? / Bas moyen-âge ? |
| 63 395 0012 | / PUY DE PEYRONERE / Premier Age du fer ? / céramique |
| 63 395 0013 | BIAT ; CLASSE B (d'après P. Vallat) / Les Varennes sud / habitat / Gallo-romain |
| 63 395 0014 | PAREMENT / La Côte du Vigna / habitat / Haut-empire |
| 63 395 0015 | Tour du Lac / PUY DE SAINT-SANDOUX / Age du bronze - Age du fer ? / céramique |
| 63 395 0016 | LES ORNEUFS / Les Orneufs / Premier Age du fer / sol d'occupation, fosse, foyer |
| 63 395 0017 | / PRESSAT / Gallo-romain / vestiges mobiliers |
| 63 395 0019 | SITES LS 11 et 12 DE MILLS / LA PRADA HAUTE / occupation ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 395 0027 | LES ORNEUFS / Les Orneufs / parcellaire ? / Gallo-romain |
| 63 395 0028 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / Polagnat / habitat / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 395 0029 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / Polagnat / habitat / Haut-empire - Bas-empire |

**Commune : SAINT-SATURNIN (63396 )** **soit : 10 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 396 0001 | LA CORNE DE CHADRAT / CHADRAT / tumulus ? / nécropole / Age du bronze - Age du fer ? |
| 63 396 0002 | CHATEAU DE SAINT-SATURNIN / SAINT-SATURNIN / château fort / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? |
| 63 396 0003 | / LES PARCS / ossuaire / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 396 0004 | EGLISE SAINT-SATURNIN / SAINT-SATURNIN / église / prieuré / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 396 0005 | CHAPELLE SAINTE-MAGDELAINE / SAINT-SATURNIN / chapelle / cimetière / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 396 0006 | / / chateau d'eau / Bas moyen-âge - Epoque moderne ? |
| 63 396 0007 | SALZERAT / SAZEIRAT / captage / Epoque moderne |
| 63 396 0008 | LE VIGNAT / CHADRAT / Gallo-romain / tuile, céramique |
| 63 396 0009 | CHADRAT A L'EXTREME EST DU VILLAGE ; CLASSE B (d'après P. Vallat) / La Gazeine / habitat / ferme / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 396 0010 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / Trapouze / ferme ? / habitat / Haut-empire |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : SALLEDES (63405 )** **soit : 13 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 405 0001 | MOTTE CASTRALE / MERCUROL / motte castrale / Moyen-âge |
| 63 405 0002 | TUMULUS / MERCUROL / tumulus / Néolithique - Age du fer ? |
| 63 405 0003 | ANCIEN CHATEAU DE CRAIMPS / CRAIMPS / château fort / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 405 0004 | ANCIENNE EGLISE DE SALLEDES / SALLEDES / cimetière / église / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 405 0005 | CHATEAU LA CHAUX-MONTGROS / LA CHAUX-MONTGROS / château non fortifié / Bas moyen-âge - Epoque contemporaine |
| 63 405 0006 | CHAPELLE NOTRE-DAME-DES-FIEVRES / LE MAS / chapelle / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 405 0007 | TRESOR MONETAIRE DU MAS / CRAIMPS BAS ; LE MAS ; LASSIAS / dépôt monétaire / Haut-empire |
| 63 405 0008 | CHATEAU DE MERCUROL / MERCUROL / château fort / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? |
| 63 405 0009 | / Champrigaud / occupation / Gallo-romain |
| 63 405 0010 | / PEROULADE / habitat ? / Haut-empire |
| 63 405 0011 | Pic de Cheix blanc / flanc sud / Age du bronze - Période récente / amas |
| 63 405 0012 | Pic de Vindoux nord / Pic de Vindoux / charbonnière / Epoque contemporaine |
| 63 405 0013 | / Péroulade / Epoque indéterminée / fossé |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : SAULZET-LE-FROID (63407 )** **soit : 287 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 407 0001 | VOIE ROMAINE / / voie / Gallo-romain ? |
| 63 407 0002 | PUY DE L'ENFER / PUY DE L'ENFER / Gallo-romain / tuile ; céramique ; silex taillé |
| 63 407 0003 | TUILERIE / DERRIERE L'EGLISE / atelier de terre cuite architecturale / Epoque indéterminée |
| 63 407 0004 | / LES MAZETS / habitat / production de chaux / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 407 0005 | PRES DU VILLAGE / LA TOURETTE / motte castrale / Moyen-âge classique |
| 63 407 0006 | Eglise de Saulzet / / église / Bas moyen-âge - Epoque contemporaine |
| 63 407 0022 | La Clef du Lac (site 895) / Mont Létaud / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0023 | La Clef du Lac (site 896) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0024 | La Clef du Lac (site 897) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0025 | La Clef du Lac (site 898) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0026 | La Clef du Lac (site 899) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0027 | La Clef du Lac (site 900) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0028 | La Clef du Lac (site 901) / Mont Létaud / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0029 | La Clef du Lac (site 902) / Mont Létaud / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0030 | La Clef du Lac (site 903) / Mont Létaud / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0031 | La Clef du Lac (site 904) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0032 | La Clef du Lac (site 905) / Mont Létaud / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0033 | La Clef du Lac (site 906) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0034 | La Clef du Lac (site 908) / Mont Létaud / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0035 | La Clef du Lac (site 909) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0036 | La Clef du Lac (site 910) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0037 | La Clef du Lac (site 912) / Mont Létaud / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0038 | La Clef du Lac (site 913) / Mont Létaud / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0039 | La Clef du Lac (site 914) / Mont Létaud / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0040 | La Clef du Lac (site 915) / Mont Létaud / Epoque indéterminée / mur |
| 63 407 0041 | La Clef du Lac (site 916) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0042 | La Clef du Lac (site 917) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0043 | La Clef du Lac (site 919) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0044 | La Clef du Lac (site 920) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0045 | La Clef du Lac (site 921) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0046 | La Clef du Lac (site 922) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0047 | La Clef du Lac (site 923) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0048 | La Clef du Lac (site 924) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0049 | La Clef du Lac (site 925) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0050 | La Clef du Lac (site 926) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0051 | La Clef du Lac (site 927) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0052 | La Clef du Lac (site 928) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0053 | La Clef du Lac (site 930) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0054 | La Clef du Lac (site 931) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0055 | La Clef du Lac (site 932) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0056 | La Clef du Lac (site 933) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0057 | La Clef du Lac (site 934) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0058 | La Clef du Lac (site 935) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0059 | La Clef du Lac (site 937) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0060 | La Clef du Lac (site 938) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0061 | La Clef du Lac (site 939) / Le Trioulérou / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 407 0062 | La Clef du Lac (site 940) / Le Trioulérou / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 407 0063 | La Clef du Lac (site 941) / Le Trioulérou / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 407 0064 | La Clef du Lac (site 942) / Le Trioulérou / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 407 0065 | La Clef du Lac (site 943) / Le Trioulérou / Epoque indéterminée / enclos |
| 63 407 0066 | La Clef du Lac (site 944) / Le Trioulérou / Epoque indéterminée / enclos |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | |
|---|---|
| 63 407 0067 | La Clef du Lac (site 945) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0068 | La Clef du Lac (site 947) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0069 | La Clef du Lac (site 948) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0070 | La Clef du Lac (site 949) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0071 | La Clef du Lac (site 950) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0072 | La Clef du Lac (site 951) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0073 | La Clef du Lac (site 952) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque contemporaine ? |
| 63 407 0074 | La Clef du Lac (site 953) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0075 | La Clef du Lac (site 954) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0076 | La Clef du Lac (site 955) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0077 | La Clef du Lac (site 956) / Le Trioulérou / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0078 | La Clef du Lac (site 957) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0079 | La Clef du Lac (site 958) / Le Trioulérou / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0080 | La Clef du Lac (site 959) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0081 | La Clef du Lac (site 960) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0082 | La Clef du Lac (site 961) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0083 | La Clef du Lac (site 962) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0084 | La Clef du Lac (site 963) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0085 | La Clef du Lac (site 964) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0086 | La Clef du Lac (site 965) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Moyen-âge - Période récente ? |
| 63 407 0087 | La Clef du Lac (site 929) / Le Trioulérou / habitat pastoral ? / Epoque indéterminée |
| 63 407 0088 | La Plaine (S1) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0089 | La Plaine (S2) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0090 | La Plaine (S3) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0091 | La Plaine (S4) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0092 | La Plaine (S5) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0093 | La Plaine (S6) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0094 | La Plaine (S7) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0095 | La Plaine (S8) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0096 | La Plaine (S9) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0097 | La Plaine (S10) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0098 | La Plaine (S11) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0099 | La Plaine (S12) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0100 | La Plaine (S13) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0101 | La Plaine (S14) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0102 | La Plaine (S15) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0103 | La Plaine (S16) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0104 | La Plaine (S17) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0105 | La Plaine (S18) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0106 | La Plaine (S19) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0107 | La Plaine (S21) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0108 | La Plaine (S22) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0109 | La Plaine (S23) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0110 | La Plaine (S24) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0111 | La Plaine (S25) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0112 | La Plaine (S26) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0113 | La Plaine (S27) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0114 | La Plaine (S28) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0115 | La Plaine (S29) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0116 | La Plaine (S30) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0117 | La Plaine (S31) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0118 | La Plaine (S32) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0119 | La Plaine (S33) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0120 | La Plaine (S34) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0121 | La Plaine (S36) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | |
|---|---|
| 63 407 0122 | La Plaine (S37) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0123 | La Plaine (S38) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0124 | La Plaine (S39) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0125 | La Plaine (S40) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0126 | La Plaine (S41) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0127 | La Plaine (S42) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0128 | La Plaine (S43) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0129 | La Plaine (S44) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0130 | La Plaine (S45) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0131 | La Plaine (S46) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0132 | La Plaine (S47) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0133 | La Plaine (S48) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0134 | La Plaine (S49) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0135 | La Plaine (S50) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0136 | La Plaine (S51) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0137 | La Plaine (S52) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0138 | La Plaine (S53) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0139 | La Plaine (S54) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0140 | La Plaine (S55) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0141 | La Plaine (S56) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0142 | La Plaine (S57) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0143 | La Plaine (S58) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0144 | La Plaine (S60) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0145 | La Plaine (S61) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0146 | La Plaine (S62) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0147 | La Plaine (S63) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0148 | La Plaine (S64) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0149 | La Plaine (S65) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0150 | La Plaine (S66) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0151 | La Plaine (S67) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0152 | La Plaine (S68) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0153 | La Plaine (S69) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0154 | La Plaine (S70) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0155 | La Plaine (S71) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0156 | La Plaine (S72) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0157 | La Plaine (S73) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0158 | La Plaine (S74) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0159 | La Plaine (S76) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0160 | La Plaine (S77) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0161 | La Plaine (S78) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0162 | La Plaine (S79) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0163 | La Plaine (S80) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0164 | La Plaine (S81) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0165 | La Plaine (S82) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0166 | La Plaine (S83) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0167 | La Plaine (S84) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0168 | La Plaine (S85) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0169 | La Plaine (S86) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0170 | La Plaine (S87) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0171 | La Plaine (S88) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0172 | La Plaine (S89) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0173 | La Plaine (S90) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0174 | La Plaine (S91) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0175 | La Plaine (S92) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0176 | La Plaine (S93) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | |
|---|---|
| 63 407 0177 | La Plaine (S95) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0178 | La Plaine (S96) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0179 | La Plaine (S97) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0180 | La Plaine (S98) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0181 | La Plaine (S99) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0182 | La Plaine (S100) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0183 | La Plaine (S102) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0184 | La Plaine (S103) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0185 | La Plaine (S104) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0186 | La Plaine (S105) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0187 | La Plaine (S106) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0188 | La Plaine (S107) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0189 | La Plaine (S108) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0190 | La Plaine (S109) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0191 | La Plaine (S110) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0192 | La Plaine (S111) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0193 | La Plaine (S112) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0194 | La Plaine (S113) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0195 | La Plaine (S114) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0196 | La Plaine (S115) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0197 | La Plaine (S116) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0198 | La Plaine (S117) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0199 | La Plaine (S118) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0200 | La Plaine (S119) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0201 | La Plaine (S120) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0202 | La Plaine (S121) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0203 | La Plaine (S122) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0204 | La Plaine (S123) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0205 | La Plaine (S124) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0206 | La Plaine (S125) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0207 | La Plaine (S126) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0208 | La Plaine (S127) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0209 | La Plaine (S128) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0210 | La Plaine (S129) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0211 | La Plaine (S130) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0212 | La Plaine (S131) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0213 | La Plaine (S132) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0214 | La Plaine (S133) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0215 | La Plaine (S134) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0216 | La Plaine (S135) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0217 | La Plaine (S136) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0218 | La Plaine (S137) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0219 | La Plaine (S138) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0220 | La Plaine (S139) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0221 | La Plaine (S140) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0222 | La Plaine (S141) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0223 | La Plaine (S142) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0224 | La Plaine (S143) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0225 | La Plaine (S144) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0226 | La Plaine (S145) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0227 | La Plaine (S146) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0228 | La Plaine (S147) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0229 | La Plaine (S150) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0230 | La Plaine (S152) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0231 | La Plaine (S153) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | |
|---|---|
| 63 407 0232 | La Plaine (S154) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0233 | La Plaine (S155) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0234 | La Plaine (S156) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0235 | La Plaine (S157) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0236 | La Plaine (S158) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0237 | La Plaine (S159) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0238 | La Plaine (S160) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0239 | La Plaine (S161) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0240 | La Plaine (S162) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0241 | La Plaine (S163) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0242 | La Plaine (S164) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0243 | La Plaine (S165) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0244 | La Plaine (S166) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0245 | La Plaine (S167) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0246 | La Plaine (S168) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0247 | La Plaine (S169) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0248 | La Plaine (S170) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0249 | La Plaine (S171) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0250 | La Plaine (S172) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0251 | La Plaine (S173) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0252 | La Plaine (S174) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0253 | La Plaine (S175) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0254 | La Plaine (S176) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0255 | La Plaine (S177) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0256 | La Plaine (S178) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0257 | La Plaine (S179) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0258 | La Plaine (S180) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0259 | La Plaine (S181) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0260 | La Plaine (S182) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0261 | La Plaine (S183) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0262 | La Plaine (S184) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0263 | La Plaine (S185) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0264 | La Plaine (S186) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0265 | La Plaine (S187) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0266 | La Plaine (S188) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0267 | La Plaine (S189) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0268 | La Plaine (S190) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0269 | La Plaine (S191) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0270 | La Plaine (S192) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0271 | La Plaine (S193) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0272 | La Plaine (S194) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0273 | La Plaine (S195) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0274 | La Plaine (S196) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0275 | La Plaine (S197) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0276 | La Plaine (S198) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0277 | La Plaine (S199) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0278 | La Plaine (S200) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0279 | La Plaine (S201) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0280 | La Plaine (S202) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0281 | La Plaine (S204) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0282 | La Plaine (S205) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0283 | La Plaine (S206) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0284 | La Plaine (S207) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0285 | La Plaine (S208) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0286 | La Plaine (S209) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | |
|---|---|
| 63 407 0287 | La Plaine (S210) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0288 | La Plaine (S211) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0289 | La Plaine (S212) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0290 | La Plaine (S213) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0291 | La Plaine (S214) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0292 | La Plaine (S215) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0293 | La Plaine (S216) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0294 | La Plaine (S217) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0295 | La Plaine (S218) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0296 | La Plaine (S219) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0297 | La Plaine (S220) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0298 | La Plaine (S221) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0299 | La Plaine (S222) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |
| 63 407 0300 | La Plaine (S223) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0301 | La Plaine (S224) / Bois de la Védrine / habitat pastoral / Epoque moderne ? |
| 63 407 0302 | La Plaine (S225) / Bois de la Védrine / habitat pastoral ? / Epoque moderne ? |

**Commune : TALLENDE (63425 )** **soit : 12 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 425 0001 | TALLAGNAT / / villa ? / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 425 0002 | Taliende-le-Mineur / Les Forts / bourg ecclésial / espace fortifié / Bas moyen-âge - Epoque moderne |
| 63 425 0003 | LOTISSEMENT DES VERGERS / LOTISSEMENT DES VERGERS / habitat / Haut-empire |
| 63 425 0004 | Pissarat / Pissarat ; Chamaret / habitat / Haut-empire |
| 63 425 0005 | Chassegay / La Batarse / habitat / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 425 0006 | La Motte / La Motte / habitat / Haut-empire |
| 63 425 0007 | / Chantelose / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 425 0008 | Quartier du Feix / Louche / habitat ? / Haut-empire |
| 63 425 0009 | Telemate / / atelier monétaire ? / Haut moyen-âge |
| 63 425 0010 | La Motte / La Motte / habitat / Haut-empire |
| 63 425 0011 | Ancienne église Saint-Hyppolite / / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 425 0012 | / / voie / Epoque indéterminée |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : VEYRE-MONTON (63455 )** **soit : 36 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 120 0012 | PLATEAU DE CORENT / / occupation / Néolithique |
| 63 120 0022 | Fouilles Mathieu Poux / Plateau de Corent / habitat / Age du bronze final |
| 63 120 0023 | Fouilles Mathieu Poux / Plateau de Corent / occupation / atelier métallurgique ? / Premier Age du fer |
| 63 120 0024 | Fouilles Mathieu Poux / Plateau de Corent / théâtre / Haut-empire |
| 63 120 0025 | Fouilles Mathieu Poux / Plateau de Corent / espace public / théâtre ? / Second Age du fer |
| 63 455 0001 | RUE DU ROUDADOU / MONTON / Epoque indéterminée / statue (fragment) |
| 63 455 0002 | HABITATS TROGLODYTES / AU DESSUS DU VILLAGE / habitat / Epoque indéterminée |
| 63 455 0003 | / MONTON / Bas moyen-âge / rempart, tour |
| 63 455 0004 | OPPIDUM DE CORENT / PUY DE CORENT / oppidum / Second Age du fer |
| 63 455 0005 | LS 8 DE MILLS / JONCHERE / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? / céramique ; tuile |
| 63 455 0006 | LS 9 DE MILLS / AU NORD-EST DE LA VIERGE / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? / céramique ; tuile |
| 63 455 0007 | LS 1 DE MILLS ; CLASSE C (d'après P. Vallat) / RASE DE LA NARSE / habitat / Haut-empire ? |
| 63 455 0008 | EGLISE SAINT-ALYRE / SAINT-ALYRE / cimetière / église / Haut moyen-âge - Epoque moderne ? |
| 63 455 0009 | ANCIEN CHÂTEAU DE MONTON / MONTON / château fort / Moyen-âge classique - Bas moyen-âge |
| 63 455 0010 | EGLISE DE MONTON / MONTON / église / cimetière / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 455 0011 | EGLISE DE SAINT-AGRICOL ET SAINT-VITAL / SOULASSE / cimetière / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 455 0012 | ZA Pra de Serre III, site 1 / / occupation / Néolithique ancien |
| 63 455 0013 | ZA Pra de Serre III, site 2 / / occupation / Age du bronze ? |
| 63 455 0014 | ZA Pra de Serre, site 3 / / parcellaire / Gallo-romain |
| 63 455 0015 | CLASSE C (d'après P. Vallat) / SAINT-ALYRE / habitat ? / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 455 0016 | / Puy-de-Corent / Epoque indéterminée / enclos, fosse |
| 63 455 0017 | Sanctuaire (fouilles M. Poux) / Puy de Corent / sanctuaire païen / fanum / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 455 0018 | Sanctuaire (fouilles M. Poux) / Puy de Corent / sanctuaire païen / Second Age du fer |
| 63 455 0019 | Fouilles M. Poux / Puy de Corent / habitat groupé / espace public / Second Age du fer |
| 63 455 0020 | Trophée / Puy de Corent / dépôt / Second Age du fer |
| 63 455 0022 | ZA Pra de Serre / / occupation / Néolithique - Age du bronze ? |
| 63 455 0023 | ZA Pra de Serre site 4 / / parcellaire ? / Bas moyen-âge |
| 63 455 0024 | ZA de Pra de Serre / / occupation / Age du bronze moyen |
| 63 455 0025 | ZA Pra de Serre / / Second Age du fer / amphore |
| 63 455 0026 | / Haut de Bazot / Epoque indéterminée / fosse, fossé |
| 63 455 0027 | Vallée de la Veyre (EHPAD) / / occupation / Moyen-âge classique |
| 63 455 0028 | / Lotissement les Amandiers / Bas moyen-âge - Epoque moderne ? / fosse |
| 63 455 0029 | / Lotissement les Amandiers / occupation / Epoque moderne - Epoque contemporaine |
| 63 455 0030 | Fouille M. Poux 2014-2016 / Plateau de Corent / occupation / Age du bronze moyen |
| 63 455 0031 | Quartier Est (Fouille Mathieu Poux) / Plateau de Gergovie / voie / Second Age du fer - Haut-empire |
| 63 455 0032 | Quartier Ouest (fouilles Mathieu Poux) / Plateau de Corent / habitat groupé / Haut-empire |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Commune : VIC-LE-COMTE (63457 )** **soit : 54 Entité(s) Archéologique(s)**

| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 457 0001 | ABRI DURIF (fond de l'abri) / ENVAL / occupation / Paléolithique supérieur |
| 63 457 0002 | ABRI BIELAWSKI / ENVAL / Paléolithique supérieur ? / inhumation |
| 63 457 0003 | CHAMP DE LA MEULE A ENVAL / ENVAL / occupation / Paléolithique supérieur |
| 63 457 0004 | CHABASSE / CHARBONNIER / occupation ? / Paléolithique supérieur |
| 63 457 0005 | CAVE DURIF / ENVAL / occupation / Paléolithique supérieur |
| 63 457 0006 | ABRI DURIF (sol de la grange) / ENVAL / occupation / Paléolithique supérieur |
| 63 457 0007 | ENVAL II / ENVAL / occupation / Paléolithique supérieur |
| 63 457 0008 | ENCLOS DE LA BANQUE DE FRANCE / LONGUES / Néolithique final ? / poignard |
| 63 457 0009 | AU NORD-EST DES VARENNES / / Paléolithique - Néolithique ? / industrie lithique |
| 63 457 0010 | AU NORD-EST DE BROLAC / / Paléolithique - Néolithique ? / industrie lithique |
| 63 457 0011 | CHAPPENEYRE OUEST / CHAPPENEYRE / Néolithique récent - Néolithique final / poignard ; élément pressignien |
| 63 457 0012 | ANCIENS REMPARTS DE VIC-LE-COMTE / VIC-LE-COMTE / enceinte urbaine / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 457 0013 | / LANGLADE / château fort ? / motte castrale ? / Moyen-âge classique - Bas moyen-âge ? |
| 63 457 0014 | ANCIEN CHATEAU D'ENVAL / ENVAL / château non fortifié ? / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? |
| 63 457 0015 | / LA GUESLE / espace fortifié / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? |
| 63 457 0016 | AU DESSUS DE LA GORGE DE BINET / / dépôt ? / Epoque indéterminée |
| 63 457 0017 | / LES CREUX / nécropole ? / Gallo-romain |
| 63 457 0018 | SIGALA, TERRITOIRE DES GARENNES / La Sigala, le Mas, Chatrat / habitat / Haut-empire |
| 63 457 0019 | AU SUD DE LONGUES ET AU NORD DU TERROIR DES VARENNES / / coffre funéraire / Haut-empire ? |
| 63 457 0020 | PENTE NORD-OUEST DU PUY DES CHAUMES / Basses-Chaumes / habitat ? / Haut-empire |
| 63 457 0021 | PONT DE LONGUES / / Second Age du fer - Haut-empire ? / amphore |
| 63 457 0022 | Propriété de M. Labourieux / LACHAUX / coffre funéraire / Moyen-âge ? |
| 63 457 0023 | ANCIEN COUVENT / MAIRIE DE VIC / chapelle / couvent / Epoque moderne |
| 63 457 0024 | EGLISE SAINT-JEAN / / cimetière / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 457 0025 | / CHARBONNIER / habitat ? / Second Age du fer - Bas-empire |
| 63 457 0026 | SAINTE-CHAPELLE / VIC-LE-COMTE / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 457 0027 | / ENVAL / Epoque indéterminée / souterrain |
| 63 457 0028 | ANCIENNE EGLISE SAINT-PIERRE / / cimetière / église / Moyen-âge classique - Epoque moderne ? |
| 63 457 0029 | ANCIEN COUVENT DES CORDELIERS / / couvent / Bas moyen-âge - Epoque moderne |
| 63 457 0030 | A L'OUEST DE LA CROIX DE VENT / Gardaillat / habitat ? / Haut-empire |
| 63 457 0031 | ANCIEN PALAIS DES COMTES D'AUVERGNE / LE BOURG / château fort / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 457 0032 | ZAC DES MEULES / LES MEULES / carrière de meules / Epoque moderne |
| 63 457 0033 | / Pont-des-Goules / Epoque indéterminée / fossé |
| 63 457 0034 | / Les Orleaux / habitat / parcellaire ? / Haut-empire |
| 63 457 0035 | / Farsat / habitat ? / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 457 0036 | Les Rivaux - Nord / / Second Age du fer - Haut-empire ? / enclos, fosse, mur |
| 63 457 0037 | / Les Orleaux / Haut-empire / bâtiment |
| 63 457 0038 | / Les Porteaux / Epoque indéterminée / anomalie |
| 63 457 0039 | Larat / / Age du bronze - Age du fer ? / céramique ; industrie lithique |
| 63 457 0040 | Larat / / Haut-empire / tuile ; céramique ; sigillée |
| 63 457 0041 | Larat / / Haut-empire / tuile ; moellon ; céramique ; sigillée |
| 63 457 0042 | Les Garennes / / habitat ? / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 457 0043 | Les Garennes, La Guelle / / habitat ? / Haut-empire |
| 63 457 0044 | Les Garennes, La Guelle / / habitat ? / Haut moyen-âge |
| 63 457 0045 | Nord Ouest les Varennes / / Epoque indéterminée / fosse |
| 63 457 0046 | / La Plagne / cimetière / Epoque indéterminée |
| 63 457 0047 | Ancienne léproserie d'Enval / le Pont de la Malotière / léproserie / chapelle / Bas moyen-âge - Epoque moderne |
| 63 457 0048 | / Brolac / Epoque indéterminée / enclos |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | |
|---|---|
| 63 457 0049 | / Les Rivaux / Epoque indéterminée / enclos, fosse |
| 63 457 0050 | La Plaine de Longues / Longues / occupation / Age du bronze final |
| 63 457 0051 | La Plaine de Longues / Longues / Second Age du fer / palissade, fossé |
| 63 457 0052 | La Plaine de Longues / Longues / occupation / Haut-empire ? |
| 63 457 0053 | / Ancienne route de Saint-Maurice à Longues / habitat / Age du bronze ancien |
| 63 457 0054 | Propriété Moliard / Enval / occupation / Paléolithique supérieur |

**Commune : YRONDE-ET-BURON (63472 )** **soit : 16 Entité(s) Archéologique(s)**

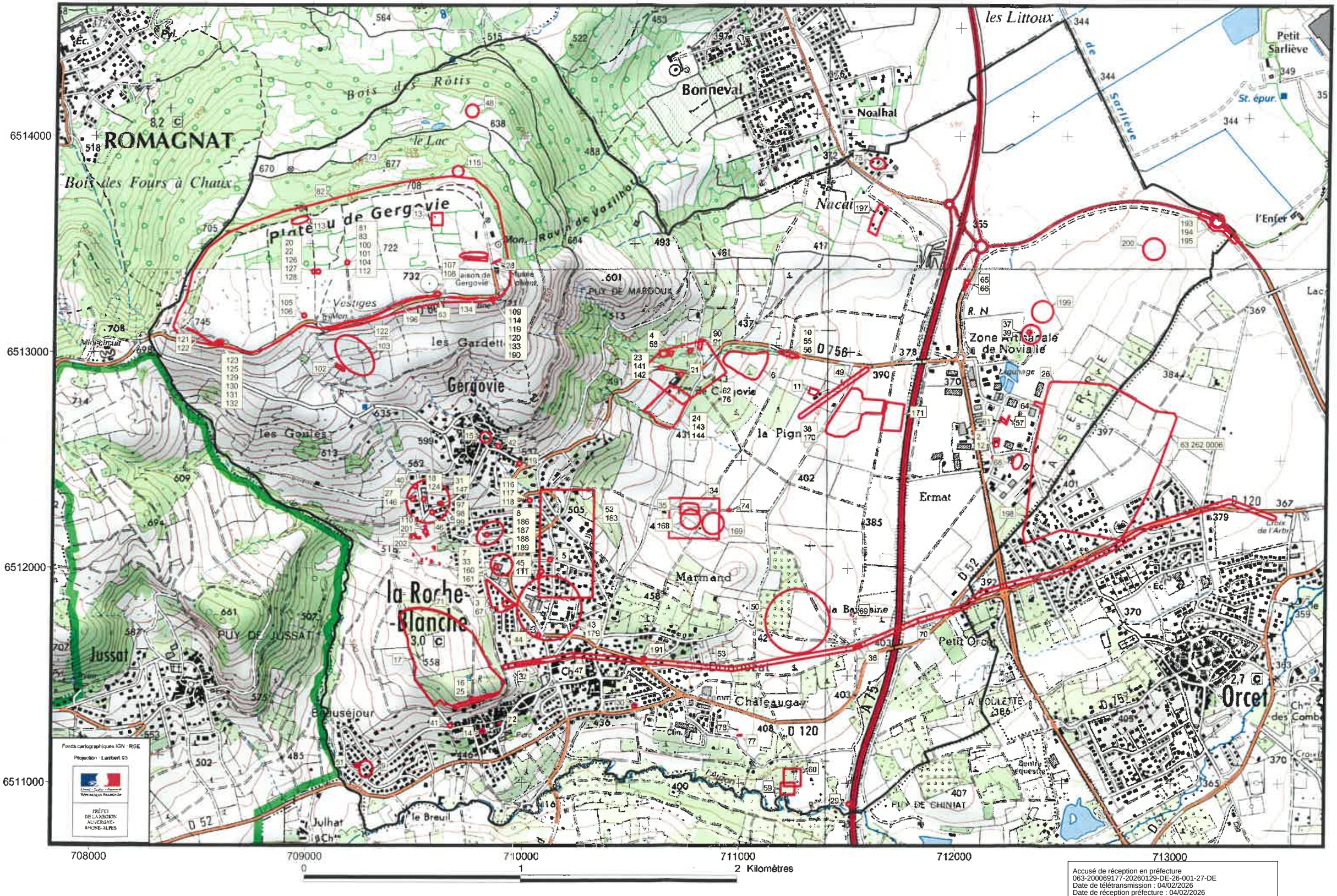
| numéro de l'EA | Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique |
|---|---|
| 63 321 0003 | "Chemin romain" / / voie / Gallo-romain - Période récente ? |
| 63 321 0007 | Borne des quatre seigneurs / MONT SERVAIT / organisation du territoire / Moyen-âge ? |
| 63 472 0001 | GROTTE FOUR LA BROUQUE / LES VENTADOURS / occupation / Néolithique moyen ? |
| 63 472 0002 | / PUY MORIAT / Néolithique / hache polie |
| 63 472 0003 | EGLISE SAINT-MARTIN / YRONDE / église / Moyen-âge classique - Epoque contemporaine |
| 63 472 0004 | / EGLISE DE BURON / église / Epoque moderne - Epoque contemporaine |
| 63 472 0005 | CHATEAU DE SARLANT / Domaine de Sarlant / château non fortifié / Bas moyen-âge - Epoque moderne |
| 63 472 0006 | CHATEAU D'AUBEYRAT / Domaine d'Aubeyrat / maison forte ? / Bas moyen-âge - Epoque moderne |
| 63 472 0007 | / PRES DU BOIS DE LA COURTADE / Gallo-romain / marbre décoratif ; élément architectural |
| 63 472 0008 | / BURON (Entre le Village et le Château) / dépôt monétaire / Moyen-âge classique |
| 63 472 0009 | Abbaye du Bou(s)chet / BOUCHET (LE), VALLUISANT / monastère / Moyen-âge classique - Epoque moderne |
| 63 472 0010 | / CHATEAU DE BURON / château fort / Moyen-âge classique - Bas moyen-âge |
| 63 472 0011 | / Fontaine de Buron / habitat ? / Haut-empire - Bas-empire |
| 63 472 0012 | / La Bouissat / habitat ? / Haut-empire |
| 63 472 0013 | EGLISE SAINT-MARTIN / YRONDE / cimetière / Haut moyen-âge - Moyen-âge classique |
| 63 472 0014 | / La Fouessat / occupation / Haut-empire - Bas-empire |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Carte de localisation des Entités Archéologiques (EA) recensées dans la base Patriarche pour la commune de la Roche-Blanche (63-302)

(état des connaissances au 08/02/2018)

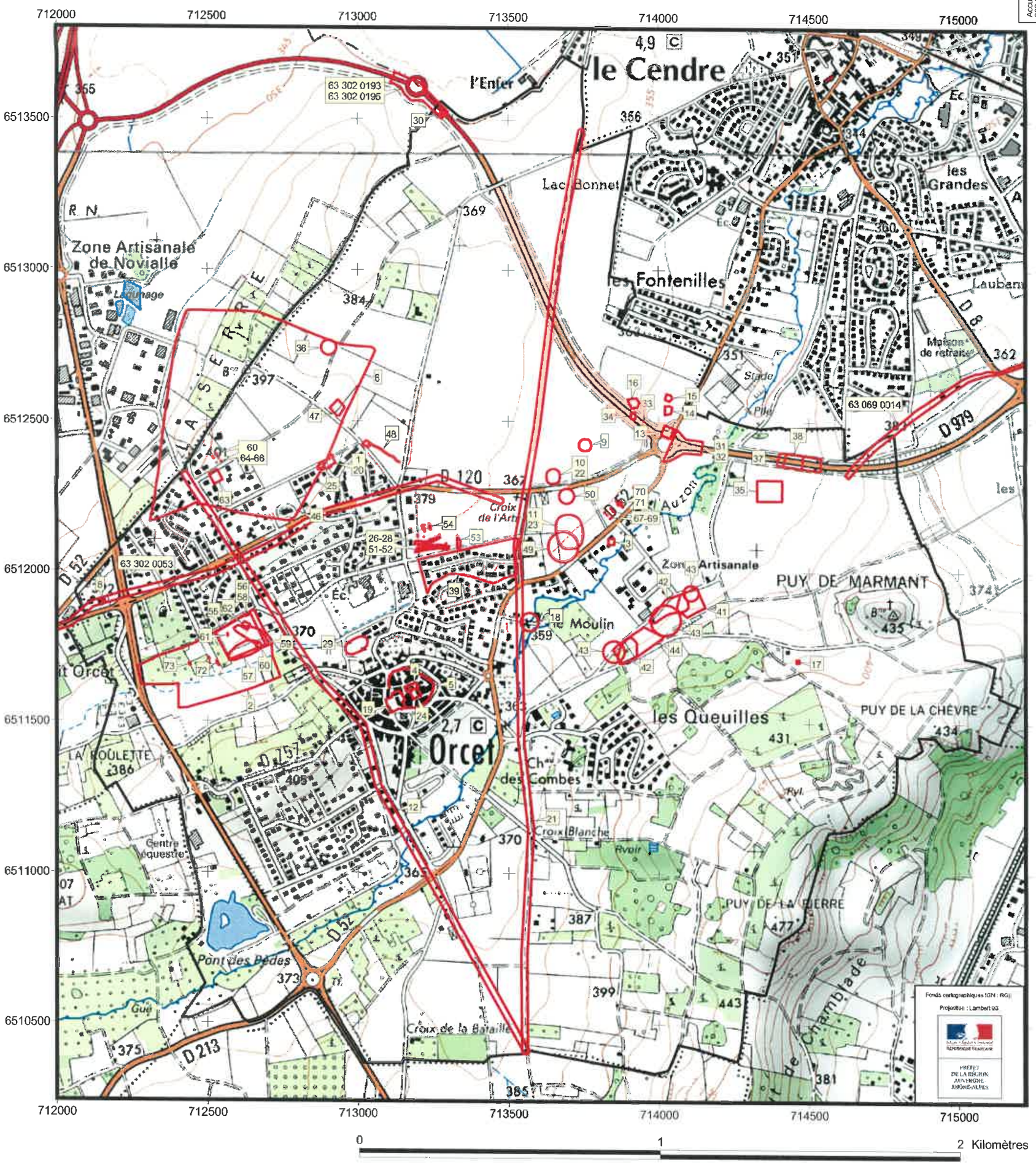



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Carte de localisation des Entités Arcéologiques (EA) recensées dans la base Patriarche
pour la commune d'Orcet (63-262)

(état des connaissances au 08/02/2018)



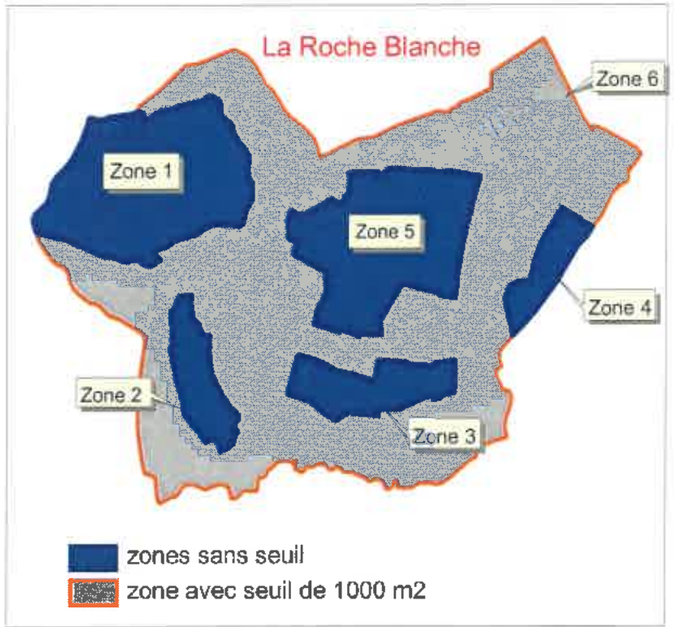
# 63 302 - PUY-DE-DÔME - LA ROCHE BLANCHE
## Zonage archéologique - Décret 2002-89, art. 1

26 juin 2003

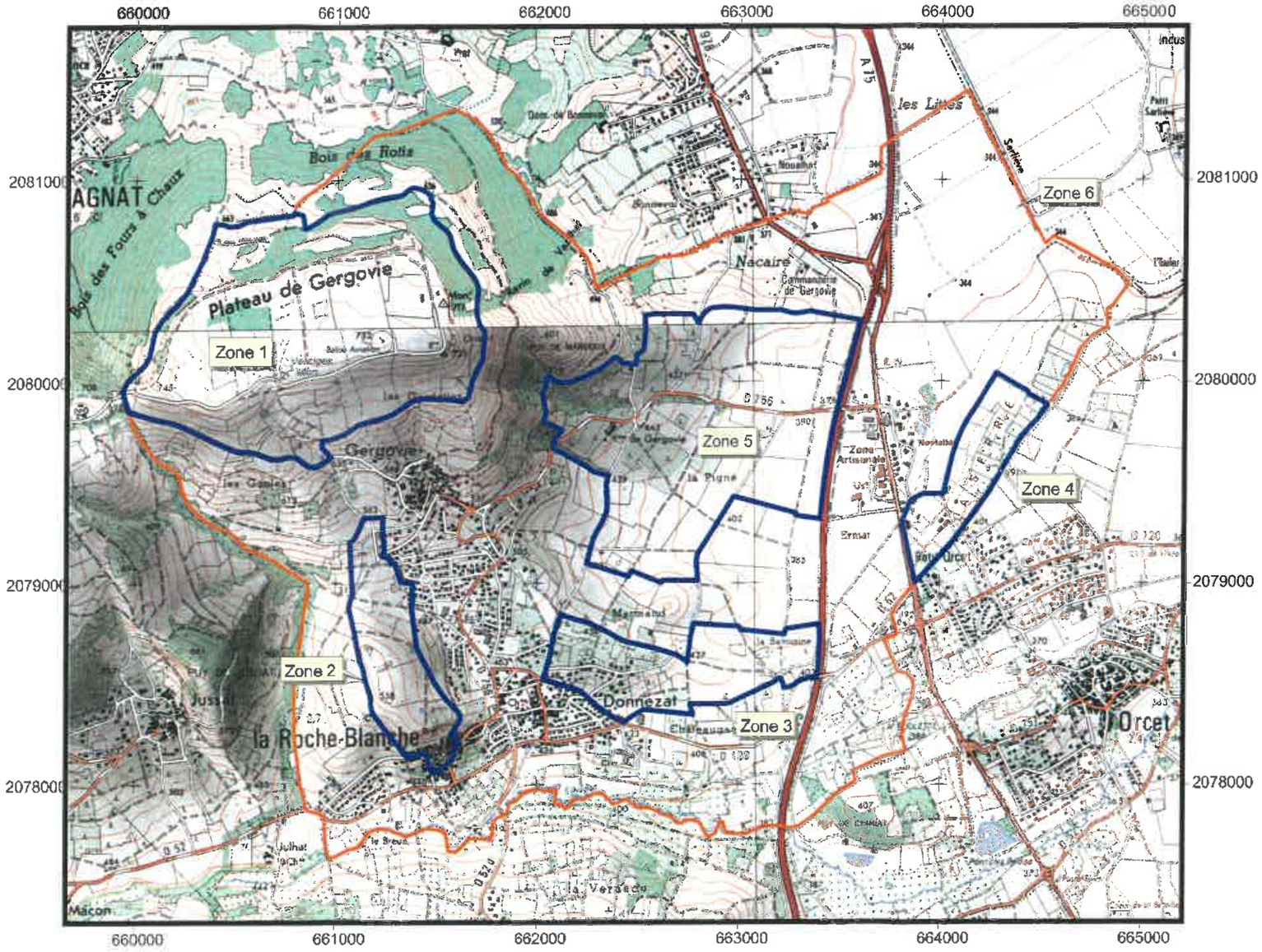
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère Culture Communication

Direction régionale des affaires culturelles
Auvergne




Situation générale du zonage archéologique




Report du zonage sur carte IGN (1/25 000)

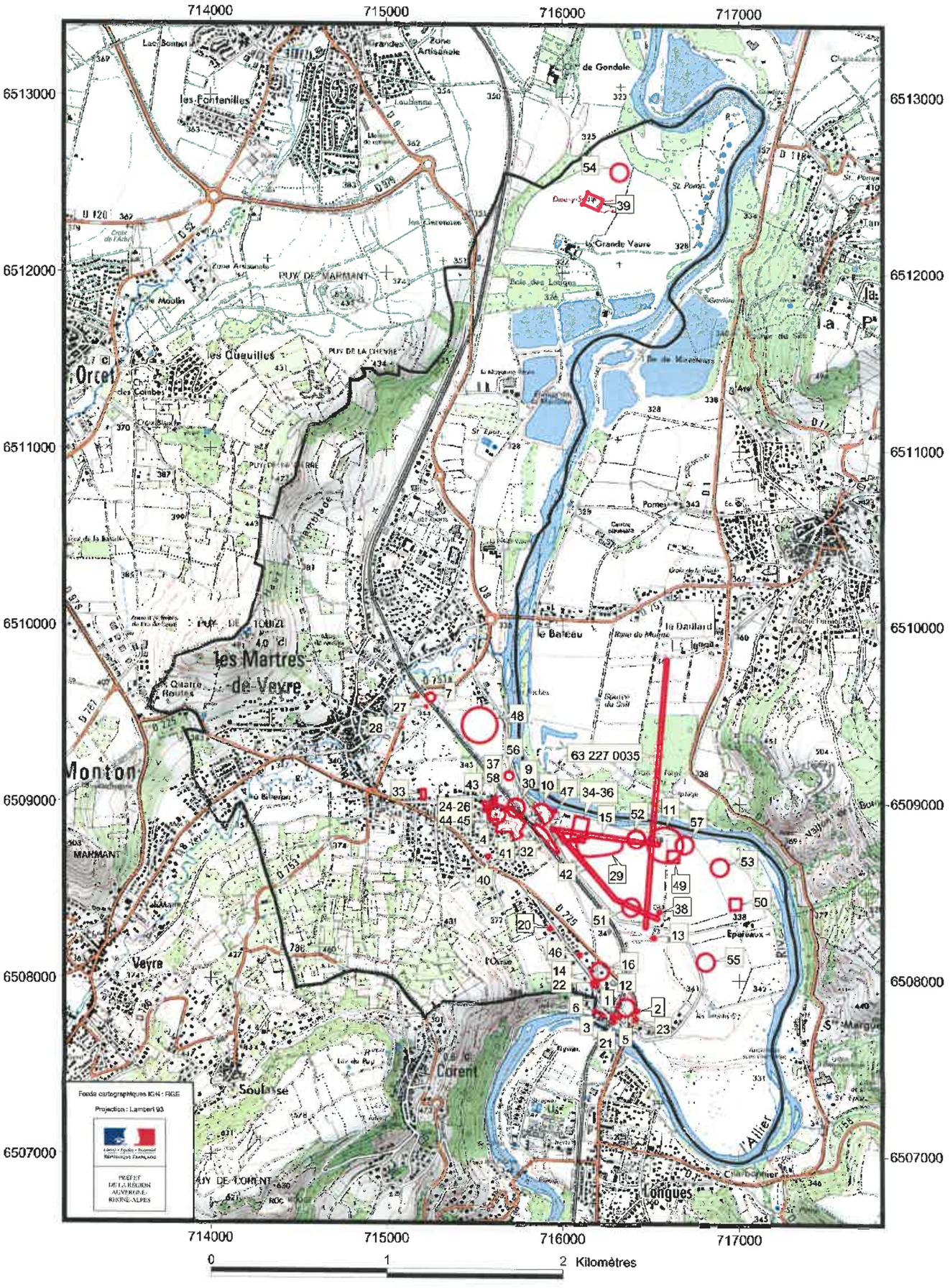
Délimitation des zones sans seuil
Limite de zone avec seuil de 1000 m2

Fonds cartographiques : Scan 25, licence n° 2000/CUIN/9036 ; BD Carto IGN 2000

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Carte de localisation des Entités Archéologiques (EA) recensées dans la base Patriarche
pour la commune des Martres-de-Veyre (63-214)

(état des connaissances au 07/02/2018)




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AUVERGNE

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES AUVERGNE

# ARRÊTÉ SGAR N° 2003/216 du 11 NOV 2003

**portant création de zones dans le cadre de l'archéologie préventive concernant LA ROCHE BLANCHE (Puy-de-Dôme)**

Le Préfet de la Région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des services et organismes publics de l'État dans la région et aux décisions de l'État en matière d'investissement public, notamment son article 16 ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive ;

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment son article 1er ;

VU le décret du 4 juillet 2002 nommant M. Pierre Mongin, Préfet de la région Auvergne, Préfet du Puy-de-Dôme ;

VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 442-3-1 ;

VU la circulaire 2002/013 du 03 mai 2002 du Ministère de la Culture et de la Communication ;

VU la circulaire 2003/0949 du 17 juin 2003 du Ministère de la Culture et de la Communication ;

Considérant que le patrimoine archéologique de La Roche-Blanche, par la densité, la qualité et la diversité chronologique des sites reconnus, revêt un caractère exceptionnel (annexe 1)

Sur proposition du Directeur Régional des Affaires Culturelles ;

## ARRÊTE

Article 1er : Les parcelles comprises dans le périmètre délimité sur le plan annexé au présent arrêté constituent les zones géographiques (Zones 1 à 6) prévues au 1° de l'article 1er du décret n° 2002-89 susvisé.



HÔTEL DE CHABRIAT 4, RUE PASCAL BP 175 63010 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1
TÉLÉPHONE 04 73 41 27 00 TÉLÉCOPIE 04 73 41 27 99

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Article 2** : (Zones de type A : sans seuils):
Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers situés dans les zones 1 à 5 délimitées à l'article 1er devront être transmis au préfet de Région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3** : (Zone de Type B : seuil de 1000 m²) :
Les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers d'une emprise au sol supérieure à 1000 m², situés dans la zone 6 délimitée par la limite communale à l'article 1er, devront être transmis au préfet de Région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 4** : Messieurs le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Culturelles, le Préfet du Puy-de-Dôme sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne, de la préfecture du Puy-de-Dôme et adressé par le préfet de département au maire concerné et affiché à la mairie pendant un mois à compter du jour où il y sera reçu.

Fait à Clermont-Ferrand, le

21 Nov 2003

Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur administratif du SGAR - Auvergne

Le Préfet

Pierre MONGIN



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# 63 262 - PUY-de-DÔME - ORCET
## Zonage archéologique - Décret 2002-89, art. 1

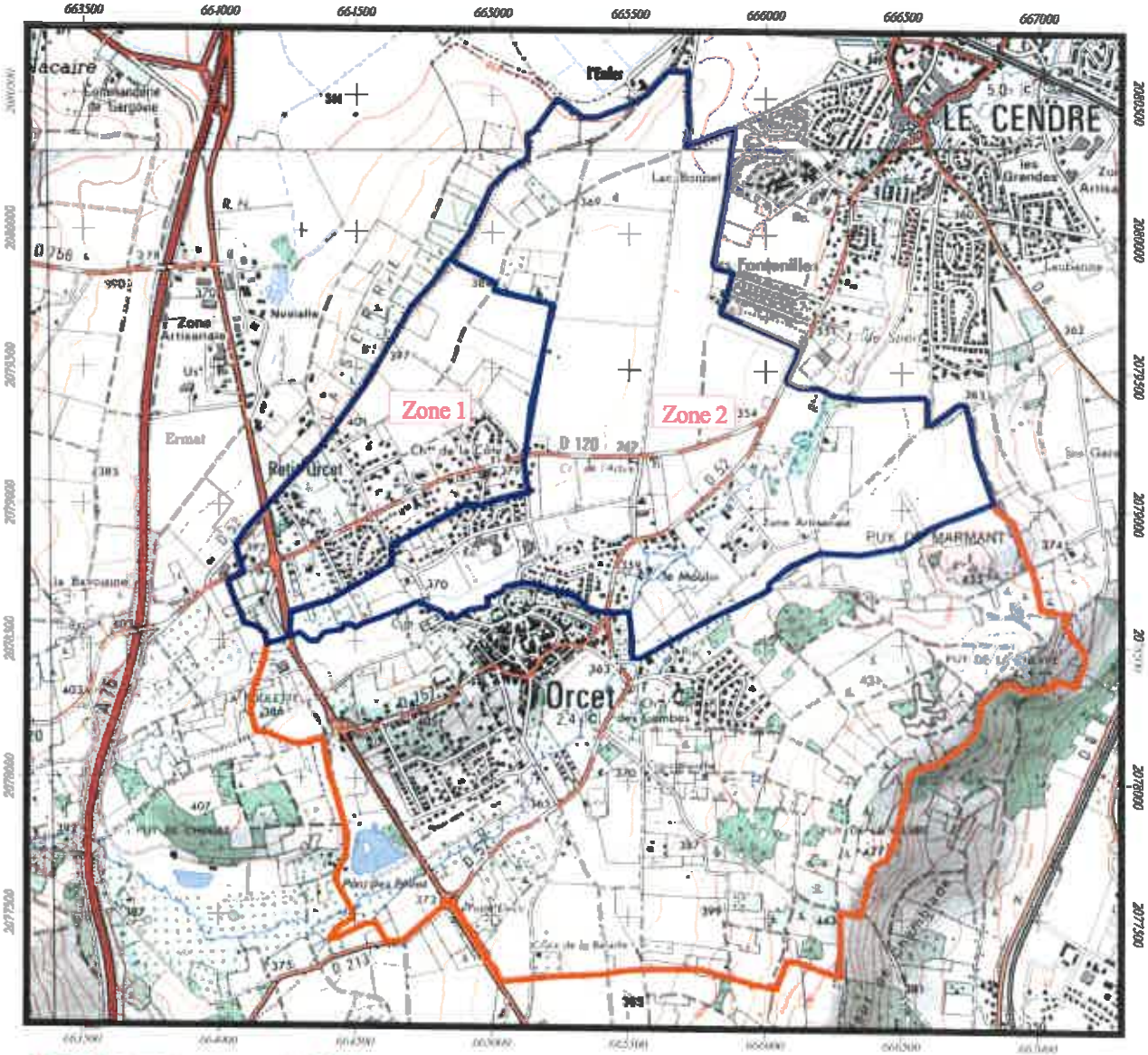
2 juillet 2003

N

0 500 1000 Mètres

Situation générale du zonage archéologique

Zone sans seuil
Zone avec seuil de 1000 m²




Report des zonages sur carte I.G.N.

Délimitation des zones
Limite de commune

Fond : Scan 25, n° de licence : 2000/CUIN/9036
BD Carto, I.G.N. Base de données cartographiques (2000)
convention n° 5652

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AUVERGNE

# ARRÊTÉ SGAR N° 2003/07 du 21 NOV. 2003

**portant création de zones dans le cadre de l'archéologie préventive concernant ORCET (Puy-de-Dôme)**

**Le Préfet de la Région Auvergne**
**Préfet du Puy-de-Dôme**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le décret n° 82-390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets de région, à l'action des services et organismes publics de l'État dans la région et aux décisions de l'État en matière d'investissement public, notamment son article 16 ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive ;

VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment son article 1er ;

VU le décret du 4 juillet 2002 nommant M. Pierre Mongin, Préfet de la région Auvergne, Préfet du Puy-de-Dôme ;

VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 442-3-1 ;

VU la circulaire 2002/013 du 03 mai 2002 du Ministère de la Culture et de la Communication ;

VU la circulaire 2003/0949 du 17 juin 2003 du Ministère de la Culture et de la Communication ;

Considérant que la qualité et la diversité chronologique du patrimoine archéologique de la commune d'Orcet sont exceptionnelles (Annexe 1),

Sur proposition du Directeur Régional des Affaires Culturelles ;

## ARRÊTE

Article 1er : Les parcelles comprises dans le périmètre délimité sur le plan annexé au présent arrêté constituent les zones géographiques (Zone 1 et 2) prévues au 1° de l'article 1er du décret n° 2002-89 susvisé.

HOTEL DE CHAZERAT 4, RUE PASCAL BP 874 63010 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1
TELEPHONE 04 73 41 27 03 TELECOPIE 04 73 41 27 59

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Article 2 : (Zones de type A : sans seuils)**
Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers situés dans la zone 1 délimitée à l'article 1er devront être transmis au préfet de Région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 3 : (Zone de Type B : seuil de 1000 m²) :**
Les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers d'une emprise au sol supérieure à 1000 m², situés dans la zone 2 délimitée à l'article 1er, devront être transmis au préfet de Région dans les conditions définies par le décret n° 2002-89 susvisé.

**Article 4 :** Messieurs le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Culturelles, le Préfet du Puy-de-Dôme sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne, de la préfecture du Puy-de-Dôme et adressé par le préfet de département au maire concerné et affiché à la mairie pendant un mois à compter du jour où il y sera reçu.

Fait à Clermont-Ferrand, le

21 NOV. 2013

Le Préfet

Pour ampliation
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur administratif du SGAR - Auvergne

Pierre MONGIN

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Dossier suivi par : Didier PRAT
Téléphone : 04.71.63.85.42
Courriel : d.prat@inao.gouv.fr

N/Réf. : 18 – DP/NF - 050

V/Réf. : SPAR/PPGC/SB/CM

Objet : Communauté de Communes Mond'Arverne Communauté
Demande de renseignements dans le cadre du "Porter à connaissance" relatif à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

**Direction Départementale des Territoires 63**
**Service Prospective Aménagement Risques**
**Pôle Planification Grand Clermont**
**7 rue Léo Lagrange**
**63033 CLERMONT FERRAND Cedex 1**

A l'attention de Madame BELLOEIL Sandrine

Aurillac, le 15 février 2018

Vous nous avez consultés par courrier du 15 janvier 2018 pour un dossier de demande de renseignements relatif à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes Mond'Arverne Communauté.

Vous trouverez en pièce jointe un tableau mentionnant l'appartenance de chacune des communes du territoire de la Communauté de Communes à une aire géographique de produits sous Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine (S.I.Q.O.).

Certaines communes sont dans l'aire géographique de l'AOP Côtes d'Auvergne qui fait l'objet d'une délimitation parcellaire. Cette délimitation vectorisée est mise à disposition par l'INAO sur demande. J'ai transmis votre adresse mail à ma collègue, Madame Béatrice JINER (INAO de Lattes - Bureau Des Données Cartographiques), afin qu'elle puisse vous envoyer ces données.

Concernant l'élaboration de ce document, je vous rappelle que l'article L112-3 du code rural prévoit la saisine de l'INAO préalablement à l'approbation des documents d'urbanisme lorsque ceux-ci concernent une commune incluse dans une aire d'appellation d'origine.

En conséquence, l'avis de l'INAO vous sera adressé sur présentation des modifications envisagées.

Au delà de cette obligation, vu les enjeux particuliers concernant les communes viticoles, il est souhaitable que le site INAO de Tours (qui sera in fine destinataire du dossier arrêté) soit tenu au courant de l'élaboration du dossier, en lui adressant dès le début des travaux les comptes-rendus des principales réunions et les orientations qui seront prises.

Le Technicien Supérieur,

Didier PRAT

**Copie : INAO Tours**

**PJ : Tableau appartenance des communes à une aire géographique de produits sous S.I.Q.O.**

INAO - Délégation Territoriale Auvergne Limousin
Site d'Aurillac – Village d'Entreprises
14 Avenue du Garric - 15000 AURILLAC
TEL : 04 71 63 85 42 / www.inao.gouv.fr

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | AOP | | | | | | IGP | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Bleu d'Auvergne | Cantal (affinage uniquement) | Côtes d'Auvergne | Fourme d'Ambert | Saint Nectaire | Saint Nectaire (affinage uniquement) | Jambon d'Auvergne | Porc d'Auvergne | Puy de Dôme | Saucisson sec d'Auvergne / Saucisse sèche d'Auvergne | Val de Loire | Volailles d'Auvergne |
| AUTHEZAT | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| AYDAT | | X | | X | X | | X | X | X | X | X | X |
| BUSSEOL | | X | | | | X | X | X | X | X | X | X |
| CHANONAT | | X | X | X | | X | X | X | X | X | X | X |
| CORENT | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| COURNOLS | | X | | X | X | | X | X | X | X | X | X |
| LE CREST | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| LAPS | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| MANGLIEU | X | X | | X | | X | X | X | X | X | X | X |
| LES MARTRES DE VEYRE | X | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| MIREFLEURS | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| OLLOIX | | X | | X | X | | X | X | X | X | X | X |
| ORCET | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| PIGNOLS | | X | X | X | | X | X | X | X | X | X | X |
| LA ROCHE BLANCHE | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| LA ROCHE NOIRE | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| SAINT AMANT TALLENDE | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| SAINT GEORGES SUR ALLIER | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| SAINT MAURICE ES ALLIER | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| SAINT SANDOUX | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| SAINT SATURNIN | | X | | X | | X | X | X | X | X | X | X |
| SALLEDES | X | X | | X | | X | X | X | X | X | X | X |
| SAULZET LE FROID | X | X | | X | X | | X | X | X | X | X | X |
| LA SAUVETAT | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| TALLENDE | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| VEYRE MONTON | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| VIC LE COMTE | | X | X | | | X | X | X | X | X | X | X |
| YRONDE ET BURON | | X | | | | X | X | X | X | X | X | X |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

SNCF IMMOBILIER

*Direction Immobilière Territoriale Sud Est*
Campus INCITY - 116, cours Lafayette 69003 Lyon

# NOTICE EXPLICATIVE SERVITUDE T1

## de la loi du 15 juillet 1845

## sur la police des chemins de fer

Le présent document a pour objet, d'une part, de définir les principales servitudes s'imposant aux propriétaires riverains du Chemin de Fer qui se proposent d'édifier des constructions à usage d'habitation, industriel ou commercial et, d'autre part, d'attirer l'attention des constructeurs sur la question des prospects susceptibles d'affecter le domaine ferroviaire.

## 1 / SERVITUDES GREVANT LES PROPRIETES RIVERAINES DU CHEMIN DE FER

L'article 3 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer rend applicable aux propriétés riveraines de la voie ferrée les servitudes prévues par les lois et règlements de la grande voirie et qui concerne notamment :

- l'alignement,
- l'écoulement des eaux,
- la distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés.

D'autre part, les articles 5 et 6 de ladite loi instituent des servitudes spéciales en ce qui concerne les distances à respecter pour les constructions et les excavations le long de la voie ferrée.

De plus, en application du décret -loi du 30 novembre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942, des servitudes peuvent grever les propriétés riveraines du chemin de fer en vue d'améliorer la visibilité aux abords des passages à niveau.

Les distances fixées par la loi du 15 juillet 1845 sont calculées à partir de la limite légale du chemin de fer, laquelle est indépendante de la limite réelle du domaine concédé à la SNCF.

Selon l'article 5 de cette loi, la limite légale du chemin de fer est déterminée de la manière suivante :

a) Voie en plate-forme sans fossé :

Une ligne idéale tracée à 1,50 mètre du bord du rail extérieur (figure 1).

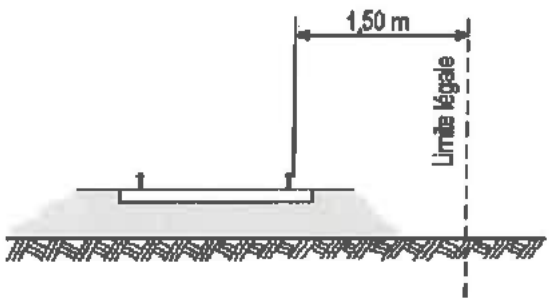



Figure 1



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
SIREN 552 049 447 RCS PARIS

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**b) <u>voie en plate-forme avec fossé</u> :**

Le bord extérieur du fossé (figure 2)

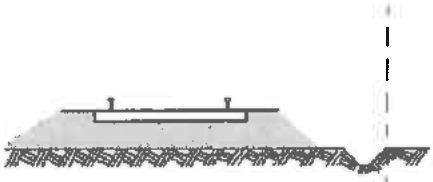


Figure 2

**c) <u>voie en remblai</u> :**

L'arête inférieure du talus de remblai (figure 3)

**<u>ou</u>**

le bord extérieur du fossé si cette voie en comporte un (figure 4)

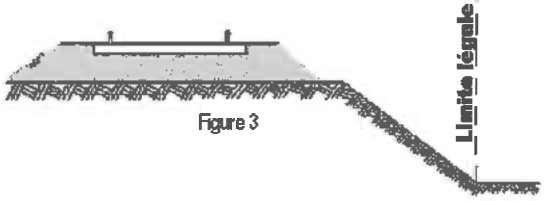



Figure 3

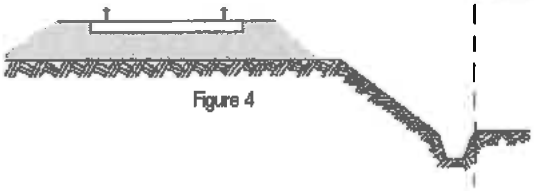


Figure 4

**d) <u>voie en déblai</u> :**

L'arête supérieure du talus de déblai (figure 5)

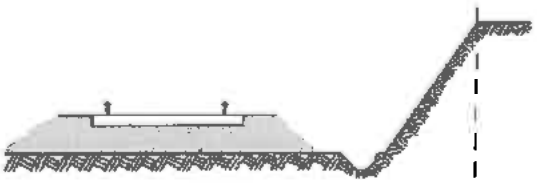


Figure 5

**Dans le cas d'une voie posée à flan de coteau, la limite légale à considérer est constituée par le point extrême des déblais ou remblais effectués pour la construction de la ligne et non la limite du terrain naturel (figures 6 et 7).**

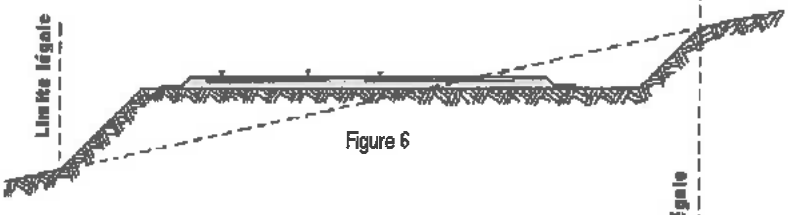



Figure 6

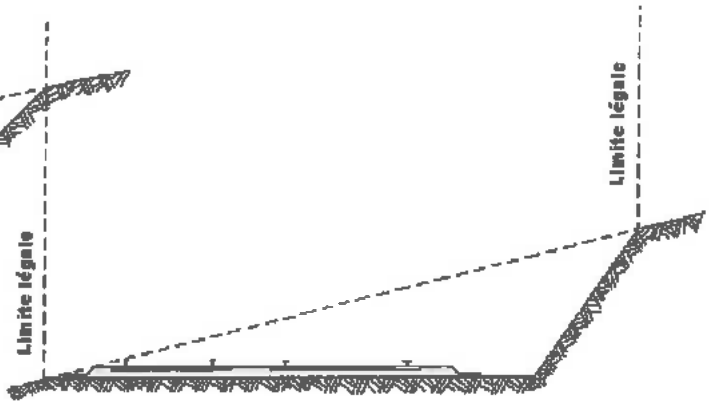



Figure 7





Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Lorsque le talus est remplacé par un mur de soutènement, la limite légale est, en cas de remblai, le pied, et, en cas de déblai, la crête de ce mur (figures 8 et 9).

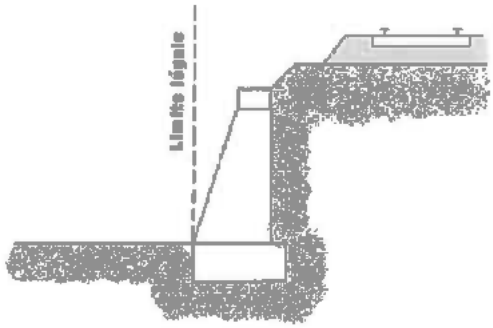



Figure 8

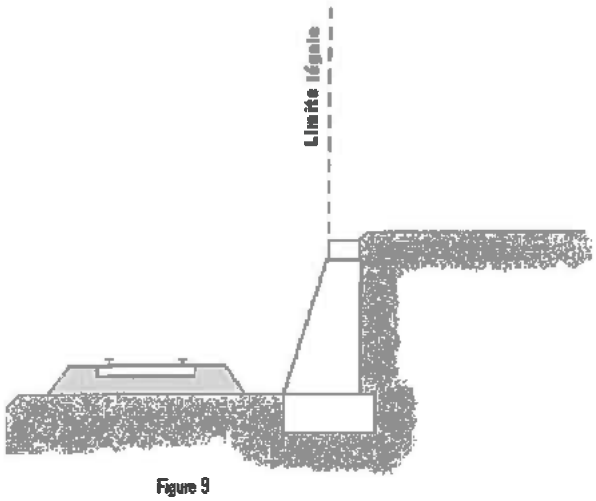



Figure 9

Lorsque le chemin de fer est établi en remblai et que le talus a été rechargé ou modifié par suite d'apport de terre ou d'épuration de ballast, la limite légale pourra être déterminée à partir du pied du talus primitif, à moins toutefois que cet élargissement de plate-forme ne soit destiné à l'établissement prochain de nouvelles voies.

En bordure des lignes à voie unique dont la plate-forme a été acquise pour 2 voies, la limite légale est déterminée en supposant la deuxième voie construite avec ses talus et fossés.

Il est, par ailleurs, fait observer que les servitudes prévues par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer n'ouvrent pas droit à indemnité.

Enfin, il est rappelé qu'indépendamment des servitudes énumérées ci-dessus – dont les conditions d'application vont être maintenant précisées – les propriétaires riverains du chemin de fer doivent se conformer, le cas échéant, aux dispositions de la loi de 1845, concernant les dépôts temporaires et l'exploitation des mines et carrières à proximité des voies ferrées.

## 1 - ALIGNEMENT

L'alignement est la procédure par laquelle l'administration détermine les limites du domaine public ferroviaire.

Tout propriétaire riverain du chemin de fer qui désire élever une construction ou établir une clôture, doit demander l'alignement. Cette obligation s'impose non seulement aux riverains de la voie ferrée proprement dite, mais encore à ceux des autres dépendances du domaine public ferroviaire telles que gares, cours de gares, avenues d'accès, etc.

L'alignement est délivré par arrêté préfectoral. Cet arrêté indique aussi les limites de la zone de servitudes à l'intérieur de laquelle il est interdit, en application de la loi du 15 juillet 1845, d'élever des constructions, d'établir des plantations ou d'effectuer des excavations.

L'alignement ne donne pas droit aux riverains du chemin de fer les droits qu'il confère le long des voies publiques, dits « aisances de voirie ». Ainsi, aucun accès ne peut être pris sur la voie ferrée.





Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 2 - ECOULEMENT DES EAUX

Les riverains du chemin de fer doivent recevoir les eaux naturelles telles qu'eaux pluviales, de source ou d'infiltration provenant normalement de la voie ferrée ; ils ne doivent rien entreprendre qui serait de nature à gêner leur libre écoulement ou à provoquer leur refoulement dans les emprises ferroviaires.

D'autres part, si les riverains peuvent laisser écouler sur le domaine ferroviaire les eaux naturelles de leurs fonds, dès l'instant qu'ils n'en modifient ni le cours ni le volume, par contre il leur est interdit de déverser leurs eaux usées dans les dépendances du chemin de fer.

## 3 - PLANTATIONS

a) arbres à hautes tiges : aucune plantation d'arbres à haute tige ne peut être faite à moins de six mètres de la limite légale du chemin de fer. Toutefois, cette distance peut être ramenée à deux mètres de la limite réelle par autorisation préfectorale (figure 10).

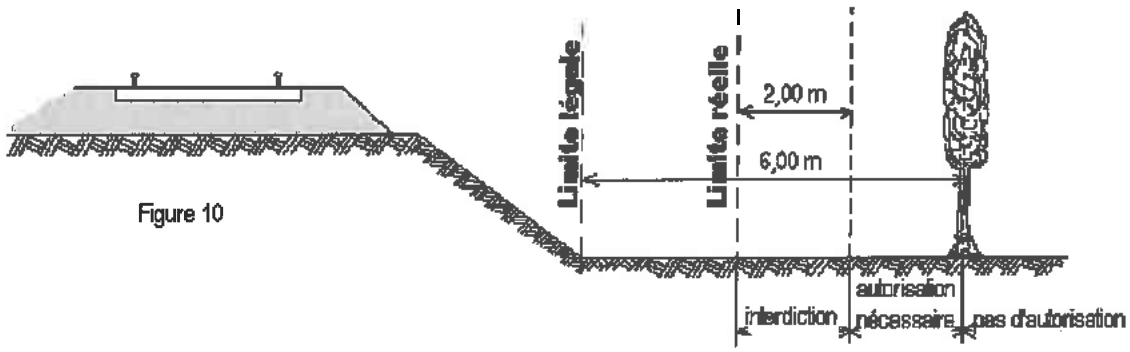



Figure 10

b) haies vives : Elles ne peuvent être plantées à l'extrême limite des propriétés riveraines : une distance de deux mètres de la limite légale doit être observée, sauf dérogation accordée par le Préfet qui peut réduire cette distance jusqu'à 0,50 m de la limite réelle (figure 11).

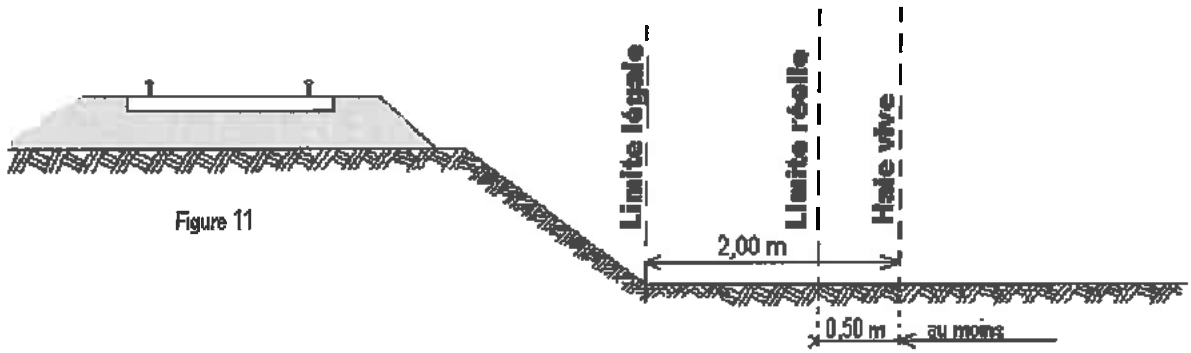



Figure 11

## 4 - CONSTRUCTIONS

Indépendamment des marges de reculement susceptibles d'être prévues dans les Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.) ou dans les cartes communales pour les communes dépourvues de P.L.U., aucune construction autre qu'un mur de clôture, ne peut être établie à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer. (Figure 12)





Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

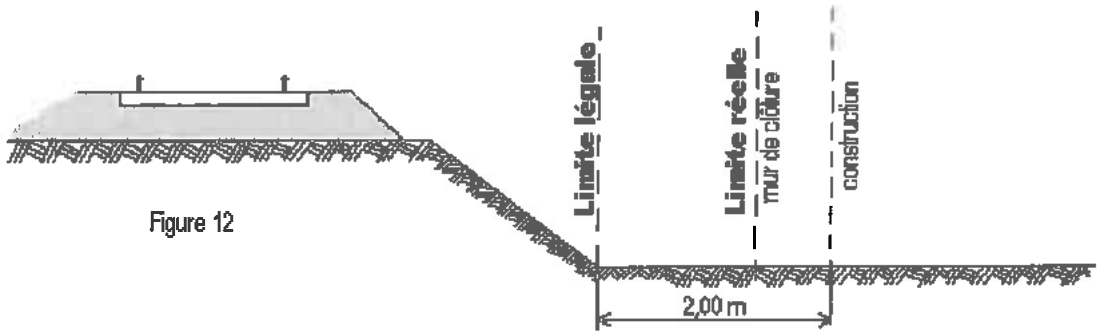



Figure 12

Il résulte des dispositions précédentes que si les clôtures sont autorisées à la limite réelle du chemin de fer, les constructions doivent être établies en retrait de cette limite dans le cas où celle-ci serait située à moins de deux mètres de la limite légale.

Cette servitude de reculement ne s'impose qu'aux propriétés riveraines de la voie ferrée proprement dite, qu'il s'agisse d'une voie principale ou d'une voie de garage ou encore de terrains acquis pour la pose d'une nouvelle voie.

Par ailleurs, il est rappelé qu'il est interdit aux propriétaires riverains du chemin de fer d'édifier, sans l'autorisation de la SNCF, des constructions qui, en raison de leur implantation, entraîneraient, par application des dispositions d'urbanisme, la création de zones de prospect sur le domaine public ferroviaire (cf. 2ème partie ci-après).

## 5 - EXCAVATIONS

Aucune excavation ne peut être édifiée en bordure de la voie ferrée lorsque celle-ci se trouve en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, dans une zone de largeur égale à la hauteur du remblai, mesurée à partir du pied de talus (figure 13).

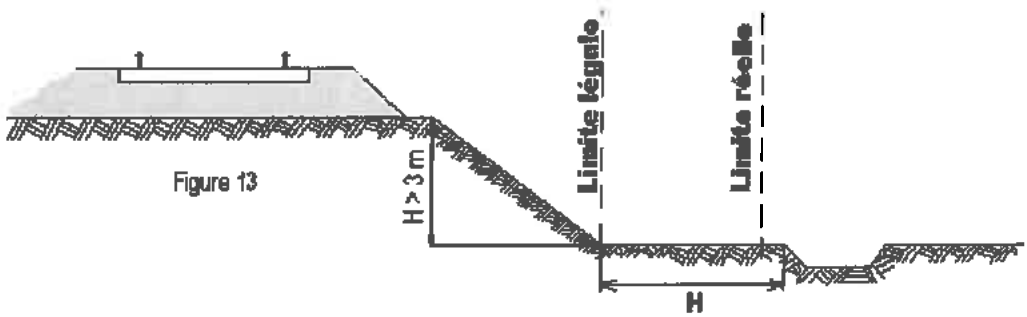



Figure 13

Est à considérer comme dangereux pour le chemin de fer, une excavation dont le fond de fouille entamerait un talus fictif dont la crête serait située à 1,50 m du rail le plus proche et ayant une inclinaison de 45° par rapport à la verticale, lorsque le terrain naturel a un coefficient de frottement[1] supérieur à 1 (figure 13bis) et une inclinaison de 60° par rapport à la verticale lorsque le terrain naturel, peu stable, a un coefficient de frottement inférieur à 1 (figure 13ter).

[1] coefficient de frottement

| | |
|---|---|
| sable fin et sec | 0,60 |
| sable très fin | 0,65 |
| terre meuble très sèche | 0,81 |
| terre ordinaire bien sèche | 1,07 |
| terre ordinaire humectée | 1,38 |
| terre forte très compacte | 1,43 |

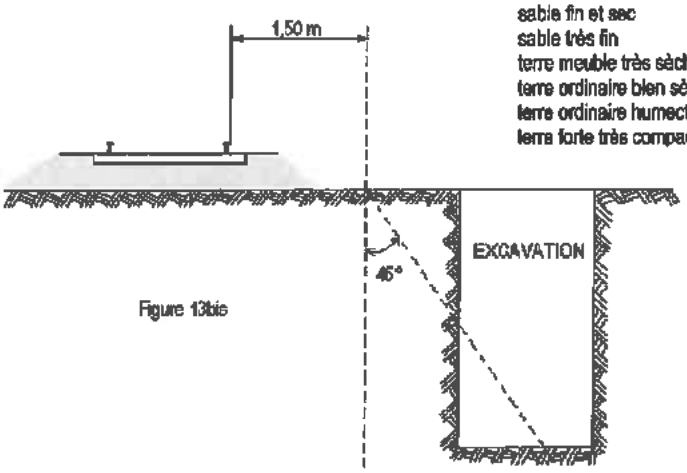



Figure 13bis

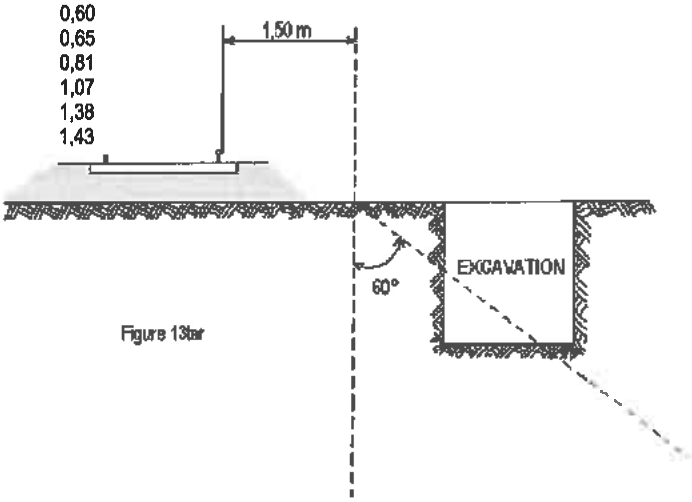



Figure 13ter

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Sont considérés comme carrières les gîtes de matériaux de construction, de matériaux d'empierrement et de viabilité, de matériaux pour l'industrie céramique, de matériaux d'amendement pour la culture des terres et d'autres substances analogues, le tout exploité à ciel ouvert ou avec des galeries souterraines.

L'exploitation d'une carrière doit être déclarée au Maire qui transmet la déclaration au Préfet. Elle est soumise à la réglementation édictée par le décret 56.838 du 16 août 1956 portant code minier, et aux décrets pris en application de l'article 107 de ce code.

Lors de l'exploitation à ciel ouvert, les bords de fouilles ou excavations sont établies et tenues à une distance horizontale de 10 mètres au moins des bâtiments ou constructions quelconques, publics ou privés, des routes ou chemins, cours d'eau, canaux, fossés, rigoles, conduites d'eau, etc. L'exploitation de la masse est arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale réglée à un mètre pour chaque mètre d'épaisseur des terres de recouvrement, s'il s'agit d'une masse solide (figure 14) ou à un mètre pour chaque mètre de profondeur totale de fouille, si cette masse, par sa cohésion, est analogue à ces terres de recouvrement (figure 15).

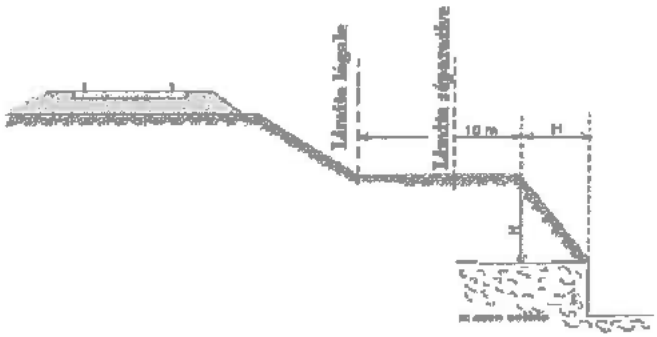



Figure 14

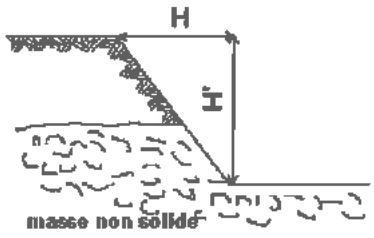



Figure 15

L'exploitation d'une carrière souterraine ne peut être poursuivie que jusqu'à une distance horizontale de 10 mètres des bâtiments et constructions quelconques, des routes et des chemins, etc. Cette distance est augmentée d'un mètre pour chaque mètre de hauteur de l'excavation (figure 16).

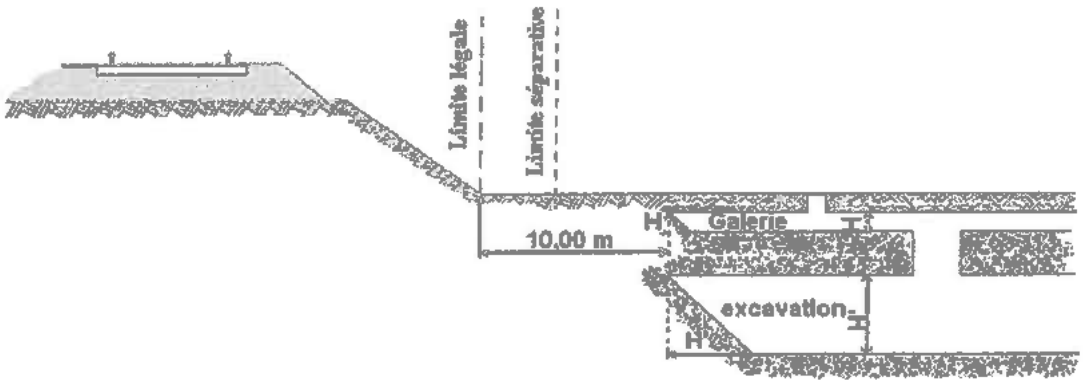



Figure 16

Si l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert ou d'une carrière souterraine à proximité du chemin de fer a pour effet de compromettre la solidité de la voie, la SNCF conserve la possibilité d'intervenir pour faire modifier les conditions de cette exploitation ou faire rapporter l'arrêté préfectoral qui l'a autorisée. Il appartient au chef de district d'alerter ses supérieurs et au Directeur d'Etablissement d'intervenir auprès du Préfet.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 6 – DEPOTS

### Dépôts de matières inflammables :

Les dépôts de matières inflammables ne peuvent être établis à moins de 20 mètres de la limite légale du chemin de fer (figure 17).

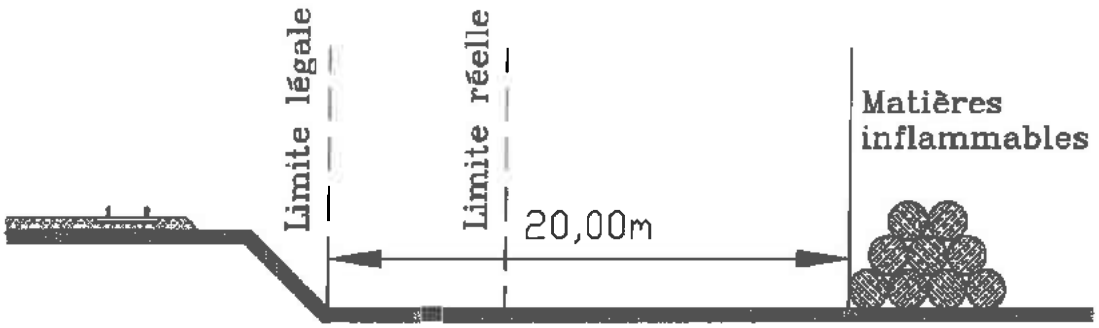



Figure 17

Cette interdiction ne s'applique pas aux dépôts provisoires de récoltes établis pendant le temps la moisson, et, par assimilation, aux dépôts de fumier et de gadoue pendant le laps de temps nécessaire à leur enfouissement.

Les principales matières inflammables sont :

- Les meules de céréales et de pailles diverses ;
- Les fumiers, les dépôts d'ordures et gadoues ;
- Les bois de mine, les bois de sciage, les planches de bois tendre, tels que pin, sapin, peuplier ;
- Les planches de bois dur d'une épaisseur inférieure à 26 mm, les déchets de bois, copeaux et sciures ;
- Les couvertures en chaume ;
- Les broussailles et herbes sèches coupées provenant spontanément du sol et amoncelées ou réunies, etc. ;
- Les hydrocarbures même enfermés dans des réservoirs hermétiquement clos,
- Les dépôts de vieux pneus à l'air libre.

Ne sont pas considérés comme matières inflammables :

- Les couvertures en carton bitumé et sablé ;
- Les bois en grumes, les planches de bois dur d'une épaisseur au moins égale à 26 mm, les poutrelles et chevrons à condition que les dépôts ne contiennent pas de déchets, de sciures, fagots ou autres menus bois.

D'une manière générale, le caractère inflammable des dépôts s'apprécie d'après la consistance physique et non d'après une référence à un règlement ministériel. Cette liste n'a pas pour objet d'être exhaustive.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Dépôts de matières non-inflammables :**

Aucun dépôt de matières non-inflammables ne peut être constitué à moins de 5 mètres de la limite légale du chemin de fer (figure 18), sauf dérogation accordée par le Préfet, préalablement à l'installation du dépôt.

Ces prescriptions sont applicables même dans le cas où il existe un mur séparatif entre le chemin de fer et une propriété riveraine.

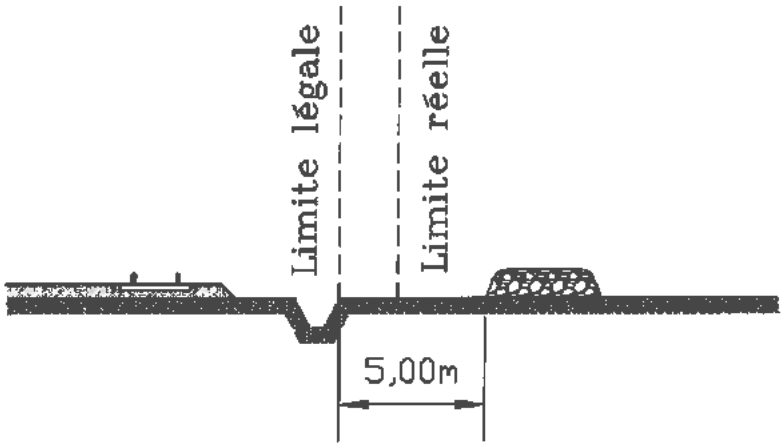



Figure 18

Les dépôts de matières non inflammables peuvent être constitués à la limite réelle du chemin de fer sans dérogation seulement dans les deux cas suivants :

- Si le chemin de fer est en remblai à la condition que la hauteur du dépôt n'excède pas la hauteur du remblai du chemin de fer (figure 19)
- S'il s'agit d'un dépôt temporaire d'engrais ou autres objets nécessaires à la culture des terres.

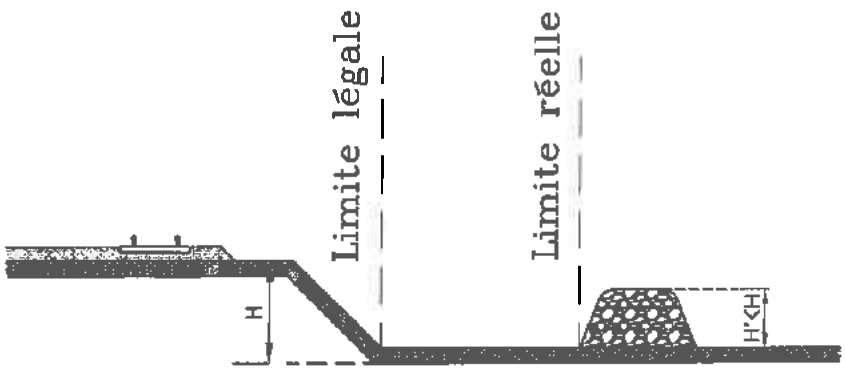



Figure 19



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 7 - SERVITUDES DE VISIBILITE AUX ABORDS DES PASSAGES A NIVEAU

Les propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée sont susceptibles d'être frappées de servitudes de visibilité en application du décret-loi du 30 octobre 1935 modifié par la loi du 27 octobre 1942.

Ces servitudes peuvent comporter, suivant les cas :

- l'obligation de supprimer les murs de clôture ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau déterminé,

- l'interdiction de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations au-dessus d'un certain niveau,

- la possibilité, pour l'administration, d'opérer la résection des talus, remblais et tout obstacle naturel, de manière à réaliser des conditions de vues satisfaisantes.

Un plan de dégagement soumis à enquête détermine, pour chaque parcelle, la nature des servitudes imposées, lesquelles ouvrent droit à indemnité.

A défaut de plan de dégagement, le DDT soumet à la SNCF, pour avis, les demandes de permis de construire intéressant une certaine zone au voisinage des passages à niveau non gardés.

Cette zone est teintée en gris sur le croquis ci-dessous (figure 20).

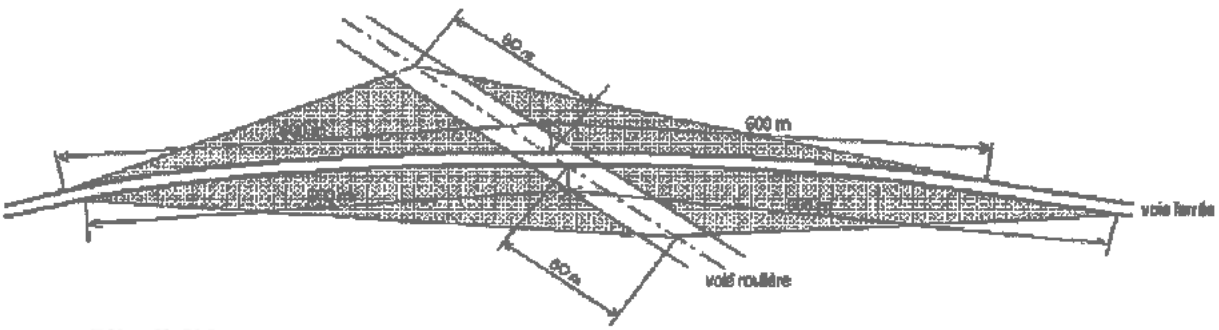



Figure 20

## 2 / PROSPECTS SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LE DOMAINE FERROVIAIRE

L'attention des constructeurs est appelée sur le fait qu'au regard de l'application des règlements d'urbanisme, le domaine ferroviaire doit être assimilé, non pas à la voie routière, mais à une propriété privée, sous réserve, le cas échéant, des particularités tenant au régime de la domanialité publique.

Les constructeurs ne peuvent, par conséquent, constituer sur le domaine ferroviaire les prospects qu'ils sont en droit de prendre sur la voie routière. Ils sont tenus de se conformer aux dispositions relatives à l'implantation des bâtiments par rapport aux fonds voisins, telles qu'elles sont prévues par le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U), ou à défaut, par le règlement national d'urbanisme. En outre, compte tenu des nécessités du service public du chemin de fer, des prospects ne peuvent grever les emprises ferroviaires que dans la mesure où ils sont compatibles avec l'affectation donnée à ces emprises.

Dès lors, tout constructeur qui envisage d'édifier un bâtiment qui prendrait prospect sur le domaine ferroviaire, doit se rapprocher de la SNCF et, à cet effet, s'adresser au chef de la Direction Déléguée Infrastructure de la Région. La SNCF examine alors si les besoins du service public ne s'opposent pas à la création du prospect demandé. Dans l'affirmative, elle conclut, avec le propriétaire du prospect intéressé, une convention au terme de laquelle elle accepte, moyennant le versement d'une indemnité, de constituer une servitude de non aedificandi sur la partie du domaine ferroviaire frappé du prospect en cause.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Si cette servitude affecte une zone classée par sa destination dans le domaine public ferroviaire, la convention précitée ne deviendra définitive qu'après l'intervention d'une décision ministérielle ayant pour objet de soustraire cette zone au régime de la domanialité publique



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# LOI DU 15 JUILLET 1845

**sur la police des chemins de fer - version consolidée au 20 octobre 2006**

## TITRE 1er

## MESURES RELATIVES A LA CONSERVATION DES CHEMINS DE FER

### Article 1

*Modifié par la Loi n° 97-135 du 13 février 1997 art. 12 (JORF 15 février 1997)*

Les chemins de fer construits ou concédés par l'Etat font partie de la grande voirie. Cette disposition s'applique à l'ensemble du réseau ferré national.

### Article 2

Sont applicables aux chemins de fer les lois et règlements sur la grande voirie, qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, levées et ouvrages d'art dépendant des routes, et d'interdire, sur toute leur étendue, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques.

### Article 3

Sont applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie, et qui concernent :

L'alignement,
L'écoulement des eaux,
L'occupation temporaire des terrains en cas de réparation,
La distance à observer pour les plantations, et l'élagage des arbres plantés,
Le mode d'exploitation des mines, minières, tourbières et sablières, dans la zone déterminée à cet effet.

Sont également applicables à la confection et à l'entretien des chemins de fer, les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics.

### Article 4

*Abrogé par le Décret n° 2006-1279 du 19 octobre 2006 art. 58 (JORF 20 octobre 2006)*

### Article 5

*Modifié par la Loi n° 80-514 du 7 juillet 1982 article unique (JORF 9 juillet 1982)*

A l'avenir, aucune construction autre qu'un mur de clôture ne pourra être établie dans une distance de deux mètres du chemin de fer.

Cette distance sera mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin, et, à défaut d'une ligne tracée, à un mètre cinquante centimètres à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

Les constructions existantes au moment de la promulgation de la présente loi, ou lors de l'établissement d'un nouveau chemin de fer, pourront être entretenues dans l'état où elles se trouveront à cette époque.

Un décret en Conseil d'Etat déterminera les formalités à remplir par les propriétaires pour faire constater l'état desdites constructions, et fixera le délai dans lequel ces formalités devront être remplies.

### Article 6

Dans les localités où le chemin de fer se trouvera en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Cette autorisation ne pourra être accordée sans que les concessionnaires ou fermiers de l'exploitation du chemin de fer aient été entendus ou dûment appelés.

### Article 7

Il est défendu d'établir, à une distance de moins de vingt mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, des couvertures en chaume, des meules de pailles, de foin, et aucun autre dépôt de matières inflammables.

Cette prohibition ne s'étend pas aux dépôts de récoltes faits seulement pour le temps de la moisson.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

### Article 8

Dans une distance de moins de cinq mètres d'un chemin de fer, aucun dépôt de pierres, ou objets non inflammables, ne peut être établi sans autorisation préalable du préfet.

Cette autorisation sera toujours révocable.

L'autorisation n'est pas nécessaire :
1° Pour former dans les localités où le chemin de fer est en remblai, des dépôts de matières non inflammables, dont la hauteur n'excède pas celle du remblai du chemin.
2° Pour former des dépôts temporaires d'engrais et autres objets nécessaires à la culture des terres.

### Article 9

Lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin et la disposition des lieux le permettront, les distances déterminées par les articles précédents pourront être diminuées en vertu *d'autorisations accordées* après enquête.

### Article 10

Si, hors des cas d'urgence prévus par la loi des 16-24 août 1790, la sûreté publique ou la conservation du chemin de fer l'exige, l'administration pourra faire supprimer, moyennant une juste indemnité, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux combustibles ou autres, existant, dans les zones ci-dessus spécifiées, au moment de la promulgation de la présente loi, et, pour l'avenir, lors de l'établissement du chemin de fer.

L'indemnité sera réglée, pour la suppression des constructions, conformément aux titres IV et suivants de la loi du 3 mai 1841, et, pour tous les autres cas, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

### Article 11

*Modifié par l'Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3*
*(JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002)*

Les contraventions aux dispositions du présent titre seront constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de grande voirie.

Elles seront punies d'une amende 7,5 à 150 euros, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées au Code pénal et au titre III de la présente loi. Les contrevenants seront, en outre, condamnés à supprimer, dans le délai déterminé par l'arrêté du conseil de préfecture, les excavations, couvertures, meules ou dépôts faits contrairement aux dispositions précédentes.

A défaut, par eux, de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office, et le montant de la dépense sera recouvré contre eux par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

## TITRE II
## DES CONTRAVENTIONS DE VOIRIE COMMISES PAR LES CONCESSIONNAIRES OU FERMIERS DE CHEMINS DE FER

### Article 12

Lorsque le concessionnaire ou le fermier de l'exploitation d'un chemin de fer contreviendra aux clauses du cahier des charges, ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation, la viabilité des routes *nationales*, départementales et vicinales, ou le libre écoulement des eaux, procès-verbal sera dressé de la contravention, soit par les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, soit par les conducteurs, gardes-mines et piqueurs dûment assermentés.

### Article 13

Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier, à la diligence du préfet, et transmis dans le même délai au tribunal administratif du lieu de la contravention.

### Article 14



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

*Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre en vigueur le 1er janvier 2002*

Les contraventions prévues à l'article 12 seront punies d'une amende de 150 à 1 500 euros.

**Article 15**

L'administration pourra, d'ailleurs, prendre immédiatement toutes mesures provisoires pour faire cesser le dommage, ainsi qu'il est procédé en matière de grande voirie.

Les frais qu'entraînera l'exécution de ces mesures seront recouvrés, contre le concessionnaire ou fermier, par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

## TITRE III
## DES MESURES RELATIVES A LA SURETE DE LA CIRCULATION SUR LES CHEMINS DE FER

**Article 16**

*Modifié par la Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 322*
*(JORF 23 décembre 1992 en vigueur le 1er mars 1994)*

Quiconque aura volontairement employé un moyen quelconque aux fins de faire dérailler les véhicules ou provoquer leur collision sera puni de la réclusion criminelle à temps de cinq à dix ans.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de la réclusion criminelle à perpétuité et, dans le second, de la peine de la réclusion criminelle à temps de dix à vingt ans.

**Article 17**

*Modifié par la Loi n° 81-82 du 2 février 1981 art. 29 (JORF 3 février 1981)*

Si le crime prévu par l'article 16 a été commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis lors même que la réunion séditieuse n'aura pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer.

**Article 18**

*Modifié par l'Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3*
*(JORF 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002)*

Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, de commettre un des crimes prévus en l'article 16, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas ou la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 3 750 euros.

Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois, et d'une amende de 3 750 euros.

**Article 19**

*Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre en vigueur le 1er janvier 2002*

Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé sur un chemin de fer, ou dans les gares ou stations, un accident qui aura occasionné des blessures, sera puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 3 750 euros.
Si l'accident a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de cinq ans, et l'amende de 3 750 euros.

**Article 20**

Sera puni d'un emprisonnement de deux ans tout mécanicien ou conducteur garde-frein qui aura abandonné son poste pendant la marche du convoi.

**Article 21**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

*Modifié par LOI n°2009-1503 du 8 décembre 2009 - art. 10*

Est puni d'une peine de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 3 750 euros le fait pour toute personne :
1° De modifier ou déplacer sans autorisation ou de dégrader ou déranger la voie ferrée, les talus, clôtures, barrières, bâtiments et ouvrages d'art, les installations de production, de transport et de distribution d'énergie ainsi que les appareils et le matériel de toute nature servant à l'exploitation ;
2° De jeter ou déposer un matériau ou un objet quelconque sur les lignes de transport ou de distribution d'énergie ;
3° D'empêcher le fonctionnement des signaux ou appareils quelconques ou de manoeuvrer, sans en avoir mission, ceux qui ne sont pas à la disposition du public ;
4° De troubler ou entraver, par des signaux faits en dehors du service ou de toute autre façon, la mise en marche ou la circulation des trains ;
5° De pénétrer, circuler ou stationner sans autorisation régulière dans les parties de la voie ferrée ou de ses dépendances qui ne sont pas affectées à la circulation publique, d'y introduire des animaux ou d'y laisser introduire ceux dont elle est responsable, d'y faire circuler ou stationner un véhicule étranger au service, d'y jeter ou déposer un matériau ou un objet quelconque, d'entrer dans l'enceinte du chemin de fer ou d'en sortir par d'autres issues que celles affectées à cet usage ;
6° De laisser stationner sur les parties d'une voie publique suivie ou traversée à niveau par une voie ferrée des voitures ou des animaux, d'y jeter ou déposer un matériau ou un objet quelconque, de faire suivre les rails de la voie ferrée par des véhicules étrangers au service ;
7° De laisser subsister, après une mise en demeure de les supprimer faite par le représentant de l'Etat, toutes installations lumineuses et notamment toute publicité lumineuse au moyen d'affiches, enseignes ou panneaux lumineux ou réfléchissants, lorsqu'elles sont de nature à créer un danger pour la circulation des convois en raison de la gêne qu'elles apportent pour l'observation des signaux par les agents du chemin de fer ;
8° De faire usage du signal d'alarme ou d'arrêt mis à la disposition des voyageurs de manière illégitime et dans l'intention de troubler ou d'entraver la mise en marche ou la circulation des trains.

## Article 22

Les concessionnaires ou fermiers d'un chemin de fer seront responsables, soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque au service de l'exploitation du chemin de fer.

L'Etat sera soumis à la même responsabilité envers les particuliers, si le chemin de fer est exploité à ses frais et pour son compte.

## Article 23

*Modifié par Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 - art. 74 JORF 7 mars 2007*

I. Les crimes, délits ou contraventions prévus dans les titres Ier et III de la présente loi, ainsi que les contraventions prévues par les textes réglementaires relatifs à la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées pourront être constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, gardes-mines, agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'administration et dûment assermentés. A cette fin, ces personnels sont habilités selon les cas à recueillir ou à relever l'identité et l'adresse du contrevenant, selon les modalités et dans les conditions prévues par le II. La déclaration intentionnelle d'une fausse adresse ou d'une fausse identité auprès des agents assermentés mentionnés au présent article est punie de 3 750 euros d'amende.
Les procès-verbaux des délits et contraventions feront foi jusqu'à preuve contraire.
Au moyen du serment prêté devant le tribunal de grande instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'administration et des concessionnaires ou fermiers pourront verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils seront attachés.
Les contraventions aux dispositions des arrêtés préfectoraux concernant la circulation, l'arrêt et le stationnement des véhicules dans les cours des gares pourront être constatées également par les gendarmes n'ayant pas la qualité d'officier de police judiciaire, les inspecteurs, commandants, officiers, gradés, sous-brigadiers et gardiens de la paix de la police nationale, les gradés et gardiens de police municipale et les gardes champêtres.
En outre, les auxiliaires contractuels de police seront habilités à relever les contraventions aux dispositions concernant l'arrêt et le stationnement.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

En ce qui concerne les poursuites, l'amende forfaitaire, l'amende pénale fixe, la responsabilité pécuniaire, l'immobilisation, l'enlèvement et la mise en fourrière des véhicules, il sera procédé comme pour les infractions commises sur les voies ouvertes à la circulation publique.

II. - Outre les pouvoirs qu'ils tiennent de l'article 529-4 du code de procédure pénale, les agents mentionnés au I sont habilités à relever l'identité des auteurs d'infractions mentionnées audit I pour l'établissement des procès-verbaux y afférents.
Si le contrevenant refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité, les agents de l'exploitant en avisent sans délai et par tout moyen un officier de police judiciaire territorialement compétent. Sur l'ordre de ce dernier, les agents de l'exploitant peuvent être autorisés à retenir l'auteur de l'infraction le temps strictement nécessaire à l'arrivée de l'officier de police judiciaire ou, le cas échéant, à le conduire sur-le-champ devant lui.
Lorsque l'officier de police judiciaire décide de procéder à une vérification d'identité, dans les conditions prévues à l'article 78-3 du code de procédure pénale, le délai prévu au troisième alinéa de cet article court à compter du relevé d'identité.

**Article 23-1**

*Modifié par Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 - art. 74 JORF 7 mars 2007*

Peuvent être saisies par les agents mentionnés au premier alinéa du I de l'article 23 de la présente loi, en vue de leur confiscation par le tribunal, les marchandises de toute nature offertes, mises en vente ou exposées en vue de la vente sans l'autorisation administrative nécessaire dans les trains, cours ou bâtiments des gares et stations et toutes dépendances du domaine public ferroviaire. Peuvent également être saisis dans les mêmes conditions les étals supportant ces marchandises.
Celles-ci sont détruites lorsqu'il s'agit de denrées impropres à la consommation. Elles sont remises à des organisations caritatives ou humanitaires d'intérêt général lorsqu'il s'agit de denrées périssables.
Il est rendu compte à l'officier de police judiciaire compétent de la saisie des marchandises et de leur destruction ou de leur remise à des organisations caritatives ou humanitaires d'intérêt général.

**Article 23-2**

*Modifié par Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 - art. 74 JORF 7 mars 2007*

Toute personne qui contrevient en cours de transport aux dispositions tarifaires ou à des dispositions dont l'inobservation est susceptible soit de compromettre la sécurité des personnes ou la régularité des circulations, soit de troubler l'ordre public, peut se voir enjoindre par les agents mentionnés à l'article 23 de descendre du véhicule de transport ferroviaire ou routier au premier point d'arrêt suivant la constatation des faits.
En cas de refus d'obtempérer, les agents spécialement désignés par l'exploitant peuvent contraindre l'intéressé à descendre du véhicule et, en tant que de besoin, requérir l'assistance de la force publique.
Ils informent de cette mesure, sans délai et par tout moyen, un officier de police judiciaire territorialement compétent.
Cette mesure ne peut être prise à l'encontre d'une personne vulnérable, à raison notamment de son âge ou de son état de santé.

**Article 24**

*Modifié par la Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 49 II (JORF 16 novembre 2001)*

Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article 23 seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

**Article 24-1**

*Créé par la Loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 art. 50 (JORF 16 novembre 2001)*

Toute personne qui aura, de manière habituelle, voyagé dans une voiture sans être munie d'un titre de transport valable sera punie de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende.

L'habitude est caractérisée dès lors qu'une personne concernée a fait l'objet, sur une période inférieure ou égale à douze mois, de plus de dix contraventions sanctionnées aux premier et deuxième alinéas de l'article 80-3 du décret n° 730 du 22 mars 1942, qui n'auront pas donné lieu à une transaction en application de l'article 529-3 du Code de Procédure Pénal.

**Article 25**

Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents de chemins de fer, dans l'exercice de leurs fonctions, sera puni des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions faites par le Code pénal.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Article 26**

*Modifié par Ordonnance n°2000-916 du 19 septembre 2000 - art. 3 (V) JORF 22 septembre en vigueur le 1er janvier 2002*

L'outrage adressé à un agent d'un exploitant de réseau de transport public de voyageurs est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende.
Lorsqu'il est commis en réunion, l'outrage est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

**Article 27**

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi ou par le Code pénal, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la poursuite pourront être cumulées, sans préjudice des peines de la récidive.

**Article 28**

*Créé par Loi n°2007-297 du 5 mars 2007 - art. 79 JORF 7 mars 2007*

La présente loi est applicable à tous les transports publics de personnes ou de marchandises guidés le long de leur parcours en site propre.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

VOS REF.

NOS REF. TER-PAC-2018-63455-CAS-121597-Z9P0J1

INTERLOCUTEUR Maïlys CHAUVIN
TÉLÉPHONE 04 27 86 27 47
MAIL rte-cdi-lyon-scet-urbanisme@rte-france.com

**DDT du PUY-DE-DOME**
**7, rue Léo Lagrange**
**63033 CLERMONT-FERRAND cedex 1**

A l'attention de Mme Sandrine BELLOEIL

OBJET Porter à connaissance – PLUI de MOND'ARVERNE COMMUNAUTE

Lyon, le 12/01/2018

Madame,

Nous accusons réception du dossier du projet de **PLUI de MOND'ARVERNE COMMUNAUTE**, transmis pour avis le 11/01/2018 par votre service.

Nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité.
Il s'agit de :
**Lignes aériennes 2 x 63kV LIGNAT - MARTRE-DE-VEYRE 1 et 2**
**Lignes aériennes 2 x 63kV LIGNAT - MEZEL 1**
**Ligne aérienne 63kV COURPIERE - LIGNAT 1**
**Ligne aérienne 63kV ENVAL - MONTAIGUT-LE-BLANC - SUPER-BESSE 1**
**Ligne aérienne 225kV ENVAL - ISSOIRE 1**
**Ligne aérienne 225kV ISSOIRE - LIGNAT 1**
**Ligne aérienne 225kV LIGNAT - RULHAT 1**

**Poste 225kV de LIGNAT**
**Poste 63kV de MARTRES DE VEYRE**

Nous vous informons que vous pouvez désormais télécharger librement et gratuitement sur le portail de l'Open Data RTE (https://opendata.rte-france.com) le tracé de nos ouvrages au format SIG.

**Centre développement & ingénierie de Lyon**
Service Concertation Environnement Tiers
5, rue des Cuirassiers - TSA 61002
69501 LYON CEDEX 03
TEL : 04.27.86.26.01

www.rte-france.com

RTE Réseau de transport d'électricité - société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros - R.C.S.Nanterre 444 619 258

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Vous trouverez ci-joint une carte sur laquelle a été reporté le tracé des lignes électriques et des postes de transformations existants.

**RTE** demande donc de préciser au dossier du PLU :

## 1/ Servitudes

Nous vous demandons d'insérer, en annexe du plan local d'urbanisme, conformément aux articles L. 126-1 du code de l'urbanisme et aux articles L.321-1 et suivants et L323-3 et suivants du Code de l'énergie, les servitudes des ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4).

Vous trouverez en annexe à ce courrier une carte permettant de les situer.

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de mentionner le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseau indiqués à la fin de ce courrier et de le faire figurer en annexe de votre PLU en complément de la liste des servitudes.

## 2/ Règlement

Au chapitre des dispositions générales ou dans chaque zone impactée :

### 2.1. Pour les lignes HTB

- Que le PLU autorise la construction et la maintenance d'ouvrages électriques dans les zones concernées ;
- Que les règles de prospect et d'implantation ne soient pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension > 50 000 Volts) et les câbles télécom hors réseau de puissance, faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes ;
- Que la hauteur spécifiée dans le règlement ne soit pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris.

### 2.2. Pour les postes de transformation

- Que le PLU autorise la construction / mise en conformité de bâtiments techniques, équipements, des clôtures du poste et de tout aménagement futur ;
- Que la hauteur spécifiée dans le règlement ne soit pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

### 3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés

**RTE** appelle tout particulièrement votre attention sur le fait que les servitudes I4 ne sont pas compatibles avec un Espace Boisé Classé et que dans le cas d'une présence de ligne, un déclassement du bois s'impose.

Nous vous demandons que sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages existants soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages, et que soient retranchés des espaces boisés classés, des bandes de :

- 30 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 63 000 Volts
- 40 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 225 000 Volts
- 40 m de large de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 63 000 Volts

Dans le cadre de la procédure de consultation que vous initiez, nous vous demandons de bien vouloir nous transmettre un dossier complet du projet d'arrêt du PLUI afin d'être en mesure d'émettre un avis à ce stade ultime de la procédure.
De préférence, nous souhaiterions recevoir le dossier du projet arrêté sous la forme de fichiers téléchargeable directement via un lien Internet.

Nous vous précisons à cet égard qu'il est important que nous puissions être consultés pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin que nous nous assurions de la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.
Le service en charge de ces questions est :

**RTE**
**Groupe Maintenance Réseaux AUVERGNE**
**14, boulevard Flaubert**
**BP 363**
**63010 CLERMONT-FERRAND cedex 1**

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire et nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération très distinguée.

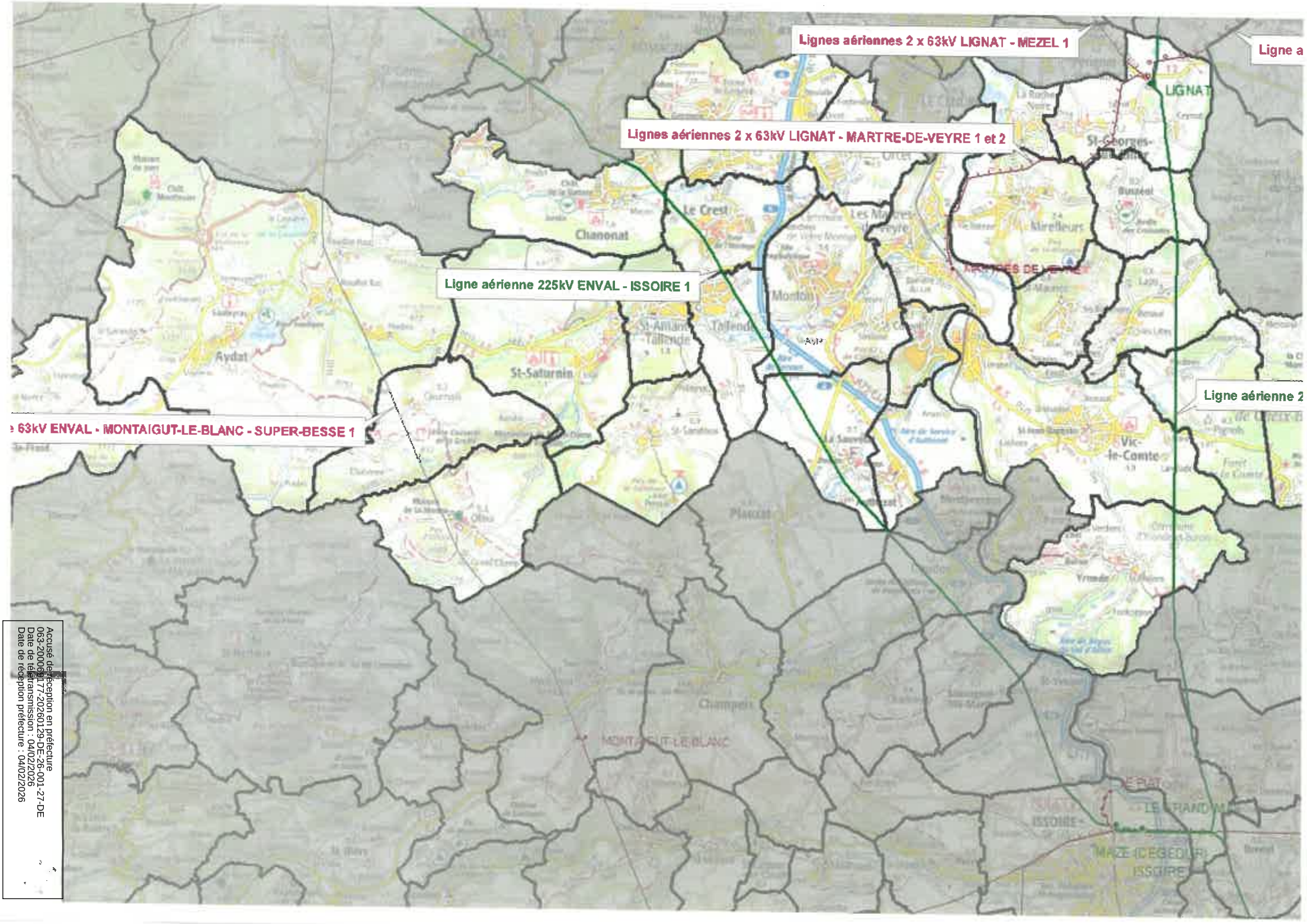
**La Chef du Service**
**Concertation Environnement Tiers,**

**Véronique MENESTRIER**

PJ : Carte
Copie : Communauté de Communes de MOND'ARVERNE COMMUNAUTE



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026




Accusé de réception en préfecture
063-200068177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Direction des Opérations
Pôle Exploitation Rhône-Méditerranée
Département Maintenance Données et Travaux Tiers
33 rue Pétrequin - BP 6407 - 69413 Lyon CEDEX 06
Téléphone +33(0)4 78 65 59 59
www.grtgaz.com

DDT DU PUY DE DOME
7 rue Léo Lagrange
63 033 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

Affaire suivie par : BELLOEIL Sandrine

VOS RÉF. SPAR/PPGC/SB/CM
NOS RÉF. P18-0157
INTERLOCUTEUR VIVIER Dany tél : 04.78.65.59.36
OBJET Élaboration du PLUi Mond'Averne Communauté dans le cadre du « Porter à connaissance »

Lyon le 5 février 2018

Madame,

En réponse à votre lettre reçue par nos services en date du 15/01/2018 relative à l'élaboration du PLUi de Mond'Averne communauté, nous vous informons que le territoire de ce PLUi est impacté par des ouvrages de transport de gaz naturel haute pression appartenant à GRTgaz.

Le transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques par canalisation est indispensable à l'approvisionnement énergétique de notre pays et à son développement économique. Il est reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement. Il nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

Au travers des textes réglementaires, des dispositions visant à garantir l'exploitation et la sécurité des ouvrages de transport de gaz naturel et à maitriser l'urbanisation à proximité de ces mêmes ouvrages existent et doivent être pris en compte dans les réflexions et documents d'urbanisme.
En effet, c'est à l'occasion de l'évolution des documents d'urbanisme, que devront être intégrés les éléments relatifs à nos ouvrages de manière à concilier les enjeux de densification urbaine et de sécurité pour les personnes et les biens (articles L.101-2, L.151-43 et L.152-7 du Code de l'Urbanisme). Cette intégration devra intervenir à plusieurs niveaux dans le PLUi.

Aussi, nous vous prions de bien vouloir trouver sous ce pli des renseignements caractérisant nos ouvrages et précisant les dispositions qui s'y rattachent :

- Une fiche de présentation des ouvrages impactant le territoire et les coordonnées de GRTgaz ;
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage ;
- Une fiche d'information sur les futures servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation ;
- Une fiche de rappel de la réglementation anti-endommagement.

Nous restons à votre disposition et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations les meilleures.

P/o L'Ingénieur Étude Appui Réseau,
Véronique THEVENET

Copies : DREAL, Mond'Averne communauté

SA au capital de 618 195 880 euros
RCS Nanterre 440 117 620



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES IMPACTANT LE TERRITOIRE ET COORDONNEES de GRTgaz

Le territoire de Mond'Averne communauté est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel sous pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

Il s'agit de canalisations et d'installations annexes.

## I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

GRTgaz
Pôle Exploitation Rhône Méditerranée
Equipe Travaux Tiers et Urbanisme
33 rue Pétrequin
BP 6407
69413 LYON Cedex 06
Téléphone : 04.78.65.59.59

**En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages**, un Numéro VERT est disponible 24h/24 : 0800 246 102

## II. CANALISATIONS

### Canalisations traversant le territoire

Ces ouvrages impactent le territoire à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique de d'implantation et de passage) et pour les futures servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation).

| Nom Canalisations | DN (-) | PMS (bar) |
|---|---|---|
| Alimentation LA ROCHE-BLANCHE DP | 80 | 67.7 |
| Alimentation LA SAUVETAT DP | 80 | 67.7 |
| Alimentation VEYRE-MONTON DP | 80 | 67.7 |
| COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET | 150 | 67.7 |
| COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET | 250 | 67.7 |

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

### Canalisations hors service hors gaz traversant le territoire

Ces ouvrages impactent le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage).

| Nom Canalisation | DN (-) | PMS (bar) |
|---|---|---|
| CANALISATION HORS SERVICE HORS GAZ | 150 | 0 |
| CANALISATION HORS SERVICE HORS GAZ | 250 | 0 |

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## III. INSTALLATIONS ANNEXES

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz.

Ces ouvrages impactent le territoire pour les futures servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation).

| Nom Installation Annexe |
|---|
| LA SAUVETAT DP |
| LA ROCHE-BLANCHE SECT DP |
| VEYRE-MONTON DP |
| LA SAUVETAT SECT |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION et DE PASSAGE

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des ouvrages avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée aux ouvrages, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) pouvant aller jusqu'à 20 mètres de largeur totale.

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi)* aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètres de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle nos ouvrages dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique...Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# FICHE D'INFORMATION SUR LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'EFFETS POUR LA MAITRISE DE L'URBANISATION

**Servitudes d'utilité publique d'effets**

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, un arrêté préfectoral va prochainement instaurer des servitudes d'utilité publique (SUP) d'effets pour la maitrise de l'urbanisation associées aux ouvrages de transport de gaz naturel haute pression.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de leurs installations annexes jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants.

| Nom Canalisation | DN (-) | PMS (bar) | Zone SUP 1 (m) | Zone SUP 2 (m) | Zone SUP 3 (m) |
|---|---|---|---|---|---|
| Alimentation LA ROCHE-BLANCHE DP | 80 | 67.7 | 15 | 5 | 5 |
| Alimentation LA SAUVETAT DP | 80 | 67.7 | 15 | 5 | 5 |
| Alimentation VEYRE-MONTON DP | 80 | 67.7 | 15 | 5 | 5 |
| COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET | 150 | 67.7 | 45 | 5 | 5 |
| COURNON- BRIOUDE - PAULHAGUET | 250 | 67.7 | 75 | 5 | 5 |

DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service

| Nom Installation annexe | Zone SUP 1 (m) | Zone SUP 2 (m) | Zone SUP 3 (m) |
|---|---|---|---|
| LA SAUVETAT DP | 35 | 6 | 6 |
| LA ROCHE-BLANCHE SECT DP | 35 | 6 | 6 |
| VEYRE-MONTON DP | 35 | 6 | 6 |
| LA SAUVETAT SECT | 35 | 6 | 6 |

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

Zone SUP n°1 : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

Zone SUP n°2 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

Zone SUP n°3 : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

En application des dispositions de l'article R.555-30-1 du Code de l'environnement, **le maire doit informer GRTgaz de toute demande** de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans la zone SUP1.

GRTgaz conseille d'étendre cette pratique à tout projet de travaux relevant d'une simple déclaration préalable dès lors qu'il prévoit une extension de construction ou des terrassements en direction d'un ouvrage GRTgaz, afin de détecter une éventuelle incompatibilité avant l'envoi par le responsable de projet des DT-DICT imposées par le code de l'environnement (Livre V – Titre V – Chapitre IV).
Il en va de même pour les autorisations de travaux, au titre des articles R.122-22 et R.123-22 du code de la construction et de l'habitation.

## Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La zone SUP 1 doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.
GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique d'effets, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique d'effets sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.
En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.
Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages**

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# FICHE DE RAPPEL DE LA REGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT

Les collectivités territoriales sont un acteur clé de la prévention de l'endommagement des réseaux lors de travaux et peuvent être concernées à plusieurs titres, notamment :

- exploitant de réseaux en propre ;
- maître d'ouvrage lorsque vous avez des projets de travaux ;
- exécutant de travaux lorsque vos services techniques entreprennent eux-mêmes la réalisation de travaux.

Pour plus d'information sur cette réglementation, merci de consulter le site internet du guichet unique des réseaux : www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr

Il est également à noter que chaque mairie doit fournir un accès internet au guichet unique des réseaux, ou tenir à disposition de ses administrés qui n'auraient pas de connexion internet, une liste exhaustive et les coordonnées des exploitants d'ouvrages implantés sur son territoire (service offert par le guichet unique sur demande de la mairie).

Plus particulièrement, le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) afin de prendre connaissance des noms et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT).
Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, **lorsque le nom de GRTgaz est indiqué** en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, **les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et repéré ses ouvrages lors d'un rendez-vous sur site.**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Agence Régionale de Santé
Auvergne-Rhône-Alpes

Clermont-Ferrand, le 19 FEV. 2018

*La délégation départementale du Puy-de-Dôme*

Affaire suivie par :
K. LEFEBVRE-MILON et L. SURREL
Pôle Santé Publique - Santé Environnement
: karine.lefebvre-milon@ars.sante.fr
: laurence.surrel@ars.sante.fr
Tél. : 04.81-10.61.26 ou 04.10.61.21.31

Direction Départementale des Territoires
Service Prospective, Aménagement, Risques
Pôle Planification Grand Clermont

7 Rue Léo Lagrange

63000 CLERMONT-FERRAND

**À l'attention de Sandrine BELLOEIL**

OBJET : Communes de la Communauté de Communes Mond'Arvern Communauté.
Élaboration du P.L.U. intercommunal –
Recensement d'informations dans le cadre du "Porter à Connaissance".
RÉF. : Votre courrier SPAR/PPGC/SB/CM du 11 janvier 2018.
P. J. : Une note d'enjeux et trois tableaux.

Par courrier visé en référence, vous me consultez dans le cadre du recensement d'informations pour le "Porter à Connaissance" concernant le projet d'élaboration du P.L.U. intercommunal de la Communauté de Communes Mond'Arvern, décidé par arrêté du conseil communautaire du 25 janvier 2018.

Vous trouverez, ci-joint, une note sur les principaux enjeux de santé environnementale à prendre en compte dans l'élaboration du PLUi, ainsi que :

- La liste des captages présents sur le territoire du PLUi et leur situation réglementaire ;
- La liste des installations de distribution alimentant les communes du territoire et leur gestionnaire ;
- La liste des baignades présentes sur le territoire, précisant la personne responsable de chaque baignade, l'existence du profil et la qualité de l'eau.

Pour le Directeur de la Délégation Départementale,
Pour le responsable du pôle Santé Publique,
L'Ingénieur d'Études Sanitaires,

Karine LEFEBVRE-MILON



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# TITRE 1 - ÉTAT DES LIEUX - BILAN

## 1.1 Présentation générale de l'aménagement

### 1.1.1 Désignation, situation et période d'aménagement

- **Propriétaire de la (des) forêt(s)**

Conseil Départemental du Puy-de-Dôme (par commodité, celui-ci pourra être désigné dans le document « CD 63 »).

- **Dénomination - Localisation**

| **Situation administrative** | |
|---|---|
| **Type de propriété** | Collectivité départementale |
| **Nom de l'aménagement** | Forêt Départementale de la Comté |
| Départements de situation | 63 - Puy-de-Dôme |
| Région nationale IFN de référence | 639 - Val d'Allier et Limagne |
| Schéma régional d'aménagement | Montagnes d'Auvergne |

- **Période d'application de l'aménagement**

| | |
|---|---|
| Durée d'application | **20** |
| Début | 2018 |
| Fin | 2037 |

- **Forêts aménagées**

| **Détail des forêts aménagées** | | | Dernier aménagement | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Dénomination** | Identifiant national forêt | Surface cadastrale | Date arrêté | Début | Echéance |
| Forêt Départementale de la Comté | F01605S | 611,3164 | 17/11/2003 | 2003 | 2017 |

- **Carte de situation de la forêt**

*Carte 1 : Situation de la forêt*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## • 1.1.2 Foncier - Surfaces - Concessions

*Annexe 2 : Extraits de la matrice cadastrale*

- **Les surfaces de l'aménagement**

| | | |
|---|---|---|
| **Surface cadastrale** | **611, 31 64** | **ha, ares centiares** |
| **Surface retenue pour la gestion** | **611, 31** | **ha, ares** |
| **Surface boisée en début d'aménagement** | **607, 00** | **ha, ares** |
| **Surface en sylviculture de production** | **483, 78** | **ha, ares** |
| Surface hors sylviculture | **127, 53** | ha, ares |
| *Ilot de sénescence* | *16, 56* | |
| *RBI* | *87, 60* | |
| *ZNBN* | *21, 70* | |
| *Autres (emprise, camping, culture à gibier…)* | *1, 67* | |

- **Procès-verbaux de délimitation et de bornage**

Il n'y a pas de procès-verbal de délimitation et de bornage.

Les limites sont néanmoins bien matérialisées par des layons, des fossés, des talus, des chemins, des routes et des bornes.

- **Origine de la propriété forestière**

*CF bibliographie en fin de document.*
La forêt de la Comté tient son nom des Comtes d'Auvergne (13ème siècle). Sa surface a considérablement diminué depuis lors : elle est passée d'environ 3 500 à 1 500 hectares aujourd'hui, propriétés publiques et privées confondues. Il s'agit d'une forêt ancienne : l'état boisé est continu depuis au moins le 13ème siècle. Même lors de la révolution, la forêt est devenue domaine national et a été préservée.

A noter : La forêt décrite ici ne représente donc qu'une partie de la forêt « historique » de la Comté. On peut se reporter à l'aménagement forestier précédent (J.P. PERRIER - 2003-2017) et au plan de gestion de l'E.N.S. (E. JEANTON, C. VIAL) 2013-2017 pour plus de détails concernant l'historique de la forêt.

Quelques dates de référence :

- 1230 : la forêt appartient à Guillaume X, comte d'Auvergne : c'est l'origine du nom « forêt du / de la Comté ».
- 1547 : la forêt devient royale (de Catherine de Médicis à Louis XIV).
- 1651 : la forêt devient ducale.
- 1799 : la forêt devient un bien national suite à la révolution.
- 1816 : après la restauration, la forêt revient à la noblesse.
- 1852 : les hospices de Clermont se portent acquéreurs de 532 ha (sur 1108 ha) suite à l'obligation de vendre leurs biens par les nobles après la révolution de 1848.
- Septembre 2000 : vente au Conseil Général 63.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Parcellaire forestier**

Le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme a choisi d'exercer un **droit de préemption** sur les forêts jouxtant le domaine lorsqu'elles sont en vente. Cette politique a permis l'acquisition de nouvelles parcelles cadastrales depuis la rédaction du précédent aménagement. De 522,99 ha en 2002, la forêt est passée à 611,32 ha (+ 14 %), avec encore la perspective d'acquérir d'autres parcelles. Il a donc été nécessaire d'intégrer ces nouvelles acquisitions au parcellaire forestier. Un parcellaire de cette nouvelle zone a été créé pour atteindre des surfaces approximatives de 15 ha par parcelle (à l'image de l'essentiel du parcellaire « historique »), en utilisant la voirie existante dans la mesure du possible. Cela permettra d'éviter des aspects rectilignes dans le paysage (tant en externe qu'en interne), et une d'économie de travaux d'entretien du parcellaire. Les anciennes parcelles 11, 12 & 13, dont le périmètre et les grandes différences de surfaces n'étaient pas satisfaisantes, ont également été modifiées. Le parcellaire de la RBI en projet a été conservé pour aider à la localisation des futures études. La Forêt Départementale de la Comté est donc aujourd'hui divisée en 46 parcelles forestières de surfaces comprises entre 1,07 ha (nouvelle acquisition séparée du reste du massif) à 17,87 ha.

*A noter : Le parcellaire est avant tout un référentiel géographique et non pas un référentiel de gestion.*

Tableau des correspondances entre l'ancien et le nouveau parcellaire

| Ancien parcellaire | Nouveau parcellaire | Ancien parcellaire | Nouveau parcellaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 1 | 24 | 24 |
| 2 | 2 | 25 | 25 |
| 3 | 3 | 26 | 26 |
| 4 | 4 | 27 | 27 |
| 5 | 5 | 28 | 28 |
| 6 | 6 | 29 | 29 |
| 7 | 7 | 30 | 30 |
| 8 | 8 | 31 | 31 |
| 9 | 9 | 32 | 32 |
| 10 | 10 | 33 | 33 |
| 11 | 11-36 | 34 | 34 |
| 12 | 11-12-36 | 35 | 35 |
| 13 | 12-13-36 | | 36 |
| 14 | 12-14 | | 37 |
| 15 | 15 | | 38 |
| 16 | 16 | | 39 |
| 17 | 17 | | 40 |
| 18 | 18 | | 41 |
| 19 | 19 | | 42 |
| 20 | 20 | | 43 |
| 21 | 21 | | 44 |
| 22 | 22 | | 45 |
| 23 | 23 | | 46 |

***Carte 2** : Correspondance entre l'ancien et le nouveau parcellaire*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Concessions**

Une conduite de canalisation d'eau et une ligne de fibre optique sont enterrées sous la voie communale traversant les parcelles 4 à 11. Elles devront être préservées dans l'hypothèse où des travaux seraient entrepris sur cette zone.
A noter : Présence d'une ligne électrique traversant la parcelle 35 dans la RBI : se reporter au plan de gestion de celle-ci.

### 1.1.3 La forêt dans son territoire : fonctions principales et menaces

Remarque : Un **projet de Réserve Biologique Intégrale** (RBI) porte sur une centaine d'hectares au Sud de la forêt (parcelles 29 à 35). Un plan de gestion spécifique lui sera dédié : en conséquence, la RBI est peu décrite dans le présent document (notamment sur les cartes). Pour en savoir plus sur cet espace très protégé, il faudra consulter le premier plan de gestion (2018 - 2037) de la RBI de la Comté d'Auvergne, dès qu'il sera approuvé par le CNPN.

- **Classement des surfaces par fonction principale et niveaux d'enjeu**

| Surfaces des fonctions principales par niveau d'enjeu | | Répartition par niveaux d'enjeu (ha) | | | | Surface totale retenue pour la gestion |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonctions principales | Production ligneuse | sans objet | faible | moyen | fort | 611 |
| | | 128 | 5 | 143 | 335 | |
| | Fonction écologique | sans objet | ordinaire | reconnu | fort | 611 |
| | | | | 520 | 91 | |
| | Fonction sociale (paysage, accueil, ressource en eau potable) | sans objet | local | reconnu | fort | 611 |
| | | | 87 | 357 | 167 | |
| | Protection contre les risques naturels | sans objet | faible | moyen | fort | 611 |
| | | | 611 | | | |

- **Carte des fonctions principales de la forêt**

*Carte 3a, b, c : Enjeux environnemental, social et de production ligneuse*

- **Menaces et autres éléments forts imposant des mesures particulières**

| Menaces | *surface concernée* | Explications succinctes |
|---|---|---|
| Pas de menaces graves en 2017 | 0 ha | |
| **Autres éléments forts imposant des mesures particulières** | *surface concernée* | **Explications succinctes** |
| Pratique de l'affouage | 611 ha | |

La mise à disposition de lots de bois de chauffage sur pied (à exploiter par les acquéreurs, habitants des villages environnants) fait partie des fonctions souhaitées par le propriétaire. Ces dernières années environ 70 familles bénéficient d'un bois de chauffage à bas prix et de très bonne qualité avec les charmes de la Comté : le Charme est l'un - sinon le meilleur - des bois de chauffage en bûches alors qu'il est une essence plutôt rare en moyenne montagne autour de Clermont-Ferrand.

A noter : Il sera nécessaire de mieux respecter la période de quiétude liée à la nidification des espèces d'oiseaux patrimoniales et sensibles et de faire cesser l'utilisation d'engins à moteurs (scies à chaîne ou « tronçonneuses », tracteurs et engins motorisés en tous genre) à partir du 1er avril de chaque année. La réalisation de l'exploitation par une entreprise spécialisée et la vente aux particuliers « bord de route » permettrait de mieux maîtriser le respect de la quiétude de la forêt en limitant le nombre



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Forêt Départementale de LA COMTE - 63
## Aménagement Forestier - 2018-2037
### *Carte 1 : Situation de la forêt*

CLERMONT-FERRAND
Aubière
Cournon-d'Auvergne
Romagnat
Perignat-lès-Sarlièvre
Cendre
Perignat-sur-Allier
St-Bonnet-lès-Allier
Mezel
Chauriat
Espirat
Montaigut
les Veyssants
la Toscane Auvergnate
Billom
Egliseneuve-près-Billo
Montmorin (la Vialle)
St-Julien-de-Coppel
Busséol
St-Georges-sur-Allier
la Roche-Noire
la Roche-Blanche
Orcet
Chanonat
le Crest
Tallende
St-Amant-Tallende
St-Saturnin
Cournols
Olloix
la Sauvetat
Authezat
Montpeyroux
Plauzat
Ludesse
Champeix
Neschers
Sauvagnat-Ste-Marthe
Yronde-et-Buron
Vic-le-Co
Manglieu
St-Babel
St-Yvoine
Laps
Sallèdes
Pignols
Isserteaux
St-Jean-des-Ollières
Estandeuil
Fayet-le-Château
Chadeleuf le Pougelet
Montaigut-Chât.
Châteauneuf-les-Bains
Naves
Veyre-Monton
Corent
St-Maurice
Authezat
Mirefleurs
les Martres-de-Veyre
Gergovie
Oppidum
Puy de Dôme
Puy de Marmant
Puy de Corent
Puy de St-Romain
Puy de St-Sandoux
Puy Giroux
Puy de Mur
Puy Benoît
Tr de l'Horloge
Chât. de la Batisse
Chât. de Montfleury
Chât.
Anc. Abb.
Gorges de la Monde
Menhir
Val d'Allier
Bois de Chanet-Blanc
Limites communales
Forêt de la Comté
Office National des Forêts
Service Aménagement Montagne
Juillet 2017 | SIG F. Blin | 1:7500
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026
Copyright IGN ecn25®

# 0. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

## 0.1 DÉSIGNATION ET SITUATION DE LA FORET

*Voir Plan de situation en annexe n° 1.*

Nom du propriétaire Habitants de **Souverand.**

**Situation**

Direction Territoriale : AUVERGNE
Agence Départementale : PUY DE DÔME
Unité Territoriale : SANCY-CEZALLIER
Triage : SAULZET LE FROID

Département : PUY DE DÔME
Arrondissement : CLERMONT-FERRAND
Canton : SAINT AMANT DE TALLENDE
Commune : SAULZET LE FROID

Région IFN et ORLAM de référence : Cantal, Cézallier

**Origines**

- Une partie de parcelle cadastrale appartenant à la section de Souverand a bénéficié en 1923 d'une plantation, subventionnée par l'état. Cette subvention a entraîné la soumission de fait de cette parcelle, au régime forestier.

- A la demande des habitants de la section, une partie de parcelle cadastrale, jouxtant la précédente a été proposée au régime forestier, par arrêté préfectoral n°2006-RF-06 du 12 janvier 2006.

## 0.2 SURFACE

*Voir Extrait de Matrice Cadastrale en annexe n° 2.*

| Section | Parcelle | Surface (ha |
|---|---|---|
| ZI | 42 b | 1,8400 |
| ZI | 42a | 0,3630 |
| | total | 2,2030 |

| Département | Territoire communal | Contenance | | |
|---|---|---|---|---|
| | | ha | a | ca |
| PUY DE DÔME | SAULZET LE FROID | 2 | 20 | 30 |

La surface de la forêt sectionale de **Souverand** est de 2 ha 23 a 30 ca arrondie à 2,20 ha.

## 0.3 DÉLIMITATION ET BORNAGE

Un procès verbal de vérification des limites a été rédigé par l'Agent Patrimonial du poste le 29 Mars 2005.

Les limites sont connues, matérialisées par des talus, des bornes, des clôtures et des pâtures.

## 0.4 PARCELLAIRE

La surface de la forêt est faible : elle sera composée d'une parcelle unique.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**OFFICE NATIONAL DES FORETS**

ANNEXE 2

# EXTRAIT DE LA MATRICE CADASTRALE

| | |
|---|---|
| DIRECTION TERRITORIALE | AUVERGNE LIMOUSIN |
| AGENCE DEPARTEMENTALE | PUY DE DOME |
| COMMUNE | **SAULZET LE FROID** |

concernant les propriétés inscrites au folio sous le nom de :

**Hbts de la section de Souverand**

| Section | N° de la parcelle | Lieu-dit | CONTENANCE | | | Nature de propriété | Classe | Revenu | REGIME FORESTIER | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | ha | a | ca | | | | Surface relevant du RF (ha) | Acte d'application du RF | Date d'application du RF |
| ZI | 42 | LES GENETAS | 02 | 20 | 30 | | | | 2,2030 | | |

Surface cadastrale totale : **2 ha 20 a 30 ca**

**Surface relevant du Régime Forestier : 2,2030 hectares**

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 0 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### Nom

Forêt du Syndicat Mixte de Gestion Forestière d'AYDAT, regroupant les forêts sectionales de VEYRERAS, LA GARANDIE, FONCLAIRANT, FONCLAIRANT-VERNEUGE, VERNEUGE, LE LOT, ROUILLAS-BAS, ROUILLAS-HAUT et PRADES et la forêt communale d'AYDAT, créé par Arrêté Préfectoral du 5 janvier 1994.

### Origines

**Fontclairant-Verneuge** : soumission au régime forestier par arrêté du Conseil de Préfecture en date du 16 Novembre 1860 pour une superficie de 61 ha. La superficie actuelle est de 60,5230 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux.

**La Garandie** : soumission au régime forestier par arrêté du Conseil de Préfecture en date du 16 Novembre 1860 pour une superficie de 28,06 ha. Nouvelle soumission en 1933. La superficie actuelle est de 81,0150 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux.

**Le Lot** : soumission au régime forestier par arrêté du Conseil de Préfecture en date du 30 Novembre 1938 pour une superficie de 23,04 ha. Distraction et soumission en 1993. La superficie actuelle est de 31,0556 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux.

**Prades** : soumission au régime forestier par arrêté du Conseil de Préfecture en date de 1931 pour une superficie de 8,08 ha. La superficie actuelle est de 8,2780 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux.

**Rouillas-bas** : soumission au régime forestier par arrêté du Conseil de Préfecture en date du 30 Novembre 1938 pour une superficie de 19,07 ha. Nouvelle soumission le 15 Juillet 1941 pour une superficie de 18,40 ha ; distraction en 1993 de 4,6235 ha. La superficie actuelle est de 29,9569 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux.

**Veyréras** : soumission au régime forestier par arrêté du Conseil de Préfecture en date du 11 Novembre 1860 pour une superficie de 19,07 ha. La superficie actuelle est de 22,9080 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux.

**Fontclairant** : soumission au régime forestier par arrêté Préfectoral en 1993 pour une superficie de 63,3506 ha. La superficie actuelle est de 63,3506 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux .

**Rouillas-haut** : soumission au régime forestier par arrêté Préfectoral en 1993 pour une superficie de 19,1720 ha. La superficie actuelle est de 19,1720 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux .

**Verneuge** : soumission au régime forestier par arrêté Préfectoral en 1993 pour une superficie de 37,2799 ha. La superficie actuelle est de 37,2799 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux .

**Aydat** : soumission au régime forestier par arrêté Préfectoral en 1993 pour une superficie de 28,2575 ha. La superficie actuelle est de 28,2575 ha telle qu'elle figure aux documents cadastraux .

La surface totale de la forêt est donc arrêtée à 381 ha 79 a 65 ca, arrondie à **381,80 ha.**
Voir Extraits de Matrices Cadastrales en Annexe 1.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## Limites

Les limites sont matérialisées sur le terrain par des routes et chemins, ainsi que par des placards à la peinture pour les forêts anciennement soumises. Elles ne prêtent à aucune contestation. Il faudra par contre les matérialiser par des placards à la peinture pour les forêts soumises récemment et les repérer très précisément. Le total s'éléve à 34 645 ml.

## Droits divers

De nombreux aménagements touristiques ont été effectués dans les forêts en bordure du lac d'Aydat. Plusieurs concessions de lignes électriques, téléphoniques et de passages de conduite d'eau existent aussi.

La liste actuelle de ces concessions est la suivante :

| Nature | Nom du titulaire | Localisation | Date départ | Date expiration | Observations |
|---|---|---|---|---|---|
| Mini golf | SARL Bois Clair | Le Lot (bordure CD 90) | 01/04/1987 | 31/03/1995 | |
| Parcours de santé | Syndicat Intercommunal du Lac d'Aydat | Le lot (Parcelle 20) | 01/05/1987 | exploitation | Gratuit |
| Câble téléphonique | Télécom Clermont | Le Lot - Rouillas-Bas (Limites plles 20 - 21) | 28/01/1977 | exploitation | Gratuit |
| Conduite d'eau alimentant camping et mini golf | Commune d'Aydat | Le Lot - Rouillas-Bas (parcelle 19) | 08/10/1990 | 07/10/1999 | Gratuit |

NB : Le Camping du Lot (parcelle AH 18), bien que situé sur un terrain bénéficiant du Régime Forestier, ne concerne pas le S.M.G.F. d'Aydat, cette parcelle n'ayant pas été incorporée dans le Syndicat.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## ANNEXE 1

### Composition cadastrale des forêts par section et revenus

**AYDAT**

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| YL | 44 | Combe Giraud | 9,53 30 |
| YL | 45 | La Pradat Haute | 5,26 30 |
| YL | 46 | La Pradat Haute | 2,51 70 |
| YL | 47 | La Pradat Haute | 10,64 70 |
| YL | 48 | La Pradat Haute | 0,29 75 |
| | | | **28,25 75** |

| Nature | Classe | Revenus (F 91) |
|---|---|---|
| PA | 06 | 192,04 |
| PA | 06 | 106,28 |
| PA | 06 | 50,71 |
| PA | 06 | 214,51 |
| PA | 06 | 5,99 |
| Total | | 569,53 |

**LOT**

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| AH | 10 | Bois du Lot | 2,28 80 |
| AH | 11 | Bois du Lot | 0,03 60 |
| AH | 12 | Bois du Lot | 19,85 27 |
| AH | 29 | Bois du Lot | 1,50 40 |
| AH | 30 | Bois du Lot | 6,31 45 |
| AP | 187 B | Le Lot | 1,06 04 |
| | | | **31,05 56** |

| Nature | Classe | Revenus (F 91) |
|---|---|---|
| BR | 01 | 338,05 |
| BR | 01 | 5,32 |
| BR | 01 | 2 933,28 |
| BR | 03 | 72,73 |
| BR | 02 | 619,16 |
| BT | 05 | 3,91 |
| Total | | 3 972,45 |

**ROUILLAS-BAS**

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| AE | 35 A | Les Cheires Basses | 2,74 70 |
| AH | 1 A | Bois de Rouillas | 3,32 90 |
| AH | 3 | Bois de Rouillas | 0,35 19 |
| AH | 4 | Bois de Rouillas | 0,14 60 |
| AH | 5 J | Bois de Rouillas | 3,48 90 |
| | 5 K | | 3,48 90 |
| AH | 7 | Bois de Rouillas | 0,48 50 |
| AH | 8 | Bois de Rouillas | 10,24 00 |
| AH | 9 | Bois de Rouillas | 0,80 00 |
| AI | 158 | La Vachére | 4,88 00 |
| | | | **29,95 69** |

| Nature | Classe | Revenus (F 89) |
|---|---|---|
| BR | 03 | 125,92 |
| BR | 02 | 309,44 |
| BR | 02 | 32,71 |
| BR | 03 | 6,68 |
| BR | 01 | 488,69 |
| BR | 02 | 324,32 |
| BR | 01 | 67,93 |
| BR | 01 | 1 434,31 |
| BR | 03 | 36,67 |
| BR | 03 | 223,70 |
| Total | | 3 050,37 |

**ROUILLAS-HAUT**

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| AE | 21 | Les Cheires Basses | 3,36 00 |
| AE | 23 | Les Cheires Basses | 15,81 20 |
| | | | **19,17 20** |

| Nature | Classe | Revenus (F 91) |
|---|---|---|
| BR | 03 | 162,48 |
| BR | 03 | 764,60 |
| Total | | 927,08 |

**FONTCLAIRANT ET VERNEUGE**

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| BN | 20 J | La Ventouse | 30,26 15 |
| | 20 K | | 9,50 00 |
| | 20 L | | 20,76 15 |
| | | | **60,52 30** |

| Nature | Classe | Revenus (F 91) |
|---|---|---|
| BR | 01 | 4 471,19 |
| BR | 01 | 1 403,64 |
| BT | 06 | 73,20 |
| Total | | 5 948,03 |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## ANNEXE 1
## Composition cadastrale des forêts par section et revenus

### FONTCLAIRANT

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| AB | 2 | Vichatel | 1,20 10 |
| AB | 131 | Vichatel | 9,85 60 |
| BN | 21 CJ | La Ventouse | 4,54 14 |
| BN | 21 CK | | 18,16 56 |
| BN | 44 | La Ventouse | 18,12 78 |
| YA | 24 C | La Toupe | 3,60 18 |
| ZW | 40 | Sous Charmont | 7,85 70 |
| | | | 63,35 06 |

| Nature | Classe | Revenus (F 91) |
|---|---|---|
| BR | 03 | 58,08 |
| BR | 03 | 476,58 |
| BR | 03 | 219,60 |
| BT | 06 | 64,05 |
| BR | 03 | 876,57 |
| BR | 03 | 174,16 |
| BR | 03 | 379,92 |
| Total | | 2 248,96 |

### VERNEUGE

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| AE | 3 | Les Cheires Basses | 0,36 10 |
| AE | 44 | Les Cheires Basses | 0,15 10 |
| AE | 50 | Les Cheires Basses | 24,28 90 |
| BN | 30 B | La Ventouse | 11,77 79 |
| | 30 C | | 0,70 10 |
| | | | 37,27 99 |

| Nature | Classe | Revenus (F 91) |
|---|---|---|
| BT | 05 | 1,33 |
| BT | 05 | ,55 |
| BR | 03 | 1 174,49 |
| BR | 03 | 569,23 |
| PA | 06 | 14,12 |
| Total | | 1 759,72 |

### LA GARANDIE

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| ZA | 42 A (pie) | Combe Grasse | 40,40 00 |
| ZA | 42 B | Combe Grasse | 6,61 30 |
| ZE | 12 J | Le Village | 15,20 40 |
| | 12 K | | 9,80 00 |
| | 12 L | | 5,24 40 |
| ZE | 69 | La Roudette | 0,35 40 |
| ZE | 80 (pie) | La Roudette | 3,40 00 |
| | | | 81,01 50 |

| Nature | Classe | Revenus (F 91) |
|---|---|---|
| PA | 06 | 813,98 |
| BR | 01 | 977,08 |
| BR | 01 | 2 246,42 |
| BR | 01 | 1 147,97 |
| BT | 06 | 18,49 |
| PA | 06 | 7,14 |
| PA | 06 | 68,50 |
| Total | | 5 279,58 |

### VEYRERAS

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| ZE | 36 J | La Rodde | 0,24 24 |
| | 36 K | | 0,96 96 |
| ZE | 37 J | La Rodde | 0,36 38 |
| | 37 K | | 1,45 52 |
| ZE | 38 J | La Rodde | 3,97 54 |
| | 38 K | | 9,00 00 |
| | 38 L | | 6,90 16 |
| | | | 22,90 80 |

| Nature | Classe | Revenus (F 91) |
|---|---|---|
| BR | 01 | 35,81 |
| BT | 06 | 3,43 |
| BR | 01 | 53,74 |
| BT | 06 | 5,14 |
| BR | 01 | 587,38 |
| BR | 01 | 1 329,77 |
| PA | 06 | 24,33 |
| Total | | 2 039,60 |

### PRADES

| Section | Parcelle Cadastrale | Lieu-dit | Surface (ha) |
|---|---|---|---|
| ZL | 49 | La Voissière | 2,19 80 |
| ZM | 42 | Saint-Pierre | 6,08 00 |
| | | | 8,27 80 |

| Nature | Classe | Revenus (F 91) |
|---|---|---|
| BR | 03 | 106,28 |
| PA | 06 | 122,50 |
| Total | | 228,78 |

| TOTAL | 381,79 65 |
|---|---|

| Total | 26 024,10 |
|---|---|

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# TITRE 0 - RENSEIGNEMENTS GENERAUX -

## 0.1. - DESIGNATION - SITUATION DE LA FORET -

### 0.1.1. - Nom et Propriétaire de la forêt -

Forêt sectionnale d'ESPINASSE appartenant à la Section d'ESPINASSE, Commune de SAULZET-LE-FROID.

Région I.F.N. n° 615 - CANTAL-CEZALLIER.

Sous-Région MONTS DORE-CEZALLIER.

### 0.1.2. - Origine -

**Parcelles 1 et 2** : (13 ha 11 a 80 ca)

Soumission au Régime Forestier en 1926, suivie de la plantation entre 1926 et 1929.

**Parcelles 3 et 4** : (18 ha 46 a 00 ca)

Soumis au Régime Forestier en 1961.

Plantations effectuées en 1965 et 1966, avec l'aide du F.F.N., et ayant fait l'objet du Contrat n° 4.167-1-63-160.

## 0.2. - CONTENANCE - LIMITES -

### 0.2.1. - Surface (Cf. **Annexe** n° 1) -

Retenue jusqu'à maintenant : 32 ha 14 a.

Après remembrement, surface portée à 31 ha 57 a 80 ca.

Surface à retenir pour la suite des prochains calculs : **31 ha 58 a.**

**Pour mémoire :**

Il faut noter que le Canton du PUY d'ENFER, (Contenance : 7 ha 47 a) ainsi qu'une partie de la Parcelle Z 0 - 43, Extrême Pointe Est (Contenance : 12 a) ont été distraits du Régime Forestier par Arrêté ministériel du 27 avril 1967.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

0.2.2. - Etat des limites -

Très nettes sur l'ensemble du périmètre.

Au Nord et à l'Est : talus, clôture et bornes.
Au Sud et à l'Ouest : chemin d'exploitation, élargi et aménagé lors des opérations de remembrement.

Longueur approximative du périmètre : 3.510 ml.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Annexe n° 1

# EXTRAIT DE LA MATRICE CADASTRALE

| | |
|---|---|
| DIRECTION REGIONALE | AUVERGNE |
| SERVICE DEPARTEMENTAL | CLERMONT-FERRAND |
| COMMUNE | SAULZET-LE-FROID |

concernant les propriétés inscrites sous le nom de Habitants d'ESPINASSE

| SECTION | NUMERO de la PARCELLE | LIEU-DIT | CONTENANCE ha | a | ca | NATURE de la PROPRIETE | CLASSE | REVENU | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ZO | 43 | Sur VERNIOT | 15 | 54 | 00 | B.R. | 01 | 1.143,74 | |
| ZO | 45 | Sur BOURSOUS | 16 | 03 | 80 | B.R. | 01 | 1.180,40 | |
| | | TOTAL | 31 | 57 | 80 | | | 2.324,14 | |

Certifié à la matrice cadastrale
A BESSE et ST-ANASTAISE, le 14/09/1990
LE TECHNICIEN FORESTIER,

R. FOLCHER.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# TITRE 0 - RENSEIGNEMENTS GENERAUX -

## 0.1. - DESIGNATION - SITUATION DE LA FORET -

### 0.1.1. - Nom et Propriétaire de la forêt -

Forêt sectionale de PESSADE et LA MARTRE appartenant aux Sections de PESSADE et LA MARTRE, Commune de SAULZET-LE-FROID.

Située dans la région I.F.N. n° 615 du CANTAL-CEZALLIER (sous-région des MONTS DORE), elle est gérée par le SERVICE DEPARTEMENTAL du PUY-de-DOME.

Groupe Technique de BESSE et SAINT-ANASTAISE.

Triage de SAULZET-LE-FROID.

### 0.1.2. - Origine -

Soumission au Régime Forestier par Arrêté du Conseil de Préfecture du PUY-de-DOME, en date du 29 août 1862 pour une surface de 225 ha 38 a 72 ca y compris la forêt sectionnale de PESSADE pour 170 ha 50 a 00 ca, soit 54 ha 88 a 72 ca pour la forêt de PESSADE et LA MARTRE.

Ces terrains ont été boisés artificiellement en épicéa et pin sylvestre à partir de 1865.

De plus, 21 ha 66 a de terrains ont été reboisés avec des subventions sur le Produit des Jeux de 1932 à 1938. Ils n'ont jamais fait l'objet d'un arrêté de soumission, le seul fait de bénéficier d'une subvention entrainant alors la soumission au Régime Forestier.

## 0.2. - CONTENANCE - LIMITES -

### 0.2.1. - Surface -

La surface actuelle issue des documents cadastraux est de : 74 ha 80 a.

### 0.2.2. - Etat des limites -

| | | |
|---|---|---|
| Ruisseau du CHEVALARD | : | 1.850 ml |
| Chemin d'exploitation | : | 2.250 ml |
| Périmètre | : | 500 ml |
| Peinture | : | 100 ml |
| | | 4.700 ml |

Les limites sont nettes et sûres.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

FFICE NATIONAL DES FORETS

Annexe n° 1

# EXTRAIT DE LA MATRICE CADASTRALE

| | |
|---|---|
| IRECTION REGIONALE | AUVERGNE |
| ERVICE DEPARTEMENTAL | CLERMONT-FERRAND |
| OMMUNE | SAULZET-LE-FROID |

concernant les propriétés inscrites au folio + 22 sous le nom de Habitants de LA MARTRE et Habitants de PESSADE

| TION | NUMERO de la PARCELLE | LIEU-DIT | CONTENANCE ha | a | ca | NATURE de la PROPRIETE | CLASSE | REVENU | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M | 1 | LES BRUYERES de PESSADE | 162 | 02 | 50 | | | | Soumis en partie |
| | | )J | 48 | 60 | 75 | BR | 01 | 3.577,51 | |
| | | (K | 64 | 81 | 00 | BR | 02 | 3.007,18 | |
| | | )L | 48 | 60 | 75 | BT | 04 | 106,94 | |

Certifié conforme à la matrice cadastrale

A CLERMONT-FERRAND, le 15 mars 1991.
Le CHEF de la DIVISION "SOUPES"

C. GEORGES.

Accusé de réception en préfecture
063-200084177-20260129-DE-26-0012-7-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

PROPRIETAIRE :

Section de ZANIERES (Commune de SAULZET-LE-FROID)

SOUMISSION au REGIME FORESTIER :

Arrêté du Conseil de Préfecture du 29 août 1862.
Soumission d'office en 1924 (subvention sur le produit des jeux).
Soumission d'office en 1939 (après délibérations du Conseil Municipal des 20 mars 1938 et 5 mars 1939)
Arrêté Préfectoral du 5 août 1958
Arrêté Préfectoral du 9 mars 1966

SURFACE -

Cadastrale à retenir = 53 ha 38 a 24 ca arrondie à 53 ha 38 dans la suite des calculs. Régularisation en cours par soumission et restructuration foncière (Cf. Annexe n° 1).

LIMITES -

Pas de Procés-verbal de délimitation et bornage.
Limites matérialisées ou bornées : 2.900 ml
Limites litigieuses ou à matérialiser : 900 ml (en particulier au niveau de la carrière non soumise)
Total limites : 3.800 ml

## TITRE 1 - ANALYSE DES MILIEUX NATUREL ET HUMAIN -

### 1.1. - ANALYSE DU MILIEU NATUREL -

1.1.1. - Topographie (Cf. Annexe n° 2) -

2 ténements :

1er : PUY de MONTENARD (1) : toutes expositions ; pente 14 à 52 %

2ème : FONTS de MONTENARD : replat au bas du PUY de MONTENARD ; exposition nord ; pente 5 %.

Altitudes : 1.045 m à 1.173 m.

1.1.2. - Climat -

Poste de référence : SAULZET-LE-FROID - Altitude : 1.160 m.

Température moyenne annuelle : 7 ° C au bas de la forêt
(altitude inférieure à 1.100 m en versants nord et est,
et inférieure à 1.130 m en versants sud et ouest)
et environ 6,5° C sur le haut.

Précipitations : 1.180 mm/an

(1) ou MONTEYNARD



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

OFFICE NATIONAL DES FORETS

Annexe n°1

# EXTRAIT DE LA MATRICE CADASTRALE

| | |
|---|---|
| DIRECTION REGIONALE | AUVERGNE |
| SERVICE DEPARTEMENTAL | CLERMONT-FERRAND |
| COMMUNE | SAULZET-LE-FROID |

concernant les propriétés
inscrites au compte + 16
sous le nom de : Habitants de ZANIERES

| SECTION | NUMERO de la PARCELLE | LIEU-DIT | CONTENANCE ha | a | ca | NATURE de la PROPRIETE | CLASSE | REVENU | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| D | 337 | Puy de Monteynard (J | 19 | 60 | 30 | BR | 01 | 1442,78 | Soumis en partie à soumettre en totalité |
| | | )K | 19 | 60 | 30 | BR | 02 | 909,58 | Soumis en totalité |
| D | 338 | Puy de Monteynard | 11 | 48 | 90 | L | 01 | 34,47 | Dont 1 ha non soumis = carrière. |
| D | 339 | puy de Monteynard | 1 | 48 | 14 | BR | 01 | 109,03 | Soumis en totalité |
| ZC | 62 | Les Fonds de a | 0 | 57 | 20 | P | 04 | 35,69 | En cours de soumission |
| | | Monteynard b | 1 | 48 | 70 | BR | 02 | 69,00 | Soumis |
| ZH | 14 | Sous Monteynard | 0 | 14 | 70 | - | - | - | En cours de soumission |
| | | TOTAL | 54 | 38 | 24 | dont surface soumise ou en cours de soumission = 53,38 24 ha | | | |

T 194 (recto) (02/79)

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# TITRE 0 - RENSEIGNEMENTS GENERAUX -

## 0.1. - DESIGNATION - SITUATION DE LA FORET -

### 0.1.1. - Nom et Propriétaire de la forêt -

Forêt sectionale de PESSADE appartenant à la Section de PESSADE, Commune de SAULZET-LE-FROID.

Située dans la région I.F.N. n° 615 du CANTAL-CEZALLIER (sous-région des MONTS DORE), elle est gérée par le SERVICE DEPARTEMENTAL du PUY-DE-DOME.

Groupe Technique de BESSE et SAINT-ANASTAISE.

Triage de SAULZET-LE-FROID.

### 0.1.2. - Origine -

Soumission au Régime Forestier par Arrêté du Conseil de Préfecture du PUY-DE-DOME en date du 29 août 1862, pour une surface de 147 ha 38 a 72 ca.

Boisement artificiel en épicéa et pin sylvestre à partir de 1865 et pendant une vingtaine d'années. Echec total sur 60 ha environ constaté en 1881 dans un rapport autorisant le parcours des bestiaux.

## 0.2. - CONTENANCE - LIMITES -

### 0.2.1. - Surface -

L'Arrêté du Conseil de Préfecture du 29 août 1882 a soumis au Régime Forestier :

- 147 ha 38 a 72 ca sur la Section de PESSADE
- 78 ha sur la Section de PESSADE et LA MARTRE

**TOTAL : 225 ha 38 a 72 ca**

En outre, un Arrêté ministériel du 15 juin 1965 autorisa le gazonnement sur 124 ha 62 a 94 ca, sans soumission au Régime Forestier (parcelle contigüe).

Les travaux de gazonnement s'étendirent progressivement à des parties soumises, par contre les travaux de reboisement, sans couvrir la totalité des parcelles soumises, s'étendirent sur des parcelles voisines. Deux incendies, de 15 ha en 1881 et 20 ha en 1891 compliquèrent encore la situation.

D'autre part les habitants de PESSADE et de PESSADE et LA MARTRE, adoptèrent comme ligne séparative entre leurs deux forêts, un chemin orienté Sud-Ouest - Nord-Est qui abandonnait aux habitants de PESSADE une partie du tènement de PESSADE et LA MARTRE. Cet abandon qui n'a jamais été officialisé, est appliqué sur le terrain et est reconnu et accepté par tous les intéressés.

Ceci explique que les documents cadastraux actuels attribuent cette forêt à la Section de PESSADE et LA MARTRE.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

De cette situation confuse il résulte que l'action du Service forestier s'étend depuis la soumission sur :

- Section de PESSADE

Montagne de PESSADE : 126,00 ha

Bois de PESSADE : 44,50 ha

TOTAL : 170,50 ha

- Section de PESSADE et LA MARTRE

Bois de PESSADE : 53,13 ha

**TOTAL GENERAL : 223,63 ha**

La surface attribuée à la Section de PESSADE, 170,50 ha, est voisine de la soumission initiale et aucun document officiel ne permet d'aboutir aux surfaces indiquées sur les différents états pour la Section de PESSADE, à savoir : 132,40 ha.

En conséquence nous proposons d'adopter comme surface de la forêt sectionale de PESSADE celle de **170 ha 50 a 00 ca**.

Une action devra être entreprise par la commune de SAULZET-LE-FROID auprès des Services du Cadastre pour faire attribuer à la Section de PESSADE, le tènement de 44,50 ha situé dans la parcelle cadastrale ZM 1 et lui appartenant en propre depuis de nombreuses années et en tout état de cause avant l'aménagement de 1932 qui constatait déjà les faits.

0.2.2. - Etat des limites -

| | | |
|---|---|---|
| Fossés sur | 3.180 ml | |
| Ruisseaux sur | 560 ml | |
| Chemin sur | 2.770 ml | |
| Clôture sur | 3.520 ml | |
| Pas de signe particulier | 1.280 ml | (limite entre terrain soumis et non soumis) |
| **TOTAL** | **11.310 ml** | |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

ANNEXE 1

ICE NATIONAL DES FORETS — Forêt sectionale de PESSADE

# EXTRAIT DE LA MATRICE CADASTRALE

| | |
|---|---|
| ECTION RÉGIONALE | AUVERGNE |
| NTRE | CLERMONT-FERRAND |
| MMUNE | SAULZET-LE-FROID |

concernant les propriétés inscrites au folio . . .
sous le nom de M. . . . . .

| ON | NUMÉRO de la parcelle | LIEUDIT | CONTENANCE ha | a | ca | NATURE de la propriété | CLASSE | REVENU | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Compte + 13 - Habitants de PESSADE | | | | | | | |
| F | 50 | Les Bruyères de PESSADE | 125 | 15 | 50 | P | 05 | 1.802,23 | Soumis en partie |
| ZM | 2 | Les Bruyères de PESSADE | 41 | 37 | 50 | | | | Soumis en partie |
| | | d° (AJ) | 13 | 79 | 14 | P | 04 | 860,58 | |
| | | d° (AK) | 27 | 58 | 28 | P | 05 | 397,19 | |
| | | d° (Z) | | 00 | 08 | S | - | - | |
| ZM | 4 | Les Bruyères de PESSADE | 72 | 37 | 50 | | | | Soumis en partie |
| | | d° (J | 24 | 12 | 50 | P | 04 | 1.505,40 | |
| | | d° (K) | 48 | 25 | 00 | P | 05 | 694,80 | |
| | | Compte + 22 - Habitants de la MARTRE - Habitants de PESSADE | | | | | | | |
| ZM | 1 | Les Bruyères de PESSADE | 162 | 02 | 50 | | | | Soumis en partie |
| | | (J | 48 | 60 | 75 | BR | 01 | 3.577,51 | (44,50 ha appartiennent à la Section de PESSADE) |
| | | (K | 64 | 81 | 00 | BR | 02 | 3.007,18 | |
| | | (L) | 48 | 60 | 75 | BT | 04 | 106,94 | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# 0 - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

## 0 - 1 DESIGNATION ET SITUATION DE LA FORET

**Nom et propriétaire de la forêt**

Commune de MIREFLEURS - Forêt communale de Mirefleurs - appartenant aux habitants de la commune de MIREFLEURS.

**Situation**

Direction Régionale AUVERGNE
Service Départemental du PUY-DE-DOME
Groupe Technique de COURPIERE
Triage de VIC-LE-COMTE

Département du PUY-DE-DOME
Arrondissement de CLERMONT-FERRAND
Canton : VIC-LE-COMTE
Commune : MIREFLEURS

Région IFN et ORLAM de référence : Val d'Allier-Limagne numéro 63.9 (n° ONF : 644)

**Origines**

Soumission au Régime Forestier en 1874.

## 0 - 2 SURFACE

La surface portée au cadastre est actuellement de 36 ha 04 a 46 ca (cf. annexe 2).
La surface retenue sera de 36,04 ha.
Surface réduite : 32,04 ha

## 0 - 3 DELIMITATION ET BORNAGE

Il n'y a pas de procès-verbal de délimitation et de bornage.

Les limites sont marquées par de la peinture, à l'exception du canton des Rases.
Toutefois l'implantation de certaines de ces limites devra être vérifiée et particulièrement dans le canton de Saint-André (partie nord) et dans le canton des Pys (partie est).

## 0 - 4 PARCELLAIRE

| PARCELLE | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SURFACE | 10,14 | 1,95 | 11,76 | 7,33 | 4,86 | 36,04 |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

OFFICE NATIONAL DES FORETS

ANNEXE 2

# EXTRAIT DE LA MATRICE CADASTRALE

| | |
|---|---|
| DIRECTION REGIONALE | ► AUVERGNE |
| SERVICE DEPARTEMENTAL | ► PUY DE DÔME |
| COMMUNE | ► MIREFLEURS |

concernant les propriétés inscrites au folio + 00007 sous le nom de Habitants de la commune de MIREFLEURS

| Section | NUMERO de la Parcelle | Lieu-dit | CONTENANCE ha | a | ca | NATURE de la propriété | CLASSE | REVENU | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| B | 172 | Saint André | 9 | 52 | 55 | BR | 01 | 619,62 | |
| B | 392 | Saint André | | 61 | 40 | BR | 01 | 39,95 | |
| C | 613 | Les Pys | 7 | 32 | 80 | | | | |
| | | AJ | | 73 | 28 | Br | 01 | 47,66 | |
| | | AK | 6 | 59 | 52 | B | 99 | 43,35 | |
| C | 680 | Les Rases | 1 | 64 | 90 | BR | 01 | 107,26 | |
| C | 681 | Les Rases | | 8 | 23 | L | 01 | 1,71 | |
| C | 682 | Les Rases | | 39 | 05 | BR | 01 | 25,40 | |
| C | 683 | Les Rases | | 20 | 75 | BR | 01 | 13,49 | |
| C | 684 | Les Rases | 9 | 43 | 08 | | | | |
| | | AJ | 1 | 88 | 62 | BR | 01 | 122,69 | |
| | | AK | 7 | 54 | 46 | B | 99 | 49,60 | |
| C | 719 | Saint Romain | | 42 | 90 | B | 99 | 2,82 | |
| C | 798 | Sain Romain | 2 | 76 | 70 | | | | |
| | | AJ | | 27 | 67 | BR | 01 | 17,99 | |
| | | AK | 2 | 49 | 03 | B | 99 | 16,37 | |
| C | 808 | Saint Romain | 1 | 67 | 00 | | | | |
| | | AJ | | 83 | 50 | Br | 01 | 54,32 | |
| | | AK | | 83 | 50 | B | 99 | 5,48 | |
| D | 363 | La Colline | 1 | 95 | 10 | BR | 01 | 126,91 | |
| | | | 36 | 04 | 46 | | | 1 294,62 | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# 0 Renseignements généraux

## 0.1 DÉSIGNATION ET SITUATION DE LA FORET

### Nom du propriétaire

**Forêt communale d'*YRONDE & BURON***

### Origines de la forêt - Éléments d'histoire

Voir annexe 0.0 -

A l'origine, cette forêt incluse dans un grand massif boisé dit « *Bois de la Comté* », appartenait à la noblesse locale (Comté d'**Auvergne** , Ducs de Bouillon) puis, après démantèlement du massif, elle est devenue propriété de la commune d'***YRONDE & BURON***, vraisemblablement à la fin du 18ème siècle (ou à la Révolution).

Elle a été soumise au Régime forestier par ordonnance royale du 3 septembre 1830.

### Situation de la forêt

Département : **PUY DE DÔME** Canton : ***ISSOIRE***
Arrondissement : ***ISSOIRE*** Commune de situation : ***YRONDE & BURON***
Région IFN : **LIMAGNE** (code local : 63.9 et code national 644)
Désignation de l'ORLAM : **VAL D'ALLIER - LIMAGNE**
Organisation administrative de la gestion : forêt gérée par l'**OFFICE NATIONAL DES FORETS.**
Niveau de direction : **AUVERGNE**
Niveau de gestion : Service Départemental du **PUY DE DÔME**
Niveau de terrain : ➢ Groupe Technique de ***COURPIERE***
et
➢ Triage de ***VIC LE COMTE*** (1840404)

## 0.2 SURFACE

La surface prise en compte dans la gestion de cette forêt a évolué au cours du temps, de façon parfois inexpliquée du fait de la disparition de certains documents d'archives. Depuis 1870 cette surface est arrêtée à 110 ha 58 a mais l'étude foncière et une restructuration récente conduisent à retenir aujourd'hui la surface cadastrale qui est de 113 ha 27 a 47 ca.

| Département | Territoire communal | Contenance | | |
|---|---|---|---|---|
| | | ha | a | ca |
| PUY DE DÔME | *YRONDE & BURON* | *112* | *53* | *17* |
| | *SAINT-BABEL* | *0* | *74* | *30* |
| SURFACE TOTALE | | *113* | *27* | *47* |

☞ Cf. : extraits de matrices cadastrales annexe 0.1.



ACO SD 63 - SC/CA - 6 novembre 1998
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 0.3 PROCÈS-VERBAUX DE DÉLIMITATION ET BORNAGE

Une délimitation partielle a été réalisée en 1859. Le procès-verbal se trouve dans les archives détenues par l'**OFFICE NATIONAL DES FORETS**.

## 0.4 PARCELLAIRE FORESTIER

L'ancien parcellaire comportait **26** parcelles.

Le nouveau parcellaire (annexe 0.2) comporte **27** parcelles numérotées de **1** à **27**.

La correspondance ancien et nouveau parcellaire se trouve en annexe 0.2 bis.





Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# EXTRAIT DES MATRICES CADASTRALES

| RÉFÉRENCES ADMINISTRATIVES | | | |
|---|---|---|---|
| DÉPARTEMENT | DIR. | COMMUNE | CLÉ |
| 63 | | 321 | |

| N° COMMUNAL DU PROPRIÉTAIRE | | | |
|---|---|---|---|
| CLÉ 1 | GROUPE | NUMÉRO | CLÉ 2 |
| | | +0008 | |

## EXTRAIT
## DE LA MATRICE CADASTRALE

concernant les biens inscrits au nom de
Les habitants d'Ynonde – 63 270 Ynonde et Buron

| Fl ou Lf (1) | propriété | Section | Numéro du plan | Clé | Adresse de l'immeuble | Contenance hect. | ares | cent. | Nature de la propriété | Classe | Revenu imposable cadastral | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | AC | 61 | | la Côte | | 74 | 30 | BT | 08 | 5 | 74 |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | TOTAL | | 74 | 30 | | | | |

Coût du présent extrait
..... Feuillet(s)
à ..... l'unité
Total

Extrait certifié conforme
A St Babel
le 06 mars 1998
Le Maire,

(1) Sont signalées par vous-mêmes les propriétés inscrites au Livre foncier ou au Fichier immobilier.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

DE MAJ 96 | DEP/DIR 63 D | COM 472 YRONDE-ET-BURON | MODE A

# RELEVE DE PROPRIETE

COMMUNAL

## PROPRIETAIRE

PROPRIETAIRE 903759 HABITANTS D'YRONDE
AU BOURG 63270 YRONDE-ET-BURON

## PROPRIETES BATIES

| DESIGNATION DES PROPRIETES | | | | | | | IDENTIFICATION DU LOCAL | | | | | EVALUATION DU LOCAL | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | SECTION | N° PLAN | C SUF | N° VOIRIE | ADRESSE | CODE RIVOLI | NAT | EXT | HAV | N° PORTE | N° INVAR. | S TAX | M EVAL | AF | NAT LOC | CAT | REVENU CADASTRAL | CODE | NAT EXO | AN NET | AN EXO | FRACTION RC EXO | % EXO | % CM | OTHER |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

REV IMPOSABLE F COM R EXO F R IMP F DEP R EXO F R IMP F R EXO F R IMP F

Photocopie certifiée conforme à l'original
Yronde-et-Buron le 07 FEV. 1997
Le Maire.

## PROPRIETES NON BATIES

| DESIGNATION DES PROPRIETES | | | | | | EVALUATION | | | | | | | | | | | | | | LIVRE FONCIER FEUILLET |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | SECTION | N° PLAN | N° VOIRIE | ADRESSE | CODE RIVOLI | N° PARC PRIM. | S FAN | SUF | GRP/SS GR | CLASSE | NAT CULT. | CONTENANCE HA A CA | REVENU CADASTRAL | CODE | NAT EXO | AN NET | FRACTION RC EXO | % EXO | % CM | |
| 71 | AD | 37 | | BOIS DE LA COMTEE | B010 | | A | | BS | 03 | | 60 57 90 | 3336,16 | | TA | | | | | |
| 71 | AD | 38 | | BOIS DE LA COMTEE | B010 | | A | | BS | 03 | | 51 37 90 | 2829,50 | | TA | | | | | |
| 71 | AD | 39 | | PRE DU LAC | B125 | | A | | PA | 05 | | 54 00 | 18,13 | | TA | | | | | |
| 71 | AD | 40 | | PRE DU LAC | B125 | | A | | PA | 05 | | 3 37 | 1,12 | | TA | | | | | |
| 71 | ZK | 352 | | L AIRE | B001 | 0241 | A | | L | 01 | | 12 60 | 1,31 | | TA | | | | | |
| 71 | ZK | 378 | | L AIRE | B001 | 0254 | A | | T | 02 | | 5 98 | 17,60 | | TA | | | | | |

HA A CA REV IMPOSABLE 6220 F COM R EXO 0 F DEP R EXO 6220 F R IMP R EXO 6220 F MAJ DOS

20

ISOMAC § 1801 - 17.01.96

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Mond' Arverne communauté
*Forêts relevant du Régime Forestier*

N
O E
S

Aydat
Saulzet-le-Froid
Cournols
Olloix
St-Sandoux
La Sauvetat
Authezat
Vic-le-Comte
Yronde-et-Buron
Manglieu
Pignols
Sallèdes
Laps
Saint-Maurice
Les Martres-de-Veyre
Veyre-Monton
Corent
Saint-Saturnin
St-Amant-Tallende
Tallende
Chanonat
Le Crest
Orcet
La Roche-Blanche
La Roche-Noire
St-Georges-sur-Allier
Mirefleurs
Busséol

PNR volcans d'auvergne
SMGF Aydat
espinasse
zanières
souveranci
passade et la marine
passade
pessade.
la comte
yronde et buron

## Type de propriétaire de forêt

- Domanial
- Communal
- Sectional
- Syndicat Mixte de Gestion Forestière
- Départemental
- Parc Naturel Régional

Echelle : 1:100000
1000 0 1000 2000 3000 4000 5000 Mètres

Office National des Forêts
Agence Montagnes d'Auvergne
*Février 2018*
SIG JL ROMAND

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PUY-DE-DOME

# Note d'enjeux Mond'Arverne Communauté

*Contribution à l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal*

*Juin 2018*

***Direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme***
***SPAR/ATP/Caroline Faucher***

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Sommaire


Introduction....4

Une volonté partagée d'établir une stratégie d'aménagement....4

*Les enjeux nationaux....4*

*Le cadre de l'association de l'État....4*

Présentation du territoire....5

Une gestion économe, rationnelle et équilibrée de l'espace....6

Freiner l'étalement urbain....6

*Poursuivre la diminution de la consommation d'espace par logement....6*

*Urbaniser prioritairement les dents creuses....6*

*Contenir l'urbanisation dans l'enveloppe des bourgs et des hameaux et réduire les disponibilités foncières en extension....7*

Organiser les aménagements en zones d'urbanisation future....7

*Favoriser les formes urbaines alternatives....7*

*Mettre en place des orientations d'aménagement et de programmation (OAP)....7*

*Limiter la consommation de foncier dans les zones d'activités....8*

Préserver les espaces affectés aux activités agricoles....8

*Réduire la surface de terres agricoles à urbaniser....8*

*Adapter le PLUi aux pratiques agricoles, faciliter la reprise des exploitations agricoles et anticiper leur développement....8*

Protection et mise en valeur de l'environnement et des paysages....9

Préserver l'environnement....9

*Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)....9*

*La trame verte et bleue....9*

*L'espace de mobilité de l'Allier....10*

*Les espaces forestiers....11*

Mettre en valeur les paysages et le patrimoine....11

*Les éléments forts du paysage....11*

*Renforcer les exigences architecturales....11*

Prendre en compte les grands projets en cours du territoire dans le futur PLUi....11

*Le projet de voie verte le long de l'Allier....11*

*L'élargissement à 2X3 voies de l'A75 entre Clermont-Fd et Le Crest....12*

*La démarche plan de paysage « Entrée sud de l'agglomération Clermontoise »....12*

*Le projet de classement de Gergovie et des sites arvernes....12*

*Le projet de refondation de la Banque de France à Vic-le-Comte....12*

*Le projet de création d'un contournement de Pérignat-sur-Allier et Cournon d'Auvergne....13*

*Inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO du « Haut lieu tectonique de la Chaîne des Puys – faille de Limagne »....13*

Maîtrise et organisation des transports et des déplacements....14

Réduire la dépendance au véhicule motorisé personnel....14

*Porter une réflexion sur l'accessibilité des pôles générateurs de déplacement....14*

*Inciter au report modal en développant des itinéraires cyclables et des cheminements doux....14*

*Développer la pratique du covoiturage....14*

Favoriser l'usage des transports collectifs....14

*Réduire la dépendance à l'automobile et privilégier le foncier à proximité des gares....14*




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Logement, habitat et mixité....16
Diversifier l'offre de logement au vu des besoins de la population....16
Favoriser les parcours résidentiels....16
Identifier et traiter le phénomène de vacance de logements....16
Prendre en compte les besoins de sédentarisation des gens du voyage....17
Développer l'attractivité des pôles de vie....17
Renforcer les services et commerces....17
Préservation de la qualité de la ressource en eau....18
Garantir l'alimentation en eau potable....18
Alimentation en eau potable....18
Schéma de distribution en eau potable....19
Maîtriser le traitement des eaux usées....19
Mettre à jour le zonage d'assainissement....19
Assurer la bonne capacité de traitement des eaux usées....19
Organiser la gestion des eaux pluviales....19
Pour limiter les ruissellements et prévenir les pollutions....19
Prendre en compte les zones humides....19
Protéger et réhabiliter les zones humides....19
Prévention et réduction des risques....20
Limiter les populations exposées à des risques majeurs....20
Le risque inondation....20
Le risque inondation et coulées de boues (ruissellement)....20
Le risque mouvement de terrain....20
Annexes....21
Données clés....21
Démographie....21
Évolution de la population....21
Illustrations....22
Disponibilités foncières - ouest et est....22
Occupation du sol....22
Trame verte et bleue....22
Enjeux....22



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Introduction

## Une volonté partagée d'établir une stratégie d'aménagement

Le conseil communautaire de Mond'Arverne Communauté a décidé par délibération du 25 janvier 2018 de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Le PLUi, outre la définition du droit des sols, est avant tout une démarche de projet de territoire. Celui-ci traduit les choix politiques retenus pour le développement et l'aménagement du territoire intercommunal et constitue à ce titre l'outil permettant la mise en cohérence des différentes actions d'aménagement ainsi que le cadre de référence d'un développement fondé sur la recherche d'une organisation et d'un fonctionnement mieux maîtrisés, plus économes et plus respectueux de l'environnement et des hommes, donc plus « durables ».

Son élaboration est l'occasion pour les élus d'établir un projet de territoire commun, tout en mettant en valeur les atouts de toutes les communes mais aussi en protégeant les espaces naturels, forestiers et agricoles.

### *Les enjeux nationaux*

La loi du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement renforcent les obligations des documents d'urbanisme en matière de lutte contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, et de gestion économe de l'espace. Le PLUi doit désormais présenter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et fixer des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain (art. L.151-4 du code de l'urbanisme).

Par ailleurs, la loi du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt instaure une commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, créée par arrêté préfectoral le 03 août 2015, qui reprend et renforce les missions de la commission départementale de consommation des espaces agricoles.

### *Le cadre de l'association de l'État*

Dans le cadre de son association à l'élaboration des documents d'urbanisme (art. L.132-7 et art. L.132-10 du code de l'urbanisme), l'État a souhaité, à travers cette note d'enjeux, attirer l'attention du porteur de projet sur quelques points sur lesquels il sera particulièrement vigilant. Toutefois, il n'exempte pas la collectivité de respecter l'ensemble des règles précisées dans le porter à connaissance de l'État, notamment l'ensemble des enjeux définis dans l'article L.101-2 du code de l'urbanisme.

***Ce document n'a pas de portée réglementaire. Il n'y a pas d'obligation réglementaire de le joindre au dossier d'enquête publique. Toutefois, le contenu du présent document sera pris en compte pour la réalisation de l'avis de l'État sur le projet de PLU arrêté.***



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Présentation du territoire

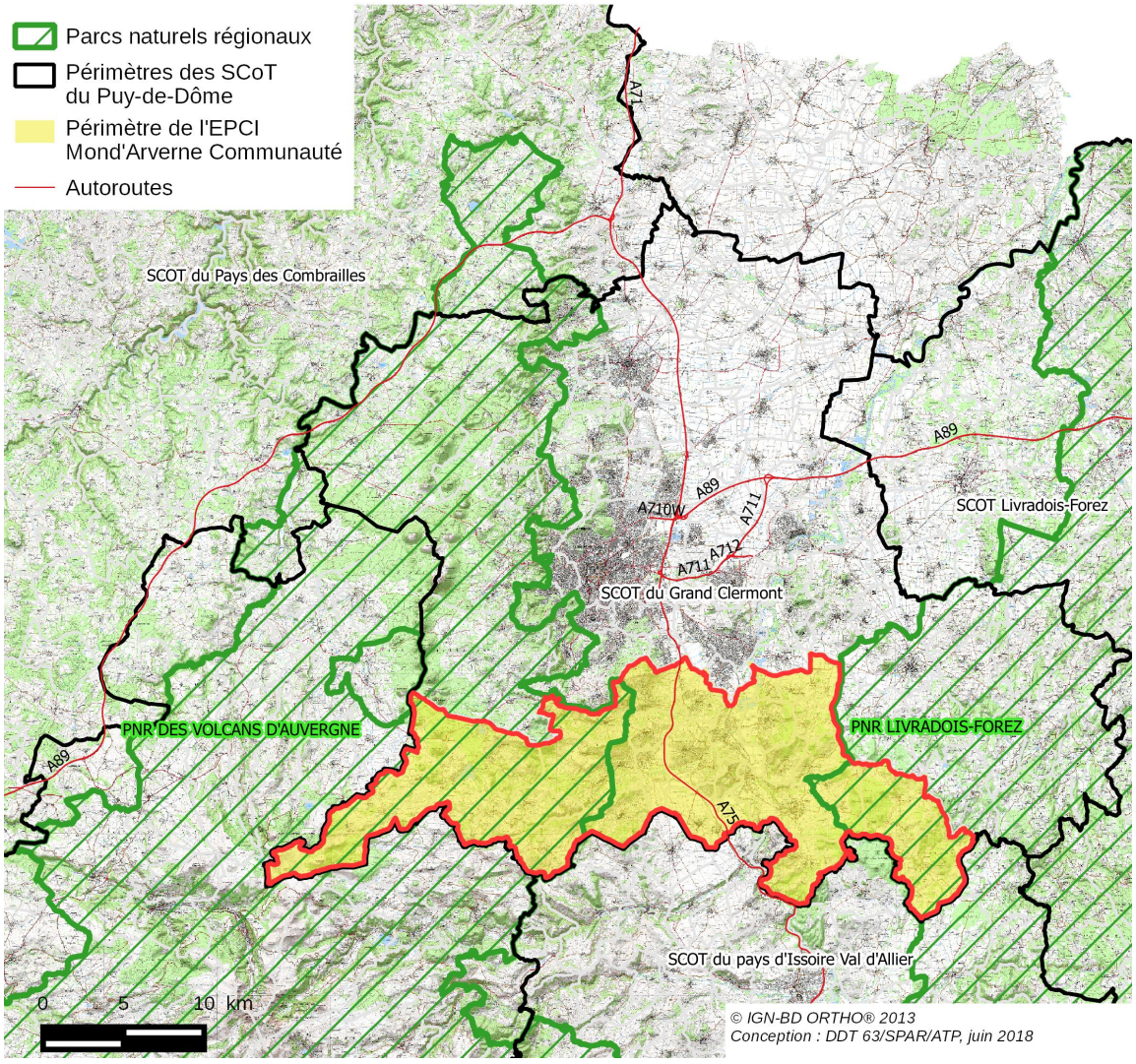
La nouvelle communauté de communes Mond'Arverne Communauté résulte de la fusion de trois communautés de communes : Allier Comté Communauté, Gergovie Val d'Allier et Les Cheires. Elle se situe au sud de Clermont-Ferrand et fait partie du SCoT du Grand Clermont.

Le territoire compte 39.544 habitants (INSEE RP 2014) sur une superficie de 33,5 km². Il regroupe 28 communes : Authezat, Aydat, Busséol, Chanonat, Corent, Cournols, Le Crest, Laps, Manglieu, Les Martres-de-Veyre, Mirefleurs, Olloix, Orcet, Pignols, La Roche-Blanche, La Roche-Noire, Saint-Amant-Tallende, Saint-Georges-sur-Allier, Saint-Maurice, Saint-Sandoux, Saint-Saturnin, Sallèdes, Saulzet-le-Froid, La Sauvetat, Tallende, Veyre-Monton, Vic-le-Comte, Yronde-et-Buron.

Le territoire est situé à l'ouest dans le PNR des Volcans d'Auvergne et à l'est dans le PNR du Livradois-Forez. Au centre, la vallée de l'Allier est traversée du nord au sud par l'Allier, l'A75 et la voie ferrée dans une large plaine alluviale. Les communes le long de cet axe sont situées à environ 30 minutes de Clermont-Fd ; le phénomène de périurbanisation y est donc important.

Il existe une nette différence de culture constructive et donc de forme d'exploitation et d'habitat entre l'ouest et l'est du territoire : on passe d'un paysage de moyenne Montagne avec les contreforts du massif du Sancy au Val d'Allier, avec la plaine et les coteaux, puis à des versants vallonnés avec des avants monts du Livradois.

*Situation de l'EPCI du Mond'Arverne Communauté*






Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Une gestion économe, rationnelle et équilibrée de l'espace

Contexte

La gestion économe de l'espace est au cœur des politiques d'aménagement de l'État, mettant en avant la nécessité d'économiser l'espace et de préserver nos ressources. Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLUi doit fixer des objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Sur la période de 1999-2013 la tâche urbaine a augmenté de 20 % sur l'ensemble du territoire Mond'Arverne, alors que dans le même temps la population n'a augmenté que de 12 %. Cette augmentation est plus marquée dans la partie centrale du territoire du fait de sa situation à environ 30 minutes de Clermont-Fd.

Pour un équilibre raisonné entre espaces naturels et espaces urbanisés, une attention particulière pourra être portée dans les communes qui subissent la périurbanisation de Clermont-Fd.

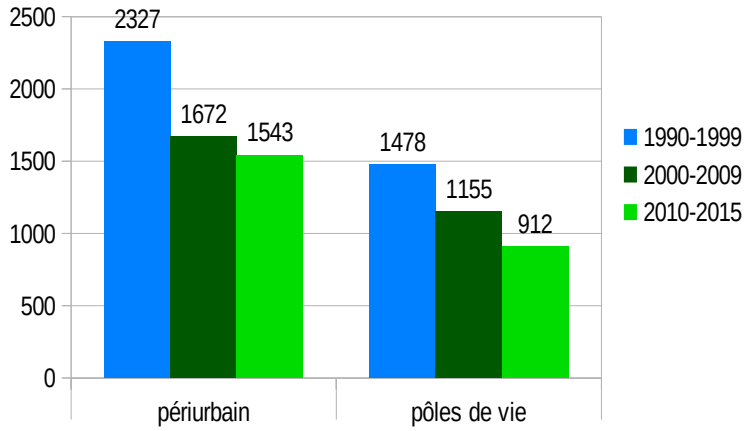
## Enjeux

### Freiner l'étalement urbain

***Poursuivre la diminution de la consommation d'espace par logement***

La maîtrise de l'étalement urbain passe par une réduction de la superficie moyenne consommée par logement. Celle-ci a nettement diminué entre les périodes 1990-1999 et 2010-2015 sur l'ensemble du territoire Mond'Arverne (données SITADEL), puisqu'elle est passée d'environ 2175 m² à 1430 m² par logement entre ces deux périodes. Toutefois, elle reste encore trop élevée avec 910 m² pour les pôles de vie (Les Martres-de-Veyre, Saint-Saturnin / Saint-Amant-Tallende / Tallende et Vic-le-Comte) et 1540 m² pour les communes périurbaines, notamment par rapport à ce que préconise le SCoT : 500 m² pour les pôles de vie et 700 m² pour les communes périurbaines.

**Evolution de la superficie moyenne de terrain par logement en m²**




La réduction de cette superficie moyenne conduit, outre la gestion d'une rareté du foncier, à une économie de réseaux et de déplacements.

L'État encourage donc la communauté de communes à poursuivre l'effort de réduction de l'espace consommé par logement dans les communes du territoire Mond'Arverne.

***Urbaniser prioritairement les dents creuses[1]***

Les documents d'urbanisme en vigueur font état de 483 ha de disponibilités foncières sur le territoire dont de nombreuses en dents creuses (272 ha en zone U). Ces terrains sont des opportunités foncières à valoriser, tant dans un souci

1 Les dents creuses sont des parcelles ou des fragments de parcelles situés à l'intérieur du tissu urbain et dépourvus de fonction urbaine.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

d'améliorer la qualité urbaine que de limiter l'étalement urbain. Ces disponibilités peuvent permettre, selon les besoins spécifiques de chaque territoire, de construire de nouveaux logements, de créer des espaces collectifs, de réaliser tout autre type d'équipement, d'implanter des commerces ou de créer des activités, sans consommer de foncier agricole ou naturel. Il convient d'identifier ces espaces et de considérer leur aménagement comme prioritaire.

Un premier travail consiste à effectuer un recensement de ce potentiel dans le rapport de présentation du PLUi. Dans un second temps, il conviendra de privilégier leur aménagement aux extensions urbaines.

***Contenir l'urbanisation dans l'enveloppe des bourgs et des hameaux et réduire les disponibilités foncières en extension***

De plus, l'État souhaite limiter le développement de l'habitat diffus des bourgs et des hameaux, afin de préserver la qualité paysagère des espaces naturels et agricoles.

Les cinq communes au RNU (Authezat, Busséol, Manglieu, La Sauvetat et Saulzet-le-Froid), doivent établir un zonage qui évite l'étalement urbain. Pour La Sauvetat et Saulzet-le-Froid des procédures de PLU sont en cours.

Les communes, qui ont élaboré leur document d'urbanisme (PLU ou carte communale) avant la mise en place du SCoT (Cournols, Saint-Maurice, Laps et Saint-Georges-sur-Allier, Sallèdes et Pignols), doivent veiller à réduire, voire supprimer leurs disponibilités foncières en extension, ainsi que les zones d'activités non prévues dans le SCoT. Notamment des zones AU qui n'ont toujours pas été construites depuis plus de 10 ans.

Pour les autres communes, l'élaboration du PLUi doit être l'occasion de se réinterroger sur les besoins fonciers en extension. Il est ainsi recommandé de contenir les zones ouvertes à l'urbanisation au sein des enveloppes déjà bâties des bourgs et de certains hameaux et de classer en zone A ou N le reste des hameaux. Pour les éventuelles zones à urbaniser en extension, un phasage devra être envisagé.

**Enjeux**

## Organiser les aménagements en zones d'urbanisation future

La problématique de gestion économe de l'espace ne peut se réduire à la simple diminution des surfaces des parcelles individuelles. Elle doit s'accompagner de réflexions sur les nouvelles formes urbaines adaptées aux contraintes spatiales, permettant de concilier densité et préservation de l'intimité, et de conserver un cadre de vie agréable pour la population, dont l'adhésion est un facteur déterminant pour la réussite des politiques publiques d'aménagement.

***Favoriser les formes urbaines alternatives***

La diminution de la consommation d'espace doit conduire à une réflexion sur l'alternative à la maison individuelle en milieu de parcelle doit notamment être favorisée dans les secteurs ayant vocation à être urbanisés. Les maisons en bande, l'habitat intermédiaire ou les petits habitats collectifs sont des solutions à étudier en fonction de chaque secteur. La direction départementale des territoires a produit un recueil d'opérations de logements, locales et de qualité, dont la collectivité peut judicieusement s'inspirer[2].

***Mettre en place des orientations d'aménagement et de programmation (OAP)***

Dans les tenants fonciers de taille importante, la construction au «coup par coup» génère des tissus bâtis détendus et contribue à l'apparition de dents creuses dont la géométrie compromet l'aménagement futur. Pour éviter cela, l'État encourage la mise en place d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) de manière à planifier l'aménagement des tenants fonciers dans les zones urbaines.

Les OAP jouent un rôle clef dans la traduction du projet de territoire, elles sont

2 *Habitat dense : recueil de bonnes pratiques dans le Grand Clermont*, DDT du Puy-de-Dôme, mars 2017 http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/exploitation/draura/doc/ifd/ifd_refdoc_0538173



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

un outil essentiel de l'urbanisme de projet. Elles doivent intégrer la qualité de l'espace public, la diversité architecturale, la mixité fonctionnelle (équipements et/ou commerces) et sociale, la densité et les performances énergétiques et environnementales.

Les OAP peuvent être, au vu des articles du code de l'urbanisme :

- sectorielles (R151-6) => définies au plan de zonage et avec des conditions d'aménagement dans le règlement,
- thématiques (R151-7) => motifs d'ordre culturel, historique, architectural, patrimonial, paysager ou écologique (ex : trame verte et bleue),
- sur d'autres secteurs, notamment de renouvellement urbain (ex : friches, reconversion de sites, ...) (R151-8) => avec un schéma d'aménagement, sur des zones à urbaniser (U ou AU) et avec des conditions d'aménagement et d'équipement mais sans règlement, afin de ne pas figer des règles trop précises dans l'attente d'un projet.

***Limiter la consommation de foncier dans les zones d'activités***

Les espaces à vocation économique, commerciale ou industrielle, grands consommateurs de foncier, devront faire l'objet des mêmes attentions (notamment dans les entrées de ville) au vu des besoins du territoire.

Le développement économique doit se construire au vu d'un état des lieux réalisé par la collectivité afin de pouvoir justifier de l'extension de l'activité, tout en étant conforme à ce que prévoit le SCoT en terme de vocation et de surface.

L'État recense à ce jour environ 70 ha de disponibilités foncières en zones d'activités.

**Enjeux**

## Préserver les espaces affectés aux activités agricoles

Dans la mesure où l'extension de l'urbanisation se fait par des prélèvements exercés à 80 % sur les espaces agricoles, la question de la consommation foncière est un axe important des problématiques agricoles.

***Réduire la surface de terres agricoles à urbaniser***

Limiter l'urbanisation des terres agricoles vise à assurer la pérennité des exploitations actuelles et à préserver les capacités de productions agricoles à long terme. L'enjeu de protection des terres agricoles est particulièrement élevée dans la zone de plaine, où la valeur agronomique des sols est exceptionnelle et où la pression urbaine est la plus forte. Il est aussi élevé dans les zones viticoles où il faut protéger les surfaces en vignes et verger. Il est également à prendre en compte dans les zones de production d'élevage pour les prairies, à l'est et à l'ouest du territoire. La direction départementale des territoires recense environ 181 ha d'espaces à urbaniser actuellement situé sur des parcelles agricoles déclarées à la politique agricole commune (PAC), dont 92 ha en zone d'habitat et 46 ha en zone d'activités.

***Adapter le PLUi aux pratiques agricoles, faciliter la reprise des exploitations agricoles et anticiper leur développement***

L'État recommande lors de l'élaboration du PLUi de protéger et de renforcer la pratique agricole sur le territoire, mais également d'anticiper les projets de développement, de reprise ou d'installation de jeunes agriculteurs, afin d'y apporter des solutions foncières adaptées.

Une analyse des besoins des agriculteurs et de la profession agricole devra être faite afin de déterminer les zones constructibles sur lesquelles ils souhaitent étendre leurs bâtiments ou installations par de nouvelles constructions. Cette approche permettra également d'éviter les constructions diffuses et de protéger ainsi les paysages et le cadre de vie de Mond'Arverne.

Concernant les éventuelles constructions prévues en zone agricole, une charte de bonne conduite[3], rédigée en partenariat par la Direction Départementale des



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Territoires, la Chambre d'agriculture, l'association des maires du Puy-de-Dôme et l'association des maires ruraux du Puy-de-Dôme, propose certaines règles visant la réalisation de bâtiments de qualité insérés en zone agricole.

# Protection et mise en valeur de l'environnement et des paysages

Contexte

Le PLUi doit permettre d'articuler le développement urbain (habitat, déplacement, activités, services, loisirs, …) avec la préservation de la biodiversité et la protection des écosystèmes et des espaces naturels. Il doit limiter la fragmentation du territoire et permettre le maintien d'espaces naturels diversifiés, de leur connectivité fonctionnelle et ainsi favoriser la conservation des espèces et des ressources. Il doit plus généralement prendre en compte les engagements du Grenelle de l'environnement.

De multiples variantes de la culture rurale donnent à chaque vallée et à chaque relief une personnalité et des qualités paysagères particulières. Les unités paysagères présentes sur ce territoire sont le massif du Sancy, la chaîne des Puys, avec les lacs (Aydat et la Cassière), les Couzes, le Val d'Allier, le relief est de la vallée de l'Allier, la plaine autour de Vic-le-Comte, la zone forestière compacte et au-delà le pays du Livradois, avec la forêt de la Comté et le parc du Livradois. Ce qui définit quatre types de paysages et d'espaces agricoles : un territoire de montagne, des coteaux et vallons avec les vignes et les vergers, un territoire de plaine et à l'est des espaces boisés.

## Enjeux

### Préserver l'environnement

***Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)[4]***

La préservation de la biodiversité doit être réfléchie à l'échelle intercommunale en protégeant les zones d'habitat des espèces présentes sur le territoire, mais également à une échelle plus large en préservant les zones de déplacements des espèces. Ces espaces sont indiqués par le Schéma Régional de Cohérence Écologique d'Auvergne (SRCE), qui est approuvé depuis le 7 juillet 2015, et doivent être pris en compte par le PLUi.

Sur le territoire de Mond'Arverne, sont présents des sites Natura 2000, un espace naturel sensible (ENS « Forêt de la Comté » sur les communes de Sallèdes, Pignols et Vic-le-Comte) et un secteur « Narse d'Espinasse » qui est protégé par un arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) sur la commune de Saulzet-le-Froid. Leur sauvegarde, en les préservant au maximum de l'urbanisation, est indispensable. Pour cela, le PLUi devra veiller à limiter les zones constructibles.

***La trame verte et bleue***

La trame verte et bleue est une démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges maillés sur le territoire afin que les espèces animales et végétales puissent circuler librement sur leur territoire, le long d'axes naturels préservés, assurant ainsi leurs besoins et leur survie à long terme.

L'enjeu de la constitution d'une trame verte et bleue va plus loin que la simple préservation d'espaces naturels ponctuels et de la protection d'espèces en danger. En effet, la fragmentation de la trame verte et bleue fragilise la conservation des espèces et le maintien de la biodiversité. Cette fragmentation a pour origine

3 *Construire en zone agricole dans le Puy-de-Dôme*, DDT63, 2015 / https://extranet-puy-de-dome.chambres-agriculture.fr/territoires/amenager-et-gerer-lespace/urbanisme/

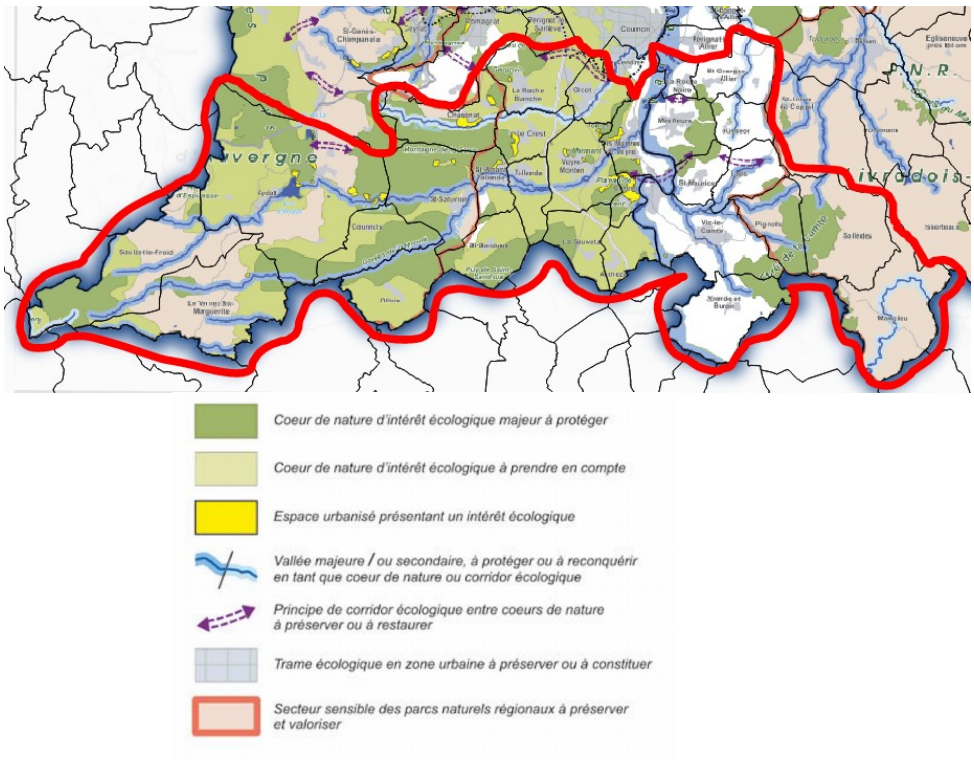
4 Schéma Régional de Cohérence Écologique d'Auvergne (SRCE)



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

l'étalement urbain, le développement des réseaux de communication, les remembrements agricoles, etc.

L'EPCI de Mond'Arverne doit être compatible avec la trame verte et bleue prévue dans le SCoT (carte ci-dessous) – DOG page 47.

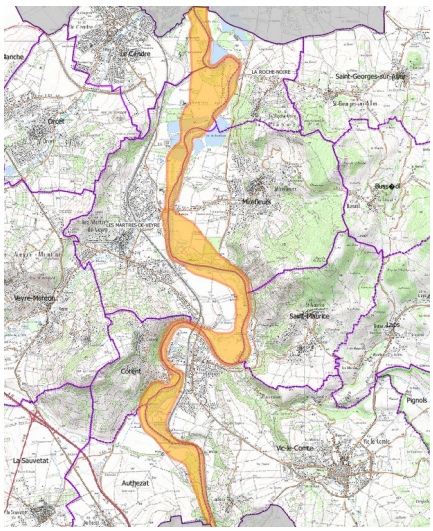



### *L'espace de mobilité de l'Allier*

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau (PAGD) du SAGE Allier-aval décline la préservation de la dynamique fluviale de la rivière Allier notamment par sa disposition 8.1.1 "Préserver l'espace de mobilité optimal de l'Allier par l'aménagement du territoire". Il y indique notamment qu' « *un des moyens possibles pour les PLU et cartes communales est d'adopter pour les surfaces incluses dans cet espace de mobilité optimal, un zonage et un règlement permettant de limiter l'implantation de population et de bâti* ».

Les communes concernées par cet espace sont Authezat, Vic-le-Comte, Saint-Maurice, Les Martres-de-Veyre, Mirefleurs, Le Cendre et La Roche Noire.

***Espace de mobilité optimal de l'Allier***





Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

***Les espaces forestiers***

Le territoire de Mond'Arverne est situé sur 5 régions forestières qui sont, d'ouest en est : Monts Dore – Cézallier, Monts Dôme, Brivadois, Limagne et Livradois.

Les espaces boisés peuvent faire l'objet d'une protection soit par classement en zone naturelle et forestière (N), soit par classement en espace boisé classé (EBC).

L'élaboration du PLUi est l'occasion de procéder à un inventaire complet des espaces boisés afin de déterminer et de délimiter les zones à protéger.

**Enjeux**

## Mettre en valeur les paysages et le patrimoine

Le territoire présente une importante sensibilité architecturale, patrimoniale et paysagère avec 55 monuments historiques, 16 sites protégés, des sites archéologiques majeurs, 2 secteurs patrimoniaux remarquables (SPR), 8 périmètres délimités aux abords et plusieurs communes concernées par le classement au patrimoine mondial de l'UNESCO de la Chaîne des Puys et de la faille de la Limagne.

L'association de la DRAC et du département à l'élaboration du PLUi peut permettre de mieux prendre en compte les enjeux de ce territoire dans ce domaine.

***Les éléments forts du paysage***

Les éléments forts du paysage actuel devront être protégés : coupures visuelles entre les communes, prise en compte des principaux cônes de vue et des éléments remarquables de paysage, protection du bocage, préservation des espaces proches des routes, …. Les extensions urbaines devront être soumises à des exigences en terme de composition et de qualité, qu'il s'agisse d'habitat ou d'activités économiques. Enfin, une attention toute particulière devra être portée aux paysages en mutation, notamment dans les secteurs périurbains du centre du territoire, et aux abords du principal axe routier, l'A75 (notamment la zone d'activité de la Novialle à La Roche Blanche). Ces espaces sont en effet à la fois les plus visibles et les plus soumis à la pression urbaine. Il est donc nécessaire de maîtriser la qualité paysagère de ces espaces.

***Renforcer les exigences architecturales***

Le territoire possède un patrimoine bâti ancien et de qualité, qui mérite d'être conservé et réapproprié. Une politique de conservation et de réhabilitation de l'existant est un atout pour une revitalisation afin de conserver la mémoire des lieux tout en s'ouvrant sur l'évolution.

Les constructions neuves qui s'inscrivent en rupture avec le bâti traditionnel dans les formes, l'usage des matériaux et les modes d'implantation, peuvent menacer la qualité architecturale d'ensemble de certains villages et hameaux du territoire. Ce phénomène s'illustre par la présence, parfois en entrée de bourg et en bordure de routes, de très récentes maisons de type pavillon dont l'architecture est typique des lotissements en zone périurbaine d'agglomération.

Il convient d'identifier des règles d'implantation et de forme du bâti qui permettent la construction neuve tout en préservant la silhouette et l'architecture traditionnelle des bourgs anciens. Si le règlement du PLUi ne permet pas d'imposer l'usage de matériaux spécifiques, il pourrait être utile de mettre en place une charte architecturale et paysagère sur le territoire pour protéger le patrimoine existant.

**Enjeux**

## Prendre en compte les grands projets en cours du territoire dans le futur PLUi

***Le projet de voie verte le long de l'Allier***

Le projet de voie verte sur le territoire de Mond'Arverne concerne les communes d'Authezat, de Corent, des Martres-de-Veyre, de Mirefleurs et de La Roche Noire. Actuellement les documents d'urbanisme en vigueur sur ces communes ne sont pas incompatibles avec le projet, ou lorsqu'ils le sont, une mise en



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

compatibilité est prévue dans le cadre du dossier de déclaration d'utilité publique (DUP) en cours.

***L'élargissement à 2X3 voies de l'A75 entre Clermont-Fd et Le Crest***

La réalisation de l'élargissement à 2X3 voies de l'A75 entre Clermont-Fd et Le Crest, dans le cadre du plan de relance autoroutier, concerne sur le territoire de Mond'Arverne les communes de La Roche Blanche, Orcet, Veyre-Monton, Le Crest et Tallende.

Cet élargissement fait suite à une congestion en période estivale et en période de pointe en semaine (hors vacances), en lien avec les dynamiques périurbaines de l'agglomération clermontoise. Il renforcera la sécurité des usagers de l'autoroute et celle du personnel d'intervention.

Ce projet appliquera les dernières dispositions en matière d'environnement :

- protection de la ressource en eau (séparation des eaux naturelles des eaux routières),
- amélioration du cadre de vie des riverains (intégration paysagère de l'infrastructure qui diminuera l'effet du bruit),
- prise en compte de la biodiversité (maintien de la diversité de la faune et de la flore avec des corridors écologiques et la mise en place de clôtures de protection pour les animaux).

Une étude est en cours par la Chambre d'Agriculture pour définir une compensation agricole collective sur cette zone d'élargissement de l'A75.

***La démarche plan de paysage « Entrée sud de l'agglomération Clermontoise »***

Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Grand Clermont a initié le 19 avril dernier à Gergovie, un projet de Plan de Paysage en organisant une journée à destination des élus du territoire du sud de l'agglomération clermontoise (10 communes concernées sur 2 EPCI : Clermont Auvergne Métropole et Mond'Arverne Communauté). Les communes concernées sur Mond'Arverne sont : Chanonat, La Roche Blanche, Le Crest, Orcet et Veyre-Monton.

Pour ce territoire singulier par son histoire et ses atouts archéologiques et paysagers, avec le classement de la "Chaîne des Puys - Faille de Limagne"au patrimoine de l'UNESCO, véritable porte d'entrée sud de l'agglomération clermontoise, le Plan de Paysage sera un outil innovant pour une autre façon de penser « territoire ». Les politiques sectorielles (urbanisme, économie, agriculture, tourisme, transports…) donnent un cadre. Le plan de paysage va tisser des liens supplémentaires dans ce cadre, et permettre une cohérence des aménagements, une légitimité des actions dans une stratégie de territoire.

***Le projet de classement de Gergovie et des sites arvernes***

Le projet de classement des sites du plateau de Gergovie et des sites arvernes vise à protéger les plateaux de Gergovie et de Corent, ainsi que les 2 camps de César situés à proximité, l'oppidum de Gondole et les zones interstitielles situées entre les 3 oppida ( Gergovie, Corent et Gondole).

Ce site est d'intérêt national et le projet de classement doit être à la hauteur des enjeux identifiés, il doit permettre de garantir la protection des éléments qui font sens et de maintenir une dorsale paysagère de qualité, alors même que c'est un territoire attractif et dynamique proche de l'agglomération clermontoise.

***Le projet de refondation de la Banque de France à Vic-le-Comte***

Le site de Longues à Vic-le-Comte va accueillir la nouvelle imprimerie de la Banque de France, actuellement à Chamalières, sur l'actuel emplacement des terrains de sport.

Le projet prévoit la migration de 550 emplois vers le site de Longues. La commune estime, qu'avec ce projet, elle va accueillir d'ici les dix prochaines années 1000 nouveaux habitants.

Le PLU de la commune de Vic-le-Comte est en cours de révision afin de



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

permettre la réalisation du projet de la Banque de France et l'accueil de ces nouveaux habitants.

L'État demande à la communauté de communes de prendre en compte l'étude sur la densification autour des gares (voir enjeu p.21 « favoriser l'usage des transports collectifs ») pour l'accueil de ces nouvelles populations.

Ce projet aura également des impacts en terme de déplacement autour du site, des études préalables doivent être menées afin de prévoir des aménagements, en concertation avec le Conseil Départemental.

***Le projet de création d'un contournement de Pérignat-sur-Allier et Cournon d'Auvergne***

Le projet de création d'un contournement de Pérignat-sur-Allier et Cournon d'Auvergne est une voie de liaison structurante du sud-est de l'agglomération dont le trafic génère des nuisances et congestion au sein de ces communes. Ce projet sur le territoire de Mond'Arverne touchera les communes de La Roche Noire et Saint-Georges-sur-Allier.

Un nouveau dossier de déclaration d'utilité publique a été déposé par le Conseil Départemental le 12 juin 2018.

***Inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO du « Haut lieu tectonique de la Chaîne des Puys – faille de Limagne »***

L'inscription au patrimoine mondial est détaillée dans le cadre du PAC (p. 30).

Les principales menaces potentielles à ce bien sont les carrières, l'urbanisation, l'érosion des sols liée au tourisme et le reboisement qui pourrait masquer les éléments géologiques. Toutes ces menaces sont gérées par un ensemble de mesures réglementaires, un plan de gestion et devront être prises en compte dans le projet de PLUi.

Pour cela, il faudra engager une réflexion sur les espaces boisés classés (EBC) afin de garantir la visibilité des paysages, voire de procéder à un inventaire des secteurs où les boisements sont arrivés à maturité pour leur exploitation forestière, si besoin en associant les gestionnaires ou propriétaires forestiers ou leurs représentants.

Il faudra, également, engager une réflexion sur les zones agricoles constructibles et protégées sur les secteurs concernés par l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO.

L'usage de zones agricoles protégées permet de garantir le maintien dans le temps de la qualité des paysages.

Les zones agricoles constructibles pouvant, quant à elles, être utilement réglementées pour garantir une qualité d'insertion paysagère des nouvelles constructions. Il sera privilégié des zones agricoles constructibles à proximité immédiate des exploitations existantes.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Maîtrise et organisation des transports et des déplacements

Contexte

La communauté de communes Mond'Arverne a vu sa population doublée ces cinquante dernières années avec un phénomène d'étalement urbain et de périurbanisation facilité par les déplacements automobiles aisés et rapides le long de l'axe central nord/sud de l'A75. 75 % des habitants travaillent en dehors du territoire (dont 61,7 % vers l'agglomération clermontoise) et la moitié du territoire dépend du bassin de vie de Clermont-Fd. Ceci en fait un territoire résidentiel.

## Enjeux — Réduire la dépendance au véhicule motorisé personnel

***Porter une réflexion sur l'accessibilité des pôles générateurs de déplacement***

L'élaboration du PLUi est l'occasion de réfléchir à une nouvelle organisation de l'espace urbain. Cela peut prendre de multiples formes : élargissements des trottoirs, création de zones 30 ou de zones de rencontres ou inscriptions d'emplacements réservés pour la réalisation de cheminements manquants, la création d'espaces de stationnement.

Ces aménagements pourront être privilégiés à proximité des pôles générateurs de déplacements (gares, établissements scolaires, commerces, équipements sportifs).

***Inciter au report modal en développant des itinéraires cyclables et des cheminements doux***

Les services et commerces de proximité sont essentiellement concentrés dans les pôles de vie du territoire. L'État encourage les collectivités à créer des itinéraires cyclables (bandes ou pistes cyclables) pour permettre aux habitants de rejoindre un site de transport (gare ou aire de co-voiturage), voire pour relier chaque pôle de vie aux communes avoisinantes.

L'échelle de l'intercommunalité est particulièrement bien adaptée puisqu'elle permet de réfléchir directement aux continuités à donner à ces itinéraires.

De nouveaux itinéraires cyclables permettraient, à leur échelle, de lutter contre la vulnérabilité énergétique des ménages en apportant une offre de transport alternatif à l'automobile individuelle.

La partie centrale du territoire se prête bien à l'usage du vélo puisque le relief apparaît comme peu dissuasif à utiliser ce mode de déplacement.

Une réflexion devra toutefois être menée sur le volet sécuritaire de ces itinéraires ainsi que sur le partage cohérent de la voirie. Mais aussi des cheminements doux au sein des communes pour favoriser les déplacements communaux.

***Développer la pratique du covoiturage***

Le département du Puy-de-Dôme est pionnier dans le développement des aires de covoiturage. Il en compte près d'une centaine en novembre 2016 dont 10 situées sur le territoire Mond'Arverne. Elles sont situées principalement le long de l'A75 et le long de la voie ferrée.

Il conviendra de veiller à une bonne communication de manière à sensibiliser et informer la population concernée de leur existence.

## Enjeux — Favoriser l'usage des transports collectifs

***Réduire la dépendance à l'automobile et privilégier le foncier à proximité des gares***

La Direction Départementale des Territoires a réalisé une étude portant sur le recensement de potentiel de production de nouveaux logements à proximité des gares ferroviaires du département. Ce potentiel de production de nouveaux logements combine les disponibilités foncières inscrites dans les documents d'urbanisme en vigueur (à destination de l'habitat) recensées sur le document

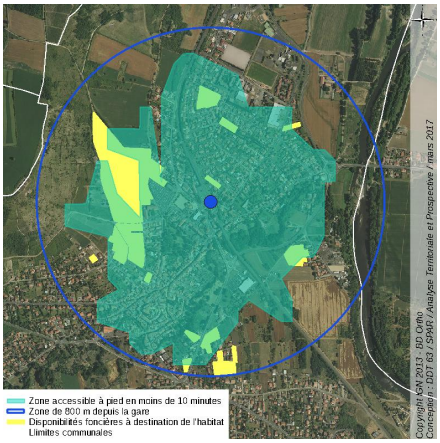


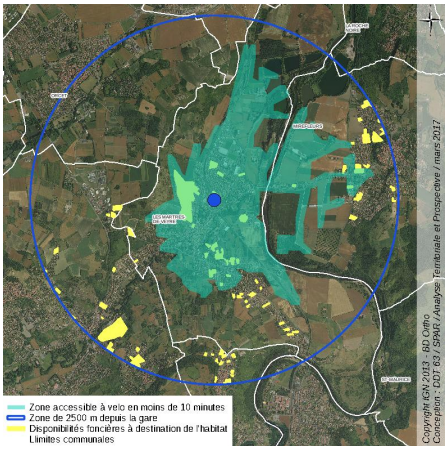
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

d’urbanisme actuellement en vigueur et les données des logements vacants issue des fichiers fonciers de la DGFiP (Direction Générale des Finances Publiques).

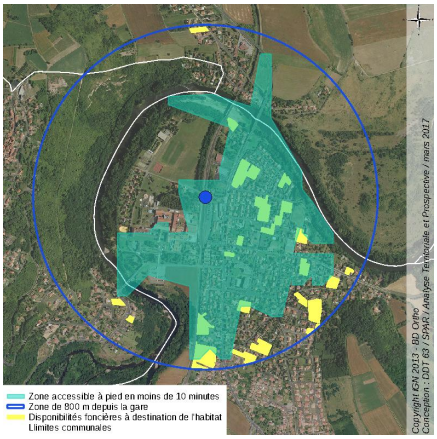
Le territoire dispose de deux gares :

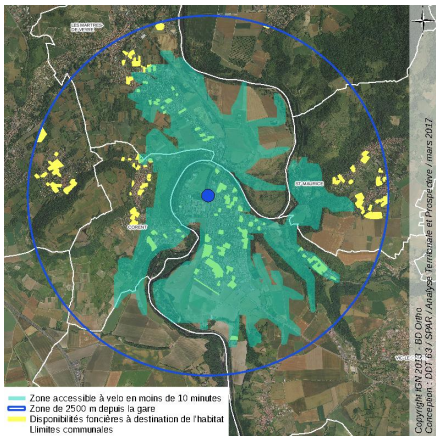
- Aux Martres-de-Veyre, la DDT recense un potentiel de 14,4 ha de disponibilités soit la production de 344 logements à moins de 800 m de la gare (distance pouvant être parcourue à pied en 10 minutes) ; et 38,1 ha de disponibilités soit 732 logements à moins de 2500 m de la gare (distance pouvant être parcourue à vélo en 10 minutes).




- A Vic-le-Comte, la DDT recense un potentiel de 6,2 ha de disponibilités soit la production de 139 logements à moins de 800 m de la gare et de 38,9 ha de disponibilités soit 739 logements à moins de 2500 m de la gare.




En augmentant le nombre de logements à proximité des arrêts de transports collectifs et en améliorant l’accès à ces derniers (accès pour les piétons et les cyclistes, places de stationnement, …), la collectivité peut agir sur la fréquentation de ces lignes et ainsi assurer leur pérennité, voire leur renforcement dans le cas d’une augmentation importante de la fréquentation.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Logement, habitat et mixité

Contexte

Afin d'anticiper la fusion qui a été réalisée le 1er janvier 2017, les ex-communautés de communes de Gergovie Val d'Allier, les Cheires et Allier Comté Communauté ont décidé d'élaborer un programme local de l'habitat (PLH) commun le 29 juin 2015.

Le PLH a été approuvé le 24 mai 2018 par la communauté de communes Mond'Arverne communauté et sera exécutoire 2 mois après cette approbation.

L'offre de logement actuel (INSEE RP 2014) sur le territoire est composée principalement de propriétaires (82%) en maisons individuelles (94%), dans de grands logements (83 % de logements de 4 pièces et plus).

## Enjeux

## Diversifier l'offre de logement au vu des besoins de la population

### *Favoriser les parcours résidentiels*

Au regard du développement de ces dernières années, le programme local de l'habitat de la communauté de communes apporte des précisions à l'armature territoriale définie par le SCoT, en identifiant des pôles de proximité (Orcet, Mirefleurs, La Roche Blanche, Veyre-Monton, Aydat, Chanonat et Le Crest).
Cette évolution devra répondre aux besoins contemporains des ménages et anticiper le vieillissement de la population, en proposant une offre de logements diversifiée, notamment à proximité des services dans les pôles de vie, mais également dans les pôles de proximité.
Afin de faciliter le parcours résidentiel des ménages, en particulier les plus jeunes, l'offre de logement est à diversifier (logements locatifs privés et publics, accession sociale à la propriété).
Une attention particulière devra être portée sur la production de logement de petite taille. En effet, ils permettent en particulier d'assurer le basculement des ménages en fin de parcours résidentiel d'un grand logement adapté à la vie de famille avec enfants à un plus petit logement demandant moins d'entretien. Faciliter ce type de parcours résidentiel permet de remettre sur le marché de grands logements pouvant de nouveau accueillir des familles avec enfants. Les besoins en petits logements en cœur de bourg à proximité des commerces et des services est d'autant plus important que la population vieillit, ce qui augmente progressivement le nombre de personnes n'ayant plus la possibilité d'utiliser un véhicule motorisé.

### *Identifier et traiter le phénomène de vacance de logements*

Les logements vacants représentent un potentiel d'accueil de population sans extension des zones urbanisées pour les collectivités qui souhaiteraient renforcer leur démographie.
Ces logements sont le plus souvent de petite taille et situés dans les bourgs anciens, c'est-à-dire à proximité des commerces et des services.
Le territoire subit un phénomène d'augmentation en nombre et en part de logements vacants (6,6 % en 1999 et 7,9 % en 2014). Si la part de logements vacants est actuellement sur le territoire inférieure à la moyenne départementale (9,7 % en 2014), elle est cependant préoccupante dans certaines communes avec environ 13 % (Olloix, Sallèdes, Saint-Maurice et Manglieu).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| Commune | Logements vacants en 2014 | % |
|---|---|---|
| Authezat | 34 | 10,8% |
| Aydat | 99 | 7,0% |
| Busséol | 7 | 6,6% |
| Chanonat | 69 | 8,8% |
| Corent | 35 | 10,7% |
| Cournols | 11 | 9,2% |
| Le Crest | 43 | 7,3% |
| Laps | 15 | 5,9% |
| Manglieu | 34 | 12,8% |
| Les Martres-de-Veyre | 175 | 9,2% |
| Mirefleurs | 64 | 6,1% |
| Olloix | 29 | 13,9% |
| Orcet | 58 | 4,9% |
| Pignols | 8 | 5,8% |
| La Roche-Blanche | 95 | 6,8% |
| La Roche-Noire | 12 | 4,3% |
| Saint-Amant-Tallende | 70 | 8,3% |
| Saint-Georges-sur-Allier | 18 | 3,6% |
| Saint-Maurice | 55 | 13,0% |
| Saint-Sandoux | 42 | 10,2% |
| Saint-Saturnin | 44 | 7,7% |
| Sallèdes | 44 | 13,5% |
| Saulzet-le-Froid | 15 | 8,1% |
| La Sauvetat | 30 | 8,2% |
| Tallende | 33 | 5,1% |
| Veyre-Monton | 69 | 4,3% |
| Vic-le-Comte | 259 | 10,9% |
| Yronde-et-Buron | 30 | 8,4% |
| **Total** | **1497** | **7,9%** |

Le phénomène de vacance de logements peut s'expliquer par différents facteurs liés à la déprise des territoires. La direction départementale des territoires souhaite attirer l'attention de la collectivité sur l'impact, dans certaines situations, de la construction neuve sur le délaissement de l'habitat ancien si ce dernier ne fait pas l'objet d'une politique volontariste d'adaptation, en particulier dans les secteurs au marché immobilier peu tendu.
L'objectif du PLH est la reconquête de 171 logements vacants sur 6 ans.

***Prendre en compte les besoins de sédentarisation des gens du voyage***

Le PLUi devra prendre en compte les enjeux liés à la population des gens du voyage en matière de sédentarisation et de production d'une offre adaptée sur le territoire de la communauté de communes. La présence de ce public doit être soulignée dans le diagnostic du rapport de présentation et la nécessité d'apporter des solutions à leur besoin d'habitat doit être inscrite dans les orientations du PADD (accession, régularisation sur site, échange de terrain, adaptation du zonage et prise en compte de la résidence mobile).
Pour répondre à cet enjeu, il s'agit de cibler des secteurs pour développer des programmes d'habitat social diversifiés et de relocaliser les installations en secteurs constructibles autorisant les résidences mobiles.

## Enjeux

## Développer l'attractivité des pôles de vie

***Renforcer les services et commerces***

La communauté de communes de Mond'Arverne est identifiée avec trois pôles de vie dans le SCoT du Grand Clermont. Ces trois pôles ont vocation à répondre aux principaux besoins quotidiens de la population du territoire, pour éviter sa dépendance à la métropole clermontoise.

Le PLU est un outil adapté pour sauvegarder et augmenter l'offre de commerces et de services de proximité. Le règlement peut identifier et délimiter des



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

quartiers, îlots et voies dans lesquels est préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif (exemple : le changement de destination des locaux commerciaux peut-être interdit ; article L151-16 du code de l'urbanisme).

De plus, pour contenir les services de proximité dans les centre-bourgs, l'État recommande également de limiter l'implantation d'enseignes dans les zones en périphérie lorsque celles-ci ne sont pas nuisantes et sont compatibles avec un environnement résidentiel. Pour y parvenir, le règlement de zonage du PLU permet d'interdire certaines destinations ou sous-destinations.

# Préservation de la qualité de la ressource en eau

Contexte

L'eau est une ressource vitale, indispensable tant pour le développement économique et social, que pour la préservation de la biodiversité et des écosystèmes. Or cette ressource est menacée par la demande croissante, le gaspillage et les pollutions.

L'État sera donc attentif à ce que le PLUi prenne en compte les enjeux de l'eau, sur les secteurs à forte pression foncière, en matière d'approvisionnement, de traitements des eaux résiduaires et de préservation des milieux, dans le souci d'assurer la pérennisation des usages de l'eau tout en préservant et restaurant le bon état des milieux aquatiques.

La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 introduit deux outils de protection et de planification des usages de l'eau :

- les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), qui fixent les orientations fondamentales d'un grand bassin hydrographique,
- les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), qui fixent les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau dans un sous-bassin.

La communauté de commune de Mond'Arverne fait partie du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE Allier-aval pour l'ensemble du territoire, sauf pour la commune de Saulzet-le-Froid dont le territoire est couvert par deux SDAGE (Loire-Bretagne et Adrou-Garonne) et trois SAGE (Alllier-aval, Sioule et Haute-Dordogne).

**Enjeux**

## Garantir l'alimentation en eau potable

***Alimentation en eau potable***

La nappe d'accompagnement de la rivière Allier est utilisée en de nombreux endroits pour assurer l'alimentation en eau potable de la population du territoire.

Le captage d'eau potable de Saulzet-le-Froid « Monne » est classé captage sensible par l'annexe 4 du SDAGE Loire-Bretagne afin de lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et pesticides dans leurs aires d'alimentation.

Le PLUi devra donc intégrer l'ensemble des contraintes relatives à l'alimentation en eau potable, tant au niveau quantitatif que qualitatif, pour fixer les grandes orientations d'aménagement ou d'urbanisation du territoire.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

***Schéma de distribution en eau potable***

La loi Grenelle de 2010 impose à la collectivité d'établir un schéma de distribution en eau potable. Celui-ci doit tenir compte des besoins de la population actuelle et futur en cohérence avec les projets de territoire. Il conviendra donc de s'assurer que les réseaux de distribution de la communauté de communes sont suffisamment dimensionnés pour assurer la desserte des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation.

**Enjeux**

## Maîtriser le traitement des eaux usées

La réglementation prévoit que l'ensemble des eaux usées produites par une agglomération d'assainissement soit collecté, acheminé et traité avant rejet au milieu naturel, sans entraîner des « coûts excessifs ».

***Mettre à jour le zonage d'assainissement***

La révision du PLUi sera l'occasion de mettre à jour le zonage d'assainissement notamment sur la délimitation des zonages qui relèvent de l'assainissement collectif et de l'assainissement non collectif prévu par l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales. Il serait souhaitable qu'il soit mis à l'enquête publique en même temps que l'enquête publique du PLUi.

***Assurer la bonne capacité de traitement des eaux usées***

L'objectif est de s'assurer que l'ensemble des secteurs destinés à recevoir des constructions nouvelles disposeront le moment venu d'une solution réglementaire d'assainissement collectif ou non pour l'accueil de nouvelles populations.

Le PLUi devra préciser les différents travaux devant être réalisés pour être en conformité, ainsi que leur planning.

**Enjeux**

## Organiser la gestion des eaux pluviales

***Pour limiter les ruissellements et prévenir les pollutions***

Le PLUi doit aborder, lors de la définition des orientations d'aménagement et d'urbanisation du territoire, les conséquences sur la gestion des eaux pluviales. Des préconisations sur leur gestion et leur traitement pourront également être intégrées.

Il devra prévoir des dispositions visant à limiter l'imperméabilisation des sols et à assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

**Enjeux**

## Prendre en compte les zones humides

Les zones humides ont une valeur patrimoniale, au regard de la biodiversité, des paysages et des milieux naturels, et hydrologique, pour la régulation des débits et la diminution de la pollution des eaux.

***Protéger et réhabiliter les zones humides***

Les zones humides sur l'EPCI Mond'Arverne ne sont pas cartographiées. Cependant, la cartographie des enveloppes de forte probabilité de présence de zones humides réalisée par les SAGE Allier-aval et Sioule, concerne l'ensemble de son territoire. Afin de protéger l'ensemble de ces zones un recensement de celles-ci est toutefois indispensable dans les secteurs à urbaniser ou dans les dents creuses de plus de 1000 m².

Le code de l'urbanisme (R151-3 5°) prévoit d'éviter de nouveaux secteurs à urbaniser dans les zones humides réellement identifiées, voire de déclasser certaines dents creuses constructibles situées en zone humide.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Prévention et réduction des risques

## Enjeux — Limiter les populations exposées à des risques majeurs

La politique de l'État en matière de prévention des risques majeurs a pour objectif d'assurer la sécurité des biens et des personnes dans les territoires exposés à ces risques. Il s'agit d'une politique globale organisée autour de quatre grands axes complémentaires qui sont la prévention, la protection, la prévision et l'information.

L'État sera attentif à ce que chaque projet soit étudié au cas par cas en fonction de son type (réhabilitation, construction nouvelle, …) et du (ou des) risque(s) qui le concerne.

Les éléments de connaissance de chaque risque présent sur le territoire devront être pris en compte dans le PLUi.

### *Le risque inondation*

La communauté de communes est concernée par cinq plans de prévention des risques naturels prévisibles inondation (PPRNPi) : agglomération clermontoise, Val d'Allier Issoirien, Val d'Allier Clermontois, Vallée de la Veyre et Vallée de l'Auzon, et concernent 16 communes du territoire.

Pour les cours d'eau non couverts par un PPRNPi, en application de la politique nationale de prévention des risques, le règlement du PLUi doit contrôler les implantations humaines dans les zones inondables.

### *Le risque inondation et coulées de boues (ruissellement)*

De nombreuses communes de Mond'Arverne communauté sont touchées par des inondations et coulées de boues aux vues des multiples arrêtés de catastrophes naturelles du territoire (ex : 8 entre 1988 et 2014 sur la commune de Laps).

Une étude hydrologique de détermination des aléas de crues et coulées de boues a été réalisée, à l'échelle de l'ex-communauté de communes de Gergovie Val d'Allier Communauté. Il conviendra de tenir compte des résultats de cette étude.

### *Le risque mouvement de terrain*

En plus du plan de prévention des risques (PPR) mouvement de terrain approuvé sur la commune de la Roche-Noire, de nombreuses communes sont concernées par un risque mouvement de terrain lié aux études suivantes :

- zones exposées à des risques liés aux mouvements du sol et du sous-sol (ZERMOS) sur la région de Chanonat – Sud de Clermont-Fd pour les communes de Authezat, Chanonat, Corent, Le Crest, Les Martres-de-Veyre, Olloix, Orcet, La Roche-Blanche, Saint Amant-Tallende, Saint Saturnin et La Sauvetat ;
- risque mouvement de terrain mentionnée dans le SCOT du Grand Clermont (DOG page 55) et issue du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de l'agglomération Clermontoise SEPIAC en 1996 pour toutes les communes à l'exception d'Autezat, Cournols, Manglieu, Pignols et Sallèdes.

Il convient de prendre en compte ces connaissances dans l'élaboration des documents d'urbanisme notamment en faisant les études géotechniques nécessaires avant ouverture à l'urbanisation des secteurs soumis à ce risque.

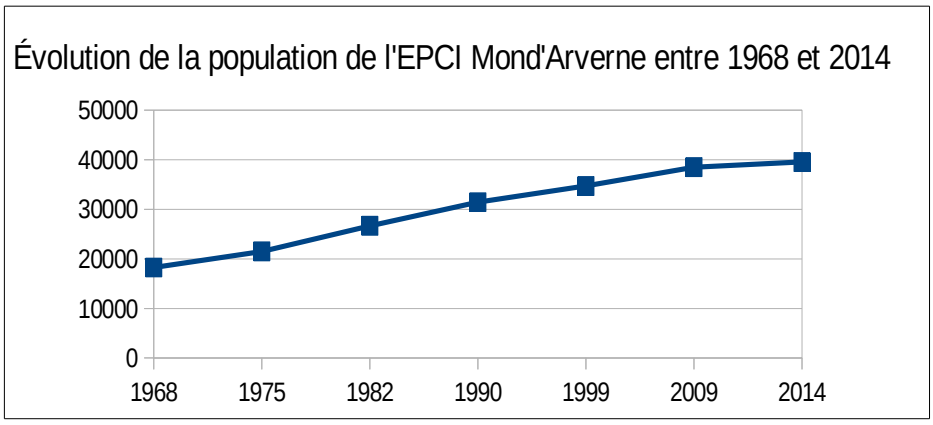


Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Annexes

## Données clés

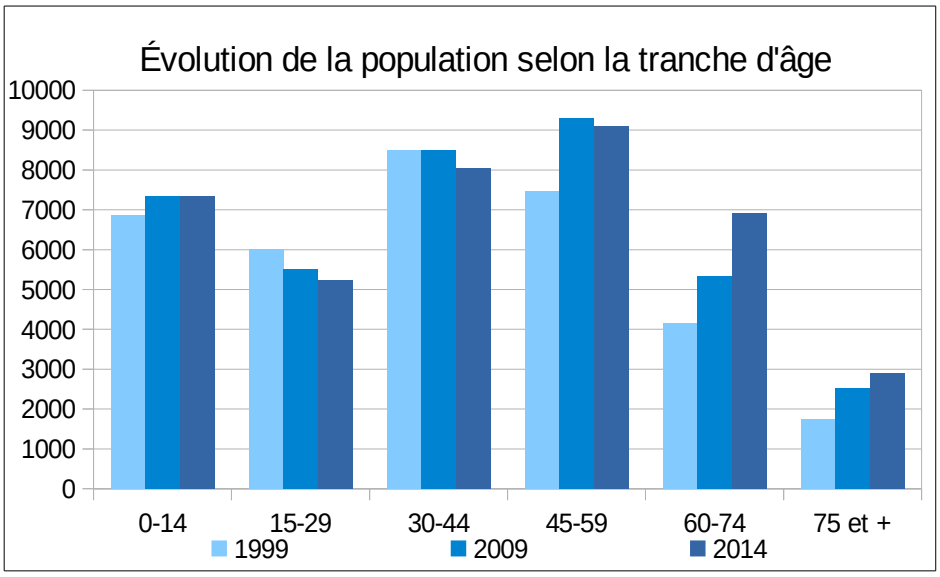
### *Démographie*




La population de Mond'Arverne a plus que doublé entre 1968 et 2014.

En 1968 elle représentait 3,3 % de la population départementale et en 2014 elle en représente 6,1 %.

### *Évolution de la population*



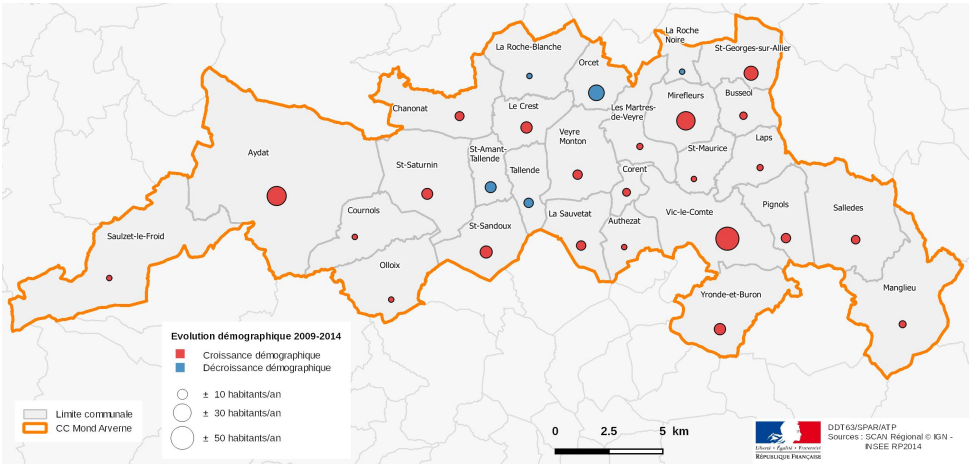

La population est vieillissante depuis 1999 avec une baisse des moins de 45 ans et une hausse des plus de 60 ans. D'où l'importance de diversifier l'offre de logements pour accueillir toutes les populations.

*Données : INSEE, Recensement de la population*

**Evolution démographique de 2009 à 2014**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026




On note ces dernières années un déclin démographique dans la partie centrale urbanisée au bénéfice des extrémités du territoire où la pression foncière est moindre, phénomène par rapport auquel il faudra être vigilant.

*Données : INSEE, Recensement de la population*

## Illustrations

***Disponibilités foncières - ouest et est***

***Occupation du sol***

***Trame verte et bleue***

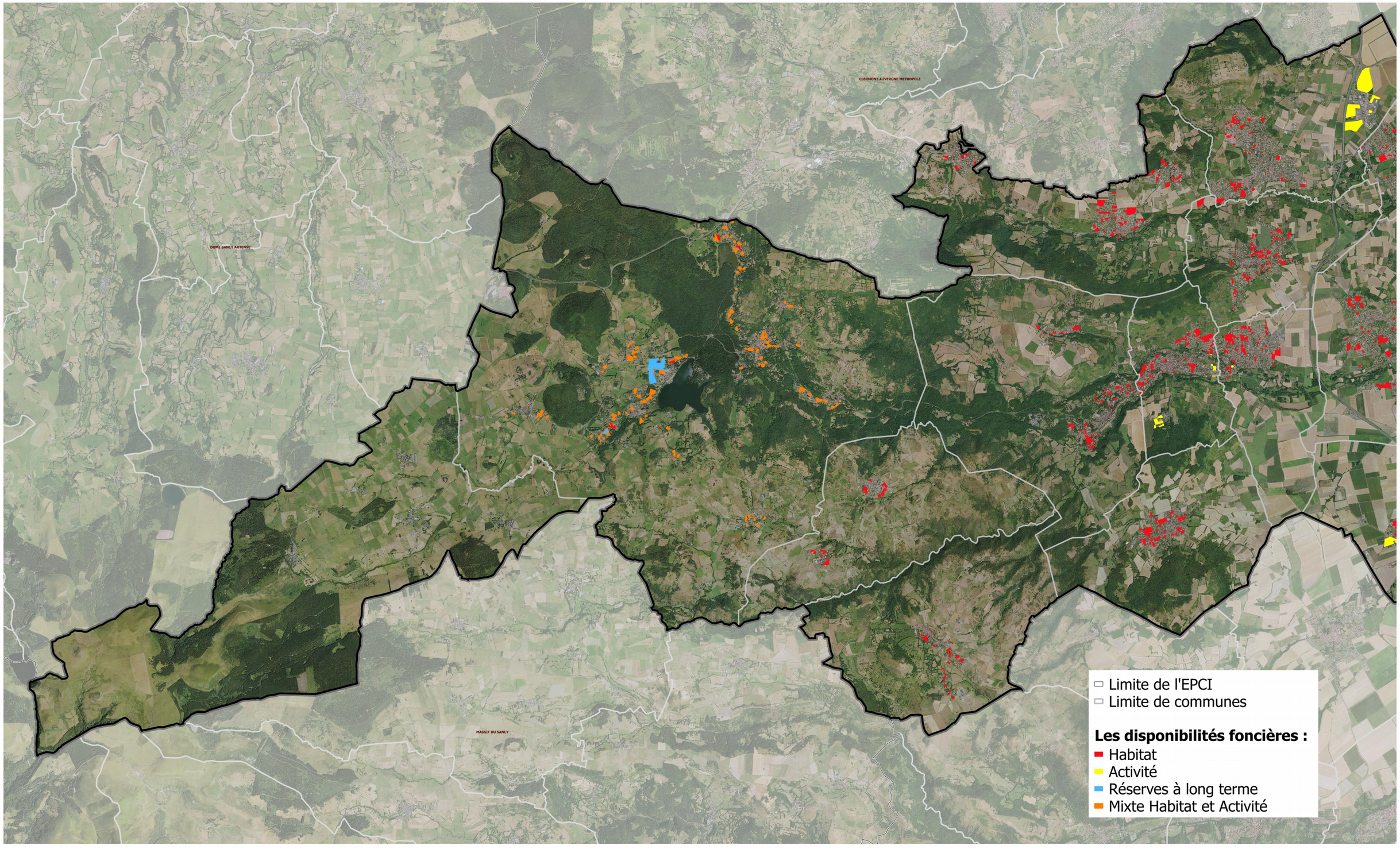
***Enjeux***



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale
des Territoires
du Puy-de-Dôme

# *Carte des disponibilités foncières sur l'EPCI Mond'Arverne Communauté*



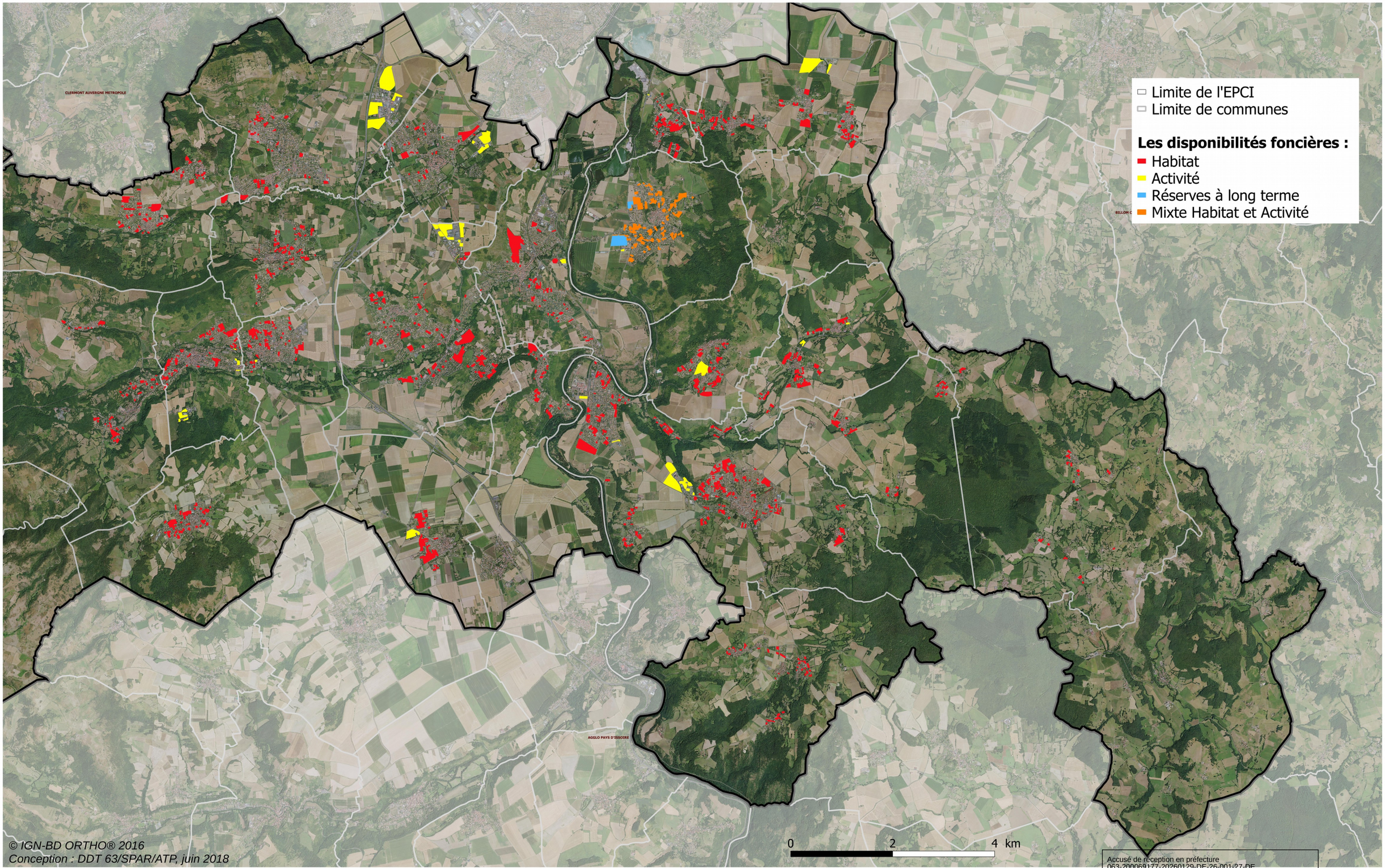

*© IGN-BD ORTHO® 2016*
*Conception : DDT 63/SPAR/ATP, juin 2018*

0 2 4 km

Accusé de réception en préfecture
[redacted]-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale
des Territoires
du Puy-de-Dôme

# *Carte des disponibilités foncières sur l'EPCI Mond'Arverne Communauté*

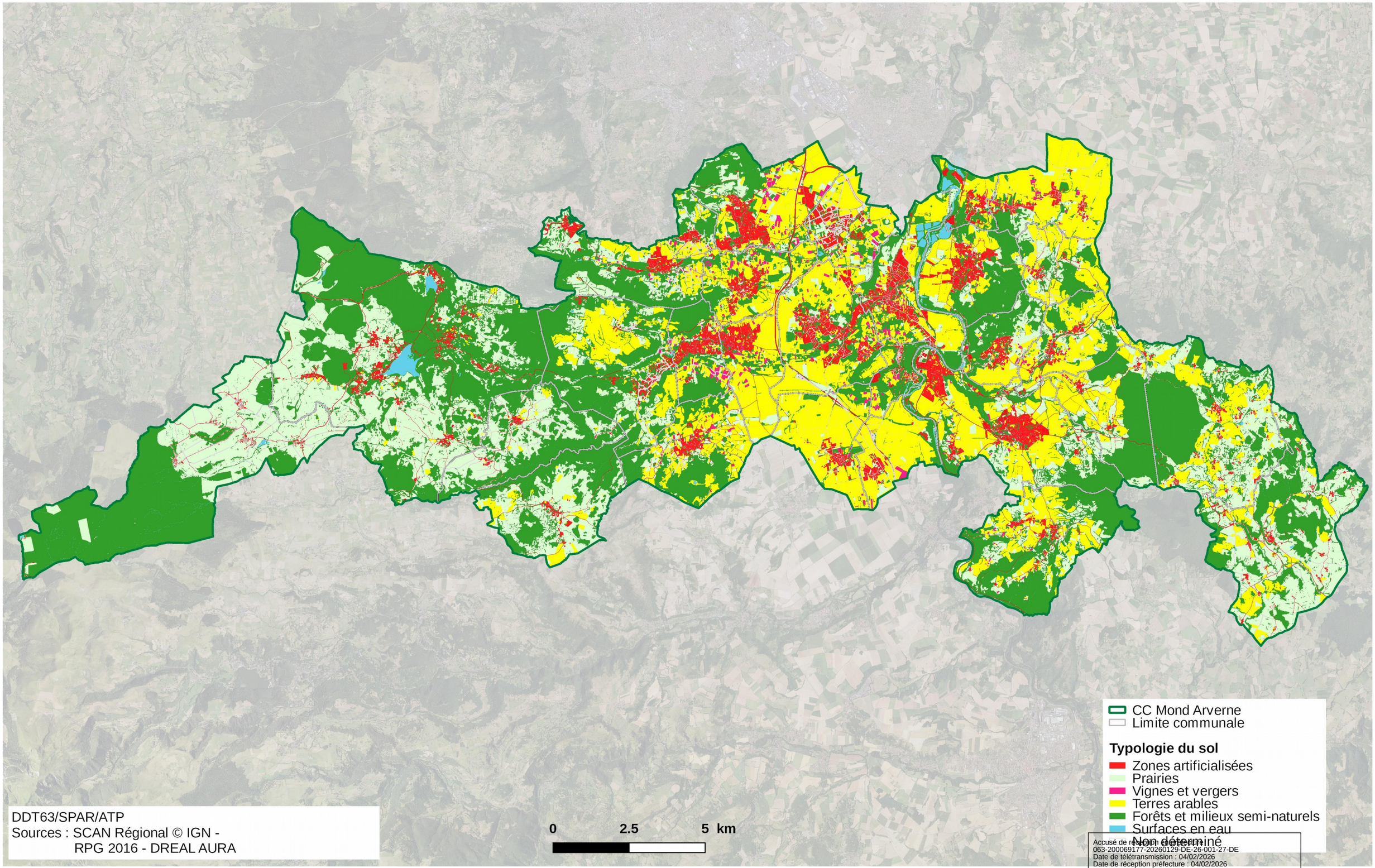



*© IGN-BD ORTHO® 2016*
*Conception : DDT 63/SPAR/ATP, juin 2018*

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# *Occupation du sol sur l'EPCI Mond'Arverne Communauté*

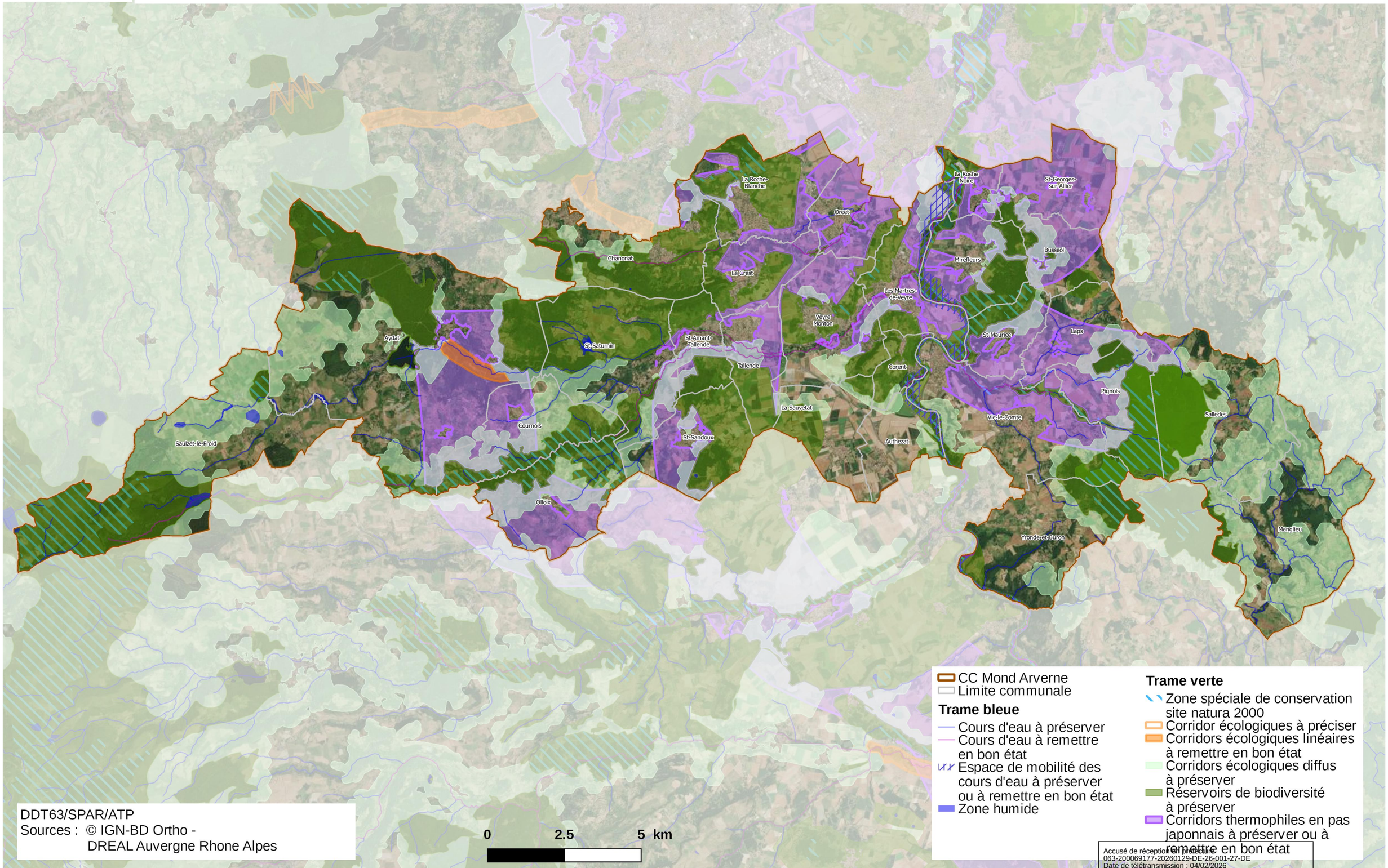



DDT63/SPAR/ATP
Sources : SCAN Régional © IGN -
RPG 2016 - DREAL AURA

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# *Trame verte et bleue sur l'EPCI Mond'Arverne Communauté*




DDT63/SPAR/ATP
Sources : © IGN-BD Ortho -
DREAL Auvergne Rhone Alpes

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Direction Départementale
des Territoires
du Puy-de-Dôme

# *Schéma de synthèse des enjeux de l'Etat sur l'EPCI Mond'Arverne Communauté*

**Sur l'ensemble du territoire :**
**Préserver la sensibilité architecturale, patrimoniale et paysagère et plus particulièrement sur les espaces UNESCO**

- **Poursuivre la diminution de la consommation d'espace**
- **Organiser la gestion des espaces**
- **Protéger les terres agricoles (plaines, vignes et vergers)**

- **Mobiliser prioritairement le foncier à proximité des gares pour répondre aux besoins en logements**
- **Réfléchir à des modes doux de transports alternatifs pour rejoindre les sites de transport**

**Préserver les sites emblématiques :**
**- le Lac d'Aydat**
**- le Plateau de Gergovie**
**- l'Oppidum de Corent**
**- la Forêt de la Comté**

- **Urbaniser les dents creuses et éviter les extensions notamment dans les hameaux**
- **Protéger les terres d'élevage (zone de montagne)**

LES MARTRES-DE-VEYRE
SAINT-AMAN
TALLENDE
SAINT-SATURNIN
VIC-LE-COMTE

Limite de l'EPCI
Limite de communes
Bâti
Limite espace UNESCO

0 2 4 km

*© IGN-BD ORTHO® 2016*
*Conception : DDT 63/SPAR/ATP, juin 2018*

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU PUY-DE-DOME

# Complément à la note d'enjeux sur le territoire de Mond'Arverne Communauté

*Contribution à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal*

*Juin 2019*

**Direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme**

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# La prise en compte de la transition énergétique et de l'adaptation au changement climatique

## Contexte

Le changement climatique constaté et à venir est devenu un enjeu majeur pour notre société. Il rend nécessaire une mobilisation des acteurs de l'aménagement, à la fois pour contribuer à atténuer ce changement et pour permettre aux territoires de s'y adapter.

À l'articulation entre une planification territoriale sur de grands territoires et les aménagements opérationnels, les PLUi constituent une échelle d'action stratégique dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

En effet, ils peuvent intégrer très en amont et à la bonne échelle, les questions de limitation de l'artificialisation des sols, d'intégration de la biodiversité dans les espaces urbains, d'organisation de la forme urbaine de manière à optimiser les énergies, d'accompagnement de nouvelles formes de mobilité, ou encore de réduction de la sensibilité aux risques climatiques …
Ces questions, fondamentales, dans une perspective d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses impacts, gagnent à être pensées de manière intégrée, dans un document à fort impact opérationnel comme le PLUi.
Le défi climatique, loin de constituer simplement une politique publique supplémentaire à intégrer dans le PLUi, constitue ainsi une opportunité de porter un nouveau regard sur l'ensemble des enjeux du territoire.

Sur le thème de l'énergie et du changement climatique, le code de l'urbanisme précise que l'action des collectivités doit répondre aux 6 objectifs généraux visés à l'article L.101-2 : contribuer à la lutte contre le changement climatique, contribuer à l'adaptation au changement climatique, réduire les émissions de gaz à effet de serre, économiser les ressources fossiles, maîtriser les consommations d'énergie et produire de l'énergie à partir de sources renouvelables.

De plus, l'État a mis en place divers plans et stratégies, tel que le Plan Climat au niveau national, la Stratégie nationale bas carbone, le plan national d'adaptation au changement climatique ou encore la mise en place de Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET), pour tendre vers cet objectif nécessaire de baisse de notre empreinte sur la planète.

## Enjeu : Réduire les consommations et émissions liées aux déplacements

### *Prioriser les zones d'habitats près des transports collectifs*

Les pratiques de mobilité sur le territoire de la communauté de communes Mond'Arverne Communauté ont été appréhendées grâce à l'Enquête Déplacements Grand Territoire, réalisé par le SMTC sur le territoire Clermont Val d'Allier en 2012.

Cette enquête a révélé que la mobilité des habitants du territoire est élevée (environ 4,5 déplacements par jour et par personne). La voiture demeure le moyen de transport le plus utilisé sur le territoire de la métropole avec près de 70 % de part modale.

De plus, le secteur des transports est le principal émetteur de gaz à effet de serre sur le territoire (50%). Ce constat s'explique par les nombreux flux de déplacements en direction de la métropole de Clermont-Ferrand ainsi que par la faiblesse de l'offre alternative à l'automobile sur le territoire péri-urbain éloigné. Les déplacements au niveau communal sur de courts trajets participent aux pollutions de l'air.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Le PLUi devra veiller à favoriser la densification de l'habitat à proximité des zones de transports collectifs et prendre en compte les objectifs du PCAET.

***Anticiper la possibilité de réalisation d'espaces dédiés aux véhicules électriques***

La mutation du parc de transport vers l'énergie électrique que ce soit automobile ou cyclable ne pourra se faire sans un maillage pertinent des sources de recharges.

Le PLUi pourra prévoir des zones dédiées à ce besoin que ce soit en imposant la présence de bornes de recharges lors de la création de parc de stationnement public ou privé, ou en incitant à la mise en place de ces dispositifs sur le domaine public à l'échelle communal.

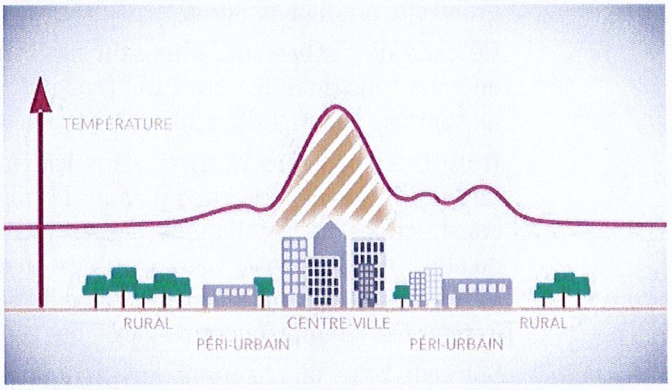
Il est cependant à noter qu'une réflexion inter communautés de communes pourrait être envisagé pour permettre une flexibilité du dispositif et une baisse des coûts de mise en place et d'exploitation.

## Enjeu : Adapter l'urbanisation aux changements climatiques

***Densifier de façon acceptable***

Il apparaît important de garder à l'esprit que l'augmentation annoncée des températures et la fréquence plus importante d'événements caniculaires doivent être pris en compte dans l'élaboration ou la modification de la trame urbanistique et surtout dans sa densification.

Le milieu urbain est particulièrement vulnérable aux vagues de chaleur en raison de l'effet d' «îlot de chaleur urbain», qui se traduit par une température globalement plus élevée que dans la campagne environnante.




La densité urbaine, pour être performante en termes environnementaux et acceptée par les populations, doit donc s'articuler avec des espaces de respiration permettant de prendre en compte la question du confort climatique d'été et les continuités écologiques et de veiller à la qualité paysagère de l'espace urbain.

De plus, les points d'eaux (ruisseaux, rivières, surfaces perméables, façades végétalisées etc...) sont autant d'éléments qui permettent un rafraîchissement naturel des espaces urbains et apportent une amélioration du cadre de vie.

Le PLUi pourra prévoir ces éléments de paysage dans ses zonages.

## *Enjeu : Viser l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables*

***Articuler l'énergie et l'urbanisme***

***Favoriser le renouvellement urbain soucieux de l'écologie***

Tout d'abord et de façon générale, le SCoT du Grand Clermont précise que la nécessité environnementale de recourir aux énergies renouvelables ne doit pas compromettre le caractère écologique ou paysager des cœurs de nature d'intérêt majeur, des points de vue et panoramas à pérenniser et des hauts lieux.

Dans les secteurs agricoles identifiés comme « terre de grandes cultures à maintenir » dans la carte du SCoT « assurer les emplois agro-alimentaires de demain » (page 33 du DOG), les installations ou aménagements liés aux énergies renouvelables à fort impact au sol sont interdits.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Le PLUi, quant à lui, peut contribuer à une meilleure articulation entre urbanisme et énergie, notamment en conditionnant l'urbanisation de nouveaux secteurs à l'atteinte de performances énergétiques et environnementales renforcées (prescriptions de niveau d'isolation minimal, création de zone de production d'énergie sur toitures, ombrières…).

Il peut également favoriser le renouvellement urbain et plus généralement une densification à proximité des sources de production et de distribution d'énergies renouvelables (réseaux de chaleur).

Indirectement, ces mesures permettent de lutter contre la vulnérabilité énergétique des ménages due aux besoins de chauffage des logements.

Le PLUi pourra prévoir l'obligation de raccordement de nouvelles constructions à un réseau de chaleur ou de froid classé via une délimitation d'une zone afférente.

***Développer les zones de productions d'énergie électrique de masse***

Le développement des énergies renouvelables participe à l'adaptation au changement climatique et répond à l'objectif du développement durable fixé par l'article L 101-2 7° du code de l'urbanisme.

Champs photovoltaïque :

La production actuelle d'électricité issue du photovoltaïque sur Mond'Arverne Communauté est de 2,6 MW produite par une multitude de petites structures individuelles (environ 530 sites) (données OREGES AURA 2015). Il n'y a pas de grand site producteur sur le territoire.

Le code de l'urbanisme n'interdit pas la réalisation de champs photovoltaïques en zone constructible d'un PLU (zone U par exemple), d'autant que ces derniers ne sont pas incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

Il est beaucoup plus restrictif dans les zones agricoles, naturelles ou forestières (article L151-11) et prévoit que le règlement du PLUi peut autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Sur cette base, un champ photovoltaïque pourrait être autorisé en zone A ou N si le règlement du PLUi ne l'interdit pas, et qu'il est démontré que le projet n'est pas incompatible avec l'exercice d'une activité agricole. La question de la continuité avec le bâti sera un préalable sine qua non en zone de montagne.

Afin d'encadrer le développement de cette méthode de production d'énergie électrique, il conviendrait de prévoir sa faisabilité dans le règlement du PLUi.

L'installation de panneaux photovoltaïques au sol est fortement consommatrice d'espace, aussi il convient de privilégier l'implantation de ces installations dans des espaces sans enjeux, voire en déprise et hors des espaces naturels identifiés tels que des sites Natura 2000, ZNIEFF, … Par exemple, les sites suivant pourraient être utilisés : sols pollués, anciennes décharges impropres à tous usages, zones de friches industrielles difficilement « recyclables ».

De plus, le développement de bâtiments agricoles avec des toitures photovoltaïques doit être encadré. L'implantation des nouveaux bâtiments doit être cohérente avec le fonctionnement de l'exploitation agricole. L'implantation devrait notamment être à proximité immédiate des autres bâtiments.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Champs éolien :

La production d'électricité éolienne n'a cessé d'augmenter depuis le milieu des années 2000, date à laquelle la filière a véritablement démarré. En 2016, la production brute s'élevait à 20,7 TWh dans le Puy-de-Dôme. La taille des installations est assez diverse, celle-ci pouvant aller d'une micro-éolienne de quelques dizaines de kW à un champ éolien de plusieurs mâts doté d'une puissance de plusieurs dizaines de MW.

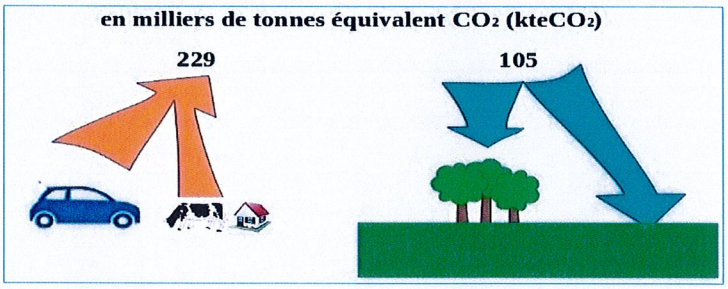
La production d'électricité d'origine éolienne est nulle sur le territoire de Mond'Arverne Communauté.

Afin d'anticiper la possible demande de création de champs d'éoliennes, il serait opportun de doter le PLUi d'éléments encadrant les possibles implantations par l'élaboration d'une méthode de prise en compte de l'impact sur le paysage du fait des enjeux forts inhérents à ceux-ci, notamment du fait du classement de la chaîne des Puys- faille de Limagne au titre de l'UNESCO.

## *Enjeu : Favoriser l'adaptation du territoire au changement climatique et à ses impacts*

***Favoriser les capacités de stockage de carbone***

L'EPCI émet deux fois (229 kte$CO_2$/an) plus de $CO_2$ par an qu'elle n'en absorbe (105 kte$CO_2$/an).




Le PLUi, en préservant les espaces agricoles, forestiers et naturels, contribue à maintenir les capacités de stockage de carbone dans les sols et la biomasse végétale du territoire. Cet élément est essentiel à la lutte contre le changement climatique.

***Accompagner le territoire au changement***

Le PLUi doit contribuer à préserver la trame verte et bleue du territoire facilitant ainsi l'adaptation des espèces végétales et animales au changement climatique, notamment les migrations d'espèce en altitude ou latitude. Il doit également pouvoir anticiper les conflits d'usage (irrigation/eau potable) liés à la diminution des ressources en eaux ainsi que l'augmentation des risques naturels (retrait gonflement des argiles, feux de forêts, phénomènes météorologiques violents) que pourrait générer ce changement.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

PREFECTURE DU PUY-DE-DO
ARRÊTÉ N°
20240217

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**
**SERVICE EXPERTISE TECHNIQUE**

**ARRÊTÉ N°**

**relatif à la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département du Puy-de-Dôme**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment son article R111-4-1 ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.571-10 et R.571-32 à R.571-43 ;

VU le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L.111-11-1 du Code de la construction et de l'habitation, relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements ;

VU le décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres et modifiant le Code de l'urbanisme et le Code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

VU l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classements des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Joël MATHURIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2014 relatif à la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le Puy-de-Dôme ;

VU les avis des communes suite à leur consultation du 30 mars 2023 au 3 septembre 2023 ;



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

CONSIDÉRANT que le classement sonore concerne les voies routières dont le trafic est supérieur à 5 000 véhicules par jour, les lignes en site propre de transports en commun et les lignes ferroviaires urbaines dont le trafic est supérieur à 100 autobus ou trains par jour et les lignes ferroviaires interurbaines dont le trafic est supérieur à 50 trains par jour,

CONSIDÉRANT que les évolutions de trafic fournies par les gestionnaires justifient l'actualisation du classement sonore datant de 2014,

Sur proposition du directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé relatif aux modalités de classements des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit sont applicables dans le département du Puy-de-Dôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur les plans disponibles sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme.

**ARTICLE 2** : Les tableaux présentés en annexes 1 et 2, qui concernent respectivement les voies classées des infrastructures routières et du tramway de Clermont-Ferrand et celles des infrastructures ferroviaires, donnent, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de la voie ainsi que le type de tissu urbain.

**ARTICLE 3 :** Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets et aux arrêtés susvisés.

**ARTICLE 4** : Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments à construire mentionnés à l'article 3 sont :

- **Pour les infrastructures routières :**

| Catégorie | Niveau sonore au point de référence en période diurne dB(A) | Niveau sonore au point de référence en période nocturne dB(A) |
|---|---|---|
| 1 | 83 | 78 |
| 2 | 79 | 74 |
| 3 | 73 | 68 |
| 4 | 68 | 63 |
| 5 | 63 | 58 |

- **Pour les lignes ferroviaires conventionnelles :**

| Catégorie | Niveau sonore au point de référence en période diurne dB(A) | Niveau sonore au point de référence en période nocturne dB(A) |
|---|---|---|
| 1 | 86 | 81 |
| 2 | 82 | 77 |
| 3 | 76 | 71 |
| 4 | 71 | 66 |
| 5 | 66 | 61 |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**ARTICLE 5** : Les communes concernées par le présent arrêté sont les suivantes :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Aigueperse | Chas | Le Cendre | Orbeil | St-Genès-Champanelle |
| Ambert | Chateaugay | Le Cheix | Orcet | St-Genès-du-Retz |
| Arconsat | Châtel-Guyon | Le Crest | Orcines | St-Georges-sur-Allier |
| Ars-les-Favets | Chauriat | Lempdes | Orléat | St-Germain-Lembron |
| Artonne | Chidrac | Lempty | Palladuc | St-Hilaire-la-Croix |
| Aubiat | Cisternes-la-Forêt | Les Martres-sur-Morge | Pardines | St-Ignat |
| Aubière | Clerlande | Les Martres-d'Artière | Parent | St-Jean-d'Heurs |
| Aulnat | Clermont-Ferrand | Les Martres-de-Veyre | Parentignat | St-Julien-de-Coppel |
| Aurières | Combronde | Lezoux | Paslières | St-Julien-Puy-Laveze |
| Authezat | Coudes | Loubeyrat | Pérignat-les-Sarliève | St-Laure |
| Aydat | Cournon-d'Auvergne | Lussat | Pérignat-ès-Allier | St-Myon |
| Beaulieu | Courpière | Malauzat | Perpezat | St-Ours |
| Beaumont | Culhat | Malintrat | Perrier | St-Pardoux |
| Beauregard-Vendon | Davayat | Manzat | Peschadoires | St-Pierre-Roche |
| Beauregard-l'Evêque | Durtol | Marsac-en-Livradois | Pessat-Villeneuve | St-Priest-Bramefant |
| Billom | Egliseneuve-près-Billom | Marsat | Plauzat | St-Rémy-sur-Durolle |
| Blanzat | Ennezat | Mauzun | Pont-du-Château | St-Saturnin |
| Bongheat | Entraigues | Meilhaud | Pontgibaud | St-Sulpice |
| Bourg-Lastic | Enval | Menat | Prondines | St-Sylvestre-Pragoulin |
| Briffons | Espirat | Ménétrol | Pulvérières | St-Yvoine |
| Bromont-Lamothe | Fayet-le-Château | Messeix | Puy-Guillaume | Sauvagnat-Ste-Marthe |
| Bussières-et-Pruns | Gelles | Mirefleurs | Randan | Sayat |
| Cébazat | Gerzat | Moissat | Reignat | Seychalles |
| Celles-sur-Durolle | Gimeaux | Montaigut-en-Combraille | Riom | Surat |
| Ceyrat | Grandeyrolles | Montaigut-le-Blanc | Ris | Tallende |
| Chabreloche | Heume-l'Eglise | Montcel | Rochefort-Montagne | Teilhède |
| Chamalières | Issoire | Montpensier | Romagnat | Thiers |
| Chambaron-sur-Morge | Jozerand | Montpeyroux | Royat | Thuret |
| Champeix | Joze | Moriat | St-Agoulin | Vassel |
| Champetières | La Crouzille | Moureuille | St-Amant-Tallende | Vensat |
| Champs | La Monnerie-le-Montel | Mozac | St-André-le-Coq | Vertaizon |
| Chanonat | La Roche-Blanche | Mur-sur-Allier | St-Beauzire | Veyre-Monton |
| Chapdes-Beaufort | La Roche-Noire | Nébouzat | St-Bonnet-Près-Riom | Vic-le-Comte |
| Chappes | La Sauvetat | Néronde-sur-Dore | St-Clément-de-Régnat | Villeneuve-les-Cerfs |
| Charbonnières-les-Varennes | Laqueuille | Neschers | St-Diéry | Volvic |
| Charbonnières-les-Vieilles | Le Breuil-sur-Couze | Nohanent | St-Eloy-les-Mines | Yronde-et-Buron |
| Charbonnier-les-Mines | Le Broc | Olby | St-Ferréol-des-Côtes | |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté, applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département, est notifié aux gestionnaires des réseaux concernés et aux maires des communes concernées qui sont chargés d'informer la population par un affichage en mairie durant un mois.

**ARTICLE 7** : Le présent arrêté ainsi que les secteurs affectés par le bruit définis aux annexes 1 et 2 doivent être annexés, par les maires des communes visées à l'article 5 ou les présidents d'EPCI compétents en matière d'urbanisme, aux documents d'urbanisme.

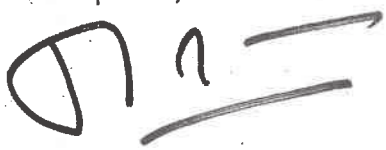
**ARTICLE 8** : Les cartes du classement sonore sont consultables sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme ou au siège de la direction départementale des territoires – Cité administrative – 2 rue Pélissier – CS 40400 – 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1.

**ARTICLE 9** : L'arrêté préfectoral 9 janvier 2014 relatif à la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le Puy-de-Dôme est abrogé.

**ARTICLE 10** : Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, les maires et présidents d'EPCI concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 01 FEV. 2024

Le préfet,



Joël MATHURIN

**Voies et délais de recours**

*En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.*
*Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.*
*Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.*
*Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.*
*Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.*
*Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : https://citoyens.telerecours.fr/*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Annexe 1 du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du Puy-de-Dôme**

**Tableau de classement sonore des voies des infrastructures :**

**réseau routier national concédé – réseau routier national non concédé – réseau routier départemental – réseau routier communal – réseau tramway**

**Lien vers la carte dynamique en ligne : https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=f8206cc5-4eaf-4469-9aef-35770e2dbbb0#**

| INSEE commune | Nom commune | ID tronçon | Nom tronçon | Débutant | Finissant | Catégorie | Largeur | Tissu |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63001 | Aigueperse | 50205236 | D2009 | 7+680 | 13+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63001 | Aigueperse | 50205616 | D2009 | 1+270 | 4+380 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63001 | Aigueperse | 50213266 | D2009 | 4+400 | 7+230 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63003 | Ambert | 50213282 | D906 | 22+900 | 22+300 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63003 | Ambert | 50213283 | D906 | 22+300 | 21+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63003 | Ambert | 50213284 | D906 | 21+900 | 15+225 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63008 | Arconsat | 50205802 | A89 | 440+000 | 448+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63011 | Ars-les-Favets | 50221550 | D2144 | 56+000 | 56+930 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63011 | Ars-les-Favets | 50221552 | d2144 | 55+620 | 56+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63011 | Ars-les-Favets | 50221553 | D2144 | 54+890 | 55+620 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63011 | Ars-les-Favets | 50221555 | D2144 | 54+250 | 54+890 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63011 | Ars-les-Favets | 50221556 | D2144 | 50+700 | 54+250 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63012 | Artonne | 50205236 | D2009 | 7+680 | 13+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63012 | Artonne | 50205973 | A71-Riom | 358+550 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63013 | Aubiat | 50205236 | D2009 | 7+680 | 13+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63014 | Aubière | 50227586 | Ligne A | Viaduc St Jacques | Gare La Pardieu | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205239 | A75 | 0+000 | 3+387 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205240 | A75 | 3+387 | 5+980 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205389 | Av Ernest Cristal | 0+930 | 1+570 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205390 | Av Ernest Cristal | 0+000 | 0+930 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205401 | Bvd Gustave Flaubert | 37+790 | 38+600 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205419 | Av des Landais | 0+280 | 2+070 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205424 | Av de la Margeride | 2+070 | 2+540 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205425 | Av du Roussillon | 38+600 | 39+200 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205436 | Bvd Paul Pochet Lagaye | 2+070 | 2+300 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205437 | Bvd Paul Pochet Lagaye | 1+440 | 2+070 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205473 | Av du Roussillon | 38+600 | 39+200 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205474 | Av du Roussillon | 39+200 | 40+380 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205475 | M2009 | 39+200 | 40+380 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205476 | M2009 | 39+200 | 40+380 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205490 | Av de Cournon | R des Ribes | Av du Roussillon | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205491 | Av de Clermont | 1+530 | 2+080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205497 | Ch de Beaulieu | 6+150 | 6+770 | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63014 | Aubière | 50243463 | M2089 | 48+460 | 61+250 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205604 | Avenue de l'Europe | Route de Romagnat | Avenue Jean Noellet | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205691 | Av de la Republique | Rd Point Av du Roussillon | R de Clermont | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50205937 | Av Leon Blum | 1+090 (Bd Pochet Lagaye) | 1+590 (vers Aubiere) | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50212082 | Av de Cournon | R des Ribes | Av Ernest Cristal | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50220761 | Av JEAN NOELLET | R Pasteur | R de Gravenoire | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50220764 | R de Romagnat | R de Gergovie | R des Ramacles | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50220768 | Av Jean Curabet | R de Verdun | R Eugene Martin | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50220769 | R Eugene Martin | Av Jean Curabet | Av Jean Moulin | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241766 | Rue Gantiere | Av Margeride | Rue de l'Oradou | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241767 | Rue des Meuniers | Rue de Rochefeuille (Limite av | Bd Pochet Lagaye (CF) | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241768 | Rue des Meuniers | Avenue Blaise Pascal | Rue de Rochefeuille (Limite co | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241769 | Rue des Rivaux | Av, Leon Blum | Rue des Meuniers | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241770 | D2089 | 48+460 | 61+250 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241771 | R des Meuniers | Avenue Blaise Pascal | R Pasteur | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241772 | R Pasteur | R des Meuniers | Rue Roche-Genes | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241773 | R des Ramacles+Place Jean Jaures | R de Romagnat | R de la Republique | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241774 | R des Moulins | R de la Republique | R de Verdun | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63014 | Aubière | 50241775 | Av Jean Moulin | R Eugene Martin | M2009 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63019 | Aulnat | 50205377 | Av du Brezet | 2+200 | 3+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63019 | Aulnat | 50205496 | Av du Brezet | 1+1930 | 2+200 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63019 | Aulnat | 50205928 | A89 | ②changeur A71 | ②changeur A711 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63019 | Aulnat | 50212079 | M769 | Av de l Europe | R Curie | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63019 | Aulnat | 50212080 | R Youri Gagarine | R Curie | R du TCD Ouragan | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63019 | Aulnat | 50220825 | R Curie | Av Youri Gagarine | R Pasteur | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63020 | Aurières | 50205810 | D2089 | 78+040 | 79+810 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63020 | Aurières | 50205811 | D2089 | 78+040 | 79+810 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63020 | Aurières | 50205812 | D2089 | 79+810 | 80+070 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63020 | Aurières | 50205813 | D2089 | 79+810 | 80+070 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63020 | Aurières | 50205814 | D2089 | 80+070 | 84+230 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63021 | Authezat | 50205852 | A75-Etat | 14+442 | 18+100 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63026 | Aydat | 50205808 | D2089 | 72+300 | 77+690 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63026 | Aydat | 50205809 | D2089 | 77+690 | 78+040 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63026 | Aydat | 50205810 | D2089 | 78+040 | 79+810 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63026 | Aydat | 50205811 | D2089 | 78+040 | 79+810 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63026 | Aydat | 50205812 | D2089 | 79+810 | 80+070 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63026 | Aydat | 50205813 | D2089 | 79+810 | 80+070 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63031 | Beaulieu | 50205588 | A75-Etat | 40+860 | 45+390 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63031 | Beaulieu | 50205589 | A75-Etat | 45+390 | 48+947 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| INSEE commune | Nom commune | ID tronçon | Nom tronçon | Débutant | Finissant | Catégorie | Largeur | Tissu |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63032 | Beaumont | 50205383 | Bvd Winston Churchill | 0+720 | 0+1030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205429 | Rue de Montalambert | Bd Loucheur | Rue Flameng | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205478 | D2089 | 61+250 | 63+380 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205502 | D2089 | 48+460 | 61+250 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205604 | Avenue de l'Europe | Route de Romagnat | Avenue Jean Noellet | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205888 | Rte de Romagnat | 0+000 | 2+470 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205889 | Rue Croix des Liondards | 0+420 | 0+720 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205890 | Pl Henri Dunant | 0+420 | 0+720 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205896 | Av de la Liberation | Av Marechal Leclerc | Av Marx Dormoy | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205906 | Av des Rivaux | Rue du Masage | Rue du Mas | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205925 | Projet sortie sud ClermontFerrand | Rue Crois des Liondards | D3 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205926 | Av Mal Leclerc | 59+895 (rue Liondard) | 61+852 (rue Hotel Ville) | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205927 | Av  Mal Leclerc | 59+895 (rue Liondard) | 61+852 (rue Hotel Ville) | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205933 | Rue E Dolet | R Croix des Liondards | Rue des Gourlettes | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205934 | Av du Mont Dore | limitation 50 km/h | D798 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205935 | Av Mont Dore | rue Hotel Ville (59+895) | e communale Beaumont/Ceyrat (61+ | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50205937 | Av Leon Blum | 1+090 (Bd Pochet Lagaye) | 1+590 (vers Aubiere) | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50212402 | Av du Mont Dore | D767 | limitation 50 km/h | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50220761 | Av JEAN NOELLET | R Pasteur | R de Gravenoire | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50220814 | Rte de Beausejour | Av de Clermont | Av du Mont Dore | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50220815 | Rte de Romagnat | Rte d Aubiere | R de la Resistance | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63032 | Beaumont | 50220817 | Av du Parc | Av de l Europe | R du Masage | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63034 | Beauregard-l'Évêque | 50205567 | D2089 | 33+900 | 37+930 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63034 | Beauregard-l'Évêque | 50205568 | D2089 | 37+930 | 38+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63034 | Beauregard-l'Évêque | 50205569 | D2089 | 38+400 | 40+950 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63034 | Beauregard-l'Évêque | 50205905 | A89 | 407+410 | 429+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63035 | Beauregard-Vendon | 50205726 | A89 | 349+980 | 358+885 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63035 | Beauregard-Vendon | 50205963 | D2144 | 4+920 | 5+350 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63035 | Beauregard-Vendon | 50205972 | A71-Riom | 370+370 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63035 | Beauregard-Vendon | 50205975 | D2144 | 5+350 | 8+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63040 | Billom | 50205971 | D212 | 10+000 | 17+210 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63040 | Billom | 50205984 | D229 | 12+010 | 13+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63040 | Billom | 50213287 | D997 | 8+900 | 17+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63040 | Billom | 50213289 | D229 | 2+000 | 10+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63040 | Billom | 50220012 | D997 | 2+000 | 7+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63042 | Blanzat | 50205479 | Bd de Peyrat | D762 | All des Violettes | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63042 | Blanzat | 50205594 | Bd de Peyrat | 12+150 | 13+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63042 | Blanzat | 50220826 | Rte de Nohanent | Bd de Peyrat | D943 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63044 | Bongheat | 50213287 | D997 | 8+900 | 17+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63048 | Bourg-Lastic | 50205727 | A89 | Limite departement Correze/Puy-de-Dome | 306+645 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63052 | Le Breuil-sur-Couze | 50205587 | A75-Etat | 36+658 | 40+860 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63052 | Le Breuil-sur-Couze | 50205588 | A75-Etat | 40+860 | 45+390 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63053 | Briffons | 50205725 | A89 | 306+645 | 329+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63054 | Le Broc | 50205587 | A75-Etat | 36+658 | 40+860 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63054 | Le Broc | 50205861 | A75-Etat | 31+574 | 33+615 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63054 | Le Broc | 50205862 | A75-Etat | 33+615 | 36+658 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63054 | Le Broc | 50205867 | D716 | 4+0 | 5+150 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63054 | Le Broc | 50205868 | D716 | 5+1260 | 5+1370 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63055 | Bromont-Lamothe | 50205686 | D941 | 25+000 | 21+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63055 | Bromont-Lamothe | 50205724 | A89 | 329+500 | 349+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63055 | Bromont-Lamothe | 50205725 | A89 | 306+645 | 329+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63061 | Bussières-et-Pruns | 50213266 | D2009 | 4+400 | 7+230 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63063 | Cébazat | 50205461 | Rue du Torpilleur Sirocco | R des Fourches | Rue Sous les Vignes | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205469 | M2009 | 28+330 | 30+520 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205470 | M2009 | 30+620 | 30+660 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205471 | M2009 | 30+520 | 30+960 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205472 | Bd Etienne Clementel | 30+960 | 32+240 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205558 | D2009 | 24+1200 | 28+180 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205559 | M2009 | 28+216 | 28+454 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205590 | Route de Gerzat | 10+450 | 10+570 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205591 | Av du 8 Mai | 10+570 | 10+770 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205592 | Bd Jean Moulin | 10+770 | 11+620 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205593 | Bd Jean Moulin | 11+620 | 12+150 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205594 | Bd de Peyrat | 12+150 | 13+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205595 | Route Verte | 6+700 | 9+670 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205705 | Route de Gerzat | 7+780 | 10+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50205903 | M2009 | 30+960 | 32+240 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50220798 | Av du 8 Mai | Rte de Gerzat | Av de la Republique | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50220800 | Av de la Republique | R des Fourches | Av du 8 Mai | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50220801 | R des Fourches | Av de la Republique | R de Chancrole | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63063 | Cébazat | 50220802 | Rte de Chateaugay | D402 | D763 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63066 | Celles-sur-Durolle | 50205754 | D2089 | 7+900 | 10+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63066 | Celles-sur-Durolle | 50205769 | D2089 | 7+900 | 10+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63066 | Celles-sur-Durolle | 50205802 | A89 | 440+000 | 448+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63069 | Le Cendre | 50205235 | Av de l'Auzon | 35+620 | 37+080 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50205499 | Rte du Cendre | Av de la Lib②ration | Av du Mal Leclerc | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50205599 | Bd Louis Pasteur | 37+080 | 38+430 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50205600 | M8 | 8+300 | 8+480 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50205601 | Av de l'Allier | 37+080 | 38+430 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50205884 | Av de l Auzon | 34+430 | 35+620 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50205959 | D979 | 0+000 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50205960 | D979 | 0+000 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50205961 | D979 | 0+000 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50220009 | D8 | 10+950 | 11+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50220803 | R des Graveyroux | R des Hortensias | R de la Gare | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50220804 | Av Centrale | R de la Gare | R du Moulin | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50220805 | Rte des Martres | Av de l Auzon | R de Gondole | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50220806 | Rte des Martres | R de Gondole | D979 | 3 | 100 | Rue en U |
| 63069 | Le Cendre | 50220824 | Av de l Allier | Rte des Fleurs | All des Marronniers | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63069 | Le Cendre | 50221612 | Rte des Martres | D979 | Limite Clermont Metropole | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63070 | Ceyrat | 50205478 | D2089 | 61+250 | 63+380 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205520 | Av Joseph Agid | 5+460 | 6+140 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205832 | D2089 | 63+380 | 63+800 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205833 | D2089 | 63+800 | 65+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205850 | D2089 | 65+900 | 65+1140 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205917 | Av Beaumont | D798 | Contre allee Parking Artemium | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205918 | Av Beaumont | entree d agglomeration (stade) | Av Wilson | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205919 | Av Wilson | Av Beaumont | Av de la Chataigneraie | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205923 | Av Liberation | Sortie agglo (Ch Saulzet) | D2089 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205924 | Av Liberation | Av Chataigneraie | Av de la Liberation | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205934 | Av du Mont Dore | limitation 50 km/h | D798 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205935 | Av Mont Dore | rue Hotel Ville (59+895) | e communale Beaumont/Ceyrat (61+ | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205942 | Route de Royat | R de la Chenaie | Rte de Gravenoire | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205943 | Route de Royat | Av JB Marrou | R de la Chenaie | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205944 | Av JB Marrou | Av Beaumont | Av Royat | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205945 | Av JB Marrou | Av Beaumont | Av Royat | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50205946 | Av JB Marrou | Av Beaumont | Av Royat | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50212088 | R de l Egalite | R de Beaumont | R de la Liberation | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50212090 | R de la Liberation | Av de Royat | R de l Egalite | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50212402 | Av du Mont Dore | D767 | limitation 50 km/h | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50220814 | Rte de Beausejour | Av de Clermont | Av du Mont Dore | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50220820 | R des Montagnards | Ch Rural 101 | Ch de Montaudoux | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50220821 | R des Montagnards | R de Bellevue | Ch Rural 101 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50220822 | Ch Rural 101 | R des Montagnards | R de la Cassiere | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50220823 | R A Briand | R de la Cassiere | R Pasteur | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63070 | Ceyrat | 50220828 | R de Beaumont | Av de Clermont Ferrand | R de l Egalite | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63072 | Chabreloche | 50205802 | A89 | 440+000 | 448+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63075 | Chamalières | 50205247 | Av du Puy-de-Dome | 0+000 | 1+600 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205248 | Bd Berthelot | 3+120 | 3+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205249 | Bd Berthelot | Rue R Bergougnan | Rue Kellermann | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205250 | Bd Berthelot | Rue Kellermann | Av F Roosvelt | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205251 | Bd Berthelot | Av F Roosvelt | Rue Blatin | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205254 | Rue Blatin | Bvd Duclaux | Place A Varenne | 4 | 30 | Rue en U |
| 63075 | Chamalières | 50205264 | Bd A Briand | Bd Pasteur | Rue des Salins | 3 | 100 | Rue en U |
| 63075 | Chamalières | 50205302 | Rue E, Gilbert | Bd Duclaux | Av, Julien | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205303 | Rue E, Gilbert | Av, Julien | Rue Bonnabaud | 3 | 100 | Rue en U |
| 63075 | Chamalières | 50205348 | Bd Pasteur | Rue Drelon | Av, Julien | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205360 | Av F Roosvelt | Bvd Berthelot | Place A Varenne | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205374 | M943 | 2+270 | 2+370 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205440 | Av du Puy-de-D❸me | 1+600 | 1+870 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205462 | M944 | 1+270 | 1+470 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205484 | Av Voltaire | 1+250 | 2+400 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205485 | Av Bergougnan | 2+400 | 3+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205486 | Av Bergougnan | 3+030 | 3+120 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205503 | Av Joseph Claussat | 1+510 | 2+270 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205509 | Av Joseph Claussat | 0+000 | 0+310 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205510 | Av Joseph Claussat | 0+310 | 1+510 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205515 | M944 | 1+470 | 3+000 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205516 | Av Thermale | 3+000 | 3+780 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205517 | Boulevard Vaquez | 4+260 | 4+520 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205518 | M944 | 4+520 | 5+000 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205519 | M944 | 5+000 | 5+460 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205520 | Av Joseph Agid | 5+460 | 6+140 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205524 | Av, de Beaulieu | Av, Bergougnan | Av J, Claussat | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205525 | Rue Champreal | Bd Gambetta | Rue de Bellevue | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205526 | Av de Fontmaure | 0+000 | 1+250 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205527 | Av Pasteur | 0+160 | 0+370 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205528 | Av Pasteur | 0+000 | 0+160 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205529 | M5C | 0+000 | 0+420 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205530 | Avenue de Royat | 1+130 | 1+650 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205531 | Avenue de Royat | 0+420 | 1+130 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205532 | Avenue de Royat | 0+330 | 0+420 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205533 | Avenue de Royat | 0+000 | 0+330 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205534 | M5C | 0+420 | 0+490 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205667 | Av Auguste Rouzaud | Place Allard PR 1+651 | Av, de la Vallee | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205672 | M143 | Projet Contournt ouest | Av, Beausite | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205673 | M143 | R de Champreal | Bvd Gambetta | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205674 | R de Bellevue | Bd Jean Jaures | Bd Gambetta | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205707 | M5C | Av de Royat | Av de la Gare | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205708 | M5C | 0+680 | 0+720 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205709 | M143 | Av Beausite | Av de la Gare | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205710 | M5C | 0+680 | 0+720 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205735 | M5 | 0+370 | 1+160 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205739 | Avenue de Royat | 3+780 | 4+620 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205902 | M143 | 1+620 | 1+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63075 | Chamalières | 50205921 | Bd Duclaux | Bd Berthelot | Av Julien | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205938 | M5 | 1+460 (Rue des Thermes) | 1+530 (Av Montjoly) | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205950 | Ch Bellevue | Bd Gambetta | Av Bargoin | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205951 | Av Bargoin | Ch de Bellevue | Av J Heitz | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205952 | Av Heitz | Av Bargoin | R H Mallet | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50205970 | Av  A Briand | Carrefour Europe | Av des Thermes | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50220818 | Av Jean Jaures | R de Bellevue | R des Galoubies | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50220819 | Bd Gambetta | R du Sable d Etampes | Ch de Bellevue | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50220820 | R des Montagnards | Ch Rural 101 | Ch de Montaudoux | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50220821 | R des Montagnards | R de Bellevue | Ch Rural 101 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63075 | Chamalières | 50220822 | Ch Rural 101 | R des Montagnards | R de la Cassiere | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63080 | Champeix | 50205872 | D996 | 47+520 | 48+520 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63080 | Champeix | 50205878 | D996 | 48+500 | 51+100 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63080 | Champeix | 50212961 | D996 | 51+100 | Entrée commune Perrier | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63080 | Champeix | 50213277 | D978 | 19+720 | 20+050 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63080 | Champeix | 50213281 | D978 | 16+275 | 19+720 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63081 | Champétières | 50213284 | D906 | 21+900 | 15+225 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63082 | Champs | 50205773 | D2144 | 15+900 | 17+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63082 | Champs | 50205775 | D2144 | 15+900 | 17+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63082 | Champs | 50205974 | A71-Riom | 352+750 | 358+550 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63084 | Chanonat | 50205834 | D2089 | 68+820 | 70+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63084 | Chanonat | 50205835 | D2089 | 69+779 | 70+333 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63084 | Chanonat | 50205847 | D2089 | 68+510 | 68+820 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63084 | Chanonat | 50205848 | D2089 | 68+510 | 68+820 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63084 | Chanonat | 50205849 | D2089 | 66+400 | 68+510 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63085 | Chapdes-Beaufort | 50205724 | A89 | 329+500 | 349+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63089 | Chappes | 50219990 | D210 | 8+800 | 12+200 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63089 | Chappes | 50219991 | D210 | 12+200 | 13+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63089 | Chappes | 50219992 | D210 | 13+400 | 15+350 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63091 | Charbonnier-les-Mines | 50205588 | A75-Etat | 40+860 | 45+390 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63091 | Charbonnier-les-Mines | 50205589 | A75-Etat | 45+390 | 48+947 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63092 | Charbonnières-les-Varennes | 50205724 | A89 | 329+500 | 349+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| 63093 | Charbonnières-les-Vieilles | 50205726 | A89 | 349+980 | 358+885 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63096 | Chas | 50220012 | D997 | 2+000 | 7+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63099 | Châteaugay | 50205558 | D2009 | 24+1200 | 28+180 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63099 | Châteaugay | 50213324 | D420 | 1+000 | 4+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63103 | Châtel-Guyon | 50213267 | D227 | 1+600 | 2+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63106 | Chauriat | 50205971 | D212 | 10+000 | 17+210 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63108 | Le Cheix | 50205236 | D2009 | 7+680 | 13+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63108 | Le Cheix | 50205237 | D2009 | 13+790 | 14+800 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63108 | Le Cheix | 50205891 | D2009 | 13+030 | 13+790 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63109 | Chidrac | 50212961 | D996 | 51+100 | Entrée commune Perrier | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63110 | Cisternes-la-Forêt | 50205725 | A89 | 306+645 | 329+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50223420 | Ligne A | Bd G. Flaubert D2009 | Gare La Pardieu | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50223501 | Ligne A | R du Pont de Neyrat | R des Planchettes | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50223514 | Ligne A | R des Planchettes | Echangeur D2009 D69 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50223516 | Ligne A | R Montesquieu | R Debay Facy | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50223519 | Ligne A | R entre les 2 villes | R Dulaure | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50227579 | Ligne A | R du Chateau des Vergnes | R du Pont de Neyrat | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50227580 | Ligne A | R du Pont de Neyrat | R du Torpilleur Sirocco | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50227582 | Ligne A | Echangeur D2009 D69 | R Montesquieu | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50227583 | Ligne A | R Debay Facy | R entre les 2 villes | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50227585 | Ligne A | Pl de Jaude | Viaduc St Jacques | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50227586 | Ligne A | Viaduc St Jacques | Gare La Pardieu | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205239 | A75 | 0+000 | 3+387 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205241 | Rue P d'Argent | Rue Pont Naturel | Rue C Ntre Dame | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205242 | Rue Ballainvilliers | Bd Malfreyt | Rue G, Morel | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205243 | Rue Ballainvilliers | Rue G, Morel | Rue Mal Joffre | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205244 | Rue Barbusse | Rue de Blanzat | Rue d'Ormesson | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205245 | Rue Barbusse | Rue d'Ormesson | Place des Carmes | 4 | 30 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205247 | Av du Puy-de-Dome | 0+000 | 1+600 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205248 | Bd Berthelot | 3+120 | 3+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205249 | Bd Berthelot | Rue R Bergougnan | Rue Kellermann | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205250 | Bd Berthelot | Rue Kellermann | Av F Roosvelt | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205251 | Bd Berthelot | Av F Roosvelt | Rue Blatin | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205252 | Rue P Besset | Rue Fontgieve | Rue Diomede | 4 | 30 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205254 | Rue Blatin | Bvd Duclaux | Place A Varenne | 4 | 30 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205255 | Rue Blatin | Place A Varenne | Rue Bonnabaud | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205256 | Rue Blatin | Rue Bonnabaud | Place de Jaude | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205257 | Av, Leon Blum | Bd Gergovia | Bd Cote Blatin | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205258 | Av, Leon Blum | Rue de la Retonde | Rue des Liondards | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205259 | Av, Leon Blum | Rue des Liondards | Bd Pochet Lagaye | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205260 | Rue Bonnabaud | Bd Pasteur | Rue E, Gilbert | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205261 | Rue Bonnabaud | Rue E, Gilbert | Av, Julien | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205262 | Rue Bonnabaud | Av, Julien | Rue Rameau | 2 | 250 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205263 | Rue Bonnabaud | Rue Rameau | Rue Blatin | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205264 | Bd A Briand | Bd Pasteur | Rue des Salins | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205265 | Bd Ambroise Brugiere | 33+930 | 34+550 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205266 | Av Carnot | Cours Sablon | Rue Bansac | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205267 | Av Carnot | Rue Bansac | Rue Audollent | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205268 | Av Carnot | Rue Audollent | Bd Fleury | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205269 | Rue Cartoucherie | Rue A France | Rue Vertaizon | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205271 | Bd G, Cl②menceau | Rue L Malfreyt | Rue Mal Juin | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205272 | Bd Cote Blatin | rue Kessler | Cours Poincare | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205273 | Bd Cote Blatin | Cours Poincare | Rue de la Retonde | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205274 | Bd Cote Blatin | Rue de la Retonde | Av, Leon Blum | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205275 | Bd Cote Blatin | Av, Leon Blum | Bd Lafayette | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205276 | R du clos Notre-Dame | 3+300 | 3+1080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205277 | R du clos Notre-Dame | 3+300 | 3+1080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205278 | R du clos Notre-Dame | 3+300 | 3+1080 | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205279 | Av, B, Daubree | Av, F, Forest | Bd J-B Dumas | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205280 | Bd Desaix | Place de Jaude | Rue Nestor Perret | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205281 | Bd Desaix | Rue Nestor Perret | Rue G, Clemenceau | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205282 | Av M Dormoy | Av J Jaures | Rue de Vallieres | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205283 | Bd JB Dumas | Rue de Blanzat | Chaussee Claudius | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205284 | Bd JB Dumas | Rue de Blanzat | Chaussee Claudius | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205285 | Bd JB Dumas | Rue de Blanzat | Chaussee Claudius | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205286 | Rue Gilles Durant | 3+300 | 3+1080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205287 | Bd Fleury | Rue Paulines | Bd Lafayette | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205288 | Bd Fleury | Rue Paulines | Bd Lafayette | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205289 | Rue Fontgieve | Rue Besset | Rue Bonnefond | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205290 | Rue Fontgieve | Rue Bonnefond | Rue de Serbie | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205291 | Rue Fontgieve | Rue de Serbie | Place Gaillard | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205292 | Rue A France | Rue de la Cartoucherie | Rue de Vertaizon | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205293 | Rue A France | Rue de Vertaizon | Rue Guynemer | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205294 | Rue A France | Rue Guynemer | Rue T de Banville | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205295 | Rue A France | Rue T de Banville | Rue Heribaud | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205297 | Rue A France | Rue Heribaud | Bd Saint Jean | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205298 | Place Gaillard | Rue Fontgieve | Rue G de Biauzat | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205299 | Rue Colonel Gaspard | Place de Jaude | Rue G Clemenceau | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205300 | Bd Ch de Gaulle | Bd F, Mitterand | Rue de Lagarlaye | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205301 | Rue Sainte George | Rue Sainte Alyre | Rue Gautier de Biauzat | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205302 | Rue E, Gilbert | Bd Duclaux | Av, Julien | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205303 | Rue E, Gilbert | Av, Julien | Rue Bonnabaud | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205304 | Rue E, Gilbert | Rue Bonnabaud | Rue Barri⑩re de Jaude | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205305 | Rue Guynemer | Av E Michelin | Rue T de Banville | 4 | 30 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205306 | Rue Guynemer | Rue T de Banville | Rue A France | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205307 | Av d'Italie | Rue des Jacobins | Av Charras | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205308 | Av d'Italie | Av Charras | Av A Elisabeth | 2 | 250 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205309 | Av d'Italie | Av A Elisabeth | Av U Sovietique | 2 | 250 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205310 | Rue des Jacobins | Place Dellile | Av, d'Italie | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205311 | Bd Jean Jaures | Rue des Salins | Rue Drelon | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205312 | Bd Jean Jaures | Rue Drelon | Rue Dormoy | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205313 | Bd Jean Jaures | Rue Dormoy | Av de la Liberation | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205314 | Bd Jean Jaures | Av de la Liberation | Rue Kessler | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205315 | Rue M, Joffre | Place Renoux | Rue Bardoux | 2 | 250 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205316 | Bd Jouhaux | Place de la Fontaine | Bd A Brugiere | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205317 | Rue Mal  Juin | Rue G, Clemenceau | Rue Mal Dellattre | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205318 | Av Julien | Place de Jaude | Rue Bonnabaud | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205319 | Av Julien | Rue Bonnabaud | Rue Morel Ladeuil | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205320 | Av Julien | Rue Bonnabaud | Rue Morel Ladeuil | 4 | 30 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205321 | Rue Kessler | Rue E, Dolet | Bd Cote Blatin | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205322 | Rue Kessler | Bd Cote Blatin | Rue F, Raynaud | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205323 | Rue Kessler | Rue F, Raynaud | Bd Gergovia | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205324 | Bd Lafayette | Cours Sablon | Rue de l'Echo | 2 | 250 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205325 | Bd Lafayette | Rue de l'Echo | Av, Paulines | 2 | 250 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205326 | Bd Lafayette | Av, Paulines | Bd Fleury | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205327 | Bd Lafayette | Bd Fleury | Rue F,Raynaud | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205328 | Bd Lafayette | Rue F,Raynaud | Bd Pochet Lagaye | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205329 | Rue de Lagarlaye | Rue Gonot | Rue de Tassigny | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205330 | Rue de Lagarlaye | Rue Gonot | R Barri⑩re de Jaude | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205331 | Bd Lavoisier | Rue Chateaubriand | Rue de Blanzat | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205333 | Av de la Liberation | Bd Jean Jaures | Rue A de l'Epee | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205334 | Av de la Liberation | Rue A de l'Epee | Bd Pasteur | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205335 | Bd Malfreyt | Rue de Tassigny | Av Vercingetorix | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205336 | Av E Michelin | Rue des Jacobins | R de Chateaudun | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205338 | Av E Michelin | Av de l'Union Sovi②tique | Bd Saint Jean | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205339 | Bd F Mitterrand | Av, Vercingetorix | Bd Ch de Gaulle | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205340 | Rue A Moinier | Rue G de Biauzat | Rue Montlosier | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205341 | Rue Montlosier | Place Dellile | Rue Richepin | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205342 | Rue Montlosier | Rue Richepin | Rue A Moinier | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205343 | Rue Niel | Av, Michelin | Av, R②publique | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205344 | Rue de l'Oradou | Rue Pradelle | Rue F Raynaud | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205345 | Rue de l'Oradou | Rue F Raynaud | Bd Bingen | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205346 | R de l'Oradou | 3+150 | 3+370 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205347 | R de l'Oradou | 2+420 | 3+150 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205348 | Bd Pasteur | Rue Drelon | Av, Julien | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205349 | Av Paulines | Bd Fleury | Rue d'Amboise | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205350 | Av Paulines | Rue d'Amboise | Bd Lafayette | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205351 | Rue G P②ri | Rue Fontgieve | Rue A Menat | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205352 | Rue G P②ri | Rue A Menat | Rue JB Torrilhon | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205353 | Rue G P②ri | Rue JB Torrilhon | Rue Lamartine | 2 | 250 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205354 | Rue G P②ri | Rue Lamartine | Rue Blatin | 2 | 250 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205355 | Rue Pont Naturel | Rue P Besset | Rue Sainte Alyre | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205356 | Rue de Rabanesse | Rue C Bruyant | Bd Cote Blatin | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205357 | Rue F Raynaud | Bd Layette | Rue de l'Oradou | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205358 | Av, R②publique | Rue Bouillet | Rue Niel | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205359 | Rue Richepin | Rue Simon | Rue Montlosier | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205360 | Av F Roosvelt | Bvd Berthelot | Place A Varenne | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205361 | Cours Sablon | Bd Lafayette | Av Carnot | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205362 | Cours Sablon | Av Carnot | Rue Delarbre | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205363 | Rue Mal D, de Tassigny | Rue Busset | Rue Mal Juin | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205364 | Bd Trudaine | Place Dellile | Rue de l'Oratoire | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205365 | Bd Trudaine | Rue de l'Oratoire | Rue G de Tours | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205367 | Ch de Beaulieu | 3+980 | 6+150 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205368 | Bvd Jacques Bingen | 2+300 | 3+100 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205369 | Bvd Jacques Bingen | 3+100 | 3+900 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205370 | Bvd Jacques Bingen | 3+900 | 4+780 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205371 | Bvd Jacques Bingen | 4+780 | 5+100 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205372 | R Louis Bleriot | 0+000 | 1+120 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205373 | Av, Leon Blum | Bd Cote Blatin | Rue de la Retonde | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205374 | M943 | 2+270 | 2+370 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205375 | Av du Brezet | 4+600 | 5+170 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205376 | Av du Brezet | 3+300 | 4+600 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205377 | Av du Brezet | 2+200 | 3+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205378 | Av Carnot | Bd Fleury | Av, Paulines | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205379 | Rue de Chanteranne | Av, B, Daubree | Rue de Clos Four | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205380 | Rue de Chanteranne | Rue de Clos Four | Chaussee Claudius | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205381 | Rue des Chanelles | Rue A Fallieres | Rue Chateaubriand | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205382 | Bvd Louis Chartoire | 0+000 | 1+230 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205383 | Bvd Winston Churchill | 0+720 | 0+1030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205384 | Chauss②e Claudius | Place des Carmes | Place du 1 mai | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205385 | Av Georges Couthon | Place des Carmes | Place du 1 mai | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205386 | Bvd Etienne Clementel | 32+240 | 32+640 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205387 | Bvd Etienne Clementel | 32+640 | 32+840 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205388 | Av Georges Couthon | Place des Carmes | Place Dellile | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205389 | Av Ernest Cristal | 0+930 | 1+570 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205390 | Av Ernest Cristal | 0+000 | 0+930 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205391 | Place Dellile | Rue Montlosier | Bd Trudaine | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205392 | Rue P, Diomede | Rue de Nohanent | Rue Pierre Besset | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205393 | Rue P, Diomede | Rue de Nohanent | Rue Pierre Besset | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205394 | Rue E Dolet | Rue Desdevises | Rue Kessler | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205395 | Bd JB Dumas | Chaussee Claudius | Rue des Jacobins | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205396 | Rue de Durtol | Av du Limousin | Rue de Nohanent | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205397 | Route de Durtol | 1+030 | 1+270 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205398 | Rue A Fallieres | Av du Limousin | Rue des Chanelles | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205399 | Bvd Gustave Flaubert | 36+650 | 37+290 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205400 | Bvd Gustave Flaubert | 37+290 | 37+790 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205401 | Bvd Gustave Flaubert | 37+790 | 38+600 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205402 | Bd Fleury | Av, G Bretagne | Av Carnot | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205403 | Bd Fleury | Av Carnot | Rue Paulines | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205404 | Rue Fontgieve | Bd Berthelot | Rue Besset | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205405 | Avenue F, FOREST | 5+600 | 6+600 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205406 | Av, F, Forest | Rue Sous les Vignes | Av, B, Daubree | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205407 | Rue A France | Av des Paulines | Rue de la Cartoucherie | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205409 | Bd F Mitterrand | Cours Sablon | Av, Vercingetorix | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205410 | Viaduc Saint Jacques | Bd Gergovia | Rue Desdevises | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205411 | Viaduc Saint Jacques | Bd Gergovia | Rue Desdevises | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205412 | Rue M, Joffre | Rue Bardoux | Av, Carnot | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205413 | Bvd Leon Jouhaux | 33+580 | 33+930 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205414 | Bvd Leon Jouhaux | 33+410 | 33+580 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205415 | Bvd Leon Jouhaux | 33+190 | 33+410 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205416 | Bvd Leon Jouhaux | 32+840 | 33+190 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205417 | Bd Lafayette | Av, Vercingetorix | Cours Sablon | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205418 | Bvd Lafayette | 0+000 | 0+280 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205419 | Av des Landais | 0+280 | 2+070 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205420 | Av du Limousin | 2+980 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205421 | Av du Limousin | 2+560 | 2+980 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205422 | Av du Limousin | 2+370 | 2+560 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205423 | Bvd Louis Loucheur | 0+1030 | 1+440 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205424 | Av de la Margeride | 2+070 | 2+540 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205425 | Av du Roussillon | 38+600 | 39+200 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205428 | Rue de Montalambert | Bd Loucheur | Rue Flameng | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205429 | Rue de Montalambert | Bd Loucheur | Rue Flameng | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205430 | Bvd Jean Moulin | 35+900 | 36+150 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205431 | Bvd Jean Moulin | 36+150 | 36+550 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205432 | Rue de Nohanent | Rue de Durtol | Rue Paul Diomede | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205433 | R de l'Oradou | 2+190 | 2+420 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205434 | Bd Pasteur | Av, Liberation | Rue Drelon | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205435 | Av Paulines | Rue A France | Bd Fleury | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205436 | Bvd Paul Pochet Lagaye | 2+070 | 2+300 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205437 | Bvd Paul Pochet Lagaye | 1+440 | 2+070 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205438 | Rue de la Pradelle | Rue de l'Oradou | Rue de Vertaizon | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205439 | Rue de la Pradelle | Rue de Vertaizon | Bd J Moulin | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205440 | Av du Puy-de-D❽me | 1+600 | 1+870 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205441 | Av du Puy-de-D❽me | 1+870 | 2+090 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205442 | Route de Limoges | 2+090 | 2+560 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205443 | Boulevard Edgar Quinet | 6+600 | 7+210 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205444 | Boulevard Edgar Quinet | 6+600 | 7+210 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205445 | Boulevard Edgar Quinet | 7+210 | 8+240 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205446 | Rue du Rassat | Rue de l'Oradou | Bd G Flaubert | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205447 | Bvd Daniel Mayer | 4+1220 | 5+600 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205448 | Bvd Maurice Pourchon | 4+780 | 4+1220 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205449 | Bvd Maurice Pourchon | 4+260 | 4+780 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205450 | Bd Gorgon Bennet | 3+1080 | 4+260 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205451 | Bvd Georges Pompidou | 2+240 | 3+090 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205452 | R Louis Bleriot | 1+120 | 1+520 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205453 | R Elisee Reclus | A71 | Chemin de Beaulieu | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205454 | Av, R②publique | Place la Fontaine | Rue de Cataroux | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205456 | Av, R②publique | Rue de Cataroux | Rue de Chanteranne | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205458 | Cours Sablon | Bd Gergovia | Bd Lafayette | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205459 | Bd Robert Schuman | 1+570 | 2+190 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205460 | Rue P Semard | Av des Paulines | Rue Guynemer | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205461 | Rue du Torpilleur Sirocco | R des Fourches | Rue Sous les Vignes | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205462 | M944 | 1+270 | 1+470 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205463 | Av U Sovi②tique | Av E Michelin | Av Charras | 4 | 30 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205464 | Av U Sovi②tique | Av Charras | Av A Elisabeth | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205465 | Av U Sovietique | Av A Elisabeth | Place de l'esplanade | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205466 | Rue de Vertaizon | Rue de la Pradelle | Rue de la Cartoucherie | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205467 | Rue Sous les Vignes | Rue Dr Bousquet | Bd E, Clementel | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205468 | Rue Sous les Vignes | Rue Dr Bousquet | Av, F, Forest | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205471 | M2009 | 30+520 | 30+960 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205472 | Bd Etienne Clementel | 30+960 | 32+240 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205473 | Av du Roussillon | 38+600 | 39+200 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205485 | Av Bergougnan | 2+400 | 3+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205486 | Av Bergougnan | 3+030 | 3+120 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205489 | Bd Francois Miterrand | 3+090 | 5+830 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205491 | Av de Clermont | 1+530 | 2+080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205496 | Av du Brezet | 1+1930 | 2+200 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205497 | Ch de Beaulieu | 6+150 | 6+770 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205500 | R Louis Bleriot | 0+000 | 2+630 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205503 | Av Joseph Claussat | 1+510 | 2+270 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205504 | Av de Clermont | 3+910 | 4+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205505 | Av de Clermont | 4+050 | 4+120 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205509 | Av Joseph Claussat | 0+000 | 0+310 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205514 | Av de la Paix | 0+390 | 1+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205515 | M944 | 1+470 | 3+000 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205525 | Rue Champreal | Bd Gambetta | Rue de Bellevue | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205528 | Av Pasteur | 0+000 | 0+160 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205533 | Avenue de Royat | 0+000 | 0+330 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205603 | A710W | 10+970 | 12+490 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205604 | Avenue de l'Europe | Route de Romagnat | Avenue Jean Noellet | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205607 | Bd Vincent Auriol | 0+000 | 0+620 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205613 | Bvd Georges Pompidou | 0+620 | 1+240 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205674 | R de Bellevue | Bd Jean Jaures | Bd Gambetta | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205711 | R Youri Gagarine | R du TCD Ouragan | R L Bleriot | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205713 | R Youri Gagarine | 1+520 | 11+130 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205717 | Av de la Liberation | Rue Poncillon | Bd Jean Jaures | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205718 | Av de la Liberation | Rue C Bruyant | Rue Poncillon | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205719 | Av de la Liberation | Av M Dormoy | Rue C Bruyant | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205729 | Av M Dormoy | Rue de Vallieres | Av de la Liberation | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205732 | Bvd St Jean | 34+550 | 35+900 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205738 | M943 | 4+120 | 4+800 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205888 | Rte de Romagnat | 0+000 | 2+470 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205889 | Rue Croix des Liondards | 0+420 | 0+720 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205890 | Pl Henri Dunant | 0+420 | 0+720 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205896 | Av de la Liberation | Av Marechal Leclerc | Av Marx Dormoy | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205903 | M2009 | 30+960 | 32+240 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205910 | Bd Lavoisier | 3+300 | 3+1080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205911 | Bd Lavoisier | 3+300 | 3+1080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205912 | Bd Lavoisier | 3+300 | 3+1080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205913 | Place Dellile | Place Salford | Rue Montlosier | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205914 | Place Delille | Bd Trudaine | Place Salford | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205915 | Place Salford | Place Dellile | Av Gde Bretagne | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205920 | Bd C Bernard | Viaduc St Jacques | Place H Dunant | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205921 | Bd Duclaux | Bd Berthelot | Av Julien | 4 | 30 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205922 | Rue de Vallieres | Rue Dormoy | Bd Jean Jaures | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205925 | Projet sortie sud ClermontFerrand | Rue Crois des Liondards | D3 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205926 | Av Mal Leclerc | 59+895 (rue Liondard) | 61+852 (rue Hotel Ville) | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205927 | Av  Mal Leclerc | 59+895 (rue Liondard) | 61+852 (rue Hotel Ville) | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205928 | A89 | ②changeur A71 | ②changeur A711 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205929 | Av Vercingetorix | Bd F Mitterand | Bd Lafayette | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205930 | Bd Lavoisier | Bd Gordon Benett | Rue Chateaubriand | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205931 | Rue de Rabanesse | Bd Cote Blatin | Rue Abbe Epee | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205932 | Rue E Dolet | Rue des Gourlettes | Rue Desdevises | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205933 | Rue E Dolet | R Croix des Liondards | Rue des Gourlettes | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205936 | Av Jean Mermoz | 0+000 (Bd A Brugiere) | 2+080 (A71) | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205937 | Av Leon Blum | 1+090 (Bd Pochet Lagaye) | 1+590 (vers Aubiere) | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205941 | R Elisee Reclus | 2+950 | 3+280 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205947 | Pl Renoux | Rue Mal Dellattre | Rue Ballainvilliers | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205948 | A711 | Av de l Agriculture | Bd Bingen | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205962 | Rue de Rabanesse | Rue Abbe de l Epee | Bd Gergovia | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205979 | A71 | 384+200 | 381+000 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205980 | A71 | 386+000 | 384+000 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205981 | A71 | 387+500 | 386+000 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205982 | A71 | 388+050 | passage A71 vers A75 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205983 | A71 | 388+547 | 387+500 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205988 | Bd Gergovia | Bd F Mitterrand | Rue de l Echo | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50205989 | Bd Gergovia | Rue de l echo | Bd Lafayette | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50212080 | R Youri Gagarine | R Curie | R du TCD Ouragan | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50212082 | Av de Cournon | R des Ribes | Av Ernest Cristal | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50212404 | Av Republique | Av d Italie | Rue Bouillet | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50212405 | Av E Michelin | Rue Morny | Av U Sovietique | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50212406 | Av E Michelin | R de Chateaudun | R Morny | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50212957 | M941 | D941 | Limite communale | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220760 | R du Docteur Bousquet | Rue d Apollon | Rue Sous les Vignes | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220765 | R Canrobert | Av du Limousin | R de Durtol | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220771 | R Saint Herem | R Andre Moinier | R Claussmann | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220772 | Bvd Fleury | Av Carnot | Av d Italie | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220773 | R de Beausoleil | R Andre Bal | R de Montjuzet | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220774 | R de la Charme | Echangeur Bvd Edgar Quinet | Rd Point Bd de Gaulle | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220775 | Bvd Georges Pompidou | Bvd E Quinet | Bvd L Chartoire | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220777 | R des Gravanches | Av Mermoz | Bvd Brugiere | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220778 | R du Ressort | Bvd Brugiere | R d Estaing | 3 | 100 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220779 | R d Estaing | R du Ressort | Av de la Republique | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220782 | R A Theuriet | Av de la Liberation | Av des Cottages | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220783 | R A Theuriet | Av des Cottages | R H Riviere | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220784 | R de l Oradou | Bvd Fleury | R de la Pradelle | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220785 | R A Theuriet | R H Riviere | Bvd J Jaures | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220786 | R du Pres de la Reine | Av E Michelin | R Ampere | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220787 | R du Pres de la Reine | R Ampere | Bvd St Jean | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220790 | R Serge Gainsbourg | R du Clos Four | Rue de Chanteranne | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220791 | R Elisee Reclus | Av J Mermoz | R L Bleriot | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220792 | R du Clos Four | R S Gainsbourg | Av de la Republique | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220794 | R de Nohanent | Av de Clermont | R des Fournieres | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220795 | R de Nohanent | R des Fournieres | R Armand Fallieres | 5 | 10 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220796 | Rte de Clermont a Nohanent | Av de Clermont | Pl de la Farge | 2 | 250 | Rue en U |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220797 | R de la Parlette | R d Anterrieux | Bvd J Moulin | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220799 | Pl Sugny | Bd Desaix | R Saint Genes | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220801 | R des Fourches | Av de la Republique | R de Chancrole | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220818 | Av Jean Jaures | R de Bellevue | R des Galoubies | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220820 | R des Montagnards | Ch Rural 101 | Ch de Montaudoux | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220821 | R des Montagnards | R de Bellevue | Ch Rural 101 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220822 | Ch Rural 101 | R des Montagnards | R de la Cassiere | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50220823 | R A Briand | R de la Cassiere | R Pasteur | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50221636 | Av de l'Agriculture | D2009 | Av du Brezet | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50227574 | A711-Etat | 1+000 (N89) | 2+435 (lim communale) | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50227575 | A711-Etat | 2+435 (lim communale) | 5+000 (echangeur) | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50227578 | N89 | PR56+030 (A711) | PR55+000 (av agriculture) | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50233113 | N89 | Av du Brezet | Bvd J Bingen | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50241766 | Rue Gantiere | Av Margeride | Rue de l'Oradou | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50241767 | Rue des Meuniers | Rue de Rochefeuille (Limite av | Bd Pochet Lagaye (CF) | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50241768 | Rue des Meuniers | Avenue Blaise Pascal | Rue de Rochefeuille (Limite co | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63113 | Clermont-Ferrand | 50241769 | Rue des Rivaux | Av, Leon Blum | Rue des Meuniers | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63116 | Combronde | 50205726 | A89 | 349+980 | 358+885 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63116 | Combronde | 50205741 | D2144 | 8+680 | 10+070 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63116 | Combronde | 50205778 | D2144 | 10+720 | 15+150 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63116 | Combronde | 50205965 | D2144 | 10+480 | 10+720 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63116 | Combronde | 50205966 | D2144 | 10+070 | 10+480 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63116 | Combronde | 50205972 | A71-Riom | 370+370 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63116 | Combronde | 50205973 | A71-Riom | 358+550 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63116 | Combronde | 50205975 | D2144 | 5+350 | 8+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63121 | Coudes | 50205859 | A75-Etat | 20+500 | 28+411 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63121 | Coudes | 50212385 | A75-Etat | 18+100 | 20+500 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205232 | Av de l'Allier | Av, du Pont | Av, L, Broglie | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205367 | Ch de Beaulieu | 3+980 | 6+150 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205390 | Av Ernest Cristal | 0+000 | 0+930 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205480 | M8 | 7+390 | 8+300 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205481 | M8 | 6+890 | 7+390 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205482 | M8 | 6+810 | 6+890 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205483 | M8 | 6+670 | 6+810 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205487 | M137 | 0+750 | 0+1080 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205488 | M137 | 0+1080 | 2+330 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205491 | Av de Clermont | 1+530 | 2+080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205492 | Av de Clermont | 2+080 | 2+620 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205493 | Av de Clermont | 2+620 | 4+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205494 | Av de Clermont | 4+050 | 7+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205497 | Ch de Beaulieu | 6+150 | 6+770 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205498 | Av d'Aubiere | 6+150 | 6+770 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205499 | Rte du Cendre | Av de la Lib②ration | Av du Mal Leclerc | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205585 | D212 | 7+450 | 8+770 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205596 | Bd Louis de Broglie | 39+360 | 40+030 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205597 | Av de l'Allier | Av, du Pont | Av, L, Broglie | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205598 | M8 | 3+650 | 6+670 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205599 | Bd Louis Pasteur | 37+080 | 38+430 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205600 | M8 | 8+300 | 8+480 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205601 | Av de l'Allier | 37+080 | 38+430 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205666 | Boulevard Emile Roux | Av, du Pont | Av, de l'Allier | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205904 | Bd Ch de Gaulle | Av de Clermont | Avenue de la Gare | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205940 | M52 | 40+030 | 43+630 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50205959 | D979 | 0+000 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50220018 | M137 | 2+330 | 4+000 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63124 | Cournon-d'Auvergne | 50220803 | R des Graveyroux | R des Hortensias | R de la Gare | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63125 | Courpière | 50205805 | D906 | 64+220 | 66+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63126 | Le Crest | 50205234 | A75 | 5+980 | 9+756 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63126 | Le Crest | 50211655 | D978 | 4+900 | 6+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63126 | Le Crest | 50213275 | D213 | 2+250 | 7+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63126 | Le Crest | 50227573 | A75-Etat | 10+360 | 14+442 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63130 | La Crouzille | 50221556 | D2144 | 50+700 | 54+250 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63130 | La Crouzille | 50221557 | D2144 | 50+370 | 50+700 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63130 | La Crouzille | 50221559 | D2144 | 49+530 | 50+370 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63131 | Culhat | 50205905 | A89 | 407+410 | 429+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63135 | Davayat | 50205963 | D2144 | 4+920 | 5+350 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63135 | Davayat | 50205964 | D2144 | 3+850 | 4+920 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63135 | Davayat | 50205972 | A71-Riom | 370+370 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63141 | Durtol | 50205397 | Route de Durtol | 1+030 | 1+270 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205420 | Av du Limousin | 2+980 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205442 | Route de Limoges | 2+090 | 2+560 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205504 | Av de Clermont | 3+910 | 4+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205505 | Av de Clermont | 4+050 | 4+120 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205506 | M943 | 4+800 | 5+370 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205507 | M943 | 5+370 | 6+730 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205508 | M943 | 5+370 | 6+730 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205511 | D941 | 2+560 | 5+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205513 | R Pascal | 0+000 | 0+390 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205514 | Av de la Paix | 0+390 | 1+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50205738 | M943 | 4+120 | 4+800 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50212957 | M941 | D941 | Limite communale | 4 | 30 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63141 | Durtol | 50220781 | Rte de Clermont | Rte Durtol | Rte de Clermont | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50220794 | R de Nohanent | Av de Clermont | R des Fournieres | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63141 | Durtol | 50220796 | Rte de Clermont a Nohanent | Av de Clermont | Pl de la Farge | 2 | 250 | Rue en U |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63146 | Égliseneuve-près-Billom | 50213287 | D997 | 8+900 | 17+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63148 | Ennezat | 50219992 | D210 | 13+400 | 15+350 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63148 | Ennezat | 50219996 | D224 | 25+900 | 26+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63148 | Ennezat | 50219997 | D224 | 25+400 | 25+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63148 | Ennezat | 50219998 | D224 | 25+000 | 25+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63148 | Ennezat | 50219999 | D224 | 23+750 | 25+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63148 | Ennezat | 50220005 | D224 | 19+700 | 21+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63149 | Entraigues | 50220005 | D224 | 19+700 | 21+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63149 | Entraigues | 50220006 | D224 | 19+200 | 19+700 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63149 | Entraigues | 50220007 | D224 | 17+350 | 19+200 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63150 | Enval | 50205547 | D446 | 4+240 | 9+460 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63150 | Enval | 50213268 | D986 | 2+750 | 3+600 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63150 | Enval | 50213269 | D986 | 3+600 | 5+350 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63154 | Espirat | 50220012 | D997 | 2+000 | 7+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63157 | Fayet-le-Château | 50213287 | D997 | 8+900 | 17+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63157 | Fayet-le-Château | 50213288 | D997 | 8+900 | 17+000 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63163 | Gelles | 50205725 | A89 | 306+645 | 329+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63164 | Gerzat | 50205451 | Bvd Georges Pompidou | 2+240 | 3+090 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205489 | Bd Francois Miterrand | 3+090 | 5+830 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205500 | R Louis Bleriot | 0+000 | 2+630 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205555 | D210 | 7+1270 | 8+800 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205556 | D210 | 5+830 | 7+1270 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205557 | D402 | 9+670 | 10+660 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205595 | Route Verte | 6+700 | 9+670 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205702 | Rte d Aulnat | 6+297 | 7+480 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205703 | M2 | 7+480 | 7+787 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205704 | R Bonnet Tixier | 7+787 | 7+1021 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205705 | Route de Gerzat | 7+780 | 10+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205706 | R Bonnet Tixier | 7+1021 | 8+050 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205928 | A89 | ②changeur A71 | ②changeur A711 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205939 | M210A | 0+000 | 1+140 | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63164 | Gerzat | 50205978 | A71-Riom-Gerzat | 377+700 | 381+800 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205979 | A71 | 384+200 | 381+000 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50205980 | A71 | 386+000 | 384+000 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50212384 | M210 | 5+830 | 7+1270 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50213320 | D2 | 3+500 | 5+850 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50213324 | D420 | 1+000 | 4+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50220774 | R de la Charme | Echangeur Bvd Edgar Quinet | Rd Point Bd de Gaulle | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63164 | Gerzat | 50220827 | Bd Francois Mitterand | R Anatole France | R des Pegues | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63167 | Gimeaux | 50205963 | D2144 | 4+920 | 5+350 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63167 | Gimeaux | 50205972 | A71-Riom | 370+370 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63167 | Gimeaux | 50205975 | D2144 | 5+350 | 8+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63172 | Grandeyrolles | 50205870 | D996 | 43+720 | 46+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63176 | Heume-l'Église | 50205725 | A89 | 306+645 | 329+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63178 | Issoire | 50205859 | A75-Etat | 20+500 | 28+411 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205860 | A75-Etat | 28+441 | 30+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205861 | A75-Etat | 31+574 | 33+615 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205862 | A75-Etat | 33+615 | 36+658 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205863 | D716 | 2+890 | Pl Espagne | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205864 | D716 | Pl de la Halle | Pont Couze | 3 | 100 | Rue en U |
| 63178 | Issoire | 50205865 | D716 | 0+000 | 0+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205866 | D716 | 0+550 | 2+890 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205867 | D716 | 4+0 | 5+150 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205868 | D716 | 5+1260 | 5+1370 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205869 | D996 | 63+200 | 63+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205873 | D996 | 63+300 | 64+250 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205874 | D996 | 64+250 | 66+310 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205877 | D996 | 63+080 | 63+189 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205880 | A75-Etat | 30+500 | 31+574 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205881 | D716 | Pl d Espagne | Pl de la Halle | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205907 | D716 | 3+000 | 3+380 | 3 | 100 | Rue en U |
| 63178 | Issoire | 50205985 | D996 | 60+030 | 62+300 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205986 | D996 | 58+120 | 60+030 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50205987 | D996 | 62+300 | 62+400 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50212407 | D996 | 62+500 | 62+700 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63178 | Issoire | 50212408 | D996 | 62+400 | 62+500 | 2 | 250 | Rue en U |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63180 | Joze | 50205571 | D1093 | 25+760 | 29+080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63180 | Joze | 50205730 | D1093 | 25+000 | 25+600 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63180 | Joze | 50205905 | A89 | 407+410 | 429+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63181 | Jozerand | 50205771 | D2144 | 15+500 | 15+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63181 | Jozerand | 50205773 | D2144 | 15+900 | 17+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63181 | Jozerand | 50205776 | D2144 | 15+150 | 15+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63181 | Jozerand | 50205777 | D2144 | 15+500 | 15+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63181 | Jozerand | 50205778 | D2144 | 10+720 | 15+150 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63181 | Jozerand | 50205973 | A71-Riom | 358+550 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63181 | Jozerand | 50205974 | A71-Riom | 352+750 | 358+550 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63189 | Laqueuille | 50205840 | D2089 | 103+050 | 106+390 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63193 | Lempdes | 50205377 | Av du Brezet | 2+200 | 3+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50205477 | Av de l'Europe | 0+750 | 1+1030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50205495 | Av de l'Europe | 1+1030 | 1+1930 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50205496 | Av du Brezet | 1+1930 | 2+200 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50205583 | m2089 | 47+130 | 48+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50205584 | M766 | 0+000 | 0+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50205940 | M52 | 40+030 | 43+630 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50205953 | A711 | 6+410 | 12+900 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50210891 | D769 | 8+450 | 11+150 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50212079 | M769 | Av de l Europe | R Curie | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50220759 | Av de l Allier | Av de l Europe | R Pierre Boulanger | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50220776 | R Pierre Boulanger | D766 | D769 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50227572 | A712 | 0+000 | 0+1336 - Av de l'Europe | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50227574 | A711-Etat | 1+000 (N89) | 2+435 (lim communale) | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50227575 | A711-Etat | 2+435 (lim communale) | 5+000 (echangeur) | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50227576 | A711-Etat | 5+000 (echangeur) | 5+350 (bretelles echangeur) | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63193 | Lempdes | 50227577 | A711-Etat | 5+350 (bretelles echangeur) | 6+410 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63194 | Lempty | 50205905 | A89 | 407+410 | 429+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63195 | Lezoux | 50205561 | D2089 | 27+481 | 30+530 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63195 | Lezoux | 50205562 | D2089 | 30+800 | 31+590 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63195 | Lezoux | 50205563 | D2089 | 30+800 | 31+590 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63195 | Lezoux | 50205564 | D2089 | 31+590 | 32+070 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63195 | Lezoux | 50205565 | D2089 | 32+070 | 32+730 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63195 | Lezoux | 50205566 | D2089 | 32+730 | 33+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63195 | Lezoux | 50205567 | D2089 | 33+900 | 37+930 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63195 | Lezoux | 50205905 | A89 | 407+410 | 429+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63195 | Lezoux | 50213289 | D229 | 2+000 | 10+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63195 | Lezoux | 50213290 | D229 | 0+230 | 2+000 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63198 | Loubeyrat | 50205724 | A89 | 329+500 | 349+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63198 | Loubeyrat | 50205726 | A89 | 349+980 | 358+885 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63200 | Lussat | 50205928 | A89 | ②changeur A71 | ②changeur A711 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63200 | Lussat | 50205953 | A711 | 6+410 | 12+900 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63203 | Malauzat | 50213268 | D986 | 2+750 | 3+600 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63203 | Malauzat | 50213269 | D986 | 3+600 | 5+350 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63204 | Malintrat | 50205928 | A89 | ②changeur A71 | ②changeur A711 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63204 | Malintrat | 50205953 | A711 | 6+410 | 12+900 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63204 | Malintrat | 50213320 | D2 | 3+500 | 5+850 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63204 | Malintrat | 50213321 | D2 | 3+100 | 3+500 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63204 | Malintrat | 50213322 | D2 | 0+200 | 3+100 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63206 | Manzat | 50205724 | A89 | 329+500 | 349+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63206 | Manzat | 50205726 | A89 | 349+980 | 358+885 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63211 | Marsac-en-Livradois | 50213284 | D906 | 21+900 | 15+225 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63212 | Marsat | 50205968 | D446 | 0+000 | 4+240 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63213 | Les Martres-d'Artière | 50205571 | D1093 | 25+760 | 29+080 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63213 | Les Martres-d'Artière | 50205605 | D1093 | 29+080 | 30+350 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63213 | Les Martres-d'Artière | 50205608 | D1093 | 30+350 | 32+140 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63213 | Les Martres-d'Artière | 50205609 | D1093 | 30+350 | 32+140 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63213 | Les Martres-d'Artière | 50205700 | D1093 | 30+350 | 32+140 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63213 | Les Martres-d'Artière | 50205905 | A89 | 407+410 | 429+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63213 | Les Martres-d'Artière | 50205928 | A89 | ②changeur A71 | ②changeur A711 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63213 | Les Martres-d'Artière | 50205953 | A711 | 6+410 | 12+900 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63213 | Les Martres-d'Artière | 50212042 | D1093 | 32+200 | 36+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63214 | Les Martres-de-Veyre | 50205853 | D225 | 0+510 | 2+240 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63214 | Les Martres-de-Veyre | 50205854 | D225 | 2+240 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63214 | Les Martres-de-Veyre | 50205885 | D225 | 0+000 | 0+510 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63214 | Les Martres-de-Veyre | 50211657 | D978 | 6+300 | 7+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63214 | Les Martres-de-Veyre | 50220009 | D8 | 10+950 | 11+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63214 | Les Martres-de-Veyre | 50220010 | D8 (D751A) | 11+300 | 14+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63214 | Les Martres-de-Veyre | 50221612 | Rte des Martres | D979 | Limite Clermont Metropole | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63216 | Mauzun | 50213287 | D997 | 8+900 | 17+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63222 | Meilhaud | 50212961 | D996 | 51+100 | Entrée commune Perrier | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| INSEE commune | Nom commune | ID tronçon | Nom tronçon | Débutant | Finissant | Catégorie | Largeur | Tissu |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63223 | Menat | 50221567 | D2144 | 40+908 | 41+354 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63224 | Ménétrol | 50205551 | D2029 | 4+350 | 4+680 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63224 | Ménétrol | 50205552 | D2029 | 4+350 | 4+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63224 | Ménétrol | 50205558 | D2009 | 24+1200 | 28+180 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63224 | Ménétrol | 50205967 | D2009 | 22+460 | 24+1200 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63224 | Ménétrol | 50205968 | D446 | 0+000 | 4+240 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63224 | Ménétrol | 50205976 | A71-Riom-Gerzat | 375+100 | 377+700 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63224 | Ménétrol | 50205978 | A71-Riom-Gerzat | 377+700 | 381+800 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63224 | Ménétrol | 50213324 | D420 | 1+000 | 4+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63224 | Ménétrol | 50219989 | D420 | 4+050 | 5+350 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63225 | Messeix | 50205727 | A89 | Limite departement Correze/Puy-de-Dome | 306+645 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63226 | Mur-sur-Allier | 50205579 | D1 | 0+140 | 0+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63226 | Mur-sur-Allier | 50205580 | D1 | 0+750 | 1+250 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63226 | Mur-sur-Allier | 50205581 | D1 | 1+250 | 2+860 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63226 | Mur-sur-Allier | 50210891 | D769 | 8+450 | 11+150 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63226 | Mur-sur-Allier | 50213295 | D1 | 3+000 | 3+350 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63226 | Mur-sur-Allier | 50213296 | D1 | 3+350 | 4+150 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63226 | Mur-sur-Allier | 50213315 | D1 | 4+150 | 4+550 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63226 | Mur-sur-Allier | 50213316 | D1 | 4+550 | 8+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63227 | Mirefleurs | 50213318 | D1 | 9+050 | 12+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63227 | Mirefleurs | 50213319 | D1 | 12+450 | 12+950 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63229 | Moissat | 50213289 | D229 | 2+000 | 10+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63231 | La Monnerie-le-Montel | 50205753 | A89 | 437+500 | 440+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63231 | La Monnerie-le-Montel | 50205754 | D2089 | 7+900 | 10+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63231 | La Monnerie-le-Montel | 50205755 | D2089 | 10+900 | 11+340 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63231 | La Monnerie-le-Montel | 50205769 | D2089 | 7+900 | 10+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63231 | La Monnerie-le-Montel | 50205802 | A89 | 440+000 | 448+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63233 | Montaigut | 50221559 | D2144 | 49+530 | 50+370 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63233 | Montaigut | 50221560 | D2144 | 49+300 | 49+530 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63233 | Montaigut | 50221561 | D2144 | 48+720 | 49+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63233 | Montaigut | 50221562 | D2144 | 48+320 | 48+720 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63233 | Montaigut | 50221563 | D2144 | 47+660 | 48+320 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63233 | Montaigut | 50221564 | D2144 | 46+430 | 47+660 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63234 | Montaigut-le-Blanc | 50205870 | D996 | 43+720 | 46+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63234 | Montaigut-le-Blanc | 50205871 | D996 | 46+000 | 47+520 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63234 | Montaigut-le-Blanc | 50205872 | D996 | 47+520 | 48+520 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63235 | Montcel | 50205778 | D2144 | 10+720 | 15+150 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63240 | Montpensier | 50205616 | D2009 | 1+270 | 4+380 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63240 | Montpensier | 50213266 | D2009 | 4+400 | 7+230 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63241 | Montpeyroux | 50205852 | A75-Etat | 14+442 | 18+100 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63241 | Montpeyroux | 50212385 | A75-Etat | 18+100 | 20+500 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63242 | Moriat | 50205589 | A75-Etat | 45+390 | 48+947 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63243 | Moureuille | 50221567 | D2144 | 40+908 | 41+354 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63243 | Moureuille | 50221568 | D2144 | 41+354 | 41+477 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205237 | D2009 | 13+790 | 14+800 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205238 | D2009 | 14+800 | 15+120 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205541 | D2009 | 15+120 | 15+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205542 | D2009 | 15+120 | 15+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205543 | D2009 | 15+450 | 15+700 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205544 | D2009 | 16+950 | 20+130 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205545 | D2009 | 16+700 | 16+950 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205731 | D2009 | 15+700 | 16+700 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205972 | A71-Riom | 370+370 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63244 | Chambaron sur Morge | 50205977 | A71-Riom | 375+100 | 370+370 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63245 | Mozac | 50205547 | D446 | 4+240 | 9+460 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63245 | Mozac | 50205968 | D446 | 0+000 | 4+240 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63245 | Mozac | 50213268 | D986 | 2+750 | 3+600 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63248 | Nébouzat | 50205814 | D2089 | 80+070 | 84+230 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63248 | Nébouzat | 50205815 | D2089 | 84+230 | 84+920 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63248 | Nébouzat | 50205816 | D2089 | 84+920 | 85+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63248 | Nébouzat | 50205817 | D2089 | 85+980 | 86+710 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63248 | Nébouzat | 50205818 | D2089 | 85+980 | 86+710 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63248 | Nébouzat | 50205819 | D2089 | 86+710 | 88+650 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63248 | Nébouzat | 50205820 | D2089 | 86+710 | 88+650 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63249 | Néronde-sur-Dore | 50205805 | D906 | 64+220 | 66+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| 63249 | Néronde-sur-Dore | 50205806 | D906 | 66+980 | 67+920 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63249 | Néronde-sur-Dore | 50205807 | D906 | 67+920 | 72+790 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63250 | Neschers | 50212961 | D996 | 51+100 | Entrée commune Perrier | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63250 | Neschers | 50213281 | D978 | 16+275 | 19+720 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63254 | Nohanent | 50205506 | M943 | 4+800 | 5+370 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63254 | Nohanent | 50205507 | M943 | 5+370 | 6+730 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63254 | Nohanent | 50205508 | M943 | 5+370 | 6+730 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63254 | Nohanent | 50220780 | R de Sayat | R de Trezeire | Rte Durtol | 2 | 250 | Rue en U |
| 63254 | Nohanent | 50220781 | Rte de Clermont | Rte Durtol | Rte de Clermont | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63254 | Nohanent | 50220796 | Rte de Clermont a Nohanent | Av de Clermont | Pl de la Farge | 2 | 250 | Rue en U |
| 63254 | Nohanent | 50220826 | Rte de Nohanent | Bd de Peyrat | D943 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63257 | Olby | 50205818 | D2089 | 85+980 | 86+710 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63257 | Olby | 50205819 | D2089 | 86+710 | 88+650 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63257 | Olby | 50205820 | D2089 | 86+710 | 88+650 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63257 | Olby | 50205821 | D2089 | 88+650 | 89+280 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63257 | Olby | 50205822 | D2089 | 89+280 | 91+480 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63261 | Orbeil | 50205859 | A75-Etat | 20+500 | 28+411 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63261 | Orbeil | 50205860 | A75-Etat | 28+441 | 30+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63262 | Orcet | 50205234 | A75 | 5+980 | 9+756 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63262 | Orcet | 50205884 | Av de l Auzon | 34+430 | 35+620 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63262 | Orcet | 50205887 | D978 | 2+840 | 4+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63262 | Orcet | 50205959 | D979 | 0+000 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63262 | Orcet | 50205960 | D979 | 0+000 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63262 | Orcet | 50205961 | D979 | 0+000 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63262 | Orcet | 50211655 | D978 | 4+900 | 6+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63262 | Orcet | 50211656 | D978 | 2+840 | 7+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63262 | Orcet | 50211657 | D978 | 6+300 | 7+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63263 | Orcines | 50205233 | D942 | 0+000 | 2+420 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63263 | Orcines | 50205511 | D941 | 2+560 | 5+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63263 | Orcines | 50205512 | D941 | 5+910 | 6+360 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63263 | Orcines | 50205536 | D941 | 7+350 | 8+930 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63263 | Orcines | 50205537 | D941 | 8+930 | 10+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63263 | Orcines | 50205538 | D941 | 10+030 | 10+970 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63263 | Orcines | 50205539 | D941 | 10+970 | 14+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63263 | Orcines | 50205736 | D941 | 14+000 | 17+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63263 | Orcines | 50221614 | Route de Limoges | 6+360 | 7+350 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63265 | Orléat | 50205905 | A89 | 407+410 | 429+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63267 | Palladuc | 50205753 | A89 | 437+500 | 440+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63267 | Palladuc | 50205802 | A89 | 440+000 | 448+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63268 | Pardines | 50212961 | D996 | 51+100 | Entrée commune Perrier | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63269 | Parent | 50205859 | A75-Etat | 20+500 | 28+411 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63269 | Parent | 50212385 | A75-Etat | 18+100 | 20+500 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63270 | Parentignat | 50205874 | D996 | 64+250 | 66+310 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63270 | Parentignat | 50205876 | D996 | 66+409 | 66+510 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63271 | Paslières | 50205795 | D906 | 82+760 | 85+020 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63271 | Paslières | 50205800 | D906 | 85+020 | 86+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205234 | A75 | 5+980 | 9+756 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205240 | A75 | 3+387 | 5+980 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205474 | Av du Roussillon | 39+200 | 40+380 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205475 | M2009 | 39+200 | 40+380 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205476 | M2009 | 39+200 | 40+380 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205487 | M137 | 0+750 | 0+1080 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205488 | M137 | 0+1080 | 2+330 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205502 | D2089 | 48+460 | 61+250 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205690 | M978 | fin Agglo, Perignat | 7+682 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205691 | Av de la Republique | Rd Point Av du Roussillon | R de Clermont | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50205692 | M978 | R de Clermont | Rd Point Av Cote Blatin | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63272 | Pérignat-lès-Sarlième | 50241770 | M2089 | 48+460 | 61+250 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63273 | Pérignat-sur-Allier | 50205494 | Av de Clermont | 4+050 | 7+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63273 | Pérignat-sur-Allier | 50205585 | D212 | 7+450 | 8+770 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63273 | Pérignat-sur-Allier | 50205586 | D212 | 8+770 | 10+000 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63273 | Pérignat-sur-Allier | 50205971 | D212 | 10+000 | 17+210 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63273 | Pérignat-sur-Allier | 50213316 | D1 | 4+550 | 8+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63273 | Pérignat-sur-Allier | 50213317 | D1 | 8+400 | 9+050 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63273 | Pérignat-sur-Allier | 50213318 | D1 | 9+050 | 12+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63274 | Perpezat | 50205830 | D2089 | 101+040 | 102+070 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63274 | Perpezat | 50205831 | D2089 | 102+070 | 102+700 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63274 | Perpezat | 50205840 | D2089 | 103+050 | 106+390 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63274 | Perpezat | 50205842 | D2089 | 102+070 | 103+050 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| INSEE commune | Nom commune | ID tronçon | Nom tronçon | Débutant | Finissant | Catégorie | Largeur | Tissu |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63275 | Perrier | 50205985 | D996 | 60+030 | 62+300 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63275 | Perrier | 50205986 | D996 | 58+120 | 60+030 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63275 | Perrier | 50212960 | D996 | Entrée commune Perrier | D26 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63275 | Perrier | 50212961 | D996 | 51+100 | Entrée commune Perrier | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63276 | Peschadoires | 50205572 | D2089 | 21+490 | 21+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63276 | Peschadoires | 50205573 | D2089 | 21+900 | 23+000 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63276 | Peschadoires | 50205733 | D2089 | 23+000 | 27+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63276 | Peschadoires | 50205807 | D906 | 67+920 | 72+790 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63276 | Peschadoires | 50205905 | A89 | 407+410 | 429+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63278 | Pessat-Villeneuve | 50205544 | D2009 | 16+950 | 20+130 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63278 | Pessat-Villeneuve | 50205545 | D2009 | 16+700 | 16+950 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63278 | Pessat-Villeneuve | 50205731 | D2009 | 15+700 | 16+700 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63278 | Pessat-Villeneuve | 50205977 | A71-Riom | 375+100 | 370+370 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63282 | Plauzat | 50213278 | D978 | 11+600 | 14+600 | 2 | 250 | Rue en U |
| 63282 | Plauzat | 50213279 | D978 | 15+300 | 16+275 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63282 | Plauzat | 50213280 | D978 | 14+600 | 15+300 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63282 | Plauzat | 50213281 | D978 | 16+275 | 19+720 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205575 | Av de Lyon | 42+880 | 43+840 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205576 | Av Roger Coulon | 43+840 | 46+080 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205577 | Av de Clermont | 46+080 | 47+130 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205578 | D1 | 0+000 | 0+140 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205579 | D1 | 0+140 | 0+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205580 | D1 | 0+750 | 1+250 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205581 | D1 | 1+250 | 2+860 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205582 | D2089 | 42+150 | 42+880 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205583 | m2089 | 47+130 | 48+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205584 | M766 | 0+000 | 0+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205606 | M2089 | 47+130 | 48+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205700 | D1093 | 30+350 | 32+140 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50205953 | A711 | 6+410 | 12+900 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50212042 | D1093 | 32+200 | 36+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50212079 | M769 | Av de l Europe | R Curie | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50213322 | D2 | 0+200 | 3+100 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50213323 | D2 | 0+000 | 0+200 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50220776 | R Pierre Boulanger | D766 | D769 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63284 | Pont-du-Château | 50227572 | A712 | 0+000 | 0+1336 - Av de l'Europe | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63285 | Pontgibaud | 50205686 | D941 | 25+000 | 21+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| 63289 | Prondines | 50205725 | A89 | 306+645 | 329+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63290 | Pulvérières | 50205724 | A89 | 329+500 | 349+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63291 | Puy-Guillaume | 50205796 | D906 | 86+750 | 89+200 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63291 | Puy-Guillaume | 50205797 | D906 | 89+200 | 92+730 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63291 | Puy-Guillaume | 50205800 | D906 | 85+020 | 86+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63297 | Reignat | 50213289 | D229 | 2+000 | 10+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63300 | Riom | 50205544 | D2009 | 16+950 | 20+130 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205546 | D2144 | 0+000 | 2+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205547 | D446 | 4+240 | 9+460 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205548 | D2009 | 20+130 | 22+460 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205549 | D2029 | 2+220 | 4+350 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205550 | D2029 | 1+480 | 2+220 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205551 | D2029 | 4+350 | 4+680 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205552 | D2029 | 4+350 | 4+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205553 | D2029 | 0+150 | 1+480 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205554 | D2029 | 0+000 | 0+150 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205558 | D2009 | 24+1200 | 28+180 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205610 | D2009 | 16+950 | 20+130 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205967 | D2009 | 22+460 | 24+1200 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205968 | D446 | 0+000 | 4+240 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205976 | A71-Riom-Gerzat | 375+100 | 377+700 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205977 | A71-Riom | 375+100 | 370+370 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50205978 | A71-Riom-Gerzat | 377+700 | 381+800 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50213267 | D227 | 1+600 | 2+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50213285 | D227 | 0+800 | 1+450 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50213286 | D227 | 1+450 | 1+600 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50219989 | D420 | 4+050 | 5+350 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50219993 | D224 | 27+850 | 29+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50219994 | D224 | 27+650 | 27+850 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50219995 | D224 | 26+450 | 27+650 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63300 | Riom | 50219996 | D224 | 25+900 | 26+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63301 | Ris | 50205797 | D906 | 89+200 | 92+730 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63301 | Ris | 50205798 | D906 | 92+730 | 93+540 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63301 | Ris | 50205799 | D906 | 93+540 | 94+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63302 | La Roche-Blanche | 50205234 | A75 | 5+980 | 9+756 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63302 | La Roche-Blanche | 50205240 | A75 | 3+387 | 5+980 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63302 | La Roche-Blanche | 50205690 | M978 | fin Agglo, Perignat | 7+682 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63302 | La Roche-Blanche | 50205887 | D978 | 2+840 | 4+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63302 | La Roche-Blanche | 50205959 | D979 | 0+000 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63302 | La Roche-Blanche | 50211655 | D978 | 4+900 | 6+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63302 | La Roche-Blanche | 50211656 | D978 | 2+840 | 7+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63305 | Rochefort-Montagne | 50205826 | D2089 | 95+830 | 97+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63305 | Rochefort-Montagne | 50205827 | D2089 | 97+980 | 98+190 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63305 | Rochefort-Montagne | 50205828 | D2089 | 98+190 | 99+360 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63305 | Rochefort-Montagne | 50205829 | D2089 | 99+360 | 101+040 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63305 | Rochefort-Montagne | 50205830 | D2089 | 101+040 | 102+070 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63305 | Rochefort-Montagne | 50205831 | D2089 | 102+070 | 102+700 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63305 | Rochefort-Montagne | 50205842 | D2089 | 102+070 | 103+050 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63306 | La Roche-Noire | 50213318 | D1 | 9+050 | 12+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63307 | Romagnat | 50205478 | D2089 | 61+250 | 63+380 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63307 | Romagnat | 50205502 | M2089 | 48+460 | 61+250 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63307 | Romagnat | 50205833 | D2089 | 63+800 | 65+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63307 | Romagnat | 50205834 | D2089 | 68+820 | 70+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63307 | Romagnat | 50205838 | D2089 | 65+1140 | 66+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63307 | Romagnat | 50205849 | D2089 | 66+400 | 68+510 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63307 | Romagnat | 50205850 | D2089 | 65+900 | 65+1140 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63307 | Romagnat | 50205923 | Av Liberation | Sortie agglo (Ch Saulzet) | D2089 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63307 | Romagnat | 50220816 | R Fernand Forest | D2089 | Av Jean Moulin | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63308 | Royat | 50205517 | Boulevard Vaquez | 4+260 | 4+520 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205518 | M944 | 4+520 | 5+000 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205519 | M944 | 5+000 | 5+460 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205520 | Av Joseph Agid | 5+460 | 6+140 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205521 | M5E | 0+000 | 0+260 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205522 | M5E | 0+260 | 0+490 | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205523 | M5E | 0+490 | 0+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205667 | Av Auguste Rouzaud | Place Allard PR 1+651 | Av, de la Vallee | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205668 | Av de la Vallee | Av, A, Rouzaud | Rue Victoria | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205707 | M5C | Av de Royat | Av de la Gare | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205739 | Avenue de Royat | 3+780 | 4+620 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205902 | M143 | 1+620 | 1+900 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205942 | Route de Royat | R de la Chenaie | Rte de Gravenoire | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205950 | Ch Bellevue | Bd Gambetta | Av Bargoin | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205951 | Av Bargoin | Ch de Bellevue | Av J Heitz | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50205952 | Av Heitz | Av Bargoin | R H Mallet | 5 | 10 | Tissu ouvert |
| 63308 | Royat | 50212974 | M68 | 2+400 | 3+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63311 | Saint-Agoulin | 50205973 | A71-Riom | 358+550 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63311 | Saint-Agoulin | 50205974 | A71-Riom | 352+750 | 358+550 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| INSEE commune | Nom commune | ID tronçon | Nom tronçon | Débutant | Finissant | Catégorie | Largeur | Tissu |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63315 | Saint-Amant-Tallende | 50213275 | D213 | 2+250 | 7+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63315 | Saint-Amant-Tallende | 50213276 | D213 | 7+000 | 7+225 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63322 | Saint-Beauzire | 50205555 | D210 | 7+1270 | 8+800 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63322 | Saint-Beauzire | 50205556 | D210 | 5+830 | 7+1270 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63322 | Saint-Beauzire | 50205928 | A89 | ②changeur A71 | ②changeur A711 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63322 | Saint-Beauzire | 50205976 | A71-Riom-Gerzat | 375+100 | 377+700 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63322 | Saint-Beauzire | 50205978 | A71-Riom-Gerzat | 377+700 | 381+800 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63322 | Saint-Beauzire | 50205979 | A71 | 384+200 | 381+000 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63322 | Saint-Beauzire | 50219990 | D210 | 8+800 | 12+200 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63327 | Saint-Bonnet-près-Riom | 50205544 | D2009 | 16+950 | 20+130 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63327 | Saint-Bonnet-près-Riom | 50205546 | D2144 | 0+000 | 2+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63327 | Saint-Bonnet-près-Riom | 50205734 | D2144 | 3+350 | 3+850 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63327 | Saint-Bonnet-près-Riom | 50205964 | D2144 | 3+850 | 4+920 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63327 | Saint-Bonnet-près-Riom | 50205972 | A71-Riom | 370+370 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63327 | Saint-Bonnet-près-Riom | 50205977 | A71-Riom | 375+100 | 370+370 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63327 | Saint-Bonnet-près-Riom | 50211658 | D2144 | 2+550 | 3+350 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63335 | Saint-Diéry | 50205870 | D996 | 43+720 | 46+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221564 | D2144 | 46+430 | 47+660 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221565 | D2144 | 46+430 | 47+660 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221566 | D2144 | 46+000 | 46+430 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221567 | D2144 | 40+908 | 41+354 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221568 | D2144 | 41+354 | 41+477 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221569 | D2144 | 41+477 | 41+492 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221570 | D2144 | 41+492 | 41+775 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221571 | D2144 | 41+775 | 42+044 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221572 | D2144 | 42+044 | 43+200 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221573 | D2144 | 43+200 | 43+616 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221574 | D2144 | 43+616 | 43+904 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221575 | D2144 | 43+904 | 43+936 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221576 | D2144 | 43+936 | 44+129 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221577 | D2144 | 44+129 | 45+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63338 | Saint-Éloy-les-Mines | 50221578 | D2144 | 45+000 | 46+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63341 | Saint-Ferréol-des-Côtes | 50213284 | D906 | 21+900 | 15+225 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63345 | Saint-Genès-Champanelle | 50205808 | D2089 | 72+300 | 77+690 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63345 | Saint-Genès-Champanelle | 50205834 | D2089 | 68+820 | 70+030 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63345 | Saint-Genès-Champanelle | 50205835 | D2089 | 69+779 | 70+333 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63345 | Saint-Genès-Champanelle | 50205836 | D2089 | 70+600 | 71+570 | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63345 | Saint-Genès-Champanelle | 50205837 | D2089 | 71+890 | 72+140 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63345 | Saint-Genès-Champanelle | 50205846 | D2089 | 71+570 | 71+890 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63347 | Saint-Genès-du-Retz | 50205615 | D2009 | 0+850 | 1+270 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63347 | Saint-Genès-du-Retz | 50205616 | D2009 | 1+270 | 4+380 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63347 | Saint-Genès-du-Retz | 50205627 | D2009 | 0+000 | 0+850 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63350 | Saint-Georges-sur-Allier | 50205971 | D212 | 10+000 | 17+210 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63352 | Saint-Germain-Lembron | 50205587 | A75-Etat | 36+658 | 40+860 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63352 | Saint-Germain-Lembron | 50205588 | A75-Etat | 40+860 | 45+390 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63358 | Saint-Hilaire-la-Croix | 50205664 | D2144 | 18+750 | 21+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63358 | Saint-Hilaire-la-Croix | 50205742 | D2144 | 18+300 | 18+755 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63358 | Saint-Hilaire-la-Croix | 50205743 | D2144 | 18+110 | 18+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63358 | Saint-Hilaire-la-Croix | 50205772 | D2144 | 17+050 | 17+400 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63358 | Saint-Hilaire-la-Croix | 50205773 | D2144 | 15+900 | 17+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63358 | Saint-Hilaire-la-Croix | 50205774 | D2144 | 17+050 | 17+400 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63358 | Saint-Hilaire-la-Croix | 50205775 | D2144 | 15+900 | 17+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63358 | Saint-Hilaire-la-Croix | 50211660 | D2144 | 17+400 | 18+110 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63364 | Saint-Jean-d'Heurs | 50205560 | D2089 | 27+450 | 27+800 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63364 | Saint-Jean-d'Heurs | 50205561 | D2089 | 27+481 | 30+530 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63364 | Saint-Jean-d'Heurs | 50205733 | D2089 | 23+000 | 27+450 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63368 | Saint-Julien-de-Coppel | 50205971 | D212 | 10+000 | 17+210 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63370 | Saint-Julien-Puy-Lavèze | 50205725 | A89 | 306+645 | 329+500 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63370 | Saint-Julien-Puy-Lavèze | 50205727 | A89 | Limite departement Correze/Puy-de-Dome | 306+645 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63372 | Saint-Laure | 50220007 | D224 | 17+350 | 19+200 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63372 | Saint-Laure | 50241794 | D224 | 16+750 | 17+350 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63372 | Saint-Laure | 50243070 | D224 | Rue du stade | D224E | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63379 | Saint-Myon | 50205973 | A71-Riom | 358+550 | 363+400 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63381 | Saint-Ours | 50205539 | D941 | 10+970 | 14+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63381 | Saint-Ours | 50205686 | D941 | 25+000 | 21+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63381 | Saint-Ours | 50205687 | D941b | 11+938 | 16+627 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63381 | Saint-Ours | 50205688 | D941b | 10+902 | 11+392 | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| 63381 | Saint-Ours | 50205689 | D941b | 11+392 | 11+938 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63381 | Saint-Ours | 50205724 | A89 | 329+500 | 349+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63381 | Saint-Ours | 50205736 | D941 | 14+000 | 17+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63381 | Saint-Ours | 50205737 | D941 | 14+000 | 17+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63382 | Saint-Pardoux | 50205664 | D2144 | 18+750 | 21+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63382 | Saint-Pardoux | 50205665 | D2144 | 21+400 | 22+100 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63386 | Saint-Pierre-Roche | 50205822 | D2089 | 89+280 | 91+480 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63386 | Saint-Pierre-Roche | 50205823 | D2089 | 89+280 | 91+480 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63386 | Saint-Pierre-Roche | 50205824 | D2089 | 91+480 | 92+100 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63386 | Saint-Pierre-Roche | 50205825 | D2089 | 92+100 | 93+530 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63386 | Saint-Pierre-Roche | 50205826 | D2089 | 95+830 | 97+980 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63386 | Saint-Pierre-Roche | 50205843 | D2089 | 93+530 | 94+260 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63386 | Saint-Pierre-Roche | 50205844 | D2089 | 94+260 | 95+830 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63386 | Saint-Pierre-Roche | 50205845 | D2089 | 94+260 | 95+830 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63386 | Saint-Pierre-Roche | 50205969 | D2089 | 95+260 | 95+830 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63387 | Saint-Priest-Bramefant | 50233109 | D906 | Limite département Allier/Puy-de-Dômes | mite département Allier/Puy-de-Dôm | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63393 | Saint-Rémy-sur-Durolle | 50205744 | A89 | 429+000 | 436+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63393 | Saint-Rémy-sur-Durolle | 50205752 | A89 | 436+000 | 437+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63393 | Saint-Rémy-sur-Durolle | 50205753 | A89 | 437+500 | 440+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63393 | Saint-Rémy-sur-Durolle | 50205802 | A89 | 440+000 | 448+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63396 | Saint-Saturnin | 50213275 | D213 | 2+250 | 7+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63396 | Saint-Saturnin | 50213276 | D213 | 7+000 | 7+225 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63399 | Saint-Sulpice | 50205727 | A89 | Limite departement Correze/Puy-de-Dome | 306+645 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63400 | Saint-Sylvestre-Pragoulin | 50233109 | D906 | Limite département Allier/Puy-de-Dômes | mite département Allier/Puy-de-Dôm | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63404 | Saint-Yvoine | 50205859 | A75-Etat | 20+500 | 28+411 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63404 | Saint-Yvoine | 50205860 | A75-Etat | 28+441 | 30+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63404 | Saint-Yvoine | 50205865 | D716 | 0+000 | 0+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63411 | Sauvagnat-Sainte-Marthe | 50205859 | A75-Etat | 20+500 | 28+411 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63413 | La Sauvetat | 50205852 | A75-Etat | 14+442 | 18+100 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63413 | La Sauvetat | 50213278 | D978 | 11+600 | 14+600 | 2 | 250 | Rue en U |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63413 | La Sauvetat | 50227573 | A75-Etat | 10+360 | 14+442 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63417 | Sayat | 50220826 | Rte de Nohanent | Bd de Peyrat | D943 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63420 | Seychalles | 50205567 | D2089 | 33+900 | 37+930 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63420 | Seychalles | 50205568 | D2089 | 37+930 | 38+400 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63420 | Seychalles | 50205569 | D2089 | 38+400 | 40+950 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63420 | Seychalles | 50213289 | D229 | 2+000 | 10+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63425 | Tallende | 50213275 | D213 | 2+250 | 7+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63425 | Tallende | 50227573 | A75-Etat | 10+360 | 14+442 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63427 | Teilhède | 50205726 | A89 | 349+980 | 358+885 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63430 | Thiers | 50205572 | D2089 | 21+490 | 21+900 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205573 | D2089 | 21+900 | 23+000 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205744 | A89 | 429+000 | 436+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205745 | D2089 | 15+700 | 15+860 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205746 | D2089 | 15+960 | 16+600 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205747 | D2089 | 16+600 | 16+700 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205748 | D2089 | 14+300 | 15+700 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205749 | D2089 | 15+860 | 15+960 | 4 | 30 | Rue en U |
| 63430 | Thiers | 50205751 | D2089 | 16+700 | 21+490 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205752 | A89 | 436+000 | 437+500 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205753 | A89 | 437+500 | 440+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205755 | D2089 | 10+900 | 11+340 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205756 | D2089 | 11+340 | 12+030 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205794 | D906 | 72+790 | 82+760 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205795 | D906 | 82+760 | 85+020 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205807 | D906 | 67+920 | 72+790 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205892 | D2089 | 12+400 | 12+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205893 | D2089 | 12+550 | 14+300 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205894 | D2089 | 12+030 | 12+400 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50205905 | A89 | 407+410 | 429+000 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| 63430 | Thiers | 50212403 | D2089 | 16+600 | 16+700 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63445 | Vassel | 50220012 | D997 | 2+000 | 7+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63446 | Vensat | 50205616 | D2009 | 1+270 | 4+380 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63446 | Vensat | 50205974 | A71-Riom | 352+750 | 358+550 | 2 | 250 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63453 | Vertaizon | 50205569 | D2089 | 38+400 | 40+950 | 3 | 100 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 63453 | Vertaizon | 50205570 | D2089 | 41+400 | 42+150 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63453 | Vertaizon | 50205579 | D1 | 0+140 | 0+750 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63453 | Vertaizon | 50205582 | D2089 | 42+150 | 42+880 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63453 | Vertaizon | 50211659 | D2089 | 40+950 | 41+400 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63453 | Vertaizon | 50220011 | D997 | 0+000 | 2+000 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63453 | Vertaizon | 50220012 | D997 | 2+000 | 7+550 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63455 | Veyre-Monton | 50205234 | A75 | 5+980 | 9+756 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63455 | Veyre-Monton | 50205852 | A75-Etat | 14+442 | 18+100 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| 63455 | Veyre-Monton | 50205853 | D225 | 0+510 | 2+240 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63455 | Veyre-Monton | 50205885 | D225 | 0+000 | 0+510 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63455 | Veyre-Monton | 50205886 | D978 | 2+840 | 7+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63455 | Veyre-Monton | 50211655 | D978 | 4+900 | 6+300 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63455 | Veyre-Monton | 50211657 | D978 | 6+300 | 7+680 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63455 | Veyre-Monton | 50213275 | D213 | 2+250 | 7+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63455 | Veyre-Monton | 50213278 | D978 | 11+600 | 14+600 | 2 | 250 | Rue en U |
| 63455 | Veyre-Monton | 50227573 | A75-Etat | 10+360 | 14+442 | 1 | 300 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63457 | Vic-le-Comte | 50205854 | D225 | 2+240 | 3+910 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63457 | Vic-le-Comte | 50205855 | D225 | 3+910 | 5+410 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63457 | Vic-le-Comte | 50205856 | D225 | 3+910 | 5+410 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63457 | Vic-le-Comte | 50205857 | D225 | 3+910 | 5+410 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63457 | Vic-le-Comte | 50205858 | D225 | 5+410 | 7+050 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63470 | Volvic | 50213268 | D986 | 2+750 | 3+600 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63470 | Volvic | 50213269 | D986 | 3+600 | 5+350 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63470 | Volvic | 50213270 | D986 | 5+350 | 5+550 | 4 | 30 | Tissu ouvert |
| 63470 | Volvic | 50213271 | D986 | 5+550 | 6+000 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63470 | Volvic | 50213272 | D986 | 6+000 | 6+950 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| 63470 | Volvic | 50213273 | D986 | 6+950 | 8+200 | 2 | 250 | Rue en U |
| 63470 | Volvic | 50213274 | D986 | 8+200 | 10+350 | 3 | 100 | Tissu ouvert |
| | | | | | | | | |
| **INSEE commune** | **Nom commune** | **ID tronçon** | **Nom tronçon** | **Débutant** | **Finissant** | **Catégorie** | **Largeur** | **Tissu** |
| 63472 | Yronde-et-Buron | 50205859 | A75-Etat | 20+500 | 28+411 | 2 | 250 | Tissu ouvert |

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Annexe 2 du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du Puy-de-Dôme**

**Tableau de classement sonore des voies des infrastructures ferroviaires : lignes du réseau ferré Moulins / Clermont-Ferrand / Issoire (787000 et 790000)**

**Lien vers la carte dynamique en ligne : https://carto2.geo-ide.din.developpement-durable.gouv.fr/frontoffice/?map=f8206cc5-4eaf-4469-9aef-35770e2dbbb0#**

| Tronçons | Communes concernées [1] | Débutant | Finissant | Catégorie Bruit | Largeur secteurs affectés par le bruit [2] | Type de tissu ( en U ou tissu ouvert) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Limite Allier / Puy-de-Dôme<br>Riom | St Sylvestre Pragoulin<br>Randan<br>St Clément de Régnat<br>(Villeneuve les Cerfs<br>St André le Coq)<br>Thuret<br>Surat<br>Les Martres sur Morge<br>St Ignat<br>Ennezat<br>Clerlande<br>Riom | 372,22 | 405,562 | 3 | 100 m | ouvert |
| | Riom | 405,562 | 406,198 | 3 | 100 m | ouvert |
| Riom<br>Clermont-Ferrand | Riom<br>Ménétrol<br>(Chateaugay)<br>Gerzat<br>Clermont-Ferrand | 406,198 | 417,5 | 2 | 250 m | ouvert |
| | Clermont-Ferrand | 417,5 | 418,4 | 3 | 100 m | ouvert |
| | Clermont-Ferrand | 418,4 | 419,258 | 3 | 100 m | ouvert |
| Clermont-Ferrand<br>Issoire | Clermont-Ferrand | 419,258 | 419,802 | 5 | 10m | ouvert |
| | Clermont-Ferrand<br>Aubière<br>Cournon d'Auvergne<br>Le Cendre<br>Les Martres de Veyre | 419,802 | 433,46 | 4 | 30 m | ouvert |
| | Les Martres de Veyre<br>Vic le Comte<br>Parent<br>Yronde et Buron<br>Orbeil<br>Issoire | 433,46 | 452,2 | 5 | 10 m | ouvert |
| | Issoire | 452,2 | 454,443 | 4 | 30 m | ouvert |

[1] les communes entre parenthèses sont des communes qui ne sont pas traversées par une voie mais avec des secteurs affectés par le bruit.

[2] la largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée au tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

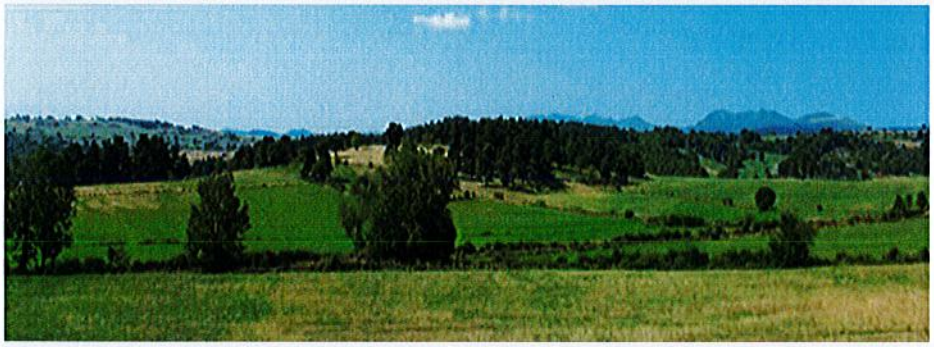
# REGARD DU PARC

## SUR MOND'ARVERNE COMMUNAUTE I PUY-DE-DÔME I

## ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES VOLCANS D'AUVERGNE

## DOCUMENT I - RAPPORT



*Le Regard du Parc a pour objectif de porter à la connaissance des collectivités les dispositions de la Charte 2013>2025 relatives à l'urbanisme, à l'aménagement et au paysage. Il s'agit d'un document précisant comment traduire ces dispositions dans les documents d'urbanisme et quels sont les principaux enjeux à prendre en compte afin de définir un projet de territoire cohérent.*

**I NOVEMBRE 2018**
**ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## SOMMAIRE


1. Introduction préalable p.03

2. Les Parcs naturels régionaux p.04

2.1. Qu'est-ce qu'une Charte de Parc ? Un Plan Parc ? p.04

2.2. Engagement des collectivités et notion de compatibilité p.04

3. Le Syndicat mixte p.05

3.1. Composition et objet du Syndicat mixte p.05

3.2. Le rôle du Syndicat mixte en matière d'urbanisme p.06

3.3. Qui contacter ? p.07

4. Les grands principes de la Charte en matière d'urbanisme p.07

4.1. Vers une prise en compte transversale des enjeux liés à l'urbanisme p.07

4.2. Choisir des outils de maîtrise de l'espace adaptés et complémentaires p.08

4.3. Adopter des démarches de qualité p.08

5. Approche thématique p.10

5.1. Paysage et formes urbaines p.11
5.1.1. Que dit la Charte du Parc ? p.11
5.1.2. Enjeux spécifiques au territoire p.13
5.1.3. Intégrer les mesures de la Charte dans un document d'urbanisme p.36

5.2. Agriculture et forêts p.38
5.2.1. Que dit la Charte du Parc ? p.38
5.2.2. Intégrer les mesures de la Charte dans un document d'urbanisme p.39

5.3. Architecture et patrimoine bâti p.41
5.3.1. Que dit la Charte du Parc ? p.41
5.3.2. Enjeux spécifiques au territoire p.42
5.3.3. Intégrer les mesures de la Charte dans un document d'urbanisme p.44

5.4. Biodiversité et patrimoine naturel p.47
5.4.1. Que dit la Charte du Parc ? p.47
5.4.2. Enjeux spécifiques au territoire p.48
5.4.3. Intégrer les mesures de la Charte dans un document d'urbanisme p.57

5.5. Eau et milieux aquatiques p.60
5.5.1. Que dit la Charte du Parc ? p.60
5.5.2. Enjeux spécifiques au territoire p.62
5.5.3. Intégrer les mesures de la Charte dans un document d'urbanisme p.71

5.6. Energie et déplacements p.73
5.6.1. Que dit la Charte du Parc ? p.73
5.6.2. Enjeux spécifiques au territoire p.74

6. Synthèse des analyses thématiques : note d'enjeux p.76

7. Annexes p.78

8. Index des sigles p.79




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

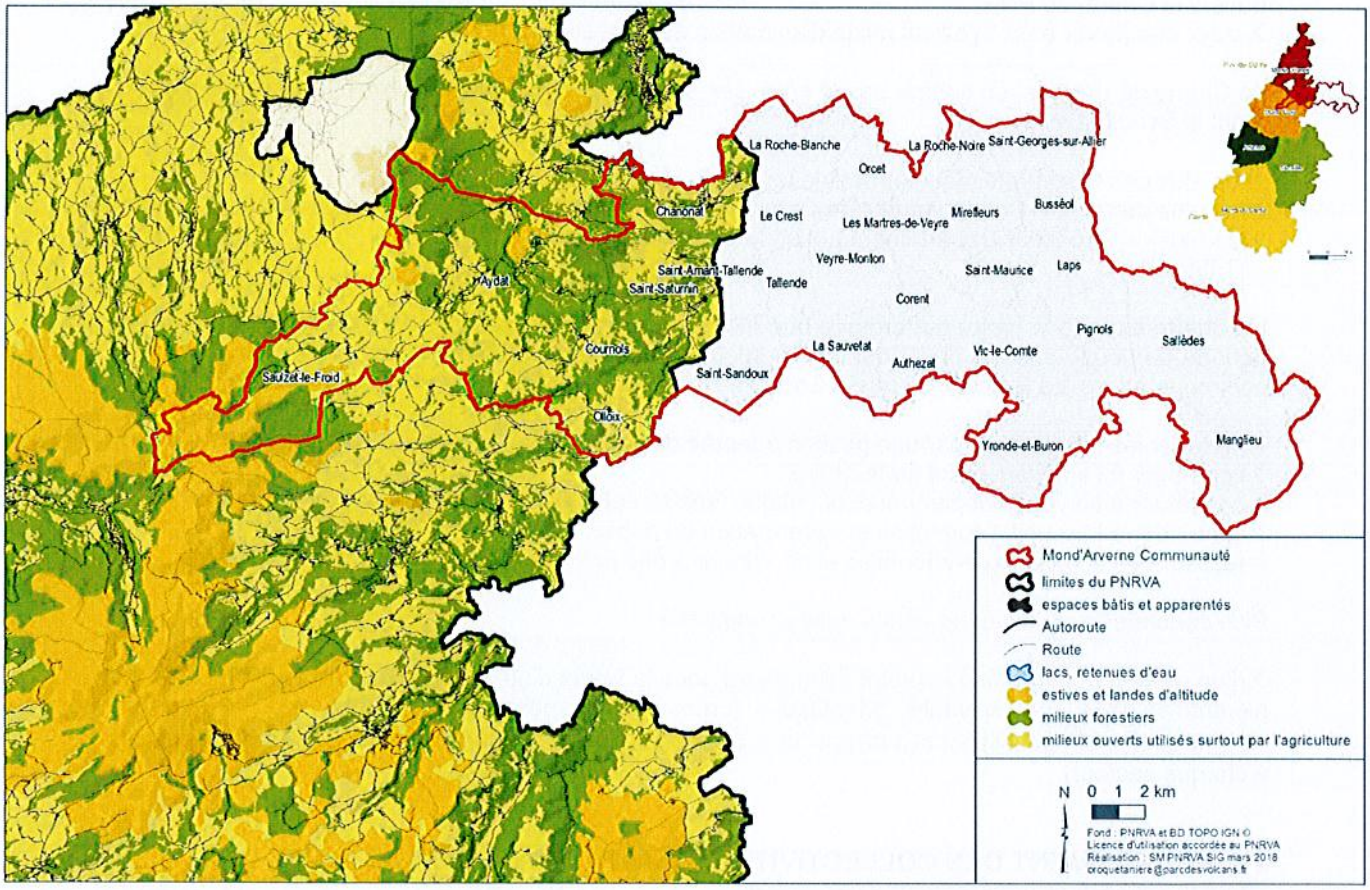
## 1. INTRODUCTION PREALABLE

Ce document intitulé « Regard du Parc », est transmis par le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne (SMPNRVA) à la Communauté de communes de Mond'Arverne dans le cadre du projet d'élaboration du **Plan Local d'Urbanisme intercommunal** (PLUi).
Ainsi le « Regard du Parc » concerne le territoire de recoupement du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA) et de la communauté de communes soit les 6 communes suivantes :
**AYDAT, CHANONAT, COURNOLS, OLLOIX, SAINT-SATURNIN, SAULZET-LE-FROID.**

*Carte 1. Localisation de la zone d'étude : territoire de recoupement PNRVA* – CC Mond'Arverne

REGARD DU SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES VOLCANS D'AUVERGNE

Localisation de Mond'Arverne Communauté




Conformément à la loi de Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) de 2000, les Syndicats mixtes de Parcs naturels régionaux sont considérés comme **Personnes Publiques Associées (PPA)** et doivent à ce titre être sollicités pour avis lors de l'élaboration, la révision ou la modification des documents d'urbanisme. Ils peuvent par ailleurs être consultés dans le cadre de projets d'urbanisme opérationnel (habitat, activités, etc.).

Le présent document fait office de **porter à connaissance**. Il complète, dans un souci pédagogique et de sensibilisation, le porter à connaissance élaboré par les Services de l'Etat, et doit permettre à la collectivité de prendre en compte l'ensemble des données, enjeux et problématiques d'importance à l'échelle du territoire d'études. Ces éléments de connaissance et d'analyse du territoire doivent avant tout être un moyen d'enrichir la réflexion des élus et techniciens assurant la maîtrise d'ouvrage du projet.

Enfin, le Regard du Parc a pour objet d'aider les divers acteurs locaux dans la mise en œuvre de politiques d'aménagement et d'urbanisme compatibles avec les orientations de la Charte 2013>2025 du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 2. LES PARCS NATURELS REGIONAUX

### 2.1. QU'EST-CE QU'UNE CHARTE DE PARC ? UN PLAN PARC ?

Parc naturel régional est un classement accordé pour douze ans par l'Etat à un territoire[1], si la Région en fait la demande et s'il répond aux critères suivants du Code de l'Environnement :

> disposer de patrimoines naturels, paysagers et culturels (bâtis et immatériels) à la fois remarquables, fragiles et menacés.
> composer un périmètre cohérent au regard de ces richesses.
> présenter un projet de territoire ambitieux, permettant un développement local fondé sur la préservation et la valorisation de ces patrimoines, adopté localement par les collectivités territoriales et l'Etat, à travers la Charte de PNR.
> créer et adhérer à un Syndicat mixte d'animation et de gestion du PNR.

La Charte de Parc est un contrat passé entre ses signataires, à savoir l'ensemble des collectivités formant le Syndicat mixte :

> les élus des Communes (qui forment le territoire du Parc).
> les élus des EPCI (Communautés de Communes et d'Agglomération).
> les élus des Conseils Départementaux et du Conseil Régional.
> l'Etat.

La Charte expose le projet du territoire que les différents partenaires élaborent et adoptent pour une période de douze ans. Le projet doit alors répondre aux enjeux du territoire au regard de la vocation commune à tous les Parcs fixée par le Code de l'Environnement :

> protéger les patrimoines par une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages.
> contribuer à l'aménagement du territoire.
> contribuer à son développement économique, social, culturel et à sa qualité de vie.
> contribuer à l'accueil, l'éducation et l'information du public.
> réaliser des actions expérimentales et contribuer à des programmes de recherche.

Plus concrètement, la Charte est un dossier composé :

> d'un rapport qui présente le projet du territoire sous la forme d'un texte et d'illustrations (le projet est hiérarchisé de la façon suivante : orientations > mesures > dispositions).
> d'un Plan Parc[2] spatialisant ces dispositions à l'échelle du 1/100 000 (en fonction des enjeux propres à chaque secteur).

### 2.2. ENGAGEMENT DES COLLECTIVITES ET NOTION DE COMPATIBILITE

Les signataires de la Charte (Communes, EPCI, etc.) s'engagent à favoriser et mettre en œuvre, au regard de leurs compétences propres, les actions programmées en matière de développement, de mise en valeur et de préservation du territoire. La Charte de PNR n'est pas un règlement, son respect et son application sont d'ordre contractuel et concernent ses seuls signataires publics.

Néanmoins, si des mesures importantes au regard des enjeux patrimoniaux et environnementaux ne sont pas respectées, l'Etat peut décider :

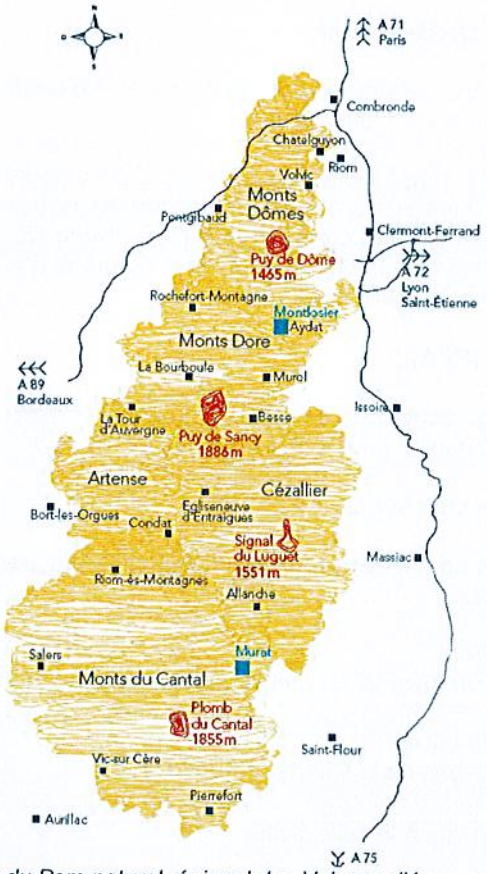
> de mettre fin au classement du territoire en Parc pendant l'application de la Charte.
> ou de ne pas procéder au renouvellement du classement du Parc à l'issue des douze années d'application de la Charte.

---

[1] Possibilité d'une prorogation de ce classement de trois ans depuis la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages sans qu'il soit besoin de procéder ni à l'enquête publique ni aux consultations préalables prévues à l'occasion du classement initial et de son renouvellement (Article 53).
[2] Cf. **Annexe** : Plan Parc 2013>2025.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026




Selon les Codes de l'Environnement et de l'Urbanisme, les documents d'urbanisme doivent être compatibles (ou rendus compatibles) avec les Chartes de Parcs élaborées à l'échelle supérieure (rapport de compatibilité) :

> les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) sont compatibles avec les Chartes de Parc.
> les PLU et Cartes Communales sont compatibles avec les SCoT.
> les PLU et Cartes Communales sont compatibles avec les Chartes de Parc en l'absence de SCoT.

L'obligation de compatibilité entre différents documents est « *une obligation négative de non-contrariété* », c'est-à-dire que la règle inférieure ne doit pas avoir pour effet ou pour objet d'empêcher l'application de la règle supérieure.

En d'autres termes, il n'est pas exigé que le destinataire de la règle s'y conforme rigoureusement mais simplement qu'il ne contrevienne pas à ses aspects essentiels. Les orientations figurant au Plan Parc constituent des grands principes de développement et de mise en valeur du territoire à respecter. Ces principes sont représentés à l'échelle du 1/100 000 et n'ont pas vocation à être interprétés à celle de la parcelle.

*Territoire du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne pour la période 2013>2025.*

## 3. LE SYNDICAT MIXTE

### 3.1. COMPOSITION ET OBJET DU SYNDICAT MIXTE

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne désigne le nom de l'EPCI à caractère administratif auquel adhèrent les collectivités territoriales : 147 Communes, 16 EPCI, Départements du Cantal et du Puy-de-Dôme, Région Auvergne. Tous ont approuvé la Charte et sont représentés au Comité syndical chargé de l'administration du Parc. Concrètement, le Syndicat mixte a pour missions :

> d'accompagner la mise en œuvre du projet de territoire par les signataires de la Charte et d'entraîner les acteurs locaux dans cette dynamique (habitants, associations, professionnels, etc.) : démarches consistant à sensibiliser, inciter, conseiller, accompagner (dans le cadre d'opérations pilotes notamment) et à fédérer l'ensemble de ces acteurs.
> de veiller au respect de la Charte par ses signataires.
> d'assurer sur le territoire du Parc la cohérence et la coordination des actions de protection, de mise en valeur, de gestion, et de développement menées par ses partenaires.

En dehors de ce cadre global, le Syndicat mixte ne dispose pas de compétence juridique comme celles des Communes ou des EPCI (seules les Communes et le Préfet disposent d'un pouvoir de police propre). Cependant, le Syndicat mixte est :

> saisi de l'étude ou de la notice d'impact lorsque des aménagements, ouvrages ou travaux sont soumis à cette procédure.
> associé à l'élaboration des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) et des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et consulté en tant que Personne Publique Associée (PPA) lors de l'élaboration ou de la révision de ces documents.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

> consulté dans le cadre de projets d'urbanisme opérationnel (habitat, activités, espace public, etc.).

## 3.2. LE ROLE DU SYNDICAT MIXTE EN MATIERE D'URBANISME

L'intervention du Syndicat mixte dans le cadre de l'élaboration ou de la révision de documents d'urbanisme s'adapte aux besoins et aux attentes de la collectivité, maître d'ouvrage.

L'objectif du Syndicat mixte est de conseiller les collectivités dans la réalisation de leurs documents d'urbanisme, afin d'intégrer les principes du développement durable, les orientations nationales issues du Grenelle de l'Environnement, de la loi ALUR *(Loi pour l'Accès au Logement et à l'Urbanisme Rénové)*, de la loi Egalité et Citoyenneté, de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et, de respecter le projet partagé de Charte 2013>2025 du PNRVA.

**> Le Syndicat mixte : une Personne Publique Associée (PPA) :**

La loi demande à chaque Commune et EPCI d'informer le Syndicat mixte de toute élaboration, révision ou modification de ses documents d'urbanisme, puis de le consulter pour avis sur les projets arrêtés.

**> Un rôle d'accompagnement et de conseil auprès des collectivités :**

Concrètement, le Syndicat mixte souhaite être associé en amont des projets (avant la phase de consultation et l'élaboration du cahier des charges). Il se propose :

> de présenter aux Conseils municipaux ou communautaires :
- les spécificités des différents outils de l'urbanisme : objectifs, portée réglementaire, etc.
- le rôle du Syndicat mixte en matière d'urbanisme.
- les grandes orientations et principes partagés de la Charte 2013>2025.

> d'élaborer, de transmettre et de présenter le Regard du Parc à la collectivité.

> de mettre à disposition des maîtres d'ouvrage une trame de cahier des charges en vue de la consultation de bureaux d'études spécialisés.

> de suivre l'étude et d'accompagner le maître d'ouvrage (selon le niveau de sollicitation) :
- visites de terrain (urbanisme, paysage, eau, biodiversité, etc.).
- aide à la recherche de solutions et à la réadaptation du projet.
- participation aux débats publics, aux réunions techniques, etc.

Au final, le Syndicat mixte prépare un avis sur le document d'urbanisme. Pour cela, il étudie le respect de l'obligation de compatibilité du document d'urbanisme avec la Charte du Parc et propose un certain nombre de recommandations. Avant sa transmission à la collectivité territoriale, l'avis est examiné et validé par les élus du Bureau du Syndicat mixte.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

### 3.3. QUI CONTACTER ?

| COMPETENCE | CONTACT |
|---|---|
| Chargée de mission<br>Urbanisme et paysage | **Clément PAYET**<br>04 73 65 64 18<br>cpayet@parcdesvolcans.fr |
| Animation de la cellule Urbanisme, paysage et énergie<br>et Atelier Rural d'Urbanisme | **Jérémy PAPIN**<br>04 73 65 64 36<br>jpapin@parcdesvolcans.fr |
| Chargée de mission<br>Eau et milieux aquatiques | **Nadège GUIMARD**<br>04 73 65 64 28<br>nguimard@parcdesvolcans.fr |
| Responsable de l'Espace Programme<br>Biodiversité, ressources et espaces naturels | **Cécile BIRARD**<br>04 73 65 64 02<br>cbirard@parcdesvolcans.fr |
| Chargée de mission Patrimoine naturel (partie Cantal) | **Aimie BLEY**<br>04 71 20 22 10<br>abley@parcdesvolcans.fr |
| Chargé de mission<br>Système d'Information Géographique (SIG) | **Olivier ROQUETANIERE**<br>04 73 65 64 06<br>oroquetaniere@parcdesvolcans.fr |
| Chargée de mission Energies et mobilités | **Virginie DELAGE**<br>04 73 65 64 19<br>adelage@parcdesvolcans.fr |
| Standard Montlosier | **Sandrine BLARY**<br>04 73 65 64 00<br>accueil@parcdesvolcans.fr |

## 4. LES GRANDS PRINCIPES DE LA CHARTE EN MATIERE D'URBANISME

La Charte du Parc ne comporte pas de dispositions établies à l'échelle des parcelles, ni de règles de construction spécifiques au territoire. Elle n'établit pas non plus de différence entre les activités à accueillir, le statut de Parc étant totalement compatible avec le principe d'accueil des activités économiques et industrielles, artisanales, agricoles, etc. La Charte ne s'impose pas aux tiers : elle n'a pas d'effet direct sur les Permis de Construire et autres autorisations d'urbanisme.

En revanche, elle décrit les principes et les mesures que se fixent contractuellement les élus et l'Etat afin de planifier et maîtriser les conditions d'évolution de l'urbanisation grâce aux documents d'urbanisme. Au sein d'un territoire classé Parc, comme en-dehors, il n'est pas possible de construire partout : il s'avère donc nécessaire de guider les possibilités de constructions en fonction d'enjeux multiples.

### 4.1. VERS UNE PRISE EN COMPTE TRANSVERSALE DES ENJEUX LIÉS À L'URBANISME

***Disposition 2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme » [cf. Charte p. 109]***

Une maîtrise qualitative de l'évolution des espaces bâtis s'avère nécessaire pour limiter au maximum leurs impacts sur l'environnement et sur les ressources naturelles, lutter contre la banalisation de ces lieux, organiser au mieux l'accueil de nouveaux habitants et optimiser les services publics.

En définissant les possibilités d'occupation de l'espace (bâti, installations classées, infrastructures, etc.) selon une approche transversale, les documents d'urbanisme permettent de répondre aux exigences attendues sur un territoire d'exception tel que le Parc (urbanisation de qualité, économe en consommation d'espaces et d'énergies et intégrée au tissu urbain existant).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Pour s'inscrire dans cette logique, les Communes et EPCI prennent en compte de façon rigoureuse, dans l'élaboration des documents d'urbanisme, comme dans le cadre d'opérations d'aménagement, les enjeux et problématiques liés aux grandes thématiques suivantes :

> milieux naturels et ressource en eau.
> activités/ressources agricoles et sylvicoles.
> risques naturels et technologiques.
> besoins sociaux nouveaux.
> paysages et énergie.

## 4.2. CHOISIR DES OUTILS DE MAITRISE DE L'ESPACE ADAPTES ET COMPLEMENTAIRES

***Disposition 2.3.2.2. : « Choisir des outils de maîtrise de l'espace adaptés et complémentaires » [cf. Charte p. 114]***

Les choix effectués dans les documents d'urbanisme permettent de maîtriser l'évolution de l'espace en matière de paysage, d'environnement, de modes de vie, de développement économique, de déplacements, etc. Lorsqu'ils s'accompagnent de documents sectoriels de programmation de l'habitat, ils définissent également les besoins, la localisation et la définition des types d'habitats.

Dans le Parc, une majorité de Communes est couverte par des documents d'urbanisme : à 62 % en 2010 pour l'ensemble du territoire et à 100 % dans les espaces sous pression urbaine. Pour maîtriser finement l'évolution de l'occupation de l'espace (et ne pas uniquement répondre à des situations de pressions urbaines), les Communes poursuivent cette dynamique en privilégiant la réalisation de PLU plus adaptés aux besoins locaux.

Depuis ces dernières années, l'échelle intercommunale est devenue incontournable dans la mise en œuvre de projets de planification. Il s'agit aussi du niveau disposant plus facilement d'une ingénierie spécialisée en matière d'urbanisme. Aussi, les EPCI du Parc s'investissent dans une réflexion visant à se doter de documents d'urbanisme et de documents sectoriels supra-communaux ou intercommunautaires déterminés en fonction des besoins locaux : SCoT (accompagnés de schémas de secteurs), PLU intercommunaux ou PADD intercommunaux (avec déclinaisons en PLU communaux), PLH, etc.

## 4.3. ADOPTER DES DEMARCHES DE QUALITE

***Disposition 2.3.2.3. : « Adopter des démarches de qualité pour élaborer des documents d'urbanisme maîtrisant le projet dans l'espace et le temps » [cf. Charte p. 115]***

Les études et programmations territoriales et urbaines sont des outils non réglementaires d'aide à la décision : élaborées en amont, pendant ou en aval de la réalisation des documents d'urbanisme, elles permettent de faire progresser la connaissance et orientent qualitativement le projet et la maîtrise de l'espace. Dans cet esprit et selon les besoins locaux, les EPCI et les Communes entreprennent des réflexions de type :

> étude générale menée à une échelle pertinente (habitat dont diagnostic du bâti vacant, déplacements, économie, paysage, etc.).
> étude urbaine spécifique menée à différentes échelles.
> programme d'Aménagement de Bourg (PAB), Opération Cœur de Village (OCV) ou toute autre étude de programmation visant le traitement qualitatif des bourgs, villages, hameaux.
> étude de requalification de l'espace public.
> étude et programmation en faveur de l'habitat (OPAH, etc.).
> Agenda 21 local précisant des objectifs quantifiés évaluables (et plan d'actions).
> Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

La qualité et la durabilité du projet dépendent en large partie de la précision et de la pertinence des études préalables qui doivent principalement reposer sur une approche transversale et anticiper les tendances d'évolution et les besoins locaux. Aussi, s'agissant des documents d'urbanisme locaux, les EPCI et les Communes s'investissent dans la démarche suivante :

➢ Prendre en compte les porter à connaissance transmis par l'Etat et le Parc.

➢ Réaliser une analyse fine et prospective, notamment :

> de la structuration du paysage, de l'architecture et de la morphologie des espaces construits, des différentes tendances d'évolution d'urbanisation à enrayer ou conforter.
> de la localisation et de la fonctionnalité des réservoirs de biodiversité et de la Trame verte et bleue (TVB), à déterminer à l'échelle locale.
> de l'organisation et de la dynamique des tissus économiques.
> des opportunités et potentialités foncières (vacance, espaces mutables, sous-utilisés).
> de l'évolution démographique et de l'habitat afin d'en déduire les besoins à venir (en termes de nouveaux logements et de consommation foncière).
> des transports et déplacements.

Dans la définition du projet, il est également fondamental d'anticiper les types de formes urbaines et d'habitat souhaités et de déterminer les besoins de la collectivité en matière de foncier. Cela se traduit en partie dans les documents d'urbanisme, mais aussi par la mobilisation d'outils et procédures complémentaires. Dans cet esprit, les Communes et les EPCI s'investissent dans :

> la réalisation d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ou de tout autre outil permettant, dans le temps, le dessin et la maîtrise du projet.

> l'étude fine des possibilités de mobiliser des outils de maîtrise foncière ou bien d'envisager le recours à des outils financiers, en parallèle de l'élaboration du PLU, afin d'accompagner la mise en œuvre du parti d'aménagement retenu.

> l'élaboration, en complément du document d'urbanisme local ou supra-communal, d'un document intitulé « Volet de mise en œuvre du projet de la collectivité » (celui-ci consigne l'ensemble des actions à entreprendre afin d'assurer la mise en œuvre du document d'urbanisme à court, moyen et long terme, sur une période moyenne totale de dix ans et permet d'assurer la continuité opérationnelle du projet et de préciser les éventuelles démarches complémentaires de planification nécessaires).

> la mobilisation d'outils de l'urbanisme opérationnel et de la maîtrise foncière en aval de l'élaboration d'un document d'urbanisme, afin d'accompagner la réalisation du projet :

- outils de l'urbanisme opérationnel : Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), procédure de lotissement, PC groupé.
- outils de la maîtrise foncière : acquisition foncière (voie amiable, droit de préemption, Zone d'Aménagement Différé (ZAD), expropriation pour cause d'utilité publique), bail SAFER, etc.
- autres outils de mobilisation foncière : Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), baux de longue durée, dation.
- outils fiscaux et financiers : Programme d'Aménagement et d'Equipement (PAE), Participation pour Voirie et Réseaux (PVR), dispositifs fiscaux.
- outils juridiques pour la protection des espaces naturels : Arrêté de Protection de Biotope (APB), Espace Naturel Sensible (ENS) des Départements, Réserve de Biosphère, Réserve Naturelle Régionale, Zone Agricole Protégée (ZAP), Espaces naturels agricoles et périurbains (ex-PAEN : Périmètre de Protection et de Mise en Valeur des Espace Agricoles et Naturels Périurbains), etc.
- outils de préservation de la salubrité publique : Zonage d'Assainissement (collectif et non collectif), Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).
- outils de gestion contractuelle de l'espace : Convention de Gestion, Charte et Contrats Natura 2000, Bail Rural à Clause Environnementale, etc.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5. APPROCHE THEMATIQUE

Etant donné le caractère multithématique des documents d'urbanisme (SCoT, PLUi), réaffirmé au travers des lois Grenelle et ALUR, le présent document s'articule autour de six thématiques majeures :

- **paysages et formes urbaines,**
- **agriculture et forêts,**
- **architecture et patrimoine bâti,**
- **biodiversité et patrimoine naturel,**
- **eau et milieux aquatiques**
- **énergie et déplacements.**

Cette approche thématique doit faciliter la lecture et la compréhension du document. Toutefois, ces thématiques ne sont pas à considérer indépendamment les unes des autres : la prise en compte globale des éléments exposés dans le Regard du Parc et leur articulation s'avère essentielle à la définition d'un projet de développement territorial intégral et cohérent.

Chacune des six grandes thématiques est présentée en trois étapes :

> le chapitre **« Que dit la Charte du Parc ? »** présente les dispositions contractuelles de la Charte, valant généralement pour l'ensemble du territoire.

> le chapitre **« Enjeux spécifiques au territoire »** est présenté sous la forme d'analyses thématiques, écrites et cartographiques (Annexe0 : Atlas Territorial), reprenant aussi bien les éléments du Plan Parc (valeur contractuelle) que des enjeux nouvellement identifiés, résultant des analyses précitées.

> enfin le chapitre **« Intégrer les mesures de la Charte 2013>2025 dans les documents d'urbanisme »** constitue un ensemble d'exemples destinés à traduire les mesures de la Charte dans le rapport de présentation, le PADD, le zonage et le règlement des documents d'urbanisme.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.1. PAYSAGE ET FORMES URBAINES

> Cf. **Carte 4 :** Topographie et implantation du bâti
> Cf. **Carte 5** : Occupation du sol.
> Cf. **Cartes 6:** Architecture, patrimoine bâti et paysager.
> Cf. **Cartes 7A, 7B:** Biodiversité et patrimoine naturel.
> Cf. **Carte 8 :** Eau et milieux aquatiques.
> Cf. **Carte 9** : Périmètre du bien UNESCO.

> Cf. **Annexe :** Un éco-habitat au cœur des Volcans d'Auvergne, SMPNRVA, 2009.
> Cf. **Annexe :** Introduction au Schéma Paysager du PNRVA, SMPNRVA, 2010.
> Cf. **Annexe** : Implantations urbaines et préservation des structures paysagères, SMPNRVA.

### 5.1.1. QUE DIT LA CHARTE DU PARC ?

***Disposition 2.1.1.1. : « Favoriser une gestion durable et une reconnaissance des grands espaces volcaniques du PNRVA » [cf. Charte p. 69]***

> préserver / améliorer l'attractivité paysagère (maintenir les espaces ouverts en soutenant le pastoralisme conserver la lisibilité des formes du relief, etc.).
> restaurer les sites, sentiers et talus dégradés.
> maintenir la biodiversité remarquable notamment dans les sites Natura 2000 et/ou de réserves naturelles.
> gérer durablement la ressource en eau.
> privilégier un développement local porté par un tourisme durable.
> concilier les usages agricoles, touristiques, forestiers et assurer le respect des propriétés privées notamment par la sensibilisation et la surveillance sur sites, la mise en place de conventions entre les propriétaires, les gestionnaires de l'espace et les usagers.

***Disposition 2.1.1.2. : « Conserver la qualité des paysages ouverts assurant une vue remarquable sur les massifs et révélant des ambiances singulières » [cf. Charte p. 72]***

> veiller à regrouper l'urbanisation et maintenir l'activité agricole, en particulier en soutenant l'activité pastorale permettant l'entretien des prairies et des pelouses d'altitude situées au-dessus de 900 mètres.
> ne pas favoriser l'installation de parcs éoliens en dehors des secteurs potentiels définis.

***Disposition 2.1.1.3. : « Maintenir l'intégrité des sites paysagers remarquables » [cf. Charte p. 73]***

Œuvrer en faveur de la gestion des sites dits remarquables, en :

> poursuivant leur restauration et surveillance.
> aménageant et gérant des structures d'accueil du public.

***Disposition 2.1.1.4. : « Révéler les spécificités géomorphologiques structurantes et/ou originales du paysage » [cf. Charte p. 74]***

Veiller à conserver lisibles et mettre en valeur les formes géomorphologiques du paysage :

> les sommets, les crêtes et les cols.
> les rebords de plateau, les éperons, les bassins et les cirques, les piémonts et rebords de cheire
> les vallées et vallons.
> les sites forestiers importants au plan paysager.
> les maars.
> les zones comportant de nombreux murs en pierres sèches.
> des éléments ponctuels qui participent à la dimension identitaire paysagère du territoire.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

***Disposition 2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme » [cf. Charte p. 109]***

S'agissant du paysage et de l'énergie il convient de :

> conserver la lisibilité des reliefs structurants du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche ou pré-forestiers.
> conforter la position géographique et la silhouette des bourgs qui soulignent des structures particulières du paysage.
> privilégier les formes urbaines compactes (ou relativement compactes) des bourgs, notamment pour ceux identifiés au plan du Parc dans leur principe, favoriser le réinvestissement du bâti vacant (résorption, réhabilitation, etc.).
> maintenir les coupures éco-paysagères afin de préserver les paysages, d'assurer le maintien des continuités écologiques et de limiter l'urbanisation linéaire.
> conserver au plan paysager la lisibilité des «domaines du relief», «domaines de l'eau» et des «sites géographiques des bourgs» :

- inscrire prioritairement les possibilités de nouvelles urbanisations au sein de l'emprise du site géographique de bourg.
- hors du site géographique de bourg, veiller à ce que les extensions envisageables respectent les principes suivants : concevoir des extensions en dehors des espaces périphériques de « faire-valoir » du bourg pour ne pas porter atteinte à sa silhouette, mener une réflexion particulière afin d'assurer la cohérence des formes urbaines et architecturales avec les caractéristiques géomorphologiques du site d'implantation du projet d'urbanisation.

***Disposition 1.2.2.1. : « Développer une offre de logements répondant aux besoins sociaux et environnementaux » [cf. Charte p. 61]***

Planifier l'implantation des secteurs d'habitat en fonction des besoins, des potentialités du terrain, des vulnérabilités de l'environnement, du paysage, des activités économiques et des besoins de rationalisation des déplacements, en s'investissant dans l'élaboration de Plans Locaux de l'Habitat (PLH).

***Disposition 1.2.2.2. : « Structurer l'espace rural et consolider le maillage des services et des équipements à partir des centres bourgs » [cf. Charte p. 62]***

Les services et les équipements publics sont essentiels pour le maintien des habitants en espace rural. La volonté d'accueillir de nouveaux habitants nécessite aussi de garantir une offre de services et d'équipements suffisante, attractive et adaptée.
Il s'agit de les développer :

> à proximité, et dans une logique de densification, des zones d'habitat et d'emploi que constituent les centres-bourgs.

> en organisant les zones commerciales de manière cohérente à l'échelle du bassin de vie.

> en cherchant à bénéficier du rayonnement des agglomérations périphériques du PNRVA.

> en s'adaptant aux évolutions sociétales des bassins de vie et d'habitat.

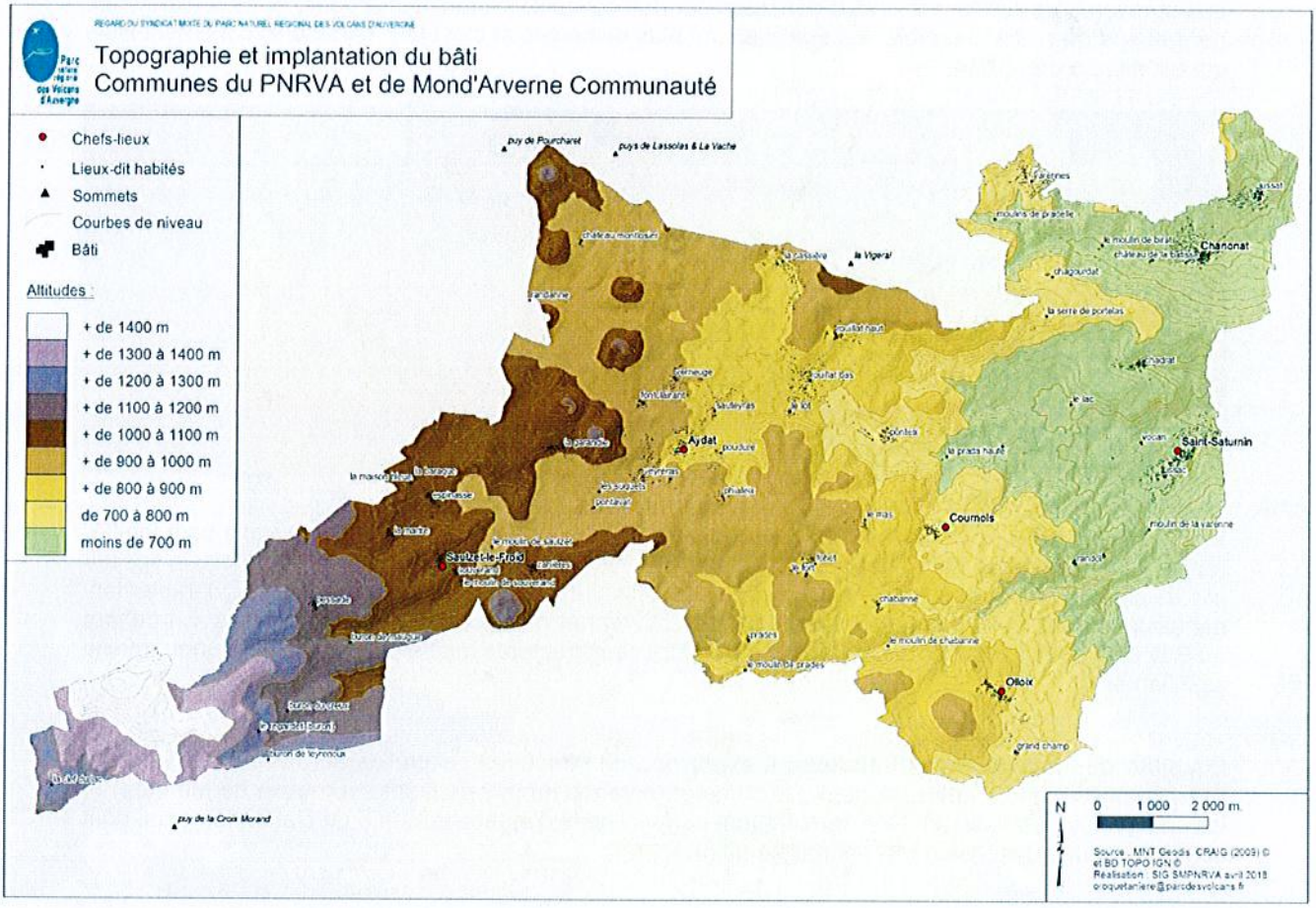
> en privilégiant le développement des services à travers l'économie résidentielle et l'économie sociale et solidaire.

Cette dynamique doit venir en complément d'une politique active pour limiter au maximum les déplacements quotidiens des habitants.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.1.2. ENJEUX SPECIFIQUES AU TERRITOIRE




*Carte 4. Topographie et implantation du bâti : territoire de recoupement PNRVA – Mond'Arverne Communauté*

En 2010, le SMPNRVA a réalisé un Schéma Paysager à l'échelle du territoire du Parc. Cette étude destinée à préparer la stratégie paysagère du Parc dans le cadre du projet de révision de la Charte, a surtout permis de disposer d'éléments synthétiques en matière d'inventaire, de connaissance et d'analyse du paysage. L'étude identifie plusieurs sous-ensembles paysagers ayant fait l'objet d'une analyse spécifique.

Le territoire de recoupement PNRVA - CC Mond'Arverne est rattaché aux cinq sous-ensembles paysagers suivants :

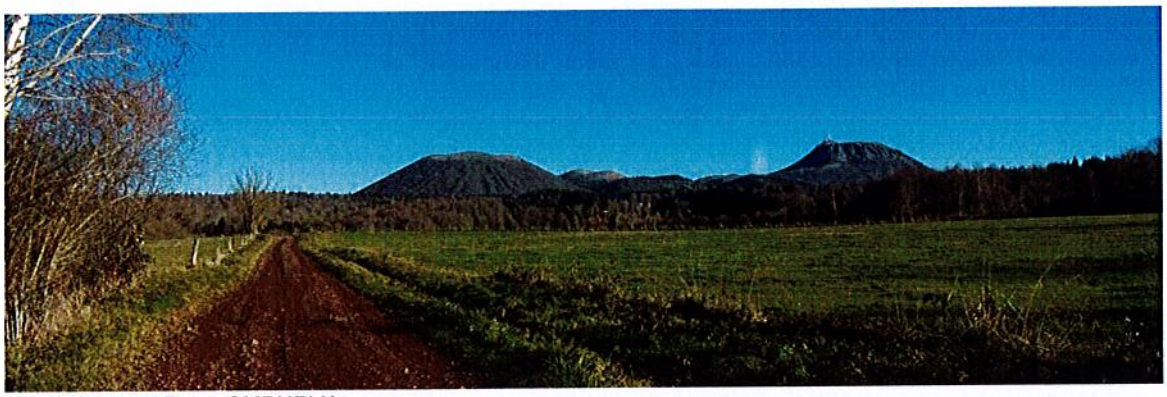
**- Montagne de la Serre**
**- Plateaux et Couzes d'Olloix**
**- Chaîne des Puys**
**- Plateau d'Aurières**
**- Versant de Pessade**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Descriptions des sous-ensembles paysagers :

**CHAINE DES PUYS :** Ce sous-ensemble est presque entièrement centré sur les édifices volcaniques. Les structures de reliefs isolés sont séparées par des cols plus ou moins marqués. Sur les extrémités nord et sud du sous-ensemble, les édifices sont plus dispersés et c'est leur caractère totalement isolé qui est alors remarquable.



*La Chaîne des Puys, SMPNRVA*

**Lisibilité des structures naturelles :** Les édifices volcaniques sont lisibles mais parfois sont indifférenciés. Les structures naturelles monumentales bénéficient d'une bonne lisibilité. Toutefois, la spécificité de chaque édifice profil, (forme de cratère, etc) et leur dimension volcanique sont considérablement banalisés par les boisements uniformes qui les couvrent et masquent certains caractères. En dehors du Puy de Dôme, l'absence de repère tend à rendre ces structures moins marquantes et surtout moins signifiantes.

**Lisibilité des structures culturelles :** Il existe peu de structures culturelles au niveau des volcans. Elles favorisent deux motifs cruciaux : le sommet (antenne du puy de Dôme et temple de Mercure) et les cols (voies de passage). Ces derniers font parfois l'objet d'aménagements de stationnements, dont certains ont une dimension fonctionnaliste affirmée.

**Effets paysagers :** A noter qu'il y a un potentiel paysager exceptionnel dont les ressorts théâtraux sont compromis par les boisements. Les puys offrent un effet de double balcon (sur les socles-plateau Est et Ouest et plus loin, sur la plaine de la Limagne et au-delà). Mais cet effet s'exprime aujourd'hui de moins en moins avec la couverture boisée qui gagne jusqu'aux sommets. La scénographie des puys est privée de son aboutissement. D'une façon plus large, la structure des Puys est privée de hiérarchie. Cols, sommets, cratères, versants font l'objet d'une occupation homogène qui ne permet que des différences ténues dans les effets paysagers.

**Enjeux :**

**Chercher à réinventer la façon de regarder les Puys, les points de vue et les motifs nouveaux à valoriser.** En effet, aujourd'hui, les représentations de la Chaîne des Puys sont en train de se figer en une image certes emblématiques et archétypale, mais sans doute également réductrice de la Chaîne des Puys.

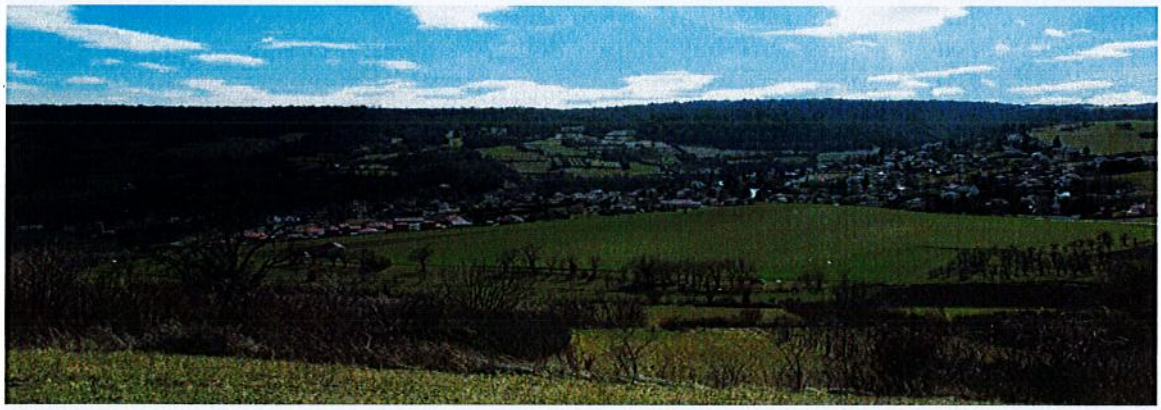
**S'interroger sur la façon de préserver une forme de lisibilité des formes volcaniques face à l'avance inexorable des boisements et engager une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre.** L'expression de la spécificité de chaque puy, de la richesse de leurs formes apparait également comme une question cruciale.

**Engager une réflexion et un travail sur l'image des stationnements de ces lieux.**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**MONTAGNE DE LA SERRE :** Ce sous-ensemble paysager est situé à l'est de la Chaine des Puys, au sud de Clermont-Ferrand et autour de la vallée de l'Auzon et de la vallée de la Veyre. Deux vallées majeures structurent ce sous-ensemble. Ces vallées et une crête longue et étroite qui trouve son ancrage au niveau d'un relief isolé et reconnu : le Vigeral, s'articulent avec d'autres formes archétypales dans un jeu de contrastes : un vaste plateau et des vallées étroites. Ces reliefs constituent des points d'observation intéressant sur la Chaîne des Puys et le massif du Sancy. Des versants abrupts sur lesquels des terrasses intermédiaires sont accrochées mettent en scène la profondeur ou l'altitude de ce sous-ensemble. Enfin, les bourgs sont situés sur les premières terrasses des vallées, en lien avec la Veyre ou l'Auzon (Chanonat, Saint-Saturnin) ou sont à l'articulation entre relief et vallon (Nadaillat, Chadrat).



*Vallée de l'Auzon, SMPNRVA*

**Lisibilité des structures naturelles :** Les structures naturelles sont puissantes, identifiables et signifiantes mais, la lecture de ces structures se retrouve brouillée par des boisements ponctuels relativement situés à des ponts clé (sur l'échine de la Montagne de la Serre entre Chadrat et le Crest).

**Lisibilité des structures culturelles :** Les bourgs traditionnelles sont implantés sur des sites encore identifiables mais dont la mise en scène est mise à mal par des extensions sans lien avec le sens des lieux (Saint-Saturnin, Chanonat).

**Effets paysagers :** Vis-à-vis de la plaine de l'Allier, les vallées apparaissent comme des portes d'entrées monumentales vers les territoires montagnards et représentent une mise en scène puissante. La Montagne de la Serre représente un poste avancé. Le rôle de transition est globalement bien perçu, mais les effets plus fins (Monts Redon) qui pourraient venir enrichir cette perception sont relégués en second plan en raison de boisements (su les vallées) ou des secteurs construits disparates.

**Regard du public :** Il y a une conscience de la qualité du territoire centrée sur les patrimoines architecturaux (Saint-Saturnin, Chanonat) et les dimensions environnementales de la Montagne de la Serre.

**Enjeux :**

**Rendre lisible les parties amont des vallées de l'Auzon et de la Veyre et ses motifs secondaires (Mont Redon)**

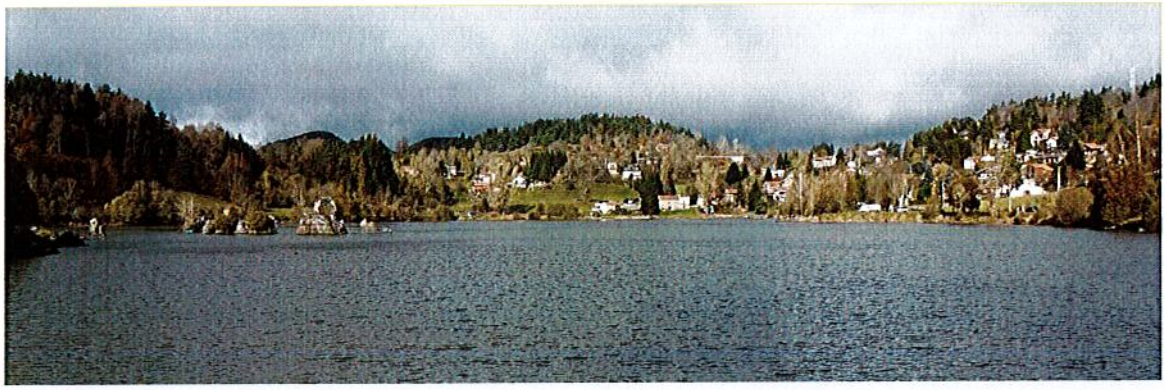
**Rendre lisible la continuité de l'échine de la Montagne de la Serre et médiatiser les sites du sous-ensemble** au-delà du patrimoine architectural et des dimensions naturalistes

**Engager une réflexion sur les extensions des bourgs anciens et hameaux (Chanonat, Ponteix, Rouillat-Bas).**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**PLATEAUX ET COUZES D'OLLOIX :** Ce sous-ensemble est situé à l'est de la Chaîne des Puys et du Massif du Sancy. Il est également en balcon sur la vallée de l'Allier et en relation avec la pointe nord du Massif du Sancy et la pointe sud de la Chaîne des Puys. La vallée de la Monne et le Puy d'Olloix représentent les structures et reliefs centraux de ce sous-ensemble. La vallée est perçue depuis les rebords du plateau, en situation dominante. Cette structure reste donc confidentielle en regard de ses dimensions. Le Puy contraste avec les structures plus ténues des plateaux. En effet, ils sont découpés et animés par des structures secondaires : le plateau sud est animé par le vallon de l'Ambre par exemple. Le lac d'Aydat, étranger aux autres grandes logiques du sous-ensemble représente un site à part avec son histoire géologique. Enfin, les bourgs sont situés aux articulations entre plateaux et vallées marquées ou plateaux plus ténus.



*Lac d'Aydat, SMPNRVA*

**Lisibilité des structures naturelles :** Quelques structures puissantes forment un squelette soutenant une myriade d'éléments plus ténus. La géographie complexe et les structures maîtresses ne sont pas toujours faciles à appréhender (lac d'Aydat par exemple).

**Lisibilité des structures culturelles :** Les bourgs et les routes sont très signifiants par rapport au territoire, à différentes échelles d'appréhension. Cependant, des lotissements en rupture avec le site et la logique des bourgs / bâtiments agricoles nuisent à l'espace de faire valoir de ces bourgs ou sont en rupture avec le micro-lieu occupé.

**Effets paysagers :** Les effets paysagers se produisent à l'échelle locale, par le biais de l'harmonie entre des structures géomorphologiques secondaires (reliefs, vallons, éperons) et des motifs de détails (chaos rocheux, vergers, bosquets. C'est la répétition ou l'enchaînement des effets qui fait l'identité de ce sous-ensemble.

**Enjeux :**

**Promouvoir la diversité des sites de ce sous-ensemble et notamment les secteurs de chaos rocheux** qui sont pittoresques et qui peuvent acquérir une réelle dimension emblématique en raison de leur singularité.

**Engager une réflexion sur les extensions des bourgs anciens et hameaux (Cournols, Olloix)**

**Préserver les continuités paysagères qui permettent une bonne lisibilité des différents sites des plateaux (prairies, rebords des gorges de la Monne, espace de faire valoir autour du Puy d'Olloix).**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**PLATEAU D'AURIERES** : Ce plateau est à l'articulation entre le Massif du Sancy et le socle portant la Chaîne des Puys. La vallée de la Sioule, vaste et habitée, représente une structure majeure et emblématique de ce sous-ensemble paysager. Le Vallon de la Garce encaissé et peu habité représente, quant à lui, une dimension plus sauvage. Le plateau d'Aurières est composé de vallons et de vastes étendues ouvertes qui expriment son rôle de faire-valoir. Le plateau de Vernines, plus découpé et cerné de vallons encaissés est en situation de balcon offrant une vue sur les Dômes. Il trouve son identité au travers de sa relation avec les vallées (Sioule). Par ailleurs, les bourgs occupent des situations diverses, leur présence est plus marquée et mieux révélée lorsqu'ils occupent des situations d'articulations entre plateaux et vallées/vallon. Enfin, la Narse d'Espinasse présente une signification et une identité ponctuelles.

*Bourg de Saulzet-le-Froid et le vallon du Labadeau, SMPNRVA*

**Lisibilité des structures naturelles :** Les structures naturelles sont épurées et présentent une grande simplicité d'organisation. Elles sont lisibles tant dans leurs qualités intrinsèques que dans leurs enchaînements.

**Lisibilité des structures culturelles :** Les bourgs à forte identité paysagère sont vulnérables face aux extensions disparates. La lisibilité des structures identitaires et des relations bourg / environnement sont menacées par une forte pression foncière du point de vue de l'habitat. Il existe de nombreux hangars, entrepôts qui entrent en rupture d'échelle avec les structures du bourg et banalisent leur image. Enfin, les routes du sous-ensemble constituent des routes touristiques très empruntées. Ce sont des voies d'approche du massif du Sancy ou des liens entre Sancy et Chaîne des Puys.

**Effets paysagers :** L'effet d'étendue mis en exergue par la trame des chemins qui sillonnent le plateau et de continuité du plateau d'Aurière permet à ce sous-ensemble de remplir son rôle d'espace de faire valoir pour le massif du Sancy et la Chaîne des Puys. Il amène un effet de suspension entre deux secteurs de grande densité. Plus à l'Ouest, la dimension paysagère tient dans la relation plateau / vallée entre la vallée de la Sioule et le plateau de Vernines. La vallée et le plateau trouvent eux, leur spécificité dans la profusion de structures secondaires, d'éléments de détails (haies, bosquets) qui les rythment.

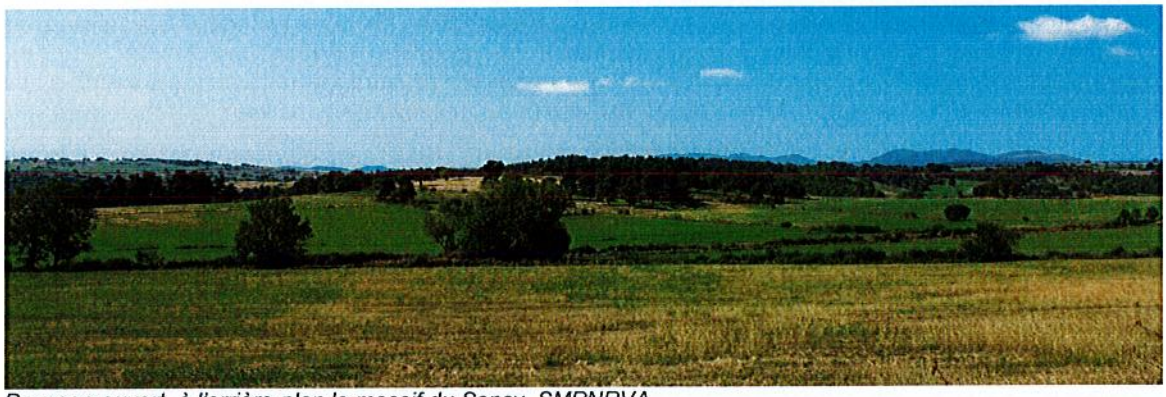
**Enjeux :**

**Préserver la vacuité du plateau d'Aurières.** Les boisements ponctuels, les extensions urbaines disparates ou les éléments techniques liés aux routes peuvent être autant d'éléments qui mettent à mal la continuité de l'espace.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**VERSANTS DE PESSADE :** Ce sous-ensemble paysager est imbriqué entre Chaîne des Puys et Massif du Sancy. Avec des reliefs importants au nord et au sud (contreforts du Sancy : éperons), les bourgs occupent exclusivement la partie est du contrefort nord. Les autres espaces appartiennent au domaine de la haute montagne.



*Paysage ouvert, à l'arrière-plan le massif du Sancy, SMPNRVA*

**Lisibilité des structures naturelles :** Les structures naturelles sont directement issues du massif dominant et représentent une certaine simplicité d'enchainement qui les rend faciles à appréhender. Cependant, la lisibilité effective des structures est limitée par la présence de boisements naturels et artificiels qui limitent la perception des différents enchainements.

**Lisibilité des structures culturelles :** Si quelques bourgs présents prennent bien le relai des structures naturelles, il n'en est pas de même pour les plantations boisées. Des plantations et boisements inopportuns et ponctuels sur des limites parcellaires ou entre contreforts et vallons ne sont absolument pas signifiants par rapport aux structures naturelles dont ils limitent l'expression.

**Effets paysagers :** La dimension paysagère est essentiellement liée à la présence croisée du Massif du Sancy et des volcans pour lesquels le sous-ensemble joue le rôle d'espace de faire valoir. Ce rôle est toutefois perturbé par des plantations aléatoires qui limitent le champ visuel sans amener de surcroit de sens.

**Enjeux :**

**Les boisements constituent l'enjeu essentiel du sous-ensemble.** Les boisements dont l'emprise est cohérente avec des structures géographiques ne posent pas de réels problèmes (boisements du Puy de Montenard ou même de l'éperon sud). Les boisements les plus pénalisants sont les boisements ponctuels ou veux dont les limites obéissent exclusivement à des règles foncières. Les boisements situés autour du puy de Montenard limitent sa mise en scène et jouent en sa défaveur. Ils s'opposent également à l'effet d'espace de faire valoir pour le Sancy. Des problèmes de lisibilité apparaissent également au niveau des têtes de vallons (vallon de la Monne) où les boisements couvrent indifféremment fond de vallon, versants et plateaux.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

# Focus : principes méthodologiques à appliquer au stade de l'analyse fine du paysage

➢ définir les domaines du paysage à conforter et à maintenir lisibles :

**le domaine « du site géographique du bourg »**

unité morpho-géographique de base dans laquelle s'est développé le noyau originel du bourg en cohérence avec le relief (positionné en piémont dans l'exemple ci-dessous), le domaine de l'eau et l'histoire locale

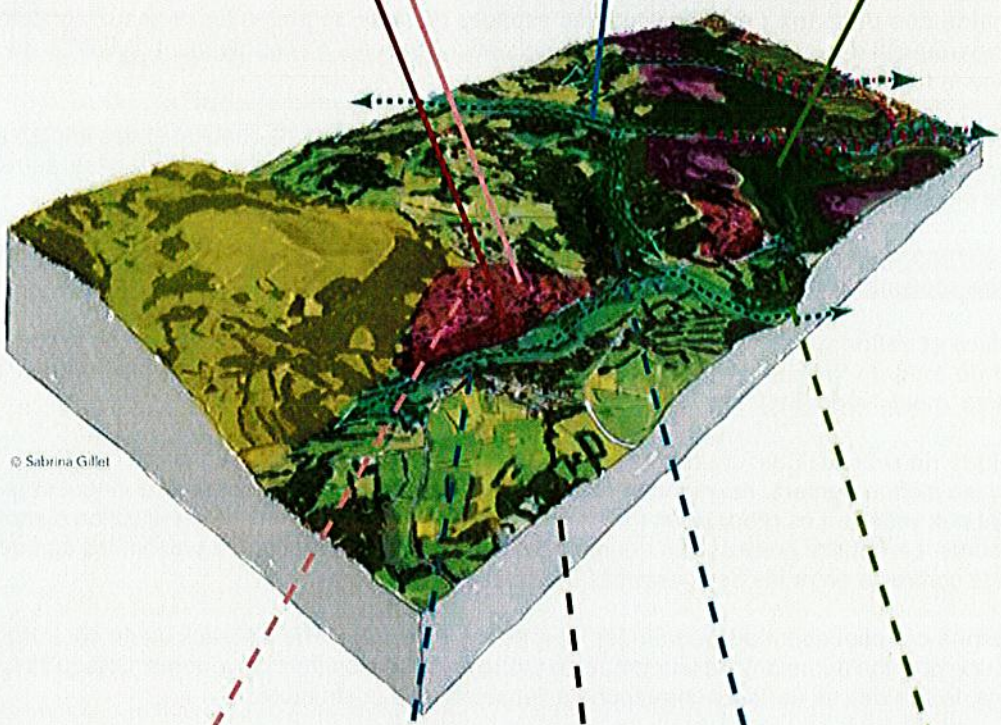
le **noyau urbain ancien** est situé au sein du site géographique

**le domaine « de l'eau »**

espace marqué par le passage de l'eau : ne se restreignant pas au strict espace du cours d'eau, ce domaine recouvre une surface élargie autour de celui-ci. Il englobe l'ensemble des espaces dont le relief porte l'empreinte de la présence de l'eau, actuelle ou passée (rivières, zones de ruissellement, zones humides, ...) ; le domaine de l'eau révèle sa contribution à la formation des paysages naturels.

**le domaine « du relief »**

espace marqué par des ruptures de relief (pentes, coteaux...), « dialoguant » avec le domaine de l'eau



© Sabrina Gillet

➢ cerner les évolutions qui nuisent à l'enjeu de la lisibilité des domaines du paysage :

Une urbanisation qui, dans son organisation, progresse à contresens de la logique initiale d'implantation du bourg et rend illisible la cohérence de son site géographique

Une urbanisation qui nuit à la lisibilité de la continuité du domaine de l'eau, obstrue l'espace de faire valoir du bourg et compromet la continuité de la trame bleue

Une urbanisation qui ne s'intègre pas à la faveur du site géographique investi

Un enfrichement progressif du vallon qui rend illisible le domaine de l'eau

La pression urbaine et l'enfrichement qui gomment la présence des micro-structures de la géographie (elles-mêmes soulignées et révélées par le bocage)



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

➢ **Identification des domaines de paysage :**

Chaque grand domaine de paysage réunit les espaces d'un territoire portant un même sens à travers un référent naturel et/ou culturel. Ces grands domaines d'appartenance constituent en quelque sorte la « toile de fond » des paysages rencontrés sur le territoire et servent ainsi de support à l'étude :

- **Le domaine de l'eau :** regroupe les structures de relief dont la morphogénèse est liée à l'action actuelle ou passée de l'eau. Ce dernier présente des visages multiples. Alors que dans les vallées glaciaires il occupe quasiment tout le fond de vallée, lorsque celle-ci devient plus étroite, le domaine de l'eau est peu perceptible et d'un accès délicat. Il est également omniprésent au creux des nombreux vallons qui tissent une trame dense sur le territoire.

- **Le domaine des versants :** regroupe à la fois le domaine des coteaux (partie la plus abrupte des versants, généralement impropres à la culture, ils sont souvent boisés et offrent des limites franches et expressives aux vallées) et le domaine des piémonts (transition entre coteaux et fond de vallée).

- **Le domaine des sommets et crêtes :** espace d'expression de la gamme des paysages des sommets et des crêtes (situés en altitude).

- **Le domaine des plateaux :** est constitué des espaces restants, regroupe les plateaux agricoles habités qui se trouvent dans la continuité des sommets et crêtes mais n'appartiennent plus à ce domaine de paysage et font l'objet d'un usage agricole affirmé.

- **Le domaine du bâti** (emprise du bâti) regroupe les différentes formes de l'habitat et des implantations humaines. Sa valeur/lisibilité paysagère dépend des interactions qu'il entretient avec les autres domaines de paysage.

D'autres éléments, en rapport avec les structures naturelles (vallées, sommets, crêtes, éperons, etc.) doivent être soulignés :

- **Les vallées et vallons.** La lisibilité de cette structure correspond à la compréhension de la continuité, la lecture du fond de vallons, la cohérence entre caractéristiques de la vallée et éléments culturels (boisements, motifs végétaux).

- **Dynamique de rebord**. Cassure des reliefs convexes dominants, souvent en surplomb d'une vallée ou d'un fossé d'effondrement. Ils engendrent des effets de balcon et de frontière et donnent corps aux plateaux et aux vallées. Les rebords les moins monumentaux sont des lieux de prédilection d'implantation de bourgs. La lisibilité porte sur un double effet de limite et de situation de balcon. Il s'agit de bien percevoir le contraste entre les deux espaces délimités par le rebord.

- **Les éperons** correspondent aux extrémités en « pointe » de crêtes, de plateaux ou de contreforts. Ils occupent une position dominante et leur forme de proue favorise les effets belvédères. Lorsqu'ils partent des bourgs, le site de ces derniers correspond à l'ensemble de la structure.

- **Les Combes** sont des vallées creusées au sommet et dans l'axe d'un pli et sont dominées de chaque côté par des versants escarpés.

- **Les sommets** sont des reliefs dominants isolées (ou au sein d'une crête). Leur lisibilité dépend souvent de l'espace de faire-valoir.

- La **dynamique de crête** correspond à une échine, ou à une succession de sommets, qui créent un effet de marche, de basculement.

- Les **piémonts** sont des cassures de relief concaves situées au pied de reliefs ou de crêtes. Sans être totalement palpables, ces motifs constituent des articulations.

➔ **Ces différents domaines et structures de paysages sont à conforter et à maintenir lisibles afin de ne pas dénaturer la morphologie initiale des bourgs, villages et hameaux.**

➢ **Identification des sensibilités et enjeux :**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Le bourg d'Aydat**

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne a élaboré un Regard du Parc sur la commune d'Aydat en 2014. Des éléments ont ainsi été repris dans l'analyse suivante et certaines données / observations ont été mises à jour.

Implanté à l'embouchure de la Veyre à proximité du lac d'Aydat (sud-ouest), le bourg d'Aydat présente une attitude spécifique vis-à-vis du territoire et de ses logiques géographiques et paysagères. Il est situé en position de piémont, c'est-à-dire qu'il se positionne à l'intérieur d'une structure de vallée.

La commune se caractérise pas un bourg centre et plusieurs hameaux répartis sur son territoire.

Le hameau de Veyréras est situé en position d'articulation : il est positionné à la charnière entre deux structures paysagères (structure de vallon et structure de relief).

Le hameau de Rouillat-Haut est quant à lui situé en position de balcon : implanté sur une terrasse intermédiaire, il s'inscrit en situation légèrement dominante et présente une attitude d'observation et de recul vis-à-vis des autres structures.

Si le bourg d'Aydat conserve un noyau urbain ancien relativement dense, l'espace de « faire-valoir » des bourgs de Veyréras (partie nord) et de Rouillat-Bas (parties sud et est) est quelque peu endommagé par les prolongements récents de l'urbanisation. Les aménagements réalisés entre Veyréras et Fontclairant, entre Ponteix et Rouillat-Bas ou en rive est du lac de La Cassière contribuent en effet à amoindrir la lisibilité des bourgs et des formes du relief (structures culturelles et naturelles).

*Bourg d'Aydat, SMPRNVA*

Dans ces cas précis, l'emprise du bâti présente une forme en rupture avec le site géographique de bourg, qui définit un espace cohérent en termes de relief, d'orientation et de lien au domaine de l'eau.

Le site géographique du bourg n'a pas vocation à être urbanisé dans son intégralité et la conservation d'une certaine proportion de surface non urbanisée permet de garder lisible la logique ayant guidé l'implantation du bourg.

Les extensions hors de cet espace sont néanmoins envisageables. Dans ce cas, celles-ci ne doivent pas être conçues selon les critères urbains et architecturaux du bourg d'origine, mais doivent plutôt faire l'objet d'une réflexion particulière, en fonction de leur domaine d'implantation (domaine de l'eau, du relief, etc.).

Enfin, la partie nord du territoire communal aux alentours des Puys de Lassolas et La Vache est en réservoir de biodiversité. Il s'agit donc de les préserver au sein du PLUi par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

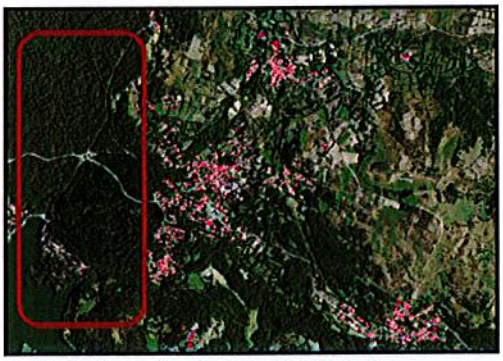
La périphérie du bourg a pu faire l'objet d'extensions récentes de l'urbanisation. Ainsi, certaines font l'objet d'orientations de maitrise de l'urbanisation dans le Plan Parc :

**Des espaces de respiration (ER)** dont il faut :

- Limiter l'urbanisation entre les bourgs
- Préserver les espaces agricoles et le maillage bocager
- Conserver la lisibilité paysagère de chacun des bourgs
- Préserver les espaces faisant la transition avec la Chaîne des Puys
- Préserver la Trame verte et bleue et améliorer les franchissements de la route en lien avec les réservoirs de biodiversité.

➔ **Permettre un zonage N ou A dans le PLUi**

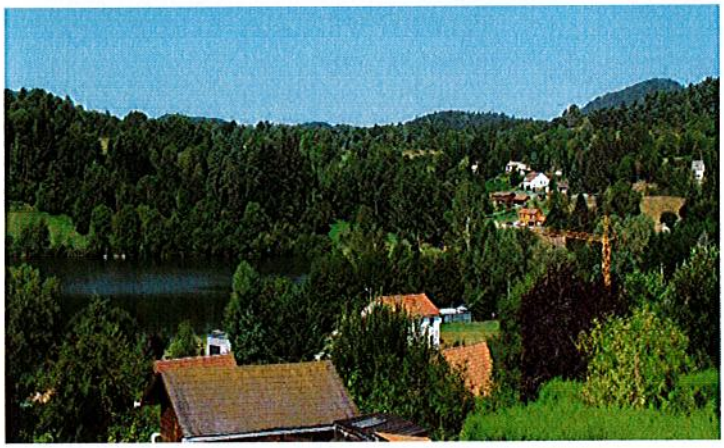
Entre Verneuge et Aydat



Entre le Lac d'Avdat et Rouillat-Bas

Entre La Cassière et Rouillat-Bas

Entre Rouillat-Bas et Ponteix



*Des extensions urbaines et des nouvelles constructions à La Cassière, autour du lac, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Des espaces de Requalification (ERL).** Ces espaces doivent faire l'objet d'un travail de composition et/ou de recomposition urbaine spécifique tout en prenant en compte les domaines de paysage. Il s'agit de :

- Mener un travail de recomposition et densification des espaces concernés.
- Limiter le développement de l'urbanisation.
- Préserver la TVB et favoriser la circulation des espèces en restaurant le corridor écologique depuis la forêt située à l'est du lac jusqu'au lac (mortalité routière importante lors de la migration prénuptiale des crapauds)

➔ **Travail de recomposition urbaine en prenant en compte les domaines de paysage et écologiques**

La Cassière

Rouillat-Bas

Aydat et Veyréras

*Place de l'église, hameau de Rouillat-Bas, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Le bourg de Chanonat**

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne a élaboré un Regard du Parc sur la commune de Chanonat en 2018. Des éléments ont ainsi été repris dans l'analyse suivante.

Le bourg est situé à l'intérieur d'une structure de vallée le long de la rivière de l'Auzon, rivière identifiée au Plan Parc comme étant d'une part, un corridor écologique à préserver et d'autre part, une structure paysagère dont il faut assurer la lisibilité en maitrisant le bâti.
Le territoire communal de Chanonat est à l'interface de deux entités : La Chaîne des Puys et l'agglomération clermontoise. Trois unités paysagères peuvent être distinguées sur le territoire de la commune : les Puys au nord, la vallée de l'Auzon au centre et la montagne de la Serre au sud. La partie sud du territoire est situé dans un secteur de réservoir de biodiversité identifié au Plan Parc (unités paysagères : Vallée de l'Auzon, Montagne de la Serre).

La commune de Chanonat est située dans l'espace de forte pression urbaine. Le Bourg de Chanonat, bourg remarquable de par ses caractéristiques urbaines et architecturales, est installé en fond de vallée à proximité de la rivière de l'Auzon et occupe une position de piémont. La lisibilité de cette position se mesure dans la capacité du bourg à mettre en scène le cours d'eau, ainsi qu'à respecter sa continuité et son identité.

*Le bourg de Chanonat en fond de vallée, SMPNRVA*

Le noyau urbain ancien et toute la partie sud du bourg sont situés dans le domaine de l'eau et sont contenus, contraint au sud par la rivière. Ces dynamiques posent ainsi la question des risques naturels notamment (inondation, érosion).

Une urbanisation de type pavillonnaire s'est développée en direction du nord, de l'ouest, sur les coteaux et le long des axes autour de l'habitat ancien dense bien préservé. Cette dynamique a tendance à allonger le bourg le long de la RD52.

Des extensions urbaines ont également eu lieu à Varennes et à Jussat. Il s'agit de garantir une bonne intégration des constructions et des réhabilitations dans le paysage notamment en intégrant des orientations d'aménagement dans les documents d'urbanisme.

Les dynamiques d'urbanisation linéaire/tentaculaire observées sont des phénomènes qui menacent la lisibilité des structures paysagères. Elles contribuent effectivement à défigurer les silhouettes traditionnelles de bourg et éloignent les nouveaux habitants des centres. Elles peuvent à terme constituer des continuums urbains amenant à une perte de repères de transition entre les villages.

L'urbanisation en rupture avec la logique d'implantation du bourg met en évidence les dynamiques d'extension du bâti en-dehors du site géographique de bourg. L'objectif est de maintenir les espaces de respiration identifiés au Plan parc (secteur agricole entre le bourg de Chanonat et le village de Jussat et secteur agricole et Natura 2000 à l'ouest du village de Varennes).



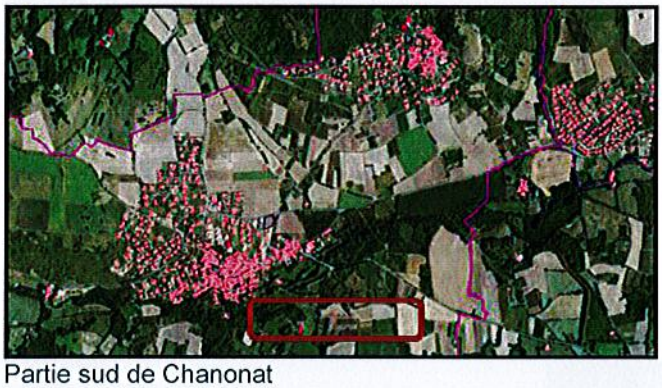
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Le Plan Parc identifie :

**Une limite d'urbanisation (LU) sur la partie sud de Chanonat.** L'objectif est de contenir l'urbanisation en deçà de la limite, hormis pour l'implantation du bâti agricole à examiner au cas par cas. Pour cela, il s'agit de :

- Limiter l'étalement urbain le long des voies (urbanisation linéaire).
- Préserver la forme historique du bourg.
- Préserver les espaces agricoles et naturels.
- Préserver la Trame Verte et Bleue (le maillage de haies et la ripisylve).

➔ **Définir dans le PLUi une limite à l'urbanisation**.



Partie sud de Chanonat

**Des espaces de respiration (ER)** dont il faut :

- Conserver la lisibilité paysagère de chacun des bourgs (Chanonat en situation de piémont, Jussat et Varennes en situation de balcon)
- Préserver les coteaux et les espaces agricoles : espace de faire-valoir et de transition entre les bourgs Limiter l'urbanisation entre les bourgs
- Préserver la Trame Verte : préserver la diversité des espaces agricoles (parcellaire) et le maillage bocager entre les deux plateaux de la Serre et de Gergovie

➔ **Permettre un zonage N ou A dans le PLUi**

Entre Chanonat et Jussat

Entre Varennes (Chanonat) et Theix (Saint-Genès-Champanelle)



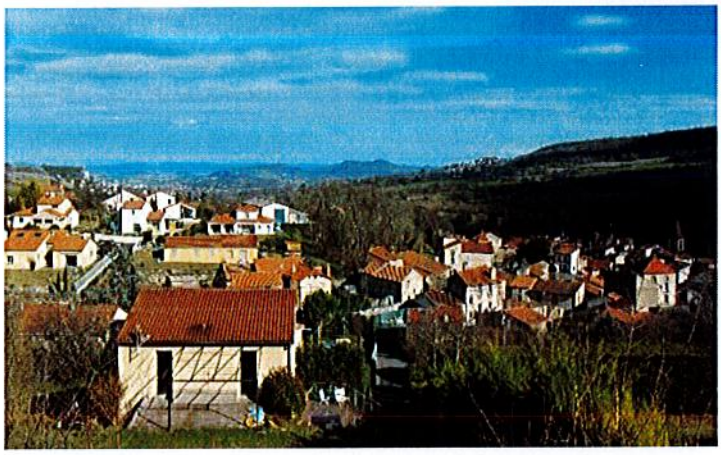
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Partie sud-ouest de Chanonat

**Un espace de Requalification (ERL) au niveau du bourg de Chanonat.** Cet espace doit faire l'objet d'un travail de composition et/ou de recomposition urbaine spécifique tout en prenant en compte les domaines de paysage. Il s'agit de :

- Mener un travail de recomposition et densification des espaces concernés.
- Limiter le développement de l'urbanisation.
- Préserver la TVB et favoriser la circulation des espèces

➔ **Travail de recomposition urbaine en prenant en compte les domaines de paysage et écologiques**



*Extension pavillonnaire au premier plan, bourg ancien de Chanonat en fond de vallée au second plan, SMPRNVA*

*Espace de respiration entre Chanonat et Jussat, SMPRNVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Le bourg de Saint-Saturnin**

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne a élaboré un Regard du Parc sur la commune de Saint-Saturnin en 2012. Des éléments ont ainsi été repris dans l'analyse suivante et certaines données / observations ont été mises à jour.

Implanté entre deux vallées, en rebord de plateau, le bourg de Saint-Saturnin présente une attitude spécifique vis-à-vis du territoire et de ses logiques géographiques et paysagères. Il est en effet situé en position d'articulation, car il est positionné à la charnière entre deux structures paysagères (structure de vallon et structure de relief).

La lisibilité du bourg se joue dans sa capacité à ne pas s'étaler de manière indifférenciée et déséquilibrée sur l'une ou l'autre de ces structures, mettant en péril ses espaces de « faire-valoir », c'est-à-dire les espaces ouverts permettant d'apprécier la forme et la silhouette du bourg.

Saint-Saturnin est également situé en position de balcon, l'une des situations les plus expressives. Le bourg s'inscrit en situation légèrement dominante et présente une attitude d'observation et de recul vis-à-vis des autres structures. Quant au bourg de Chadrat, il se situe en position de piémont, à l'intérieur d'une structure de vallée (ruisseau du Taux), sur un espace surélevé.

Si Saint-Saturnin conserve un noyau urbain ancien relativement dense et préservé (classé plus beaux villages de France avec de nombreux Monuments Historiques regroupés dans un Site Patrimonial Remarquable : SPR), l'espace de « faire-valoir » du bourg est quelques peu endommagé par les prolongements récents de l'urbanisation (au nord-est et à l'ouest).

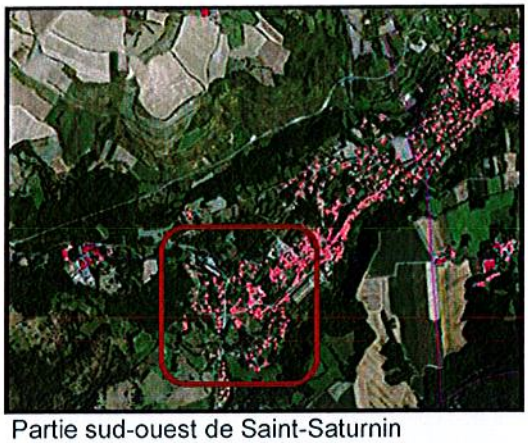
Les aménagements réalisés entre Saint-Saturnin et Saint-Amant-Tallende contribuent ici à amoindrir la pertinence bâtie et la lisibilité du bourg ancien. Alors que le bourg de Chadrat a su conserver sa forme d'origine, à Saint-Saturnin, l'emprise du bâti présente une forme en rupture avec le site géographique de bourg.

Le site géographique du bourg n'a pas vocation à être urbanisé dans son intégralité et la conservation d'une certaine proportion de surface non urbanisée permet de garder lisible la logique ayant guidé l'implantation du bourg. Les extensions hors de cet espace sont néanmoins envisageables. Dans ce cas, celles-ci ne doivent pas être conçues selon les critères urbains et architecturaux du bourg d'origine mais doivent faire l'objet d'une réflexion particulière en fonction de leur domaine d'implantation (domaine de l'eau, du relief, etc.).

*Bourg de Chadrat, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026



Partie sud-ouest de Saint-Saturnin

Le Plan Parc identifie **un espace de Requalification (ERL) sur la partie sud-ouest de Saint-Saturnin.** Cet espace doit faire l'objet d'un travail de composition et/ou de recomposition urbaine spécifique tout en prenant en compte les domaines de paysage. Il s'agit de :

- Mener un travail de recomposition et densification des espaces concernés.
- Limiter le développement de l'urbanisation.
- Préserver la TVB urbaine et favoriser la circulation des espèces

➔ **Travail de recomposition urbaine en prenant en compte les domaines de paysage et écologiques.**

*Maison individuelle en rupture avec la logique d'implantation du bourg. Entrée ouest de Saint-Saturnin, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## Le bourg de Cournols

Le territoire communal de Cournols est à l'interface de deux entités : La Chaîne des Puys, plus précisément le socle sud-est des Dômes, la Montagne de la Serre et l'agglomération clermontoise. Des unités paysagères peuvent être distinguées les gorges de la Monne au sud. Sur ce secteur, les vallées apparaissent comme des portes d'entrées monumentales vers les territoires montagnards. Les boisements et les constructions banalisent à certains endroits ces espaces.

Les structures culturelles des bourgs, sont souvent en rapport étroit avec un des nombreux vallons du sous-ensemble, en position d'articulation ou de légers balcons. De plus, le caractère particulier des villages de la commune réside dans leur implantation dans un paysage naturel rocheux. En effet, l'habitat typique est groupé en hameaux ou villages sur le territoire communal et les blocs rocheux servent parfois d'assises aux constructions.

Le Bourg de Cournols, dense, est en articulation entre plateaux et vallées. Une urbanisation de type pavillonnaire et quelques bâtis agricoles se sont développés au sud-ouest et sont en rupture avec le site géographique du bourg. L'habitat isolé est inexistant en dehors de quelques bâtiments agricoles récents. Globalement, les bourgs traditionnels sont implantés sur des sites encore identifiables mais dont la mise en scène est mise à mal par des extensions.

Il s'agit d'être vigilent sur l'organisation et la forme des extensions des principaux bourgs (Cournols et Olloix) tout en préservant les continuités paysagères qui permettent une bonne lisibilité des rebords des gorges de la Monne. Il s'agit de garantir une bonne intégration des constructions et des réhabilitations dans le paysage notamment en intégrant des orientations d'aménagement dans les documents d'urbanisme.

Par ailleurs, le territoire est découpé par des vallées profondes comme les Gorges de la Monne dans la partie sud de la commune. La rivière Monne délimite le territoire communal dans sa partie sud et constitue le bassin versant le plus important. Ces gorges et cette rivière sont identifiées au Plan Parc comme étant des réservoirs de biodiversité à préserver au sein des documents d'urbanisme par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité.

La vallée de la Monne est également identifiée au Plan Parc. L'objectif est d'assurer la lisibilité de son fond et de son profil en conservant l'ouverture paysagère par le maintien de l'activité agricole, la reconquête des espaces en friche et la réduction des boisements. Il s'agit aussi de maîtriser les extensions du bâti sur les pentes. Enfin les gorges de la Monne sont classées site Natura 2000 dont l'intérêt est de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés pour envisager leur protection et leur gestion par des mesures réglementaires, foncières ou contractuelles adaptées.

*Le bourg de Cournols entre plateau et vallée, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Le bourg d'Olloix**

Olloix se situe au bord du plateau granitique entre chaîne des Puys au Nord et Pays des Couzes au Sud. Le territoire est délimité au Nord par le ruisseau encaissé de la Monne et à l'Est, de fortes pentes boisées, entaillées par de nombreux petits affluents de la Monne.

La vallée de la Monne et ses gorges situées au nord de la commune sont classées Natura 2000 et sont identifiées au Plan Parc comme étant un réservoir de biodiversité. L'objectif est d'assurer la lisibilité de leur fond et de leur profil en conservant l'ouverture paysagère. Il s'agit aussi de maitriser les extensions du bâti sur les pentes.

Trois unités paysagères structurent le territoire communal :
- Le Puy d'Olloix au Sud – Ouest qui domine le plateau et encadre le bourg.
- Le Puy de Choveix à la limite Ouest.
- Le Puy d'Anzelle au Nord du bourg.

Olloix possède ainsi de nombreux points de vue permettant d'apprécier les différentes dynamiques paysagères et urbaines qui structurent aujourd'hui le territoire communal.

Le bourg d'Olloix est identifié au Plan Parc et est en position d'articulation entre la butte de Marquerolle, les puys d'Ozenne et d'Olloix. Il surplombe les lieux de passages également tout en s'étirant de manière dense et linéaire de part et d'autre de la rue principale (rue des Trois Puys).

Des extensions urbaines ont eu lieu de part et d'autres de cette rue principale et donc du tissu urbain ancien mais aussi vers le sud entrainant une urbanisation en rupture avec le site géographique du bourg : le long de la RD150 vers le hameau de Grand Champ et le lotissement du Loup entre Grand Champs et le centre-bourg. Le haut du village quant à lui est préservé.

Les dynamiques d'urbanisation linéaire/tentaculaire observées sont des phénomènes qui menacent la lisibilité des structures paysagères. Elles contribuent effectivement à défigurer les silhouettes traditionnelles de bourg et éloignent les nouveaux habitants des centres. Elles peuvent à terme constituer des **continuums urbains amenant à une perte de repères de transition entre les villages.**

*Le bourg d'Olloix entre les puys d'Ozenne et d'Olloix, depuis la butte de Marquerolle, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Partie sud d'Olloix.

Le Plan Parc identifie **un espace de Requalification (ERL) dans la partie sud d'Olloix entre le hameau Grand Champ et le lotissement le Loup.** Cet espace doit faire l'objet d'un travail de composition et/ou de re-composition urbaine spécifique tout en prenant en compte les domaines de paysage. Il s'agit de :

- Mener un travail de recomposition et densification des espaces concernés.
- Limiter le développement de l'urbanisation afin de conserver la lisibilité paysagère des bourgs et Puys.
- Préserver la TVB urbaine et favoriser la circulation des espèces

➔ **Travail de recomposition urbaine en prenant en compte les domaines de paysage et écologiques.**

*Le lotissement le Loup situé en discontinuité du bourg dOlloix, SMPRNVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- **Le bourg de Saulzet-le-Froid**

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne a transmis la base du Regard du Parc sur la commune de Saulzet-le-Froid en 2015. Des éléments ont ainsi été repris dans l'analyse suivante et certaines données / observations ont été mises à jour.

La commune de Saulzet-le-Froid se situe à cheval sur l'entité paysagère des Pays Coupés et sur celles des massifs et plateaux volcaniques des Monts Dores identifiés au Plan Parc comme étant d'une part, un réservoir de biodiversité comportant un site Natura 2000 et d'autre part, une structure paysagère dont il faut assurer la lisibilité en maitrisant le bâti.

En termes de paysage, la partie ouest de la commune fait partie du sous-ensemble paysager « Versant de Pessade », les structures naturelles sont directement issues du massif dominant et présentent une certaine simplicité d'enchainement qui les rend faciles à appréhender. Cependant, la lisibilité des structures les plus fortes est limitée par la présence de boisements. La dimension paysagère est essentiellement liée à la présence croisée du Massif du Sancy et des volcans pour lesquels le sous-ensemble joue le rôle d'espace de faire valoir.

Les paysages, les reliefs et l'altitude ont permis confère à l'activité touristique de se développer. La commune comprend de nombreux hébergements touristiques et un centre pleine nature sur le village de Pessade.

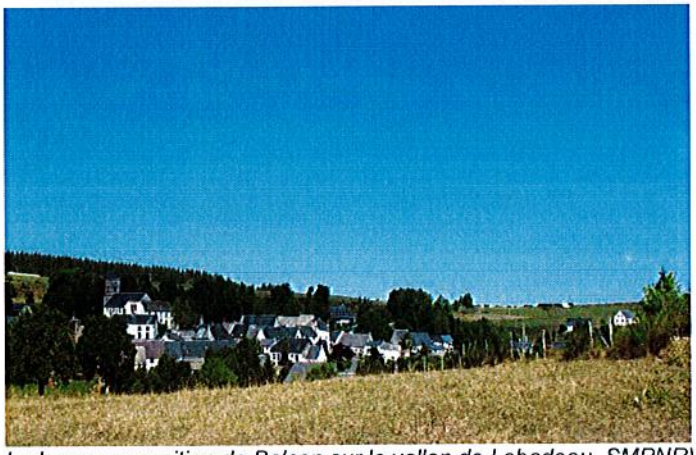
La commune est composée de 5 hameaux s'ajoutant au bourg : Espinasse, La Martre, Pessade, Souverand et Zanières. L'habitat est essentiellement concentré sur le cœur du bourg de Saulzet-le-Froid, Espinasse et Pessade. Le reste du territoire est concerné par un habitat plus dispersé.

Le bourg de Saulzet-le-Froid est en position de Balcon sur le vallon de Labadeau. Le noyau urbain ancien a su se préserver de la banalisation du modèle pavillonnaire même si plusieurs pavillons se sont installés autour du bourg-centre (Zannières).

*Extension pavillonnaire à Zannières. SMPNRVA*

L'objectif est de maintenir compact le bourg et les hameaux en privilégiant la densification du tissu urbain existant. Il s'agit également de garantir une bonne intégration des constructions et des réhabilitations dans le paysage notamment en intégrant des orientations d'aménagement dans les documents d'urbanisme

On notera la présence d'une narse (marais tourbeux) à proximité du village d'Espinasse formée dans un maar (identité au Plan Parc). La Narse d'Espinasse constitue, sur le plan géologique, paysager et écologique, un site exceptionnel à préserver. Par ailleurs, une partie du Lac de Guéry (réservoir de biodiversité également) s'étend sur la commune de Saulzet-le-Froid, en limite ouest communale.



*Le bourg en position de Balcon sur le vallon de Labadeau, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Pour ces 6 communes, l'enjeu du PLUi sera de :**

> Paysage & formes urbaines

- Maintenir lisibles les structures naturelles existantes (vallée de l'Auzon, Montagne de la Serre, rebords de plateau et gorges de la Monne, Puy d'Olloix, Massif du Sancy, vallon du Labadeau et de la Monne).
- Maintenir lisible le domaine de l'eau et ses continuités (lac d'Aydat, vallée de la Monne, vallée de la Veyre, rivière de l'Auzon et ses affluents, ruisseau de l'Enfer, ruisseau de la Croix Morand, etc).
- Privilégier un développement bâti à l'intérieur des sites géographiques de bourg.
- Maintenir la vocation naturelle/agricole des « espaces de respiration ».
- Améliorer la qualité des espaces urbains identifiés en tant qu' « espaces à requalifier ».
- Enrayer les phénomènes d'urbanisation linéaire (Ponteix, Rouillat-Bas, La Cassière, périphérie du bourg de Chanonat, nord-est et sud-ouest du bourg de Saint-Saturnin, sud-ouest du bourg de Cournols et au niveau du hameau de Chabanne, sud du bourg d'Olloix le lotissement le Loup, Zannières, etc.).
- Préserver les continuités ouvertes afin de conserver des ouvertures visuelles (vers la Chaîne des puys et la plaine de la Limagne).

> Agriculture & forêts :

- Préserver les terrains attenants au siège d'exploitation, ainsi que les terres utilisées par l'activité agricole.
- Développer les possibilités d'installation d'agriculteurs et de transmission des exploitations.
- Préserver le bâti ancien agricole typique de l'architecture traditionnelle.
- Conserver les boisements soulignant les structures géomorphologiques du paysage.
- Maintenir les espaces ouverts en soutenant le pastoralisme.
- Maintenir les espaces ouverts en soutenant le pastoralisme afin d 'éviter l'enfrichement.

> Architecture & patrimoine bâti :

- Conforter la position géographique et la silhouette des bourgs (articulation, piémont, etc.).
- Encourager la réhabilitation du bâti vacant (en centre-bourg) et lutter contre les modèles architecturaux standardisés.
- Encourager l'usage du bois et de la pierre volcanique (respect de l'architecture locale).
- Mettre en place des mesures de protection des éléments de petit patrimoine identifiés.

> Biodiversité & patrimoine naturel :

- Préserver les éléments composant la Trame Verte et Bleue (réservoirs de biodiversité, continuités écologiques).
- Identifier et maintenir les continuités écologiques (plateaux et gorges de la Monne par exemple).
- Limiter l'urbanisation diffuse afin de ne pas créer de sources de fragmentation supplémentaires (obstacles au déplacement des espèces).
- Adapter le Zonage du PLU en fonction des réservoirs et des corridors identifiés/spatialisés.

> Eau & milieux aquatiques :

- Préserver les éléments composant la Trame Verte et Bleue (réservoirs de biodiversité, continuités écologiques).
- Atteindre les objectifs de bon état pour les lacs de La Cassière et d'Aydat, la Veyre et ses affluents, etc.
- Maintenir une qualité des eaux des lacs compatibles avec les activités nautiques.
- Préserver la ressource en eau potable (et protéger les captages).
- Préserver les zones humides et les milieux naturels associés (lien Trame Verte et Bleue).
- Adapter le Zonage en fonction des enjeux liés à la ressource en eau sur les communes.

> Energie & déplacements :

- Définir des objectifs de réduction des dépenses de consommation énergétique.
- Penser l'implantation des équipements publics et de l'habitat en termes de centralité.
- Rationaliser l'éclairage public nocturne.
- Tendre vers un développement des énergies renouvelables.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Orientations engendrées par les structures en présence :**

- Les grandes continuités spatiales représentent des espaces plus ou moins ouverts dont la lisibilité est indispensable à la compréhension du site.
  **Maintenir lisibles les structures naturelles existantes et les grandes continuités spatiales, notamment :**
  - Continuité de la vallée de la Monne, vallée de la Veyre, vallée de l'Auzon, etc.
  - Vallons découpant les versants - ouverture vers les crêtes (notamment le vallon du Labadeau, les crêtes du Massif du Sancy).
  - Continuités visuelles vers les Monts du Sancy, la Chaîne des Puys, la Montagne de la Serre, etc.
  - Ouverture entre les villages et hameaux (Aydat, Chanonat).

- **La continuité du domaine de l'eau est à préserver** (Saulzet-le-Froid, Chanonat), elle répond à deux dynamiques croisées : l'enfrichement des parcelles agricoles et le mitage pavillonnaire. La lisibilité correspond : à la compréhension de ces continuités, la lecture du fond de vallon et son profil, la cohérence entre caractéristiques de la vallée et éléments culturels (bourgs, boisements).

- **Maintien de la position des bourgs :** Privilégier un développement du bâti à l'intérieur du site géographique de bourg (Saint-Saturnin, Chanonat, Olloix, Cournols, Aydat, Saulzet-le-Froid).

- **Enrayer les phénomènes d'urbanisation linéaire/diffuse autour des bourgs, notamment pour les bourgs de Chanonat, Saint-Saturnin et Olloix.**
  Ce phénomène peut amoindrir la pertinence bâtie des bourgs et hameaux anciens (perte de sens). Les dynamiques d'urbanisation diffuse sont des phénomènes qui peuvent menacer la lisibilité des structures paysagères. Elles peuvent contribuer à défigurer les silhouettes traditionnelles de bourg.

- Définir des **secteurs d'extension maximale de l'urbanisation (en lien avec les mesures de maîtrise de l'urbanisation du Plan Parc)** qui seront les garants de la lisibilité des structures paysagères (naturelles et culturelles) et permettent de préserver les grandes continuités spatiales. Les secteurs concernés sont ceux soumis à des dynamiques d'urbanisation linéaire-diffuse et les espaces situés à proximité du domaine de l'eau.

- **Eviter de colmater les espaces de respiration qui préservent l'indépendance et l'identité de chacun de ces noyaux urbains, des villages et hameaux.**

- **Mener une réflexion sur l'échelle et le mode d'implantation des bâtiments agricoles.**

- **Prendre en compte les bourgs, hameaux et villages remarquables identifiés au Plan Parc** (Saint-Saturnin, Chanonat) : conserver et restaurer leur caractère emblématique en valorisant le noyau urbain ancien ainsi qu'en appliquant aux extensions du bâti une exigence d'intégration de même niveau que celle attendue avec le bâti ancien.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**FOCUS : PERIMETRE UNESCO ET ENJEUX PAYSAGERS**

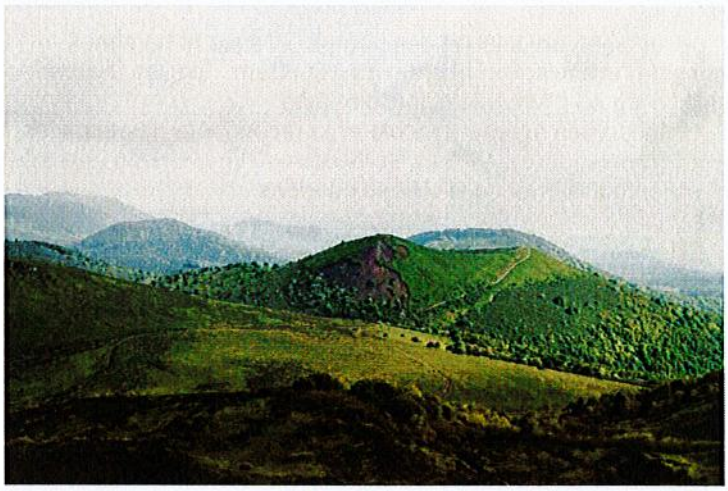
L'Unesco a inscrit la Chaîne des Puys et la faille de Limagne au patrimoine mondial le lundi 2 juillet 2018 lors de sa 42ème session à Bahreïn.

Ainsi, la Valeur Universelle Exceptionnelle (VUE) repose sur l'esthétique des paysages, la lisibilité des formes géologiques et leur intégrité. La qualité et la préservation de ces paysages sont étroitement liées aux activités humaines qui y sont traditionnellement menées. Ainsi toute action de conservation de la VUE doit s'appuyer sur un travail étroit avec les acteurs économiques locaux et sur la manière dont leurs activités sont menées sur le territoire.
Tout l'enjeu est de permettre un respect des attributs géologiques et des paysages qui en découlent, tout en permettant à la population locale de « vivre l'exceptionnel au quotidien » afin de ne pas opposer conservation et développement local durable.

Les principaux objectifs paysagers peuvent se décliner ainsi :

- Protéger l'intégrité du bien de toute action qui pourrait porter atteinte aux formes géologiques et à leur esthétique ;
- Améliorer la qualité paysagère du bien en vision externe (depuis des points de vue) et en vision interne (le long de cheminements) ;
- Renforcer la lisibilité des formes géologiques en s'appuyant sur les dynamiques végétales.

**Ces éléments concernent principalement le périmètre du bien dont une partie se situe sur les commune d'Aydat, Chanonat, Cournols, Saint-Saturnin, Saulzet-le-Froid instaurant ainsi une protection règlementaire forte (Loi 1930 sur les Monuments, sites et paysages : toute modification de l'état des lieux est soumis à autorisation).** Celles-ci sont également situées dans la zone tampon du bien. Ce secteur mérite un traitement qualitatif des abords de villages et de l'évolution de l'urbanisation, ainsi que des points de vue sur les édifices géologiques, que ce soient volcans ou faille.



*La Chaîne des Puys, Eve Hilaire*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.1.3. INTEGRER LES MESURES DE LA CHARTE 2013>2025 DANS UN DOCUMENT D'URBANISME

*Ce chapitre propose divers exemples destinés à traduire localement les mesures de la Charte 2013>2025 dans le rapport de présentation, le PADD, le zonage et le règlement des documents d'urbanisme. Ces exemples ne sont pas systématiquement transposables à tous les territoires. Ils peuvent néanmoins permettre d'orienter la réflexion de la collectivité.*

➢ Dans le rapport de présentation, une analyse paysagère et foncière permettant de :

- caractériser et analyser les espaces bâtis : formes urbaines, compositions, gabarits, implantations, potentialités de développement (centre ancien, urbanisation pavillonnaire, activités, loisirs, etc.).
- mettre en avant le sens de l'implantation des bourgs, villages et hameaux en interrogeant leurs rapports aux sites (formes du relief, géographie).
- déterminer les sites géographiques de bourgs (unité dans laquelle s'est développé le noyau originel du village ou hameau), le domaine de l'eau (espaces portant l'empreinte de la présence de l'eau) et le domaine du relief (ruptures de relief : pentes et coteaux).
- identifier les opportunités foncières (espaces mutables, éventuellement à récupérer).
- identifier les potentialités foncières (espaces délaissés ou sous-utilisés).
- identifier les besoins en matière de foncier : conditionnés par les besoins en nouveaux logements, résultant eux-mêmes des objectifs de développement démographique.

➢ Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

- respecter la notion de continuité du bâti dans les villages, bourgs et hameaux (loi Montagne).
- assurer une gestion équilibrée de l'espace et une consommation économe des sols.
- enrayer les phénomènes de mitage et d'urbanisation linéaire (le long des routes).
- affirmer le caractère dense des zones urbanisées (lutter contre l'étalement urbain).
- assurer la lisibilité des éléments structurants et identitaires du paysage : sommets, cols, crêtes, cirques, éperons, piémonts, rebords de plateaux.
- conserver la position en balcon, en piémont et/ou en articulation des bourgs, villages et hameaux.
- prendre en compte les mesures de maîtrise de l'urbanisation figurant au Plan Parc : Limites d'Urbanisation, Espaces de Respiration, de Requalification ou d'Urbanisation Compacte.
- conserver l'ouverture du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche.
- préserver les paysages par le traitement et l'enfouissement des réseaux aériens.

*Pour aller plus loin : l'ensemble des objectifs définis dans le PADD peuvent être traduits simplement dans le zonage, le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Toutefois, après l'approbation du document, le projet se poursuit, notamment à travers la mobilisation d'outils opérationnels, fonciers et financiers.*

➢ Dans le zonage et le règlement :

- Zonage : Création de sous-secteurs en zones U en fonction de la forme urbaine et de la densité.

- Zonage : Les zones U et AU seront préférablement situées dans l'enveloppe du site géographique de bourg.

- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Réaliser une étude d'insertion urbaine et paysagère pour les zones AU afin de définir des prescriptions particulières.

- Articles U4 et AU4 : « *Les branchements individuels par câble (électrique, téléphonique, etc.) à construire sur le domaine privé afin de se raccorder au réseau public existant ou projeté devront être réalisés en réseau souterrain à la charge du demandeur* ».

- Article AP1 : Création d'un sous-secteur AP1 de protection paysagère. « *Toute nouvelle construction est interdite, y compris celle liée et nécessaire à l'exploitation agricole* ».



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique (articles L. 151-19 et L.151-23).

*Bourg de Saint-Saturnin, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.2. AGRICULTURE ET FORETS

> Cf. **Carte 5 :** Occupation du sol.
> Cf. **Cartes 7A et 7B :** Biodiversité et patrimoine naturel.
> Cf. **Carte 9 :** Périmètre du bien UNESCO.

> Cf. **Annexe :** Proposition de palette végétale, SMPNRVA.
> Cf. **Annexe** : inventaire du petit patrimoine bâti non protégé, SMPNRVA 2016.

### 5.2.1. QUE DIT LA CHARTE DU PARC ?

***Disposition 2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme » [cf. Charte p. 109]***

S'agissant plus particulièrement des activités/ressources agricoles et sylvicoles, il convient de :

> maintenir le foncier agricole face à la pression urbaine (en préservant les terrains attenants au siège d'exploitation et les terres utilisées par l'activité agricole).
> préserver le bâti ancien agricole typique de l'architecture traditionnelle.
> conserver les boisements identifiés localement comme permettant de souligner (et non de masquer) les structures géomorphologiques du paysage.
> protéger les reliefs caractéristiques du territoire ainsi que les espaces fragiles liés aux lacs et aux tourbières.

***Disposition 3.1.1.2. : « Préserver et enrichir la qualité environnementale et paysagère du Parc grâce à l'agriculture » [cf. Charte p. 126]***

Conforter l'activité agricole dans la voie d'une économie durable à haute valeur environnementale en favorisant :

> une utilisation raisonnée des ressources locales et des intrants.
> une gestion raisonnée des effluents d'élevage et une diminution des déchets agricoles.
> la préservation des milieux aquatiques (notamment les bassins versants des lacs naturels, ainsi que des périmètres de captage et impluviums).
> un enrichissement de la richesse biologique des prairies naturelles du territoire.
> l'intégration paysagère et la valorisation du bâti agricole.

***Disposition 3.1.2.1. : « Optimiser la gestion du foncier agricole » [cf. Charte p. 133]***

Articuler et capitaliser les modes opératoires de la maitrise foncière, pour :

> garantir le maintien du foncier agricole face à la pression urbaine ou face à la déprise agricole et à l'enfrichement pour favoriser la transmission des exploitations, l'accès au foncier pour les agriculteurs ayant un projet d'installation et pour consolider les exploitations existantes.
> développer les possibilités d'installation d'agriculteurs et de transmission des exploitations agricoles.
> maîtriser la mutation des surfaces de base des exploitations en parcelles d'estives (surtout en zones AOP afin d'endiguer la perte des surfaces destinées à la production laitière AOP).

***Disposition 3.3.1.2. : « Promouvoir une gestion environnementale et paysagère des forêts » [cf. Charte p. 158]***

Les signataires s'investissent en faveur d'une gestion intégrée des forêts qui assure :

> la conservation de milieux naturels variés et d'un patrimoine riche en biodiversité (assurer les continuités écologiques forestières dans les zones soumises à pression urbaine, etc.).
> une mise en valeur des structures et de la diversité du paysage (considérer la forêt, mais aussi l'arbre, comme des éléments structurant le paysage, etc.).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

> une prise en compte des milieux aquatiques de proximité (conserver et restaurer la ripisylve[3], aménager des zones tampons enherbées entre les zones de berges des rivières, des lacs, des zones humides (ZH) et les plantations de résineux situées près de ces ressources en eau, etc.).

### 5.2.2. INTEGRER LES MESURES DE LA CHARTE 2013>2025 DANS UN DOCUMENT D'URBANISME

*Ce chapitre propose divers exemples destinés à traduire localement les mesures de la Charte 2013>2025 dans le rapport de présentation, le PADD, le zonage et le règlement des documents d'urbanisme. Ces exemples ne sont pas systématiquement transposables à tous les territoires. Ils peuvent néanmoins permettre d'orienter la réflexion de la collectivité.*

➢ Dans le rapport de présentation, une étude agricole permettant de :

- identifier et caractériser les exploitations agricoles existantes et leurs constructions.
- identifier précisément les projets des agriculteurs : extensions, installations, diversifications, etc.
- identifier les enjeux territoriaux en matière de protection des espaces naturels et agricoles en caractérisant la dynamique agricole du secteur.
- identifier les milieux forestiers en distinguant les différents massifs boisés et en définissant leur valeur économique et/ou paysagère.
- mesurer les incidences du document d'urbanisme sur l'environnement : en termes de consommation de foncier agricole.

➢ Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

- favoriser le maintien et le développement des exploitations agricoles existantes en améliorant leurs conditions d'activité.
- permettre la création de nouvelles exploitations et le développement des constructions existantes liées et nécessaires à l'activité agricole.
- encourager le maintien du foncier agricole face à la pression urbaine (ou face à la déprise agricole et à l'enfrichement), en préservant les terrains attenants au siège d'exploitation.
- conserver l'ouverture du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche.
- inciter les prestataires de l'agritourisme à rénover le bâti ancien agricole typique de l'architecture traditionnelle (burons, murets de soutènement des terrasses agricoles, etc.).
- maintenir les fonctions environnementales de la forêt (diversité biologique, intérêt paysager, valeur économique, fonction sociale, etc.).
- spatialiser les orientations du PADD à travers la réalisation d'une carte d'objectifs (et éventuellement de cartes de zooms sur les secteurs à enjeux).

*Pour aller plus loin : l'ensemble des objectifs définis dans le PADD peuvent être traduits simplement dans le zonage, le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Toutefois, après l'approbation du document, le projet se poursuit, notamment à travers la mobilisation d'outils opérationnels, fonciers et financiers.*

➢ Dans le zonage et le règlement :

- Zonage : Préserver les milieux forestiers et boisements existants ou à reconstituer présentant des qualités écologiques reconnues et des structures paysagères remarquables, ainsi que les ripisylves, par un classement en zones N ou en Espaces Boisés Classés (EBC).

- Le zonage indicé constitue un outil pertinent, par exemple : A (zone d'activités de production pourvue de bâtiments nécessaires à l'exploitation agricole), Aa (zone agricole constructible), Ab (zone agricole inconstructible), Azh (zones humides présentant un intérêt agricole), Ace (présence d'espaces agricoles d'intérêt pour les continuités écologiques), etc.

[3] Ensemble des formations boisées, buissonnantes et herbacées présentes sur les rives d'un cours d'eau.



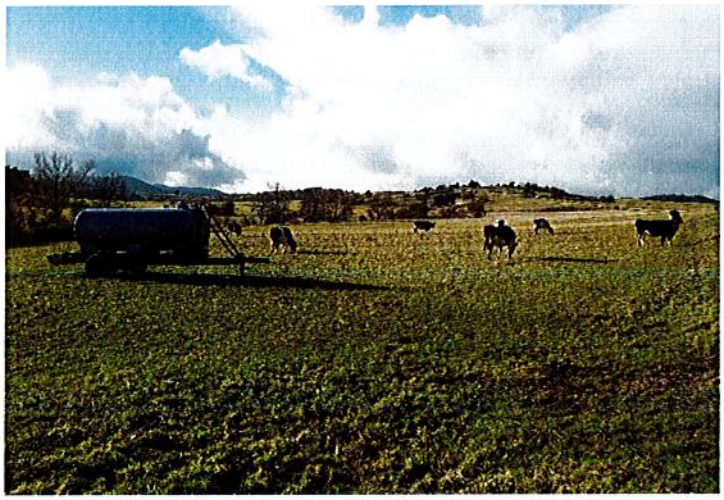
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- Article A2 : « *Est autorisé le changement de destination de bâtiments agricoles présentant un caractère architectural ou patrimonial* » (identifiés dans le Rapport de Présentation).

- Article A2 : « *Sont autorisées dans la zone A, la restauration et l'extension des constructions existantes liées et nécessaires à l'exploitation agricole* ».

- Article A8 : « *Les constructions, en particulier les bâtiments à usage d'habitation ou d'accueil touristique liés et nécessaires à l'exploitation agricole, devront s'implanter dans les bâtiments existants ou en contigüité de ceux-ci* ».

- Article A11 : Cet article relatif à l'aspect extérieur des constructions devra faire l'objet d'une attention particulière et préciser les recommandations architecturales relatives à l'extension ou la construction neuve des bâtiments.



*Paysage agricole à proximité d'Aydat, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.3. ARCHITECTURE ET PATRIMOINE BATI

> Cf. **Carte 5 :** Occupation du sol.
> Cf. **Cartes 6A et 6B :** Architecture, patrimoine bâti et paysager.
> Cf. **Carte 9 :** Périmètre du bien UNESCO.

> Cf. **Annexe :** Un éco-habitat au cœur des Volcans d'Auvergne, SMPNRVA, 2009.
> Cf. **Annexes** : Inventaire du petit patrimoine bâti non protégé, SMPNRVA

### 5.3.1. QUE DIT LA CHARTE DU PARC ?

***Disposition 2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme » [cf. Charte p. 109]***

S'agissant du paysage et de l'énergie, il convient de :

> conserver, restaurer, valoriser le caractère remarquables des bourgs importants du point de vue touristique et/ou patrimonial : valoriser le noyau urbain ancien et appliquer aux extensions du bâti une exigence d'intégration de même niveau que celle attendue du bâti ancien.
> adapter finement les règlements d'urbanisme pour :
- assurer une cohérence des formes urbaines et architecturales avec les caractéristiques des sites d'implantation (géomorphologie, singularités, etc.), les spécificités propres à chaque bourg (histoire, morphologie, organisation, etc.) et du besoin de modernisation des typologies.
- lutter contre les modèles architecturaux standardisés, stéréotypés (chalet alpin, etc.) ou pastiches de l'architecture vernaculaire.
- encourager la réhabilitation du bâti vacant.
- instaurer des critères particulièrement qualitatifs pour l'aménagement des zones d'activités.

> dans la réflexion territoriale, traiter des besoins : de restauration / valorisation des éléments singuliers du patrimoine vernaculaire des bourgs, en lien avec les projets touristiques, culturels et sociaux.

***Disposition 3.3.2.2. : « Soutenir et structurer les filières locales fournissant le bois d'œuvre, le bois de construction et le bois énergie » [cf. Charte p. 164]***

Accompagner les filières bois locales en :

> aidant leur émergence et leur structuration.
> encourageant l'usage local du bois (développement de l'éco-construction valorisant le bois, encourager l'utilisation de ce matériau dans les documents d'urbanisme et dans la conception des bâtiments publics et agricoles, etc.).

***Disposition 3.4.2.2. : « Maintenir et diversifier l'usage de la pierre volcanique dans l'architecture locale » [cf. Charte p. 174]***

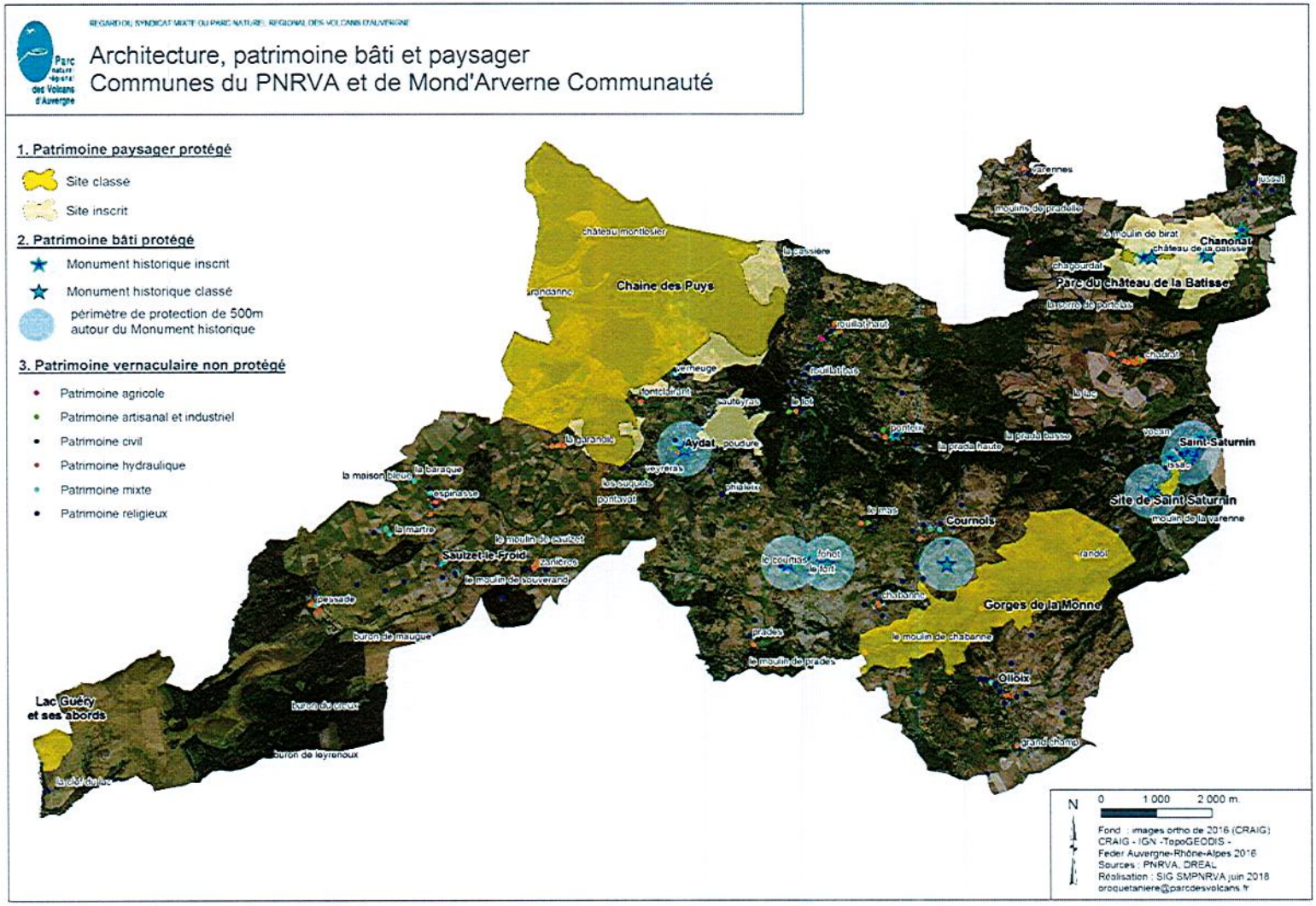
Valoriser la qualité architecturale du bâti traditionnel en :

> soutenant les initiatives locales œuvrant en faveur d'un entretien régulier, d'une restauration et/ou réhabilitation de ces bâtiments.
> se mobilisant en faveur de l'utilisation du matériau pierre volcanique dans le bâti contemporain.
> favorisant la réappropriation culturelle du matériau (le reconsidérer comme une ressource locale à forte valeur patrimoniale et économique).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.3.2. ENJEUX SPECIFIQUES AU TERRITOIRE




*Carte 6 – Architecture, patrimoine bâti et paysager.*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

La loi du 2 mai 1930 intégrée depuis dans les articles L 341-1 à L 341-22 du code de l'environnement permet de préserver des espaces du territoire français qui présentent un intérêt général du point de vue scientifique, pittoresque et artistique, historique ou légendaire. Le classement ou l'inscription d'un site ou d'un monument naturel constitue la reconnaissance officielle de sa qualité et la décision de placer son évolution sous le contrôle et la responsabilité de l'État.

Il existe deux niveaux de protection :

- **Le classement** est une protection forte qui correspond à la volonté de maintien en l'état du site désigné, ce qui n'exclut ni la gestion ni la valorisation. Généralement consacré à la protection de paysages remarquables, le classement peut intégrer des espaces bâtis qui présentent un intérêt architectural et sont parties constitutive du site. Les sites classés ne peuvent être ni détruits ni modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale ; celle-ci en fonction de la nature des travaux est soit de niveau préfectoral ou soit de niveau ministériel. En site classé, le camping et le caravaning, l'affichage publicitaire, l'implantation de lignes aériennes nouvelles sont interdits. Un site classé est un statut fort de protection qui correspond à la volonté de préservation de paysages urbains, architecturaux et naturels remarquables (et donc de maintien en l'état du site). Si des opérations sont prévues, elles doivent recevoir l'approbation du préfet ou du ministère selon le cas.

- **L'inscription** à l'inventaire supplémentaire des sites constitue une garantie minimale de protection. Elle impose aux maîtres d'ouvrage l'obligation d'informer l'administration 4 mois à l'avance de tout projet de travaux de nature à modifier l'état ou l'aspect du site. L'architecte des bâtiments de France émet un avis simple sur les projets de construction et les autres travaux et un avis conforme sur les projets de démolition.

Le territoire d'étude présente un nombre important de Monuments Historiques classés et inscrits. Voici une liste non exhaustive.

| | | |
|---|---|---|
| **AYDAT** | Eglise Saint-Sidoine | Classé - 1970 |
| | Fontaine calvaire de Ponteix | Classé - 1990 |
| | Croix en pierre du cimetière de Fohet | Classé - 1910 |
| | Croix sur la place publique de Fohet | Classé - 1910 |
| **CHANONAT** | Château de la Bâtisse et son parc | Classé - 1970 et 1997 |
| | Eglise Saint-Étienne | Inscrit - 1986 |
| | Ancienne commanderie des Chevaliers de Malte | Inscrit - 1965 |
| | Restes de l'ancien prieuré des Templiers | Classé - 1926 |
| | Domaine de Varvasse | Inscrit - 1995 |
| **COURNOLS** | Dolmen de l'allée couverte | Classé - 1887 |
| **OLLOIX** | Aucun monument classé / inscrit | |
| **SAINT-SATURNIN** | Château de Saint-Saturnin | Classé - 1889 |
| | Eglise de Saint-Saturnin | Classé - 1862 |
| | Chapelle Sainte-Madeleine | Classé - 1929 |
| | Chapelle Sainte-Anne de Chadrat | Classé - 1929 |
| | Maison du 15ème siècle | Inscrit - 1988 |
| | Maison des Archers | Inscrit - 1988 |
| | Porte des Boucheries | Inscrit - 1988 |
| | Ancien logis du 15ème siècle | Inscrit - 1972 |
| **SAULZET-LE-FROID** | Aucun monument classé / inscrit | |

*Monuments inscrits ou classés au titre des monuments historiques sur le territoire d'étude (Source Mérimée).*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Entre 1989 et 1993, les communes ont fait l'objet d'un inventaire du petit patrimoine bâti non protégé, conduit par le SMPNRVA. Cet inventaire a été complété, actualisé et numérisé entre 2013 et 2016.
→ **292 objets ont été recensés sur le territoire de Mond'Arverne (6 communes).**

Des tableaux en annexe du présent document présentent les résultats issus de ce travail d'inventaire pour chaque commune (inventaire, description, localisation des objets).

| | Aydat | Chanonat | Cournols | Olloix | Saint-Saturnin | Saulzet-le-Froid |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Croix | 39 | 16 | 17 | 13 | 16 | 21 |
| Oratoire | | | | | | |
| Monument aux morts | 2 | 2 | 1 | 1 | 2 | 1 |
| Monument de mission | | 1 | | | | |
| Abreuvoir | 2 | | | | 2 | |
| Lavoir | 7 | 3 | 3 | 2 | 6 | 4 |
| Four à pain | 15 | | 1 | | 3 | 4 |
| Four banal | | | | | 1 | |
| Four à charbon | 2 | | | | | |
| Chapelle | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 | |
| Moulin à eau | | | | | | |
| Fontaine | 15 | 8 | 2 | 3 | 12 | 9 |
| Fontaine abreuvoir | | | 3 | 1 | | |
| Fontaine lavoir | 6 | | | | | 8 |
| Vierge | | | | 1 | | |
| Statue | | | 1 | | | |
| Travail | 1 | | | | 1 | 4 |
| Calvaire | | | | | 1 | |
| Puits | 3 | | 1 | | 1 | |
| Pierre longue | 1 | | | | | |
| Poids public | 1 | | | 1 | 1 | |
| Pont | 2 | 2 | 2 | 1 | 3 | 1 |
| Poterne | | | | | 1 | |
| TOTAL | 98 | 33 | 32 | 25 | 52 | 52 |

→ **Des mesures de protection/identification des éléments de petit patrimoine bâti pourront être mises en place dans le cadre du PLUi.**

### 5.3.3. INTEGRER LES MESURES DE LA CHARTE 2013>2025 DANS UN DOCUMENT D'URBANISME

*Ce chapitre propose divers exemples destinés à traduire localement les mesures de la Charte 2013>2025 dans le rapport de présentation, le PADD, le zonage et le règlement des documents d'urbanisme. Ces exemples ne sont pas systématiquement transposables à tous les territoires. Ils peuvent néanmoins permettre d'orienter la réflexion de la collectivité.*

➢ Dans le rapport de présentation, une étude urbaine et architecturale permettant de :

- caractériser et analyser les espaces bâtis : formes urbaines, compositions, gabarits, implantations, potentialités de développement (centre ancien, urbanisation pavillonnaire, activités, loisirs, etc.).
- identifier les grandes caractéristiques du patrimoine bâti et architectural du territoire.
- identifier le patrimoine rural bâti présentant une qualité architecturale contribuant à l'identité du territoire (édifices cultuels, chapelles, oratoires, moulins, pigeonniers, etc.).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- mettre en avant le sens de l'implantation des bourgs, villages et hameaux en interrogeant leurs rapports aux sites (formes du relief, géographie).

➢ Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

- préserver les formes urbaines historiques, favoriser leur mise en valeur et leur évolution.
- permettre la restauration du patrimoine bâti afin d'assurer sa préservation.
- rechercher une adaptation du bâti contemporain aux sites, afin de concilier conservation, évolution et création architecturale.
- assurer le lien entre le règlement du document d'urbanisme et l'architecture qu'il induit.
- permettre de construire ou rénover des bâtiments tout en favorisant l'installation de la petite faune.

*Pour aller plus loin : l'ensemble des objectifs définis dans le PADD peuvent être traduits simplement dans le zonage, le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Toutefois, après l'approbation du document, le projet se poursuit, notamment à travers la mobilisation d'outils opérationnels, fonciers et financiers.*

➢ Dans le zonage et le règlement :

- Zonage : Identifier sur le plan de zonage, par un symbole ponctuel, les éléments du petit patrimoine bâti (en zones U, A et N)[4].

- Article U2 : « *La démolition de tout ou partie d'un bâtiment ou d'un groupe de bâtiments est soumise à l'obtention préalable d'un Permis de Démolir* ».

- Article U11 : Cet article relatif à l'aspect extérieur des constructions et à l'aménagement de leurs abords devra faire l'objet d'une étude précise permettant d'orienter le pétitionnaire pour les constructions neuves, les restaurations et l'extension de l'existant. Son contenu sera établi à la suite de l'étude des grandes caractéristiques du patrimoine bâti et architectural relative au secteur concerné.

- Article U11 : « *L'utilisation du bois comme matériau de construction sera privilégiée* » (en particulier dans la conception des bâtiments publics et agricoles).

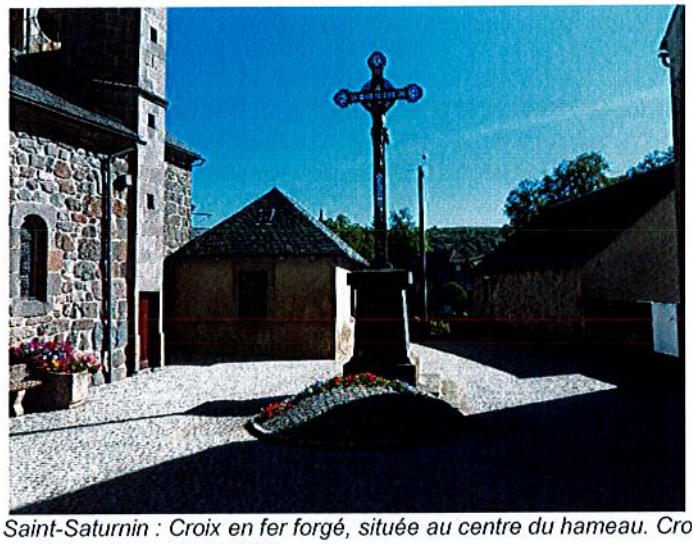
- Article A2 : « *Est autorisé le changement de destination de bâtiments agricoles présentant un caractère architectural ou patrimonial* » (identifiés dans le rapport de présentation).

- Article A11 : « *Le Permis de construire pourra être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'obtention de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales* ».

[4] Il est possible « d'identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique [...] » (article L. 123-1-5-III-2° du Code de l'Urbanisme).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026



*Saint-Saturnin : Croix en fer forgé, située au centre du hameau. Croix tordue, peinte en noir. Socle monolithique réalisé en lave. SMPNRVA*

*Puits à Cournols, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.4. BIODIVERSITE ET PATRIMOINE NATUREL

> Cf. **Carte 5 :** Occupation du sol.
> Cf. **Cartes 7A et 7B :** Biodiversité et patrimoine naturel.
> Cf. **Carte 8 :** Eau et milieux aquatiques.
> Cf. **Carte 9 :** Périmètre du bien UNESCO.

> Cf. **Annexe :** Proposition de Palette Végétale, SMPNRVA.
> Cf. **Annexe :** Liste régionale des espèces envahissantes d'Auvergne, CRA, 2009.
> Cf. **Annexe** : Guide pour la prise en compte des continuités écologiques et du paysage dans les projets d'urbanisme, SMPNRVA, 2014

### 5.4.1. QUE DIT LA CHARTE DU PARC ?

***Disposition 2.1.2.2. : « Maintenir la fonctionnalité de la Trame verte et bleue » [cf. Charte p. 80]***

Préserver la fonctionnalité et donc la continuité écologique de la Trame verte et bleue :

> dans les espaces agricoles : pérenniser le maillage des prairies et pelouses écologiquement riches.
> dans les secteurs soumis à la pression urbaine : conserver, restaurer ou créer des continuités des milieux ouverts constituant ici des corridors écologiques.
> au sein des milieux forestiers : développer leur biodiversité, assurer les liens entre les massifs forestiers par le bocage.
> au niveau des bords de routes et des délaissés : favoriser une gestion respectueuse de la diversité des espèces sauvages, préserver les zones d'épandage des crues.
> pour les cours d'eau : réduire le nombre d'ouvrages faisant obstacles à la migration piscicole, restaurer/entretenir les ripisylves, etc.
> pour les lacs, tourbières et zones humides : lutter contre les atteintes aux zones humides, adapter les pratiques agricoles et forestières pour éviter ou freiner leur eutrophisation, maintenir ou restaurer les continuités hydrauliques et écologiques entre les zones humides.

***Disposition 2.1.2.3. : « Conserver la richesse des réservoirs de biodiversité » [cf. Charte p. 81]***

> préserver, dans le cadre des documents d'urbanisme, l'ensemble des réservoirs de biodiversité identifiés, par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité.
> pour les réservoirs de biodiversité ne faisant pas l'objet de mesures de protections spécifiques :
- développer leur protection et leur gestion par des mesures réglementaires, foncières ou contractuelles adaptées.
- prioriser les pelouses et les prairies écologiquement riches, les lacs naturels et les zones humides (incluant les tourbières) et leurs bassins versants, ainsi que des milieux forestiers et des milieux rupestres.

***Disposition 2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme » [cf. Charte p. 109]***

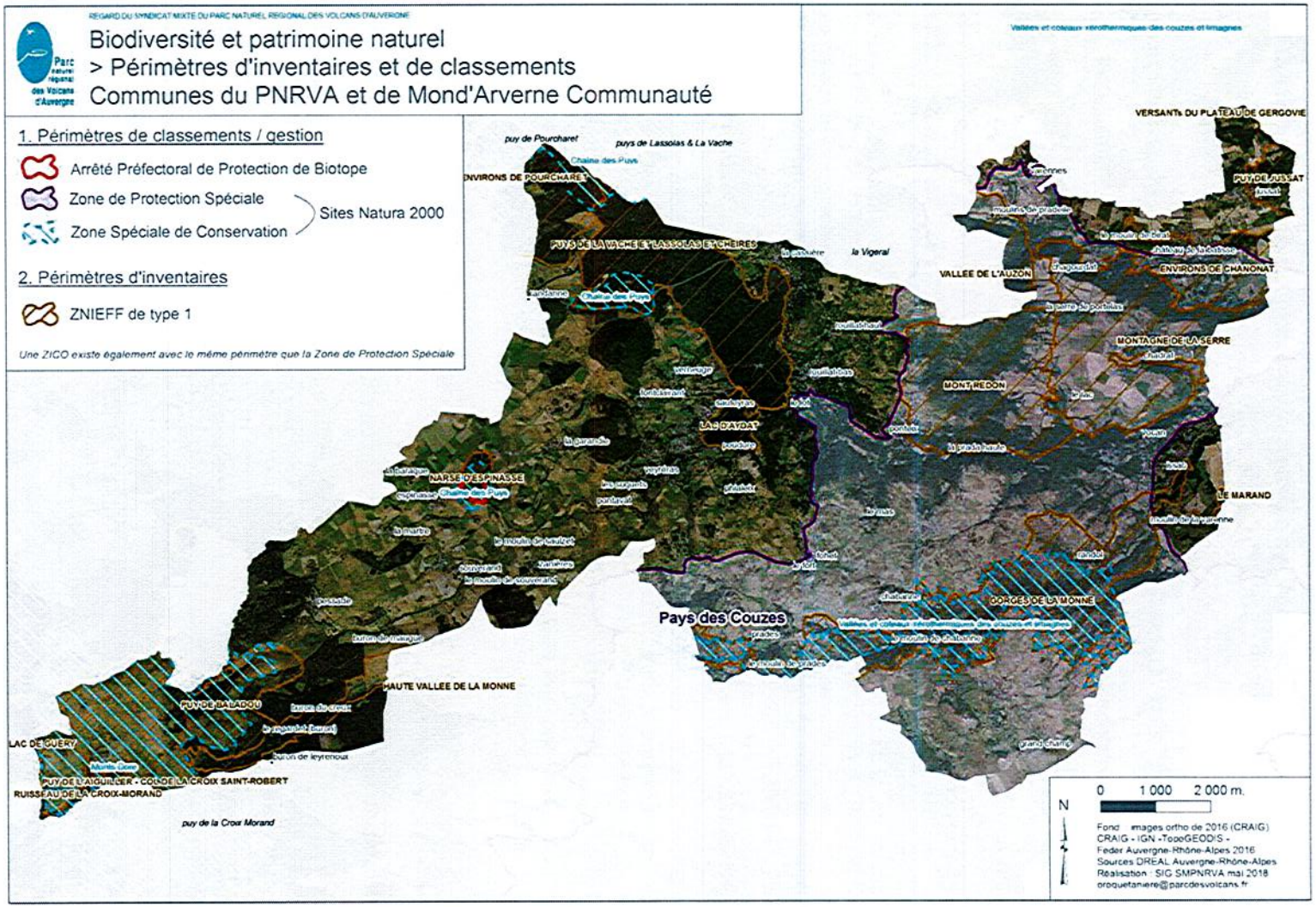
S'agissant des milieux naturels et de la ressource en eau, il convient de :

> assurer la fonctionnalité de la Trame verte et bleue en maintenant ou restaurant les continuités écologiques, des milieux ouverts principalement agricoles, boisés, aquatiques comme les lacs et les zones humides (ainsi que leurs bassins versants).
> préserver les réservoirs de biodiversité au sein des documents d'urbanisme (zonage et règlement garantissant la pérennité et/ou la restauration de leurs fonctionnalités).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.4.2. ENJEUX SPECIFIQUES AU TERRITOIRE




*Carte 7A – Biodiversité et périmètres d'inventaires-classement.*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Enjeux spécifiques au territoire**

Le territoire intercommunal est façonné par les reliefs issus des dynamiques géomorphologiques et volcaniques (sous-ensembles paysagers de la Chaîne des Puys, Montagne de la Serre, Versant de Pessade, etc.). De ce fait, les communes disposent d'une **mosaïque exceptionnelle de milieux naturels favorables à l'accueil de multiples espèces** (pour certaines rares et protégées) dont une grande partie est reconnue au titre du patrimoine naturel à travers le classement de différents espaces protégés et/ou inventoriés.

## ESPACES PROTEGES AU TITRE DE LA PRESERVATION DE LA NATURE :

### Natura 2000 :

Le réseau Natura 2000 constitue un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la fragilité ou la rareté des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs milieux naturels à l'échelle de l'Union européenne. **En France, 1776 sites ont été désignés** ce qui correspond à 12,9% du territoire. L'objectif de la démarche Natura 2000 est de **concilier activités humaines et préservation du patrimoine naturel** par des mesures de gestion et des actions concertées et négociées avec l'ensemble des acteurs concernés.

Le réseau Natura 2000 s'appuie sur deux directives européennes :

- **La directive « Oiseaux »** adoptée en 1979, vise la conservation à long terme de toutes les espèces d'oiseaux sauvages de l'Union européenne, en identifiant 181 espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. La présence de ces espèces sur un territoire donné justifie la création de **Zones de Protection Spéciales**.

- **La directive « Habitats Faune Flore »** adoptée en 1992, établit un cadre pour les actions communautaires de conservation de certaines espèces de faune (autre que les oiseaux) et de flore sauvages ainsi que des habitats naturels. Elle répertorie 231 types d'habitats naturels et 900 espèces animales et végétales dits d'intérêt communautaire. La présence de ces espèces sur un territoire donné justifie la création de **Zones Spéciales de Conservation.**

Le classement en site Natura 2000 n'apporte pas de fait d'interdiction supplémentaire de certaines activités. En revanche, certains projets peuvent être soumis à la procédure d'évaluation des incidences (l'équivalent d'une étude d'impact).

**Le territoire intercommunal est concerné par 4 sites Natura 2000**
*(Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel).*

**Aydat**
Directive habitat (SIC : Site d'Intérêt Communautaire) :
> Le site « Vallée et côteaux xérothermiques des Couzes et Limagnes » FR8301035
> Le site « Chaîne des Puys » FR8301052

Directive oiseaux (ZPS : Zone de Protection Spéciale) :
> Le site « Pays des Couzes » FR8312011

**Chanonat**
Directive oiseaux (ZPS : Zone de Protection Spéciale) :
> Le site « Pays des Couzes » FR8312011

**Cournols, Olloix et Saint-Saturnin**
Directive habitat (SIC : Site d'Intérêt Communautaire) :
> Le site « Vallée et côteaux xérothermiques des Couzes et Limagnes » FR8301035

Directive oiseaux (ZPS : Zone de Protection Spéciale) :
> Le site « Pays des Couzes » FR8312011

**Saulzet-le-Froid :**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Directive habitat (SIC : Site d'Intérêt Communautaire) :
> Le site « Mont-Dore » FR8301042
> Le site « Chaîne des Puys » FR8301052

**Le site Natura 2000 de la Chaîne des Puys (superficie : 2 037 ha)**
*(Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel).*

Caractéristiques du site

La désignation du site Natura 2000 de la Chaîne des Puys vise prioritairement les pelouses et landes d'altitudes réparties sur les flancs et sommets des volcans et entretenues par l'activité pastorale ancestrale, essentiellement ovine. Elle vise également une végétation particulière et clairsemée, emblématique, qui se développe sur les éboulis et scories volcaniques. Ainsi la Chaîne des Puys offre ses 90 édifices volcaniques en alignement du nord au sud qui constituent un paysage unique au monde avec des influences géo-climatiques (altitudes de 600 à 1450m et toutes les orientations) et des activités humaines (pastoralisme en particulier et sylviculture) qui engendrent un patrimoine naturel riche et diversifié. Ce sont ainsi 12 habitats (milieux naturels) d'intérêt européen (sur 35 habitats inventoriés) qui coexistent en mosaïques sur 2041 ha éclatés en 9 entités sur 8 communes.

Si le site est majoritairement forestier (71,29% de la surface), la diversité des situations écologiques, associée à une situation foncière bloquante pour la gestion (60% du site est en propriété privée non délimitée – ou indivis) créent les conditions favorables pour accueillir une grande richesse en chauves-souris (8 espèces d'intérêt communautaire annexe 2 et 12 en annexe 4 et autres espèces cavernicoles, rapaces nocturnes notamment). Cette diversité est confortée par la présence des grottes de Volvic qui constituent l'un des gîtes (abris) auvergnats les plus importants pour la reproduction et l'hibernation de ces petits mammifères (tous protégés nationalement). La Chaîne des Puys s'avère donc avoir une forte responsabilité pour les populations de certaines espèces.

Deux zones humides d'importance très différente complètent ce tableau : la tourbière de la Narse d'Espinasse et une petite zone au Pré de Côme. En effet, si la première est classée en Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope depuis 1988 pour la tourbière qui la caractérise, la seconde, à peine visible, est en cours de boisement et n'accueille plus ni espèces, ni habitats d'intérêt. La Narse au contraire accueille l'une des plus belles populations auvergnates de Ligulaire de Sibérie (plante relique de l'époque glaciaire rare en Europe, annexe 2) et une belle population de Cuivré de la Bistorte (1 papillon également rare en Europe, annexe 2), elle fait déjà l'objet d'un plan de gestion et de mesures agro-environnementales sur son bassin versant.

Qualité et importance

L'importance de la Chaîne des puys est liée à l'alignement nord-sud de ses 90 édifices volcaniques qui offrent des conditions géo-climatiques variées et permet le développement d'un patrimoine paysager et naturel, riche et varié.
Associé à l'activité ancestrale du pastoralisme (estives ovines principalement) et plus récemment à la sylviculture, ses conditions naturelles variées ont permis le développement en mosaïque de milieux herbacés secs et de landes (d'influence montagnarde à sub-alpine) d'une part et de divers milieux forestiers d'autre part. Cette mosaïque permet l'existence d'une grande diversité de Chauves-Souris, d'insectes et d'oiseaux à enjeux patrimoniaux.
De plus, l'un des plus importants gîtes régionaux d'hibernation et de reproduction des Chauves-Souris se trouve dans le site Natura 2000 ; ainsi, la Chaîne des Puys revêt une importance majeure pour ces espèces toutes protégées au niveau national et toutes inscrites dans l'une des annexes de la Directive Habitat. Par ailleurs, la Narse d'Espinasse offre l'une des plus belles stations nationales de Ligulaires de Sibérie et une importante population de Cuivré de la Bistorte, ce qui lui vaut un classement en Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope.
Ainsi, la qualité du patrimoine paysager et naturel de la Chaîne des Puys lui vaut un classement en site classé et une inscription aux biens du patrimoine mondial de l'UNESCO.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Vulnérabilité

La Chaîne des Puys est caractérisée par un manque de lisibilité pour ses habitants et ses acteurs socio-économiques, du fait de la superposition des zonages et démarches : site classé avec une protection réglementaire notamment sur la gestion forestière, OGS Puy de Dôme, APPB Narse d'Espinasse, ZNIEFF type 1 et 2, 4 Chartes Forestière de Territoire, le SCOT du Grand Clermont, l'Impluvium des Eaux de Volvic (CEPIV) et la tête de bassin versant de la vallée de la Veyre (Contrat de rivière), PNR Volcans d'Auvergne et projet de classement aux biens du Patrimoine mondial de l'UNESCO. De plus, si cet ensemble volcanique, symbole de l'Auvergne, est si apprécié des visiteurs (locaux ou lointains), leur fréquentation s'intensifie dans certains secteurs au détriment de sa propre richesse paysagère, géologique et biologique et des activités économiques qui s'y exercent (pastoralisme en premier lieu), créant des conflits d'usage. Le 1er enjeu et objectif de Natura 2000 est donc de venir en complémentarité des chantiers et projets déjà engagés sur la Chaîne des Puys et de contribuer à la cohérence des politiques publiques par une animation de terrain et entre les collectivités accrue, mais aussi de créer et/ou mutualiser des outils de communication et de sensibilisation.
Le 2ème enjeu est la préservation voire le renforcement de la mosaïque des milieux qui fait la richesse patrimoniale de la Chaîne des Puys.

Ce sont d'abord et avant tout les milieux ouverts et semi-ouverts qui permettent à la fois la mise en valeur paysagère de la Chaîne des Puys et en représentent le patrimoine naturel emblématique. Or, ces milieux ouverts et semi-ouverts sont hérités des traditions de parcours pastoraux extensifs, ovins en Chaîne des Puys, et sont donc dépendants de leur évolution. Le pastoralisme, qui joue un rôle multi-fonctionnel (économique, social, touristique, écologique, paysager...) bien au-delà du simple pâturage des animaux, est donc à soutenir et à maintenir par des mesures d'adaptation de la gestion pastorale et de débroussaillements de certaines zones (MAEt et contrats Natura 2000). Pour les milieux forestiers, l'enjeu est de favoriser des pratiques qui renforcent la diversité spécifique (préserver des bois sénescents, augmenter les forêts composées de feuillus et mixtes, etc. dans le cadre de contrats Natura 2000 et d'amélioration de la connaissance). Ceci passe par une étape préalable longue et difficile qui est de favoriser les regroupements fonciers de propriétaires pour tenter une gestion cohérente sur des surfaces suffisantes (animation et coordination). Préserver la diversité spécifique, en particulier les chauves-souris, c'est aussi pérenniser la protection de leurs gîtes d'hibernation, en particulier les grottes de Volvic, l'une des plus important pour l'Auvergne.

Enfin, la Chaîne des Puys est la zone de récréation principale pour ses habitants et ayant-droits, ainsi que pour l'agglomération clermontoise, mais elle est aussi l'un des secteurs auvergnats les plus visités par les touristes français et étrangers. Elle attire également un tourisme pédagogique (groupes scolaires et étudiants) soucieux de concrétiser sur le terrain l'étude du volcanisme (en tant que laboratoire naturel) et un tourisme sportif (avec plus de 100 manifestations organisées par an, c'est l'un des secteurs les plus sollicités en France !). Or, cette fréquentation ne pourra que s'accroître à l'avenir (recherche de loisirs verts de la population, classement du bien au patrimoine mondial, etc.) sur des sols et des milieux fragiles, avec des espèces sensibles aux dérangements et où l'activité pastorale, reposant principalement sur une filière économique ovine en difficulté, requiert un peu de tranquillité et l'amélioration des conditions de travail. L'objectif est donc de mieux maîtriser la fréquentation et une meilleure sensibilisation du public par une présence accrue sur le terrain (gardes nature), par l'entretien et la restauration des chemins dégradés, de la signalétique, des ouvrages de franchissements, etc. (qui sont parfois de très imposants travaux formalisés dans des contrats Natura 2000) et par l'amélioration et la mutualisation de la communication.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Le site Natura 2000 des Pays des Couzes (superficie : 51 756 ha)**
*(Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel).*

Caractéristiques du site

Située dans les « Pays coupés », cette zone Natura 2000 à la géographie très variée est un site important pour la conservation des rapaces forestiers et rupestres. La Zone de Protection Spéciale du Pays des Couzes englobe les anciennes ZICO de la Montagne de la Serre, des Couzes nord et des Couzes sud.Deux grands secteurs sont à distinguer : la partie nord qui comprend les gorges remarquables de la Monne, de la Couze Chambon, de la Couze Pavin et de la Couze de Valbeleix. Le secteur sud qui s'étend autour d'Ardes-sur-Couze, dans lequel on trouve la Couze d'Ardes ainsi que d'autres petits affluents de l'Alagnon. Il s'agit d'un des sites les plus intéressants en Auvergne et en France pour la conservation des rapaces forestier et rupestres. La densité et la diversité de ce groupe sont remarquables. Sont présents Faucon pélerin, Hibou grand Duc, Aigle botté, Circaëte Jean-Le-Blanc, Bondrée apivore, Milan noir. La population de Milan royal compte également parmi les plus importantes de la région Auvergne. Les deux espèces de busards (Busard cendré et Busard Saint-Martin) nichent dans les landes et les cultures, le Saint-Martin est également hivernant dans cette ZPS.

La population de Bruant ortolan, bien qu'en diminution, reste encore bien présente sur les coteaux, les chaux et même les plaines cultivées. Les chaux (pelouses, prairies et zones humides) abritent le Bruant ortolan et les limicoles et rapaces en migration.

D'autres oiseaux de la Directive fréquentent également les milieux forestiers comme le Pic noir et le rare Pic cendré. L'Engoulevent d'Europe est présent dans les zones buissonnantes et arbustives avec une des plus fortes densités de la région. Il en est de même pour l'Alouette lulu et la Pie grièche écorcheur, qui sont également présents dans les secteurs cultivés.

Le site est aussi une voie de migration majeure pour l'Auvergne pour les rapaces, cigognes, pigeons et passereaux. Le site de la Montagne de la Serre a permis entre 1986 et 2004 un suivi de la migration sur toute cette région, et il en résulte un intérêt exceptionnel du passage migratoire entre la rivière Allier et les massifs environnants (chaine des Puys et massif du Sancy) : plusieurs centaines de milliers d'oiseaux dont plus de 5000 rapaces (seuil de sélection pour l'inventaire ZICO) sur le seul site de la Serre et plus de 10000 sur le site de Creste.

Vulnérabilité

Le tourisme et sports de nature (oiseaux rupestres notamment), l'agriculture : modification des pratiques, abandon de patûrage ponctuellement et les énergies renouvelables (éoliennes, photovoltaïques).

**Le site Natura 2000 des Monts Dore (superficie : 7122 ha)**
*(Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel).*

Caractéristiques du site

S'étendant autour du Puy de Sancy (1866m) le site s'étale à une altitude moyenne de 1050m. Creusé des 3 vallées glacières de la Dordogne, de Chaudefour et de la Fontaine salée. Le site englobe aussi l'ensemble remarquable du lac Guéry et des roches phonolithiques de Tuilière et Sanadoire. Le risque principal est la pression touristique. En particulier du fait des stations de sport d'hiver.

La conservation de la richesse floristique du site passe par sa maîtrise raisonnée. Les domaines skiables sans grand intérêt écologique sont exclus de façon à ne pas gêner inutilement leur gestion.

Qualité et importance

Le complexe volcanique du Sancy présente, outre son étagement altitudinal de nombreuses vallées glaciaires qui permettent l'expression d'un très grand nombre de milieux dont certains dans un état de conservation excellent (vallée de Chaudefour). La richesse écologique du site s'exprime par la présence de 16 habitats dont 2 prioritaires et de 5 espèces d'intérêt communautaire. Le cortège floristique est de très haute valeur écologique et d'une richesse exceptionnelle.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Vulnérabilité

Le risque principal est la pression touristique. En particulier du fait des stations de sport d'hiver. La conservation de la richesse floristique du site passe par sa maîtrise raisonnée. Les domaines skiables sans grand intérêt écologique seraient exclus de façon à ne pas gêner inutilement leur gestion.

**Le site Natura 2000 des Vallées et côteaux xérothermiques des Couzes et Limagnes (superficie : 2311 ha)**
*(Source : Inventaire National du Patrimoine Naturel).*

Caractéristiques du site

Ce site regroupe deux grands types de milieux : les gorges profondes qui relient le massif du Sancy aux Limagnes et les formations volcaniques développés au coeur de cette dernière ainsi que les coteaux calcaires de cette zone. Patrimoine géologique : cheminées de fées, orgues basaltiques.

Qualité et importance

Très grande diversité de pelouses sèches et de milieux rocheux.
Présence de prés salés continentaux, habitats très rares en France.
Gorges encaissées humides.
Cette diversité permet de concentrer géographiquement une grande diversité d'habitats qui doivent rester connectés au sein d'une unité cohérente.

Vulnérabilité

Sensibilité accrue des zones salées toujours de faibles superficies.
Problématique agricole sur les coteaux secs (abandon, intensification ou plantation).
Proximité de zones urbaines.

➔ **Les documents d'urbanisme doivent intégrer les objectifs de préservation des sites Natura 2000 et sont soumis à la procédure d'évaluation des incidences.**



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## ESPACES INVENTORIES AU TITRE DE LA PRESERVATION DE LA NATURE :

Outre ces espaces de protection, les communes sont concernées par un riche patrimoine naturel recensé au travers de plusieurs zones d'inventaires. En effet, on dénombre **22 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de type 1 et 2 (ZNIEFF).**

### Aydat

> Le lac d'Aydat, les Puys de la Vache et Lassolas et Cheires, les Gordes de la Monne, la Chaîne des Puys, le Mont Redon, les environs de Pourcharet, les Pays Coupés et le plateau ouest de la Chaîne des Puys.

### Saulzet-le-Froid :

> La narse d'Espinasse, le Puy de l'Aiguiller – Col de la Croix Saint-Robert, la Haute Valée de la Monne, le Lac de Guery, le Puy de Baladou, la Chaîne des Puys, les Monts-Dore, le ruisseau de la Croix-Morand et le plateau ouest de la Chaîne des Puys.

### Cournols :

> Les Gorges de la Monne et les Pays Coupés

### Olloix :

> Les Gorges de la Monne et les Pays Coupés

### Chanonat :

> La Vallée de l'Auzon, les Versant du plateau de Gergovie, les coteaux de Limagne Occidentale, la Montagne de la Serre, le Puy de Jussat, les environs de Chanonat et les Pays Coupés

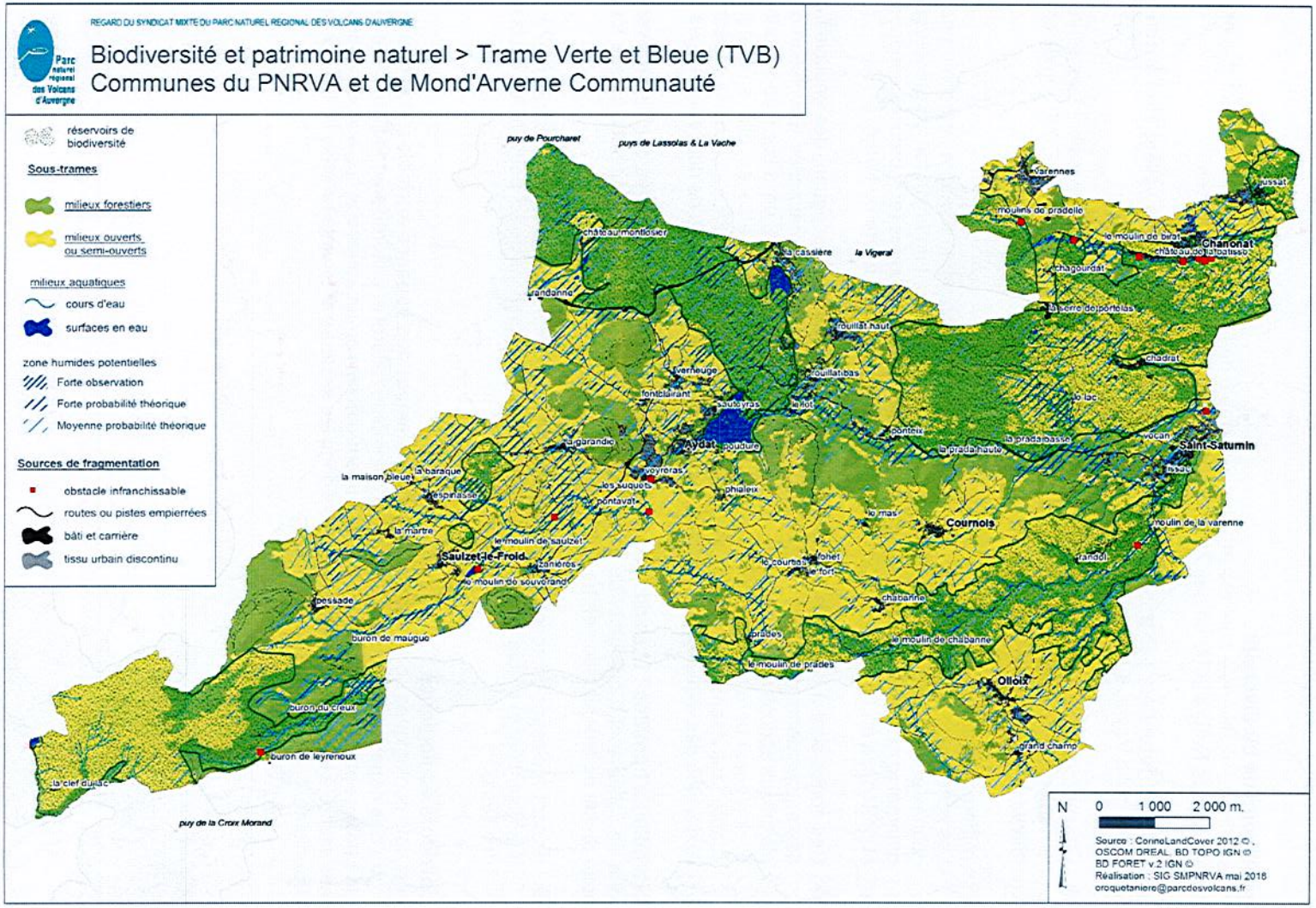
### Saint-Saturnin :

> Les Gorges de la Monne, les coteaux de Limagne Occidentale, le Marand, la Montagne de la Serre, le Mont Redon et les Pays Coupés

*La narse d'Espinasse, SMPNRVA*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026




*Carte 7B – Trame Verte et Bleue*

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## LA TRAME VERTE

***(Information : le volet sur la trame bleue est développé dans le chapitre suivant)***

La Trame verte et bleue est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques, composées de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques. On parle également de continuité écologique. Les continuités écologiques doivent être retranscrites dans les documents d'urbanisme (article R151-43 du Code de l'Urbanisme).

### Les réservoirs de biodiversité :

Les réservoirs de biodiversité sont répartis sur l'ensemble des communes et concernent des espaces classés au titre de Natura 2000 ou des ZNIEFF de type 1. Ils sont de trois types :

- **Les milieux forestiers :** localisés principalement sur les versants des vallées de l'Auzon, de la Monne et de la Veyre, sur et à proximité des Puys.

  ➔ Ces milieux sont à classer en zone N ou EBC dans le zonage avec la possibilité d'inscrire dans le Règlement des références aux Documents d'Objectifs des sites Natura 2000 afin de concilier enjeux économiques et écologiques.

- **Les milieux ouverts :**
  - Les zones agro-pastorales concernent une très grande partie du territoire intercommunal). Façonnés et entretenus par le pâturage, ces milieux présentent un enjeu fort de préservation du patrimoine naturel et des paysagers sur des reliefs emblématiques (nombreuses espèces rares et protégées en Auvergne) et d'attractivité touristique et paysagère du territoire.

  ➔ Ces zones sont à classer en zone N plutôt que A ou UT, en distinguant des enclaves autour des équipements existant en A ou UT de façon à préserver les capacités d'évolution des exploitations agricoles et touristiques. Si le zonage N n'est pas retenu, un indice « co » (continuités écologiques) parait indispensable à associer aux zonages de ces zones, allié à un règlement adapté (autorisant par exemple les travaux liés à l'entretien des pâtures et de la végétation et l'extension des exploitations existantes, mais interdisant la création de nouveaux sièges).

- **Les milieux humides :** Les zones humides, les ruisseaux et leurs ripisylves dans les estives et en fond de vallée sont à préserver de toutes perturbations et dans leur intégrité écologique fonctionnelle du fait de leur situation en tête de bassin versant.

  ➔ Ils sont à classer en zone N ou EBC avec un Règlement adapté (type article L151-23 ou Nh interdisant par exemple toutes les occupations et les utilisations du sol pouvant nuire à la qualité des lieux).

### Les corridors écologiques :

Les corridors écologiques sont **composés principalement des espaces agricoles, des cours d'eau ainsi que des espaces forestiers**. Les haies, patrimoine naturel et culturel, sont facilement repérables avec la photographie aérienne et mériteraient une protection ou un zonage indicé accompagné du Règlement adapté à leur préservation notamment dans les secteurs d'habitats (articles L. 151-23 du Code de l'Urbanisme).

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

### Synthèse des principaux enjeux

Les principaux enjeux environnementaux sur le territoire intercommunal sont les suivants :

- **Une diversité exceptionnelle de milieux** (forestiers, agricoles, aquatiques, zones humides) favorable à l'expression d'une biodiversité végétale et animale ;
- **Un territoire couvert par de nombreux inventaires européens** (Natura 2000, ZNIEFF)
- **Un maillage forestier relativement dense et des reliefs emblématiques sources de biodiversité** (vallées, gorges, Puys) ;
- **Un intérêt fort pour l'avifaune**
- **La présence d'espèces d'intérêt européen.**

### Objectifs

- **Préservation des habitats d'accueil d'espèces à statuts réglementaires** (faune et flore) et maintien des connectivités nécessaires au bon développement de leur cycle de vie ;
- **Préservation des réservoirs de biodiversité** : le territoire communal (ZNIEFF, sites Natura 2000) revêt ainsi un intérêt patrimonial majeur, certains secteurs sont à ce titre répertoriés comme réservoirs de biodiversité au Plan Parc, ce qui doit se transcrire dans le futur document d'urbanisme de la commune.
- **Préservation des éléments composants la Trame verte et bleue** (corridors écologiques) et en particulier du réseau bocager et des zones humides et d'eau libre favorables aux chauves-souris et à la loutre.

## 5.4.3. INTEGRER LES MESURES DE LA CHARTE 2013>2025 DANS UN DOCUMENT D'URBANISME

*Ce chapitre propose divers exemples destinés à traduire localement les mesures de la Charte 2013>2025 dans le rapport de présentation, le PADD, le zonage et le règlement des documents d'urbanisme. Ces exemples ne sont pas systématiquement transposables à tous les territoires. Ils peuvent néanmoins permettre d'orienter la réflexion de la collectivité.*

Dans le rapport de présentation, une étude de la biodiversité permettant de :

- identifier et cartographier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité : réservoirs de biodiversité et continuités écologiques constituées d'espaces naturels ou semi-naturels et de formations végétales linéaires ou ponctuelles, regroupés par grands types de milieux naturels selon la Trame verte et bleue, en prenant notamment en compte les éléments figurant au Plan Parc et les inventaires existants (SAGE, etc.) :

- 1. Forêts, haies, bosquets, arbres isolés, ripisylves, landes hautes, vergers, etc.
- 2. Prairies, estives, landes basses, bords de chemins/routes, etc.
- 3. Zones humides (prairies humides, marais, tourbières, etc.), milieux aquatiques (lacs, mares, plans d'eau, etc.) et cours d'eau (couzes, fossés, ripisylves, etc.).
- 4. Obstacles aux déplacements des espèces (route, zone urbanisée dense, imperméabilisée, clôtures infranchissables, seuils sur les cours d'eau, sources de pollution, etc) ainsi que les milieux naturels fortement impactés par les dépôts et comblements.

- croiser la précédente approche avec une analyse paysagère (cf. partie 5.1.2.).
- évaluer les incidences du document d'urbanisme sur l'environnement : en termes de consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (Grenelle 2) et d'impacts potentiels sur l'état de la biodiversité (sites Natura 2000 en particulier).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

➢ Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

- préserver les espaces importants pour la biodiversité (TVB : réservoirs de biodiversité et continuités écologiques) par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité.
- spatialiser la TVB à l'aide d'une carte schématique afin d'en illustrer les objectifs (il est possible de prioriser les continuités écologiques d'importance majeure, supracommunale ou d'importance locale, et de distinguer protection et remise en bon état des continuités écologiques).
- assurer la préservation et la mise en valeur de ces espaces d'une grande richesse faunistique et floristique.

*Pour aller plus loin : l'ensemble des objectifs définis dans le PADD peuvent être traduits simplement dans le zonage, le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Toutefois, après l'approbation du document, le projet se poursuit, notamment à travers la mobilisation d'outils opérationnels, fonciers et financiers.*

➢ Dans le zonage et le règlement :

- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Appliquées à la TVB, les OAP peuvent prévoir : des orientations sur les plantations à conserver/créer, des principes de tracés de voiries nouvelles, de limiter les haies ou les clôtures, de conserver un espace naturel au sein d'une zone AU (liaison entre deux réservoirs de biodiversité).

- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Il est également possible de réaliser une OAP « thématique » générale dédiée à la TVB à l'échelle du territoire tout entier.

- Zonage : D'une manière générale, les continuités écologiques composant la TVB sont situées en zones A ou N.

- Zonage : Préserver les milieux forestiers et boisements existants présentant des qualités écologiques reconnues et des structures paysagères remarquables, ainsi que les ripisylves, par un classement en zones N ou en Espaces Boisés Classés (EBC). Ce classement peut également s'appliquer à des arbres isolés, des haies, des plantations d'alignement, etc.

- Zonage : Localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger inconstructibles quelques soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent (les articles L-151 du CU).

- Le zonage indicé constitue un outil pertinent pouvant également être employé en zone A ou AU[5]. Par exemple : Nco (corridor écologique en zone N), Aco (en zone A), Nt (zone N de protection totale), Ab (zone A bocagère), etc.

- Article A2 : « *Sont autorisées dans la zone A, la restauration et l'extension des constructions existantes liées et nécessaires à l'exploitation agricole* ».

- Article N1 : « *Sont interdits les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols* ».

- Articles AU11 : Dans un objectif de préservation des éléments naturels et pour favoriser la biodiversité, il est possible de mentionner que « *les clôtures seront composées de végétaux, d'essences variées. En cas d'ajout d'un grillage à la haie (1,50 mètre maximum), celui-ci sera placé à l'arrière de la haie depuis la rue* ». On peut également préciser que « *les clôtures seront perméables afin de permettre la libre circulation de la petite faune* ».

- Le règlement peut fixer des Emplacements Réservés aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques (les articles L-151 du CU).

[5] Cf. Article L 123-1-5 du Code de l'Urbanisme.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- Définition d'un Coefficient de Biotope : fixer une obligation de maintien ou de création de surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables.

*Trame verte composée de linéaires de haies et de milieux ouverts et forestiers à proximité de Fohet, SMPNRVA.*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.5. EAU ET MILIEUX AQUATIQUES : LES TRAMES BLEUES

> Cf. **Carte 5 :** Occupation du sol.
> Cf. **Cartes 7A et 7B :** Biodiversité et patrimoine naturel.
> Cf. **Carte 8 :** Eau et milieux aquatiques.
> Cf. **Carte 9 :** Périmètre du bien UNESCO.

>Cf. **Annexe :** Liste régionale des espèces envahissantes d'Auvergne, CRA, 2009.
> Cf. **Annexe** : Guide pour la prise en compte des continuités écologiques et du paysage dans les projets d'urbanisme, SMPNRVA, 2014

### 5.5.1. QUE DIT LA CHARTE DU PARC ?

***Disposition 2.2.1.1. : « Favoriser et mettre en cohérence les politiques de l'eau à l'échelle du territoire et les enjeux de la ressource » [cf. Charte p. 87]***

Développer des outils de planification et de gestion de la ressource en eau à une échelle adaptée (outil de gestion de l'eau de type SAGE, Contrat de rivière, etc.) permettant :

> en termes de qualité et de disponibilité de la ressource en eau, d'assurer une solidarité amont-aval en veillant à un partage équilibré entre les différents usages locaux.
> d'intégrer l'enjeu eau, particulièrement la préservation des milieux aquatiques et humides des têtes de bassins versants en prenant en compte leur sensibilité dans les documents d'urbanisme et dans les projets d'aménagement ainsi que par la mise en œuvre de mesures appropriées de protection et de gestion.
> de subordonner l'installation de nouveaux équipements hydroélectriques ne mettant pas en péril la Trame bleue, ni l'atteinte du bon état ou du très bon état écologique des cours d'eau à forte valeur patrimoniale.

***Disposition 2.2.1.2. : « Mettre en place une gestion durable des lacs naturels remarquables du territoire » [cf. Charte p. 88]***

Envisager la mise en place de plans de gestion des lacs naturels remarquables (pour protéger ou restaurer leur qualité patrimoniale et pérenniser les activités récréatives existantes). Ils permettent de :

> développer la connaissance et le suivi scientifique.
> concevoir et mettre en œuvre une gestion à l'échelle du bassin d'alimentation.
> mettre en avant leurs intérêts scientifique, patrimonial et économique.

***Disposition 2.2.1.3. : Maîtriser les usages de l'eau pour préserver la ressource et les milieux aquatiques et humides [cf. Charte p. 89]***

Prendre des mesures adaptées de gestion qualitative et quantitative visant à garantir des usages de l'eau compatibles avec la pérennité de la ressource mais aussi des richesses écologiques (contribuer à l'atteinte des objectifs des SDAGE aux échéances 2015 et 2021). Ces actions amènent à :

> améliorer les conditions de prélèvement de la ressource en eau à des fins domestiques ou économiques.
> poursuivre les efforts d'assainissement domestique (mettre en place des Services Publics d'Assainissement Non Collectifs (SPANC) sur les secteurs dépourvus, etc.).
> maîtriser le devenir des effluents d'autres origines.

***Disposition 2.3.2.1. : « Prendre en compte transversalement les différents enjeux au sein des projets d'urbanisme » [cf. Charte p. 109]***

S'agissant des milieux naturels et de la ressource en eau, il convient de :

> assurer la fonctionnalité de la Trame verte et bleue en maintenant ou restaurant les continuités écologiques, des milieux ouverts principalement agricoles, boisés, aquatiques comme les lacs et les zones humides (ainsi que leurs bassins versants).



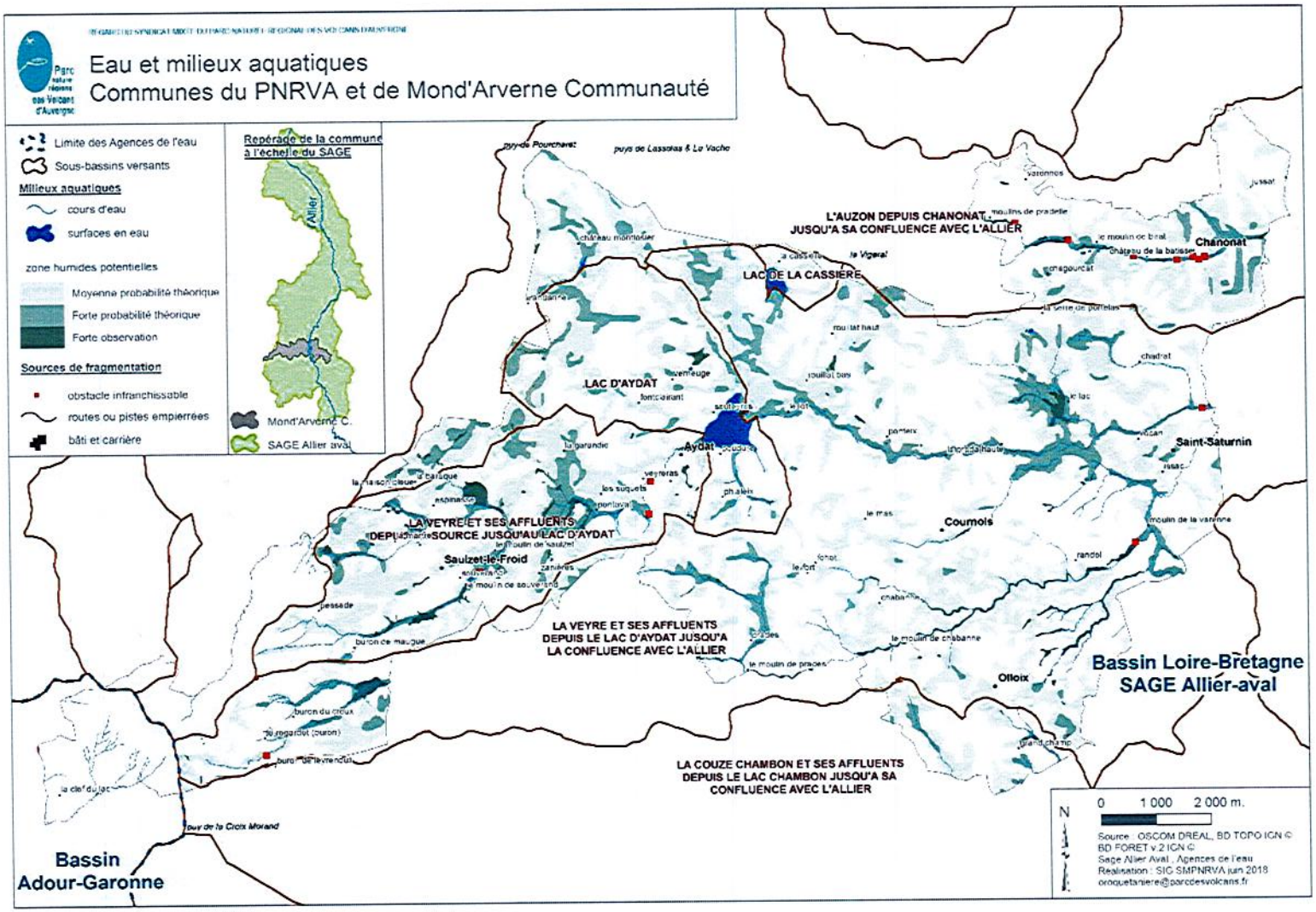
Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

> des cours d'eau à forte valeur patrimoniale (ne pas mettre en péril la Trame bleue ni l'atteinte du bon état ou du très bon état écologique des cours d'eau).
> ne pas porter atteinte à la qualité des ressources en eaux souterraines.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.5.2. ENJEUX SPÉCIFIQUES AU TERRITOIRE




Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

➢ Etat des lieux sommaire :

L'analyse porte sur les 6 communes du territoire de Mond'Arverne Communauté concernées par le périmètre du PNR des Volcans d'Auvergne : Aydat, Chanonat, Cournols, Olloix, Saint-Saturnin et Saulzet-le-Froid.

- **Principaux cours d'eau :**

La partie du territoire de Mond'Arverne Communauté concernée par le PNR des Volcans d'Auvergne compte près de 144 km de cours d'eau de première catégorie piscicole. Ce territoire est situé en tête de bassin, essentiellement sur le bassin Loire Bretagne, une petite partie de la commune de Saulzet-le-Froid étant concernée par le bassin Adour Garonne.

Du nord au sud sur le bassin Loire Bretagne, le territoire est concerné par :

- L'Auzon sur la commune de Chanonat, (l'amont de l'Auzon étant situé en dehors du territoire de Mond'Arverne Communauté)
- La Veyre, depuis ses sources sur la commune de Saulzet-le-Froid, qui forme le lac d'Aydat sur la commune homonyme puis se perd ponctuellement, puis traverse la commune de Saint-Saturnin,
- Les sources de la Monne sur la commune de Saulzet-le-Froid puis son cours à travers la commune d'Olloix (la partie intermédiaire traverse la commune du Vernet-Sainte-Marguerite qui ne fait pas partie de Mond'Arverne Communauté).

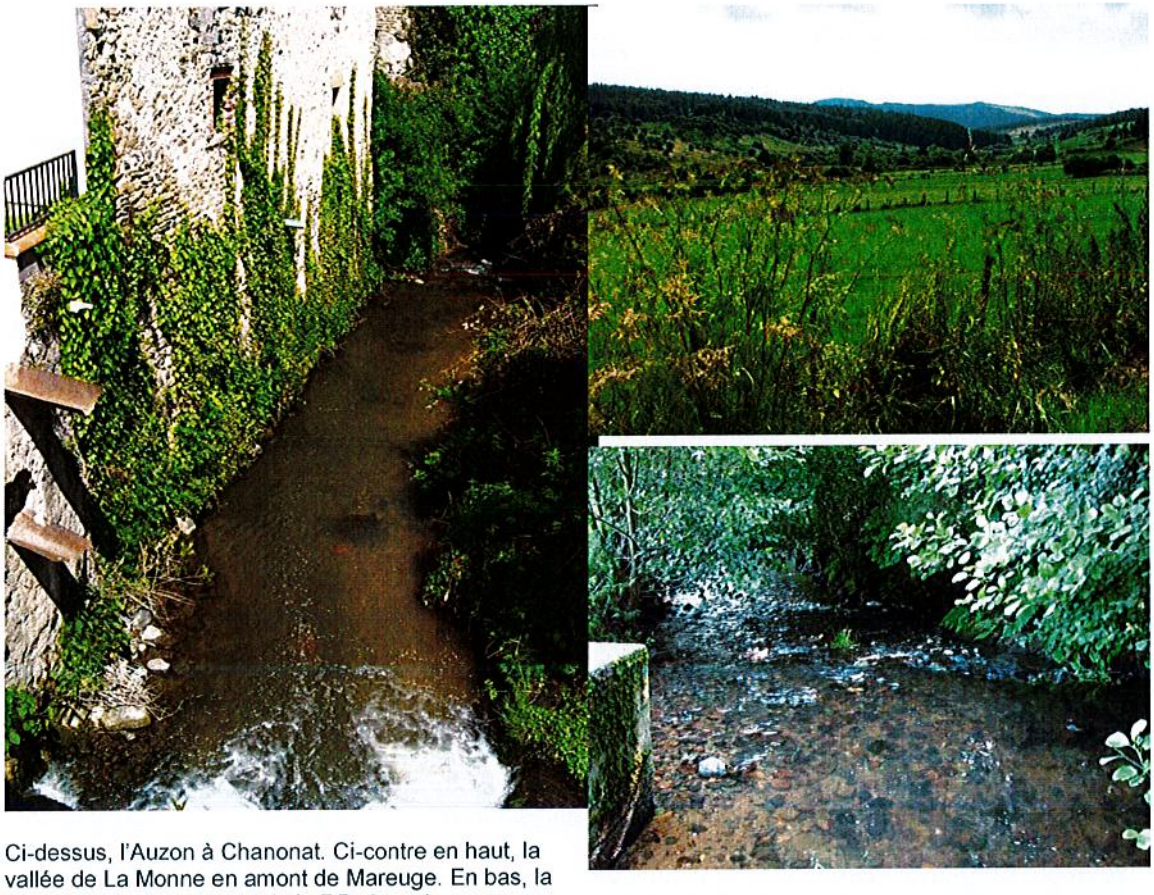
La Monne conflue avec la Veyre sur la commune de Tallende. L'Auzon et la Veyre sont des affluents rive gauche de l'Allier. Le cours de la Veyre a été barré par une coulée de lave de 12 km orientée Sud-Est, la cheire d'Aydat, formant ainsi les lacs d'Aydat et de la Cassière. La cheire explique également les disparitions partielles de la Veyre entre Aydat et Saint-Saturnin.

Côté Adour Garonne, le territoire est concerné par :

- Les sources du ruisseau de l'Enfer (bassin de la Dordogne).

Ces cours d'eau sont classés en première catégorie piscicole, l'espèce repère est la truite fario.

Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026



Ci-dessus, l'Auzon à Chanonat. Ci-contre en haut, la vallée de La Monne en amont de Mareuge. En bas, la Monne à l'amont du pont de la RD. 8 sur la commune de Saint-Saturnin, SMPNRVA

- **Lacs naturels :**

*Les lacs volcaniques d'Aydat et de la Cassière*

Le territoire est marqué par deux lacs naturels d'intérêt, les lacs d'Aydat et de la Cassière, tous deux situés sur la commune d'Aydat. Les phénomènes volcaniques ont largement contribué à la morphologie de la vallée. Le plus important étant la formation de la Cheire d'Aydat. Les volcans jumeaux de la Vache et Lassolas (de type strombolien) sont à l'origine d'une coulée de lave (la cheire d'Aydat) qui avec 12 km est la coulée la plus étendue de la chaine des Puys. Cette coulée orientée vers le sud-est a été naturellement canalisée par la paléo-vallée de la Veyre il y a environ 8000 ans. Elle est à l'origine du lac d'Aydat, de la Cassière et de l'étang de Montlosier. Les eaux qui arrivent à l'étang de Montlosier se perdent dans la coulée volcanique et rejoindraient celles du lac de la Cassière, d'Aydat et de la Veyre. Cette dernière se perd partiellement dans la coulée en des points précis (trou des oiseaux, trou Marrot) ou diffus plus ou moins localisés. Le lac de la Cassière peut parfois se vider entièrement, du fait du contexte hydrogéologique (il s'est vidé entièrement en 1991). Le Syndicat Mixte des Vallées de la Veyre et de l'Auzon a mené une étude du bassin d'alimentation du lac de la Cassière en 2017.

Ces deux lacs sont marqués par un phénomène d'eutrophisation, en lien avec les activités humaines à l'échelle de leurs bassins versants. L'occupation du sol est dominée par les prairies permanentes : pâtures et prairies de fauche destinées à la production de foin et d'ensilage. L'activité agricole, tournée majoritairement vers l'élevage bovin pour la production laitière, génère des effluents pouvant parfois être impactant pour la qualité des milieux aquatiques. L'absence ou le dysfonctionnement des systèmes d'assainissement a également contribué à la dégradation de la qualité de ces lacs.

Le lac d'Aydat accueille une base nautique : son eutrophisation peut mettre à mal l'activité touristique développée autour de ce site inscrit (bloom de cyanobactéries impliquant parfois l'interdiction de baignade).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

La proximité de l'agglomération clermontoise engendre depuis plusieurs années une anthropisation croissante autour de ces lacs, parfois au détriment de l'aspect paysager de ces sites inscrits. Les écosystèmes naturels sont soumis à une forte pression anthropique.

Depuis 2005, le Syndicat Mixte des Vallées de la Veyre et de l'Auzon est l'acteur local qui mène de nombreuses actions à l'échelle du bassin versant afin de ralentir l'eutrophisation du lac d'Aydat et d'améliorer la connaissance du lac la Cassière : réduction des pollutions diffuses et ponctuelles liées à l'assainissement domestique et aux pollutions agricoles (MAET, programme de restauration des cours d'eau…). Des opérations ambitieuses ont également été réalisées afin de restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques, comme le réméandrage d'une partie de la Veyre et la restauration de la zone humide à l'amont du lac d'Aydat. Un important programme de sensibilisation du grand public et des scolaires a été mené en parallèle.

Pour faire suite au contrat territorial 2012-2017, un nouveau projet de contrat territorial est en cours d'élaboration (« contrat territorial des 5 rivières ») incluant les bassins versants de l'Auzon, la Veyre, la Monne, les Assats et le Pignols.

**Les principaux enjeux pour ces lacs :**

- *Garantir une qualité sanitaire compatible avec les usages*
- *Préserver les milieux naturels remarquables*
- *Maintenir les activités touristiques et économiques*

*L'étang de Montlosier :*

L'étang de Montlosier est situé sur la commune d'Aydat, c'est un étang privé. Il est alimenté par le ruisseau de Randanne qui prend sa source sur la commune d'Aurières. L'étang est peu profond (4-5 m), relativement envasé en lien avec l'érosion du ruisseau de Randanne (recalibrage et piétinement bovin). Il n'a pas d'exutoire superficiel, les eaux s'infiltrent dans la cheire. Il existe une connexion hydrogéologique avec le bassin de la Veyre, c'est pourquoi, le bassin du ruisseau de Randanne et l'étang de Montlosier ont été intégrés au territoire de présélection du contrat territorial qui fera suite au contrat territorial Veyre. L'étang de Montlosier est un site de reproduction du crapaud commun.

*Les lacs de chaux :*

Le terme de « lacs de Chaux » décrit des zones humides plus proches d'une grande mare que d'un lac, terme en général réservé aux étendues d'eau profondes et permanentes. Ils sont issus de la stagnation d'eau temporaire dans des cuvettes et peuvent être également liés à la variation du niveau d'eau de nappes présentes dans la masse basaltique. Certains lacs de chaux abritent des espèces d'intérêt.

L'étude pour la préservation des lacs de chaux réalisée par le CEPA en 2007 cite :
- Lac d'Espirat (commune de Saint-Saturnin)
- Lac des Comblas (commune de Chanonat).



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

**Les zones humides**

Les zones humides ont considérablement régressé depuis 50 ans. Elles jouent pourtant un rôle fondamental à différents niveaux pour la préservation des ressources en eau et des usages associés (eau potable, ...) :

- Elles assurent une autoépuration des pollutions diffuses, plus particulièrement en tête de bassin où elles contribuent de manière déterminante à la dénitrification des eaux,
- Elles constituent un enjeu majeur pour la conversation de la biodiversité,
- Elles contribuent à réguler les débits des cours d'eau et des nappes souterraines (écrêtement des crues et soutien d'étiage) et à améliorer les caractéristiques hydromorphologiques des cours d'eau.

La conservation d'un maillage dense de zones humides contribue au maintien ou à l'atteinte des objectifs de bon état des masses d'eau fixés par la Directive européenne. L'impact cumulé de la destruction des zones humides à l'échelle d'un bassin versant peut donc avoir un impact sur les crues, la qualité et la quantité d'eau ainsi que sur la biodiversité (trame verte et bleue).

➔ Le travail de définition des enveloppes potentielles de zones humides effectué dans le cadre du SAGE Allier aval constitue un document d'alerte pour inciter à la prise en compte de cet enjeu dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement. Elle ne dispense pas d'un inventaire de terrain pour localiser précisément les zones humides.

- Espèces patrimoniales aquatiques

*Ecrevisses :*

La présence récente (2008) de l'écrevisse autochtone, à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*) est avérée sur plusieurs ruisseaux de l'amont du bassin de la couze d'Ardes. La présence d'écrevisses pieds blancs est également connue sur le bassin de l'Auze.

Autrefois omniprésente dans la plupart des cours d'eau de France, cette espèce protégée (liste rouge de l'IUCN, annexe II de la convention de Berne, annexes II et IV de la Directive Habitat Faune flore), a régressé de façon dramatique depuis la fin du XIXème siècle et trouve aujourd'hui refuge dans les zones protégées des petits ruisseaux de tête de bassin. Particulièrement sensibles à la dégradation de la qualité de l'eau et de leur habitat, elles sont également directement concurrencées par la présence d'écrevisses exotiques, comme l'écrevisse signal (*Pacifastacus leniusculus*) dont la présence est avérée sur le ruisseau d'Espinchal sur la commune de la Godivelle.

*Loutre :*

La loutre fréquente l'ensemble du territoire du PNR, et colonise donc potentiellement les cours d'eau qui traversent la commune. Il s'agit d'une espèce protégée qui fait l'objet d'un statut réglementaire :

- Convention de Berne (annexe II)
- Directive Habitats Faune-Flore (annexe II et IV)
- Classée sur la liste rouge France de l'UICN.

- Espèces exotiques envahissantes :

La présence de **Renouées asiatiques** est à surveiller sur le territoire. Cette plante est inscrite sur la liste prioritaire des plantes exotiques envahissantes en raison de son caractère très invasif par reproduction végétative. Des mesures de gestion adaptées doivent être mises en œuvre pour éviter la dissémination de cette plante, notamment l'absence de gyrobroyage, la gestion des déchets verts (brûlage sur aire spécifique), le nettoyage des outils et la prudence sur l'origine des apports en terre et remblai lors des travaux (des clauses spécifiques peuvent être incluses dans le cahier des charges soumis aux entreprises).

La présence de l'**Ambroisie** est également à surveiller compte tenu de son impact sur la santé. L'élimination de la plante est obligatoire (arrêté préfectoral). La lutte contre l'ambroisie nécessite une gestion combinée, à partir d'actions préventives et curatives.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Une vigilance est nécessaire concernant la progression des **écrevisses exotiques**.

- **Continuité de la trame bleue :**

*Amphibiens :*

Au moins deux points noirs d'écrasement des crapauds (migration de printemps de la forêt jusqu'à un lac) sont recensés sur le territoire de Mond'Arverne Communauté :

- Ecrasement sur la D90 au bord du lac de la Cassière. De 2005 à 2017, une équipe de bénévoles a collecté et fait traverser les crapauds chaque matin. Une solution pérenne a été à l'étude par le Conseil Départemental mais les travaux n'ont pas été réalisés.
- Ecrasement sur la RD5 devant le château de Montlosier.

*Faune piscicole :*

Une quinzaine d'obstacles anthropiques est recensée sur le territoire de recoupement (entre le PNR et Mond'Arverne Communauté), considérés comme infranchissables (seuils de moulin, pisciculture, etc.). Ces obstacles cloisonnent la rivière, limitant ainsi la migration des poissons comme les truites fario qui ont besoin d'accéder aux zones de frayères pour se reproduire. La multiplicité des obstacles sur un même cours d'eau génère des dysfonctionnements liés aux mauvaises conditions de transport des sédiments et perturbe la faune piscicole.

- **Classement des cours d'eau :**

La révision du classement des cours d'eau participe à la mise en œuvre des Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2010-2015, en intégrant les enjeux liés à la continuité écologique et au cadrage des différentes réglementations européennes.

L'arrêté du 10 juillet 2012 fixe la composition de **la liste 1** sur le bassin Loire Bretagne : « les cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux classés au titre du code de l'Environnement (article L214-17) sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique. »

Sont classés en liste 1 :

- L'Auzon et ses cours d'eau affluents de la source jusqu'à la confluence avec l'Allier,
- La Monne et ses cours d'eau affluents de la source jusqu'à la confluence avec la Veyre,
- La Veyre et ses cours d'eau affluents de la source jusqu'au lac d'Aydat exclu,
- La Veyre et ses cours d'eau affluents de l'aval du lac d'Aydat jusqu'à la confluence avec l'Allier.

**La liste 2** sur le bassin Loire Bretagne fixe les « les cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux classés au titre du code de l'Environnement (article L214-17) sur lesquels tout ouvrage doit être entretenu, géré et équipé selon les règles établies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou à défaut, l'exploitant pour assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs dans un délai de 5 ans après la publication de la liste 2.

Sont classés en liste 2 :

| | |
|---|---|
| La Monne de la source jusqu'à la confluence avec la Veyre | Anguilles et espèces holobiotiques |
| La Veyre de la confluence avec le Taux jusqu'à la confluence avec l'Allier | Anguilles et espèces holobiotiques |
| L'Auzon de la source jusqu'à la confluence avec l'Allier (commune d'Auzon) | Espèces holobiotiques |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

➢ Outils de planification et de gestion de l'eau :

- Etat des masses d'eau :

Le SDAGE du bassin Loire Bretagne fixe pour la période 2016-2021 les objectifs suivants pour les masses d'eau identifiées dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau. L'atteinte du bon état global est reportée à 2021 pour 3 masses d'eau.

| Code masse d'eau | Nom de la masse d'eau | Objectif d'état écologique | | Objectif d'état chimique | | Objectif d'état global | | Motivation du délai |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Objectif | Délai | Objectif | Délai | Objectif | Délai | |
| FRGR0260 | LA VEYRE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LE LAC D'AYDAT JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER | Bon Etat | 2021 | Bon Etat | ND | Bon Etat | 2021 | Faisabilité technique |
| FRGR0261 | L'AUZON DEPUIS CHANONAT JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER | Bon Etat | 2021 | Bon Etat | ND | Bon Etat | 2021 | Faisabilité technique |
| FRGR2035 | L'AUZON ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER | Bon Etat | 2015 | Bon Etat | ND | Bon Etat | 2015 | |
| FRGR2250 | LA VEYRE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'AU LAC D'AYDAT | Bon Etat | 2015 | Bon Etat | ND | Bon Etat | 2015 | |
| FRGL123 | LAC DE LA CASSIERE | Bon Etat | 2015 | Bon Etat | ND | Bon Etat | 2015 | |
| FRGL124 | LAC D'AYDAT | Bon Etat | 2021 | Bon Etat | ND | Bon Etat | 2021 | Faisabilité technique |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- Le SDAGE Loire Bretagne

Le territoire de Mond'Arverne Communauté est essentiellement concerné par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire Bretagne.

Plusieurs orientations et dispositions du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021 contribuent à l'atteinte de ces objectifs dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme.

| **Chapitre 8 – Préserver les zones humides** |
|---|
| **Disposition 8A-1 Les documents d'urbanisme** |
| Extrait du SDAGE<br>*« En l'absence de SCOT, les PLU et cartes communales, […], doivent être compatibles avec les objectifs de protection des zones humides prévus dans le SDAGE et le SAGE.*<br>*En l'absence d'inventaire précis sur leur territoire ou de démarche en cours à l'initiative d'une commission locale de l'eau, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale, élaborant ou révisant son document d'urbanisme, est invité à réaliser cet inventaire dans le cadre de l'état initial de l'environnement, à une échelle compatible avec la délimitation des zones humides dans le document.*<br>*Les PLU incorporent dans leur documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans le plan d'aménagement ou de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées. »* |
| **Disposition 8E-1 Inventaires** |
| Extrait du SDAGE<br>*« La commission locale de l'eau peut confier la réalisation de l'inventaire précis des zones humides aux communes ou groupements de communes, tout en conservant la coordination et la responsabilité de la qualité de l'inventaire. Dans ce cas, les inventaires sont réalisés sur la totalité du territoire communal, une attention particulière est portée aux inventaires des zones humides dans les secteurs à enjeux des PLU (notamment les zones U, et AU). Les inventaires sont réalisés de manière concertée. »* |
| **Chapitre 3 – Réduire la pollution organique et bactériologique** |
| **Disposition 3D-1 prévenir le ruissellement et la pollution des eaux pluviales dans le cadre des aménagements** |
| Extraits du SDAGE<br>*« Les collectivités réalisent, […], un zonage pluvial dans les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement. »*<br>*« Les projets d'aménagement ou de réaménagement urbain devront autant que possible : limiter l'imperméabilisation des sols, privilégier l'infiltration, […] ».*<br>*« il est fortement recommandé de retranscrire les prescriptions du zonage pluvial dans le PLU, [… ], en compatibilité avec le SCOT quand il existe.* |
| **Disposition 3D-2 Réduire les rejets d'eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux pluviales** |
| Extrais du SDAGE<br>*« Les SCOT ou, en l'absence de SCOT, les PLU et cartes communales comportent les prescriptions permettant de limiter cette problématique »* |
| **Chapitre 6 – Protéger la santé en protégeant la ressource en eau** |
| **Disposition 6B finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection de captages** |
| Extrais du SDAGE<br>*« Intégrer les limites de périmètres dans les PLU »* |
| **Chapitre 12 – Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques** |
| **Disposition 12C-1** |
| Extrait du SDAGE<br>*« Dans un objectif de mise en cohérence des politiques publiques, il est recommandé d'associer la CLE à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme, […]. »* |



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- Les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)

Le territoire de Mond'Arverne Communauté est concerné par :
- Le SAGE Allier Aval, porté par l'Etablissement Public Loire
- A la marge (ruisseau de l'Enfer), par le projet de SAGE Dordogne amont, porté par EPIDOR (bassin Adour Garonne)

- Contrats territoriaux

Le territoire de Mond'Arverne Communauté est actuellement concerné par deux contrats territoriaux qui arrivent à échéance :
- Le contrat territorial Auzon
- Le contrat territorial Veyre-lac d'Aydat.

Ces deux contrats territoriaux portés par le Syndicat Mixte des Vallées de la Veyre et de l'Auzon (SMVVA) font l'objet d'une étude bilan. Un diagnostic commun à ces deux bassins versants est en cours de réalisation par le SMVVA afin de préparer un projet de contrat territorial qui concernera la quasi-totalité de Mond'Arverne Communauté.

➢ Principaux Enjeux :

Située en tête de bassin, le territoire de Mond'Arverne Communauté présente une responsabilité importante en matière de préservation des milieux aquatiques et des ressources en eau.

**Principaux enjeux « eau et milieux aquatiques » sur le territoire :**

- Préservation de la ressource en eau potable (protection des captages par arrêté, préservation des zones humides)
- Préservation des lacs naturels et maintien des usages (qualité baignade, etc.)
- Préservation et/ou restauration de la trame bleue (continuité écologique des cours d'eau, de la ripisylve et des zones humides).
- Préservation des espèces d'intérêt patrimonial
- Gouvernance de l'eau

Dans le cadre de la loi MATPAM, les EPCI à fiscalité propre ont une nouvelle compétence obligatoire à compter du 1er janvier 2018 : la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI). Cette compétence peut être exercée en propre, déléguée ou transférée.

Une large partie du territoire de Mond'Arverne est couverte par le Syndicat Mixte des Vallées de la Veyre et de l'Auzon qui met en œuvre, depuis de nombreuses années, des actions en faveur de l'eau et des milieux aquatiques.

➢ PLU : Zonage et Règlement :

La préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques est marquée sur le territoire par la nécessaire prise en compte de la thématique « eau et milieux aquatiques » par des zonages (et des Règlements) adaptés :

- Zone N ou EBC pour les espaces boisés et les ripisylves et forêts humides.
- Zone N ou EBC pour les zones humides.
- Zone Nh (zone naturelle humide) pour l'instauration d'interdictions particulières sur ces secteurs : interdiction d'affouillement ou d'exhaussement de sols soumis à déclaration/permis d'aménager au titre du Code de l'Urbanisme, interdiction de construire, etc.
- Classement des périmètres de protection de captage.

➢ Documents de référence (liste non exhaustive) :

- SDAGE Loire Bretagne 2016-2021.
- (SDAGE Adour Garonne 2016-2021)
- Documents du SAGE Allier aval (et du projet de SAGE Dordogne amont)



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- Arrêté du 24/06/2008 (modifié par l'arrêté du 01/10/2009) précisant les critères de définition et délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du Code de l'Environnement.
- Contrat territorial Veyre-lac d'Aydat (SMVVA)
- Contrat territorial Auzon (SMVVA)
- projet de contrat territorial des 5 rivières (SMVVA)
- Référentiel des obstacles à l'écoulement ROE (ONEMA)
- Etude de définition des enveloppes de zones humides potentielles du SAGE allier aval (EPL).

### 5.5.3. INTEGRER LES MESURES DE LA CHARTE 2013>2025 DANS UN DOCUMENT D'URBANISME

*Ce chapitre propose divers exemples destinés à traduire localement les mesures de la Charte 2013>2025 dans le rapport de présentation, le PADD, le zonage et le règlement des documents d'urbanisme. Ces exemples ne sont pas systématiquement transposables à tous les territoires. Ils peuvent néanmoins permettre d'orienter la réflexion de la collectivité.*

➢ Dans le rapport de présentation, une étude relative à la ressource en eau et aux milieux aquatiques permettant de :

- localiser les milieux aquatiques et les zones humides existants sur le territoire, si besoin à l'aide de documents cartographiés (cours d'eau, plans d'eau, tourbières, zones humides, etc.), en prenant notamment en compte les éléments figurant au Plan Parc et les inventaires existants (SAGE, etc.).
- identifier les espaces végétalisés en interface, entre les cours d'eau et les espaces agricoles (ripisylves), qui constituent des corridors écologiques.
- identifier les enjeux d'alimentation en eau potable au regard des besoins de la population (en lien avec les objectifs de développement démographique définis).
- identifier les capacités de traitement des effluents domestiques et de gestion des eaux pluviales au regard des besoins de la population.
- appréhender le risque d'inondation (aléas, vulnérabilité) et prendre en compte les références cartographiques des études en cours (PPRI, etc.).

➢ Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

De manière générale, les choix d'aménagement et de protection figurant dans le PADD devront rester en cohérence avec le diagnostic environnemental (localisation des milieux aquatiques et zones humides) et ne pas entrer en contradiction avec les orientations du SDAGE et les objectifs du SAGE (le cas échéant) en matière de préservation des zones humides. Il convient en particulier de :

- préserver les milieux aquatiques et les zones humides identifiés (Rapport de Présentation), ainsi que les marges boisées des cours d'eau (ripisylves) par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité.
- assurer la mise en valeur de ces espaces, voire leur reconstitution.
- préserver et/ou restaurer le champ d'expansion des crues.
- protéger les captages d'eau potable et les nappes alluviales.
- lutter contre la pollution des eaux superficielles et souterraines.
- assurer une mise en compatibilité du zonage du document d'urbanisme avec les différents outils de gestion de l'eau existants : SDAGE, SAGE, Contrat de rivière, Contrat territorial.
- spatialiser la TVB à l'aide d'une carte schématique afin d'en illustrer les objectifs (il est possible de distinguer protection et remise en bon état des continuités écologiques).

*Pour aller plus loin : l'ensemble des objectifs définis dans le PADD peuvent être traduits simplement dans le zonage, le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Toutefois, après l'approbation du document, le projet se poursuit, notamment à travers la mobilisation d'outils opérationnels, fonciers et financiers.*

➢ Dans le zonage et le règlement :



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- Zonage : Les zones humides devant faire l'objet d'une protection peuvent être classées en zone N. Il est possible de choisir un classement Nh (zone naturelle humide), pour l'instauration de règles particulières sur ces zones : interdiction d'affouillement ou d'exhaussement de sols, etc.

- Zonage : D'une manière générale, les continuités écologiques composant la TVB sont situées en zones A ou N.

- Le zonage indicé constitue un outil pertinent pouvant également être employé en zone A ou AU[6]. Par exemple : Nco (corridor écologique en zone N), Aco (en zone A), Nt (zone N de protection totale), Ab (zone A bocagère), etc.

- Zonage : Préserver la végétation bordant les cours d'eau (ripisylves) par un classement en zones N ou en Espaces Boisés Classés (EBC). Ce classement peut également s'appliquer à des arbres isolés, des haies, des boisements, etc.

- Zonage : Création de sous-secteurs en zones U et zones A en fonction du niveau de risque (inondation) et de secteurs spécifiques inconstructibles en zones N.

- Article N2 : La préservation des cours d'eau et de la ripisylve, voire leur reconstitution, pourra aussi être traduite par la limitation des modes d'occupation du sol autorisés (travaux d'affouillements ou d'exhaussements) et la création d'Emplacements Réservés (les articles L-151 du CU).

- Article N4 : Les documents d'urbanisme peuvent, de manière préventive, traduire réglementairement la nécessaire protection des puits de captage lorsque des périmètres légaux ne sont pas restitués. « *L'évacuation des eaux ménagères dans les fossés et cours d'eau est interdite* ».

- Définition d'un coefficient de biotope : fixer une obligation de maintien ou de création de surfaces non-imperméabilisées ou éco-aménageables.

6 Cf. Article L-151 du CU.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 5.6. ENERGIE ET DEPLACEMENTS

> Cf. **Carte 4** : Topographie et implantation du bâti
> Cf. **Carte 9** : Périmètre du bien UNESCO

> Cf. **Annexe :** Un éco-habitat au cœur des Volcans d'Auvergne, SMPNRVA, 2009.
> Cf. **Annexe :** Guide Urbanisme & Energie, CAUE 63, Aduhme, 2012.

### 5.6.1. QUE DIT LA CHARTE DU PARC ?

***Disposition 2.2.2.1. : « Economiser l'énergie en priorité » [cf. Charte p. 93]***

Prioriser la réduction des consommations énergétiques (déplacements, isolation du bâti, émissions de Gaz à Effet de Serre), en visant comme objectif une diminution de 30 % pour 2025.

S'investir en faveur de la rationalisation et l'innovation sur les questions des déplacements :

> développer les mobilités douces.
> renforcer l'offre de circulation par bus en ouvrant les transports scolaires.
> aménager des espaces de stationnement collectif, organiser / promouvoir le covoiturage.
> améliorer l'intermodalité notamment par la mise en cohérence des horaires de bus.
> expérimenter l'usage de biogaz naturels produits localement au sein de véhicules.
> conforter les voies ferroviaires en exploitation notamment la liaison structurante Clermont-Aurillac.
> rationaliser l'éclairage public nocturne.
> développer et promouvoir les conditions du télétravail.

Ces démarches nécessitent en amont de :

> développer la formation des collectivités locales, la sensibilisation des habitants, etc.
> réaliser des diagnostics (des déplacements, des offres de transports collectifs, etc.).
> construire, de façon participative avec les acteurs locaux, des outils de planification et de programmation des améliorations à envisager à court, moyen et long termes (Plan de Déplacements Urbain, Schéma de Circulation, etc.).
> prendre en compte finement cet enjeu dans le cadre de la préparation des documents d'urbanisme en :
- maîtrisant l'étalement urbain dans les espaces périurbains des agglomérations de proximité.
- densifiant les centres-bourgs (urbanisation des dents creuses, valorisation du bâti vacant).
- limitant les extensions d'urbanisation conduisant à la dispersion des constructions et l'éloignement de ces dernières vis-à-vis des centres-bourgs.

Agir en faveur de l'amélioration de la performance énergétique et environnementale du bâti :

> adapter les règlements des documents d'urbanisme pour favoriser les principes l'éco-construction et l'éco-rénovation, les constructions bioclimatiques, passives ou à énergie positive à l'échelle de l'habitat individuel, des quartiers et des parcs d'activités.
> rechercher systématiquement l'exemplarité concernant les bâtiments publics.
> privilégier les critères de performance énergétique (normes RT 2012, Bâtiments Basse Consommation, Systèmes de Management Environnemental) dans la rédaction des cahiers des charges et des règlements à respecter, pour la localisation, la conception, la construction et le fonctionnement environnemental des zones d'activités et lotissements envisagés.

***Disposition 2.2.2.2. : « Rationnaliser la production d'énergies renouvelables au regard des potentialités et des vulnérabilités du territoire » [cf. Charte p. 95]***

Maîtriser les conditions de la production d'énergie sur le territoire, et privilégier la recherche d'économie d'énergies en valorisant les ressources naturelles du territoire (bois, soleil, vent, etc.) :

> ne pas favoriser la production d'énergies non renouvelables
> encourager le développement d'un bouquet d'énergies renouvelables, en visant, comme cap pour 2025, une production équivalente à au moins 30 % des énergies consommées.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

Agir en faveur :

> du solaire-thermique et solaire-photovoltaïque étudier et proposer des recommandations d'intégration architecturale et/ou paysagère.
> de la géothermie profonde et géothermie individuelle : favoriser l'étude des potentialités et des modalités d'exploitation de cette ressource au regard des spécificités du territoire.
> du bois énergie (usages individuels, réseaux de chaleur collectifs) : recommander au préalable l'amélioration de la performance thermique des logements pour optimiser le chauffage individuel.
> de la méthanisation : soutenir les projets expérimentaux contribuant à la valorisation énergétique des sous-produits de la transformation fromagère et des déchets liés à l'élevage.
> hydroélectricité : inciter à la recherche d'amélioration de la performance des équipements déjà existants.
> éolien (parcs éoliens) et photovoltaïque au sol (en champs et sur vastes toitures) : faire valoir les objectifs précisés dans le rapport de Charte concernant les projets de parcs éoliens et concernant ceux de centrales photovoltaïques, ces principes ne préjugeant pas des décisions pouvant être prises après études d'impact, enquêtes publiques, prise en compte de projets d'intérêt général, etc.

### 5.6.2. INTEGRER LES MESURES DE LA CHARTE 2013>2025 DANS UN DOCUMENT D'URBANISME

*Ce chapitre propose divers exemples destinés à traduire localement les mesures de la Charte 2013>2025 dans le rapport de présentation, le PADD, le zonage et le règlement des documents d'urbanisme. Ces exemples ne sont pas systématiquement transposables à tous les territoires. Ils peuvent néanmoins permettre d'orienter la réflexion de la collectivité.*

➢ Dans le rapport de présentation, une étude énergie permettant de :

- identifier les conditions microclimatiques (ensoleillement, précipitations, températures, vents).
- prendre en compte les « Cartes d'Identité Energie-Climat », réalisées par l'Aduhme (Agence Locale des Energies et du Climat). Elles présentent un bilan détaillé des consommations et des productions d'énergies renouvelables, des émissions de GES, etc. à l'échelle de l'intercommunalité.
- identifier les énergies utilisées par les différents secteurs d'activités (industrie, tertiaire, agriculture, transport) et lier leurs consommations aux niveaux d'émissions de GES.
- cartographier les gisements d'énergies renouvelables (solaire, géothermie, biomasse).
- évaluer les besoins du territoire en matière de déplacements : piétons, vélos, voitures individuelles, transports en commun, etc.).
- analyser les divers flux de circulation à l'échelle communale et intercommunale.

➢ Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) :

- rappeler et intégrer les principales dispositions des documents de norme supérieure en matière de maîtrise de l'énergie (SRCAE, Chartes de PNR, SCoT, PDU, PCET, etc.).
- définir des objectifs de réduction des dépenses de consommation énergétique de la collectivité.
- rationaliser l'éclairage public nocturne.
- inciter les porteurs de projets à adopter des techniques de construction, matériaux et systèmes permettant des économies d'énergie ou l'utilisation d'énergies renouvelables.
- améliorer les performances environnementales des zones d'activités et des entreprises.
- penser l'implantation des équipements publics en termes de centralité.
- tendre à limiter l'usage de la voiture individuelle et favoriser les mobilités douces.

*Pour aller plus loin : l'ensemble des objectifs définis dans le PADD peuvent être traduits simplement dans le zonage, le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Toutefois, après l'approbation du document, le projet se poursuit, notamment à travers la mobilisation d'outils opérationnels, fonciers et financiers.*



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

➢ Dans le zonage et le règlement :

- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Définir des principes de voirie et de cheminement piétons dans les futurs quartiers d'habitation. Créer un maillage de voies hiérarchisées et prenant en compte les différents modes de déplacement (piétons, deux-roues, véhicules, etc.).

- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Anticiper la programmation des réseaux d'approvisionnement (gaz, chaleur, électricité, eau) en fonction de ses impacts possibles sur la forme urbaine.

- Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : Préconiser des formes urbaines qui permettent une valorisation passive et active des apports solaires.

- Zonage : Faire figurer des éléments de topographie : courbes de niveaux, altitudes, etc.

- Articles U11 et A11: « *Favoriser l'orientation des habitations vers le sud afin d'optimiser les apports solaires d'hiver et favoriser l'utilisation de l'énergie solaire* ».

- Articles U11 et A11: S'agissant des panneaux solaires-thermiques et photovoltaïques : « *Afin de ne pas porter atteinte à la valeur patrimoniale du village, les nouvelles technologies permettant les économies d'énergie ou les dispositifs de production d'énergie renouvelable, devront s'intégrer du mieux que possible au bâti existant* ».



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 6. SYNTHESE DES ANALYSES : NOTE D'ENJEUX

### PAYSAGE ET FORMES URBAINES :

- Maintenir lisibles **les structures naturelles existantes** et les grandes continuités spatiales (Continuité de la vallée de l'Auzon, de la Veyre, de la Monne et ses Gorges, la Chaîne des Puys, le Puy de Jussat, la Montagne de la Serre, ouverture vers les crêtes, continuités visuelles vers le Sancy, ouverture entre les villages et hameaux, etc).
- Maintenir lisible le **domaine de l'eau** et ses continuités (cours d'eau, zones humides, lacs, etc.).
- Privilégier **un développement du bâti à l'intérieur du site géographique de bourg** (Chanonat, Olloix, Saint-Saturnin par exemple).
- Enrayer les **phénomènes d'urbanisation linéaire**/diffuse autour des bourgs en préservant les espaces de respiration et en travaillant sur les espaces à requalifier.
- Définir des secteurs d'extension maximale de l'urbanisation.
- Prendre en compte les bourgs, hameaux et villages remarquables identifiés au Plan Parc (Chanonat, Saint-Saturnin)

### AGRICULTURE ET FORETS :

- Préserver les terrains attenants aux sièges d'exploitation, ainsi que les terres utilisées par l'activité agricole.
- Developper les possibilités d'installation d'agriculteurs et de transmission des exploitations.
- Préserver le **bâti ancien agricole typique de l'architecture traditionnelle**.
- Maintenir les espaces ouverts soutenant le pastoralisme.
- Conserver les boisements soulignant les **structures géomorphologiques du paysage**.

### ARCHITECTURE ET PATRIMOINE BATI :

- Confronter **la position et la silhouette des bourgs**.
- Encourager la **réhabilitation du bâti vacant** (en centre-bourg) et lutter contre les modèles architecturaux standardisés.
- Encourager l'usage du bois et de la pierre volcanique (respect de l'architecture locale).
- Mettre en place des mesures de protection des éléments de **petit patrimoine bâti** non protégé protégés.
- Prendre en compte les bourgs, hameaux et villages remarquables identifiés au Plan Parc

### BIODIVERSITE ET PATRIMOINE NATUREL :

- Préservation des **habitats d'accueil d'espèces à statuts réglementaires** (faune et flore) et maintien des connectivités nécessaires au bon développement de leur cycle de vie ;
- Préservation des **réservoirs de biodiversité** (ZNIEFF, sites Natura 2000, etc)
- Préservation des éléments composants la **Trame verte et bleue** (corridors écologiques) et en particulier du réseau bocager, des petits boisements (qui occupent peu de surface sur les communes) et des zones humides et d'eau libre favorables à l'avifaune.
- Limiter les sources de **fragmentation des milieux** (urbanisation diffuse, etc.)

### EAU ET MILIEUX AQUATIQUES :

- Préservation de la ressource en eau potable (protection des captages par arrêté, gestion des prélèvements),
- Préservation et/ou restauration de **la trame bleue** (fonctionnalité des cours d'eau, de la ripisylve et des zones humides),
- Préservation d'espèces patrimoniales
- Préservation des **zones humides**, en lien avec la prévention contre les inondations
- Mise en place d'une animation dédiée à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques.

### ENERGIE ET DEPLACEMENTS :

- Définir des objectifs de **réduction des dépenses de consommation énergétique**, notamment dans :

- le bâti : résorption vacance, rénovation du patrimoine bâti, promotion de constructions neuves performantes, etc.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

- les transports : mise en valeur de l'offre de transport en commun, développement de la pratique du covoiturage et de l'autostop organisé, etc.

- Penser l'implantation des équipements publics, services et de l'habitat en termes de centralité (déplacements), développement ou maintien des services de proximité en centre-bourg.
- Limiter l'étalement urbain et du mitage ;
- Rationaliser l'éclairage public nocturne.
- Développer un mix énergétique renouvelable s'appuyant sur les ressources locales et en s'appuyant sur des analyses paysagères pour développer les énergies renouvelables.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 7. ANNEXES

**Annexe 0 :** Regard du Parc : Atlas territorial

**Annexe 1 :** Guide de la modernisation du contenu du PLU (nouvelle structure de règlement)

**Annexe 2 :** Charte 2013>2025 : Rapport.

**Annexe 3 :** Charte 2013>2025 : Plan Parc.

**Annexe 4 :** 10 Questions-Clés sur la Charte du PNRVA.

**Annexe 5 :** Construire ou restaurer sa maison sur les secteurs de la Chaîne des Puys, du Bassin de Rochefort et du Massif des Monts Dore.

**Annexe 6 :** Un éco-habitat au cœur des Volcans d'Auvergne.

**Annexe 7 :** Charte de Développement Durable des Parcs d'Activités.

**Annexe 8 :** Proposition de Palette Végétale.

**Annexe 9 :** Liste régionale des espèces envahissantes en Auvergne.

**Annexe 10 :** Implantations urbaines et préservation des structures paysagères.

**Annexe 11 :** Introduction au Schéma Paysager du PNRVA.

**Annexe 12 :** Guide Urbanisme & Energie - CAUE 63 / Aduhme.

**Annexe 13 :** Inventaire du petit patrimoine bâti non protégé

**Annexe 14 :** Guide pour la prise en compte des continuités écologiques et du paysage dans les projets d'urbanisme

**Annexe 15 :** Carte de la charpente paysagère, Le Grand Clermont.

**Annexe 16 :** Fiche prescription urbanisme sur les communes d'Aydat, Chanonat, Cournols, Olloix, Saint-Saturnin et Saulzet-le-Froid.



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026

## 8. INDEX DES SIGLES

**AEU :** Approche Environnementale de l'Urbanisme
**Aduhme :** Agence Locale de l'Energie et du Climat
**ALUR :** (loi pour) l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové
**AMVAP :** Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine
**AOP :** Appellation d'Origine Protégée
**APB :** Arrêté de Protection de Biotope
**BBC :** Bâtiment Basse Consommation
**BE :** Bureau d'Etudes
**CC :** Carte Communale
**CG :** Conseil Général
**COS :** Coefficient d'Occupation des Sols
**CRA :** Conseil Régional d'Auvergne
**DDASS :** Direction Générale des Affaires Sanitaires et Sociales
**EBC :** Espace Boisé Classé
**ENS :** Espace Naturel Sensible
**EPCI :** Etablissement Public de Coopération Intercommunale
**EPF :** Etablissement Public Foncier
**ER :** Emplacement Réservé
**GEMAPI :** Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations
**GES :** Gaz à Effet de Serre
**IGN :** Institut Géographique National
**MH :** Monument Historique
**OAP :** Orientation d'Aménagement et de Programmation
**OCV :** Opération Cœur de Village
**OPAH :** Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
**PAB :** Programme d'Aménagement de Bourg
**PaC :** Porter à Connaissance
**PADD :** Projet d'Aménagement et de Développement Durable
**PAEN :** Périmètre de Protection et de Mise en Valeur des Espaces Agricoles et Naturels
**PC :** Permis de Construire
**PCED :** Plan Climat Energie Départemental
**PCET :** Plan Climat Energie Territorial
**PDU :** Plan de Déplacements Urbain
**PLH :** Programme Local de l'Habitat
**PLU :** Plan Local d'Urbanisme
**PNR :** Parc Naturel Régional
**PNRVA :** Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne
**POS :** Plan d'Occupation des Sols
**PPA :** Personne Publique Associée
**PPRI :** Plan de Prévention des Risques d'Inondation
**RFF :** Réseau Ferré de France
**RIS :** Relais Information Service
**RLP :** Règlement Local de Publicité
**RNN :** Réserve Naturelle Nationale
**RNR :** Réserve Naturelle Régionale
**RT :** Réglementation Thermique
**SAFER :** Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural
**SAGE :** Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
**SCoT :** Schéma de Cohérence Territoriale
**SDAGE :** Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
**SIG :** Système d'Information Géographique
**SIL :** Signalétique d'Information Locale
**SMPNRLF :** Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional du Livradois-Forez
**SMPNRVA :** Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne
**SPANC :** Service Public d'Assainissement Non Collectif
**SRCAE :** Schéma Régional Climat-Air-Energie
**SRU :** Loi Solidarité et Renouvellement Urbains
**SME :** Système de Management Environnemental
**TVB :** Trame Verte et Bleue
**VEFA :** Vente en Etat Futur d'Achèvement
**ZA :** Zones d'Activités
**ZAC :** Zone d'Aménagement Concerté
**ZAP :** Zone Agricole Protégée
**ZH :** Zone Humide
**Zone « A » :** Zone Agricole
**Zone « AU » :** Zone A Urbaniser
**Zone « N » :** Zone Naturelle
**Zone « U » :** Zone Urbaine
**ZPS :** Zone de Protection Spéciale
**ZSC :** Zone Spéciale de Conservation
**ZPPAUP :** Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager



Accusé de réception en préfecture
063-200069177-20260129-DE-26-001-27-DE
Date de télétransmission : 04/02/2026
Date de réception préfecture : 04/02/2026